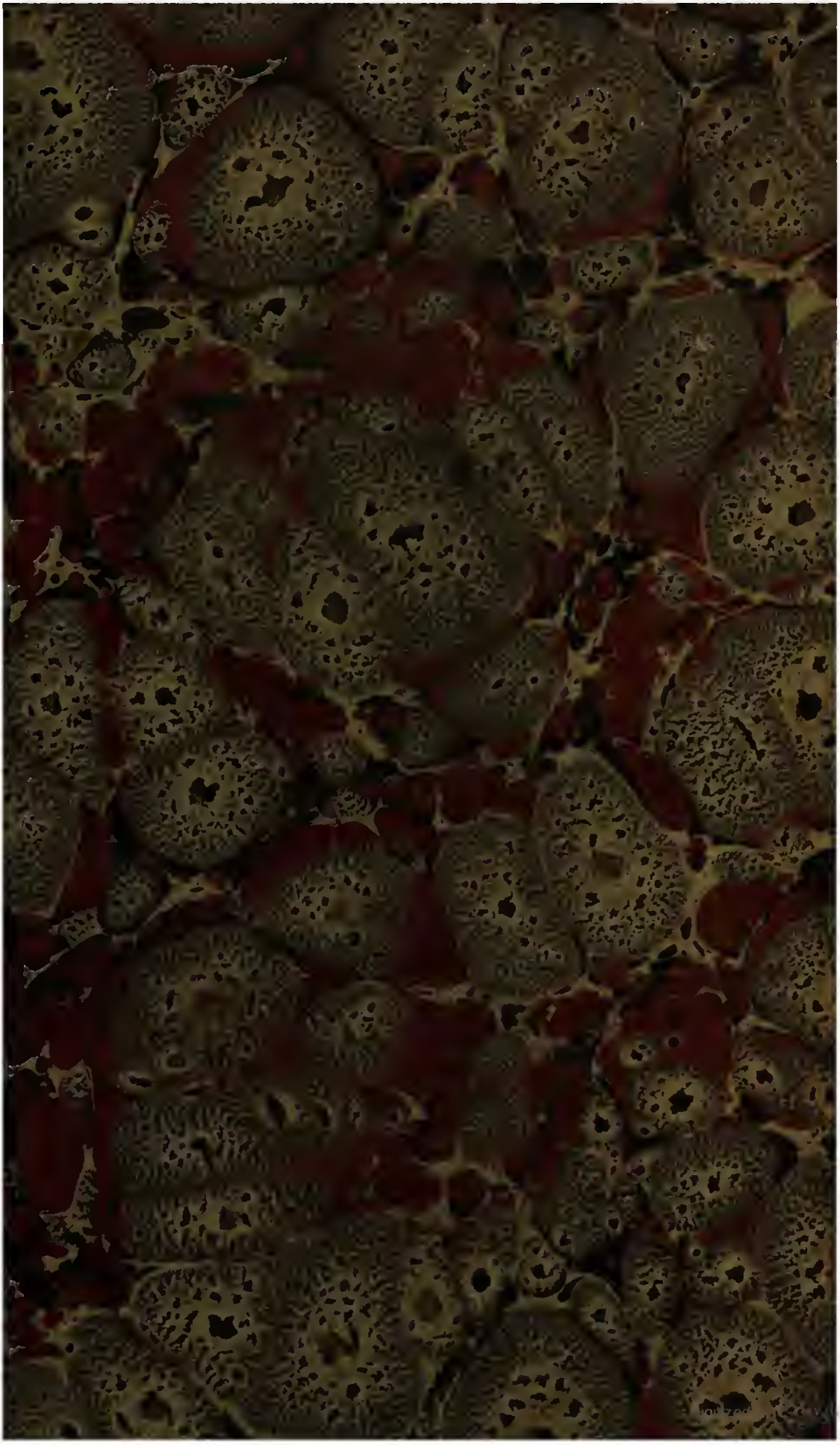
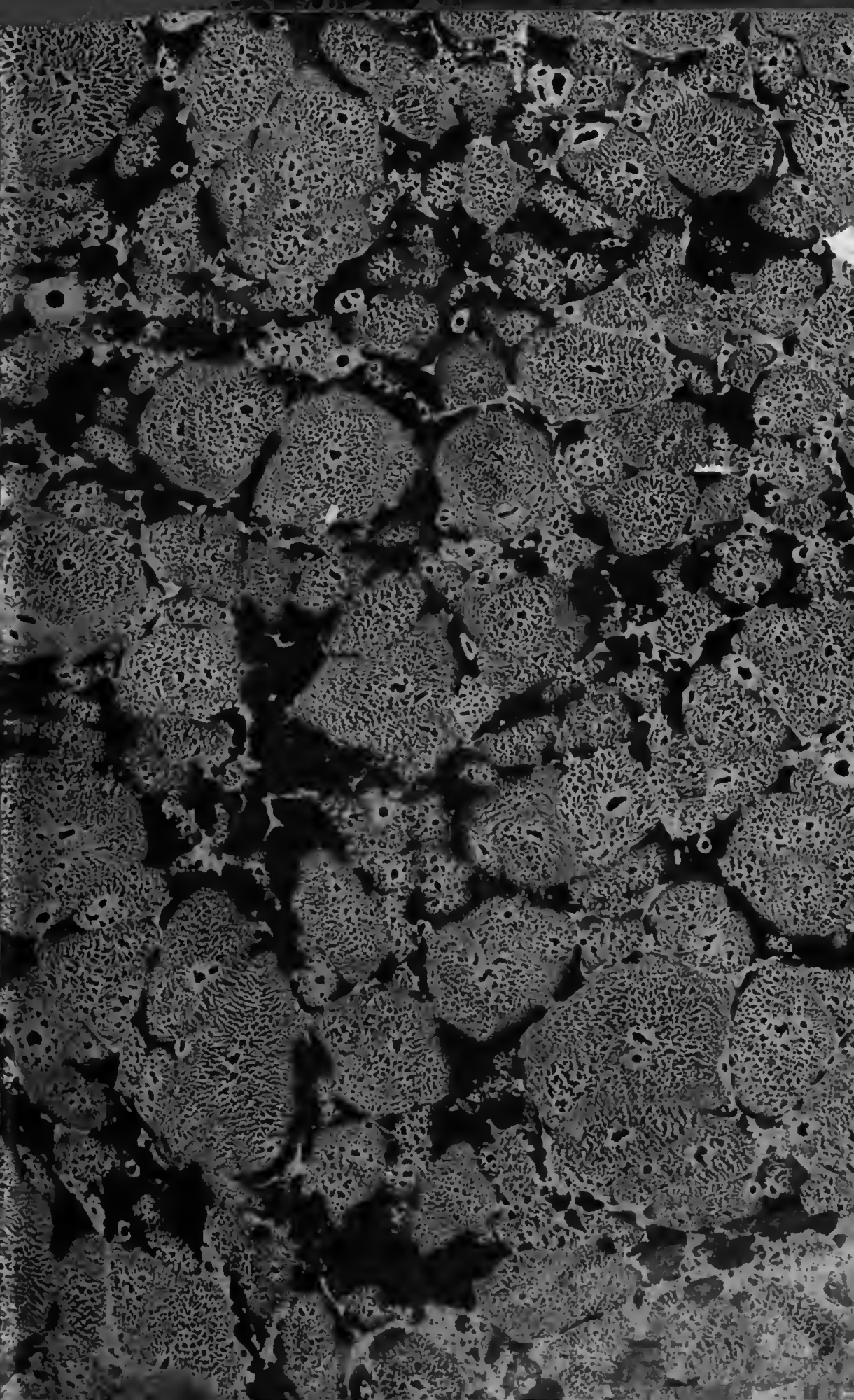


BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.° d'inventario ~~2155~~ 1961
Sala Grande
Scansia 32 Palchetto 2
N.° d'ord. 15



~~Zh. 6.~~ 7.
1ª Sala XXXII. 2. 5.

Digitized by Google

Palat-XXX-18.15

# VICTOIRES,
# CONQUÊTES,

REVERS ET GUERRES CIVILES

# DES FRANÇAIS.

5827-97

# VICTOIRES,

# CONQUÊTES,

REVERS ET GUERRES CIVILES

# DES FRANÇAIS,

DEPUIS LES GAULOIS JUSQU'EN 1792.

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME CINQUIÈME.

PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue des Poitevins, n°. 14.

1822.

Digitized by Google

# PLANS

## CONTENUS DANS LE TOME CINQUIÈME[1].


| | Pages. |
|---|---|
| Plan de Paris en 1465 (planche double). . . . . | 1 |
| Plan de la bataille de Montlhéri. . . . . | 8 |
| Plan des environs de Calais. . . . . | 448 |


[1] Tous ces Plans sont dressés par M. Ambroise Tardieu, d'après le texte même, et d'après les meilleurs matériaux.

# TABLE

## DES CHAPITRES DU CINQUIÈME VOLUME.

### CHAPITRE VI.


Pages.

Commencemens du règne de Louis XI..... 2
Le roi se brouille avec les princes de Bourgogne..... 4
Ligue du bien public..... 6
Bataille de Montlhéri..... 8
Les princes confédérés assiégent Paris..... 12
Traité de Conflans; fin de la guerre du bien public..... 14
Entrevue de Louis XI et de Charles, duc de Bourgogne, à Péronne. 15
Le roi est gardé à vue..... 16
Traité de Péronne; Louis XI recouvre la liberté..... 18
Le duc de Bourgogne reprend les armes contre le roi..... 20
Mort du duc de Berri, frère de Louis XI..... 23
Nouvelle guerre entre Louis et le duc de Bourgogne..... 24
Siége de Beauvais..... *Id.*
Trève entre les Français et les Bourguignons..... 26
Actes de vengeance exercés par Louis XI..... 27
Le connétable s'empare de Saint-Quentin; son entrevue avec le roi. 28
Le duc de Bourgogne recommence les hostilités..... 29
Débarquement des Anglais en France..... 31
Louis XI négocie avec Edouard IV; traité de Péquigny..... *Id.*
Conduite tortueuse du connétable de Saint-Pol..... 32
Mécontentement du duc de Bourgogne au sujet du traité de Péquigny..... 34
Entrevue de Louis XI et d'Edouard IV à Péquigny..... 35
Le connétable de Saint-Pol est décapité..... 36
Le duc de Bourgogne fait la guerre aux Suisses; bataille de Granson. 39
Louis XI excite, sous main, les Suisses à continuer la guerre; bataille de Morat..... 40
Bataille de Nancy; mort du duc de Bourgogne..... 42

Pages.

Le roi s'empare d'une partie des états de ce prince..... 44
Guerre entre Louis XI et l'archiduc Maximilien d'Autriche, époux de Marie de Bourgogne..... 46
Bataille de Guinegatte..... 48
Trève entre le roi et l'archiduc Maximilien; traité d'Arras..... 50
Infirmités et mort de Louis XI; caractère de ce roi..... 51

## CHAPITRE VII.

Régence d'Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, pendant la minorité de Charles VIII..... 60
Le duc d'Orléans se révolte contre le gouvernement..... 63
Guerre en Bretagne..... 64
Bataille de Saint-Aubin-du-Cormier..... 65
Traité de Sablé..... 67
Charles VIII épouse l'héritière de Bretagne..... 68
Guerre en Artois..... 69
Traité d'Etapes entre Charles VIII et Henri VII, roi d'Angleterre, l'empereur Maximilien, et Ferdinand, roi d'Aragon..... 70
Charles VIII forme le projet de conquérir le royaume de Naples... *Id.*
Préparatifs de l'expédition d'Italie; départ du roi..... 71
Combat naval devant Gênes..... 72
Progrès de l'armée française en Italie..... 73
Succès en Toscane et dans les états romains..... 76
Entrée des Français dans Rome..... 79
Le roi de Castille et d'Aragon rompt avec Charles VIII..... 81
Les Français envahissent le royaume de Naples..... 82
Charles VIII entre dans Naples et s'y fait couronner..... 83
Ligue formée contre les Français..... 84
Charles VIII quitte le royaume de Naples..... 86
Retraite de l'armée française à travers les états romains et la Toscane..... 87
Bataille de *Fornovo* ou Fournoue..... 89
Le duc d'Orléans assiégé dans Novarre..... 93
Belle défense des Français dans le royaume de Naples; bataille de Seminara..... 94
Succès de Ferdinand, roi de Naples..... 95
Les Français capitulent dans Naples..... 96
Le pape fait signifier à Charles VIII d'évacuer entièrement l'Italie. *Id.*
Négociations pour la paix..... 97

Pages.

Traité de Verceil entre le roi de France et le duc de Milan..... 98
Charles VIII rentre en France..... 99
Suite des événémens militaires dans le royaume de Naples..... *Id.*
Dernières capitulations des Français dans le royaume de Naples... 103
Mort de Ferdinand, roi de Naples..... 104
Nouveaux préparatifs pour une seconde expédition française en Italie..... *Id.*
Mort de Charles VIII..... 106

## CHAPITRE VIII.

Louis XII épouse Anne de Bretagne..... 110
Préparatifs d'une nouvelle expédition des Français en Italie..... 111
Conquête du Milanais..... 113
La conduite des Français indispose les habitans de ce duché..... 117
Ludovic Sforce, duc de Milan, lève des troupes dans les états de l'empereur et en Suisse; ses succès..... *Id.*
L'armée française reprend l'offensive; Ludovic est fait prisonnier. 119
Nouvelle soumission du Milanais..... 120
Expédition de Naples; accord entre les rois de France et d'Aragon pour le partage des états napolitains..... 121
Louis XII fournit des secours aux Florentins contre les Pisans... 122
Conduite du pape Alexandre VI et de César Borgia, son fils..... 123
L'armée française entre dans le royaume de Naples..... 124
Prise et pillage de Capoue..... 125
Frédéric, roi de Naples, capitule, et se retire, d'abord dans l'île d'Ischia, ensuite en France..... 126
Mésintelligence des Français et des Espagnols..... 129
Evénemens politiques et militaires en Italie; ambition du cardinal d'Amboise..... 130
Suite de la guerre dans le royaume de Naples; les Français prennent plusieurs villes occupées et défendues par les Espagnols... 131
Commencement des revers de l'armée française..... 133
Louis XII ménage les Suisses, dont il a lieu de se plaindre..... 135
Il traite avec Ferdinand, roi d'Aragon..... 136
La guerre continue dans le royaume de Naples entre les Français et les Espagnols..... 137
Bataille de Gioia ou Seminara..... 138
Bataille de Ceriguola..... 139
Suite des succès de l'armée espagnole..... 141

Pages.

Louis XII envoie une flotte sur les côtes de Naples, et déclare la guerre au roi Ferdinand..... 142
Mort du pape Alexandre VI..... 143
Suite des événemens militaires dans le royaume de Naples..... 144
Trève entre Louis XII et Ferdinand; le territoire napolitain n'est pas compris dans la convention..... 145
Combats sur le Garigliano..... *Id.*
Les Espagnols forcent le passage de ce fleuve..... 148
Belle action du chevalier Bayard..... 149
Les Français capitulent dans Gaëte..... 150
Les Espagnols restent maîtres du royaume de Naples..... *Id.*
Intrigues du pape Jules II..... 152
Traité de Blois; ligue contre la république de Venise..... 153
Situation des affaires en Italie..... *Id.*
Louis XII renoue avec Ferdinand..... 155
Jules II fait la guerre en Italie pour son propre compte..... 156
Le roi de France fournit un secours au pape..... 157
Louis XII tuteur du jeune archiduc, qui fut depuis l'empereur Charles-Quint..... 158
Les Génois se révoltent contre la domination française..... *Id.*
Louis XII envoie des troupes dans les états de Gênes..... 162
Soumission de cette république..... 164
L'empereur Maximilien projette de faire la guerre à Louis XII.... 165
Il entre en Italie..... 167
Il attaque les Vénitiens..... 169
Traité ou ligue de Cambrai..... 170
Les Français ouvrent la campagne contre les Vénitiens..... 171
Leurs progrès sur le territoire vénitien..... 172
Bataille d'Agnadel..... 176
Suites de cette journée..... 179
Les Vénitiens renoncent à leurs états de terre ferme..... *Id.*
Louis XII met un corps de troupes à la disposition de l'empereur Maximilien..... 181
Siége de Padoue..... *Id.*
Succès des armes vénitiennes..... 184
Incendie de la flotte vénitienne..... 185
Le pape se rapproche des Vénitiens..... *Id.*
Il déclare la guerre au duc de Ferrare, allié de Louis XII..... 187
Suite de la guerre contre les Vénitiens..... 189
Vaine tentative des Suisses pour les secourir..... 192

Pages.

Succès de l'armée papale..... 192
Louis XII et Maximilien s'unissent contre le pape..... 193
Suite des opérations militaires de ce dernier dans le Ferrarais..... 194
Le pape est assiégé dans Bologne..... 195
Une armée française marche contre celle du pape..... 199
Maximilien veut négocier la paix avec le pape et ses alliés..... 201
Opérations de l'armée française; celle du pape est dissipée par le maréchal de Trivulce; prise de Bologne..... 202
Louis XII veut traiter avec le pape, qui s'y refuse..... 204
Union entre le pape, les Vénitiens, le roi d'Espagne, l'empereur et le roi d'Angleterre contre Louis XII..... 205
Louis XII augmente ses forces en Italie..... 206
Vaine entreprise des troupes espagnoles et papales sur Bologne... 208
Siége et prise de Brescia par les Français..... 209
Siége et bataille de Ravenne..... 212
Louis XII perd le Milanais par les intrigues du pape..... 221
Ferdinand s'empare de la Haute-Navarre..... 225
Mort du pape Jules II..... 226
Louis XII fait la paix avec Venise, qui lui fournit un corps de troupes auxiliaires..... 227
Siége et bataille de Novarre..... 229
L'armée française abandonne l'Italie..... 231
Les Anglais, réunis aux troupes impériales, attaquent la France; combat et déroute de Guinegatte..... 232
Louis XII fait la paix avec le pape et le roi d'Angleterre..... 236
Mort de Louis XII..... *Id.*

## CHAPITRE IX.

François Ier monte sur le trône; situation politique de l'Europe à l'avènement de ce prince..... 242
Il projette de renouveler la guerre en Italie..... 245
Le roi négocie et traite avec différentes puissances; il se prépare à la guerre..... 246
Ligue pour la défense de l'Italie..... *Id.*
L'armée française franchit les Alpes..... 247
Surprise de Villefranche, en Piémont..... 251
Progrès de l'armée française..... 252
Le roi traite avec les Suisses; trahison de ces derniers..... 253
Bataille de Marignan..... 254

Pages.

Siége du château de Milan..... 260
Cession du Milanais par le duc Maximilien Sforce..... 261
François 1er fait la paix avec les Suisses..... 263
Mort du roi d'Espagne, Ferdinand-le-Catholique..... *Id.*
Entrevue et traité de François 1er avec le pape Léon x..... 264
Retour du roi en France; la guerre continue dans les états vénitiens. 265
L'armée française, auxiliaire des Vénitiens, se retire sur Milan... 268
Siége de Milan par les impériaux; retraite de l'empereur Maximilien et de son armée..... *Id.*
L'armée française rentre dans les états vénitiens..... 269
Traité de Noyon entre François 1er et Charles-Quint..... 270
Traité de Londres entre le roi d'Angleterre, l'empereur et le roi d'Espagne..... 271
Traité de Fribourg entre la France et les Suisses, appelé la paix perpétuelle..... *Id.*
Mort de l'empereur Maximilien..... 272
François 1er prétend à la couronne impériale; Charles, roi d'Espagne, l'emporte sur lui..... 273
Entrevue de François 1er et de Henri VIII dans le champ dit *du drap d'or*..... 275
Commencement de la longue guerre entre François 1er et Charles-Quint..... *Id.*
Origine et progrès de la réformation religieuse..... 277
Situation des affaires politiques en Italie..... 279
Conduite impolitique des maréchaux Lautrec et de Foix, gouverneurs du Milanais..... 280
Les Français recommencent les hostilités en Italie..... 281
L'empereur et le pape tentent de surprendre Gênes..... 282
Entreprise des bannis milanais sur ce duché..... 283
Léon x rend public le traité qu'il avait conclu secrètement avec Charles-Quint contre François 1er..... 284
Lautrec reprend le commandement de l'armée française en Italie.. 286
Siége de Parme par les troupes de l'empereur et de ses alliés..... 287
Retraite de l'armée des alliés..... 288
L'armée des alliés marche sur les états de Venise..... 289
Fautes du maréchal Lautrec..... 290
Commencement des revers de l'armée française..... 291
Reddition de Crémone, de Côme, d'Alexandrie, de Pavie, et autres places aux alliés..... 292
Mort du pape Léon x..... 293

Pages.

Les Suisses retirent leurs troupes de l'armée des alliés..... 293
Suite des événemens militaires dans le Milanais..... 294
L'armée française et celle des alliés sont en présence..... 298
Bataille de la Bicoque..... 300
Les alliés se rendent maîtres de presque tout le Milanais..... 303
Henri VIII déclare la guerre à François Ier..... 305
Ligue, dite *de Rome*, contre la France..... 306
Le roi se prépare à passer une seconde fois en Italie..... 307
Procès du connétable de Bourbon..... 308
Evasion du connétable de Bourbon; il se rend auprès de l'empereur Charles-Quint..... 313
L'amiral Bonnivet nommé commandant de la nouvelle armée d'Italie; ses premières opérations..... 314
Blocus de Milan par l'armée française..... *Id.*
Bayard reprend Lodi et Crémone; belle défense des Français dans le château de cette dernière place..... 315
Suite du blocus de Milan..... 316
L'armée française se retire sur la rive droite du Tésin..... 317
Suite des événemens militaires en Italie; Bayard est surpris dans Rebec..... 318
Succès de l'armée alliée..... 319
Les Suisses abandonnent l'armée française..... 322
Retraite de celle-ci; mort du chevalier Bayard..... 323
Charles-Quint et ses alliés portent la guerre en France..... 324
Invasion de la Provence par l'armée impériale..... 325
Retraite de cette dernière..... 326
L'armée française rentre en Italie, et reprend Milan..... 327
Les Français assiégent Pavie..... 328
Traité de paix entre François Ier et le pape..... 329
Continuation du siége de Pavie..... 330
Le duc de Bourbon renforce l'armée impériale..... 331
Bataille de Pavie; François Ier est fait prisonnier..... 333
Suites de la bataille de Pavie..... 349
Traité de Madrid, ensuite duquel François Ier recouvre sa liberté. 341
Ligue entre François Ier, Clément VII, Henri VIII et les princes d'Italie, contre Charles-Quint..... 342
Siége de Rome par le duc de Bourbon; mort de ce prince..... 344
François Ier envoie une nouvelle armée en Italie..... 345
Succès de l'armée française sous les ordres du maréchal Lautrec... 346
Sa marche sur Rome..... 347

Pages

Le pape s'échappe du château Saint-Ange, où les impériaux le retenaient prisonnier..... 347 *Id.*
Les Français poursuivent l'armée impériale dans sa retraite sur le royaume de Naples..... 348
Siége de Naples..... 349
Retraite de l'armée française..... 351
Suite des événemens militaires dans le Milanais..... 352
L'armée française abandonne l'Italie..... 354
Traité de Cambrai..... 355
Suites des dissensions religieuses en Allemagne..... 357
Le duc de Milan, François Sforce, fait assassiner un agent français. 359
Une armée française envahit la Savoie..... *Id.*
Charles-Quint se prépare à faire la guerre à la France..... 361
L'armée française s'empare d'une grande partie du Piémont..... *Id.*
Trahison du marquis de Saluces, général de l'armée française..... 364
Siége de Fossano par l'armée impériale..... 365
Capitulation de cette place..... 367
Invasion de la Provence par l'armée impériale..... 368
L'armée française se tient sur la défensive en Provence..... 369
Événemens militaires en Picardie; siége de Péronne..... 370
Suite de l'invasion en Provence..... 371
L'empereur assiége inutilement Marseille..... 372
Retraite de l'armée impériale..... 374
Trêve entre François 1er et Charles-Quint..... 375
Suite des événemens militaires en Piémont..... 376
Prolongation de la trêve entre le roi de France et l'empereur..... 379
Nouvelle trêve de dix ans, appelée *trêve de Nice*..... 380
Entrevue de François 1er et de Charles-Quint à Aigues-Mortes..... 381
Le roi permet à l'empereur de traverser la France pour se rendre dans les Pays-Bas..... 382
Charles-Quint fait assassiner deux envoyés de François 1er..... *Id.*
La guerre recommence entre ces deux monarques..... 383
Le sultan Soliman II unit sa flotte à celle de France..... 386
Bataille de Cérisoles..... 391
Charles-Quint envahit la Champagne..... 396
Paix de Crépy entre la France et l'Empire..... 397
Massacre des protestans dans le midi de la France..... 399
Traité de paix entre la France et l'Angleterre..... *Id.*
Mort de François 1er..... *Id.*

Pages.

## CHAPITRE X.

Commencemens du règne d'Henri II..... 405
Ce prince se prépare à la guerre avec Charles-Quint..... 406
Troubles dans l'Angoumois et en Guyenne..... *Id.*
Boulogne restituée à la France..... 407
Evénemens en Italie..... *Id.*
Le pape Jules III unit ses troupes à celles de Charles-Quint; reprise des hostilités en Italie..... 410
Succès du maréchal de Brissac en Piémont..... 411
Le pape négocie avec la France..... 412
Les princes allemands confédérés réclament le secours de la France. 413
Henri II se rend maître de plusieurs places en Lorraine et sur les frontières de l'empire..... *Id.*
Charles-Quint tente inutilement de reprendre Metz..... 414
Destruction de Thérouenne..... 415
Ravage des Ardennes et du Hainaut par l'armée française..... *Id.*
Siége et combat de Renti..... 416
Conquête de la Corse par les Français..... 419
Bataille de Marciano..... 420
Prise d'Yvrée par le maréchal de Brissac..... 421
Surprise de Casal..... 422
Dénuement de l'armée française en Italie..... 423
Progrès du calvinisme en France..... 424
Négociations infructueuses pour la paix..... 425
Belle défense de Montluc dans Sienne..... 426
Le duc d'Albe est nommé général de l'armée impériale en Italie... 428
Suite des opérations militaires en Italie..... 429
Siége de San-Yago..... *Id.*
Siége et prise de Vulpiano..... 430
Prise de Monte-Calvo..... 432
Combat et prise de Vignal..... *Id.*
Ligue offensive et défensive entre le pape et Henri II contre Charles-Quint..... 433
Abdication de Charles-Quint..... 435
Sa mort..... *Id.*
Rupture de la trêve entre le roi de France et celui d'Espagne..... 436
Le duc de Guise se rend en Italie à la tête d'une nouvelle armée... 438
L'armée française s'avance vers le royaume de Naples..... 439

Pages.

Le duc de Guise envahit le territoire napolitain, et se retire bientôt après sur les états du pape..... 441
Le duc de Guise est rappelé en France, ainsi que son armée..... 444
La guerre recommence sur la frontière de Picardie..... 446
Siége, bataille et prise de Saint-Quentin..... 447
Siége et prise de Calais..... 448
Paix de Cateau-Cambrésis..... 450
Mort de Henri II..... 451

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES DU CINQUIÈME VOLUME.

Bibliothèque Nationale
Fonds
PELLIOT
Asie

# PLAN
# DE PARIS
## en 1465.

1. Hotel de Ville.
2. Pont aux Meuniers.
3. Pt au Change.
4. Pt Notre Dame.
5. Magasin de la Monnaye.
6. Pont St Michel.
7. Petit Pont.
8. le Terrein.
9. Notre Dame.
10. Cim. des Innocens
11. Egl. Ste Elisabethe.
12. — St Eustache
13. le Pilori.
14. Egl. Ste Magloire.
15. — Ste Honoré
16. Halle au Blé.
17. la Friperie.
18. Halle aux Draps.
19. Croix du Trahoir.
20. St Thomas du Louvre.
21. St Nicolas.
22. Egl. St Germain l'Auxerois.
23. Egl. St Opportune.
24. — St Josse.
25. — St Mery.
26. Chapelle St Bon.
27. Egl. St Jacques la Boucherie
28. la Gde Boucherie.
29. Egl. Ste Croix.
30. — des Billettes.
31. — St Jean en Grèves.
32. Cimetière St Jean.
33. Pte Beaudest.
34. Egl. St Gervais.
35. — St Paul.
36. — Ste Catherine
37. — St Denis de la
38. — St Pierre
39. — St Barthelemy
40. la Ste Chapelle.
42. St Michel.
42. St Eloi.
43. St Germain le vieu
44. St Luc.
45. Ste Magdeleine
46. St Landry
47. Ste Marine
48. St Pierre aux Bœ
49. St Jean le rond
50. Ste Geneviève des
51. St Christophe.
52. Hotel-Dieu.
53. Egl. St André des
54. St Severin.
55. St Julien.
56. Hotel de Rouen
57. Egl. St Come.
58. Collège de Justic
59. — d'Harcourt.
60. Egl. des Mathurin
61. — St Benoit.
62. — St Nicolas du
63. — St Etienne.
64. Collège des Bon

Antoine

# VICTOIRES, CONQUÊTES, REVERS ET GUERRES CIVILES DES FRANÇAIS.

## PREMIÈRE PARTIE.

### SUITE DU LIVRE VI.

### GUERRES DES FRANÇAIS.

## QUATRIÈME ÉPOQUE.

### CHAPITRE VI.

Commencemens du règne de Louis XI ; il se brouille avec les princes de Bourgogne. Ligue du bien public. Bataille de Montlhéri. Les princes confédérés assiégent Paris. Traité de Conflans ; fin de la guerre du bien public. Entrevue de Louis XI et de Charles, duc de Bourgogne, à Péronne ; le roi est gardé à vue par les Bourguignons. Traité de Péronne. Le duc de Bourgogne reprend les armes contre le roi. Mort du duc de Berri, frère du roi. Nouvelle guerre entre Louis et le duc de Bourgogne. Siége de Beauvais. Trêve entre les Français et les Bourguignons. Actes de vengeance exercés par Louis XI. Le connétable s'empare de Saint-Quentin ; son entrevue avec le roi. Le duc de Bourgogne recom-

mence les hostilités. Débarquement des Anglais en France. Louis XI négocie avec Edouard IV ; traité de Péquigny. Conduite tortueuse du connétable de Saint-Pol. Mécontentement du duc de Bourgogne au sujet du traité de Péquigny. Entrevue de Louis XI et d'Edouard IV à Péquigny. Le connétable de Saint-Pol est décapité. Le duc de Bourgogne fait la guerre aux Suisses; bataille de Grauson. Louis XI excite, sous main, les Suisses à continuer la guerre; bataille de Morat. Bataille de Nancy; mort du duc de Bourgogne. Le roi s'empare d'une partie des états de ce prince; guerre entre Louis XI et l'archiduc Maximilien d'Autriche, époux de Marie de Bourgogne. Bataille de Guinegatte. Trêve entre le roi et l'archiduc Maximilien; traité d'Arras. Infirmités et mort de Louis XI; caractère de ce roi.

Le dauphin Louis apprit avec une joie qu'il ne sut point dissimuler la mort déplorable de son père. Il donna un présent considérable à celui qui lui avait apporté le premier cette nouvelle, et ne prit le deuil que pour un seul jour [1]. Empressé de monter sur le trône où il craignait que les grands n'appelassent son frère le duc de Berri, il quitta bientôt la résidence de Genape [2], accompagné du duc de Bourgogne et son fils Charles, comte de Charolois, à la tête de quatre mille chevaux, pour aller recevoir à Reims l'onction sacrée et la couronne royale.

1461. *Commencemens du règne de Louis* XI. — Louis XI s'était déjà fait assez connaître des Français, pour qu'ils dussent s'attendre à un gouvernement dur, bizarre et despotique [3]. La première preuve qu'il donna de sa mauvaise foi et de cette tyrannie qui l'a fait comparer à Tibère, fut envers les habitans de Reims. Il leur avait promis, en arrivant dans leurs murs, la diminution des impôts. Les Remois ne voyant point l'accomplissement de cette promesse solennelle, se

[1] Il ne voulut point recevoir les courtisans qui venaient le voir, qu'ils n'eussent quitté le deuil, et, après l'avoir porté lui-même seulement un matin, il se vêtit de blanc et d'incarnat. (Mézerai.)

[2] Petite ville des Pays-Bas, à six lieues de Bruxelles.

[3] L'abbé Millot, *Histoire de France*.

révoltèrent et tuèrent quelques agens du fisc; Louis, furieux, envoya quatre-vingt citoyens au supplice [1].

Arrivé à Paris avec l'intention de renouveler en entier la cour et l'administration, il renvoya presque tous les officiers de la couronne, du parlement, de la chambre des comptes et des autres magistratures, les sénéchaux des provinces et les gouverneurs des places, pour mettre à leur place les hommes qui l'avaient servi étant dauphin, et qui avaient le plus offensé son père; il rendit le liberté au duc d'Alençon et au comte d'Armagnac, justement condamnés sous le dernier règne; enfin il abolit la Pragmatique-Sanction [2], sans prendre conseil et au mépris de l'opinion générale, bien qu'il fût intéressé à maintenir cet ouvrage de son prédécesseur [3].

Nous indiquerons rapidement les événemens politiques d'un règne qui se passa presque tout entier en intrigues, en négociations, en ruptures et en raccommodemens, et nous ne

[1] Mézerai. — *Hist. de Louis* XI.

[2] Voyez la note placée page 372 du tome IV.

[3] Louis XI fit cette révocation, contre le sentiment et les remontrances de tous ses sujets, contre le droit et la raison, sous la condition toutefois qu'il résiderait un légat en France pour conférer les provisions des bénéfices, sans que les Français fussent tenus d'envoyer de l'argent de là les monts. Le pape Pie II (Œneas Sylvius), qui, étant secrétaire du concile de Bâle, s'était montré le plus ardent défenseur des libertés de l'église, mais qui, devenu cardinal et pape, changea d'opinion et d'intérêts, avait sollicité vivement l'abolition de la Pragmatique. Quand il l'eut obtenue, il ne tint compte de la condition dont nous venons de parler. Le parlement s'était fortement opposé à cet acte de révocation, parce qu'il regardait la Pragmatique comme le rempart de l'église gallicane; Louis XI lui permit de la faire exécuter encore, excepté en quelques points. Le pape excommunia le parlement, qui méprisa les censures, et les rendit inutiles. La Pragmatique-Sanction ne fut entièrement anéantie que par le Concordat fait dans la suite entre le pape Léon X et François Ier.

(*Voyez* Mézerai, le président Hénault, l'abbé Millot.)

nous arrêterons avec quelque détail que sur le petit nombre de faits militaires importans qui s'y trouvent mêlés.

1463. *Le roi se brouille avec les princes de Bourgogne.* — Peu de temps après son avènement au trône, Louis XI fut en discussion avec le duc de Bourgogne et le comte de Charolois, ses généreux protecteurs dans la longue disgrâce qu'il s'était attirée. L'harmonie, en effet, ne pouvait guère durer entre des vassaux à hautes prétentions et un suzerain jaloux de ses droits et disposé à profiter de l'ambiguité des lois féodales pour soutenir et étendre sa prérogative. Le duc de Bourgogne crut de son devoir et de sa dignité de faire quelques remontrances au roi sur plusieurs infractions au traité d'Arras, et sur ce qu'il avait créé le comte d'Armagnac duc de Nemours, avec le titre, rang et prérogatives de pair de France. Louis refusa d'abord, sous différens prétextes, de donner audience au comte de Chimay, qui était venu pour remplir cette mission. Fatigué des retards qu'il éprouvait, l'envoyé de Philippe-le-Bon aborda le monarque comme il rentrait dans son palais : « Votre maître est-il donc d'un autre métal que les autres princes, dit Louis au comte? — Il le faut bien, répondit celui-ci, puisqu'il vous a reçu et protégé quand personne n'osait le faire. — Vous m'offensez par cette réponse. — Je serais revenu de cinquante lieues pour la faire, et pour rappeler à votre souvenir vos anciens amis, que vous paraissez avoir oubliés. » L'affaire en resta là pour le moment, et fit place à différentes négociations [1].

Le roi d'Aragon ayant besoin d'argent pour faire la guerre aux Navarois et aux Castillans, Louis XI lui avança trois cent mille écus d'or, moyennant la cession de la Catalogne et du Roussillon. Il prêta également vingt mille écus d'or à Marguerite d'Anjou, pour la délivrance de son époux, sous la condition de remettre en dépôt la ville de Calais, lorsque

[1] Monstrelet. — Mézerai. — Duclos, *Hist. de Louis* XI.

Henri VI serait remonté sur le trône [1]. L'année suivante, la France, moyennant quatre cent mille écus que le roi paya au duc de Bourgogne, rentra en possession de toutes les places de la Picardie, qui avaient été cédées à ce prince par le traité d'Arras. Louis XI s'était procuré une partie de ces sommes à l'aide de nouveaux impôts qui fatiguaient le peuple; le corps de la noblesse était offensé des atteintes portées à ses prérogatives par le monarque; la révocation de la Pragmatique avait indisposé le clergé et le parlement.

[1] Henri VI avait été fait prisonnier en 1460, par le parti du duc d'Yorck, à la bataille de Northampton. Le vainqueur, n'osant point usurper la couronne royale, s'était contenté du titre de régent du royaume, et de s'en assurer la succession à lui et aux siens, par un accord qui portait que la couronne lui reviendrait après la mort de Henri. La reine Marguerite ne perdit point courage, et ses généreux efforts réussirent d'abord. Ayant levé une armée, elle défit ses ennemis dans une bataille donnée en 1461, près de Saint-Alban, à sept lieues de Londres, prit le duc d'Yorck, ainsi que son fils aîné (Edmond, comte de Rutland), et leur fit trancher la tête; mais le comte de la Marche, deuxième fils du duc rebelle, recueillit les débris de l'armée de son père, marcha droit sur Londres, et s'y fit couronner roi sous le nom d'Edouard IV. Une bataille décisive l'affermit sur le trône. Marguerite d'Anjou s'enfuit en Ecosse avec son mari et son fils. Dans le cours de cette guerre, que les historiens anglais appellent *la querelle des deux roses rouge et blanche*, parce que la duc de Lancaster avait adopté comme signe de ralliement une rose rouge, et celui d'Yorck une rose blanche, « l'Angleterre, dit l'illustre auteur de l'*Essai sur les mœurs des nations*, fut un vaste théâtre de carnage, où les échafauds étaient dressés de tous côtés sur les champs de bataille; chaque parti exterminait tour à tour, par la main des bourreaux, les principaux prisonniers. La France avait été aussi malheureuse sous Philippe de Valois, sous Jean, sous Charles VI; mais elle le fut par les Anglais, qui, sous leur Henri VI et jusqu'à leur Henri VII, ne furent malheureux que par eux-mêmes. » Marguerite, mal secourue par les Ecossais, passa en France à travers les vaisseaux ennemis qui couvraient la mer, sollicita les secours de Louis XI, et obtint cinq cents hommes, avec les vingt mille écus d'or dont il est question ici. On verra plus tard quelle fut la fin de cette reine, l'épouse et la mère la plus malheureuse de l'Europe.

(VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, c. 115 et 116.)

1464. *Ligue du bien public.* — Le comte de Charolois, mécontent de la restitution des places de Picardie, se lia avec le duc de Bretagne, qui venait de se brouiller avec le roi, parce que celui-ci s'opposait à ses injustes prétentions [1]; les ducs de Bourbon, d'Alençon, de Calabre (Jean d'Anjou, fils du duc René), de Nemours, les comtes de Saint-Pol, de Dunois, et la plupart des seigneurs que Louis XI avait dépouillés de leurs charges et emplois au commencement de son règne, se réunirent bientôt aux deux princes bourguignon et breton, et entraînèrent dans leur parti le duc de Berri, frère du roi, dangereux par la faiblesse de son caractère, qui le rendait souple aux impressions de la cabale [2]. Tout à coup celle-ci se déclara ouvertement, et, s'organisant en révolte, sous le prétexte ordinaire de réformer l'état et de soulager les peuples, elle couvrit ses desseins du nom spécieux de *ligue du bien public*.

On arma de tous côtés. Le comte de Charolois fit une levée de quatorze cents hommes d'armes et de dix mille archers : à la tête de ces troupes, mal armées et peu exercées (parce que le duc Philippe-le-Bon, père du comte, n'avait point voulu entretenir de compagnies permanentes, pour ne pas charger ses peuples de cette dépense), le jeune prince entra sur le territoire français [3], s'empara de Nesle, de Roye, de Montdidier, de Pont-Sainte-Maxence, traversa l'Oise et

[1] Louis XI avait envoyé Guillaume Juvenal des Ursins signifier au duc de Bretagne, successeur d'Artus de Richemont, que, s'il continuait de mettre dans ses actes ces mots *par la grâce de Dieu*, de battre monnaie, d'empêcher la levée des tailles au nom du roi, et la collation des bénéfices sur son duché, le monarque lui déclarerait la guerre.

[2] L'abbé Millot, *Hist. de France, règne de Louis XI.*

[3] Philippe-le-Bon, au moment du départ de son fils, lui dit en l'embrassant : « Allez, mon fils, à la bonne heure, puisque vous l'avez entrepris, poussez toujours, et ne regardez jamais derrière : n'appréhendez point le danger, quand il ne tiendra qu'à cent mille hommes, vous n'y demeurerez pas. »

la Marne, reçut Lagny à composition, prit Saint-Denis de vive force, et vint camper sous les murs de Paris.

Cependant Louis XI, justement alarmé de la lutte qu'il allait soutenir contre des adversaires si puissans, avait consulté le duc de Milan, François Sforce [1], avec lequel il s'était lié intimement n'étant encore que dauphin : le duc répondit qu'il fallait montrer la résolution de combattre avec vigueur, mais n'avoir recours qu'à des négociations, dans lesquelles le roi promettrait tout. « Vous verrez ensuite, ajoutait-il, ce que les circonstances vous obligeront de tenir : » conseil très-convenable à la politique artificieuse du souverain français, et que celui-ci s'empressa de suivre.

A la tête de l'armée qu'il avait d'abord rassemblée contre le duc de Bretagne, Louis s'assura du Berri, avant que cette province ne fût en mesure de lui résister, et marcha ensuite sur le Bourbonnais. Le duc Jean de Bourbon, pris au dépourvu, demanda à traiter. Le roi, à la prière de la duchesse sa sœur, accorda une trève au duc, qui promit de faire tous ses efforts pour disposer ses alliés à la paix, et qui manqua bientôt à sa parole.

La résolution prise par le roi d'éviter, autant que possible, les engagemens sérieux avec les principaux chefs de la ligue, devenait d'une exécution difficile, en présence d'un ennemi aussi entreprenant que le comte de Charolois. Celui-ci venait de sommer Paris, où le maréchal Rouhaut de Gamaches s'était jeté, après avoir opéré sa retraite devant l'armée bourguignone, que la faiblesse de ses troupes ne lui permettait point d'attaquer. Voyant que ce secours faisait échouer sa sommation et toutes ses intrigues, le prince bour-

[1] Ce prince, gendre du duc Philippe-Marie Visconti, lui avait succédé dans la souveraineté de Milan, après une guerre de trois ans contre les habitans de ce duché constitué en république, et les Vénitiens, qui voulaient soutenir le nouvel état.

guignon essaya d'enlever les barrières du faubourg Saint-Denis; il fut repoussé avec perte. Cet échec le rendait irrésolu de continuer le siége, ou d'aller au devant des autres chefs de la ligue, qui devaient joindre leurs troupes aux siennes; mais le conseil du comte de Saint-Pol le décida à passer la Seine à Saint-Cloud, pour se porter contre l'armée qui s'avançait alors vers Paris.

Bien que les forces qu'il avait réunies fussent au moins aussi nombreuses que celles du comte de Charolois, le roi ne se serait point déterminé à ce mouvement sur la capitale, s'il n'eût craint l'arrivée du duc de Bretagne, alors en marche pour opérer sa jonction avec les Bourguignons. Persistant dans la résolution de n'attaquer ni le comte, ni le duc, Louis ne voulait que gagner Paris, parce qu'il jugeait ce poste plus favorable à la réussite de ses menées et artifices, pour semer la division parmi les chefs de la ligue. Il avait mandé au maréchal de Gamaches de venir à sa rencontre avec ses troupes, et il était décidé, en cas d'échec (s'il faut en croire quelques historiens), à faire sa retraite jusqu'en Suisse ou en Italie, auprès du duc de Milan, son ami [1].

D'autre part, le comte de Charolois, informé de l'approche des troupes bretonnes, s'était arrêté à Longjumeau, pour les attendre, et avait donné l'ordre au comte de Saint-Pol, posté à Linas avec l'avant-garde, de ne rien hasarder et de se replier sur le gros de l'armée, en cas d'attaque de la part des troupes royales.

1465. *Bataille de Montlhéry.* — Celles-ci, ayant marché toute la nuit du 15 au 16 juillet, arrivèrent au bourg de Châtres, au point du jour. Le sénéchal Pierre de Brézé, qui commandait l'avant-garde, ne donna point au comte de Saint-Pol

[1] Mézerai.

PLAN
DU CAMP DE BATAILLE
DE MONTLHERY.
Massy
Vissous
Palaiseau
Champlan
Chilly Mazarin
Morangis
Ivette
Lonjumeau
Saux les Chartreux
Villejust
Balainvilliers
Gd Vaux
Pt Vaux
Epinay sur Orge
Orge
Nosay
Chapelle Villiers sur Orge
Villemoisson
Ville du Bois
Forêts d'Esligny
Marcoussy
MONTLHERY
Linas
St Michel sur Orge
Lière
le Plessis d'Argouges
Leuville
St Tilbert de Bretigny
Bailleau
Rte de Limours
la Garde
Charroy
St Germain les Châtres
la Bretonnière
Fresne
Bruyeres le Chateau
Gd Cochets
Ollainville
ARPAJON
la Norville
Remarde
Egly
Beaulieu
Guibeville
Leudeville
Boissy sous St Yon
Avrainville
Marolles en Hurepoix
1/4
1/2
3/4
1
2 Lieues

le temps d'exécuter le mouvement rétrograde prescrit. Les Français, après avoir défilé précipitamment dans la plaine de Linas, par le bois de Torfou, se présentèrent devant l'avant-garde bourguignone.

Le comte de Saint-Pol ne put que ranger sa troupe en bataille dans la plaine, vis-à-vis Châtres, en prenant d'ailleurs toutes les mesures nécessaires pour couvrir le front et les ailes de la ligne ennemie. De son côté, le comte de Charolois, informé de la présence de l'armée française, accourut en toute hâte pour prévenir l'attaque de son avant-garde. Pendant ce temps, l'armée royale eut tout le loisir de se former derrière un large fossé, bordé d'une haie qui le séparait des Bourguignons. Nous avons dit que le sénéchal de Brézé commandait l'avant-garde : le roi conduisait le corps de bataille; l'arrière-garde était sous les ordres du comte du Maine. Les deux derniers corps, arrivés sur le champ de bataille, se mirent en ligne avec le premier, de sorte que le sénéchal tenait la droite, le roi le centre, et le comte du Maine la gauche.

Les deux armées passèrent toute la matinée à s'observer sans en venir aux mains. Le comte de Charolois avait d'abord fait mettre pied à terre à toute sa gendarmerie; mais bientôt après il changea d'avis, et la fit remonter à cheval, à l'exception de quelques anciennes compagnies, qui furent destinées à soutenir les archers de pied. L'armée royale n'avait avec elle que fort peu d'artillerie; celle des Bourguignons, plus nombreuse, commença à tirer, et enleva quelques files dans les rangs opposés. A une heure après-midi, le prince bourguignon, qui jusqu'alors avait espéré que les Français prendraient l'initiative de l'attaque, et qui, dans ce cas, comptait beaucoup sur les retranchemens qui couvraient le front de sa ligne, prit enfin le parti d'ébranler ses troupes. Celles-ci, au lieu de traverser, en plusieurs

reprises (ainsi qu'elles en avaient reçu l'ordre), l'espace qui les séparait de leurs adversaires, firent le trajet tout d'un élan, et sans reprendre haleine. Bien que la rapidité de cette course sur un terrain embarrassé de moissons, eût mis quelque désordre dans sa colonne, le comte de Saint-Pol engagea avec l'aile droite française un combat si vif, que le sénéchal de Brézé fut tué dès le premier choc. Le roi accourut au secours de cette division avec une partie du centre; les assaillans, mis en désordre, lâchèrent pied, et prirent la fuite jusqu'aux charriots et autres retranchemens, dont ils avaient couvert leur ligne dans la matinée.

Mais tandis que le roi mettait ainsi en désordre l'aile gauche ennemie, le comte de Charolois avait attaqué et enfoncé le centre de l'armée française, affaibli, comme on l'a vu, pour soutenir l'aile droite. La défaite de ce centre fut complète; le comte poursuivit les fuyards plus d'une demi-lieue au-delà de Montlhéry : il se croyait assuré de la victoire, lorsqu'on vint lui dire que les Français, après avoir complètement battu son aile gauche, avançaient pour le prendre en queue, et que, s'il tardait un instant, il allait se trouver enveloppé.

Le roi cependant, après la défaite du comte de Saint-Pol, s'était porté sur l'aile droite des Bourguignons, avec laquelle Charles d'Anjou, comte du Maine [1], se trouvait aux prises. Le succès fut quelque temps douteux; mais Saint-Pol, ayant rallié une partie de ses troupes dans le bois de Torfou, et étant revenu à la charge sur le seul point où l'on combattit alors, fit tourner la chance en faveur de son parti. Un grand nombre des archers écossais de la garde du roi périt en défendant Louis XI, qui eut son cheval tué sous lui. Cet accident acheva de rompre les troupes royales, qui crurent le

[1] C'était le fils du duc René.

monarque mort. Ce qui restait de ses gardes, faisant un dernier effort, l'environnèrent, le relevèrent, et le transportèrent sur leurs bras jusqu'à Montlhéry.

Le roi et ce petit nombre de combattans étaient dans la tour de Montlhéry, lorsque le comte de Charolois passa devant en revenant de la poursuite des fuyards du centre. Mal accompagné en ce moment, ce dernier aurait difficilement échappé, si, au lieu de détacher contre lui une vingtaine d'archers de la garde, Louis XI eut fait sortir tout ce qui se trouvait de troupes auprès de sa personne. Toutefois le prince bourguignon, attaqué par les archers français, vit tomber à ses côtés la plus grande partie de son escorte. Blessé lui-même à la gorge, il allait être pris, et déjà le bailli de Chaumont lui criait : « Rendez-vous, monseigneur, je vous connais bien, ne vous faites pas tuer, » lorsqu'un homme de sa suite, nommé Robert Cotereau, fils de son médecin, monté sur un bon cheval, fondit sur les assaillans, les renversa, et dégagea le prince, qui, peu de temps après, fit chevalier son libérateur.

Le comte du Maine, au moment de la disparition du roi, s'était enfui du champ de bataille avec environ huit cents hommes qui lui restaient. Le désordre était le même dans l'autre parti. Français et Bourguignons se tournaient le dos, à qui courrait le plus vîte, les uns et les autres croyant et disant partout sur leur chemin que leur prince avait perdu la bataille et la vie. « Tel, dit un historien contemporain, perdit ses offices et états pour s'en être enfui, qui furent à d'autres qui avaient fui dix lieues plus loin. Du côté du roi, *un homme d'état* s'enfuit jusqu'à Lusignan sans reparaître, et, du côté du comte de Charolois, *un homme de bien* jusqu'au Quesnoy. Ces deux hommes n'avaient garde de se mordre l'un l'autre [1]. »

[1] Philippe de Comines.

La perte fut à peu près la même dans les deux armées. Les Bourguignons, restés maîtres du champ de bataille, y passèrent la nuit, et gagnèrent ensuite Etampes pour y déposer leurs blessés et leurs malades, et attendre dans cette position l'arrivée des troupes du duc de Bretagne. Le roi, de son côté, marcha sur Corbeil avec ce qu'il put réunir de ses troupes, et de là vint à Paris.

Pour mettre les habitans de cette capitale dans ses intérêts, Louis XI s'empressa de prononcer l'abolition d'un grand nombre d'impôts, de rétablir les priviléges de la ville, d'appeler au conseil d'état six bourgeois, six membres du parlement, et six de l'université. Assuré des dispositions des Parisiens [1], il alla ensuite retirer de la Normandie les troupes qui n'y étaient pas strictement nécessaires, et en renforça son armée.

1465. *Les princes confédérés assiégent Paris.* — Sur ces entrefaites, le comte de Charolois fut joint par le corps d'armée breton; par un autre corps de troupes gasconnes, commandées par le duc de Nemours, le comte d'Armagnac, son frère, et le seigneur d'Albret; enfin par un troisième, composé de troupes allemandes, suisses et italiennes, sous les ordres du duc de Calabre, Jean d'Anjou [2], qui les avait levées.

Comme les royalistes se trouvaient maîtres des ponts de Saint-Cloud et de Charenton, l'armée confédérée fut obligée de traverser la Seine sur des ponts de bateaux; mais, ce passage une fois terminé, elle s'empara sans peine de la partie

[1] S'il faut en croire Philippe de Comines, ces dispositions n'étaient rien moins que rassurantes, parce que la ligue avait de grandes intelligences dans Paris. Les principaux bourgeois envoyèrent même des députés, pendant l'absence du roi, pour traiter avec les princes; mais le retour du monarque déjoua cette intrigue.

[2] Fils aîné du duc René.

septentrionale des environs de Paris, et enferma cette ville dans un demi-cercle, qui s'étendait de Charenton à Saint-Cloud : ce mouvement obligea le roi de retirer les détachemens chargés de la défense de ces deux points.

Les mesures avaient été si bien prises pour l'approvisionnement de Paris, que, pendant le siége qui dura onze semaines, on ne sentit point dans cette grande ville la disette de vivres. Le roi avait fait camper son armée sur la rive gauche de la Seine, en dehors de l'enceinte, ce qui ne l'empêchait point de faire faire, du côté du nord, de fréquentes sorties, où l'avantage demeura toujours aux troupes royales. L'ennemi fut contraint d'abandonner ses postes avancés qu'il avait établis aux environs de Bercy (qu'on appelait alors *la grange aux merciers*), et de se retirer jusqu'à Conflans, où le comte de Charolois avait son quartier-général. Les princes ligués entreprirent alors de jeter un pont de bateaux sur la Seine, vis-à-vis l'endroit appelé *le port à l'Anglais ;* mais les troupes royales, campées sur la rive gauche, élevèrent de suite vis-à-vis de ce passage un retranchement garni d'artillerie, dont le feu rendit d'abord inutiles les efforts de l'ennemi. Peu de temps après un archer normand, nageant entre deux eaux, parvint à la tête du pont, et coupa les cables qui l'attachaient au rivage. Cet échec, réuni à quelques autres circonstances, ayant occasioné quelque division dans l'armée confédérée, Louis XI résolut d'en profiter ; mais il oublia la dignité de son rang, en faisant des avances peu décentes pour un souverain offensé. Il alla trouver le comte de Charolois dans son quartier-général, et le combla de caresses [1] ; ces démonstrations ne donnèrent que plus de fierté et d'arrogance à Charles de Bourgogne.

[1] Un matin le roi montant en bateau lui cinquième, accosté sur la rive d'une escorte de cavalerie, monta vis-à-vis du camp des ennemis ; et le comte de Charolois, qui l'attendoit sur le bord avec son favori Saint-

1465. *Traité de Conflans; fin de la guerre du bien public.* — Cependant les négociations s'entamèrent à Conflans. Le roi se montra d'autant plus facile, qu'il se promettait bien d'éluder les conditions qu'il allait souscrire, et qu'il avait déjà pris la précaution de déposer au parlement une protestation juridique. Par le traité qui fut conclu, Louis XI donna au duc de Berri, son frère, le nouveau titre de duc de Normandie, et la souveraineté de cette province; toutes les places de la Somme (précédemment rachetées) au comte de Charolois, et le comté d'Etampes au duc de Bretagne. Tous les autres seigneurs, jusqu'aux simples gentilshommes, eurent l'expectative de terres ou de pensions proportionnées au rang qu'ils occupaient. Le comte de Saint-Pol, à la recommandation du prince bourguignon, dont il possédait toute la confiance, reçut du roi l'épée de connétable, vingt-quatre mille livres de pension, le gouvernement de l'Isle-de-France et de ce qui restait de la Picardie après les cessions faites au comte de Charolois [1].

Ainsi s'évanouit le colosse effrayant de la ligue du bien public; les membres qui la composaient se séparèrent, en se félicitant mutuellement des nombreux avantages qu'ils venaient de recueillir, sans prévoir qu'ils auraient bientôt à se repentir de leur crédule confiance. En effet, Louis XI

Pol, lui ayaot juré sûreté, il descendit à terre. Or, comme il étoit fort adroit et qu'il ne vouloit point lui donner l'avantage de commencer ses plaintes, il lui ferma la bouche par uoe honnête satisfaction. « Mon frère, lui dit-il, je connoy que vous estes gentilhomme, et de la Maison de France. — Pourquoy, monseigneur, lui demaoda le comte? — Parce que vous m'avez mandé, par l'archevêque de Narbonoe, que vous me feriez repeotir, avant le bout de l'an, des paroles que vous avoit dit ce fou de Morvilliers. Vrayement vous m'avez bieo tenu promesse : il y a du plaisir d'avoir affaires avec des gens qui satisfont à ce qu'ils promettent. »

(Mézerai.)

[1] Philippe de Comines. — Dupleix. — Mézerai. — Duclos.

ne tarda pas à enlever la Normandie à son frère, qui fut réduit à chercher un asile auprès du duc de Bretagne, avec lequel il s'était d'abord brouillé, par suite des intrigues du roi. Toujours inquiet, défiant et brouillon, ce monarque sentait bien que sa conduite, sa manière de gouverner, ne pouvait que renouveler et même aigrir davantage le mécontentement des princes et des seigneurs; mais il sut prévenir leurs entreprises, en les divisant.

Il voulut que la nation elle-même sanctionnât le manque de foi dont il venait de se rendre coupable envers le duc de Berri, au mépris d'un traité solennel. Les états-généraux, convoqués à Tours, décidèrent que la Normandie ne pouvait être démembrée de la couronne. Ils accordèrent des subsides pour contraindre le duc de Bretagne à la restitution des villes de Normandie, dont il s'était emparé au nom du duc de Berri, et ils ne demandèrent, pour prix de leur zèle à remplir les vues du roi, que le choix de trente-six notables dans les trois ordres, qui s'occuperaient de la réformation de l'état. Le roi n'épargna ni les caresses, ni les promesses; dès que l'assemblée fut dissoute, il pressa si vivement les ducs de Berri et de Bretagne, que ces deux princes consentirent à signer un accord, qui donnait au premier soixante mille livres de rentes pour lui tenir lieu d'apanage.

Le duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, était mort l'année précédente. L'état de dépérissement dans lequel il se trouvait depuis plusieurs années, l'avait empêché de prendre aucune part active à la ligue du bien public. Charles, son successeur, aurait peut-être déclaré de suite la guerre au roi, si les soins inséparables d'une administration nouvelle ne l'eussent forcé d'ajourner ses préparatifs.

*Entrevue de Louis* XI *et de Charles, duc de Bourgogne, à Péronne.* — Débarrassé des ducs de Berri et de Bretagne, Louis XI se tourna vers le nouveau duc de Bourgogne, avec 1468.

l'intention d'épuiser tous les moyens de négociation avant de recourir encore à la voie des armes. Charles venait d'apprendre, avec autant de surprise que d'indignation, la défection de deux alliés puissans, qui jusqu'alors n'avaient cessé de le prier pour qu'il pressât son armement. Le cardinal de La Balue, envoyé par le roi auprès du duc, le trouva dans des dispositions favorables au monarque; mais celui-ci conçut tout-à-coup l'inexplicable dessein d'être lui-même son négociateur. Il demande des lettres de sûreté à Charles, qui désirait peu sa visite, et il se rend à Péronne, sans garde, accompagné seulement de quelques personnes de la cour qui lui forment un cortége peu imposant.

*Le roi est gardé à vue.* — Les premiers momens de l'entrevue entre les deux princes se passèrent en vaines cérémonies d'étiquette, et, de part et d'autre, en de fausses protestations d'amitié. Le roi fut bientôt informé que plusieurs personnages, qu'il reconnaissait pour ses ennemis déclarés, étaient rassemblés dans la ville. L'inquiétude le gagne, et, dans son trouble, il demande avec instance au duc la liberté de prendre son logement au château, « attendu, dit-il, que la ville regorge de malveillans. » Ce point accordé, la négociation continue pendant quelques jours avec assez de calme, grâces aux complaisances du roi, qui flatte l'amour-propre du duc et caresse ses serviteurs; mais tout à coup on apprend à Péronne que les Liégeois, gagnés par les émissaires de Louis, se sont révoltés, et ont arrêté leur évêque. Charles, le plus impétueux et le plus violent des hommes, s'abandonne à toute la fougue de sa colère; il jure de tirer une vengeance éclatante du roi, et ordonne que toutes les portes de la ville soient fermées, que qui que ce soit n'entre, sans une permission expresse, dans le château, avec lequel on ne communique plus que par un guichet.

Le roi était dans une situation fort critique, la terreur

glaçait ses sens : renfermé dans un appartement d'où il apercevait la tour où Charles-le-Simple avait terminé sa triste vie, il attendait à tout instant l'arrêt de sa mort, ou celui d'une captivité perpétuelle. Toutefois, lorsque la première stupeur fut dissipée, le monarque captif mit en jeu les ressorts dont il savait faire un si habile usage. L'or en abondance et de brillantes promesses lui ouvrirent les barrières; quinze mille écus d'or furent prodigués aux seuls officiers subalternes du duc. Les négociations furent reprises, mais dans des termes fort différens. L'ordre du licenciement de son armée fut le premier acte qu'on exigea du roi; il y souscrivit.

La conservation de son royaume et le salut de sa personne dépendaient entièrement de l'intelligence et de l'énergie de l'homme qui avait alors la direction de cette même armée [1]; c'était Dammartin, grand-maître de la maison du roi. Il sut découvrir dans les lettres de Louis la position forcée où se trouvait ce monarque; il sentit que la crainte lui arrachait les assurances d'une satisfaction apparente, et il ne put croire à la liberté d'un prince renfermé dans l'une des places de son plus implacable ennemi. En conséquence, ses réponses annoncèrent, avec les expressions du respect, la résolution de ne point remplir les ordres qu'il avait reçus. Le duc de Bourgogne lui fit en vain des promesses magnifiques, et ensuite de violentes menaces pour ébranler une détermination qui contrariait si fort ses intérêts; Dammartin répondit à l'agent du prince : « Dites à votre maître qu'il tienne pour assuré que si le roi ne retourne bientôt, tout le royaume ira le quérir, et l'on jouera dans ses états semblable jeu que celui qu'il veut jouer au pays de Liége. Le royaume n'est pas si dépourvu de gens chevaleureux qu'il peut se l'imaginer. »

[1] En l'absence du connétable, qui avait accompagné le roi à Péronne.

sur sa vaillance et sur sa rigueur[1]. Cette conduite peu noble lui réussit ; il obtint la permission de partir[2].

Il s'était engagé, par le traité signé à Péronne, de renouveler ceux d'Arras et de Conflans, d'abandonner le parti de la Maison de Lancaster, et de donner au duc de Berri la Champagne et la Brie en dédommagement de la Normandie qu'il lui avait retirée. Le motif qui avait fait exiger ce dernier article était de rendre le frère de Louis voisin du duc de Bourgogne, et de le mettre à portée de recevoir au besoin les secours immédiats de ce prince, le plus puissant de ses amis. Cette considération ne pouvait point échapper au roi; aussi Charles l'ayant accompagné l'espace d'une lieue, lors de leur séparation dans le pays de Liége, Louis profita de l'espèce d'émotion qu'amenaient leurs adieux, et fit avec un ton de bonhomie cette question insidieuse au duc : « Si d'aventure, mon frère de Berri, qui est en Bretagne, ne se contentait pas du partage que je lui baille pour l'amour de vous, que voudriez-vous que je fisse? » Charles répliqua sans réflexion : « S'il ne le veut prendre, mais que vous fassiez qu'il soit content, je m'en rapporte à vous deux. »

Par cette réponse, qui venait de lui échapper si imprudemment, le duc de Bourgogne s'interdit le droit de plainte alors que le duc de Berri, séduit plus tard par les trompeuses suggestions de son frère, consentit à l'échange désavantageux de la Champagne et de la Brie contre la Guyenne. L'agent que Louis XI employa en cette occasion fut Odet Daidie, favori du duc; il récompensa ce service, ou plutôt

[1] Quand le duc de Bourgogne entra dans Liége, Louis XI était à ses côtés portant la croix de Saint-André au chapeau, et criant avec la nombreuse escorte du prince : *Vive Bourgogne!* (Mézerai.)

[2] Louis, en remerciant le duc de ce congé comme d'une faveur, lui offrit de le servir encore partout où il voudrait, et pria qu'ils se pussent entrevoir l'année suivante, *pour faire un mois de bonne chère ensemble*. (Mézerai)

cette trahison, par le comté de Commingе, tandis qu'au même moment il punissait le cardinal de La Balue d'avoir trahi ses intérêts. Ce dernier ministre fut convaincu d'avoir entretenu le duc de Berri dans sa révolte, pour se rendre nécessaire, et d'avoir eu des intelligences avec le duc de Bourgogne. Mis en prison à Loches, La Balue y resta onze ans, enfermé dans une cage de fer; on ne lui fit point son procès, à cause des contestations qui eurent lieu avec le pape sur la forme de la procédure [1].

La paix momentanée qui suivit le traité de Péronne, amena quelques changemens dans la situation politique et dans la constitution du royaume de France. Jusqu'au règne de Louis XI, les diverses puissances s'étaient fait la guerre, et avaient vidé leurs querelles à la vue de leurs voisins, spectateurs indifférens, ou du moins immobiles de ces débats. Louis établit le premier ces rapports qui transmettent à tous les états un mouvement commun, et qui font de l'Europe un grand corps politique, dont toutes les parties correspondent nécessairement entre elles.

1471. *Le duc de Bourgogne reprend les armes contre le roi.* — Cependant le duc de Bourgogne, toujours uni avec le duc de Berri, entretenait le caractère inquiet de ce prince, et

[1] Le cardinal La Balue, fils d'un meûnier, avait débuté par être valet de Jean Juvenal des Ursins, évêque de Poitiers, et ensuite de Jean de Beauvais, évêque d'Angers. Parvenu, par sa souplesse, à la place d'intendant des finances, Louis XI le fit évêque d'Evreux, et, deux ans après, lui donna le siége d'Angers, dont il avait dénoncé et fait chasser son bienfaiteur Jean de Beauvais. C'était un homme sans instruction, sans vertu, sans mœurs, à qui, suivant Duclos, il ne manquait que l'hypocrisie pour avoir tous les vices. Il avait acheté le chapeau de cardinal du pape Paul II, en obtenant des lettres-patentes pour abolir entièrement la Pragmatique, lettres que le parlement refusa d'enregistrer. Le cardinal Julien ayant obtenu la liberté de La Balue, celui-ci se retira à Rome, où, par ses intrigues, il acquit beaucoup de crédit. Sixte IV l'envoya légat *a latere* en France, en 1484. Il mourut à Ancône en 1491.

l'encourageait à tracasser de nouveau le roi son frère. Il avait même chargé le connétable de Saint-Pol d'assurer le prince qu'il était disposé à lui donner sa propre fille en mariage. Dans le même temps, toujours lié avec la Maison d'Yorck, il recevait d'Edouard IV l'ordre de la Jarretière, et pratiquait des intrigues pour faire tomber entre ses mains l'héritage du duc René d'Anjou, prétendu roi de Naples. Le roi se plaignit de toute cette conduite peu loyale. La seule réponse de Charles de Bourgogne fut de prendre les armes[1].

Mais Louis XI était en mesure. Il s'était ménagé des intelligences jusque dans la cour du duc; il avait mis dans ses intérêts le duc de Bretagne, qui lui fournit un corps de gendarmerie auxiliaire; le duc de Berri lui-même se trouva contraint d'accompagner son frère marchant contre Charles. Le roi s'empara en peu de temps d'Amiens, de Roye et de Montdidier, en Picardie : le duc de Bourgogne, pressé aussi vivement, fut réduit à implorer une trève de quelques mois, en promettant de donner d'ailleurs toutes les satisfactions demandées.

Cette même année vit le triomphe complet de la *rose blanche* sur la *rose rouge*, c'est-à-dire de la Maison d'Yorck sur celle de Lancaster[2]. Edouard IV, maître de la personne

[1] Philippe de Comines. — Dupleix. — Mézerai. — Duclos.

[2] Edouard IV, mis sur le trône par les mains du comte de Warwick, délivré par lui de tous ses ennemis, maître de la personne de Henri VI, fut bientôt ingrat envers son bienfaiteur. Warwick, qui lui servait de père, avait voulu négocier en France le mariage d'Edouard avec Bonne de Savoie, sœur de la femme de Louis XI. Le monarque anglais, pendant qu'on était prêt à conclure, voit Elizabeth Woodville, veuve du chevalier Gray, en devient amoureux, l'épouse en secret, et enfin la déclare reine sans en faire part à Warwick. L'ayant ainsi offensé, il le néglige, il l'écarte des conseils, il s'en fait un ennemi irréconciliable. Warwick, dont l'artifice égalait l'audace, employa bientôt l'un et l'autre à se venger. Il séduisit le duc de Clarence, frère du roi; il arma l'Angleterre; et ce n'était point alors le parti de la *rose rouge* contre la *rose blanche*.

de Marguerite d'Anjou, épouse de l'infortuné Henri VI, exigeait du roi de France cinquante mille écus pour la rançon de cette princesse. Ce ne fut qu'au bout de quatre années que Louis XI se détermina à donner cette somme. Marguerite avait déployé, dans l'espace de vingt années, toutes

La guerre civile était entre le roi et son sujet irrité. Les combats, les trèves, les négociations se succédèrent rapidement. Warwick chassa enfin d'Angleterre le roi qu'il avait fait, et alla à la tour de Londres tirer de prison ce même Henri VI qu'il avait détrôné, et le replaça sur le trône. On le nommait le *faiseur de rois*. Les parlemens n'étaient que les organes de la volonté du plus fort; Warwick en fit convoquer un qui rétablit Henri VI dans tous ses droits, et qui déclara usurpateur et traître ce même Edouard IV, auquel il avait, peu d'années auparavant, décerné la couronne. Cette longue et sanglante tragédie n'était pas à son dénouement. Edouard IV, réfugié en Hollande, avait des partisans en Angleterre. Il y rentra après sept mois d'exil. Henri, le jouet de la fortune, rétabli à peine, fut encore remis dans la tour de Londres. Sa femme, Marguerite d'Anjou, toujours prête à le venger, et toujours féconde en ressources, repassait dans ces temps-là même en Angleterre avec son fils, le prince de Galles. Elle apprit, en abordant, son nouveau malheur. Warwick, qui l'avait tant persécutée, était son défenseur; il marchait contre Edouard : c'était un reste d'espérance pour cette malheureuse reine. Mais à peine avait-elle appris la nouvelle prison de son mari, qu'un second courrier lui annonce sur le rivage que Warwick vient d'être tué dans un combat, et qu'Edouard IV est vainqueur. L'excès du courage de Marguerite lui fit trouver des ressources et des amis; elle réunit une armée. Il n'y avait guère de provinces en Angleterre dans lesquelles elle n'eût combattu. Les bords de la Saverne et le parc de Tenksbury furent le champ de sa dernière bataille. Elle commandait ses troupes, menant de rang en rang le prince de Galles. Le combat fut opiniâtre; mais enfin Edouard IV demeura victorieux. La reine et son fils furent faits prisonniers; on les sépara : Marguerite fut conduite à Londres pour être renfermée dans la tour où était le roi son mari; le prince de Galles fut mis à mort par les frères d'Edouard IV, les ducs de Clarence et de Glocester. On ne donna la vie à aucun prisonnier, et enfin on résolut la mort d'Henri VI. On prétend que ce même duc de Glocester, depuis Richard III, qui avait trempé ses mains dans le sang du fils, alla lui-même assassiner le père dans sa prison. On laissa vivre Marguerite d'Anjou, parce qu'on espérait que les Français payeraient sa rançon : ce qui eut effectivement lieu.

(VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*, etc., chap. 116.)

les ressources du courage et du génie; plusieurs fois elle replaça sur le trône son stupide époux. Elle s'immortalisa par ses entreprises, dont quelques-unes tiennent du merveilleux. Sa résolution ne fut ébranlée, et les larmes ne coulèrent de ses yeux que lorsque le féroce Glocester immola son fils sous ses yeux. De retour en France, cette femme héroïque parut avoir entièrement perdu le souvenir des orages de la terre; elle se voua à la retraite, et y termina avec calme sa laborieuse existence.

*Mort du duc de Berri, frère de Louis* XI. — Le roi et son frère contestaient encore sur plusieurs articles, lorsque la mort du dernier termina le différent. Le nouveau duc de Guyenne soupait entre Catherine de Montsoreau, sa maîtresse, et un moine bénédictin, nommé Versois, son confesseur. Celui-ci fit apporter une pêche d'une grosseur extraordinaire. La dame de Montsoreau expira immédiatement après en avoir mangé; le duc ne mourut que quelques heures après, dans des convulsions horribles. Odet Daidie, comte de Comminges et favori de Charles de Berri, arrêta le moine empoisonneur, et le conduisit en Bretagne pour qu'on lui fît son procès avec plus de sécurité; mais le jour même où la sentence devait être prononcée, Versois fut trouvé mort dans son lit. On ne douta guère dans l'Europe que Louis XI n'eût commandé l'empoisonnement du duc, « lui qui, étant dauphin, avait fait craindre un parricide à son père. L'histoire ne doit pas l'en accuser sans preuves, mais elle doit le plaindre d'avoir mérité qu'on le soupçonnât; elle doit surtout observer que tout prince, coupable d'un attentat avéré, est coupable aussi des jugemens téméraires qu'on porte sur toutes ses actions [1] » 1472.

[1] Voltaire, *Essai sur les mœurs, etc.*, chap 94.

Louis XI, pour apaiser le cri public, se fit apporter les pièces, et nomma des commissaires; mais ils ne décidèrent rien, et le roi les combla de bienfaits. (*Idem, ibid.*)

Le duc de Bourgogne publia, à l'occasion de cette mort du duc de Berri, des manifestes, dans lesquels il traitait le roi de parricide, d'hérétique et d'idolâtre, et l'accusait formellement d'avoir fait périr son frère par *poison*, *maléfices* et *sortiléges* [1]. Le roi fit assigner, par un simple huissier du parlement, à comparaître devant la cour des pairs, Charles de Bourgogne, premier pair de France, l'un des plus puissans souverains de l'Europe, dont les ambassadeurs avaient, au concile de Bâle, obtenu la préséance sur ceux des électeurs.

1472. *Nouvelle guerre entre le roi et le duc de Bourgogne.* — Le duc se prépara à la guerre, et réunit toutes ses ressources pour triompher dans cette nouvelle lutte avec son suzerain. Marchant à la tête d'une nombreuse armée, ses premiers pas furent des succès. Il prit d'assaut la ville de Nesle, et fit tomber sur les habitans tout le poids de sa vengeance. Ceux de Roye et de Montdidier, effrayés, ouvrirent leurs portes sans résistance; mais tous les efforts de Charles vinrent échouer devant Beauvais. Informé que cette place était dépourvue de garnison, il y accourut dans l'espérance qu'il allait s'en emparer sans coup férir.

1472. *Siége de Beauvais.* — Les bourgeois, à son approche, abandonnèrent les faubourgs, se renfermèrent dans la ville, et montèrent intrépidement sur les remparts. Leurs femmes et leurs filles voulurent partager les périls de la défense, et, conduites par une héroïne, Jeanne Hachette, elles vinrent se ranger sur les endroits des remparts les moins garnis. Les Bourguignons étant montés à l'assaut précisément sur ce

[1] Philippe de Comines. — Mézerai. — Duclos.

Ce roi, qu'on dénonçait ainsi comme idolâtre et hérétique (accusations contradictoires), était dévot, zélé pour la religion. Une telle absurdité prouve également l'injustice de la haine, et l'ignorance qui régnait alors.

(L'abbé Millot, *Hist. de Fr.*)

point, une des vaillantes compagnes de Jeanne arracha un drapeau aux assaillans, qui furent repoussés, et l'apporta en triomphe dans une des églises de la ville [1]. La principale attaque des Bourguignons était dirigée contre la porte qui portait le nom de *Bresle ;* le canon l'avait déjà fracassée ; le passage était ouvert, et rien ne pouvait plus arrêter l'ennemi, lorsque les habitans, sur l'avis de Jeanne Hachette, entassèrent à cet endroit un grand nombre de fagots et d'autres matières combustibles. La flamme de ce bûcher improvisé retint l'impétuosité des assaillans. Bientôt on vit entrer par la porte de Paris un corps de troupes envoyé par le roi au secours de la place. Ces auxiliaires, qui avaient fait ce même jour une marche forcée de quatorze lieues, abandonnèrent leurs chevaux et leurs bagages aux soins des femmes et des filles, coururent sur-le-champ prendre poste aux endroits de la muraille où le combat était le plus animé.

Les Bourguignons, dont les historiens portent le nombre jusqu'à quatre-vingt-mille, intimidés par ce renfort, commencèrent par ralentir leur attaque, et finirent par reculer en désordre jusque sur leur camp. Le lendemain un nouveau secours entra dans la place. Le duc de Bourgogne s'aperçut alors, mais trop tard, de la faute qu'il avait commise en n'investissant point d'abord la ville de manière à couper toute communication aux habitans avec le dehors, et en se bornant à une attaque d'un seul côté. La disette commençait à régner dans le camp de ce prince ; des partis français battaient la campagne, interceptaient ses convois, tout lui annonçait que son entreprise était manquée ; mais, avant de lever le siége, il résolut de tenter un dernier assaut général.

Le maréchal Rouhaut de Gamaches commandait les troupes

[1] Une autre femme arrêta l'évêque de Beauvais par la bride de son cheval, au moment où ce prélat voulait sortir de la ville pour éviter les dangers du siége. (Mézerai.)

successivement arrivées au secours de Beauvais. Les Bourguignons livrèrent l'assaut avec toute la vigueur et l'énergie qu'on devait attendre de cette attaque désespérée. Reçus par les Français avec non moins d'intrépidité, ils sont d'abord contraints d'abandonner la muraille; le duc, furieux, les rallie et les ramène au combat; repoussés une seconde fois, ils se décident à faire leur retraite. Ils étaient trop nombreux pour que les assiégés se hasardassent à les poursuivre.

Ainsi se termina le siége de Beauvais, le 10 juillet 1472. Louis XI récompensa la valeur et la fidélité des habitans par une exemption d'impôts, et ordonna qu'en mémoire de la conduite héroïque de leurs femmes, on ferait tous les ans une procession où elles auraient le pas sur les hommes; qu'elles porteraient, ce jour-là (10 juillet), leurs habits de nôces, et que les autres jours elles se pareraient à leur fantaisie, sans que personne pût y trouver à redire [1].

Ce revers humilia l'orgueil de Charles, auquel on donnait déjà le surnom de *Téméraire;* il ne continua plus qu'à regret une guerre, dont il attendait un triomphe complet [2]. Toutefois, il porta sa fureur dans la Normandie, prit en passant Saint-Valery et le Crotoi, désola tout le pays de Caux, détruisit les châteaux de Longueville et de Neuchâtel, et saccagea la ville d'Eu; il fut repoussé devant Arques et Dieppe, et plus encore maltraité devant Rouen, où il perdit beaucoup de monde.

1472. *Trève entre le roi et le duc de Bourgogne.* — A cette

[1] Philippe de Comines.

[2] De quoi le fou de ce prince sut bien se moquer par un plaisant trait; car, comme il faisait traîner en son armée deux cents pièces de canon, qu'il appelait les *clefs des villes de France*, le bouffon se mit un jour à tourner tout autour, et à regarder dessus et dessous, comme un homme fort empêché; tellement qu'ayant obligé le duc à lui demander ce qu'il faisait, il répondit qu'*il cherchait les clefs de la ville de Beauvais; mais qu'il fallait bien que son altesse ne les eût pas apportées.* (Mézeray.)

époque, le roi ayant fait une trève avec le duc de Bretagne, contre lequel il avait marché, le duc de Bourgogne y fut compris, et se retira avec son armée dans ses états de Flandre, pour se préparer à envahir la succession du duc de Gueldres.

*Actes de vengeance exercés par Louis* XI. — Débarrassé momentanément de cet ennemi, se croyant assuré désormais du duc de Bretagne, auquel, par le traité dont nous venons de parler, il donnait une pension de quatre-vingt mille livres, le roi tourna toute sa vengeance contre trois des membres les plus influens de l'ancienne ligue du bien public, le duc d'Alençon, Jean, comte d'Armagnac, et Jacques, son cousin germain, comte de la Marche et duc de Nemours. Le premier, arrêté par le fameux prévôt Tristan, exécuteur des ordres tyranniques de Louis XI, fut enfermé à la tour du Louvre, où, dit-on, il mourut empoisonné; le second, assiégé dans Lectoure, y fut tué; la fin du duc de Nemours fut plus tragique. Renfermé pendant plusieurs années à la Bastille, dans une cage de fer, il fut ensuite mis à la question, et décapité aux Halles (en 1477). On vit ses enfans traînés sous l'échafaud, par ordre du roi, pour être arrosés du sang de leur père [1].

Le vieux René d'Anjou, roi titulaire de Naples, duc de Lorraine (province qu'il avait cédée à son petit-fils Nicolas),

[1] Plusieurs historiens, et notamment Mézerai et Daniel, parlent à peine de la mort de Jacques d'Armagnac; on ne sait pas précisément quel était le crime de ce seigneur, issu de la plus ancienne maison de France, puisqu'elle remonte directement jusqu'à Clovis. Il fut jugé par une commission extraordinaire, ce qui (selon Voltaire) peut faire présumer qu'il n'était pas coupable. On lui impute vaguement, dans quelques relations, d'avoir voulu se saisir de la personne du roi, et faire tuer le dauphin; mais peut-on croire que le duc, alors réfugié, depuis quelques années, dans ses terres de Gascogne, ait voulu arrêter Louis XI, tout puissant et en pleine paix. L'idée de tuer le dauphin encore enfant, et de conserver

comte de Provence, oncle de Louis XI, faillit à devenir aussi une victime de la haine de ce monarque. René avait secouru le roi dans la guerre du bien public; mais, ayant eu des sujets de mécontentement, il négocia avec le duc de Bourgogne, et lui promit de l'adopter, de lui abandonner même ses provinces. Le roi consulta le parlement sur la conduite de son oncle, et cette cour décida que René devait être ajourné à comparaître en personne, sous peine de bannissement du royaume, de confiscation de corps et de biens, etc. René d'Anjou, intimidé, fit des démarches pour apaiser son neveu. Louis se laissa fléchir, et régla la succession du vieux prince; il fut convenu que le comte du Maine, dernier mâle de la Maison d'Anjou, aurait la Provence, et que l'Anjou serait réuni à la couronne. Quant à la Lorraine, Jolande d'Anjou, mariée au comte de Vaudemont, et tante du duc Nicolas, avait succédé à ce dernier; son fils, nommé René, devint duc de Lorraine à sa mort.

1474. *Le connétable de Saint-Pol s'empare de Saint-Quentin; son entrevue avec Louis* XI. — Cependant le connétable de Saint-Pol, instruit que le roi et le duc de Bourgogne se plaignaient également de sa conduite à leur égard et méditaient sa perte, avait conçu le projet de se placer dans un état d'indépendance tel qu'il put se soutenir à la fois contre deux ennemis aussi puissans [1]. S'étant emparé de Saint-Quen-

le père, est encore une de ces extravagances qui ne tombent point dans la tête d'un homme d'état.

L'historien Philippe de Comines, qui avait trahi le duc de Bourgogne en lâche, et qui fut plus lâchement encore l'un des commissaires-juges du duc de Nemours, eut les terres que ce seigneur possédait dans le Tournaisis. (*Voyez* VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs, etc.*, ch. 94.)

[1] Saint-Pol, possesseur de grandes terres, avait amassé des sommes immenses, le roi lui ayant payé d'ailleurs, depuis quelque années, une pension de quarante-cinq mille livres, et la solde de quatre cents hommes d'armes; il percevait de plus un écu par chaque pièce de vin qui passait par ses terres pour aller en Flandre ou en Hainaut.

tin, à cet effet, il écrivit à Louis qu'il n'avait eu d'autre motif, dans cette occupation, que celui d'empêcher une place aussi importante de tomber entre les mains du duc de Bourgogne. En même temps il priait le duc, dans une autre missive, de ne regarder Saint-Quentin que comme un dépôt confié au zèle d'un ancien serviteur. Charles-le-Téméraire, alors occupé sur les bords du Rhin, fit peu d'attention aux protestations de Saint-Pol; mais le roi en conçut de vives alarmes, et résolut de regagner l'homme auquel il vouait dès-lors un ressentiment implacable. Il fit demander au connétable une entrevue qui eut lieu près de Noyon. Le roi et son sujet y vinrent suivis, chacun, de trois cents hommes d'armes. Saint-Pol eut l'insolence d'exiger qu'une barrière le séparât de Louis. Celui-ci s'excusa sur un retard de peu d'instans; le connétable balbutia quelques mots pour justifier sa démarche; les promesses, les engagemens, les témoignages d'amitié furent ensuite prodigués de part et d'autres. « Mais quand ils se furent séparés, dit Mézerai, repensant tous deux à la faute qu'ils avaient faite, ils retombèrent dans une plus grande haine et dans une plus grande défiance qu'auparavant. »

*Le duc de Bourgogne recommence les hostilités.* — La 1475.
dernière trève conclue entre le roi et Charles-le-Téméraire était expirée: après une prolongation de six mois, Louis avait offert de la renouveler; mais le duc s'y était refusé opiniâtrément. Il avait plusieurs motifs qui le portaient à ce refus: le roi d'Angleterre, débarrassé de la guerre avec la Maison de Lancaster, venait de demander impérieusement au roi de France la restitution de la Guyenne et de la Normandie, et menaçait d'une nouvelle expédition sur le continent; d'un autre côté, le duc de Bretagne se disposait à reprendre les armes contre Louis, et la duchesse de Savoie, brouillée depuis long-temps avec le roi son gendre (à cause de ses mauvais

procédés envers la reine Charlotte, sa fille [1]), promettait d'appuyer le duc de Bourgogne dans ses projets; enfin celui-ci allait tenter l'exécution d'un projet, conçu et médité depuis long-temps, celui d'échanger sa couronne ducale contre celle de roi. Il s'était même déjà adressé à l'empereur Frédéric II pour obtenir ce titre; mais il avait échoué dans sa démarche [2]. L'empereur, au lieu de seconder ce projet, s'unit à la France.

[1] Louis XI, étant dauphin, avait paru fort amoureux de sa femme; mais il la prit en aversion quand il fut monté sur le trône. « Il la tint toujours, dit Claude de Seyssel, bien petitement accompagnée et mal accoutrée, la plupart du temps en quelque château, tantôt à Amboise, tantôt à Loches, où il l'allait voir, quelquefois *plus pour désir d'avoir lignée*, que pour plaisir qu'il prit avec elle. Aussi, pour la grande crainte qu'elle avait de lui, et pour autres rudesses qu'il lui faisait souvent, il est bien à croire qu'elle n'avait pas grandes voluptés, ni grands passe-temps dans sa compagnie; mais, qui pis est, à la fin de ses jours, il l'envoya en Dauphiné, et défendit expressément qu'elle ne fut point auprès de son fils, quand il serait roi. »

[2] Charles-le-Téméraire avait formé le projet de faire une monarchie des vastes états qu'il possédait, et qu'il espérait encore augmenter par de nouvelles conquêtes. Ce prince avait choisi, parmi les grands hommes de l'antiquité, Annibal pour son modèle; mais il n'avait ni la pénétration ni les ruses, ni les talens du héros carthaginois pour la conduite et la disposition d'une armée. « Ses projets, dit un écrivain militaire, le feraient mieux ressembler à Pyrrhus, roi d'Epire: donnant comme lui une libre carrière à son imagination ambitieuse, il conçut un plan immense. Devenu maître de la Lorraine (comme nous le dirons bientôt), il se proposait d'envahir l'Allemagne pour humilier, peut-être même détrôner l'empereur qui lui avait refusé la couronne royale; de l'Allemagne, abaissée ou conquise, il passait ensuite chez les Suisses, qui l'avaient offensé et qu'il se flattait de vaincre; la conquête de la Suisse, qui ne devait être qu'un jeu pour ses armes, lui ouvrait l'entrée de l'Italie, théâtre de nouveaux triomphes, vu le nombre de ses alliés puissans; du sommet des Alpes, il descendait ensuite en Provence, domaine du vieux René d'Anjou, qui devait l'adopter pour son fils: point de doute qu'à l'aide des forces de la Maison de Savoie, brouillée avec le roi de France, il n'ajoutât encore le Dauphiné à ses états. Louis XI oserait-il se mesurer avec lui?... Malheureusement Charles n'avait pas près de lui un Cinéas qui dissipât les fausses illusions de ce rêve éblouissant. » (*Cours d'hist. milit.*, t. II.)

Charles, à la tête d'une armée nombreuse, faisait alors le siége de Neuss, sur le Rhin. Il avait pris le prétexte d'assurer cette place à Herman de Hesse, qui disputait l'archevêché de Cologne à Robert de Bavière; mais son véritable but était d'inquiéter d'Allemagne, ou peut-être d'aguerrir ses troupes pour la grande expédition qu'il avait projetée, et qui devait commencer par la conquête de la Lorraine.

*Débarquement des Anglais en France.* — Cependant le roi d'Angleterre, Edouard IV, se flattant de rentrer en possession des provinces que ses prédécesseurs avaient perdues sur le continent, débarqua sans obstacle à Calais, dans les premiers jours de juin 1475, avec une armée de quinze cents hommes d'armes et de seize mille archers. 1475.

Son premier soin fut d'appeler le duc de Bourgogne, qui, suivant la promesse qu'il en avait faite, devait joindre ses troupes à l'armée anglaise, pour opérer ensemble en Picardie. Charles vint en effet, mais presque seul, attendu qu'il avait envoyé son armée, fatiguée d'un siége de neuf mois, se refaire dans le duché de Bar. Edouard se plaignit amèrement de ce manque de parole, et la mésintelligence se mit d'abord entre les deux alliés. Le duc se persuada qu'il apaiserait le monarque anglais en lui livrant Saint-Quentin, et somma, en conséquence, le connétable de Saint-Pol de remplir la promesse qu'il lui avait faite : Saint-Pol fit tirer sur les troupes anglaises lorsqu'elles se présentèrent pour entrer dans la place [1].

*Louis XI négocie avec Edouard IV; traité de Péquigny.* — Edouard, plus mécontent que jamais du duc de Bourgogne, 1475.

[1] Le connétable fit dire au duc de Bourgogne, par un gentilhomme envoyé exprès, qu'il se conduisait ainsi afin qu'on ne dit pas qu'il s'était rendu sans résistance, et qu'autant pour le service du roi d'Angleterre et du duc, que pour son propre honneur, il était nécessaire qu'il conservât l'affection du roi de France et sa réputation, après la perte desquelles son crédit ne serait plus utile aux deux alliés. (Mézerai.)

indigné contre le connétable, et séduit par l'avarice, écouta facilement les propositions que Louis XI lui fit faire. Ce dernier, bien qu'il eût sur pied une armée respectable, aimant mieux, suivant son inclination, négocier que combattre, s'était empressé d'expédier un homme de confiance chargé de dire au roi d'Angleterre que, s'il consentait à délivrer un sauf-conduit pour cent chevaux, Louis enverrait vers lui des ambassadeurs munis de pleins pouvoirs et d'instructions nécessaires pour conclure un traité de paix. Edouard y consentit, et les conférences s'ouvrirent au village de Péquigny. On arrêta les bases d'un traité, par lequel les deux monarques s'engagèrent à une trève de neuf années; il était stipulé qu'Edouard recevrait une somme de soixante-quinze mille écus d'or (à trente-trois sous pièce) pour les frais de l'expédition, et cinquante mille écus de pension; que le dauphin Charles épouserait la fille aînée du roi d'Angleterre; et qu'il serait payé une autre somme de cinquante mille écus pour l'entretien de cette princesse jusqu'au jour de son mariage. On convint aussi que la trève serait commune aux ducs de Bourgogne et de Bretagne, s'ils le voulaient [1].

*Conduite tortueuse du connétable de Saint-Pol.* — Dans le même temps le connétable de Saint-Pol, sentant toute la difficulté de la position où il était placé, eut recours à sa politique ordinaire. Il dépêcha un de ses gentilshommes, nommé Gréville, au roi, pour l'assurer de ses services, et pour faire passer son refus de livrer Saint-Quentin aux Anglais comme un acte de fidélité aux intérêts du gouvernement français; mais Louis XI, qui savait bien à quoi s'en tenir, fit tomber le connétable, ou plutôt son envoyé, dans le piége que celui-ci voulait lui tendre. Il y avait alors à la cour un officier du duc de Bourgogne, nommé Contay, fait

[1] Mézerai.

prisonnier depuis peu de temps, quand le roi avait fait avancer les troupes en Artois, sur le refus du duc de prolonger la dernière trève. Avant l'entrevue que Louis eut avec Créville, il fit cacher ce Contay derrière une tapisserie pour entendre la conversation. L'agent du connétable possédait le talent d'imiter l'accent et les gestes des personnages qu'il mettait en scène. Il consentit, sur la demande du roi, de faire le récit de ce qui s'était passé entre Edouard et Charles, lorsque le premier avait vu les portes de Saint-Quentin fermées à l'armée anglaise. Louis parut prendre un grand plaisir à cettte scène, et releva de préférence les fureurs du duc de Bourgogne. Après quelques minutes de repos, il réclama de la complaisance de Créville une nouvelle réprésentation de sa scène mimique, « pour ce que, disait-il, vu sa surdité, il avait fallu perdre les traits les plus joyeux, et d'autant qu'un joueur de farces n'aurait su mieux faire sur un théâtre. » L'indiscret négociateur obéit. Quand il se fut acquitté de son rôle ridicule, Louis le congédia, fit sortir Contay de sa cachette, et chargea celui-ci de faire au duc, son maître, le rapport de ce dont il avait été témoin. Créville, de son côté, partit avec la commission de dire au connétable : « que le roi estimait fort sa sagesse et sa vaillance, et qu'il avait besoin de *sa tête* pour s'en servir aux affaires de son conseil [1]. »

Pendant que Créville était auprès du roi de France, le connétable avait envoyé son confesseur au roi d'Angleterre pour lui dire qu'il ne se fiât pas à la parole de Louis XI, qu'il n'attendît point qu'on lui livrât, aux termes du traité qui venait d'être conclu, les villes de Saint-Valery et d'Eu pour y passer l'hiver, mais qu'il s'en emparât par force ;

[1] Philippe de Comines. — Mézerai. — Duclos.

Saint Pol allait même jusqu'à offrir cinquante mille écus au monarque anglais pour l'aider à continuer la guerre. Edouard répondit au confesseur : « Dites à votre maître que c'est un moqueur; que je ne me repens pas de la paix, puisqu'il s'est repenti de ce qu'il avait promis; mais qu'il prenne garde à ne pas se repentir quelque jour de s'être repenti. »

*Mécontentement du duc de Bourgogne au sujet du traité de Péquigny.* — Cependant la plupart des seigneurs anglais, qui étaient venus en France avec l'espoir d'y faire un butin pareil à celui de leurs ancêtres dans les guerres précédentes, murmuraient hautement de la paix que leur roi venait de conclure si facilement. Louis XI, informé de ce mécontentement par les agens qu'il entretenait partout pour recueillir les bruits et les sentimens de tout le monde, n'épargna ni présens, ni caresses, aux membres des conseils et aux principaux chefs de l'armée anglaise, pour obtenir qu'Edouard et lui s'entrevissent à Péquigny, afin d'y ratifier solennellement le traité déjà consenti. Sur ces entrefaites, le duc de Bourgogne, qui avait quitté brusquement Edouard avant la négociation, sous le prétexte d'aller chercher ses troupes et d'en lever de nouvelles, paraît tout à coup, suivi seulement de seize chevaux, au quartier du monarque anglais. Ce dernier lui demande quel sujet le ramène en si grande hâte : « Je viens, dit Charles, pour parler à vous. Je vous demande si vous avez fait la paix. — Non pas la paix, reprend Edouard, mais une trêve de neuf ans, où vous êtes compris vous et le duc de Bretagne, et je vous prie de vous y accommoder. » Le duc furieux se répand en reproches amers, et finit par dire au roi : « Sachez que je n'ai que faire de votre trêve; et, par saint George, si j'ai à en faire quelqu'une avec le roi de France, ce ne sera que trois mois après que vous serez de retour en Angleterre. » En ache-

vant ces mots, il remonte brusquement à cheval, et s'en retourne aussi vite qu'il était venu [1].

*Entrevue de Louis* XI *et d'Edouard* IV *à Péquigny.* — 1475. Louis fut encore instruit de cette scène, et que le duc de Glocester, frère d'Edouard, ainsi qu'un grand nombre de seigneurs, ne désapprouvaient point les plaintes du duc de Bourgogne; en conséquence, dans la crainte qu'Edouard, intimidé, ne revînt sur sa résolution, il se hâta de ramasser la somme nécessaire pour remplir les engagemens du traité, et l'apporta lui-même de Paris. De plus, le roi d'Angleterre s'étant approché d'Amiens pour l'entrevue qui devait avoir lieu, Louis fit ouvrir les portes de cette ville aux Anglais, et donna des ordres pour que des tables fussent dressées dans toutes les rues, dans les cabarets, et qu'on fît le meilleur accueil à ces hôtes étrangers. Le 29 août, jour indiqué pour la conférence, les deux rois se trouvèrent à Péquigny, les deux armées campées en présence l'une de l'autre, mais séparées toutefois par la Somme. On avait placé une barrière sur le pont, sans autre ouverture que l'intervalle des barreaux entre eux [2]. Chaque monarque devait avoir une suite de douze personnes; quatre furent envoyées de part et d'autre pour visiter le local. Louis parut le premier au rendez-vous, Edouard s'y rendit bientôt après, et, arrivé à trois pas de la barrière, il se découvrit, mit un genou en terre, et renouvela ce cérémonial jusqu'à trois fois. Le chancelier de France, Pierre de Morvilliers, fit ensuite lecture du traité; les deux rois en jurèrent l'exécution sur les saints évangiles et sur un morceau de la vraie croix; après quoi ils s'entretinrent de leurs affaires. Louis essaya d'empêcher que le duc de Bourgogne ne fût compris dans la trève; mais

[1] Philippe de Comines. — Mézerai.

[2] Le résultat de l'entrevue du pont de Montereau semblait avoir commandé cette précaution.

Edouard combattit cette prétention, et déclara n'avoir jamais trouvé de meilleur ami que le duc, au besoin. Louis céda; mais sachant qu'Edouard prenait le parti de Charles plus par politique que par affection, il lui demanda ce qu'il y aurait à faire si ce prince refusait d'accepter cette faveur; Edouard répondit : « qu'il le seconderait de rechef, après cela qu'il s'en rapporterait à eux deux. » Ils passèrent de cette discussion au chapitre du connétable de Saint-Pol. Edouard, quoique neveu de ce seigneur [1], toujours indigné de sa perfidie, dévoila toutes ses intrigues. « Mon frère, dit-il en remettant quelques papiers au roi de France, voici des lettres qui vous seront la preuve que le connétable a, par ses menées couvertes et par ses rapports calomnieux, armé contre vous des princes qui vous estiment. » Edouard insista encore pour que Louis ménageât la duchesse de Savoie, et ne se permît aucune hostilité contre le duc de Bretagne. Enfin, après une conversation de deux heures, les deux monarques se séparèrent fort contens l'un de l'autre.

1475. *Le connétable de Saint-Pol est décapité.*—Créville, de retour auprès de son maître, lui avait fidèlement rapporté les dernières paroles de Louis XI [2]; le connétable, démêlant bien le vrai sens de l'équivoque qu'elles renfermaient, mais ne se jugeant pas en mesure de se défendre dans Saint-Quentin, fut chercher un asile auprès du duc de Bourgogne, qu'il reconnaissait pour un ennemi violent, à la vérité, mais généreux. Charles, enflammé de colère par le récit de Coutay, saisit avidement l'occasion de se venger, et de s'emparer de la dépouille du connétable, en livrant celui-ci au roi, qui le réclamait avec les plus grandes instances. Saint-Pol fut

[1] Edouard IV avait épousé Elisabeth Woodville, veuve du chevalier Gray, et fille d'une sœur du comte de Saint-Pol.

[2] *Qu'il* (le roi) *avait besoin de la tête du connétable pour s'en servir aux affaires de son conseil.*

conduit à Paris. Il n'y avait que trop de preuves pour motiver son jugement et sa condamnation; le parlement, présidé par le chancelier, lui fit son procès, et il fut décapité sur la place de Grêve.

Louis XI, pour décider le duc de Bourgogne à lui remettre le connétable entre les mains, avait menacé de secourir Nancy, que ce prince assiégeait alors; c'était la seule place importante qui restât au duc de Lorraine, et sa prise achevait la conquête du duché. Cette considération hâta la perte du malheureux Saint-Pol. Quelques momens après avoir donné l'ordre de livrer ce malheureux seigneur aux gens du roi, en fournissant d'ailleurs toutes les lettres et autres pièces qui pouvaient servir à sa condamnation, Charles avait expédié une instruction toute contraire, mais ceux qui la portaient étaient arrivés trois heures trop tard [1].

*Le duc de Bourgogne fait la guerre aux Suisses; bataille de Granson.*—Maître de Nancy, et, par conséquent, de toute la Lorraine, Charles-le-Téméraire se disposait, suivant le vaste plan qu'il avait conçu, à porter ses armes en Allemagne; mais un événement lui fit changer l'ordre de ses opérations. Le comte de Romont, frère du duc de Savoie et de la reine de France, était en guerre avec les Suisses, ses voisins, au sujet de quelque pillage que ses gens s'étaient permis sur des marchands de cette nation. Les Suisses s'étaient emparés, par représailles, du Pays de Vaud, appartenant au comte. Le duc de Bourgogne saisit cette oc- 1476.

[1] Saint-Pol, en cherchant un asile auprès du duc, n'avait pas été le trouver directement sous les murs de Nancy, mais s'était rendu à Mons chez le sénéchal de Hainaut, son meilleur ami. Charles, informé par ce sénéchal, lui avait d'abord ordonné de garder le connétable à vue, et ensuite de le conduire à Péronne. Il différait de jour en jour de le livrer au roi, dans l'intention, aussitôt qu'il aurait pris Nancy, de punir lui-même son ancien favori, ou peut-être même de lui pardonner sous certaines conditions. (*Voyez* Mézeray, *Hist. de Fr.*, tom. II.)

casion de hâter la vengeance qu'il voulait tirer des Suisses, qui avaient secouru le duc de Lorraine, René II, dans la dernière campagne; il prit la défense du comte de Romont, et dirigea son armée par la Bourgogne sur les frontières helvétiennes. Les Suisses, aux termes de leur traité avec la France [1], demandèrent au roi un subside ou des troupes. Louis, sur la décision des théologiens [2], refusa le secours, et se borna à prier le duc de Bourgogne de ménager ses alliés. Ceux-ci envoyèrent des députés à Charles pour offrir des dédommagemens, et pour le détourner du dessein d'envahir leur pays. « Que trouverez-vous chez nous? lui dirent ces envoyés. Des hommes décidés à maintenir leur liberté jusqu'à la mort, un pays stérile, des villes si pauvres, que tous nos biens réunis ne valent pas les brides de vos chevaux et les éperons de vos chevaliers. » Ces représentations furent inutiles. Charles entra sur le territoire suisse, et vint mettre le siége devant Granson, petite ville sur le lac de Neufchâtel. Défendue par huit cents hommes, cette place ne se rendit qu'après la plus vigoureuse résis-

[1] Celui conclu sous Charles VII, en 1457.

[2] Par le dernier traité conclu entre Louis et le duc de Bourgogne, ces deux princes s'étaient engagés, sous la foi du serment, à se servir envers et contre tous, à s'avertir même mutuellement de tout ce qui se tramerait contre eux. En cette circonstance, le roi assembla des théologiens, et leur proposa ce cas de conscience : *S'il pouvait, selon Dieu et sa conscience, permettre, souffrir, ou tolérer qu'aucuns princes, seigneurs ou communautés qui avaient ou pouvaient avoir querelle contre le duc de Bourgogne, lui fissent la guerre et portassent dommage?* Les théologiens décidèrent que, *vu la conduite que le duc avait tenue à l'égard du roi et du royaume, le roi pouvait laisser agir les autres princes, et même leur faire entendre que, s'ils voulaient faire la guerre au duc de Bourgogne, il en serait content et ne s'y opposerait pas; mais qu'il ne devait ni les solliciter, ni leur donner aucun secours.*

Quelles réflexions doivent faire naître les scrupules d'un roi qui cherche à pouvoir violer ses engagemens en sûreté de conscience, et la complaisance des casuistes qui lui en ménagent les moyens?

tance. Le duc fit pendre la moitié de la garnison, et noya le reste dans le lac. Cette cruauté redoubla l'énergie des Suisses ; une armée accourut bientôt sous les murs de Granson pour venger la mort de ses compatriotes. On informa Charles de la marche de ces troupes, fortes de sept à huit mille hommes. « Ils ne sont pas si fous que de m'attaquer, » dit-il ; et, au lieu de les attendre dans une bonne position qu'il avait prise entre le château de Granson et le lac de Neufchâtel, sur un terrain où il suffisait de sa cavalerie pour tailler les Suisses en pièces, il alla au devant d'eux jusqu'au débouché des montagnes, s'enfonçant dans des ravins profonds, dans des défilés difficiles. Il ne tarda pas à reconnaître son imprudence ; mais il était trop tard pour la réparer. Les Suisses tombèrent sur son avant-garde avant qu'elle n'eût le temps de se mettre en défense, et la culbutèrent avec une grande perte ; le désordre gagnant rapidement le reste de l'armée, la victoire ne fut pas long-temps indécise. Les Bourguignons, accablés, dispersés, furent mis dans la plus grande déroute ; le duc lui-même, partageant la terreur générale, prit la fuite. Il était accompagné de son fou, qui, entendant tous les jours son maître répéter qu'il voulait franchir les Alpes et soumettre l'Italie, comme Annibal, criait, en courant après lui, « Monseigneur, nous voilà bien annibalés. »

L'artillerie, les équipages, et les trésors de Charles restèrent au pouvoir des vainqueurs. Ceux-ci ignoraient tellement le prix de leur riche butin, qu'ils déchirèrent les tentes et les tapisseries les plus précieuses pour s'en faire des vêtemens ; et que, prenant l'argenterie pour de l'étain, ils vendirent presque pour rien la magnifique vaisselle du duc ; un superbe diamant, tombé entre les mains d'un soldat, fut donné par lui à un prêtre pour deux florins. Cette pierre,

qui fait aujourd'hui partie des joyaux de la couronne de France, a été estimée près de deux millions.

Les Suisses attaquèrent sur-le-champ Granson, et l'emportèrent d'assaut. Ils détachèrent les corps de leurs malheureux compatriotes, que le duc avait fait pendre à des arbres, et les remplacèrent par autant de Bourguignons choisis parmi les prisonniers qu'ils venaient de faire.

La défaite de Granson fit évanouir le rêve de grandeur et de prospérité qui avait flatté jusqu'alors l'imagination de Charles. René d'Anjou, qui devait adopter ce prince pour son fils, voyant sa faiblesse et la puissance de Louis XI, qui le menaçait d'envahir ses états, renonça à l'alliance des Bourguignons.

*Louis* XI *excite sous main les Suisses à continuer la guerre; bataille de Morat.* — D'autre part, le roi apprenant les succès des Suisses, les fit exciter sous main à ne pas rendre, par l'inaction, leur victoire inutile. Il envoya aussi des agens auprès des seigneurs d'Alsace pour ranimer leur zèle germanique; et, pour donner un chef à cette ligue, il fit partir de sa cour le duc René II, jeune homme actif, entreprenant, intéressé d'ailleurs dans cette cause, puisqu'il trouvait par là le moyen de rentrer dans son duché de Lorraine, presque entièrement envahi par les Bourguignons.

Charles, détrompé de ses illusions chevaleresques, plongé dans une mélancolie profonde, d'une irascibilité fougueuse, ne voulait écouter aucun sage conseil. Il avait réuni les débris de l'armée battue à Granson, et, malgré les représentations de ses meilleurs capitaines, il venait de mettre le siége devant Morat. Cette place, située dans le canton de Fribourg, était bien fortifiée, et défendue par dix-huit cents hommes. Les troupes bourguignones livrèrent trois assauts, et furent repoussées autant de fois. Après quinze jours d'ef-

forts inutiles, et, sur la nouvelle que l'armée suisse, augmentée des troupes de la nouvelle confédération rhénane, sous les ordres du duc René de Lorraine, s'avançait en bon ordre au secours de la place assiégée, Charles-le-Téméraire, laissant seulement deux cents lances pour garder ses lignes, fut au devant de ses adversaires. Il osa attaquer, avec moins de vingt-cinq mille hommes, un ennemi déjà victorieux, dont les forces s'élevaient en ce moment à plus de trente mille hommes d'excellente infanterie, et à quatre mille cavaliers. A son approche, les fantassins suisses, la plupart armés d'arquebuses, et exercés à ce genre de combat, se retranchèrent derrière des haies vives qui les garantissaient du choc de la cavalerie; Charles envoya contre eux ses francs archers, soutenus de quelques escadrons; les archers, abîmés par le feu des Suisses, lâchent bientôt pied; au moment où le duc de Bourgogne s'avançait pour les soutenir, l'ennemi, sortant avec impétuosité de son retranchement, tombe sur ce corps de bataille, l'enfonce et le disperse. C'est en vain que Charles veut rallier ses troupes, la cavalerie allemande ne lui en donne pas le temps; il est entraîné lui-même dans la déroute générale, et ne parvient qu'avec peine à se sauver, laissant sur le champ de bataille seize à dix-huit mille hommes, et tous ses équipages [1].

Après cette victoire signalée, qui ne coûta que fort peu

[1] Les ossemens des Bourguignons tués à la bataille de Morat furent ramassés et renfermés dans une petite chapelle bâtie sur une hauteur, vis-à-vis le lac qui porte le nom de la ville. Les murs de ce charnier ou ossuaire furent reconstruits en 1755, aux dépens des cantons de Berne et de Fribourg. On lisait l'inscription suivante sur une plaque de cuivre appliquée au-dessus de la porte sur le mur en dehors :

« Voici le monument que laissa d'elle, en 1476, l'armée de Charles, comte de Bourgogne, ce prince si fameux et vaillant, lorsqu'ayant assiégé Morat, elle fut taillée en pièces par les Suisses. »

Lors de la reconstruction, on incrusta dans le mur, du côté de l'occi-

d'hommes aux vainqueurs, les Suisses ravagèrent les terres du comte de Romont; et, pour témoigner au duc René toute leur reconnaissance du service qu'il venait de leur rendre, ils lui donnèrent la moitié du butin, et un corps de troupes pour l'aider à reconquérir la Lorraine. Avec ce secours, René, soutenu d'ailleurs par Louis XI, qui venait d'envoyer un corps de huit cents gendarmes dans le Barrois, quitta de suite la Suisse, et se dirigea sur Nancy. Cette place, défendue par une faible garnison, se rendit après trois mois de siége.

1477. *Bataille de Nancy; mort du duc de Bourgogne.* — Cependant Charles, retiré en Bourgogne, était en proie à tous les tourmens de l'ambition déçue et de l'orgueil humilié. Il laissait croître sa barbe et ses ongles, ne changeait plus de vêtemens, et se rendait inabordable à tous ses serviteurs. Il avait écrit à ses vassaux pour avoir de l'argent et des troupes; mais le ton impérieux et menaçant de ses missives n'était pas propre à ranimer un zèle que ses revers avaient singulièrement refroidi. Il ne put réunir qu'un corps d'armée

dent, une autre inscription latine. On lisait en bas des vers, en langue allemande, dont nous donnerons ici la traduction.

« Arrête-toi, Suisse! ci gît l'armée audacieuse sous laquelle Liége succomba, et qui fit trembler le trône de France. Ce ne fut ni le nombre de nos aïeux, ni l'adresse des armes qui abattirent l'ennemi; ils ne durent la victoire qu'à l'union qui fortifiait leurs bras. Apprenez, frères, toute votre puissance; elle est dans votre fidélité. Ah! plût à Dieu qu'elle se trouvât encore toute entière dans l'ame de chacun des lecteurs! »

Lorsque le général Brune, à la suite de plusieurs avantages remportés sur les Suisses, en 1798, se fut emparé de la ville de Morat, un bataillon de la Côte d'Or (l'un des départemens de l'ancienne Bourgogne) renversa ce monument injurieux à la mémoire des guerriers bourgnignons, et les soldats donnèrent la sépulture aux ossemens blanchis de leurs ancêtres. Par un singulier effet des vicissitudes humaines, cette destruction de l'ossuaire bourguignon eut lieu le jour de l'anniversaire de la bataille de Morat. En 1815, les Suisses ont rassemblé de nouveau les os dispersés, et ont reconstruit le monument de leur ancienne victoire.

assez médiocre, avec lequel il se disposait à entreprendre une nouvelle campagne contre les Suisses, lorsqu'il reçut la nouvelle de la prise de Nancy. Cette perte le mit au désespoir, et redoubla les accès du délire dont il avait déjà donné des marques. Il reconnaissait trop tard la faute qu'il avait faite de ne se point hâter davantage pour conserver une province qui était la communication nécessaire entre ses états du nord et le duché de Bourgogne. Au milieu d'un hiver rigoureux, il met en mouvement une armée faible et découragée, et la conduit en Lorraine, pour tenter de reprendre la ville que, dans ses illusions ambitieuses, il avait choisie pour être la capitale de son nouveau royaume. René, à la tête de dix mille Suisses et de huit mille hommes d'autres troupes, tant lorraines que françaises, était en mesure de secourir la place qu'on voulait lui enlever pour la seconde fois; l'armée bourguignone ne s'élevait pas à cinq mille hommes, mal armés et déjà fatigués d'une longue marche; toutefois, le téméraire Charles ne craignit point d'engager une action décisive. Ses officiers le conjurèrent vainement de ne pas compromettre ses troupes, sa propre existence, par une attaque imprudente : « Je ne veux rien entendre, répondit-il, quand je serais seul contre cent mille, je me battrais toujours. » Le 5 janvier 1476, il quitta ses lignes devant Nancy, et s'avança vers son rival. René, après avoir repris la ville que nous venons de nommer, s'était occupé du soin de faire rentrer les autres places du duché sous son obéissance; mais, informé que Charles menaçait de nouveau sa capitale, il accourait en toute hâte pour la défendre. Les deux armées en vinrent aux mains, malgré la rigueur de la saison, et la neige qui tombait en abondance. Les Bourguignons furent mis en déroute dès le premier choc; Charles essayait de les rallier, lorsqu'il fut attaqué par Charles de Beaumont, un des gentilshommes de

René. Déjà blessé dangereusement, il crie au chevalier : *Sauve le duc de Bourgogne!* Beaumont, qui était sourd, croit entendre les mots : *Vive Bourgogne!* et porte au duc un coup si violent, qu'il l'étend mort à ses pieds. Ainsi périt, à l'âge de quarante-quatre ans, Charles, dernier duc de la branche royale de Bourgogne, si féconde en princes célèbres. On ne retrouva son corps que le lendemain de la bataille, sous un monceau de cadavres, dépouillé de son armure et de tous ses vêtemens, couvert de blessures, et le visage pris dans la glace [1]. René lui fit des obsèques pompeuses, et, s'adressant à ces restes inanimés, il s'écria : « Beau cousin, votre ame soit à Dieu ; vous nous avez assez fait moult de maux et de douleurs. » A la suite de cette victoire, René entra dans Nancy, et fut accueilli par les acclamations des habitans, qui avaient souffert toutes les horreurs de la famine pendant le séjour des Bourguignons devant leur place [2].

1478. *Le roi s'empare d'une partie des états de Charles-le-Téméraire.* — En apprenant la mort de Charles-le-Téméraire, Louis XI témoigna une joie presque indécente, et songea aussitôt aux moyens de s'approprier la meilleure partie des vastes états de ce prince. Il avait à se décider entre deux partis ; le premier, qui s'offrait d'abord à tous les esprits, lui déplut, peut-être par sa simplicité même : c'était de

[1] Les Bourguignons doutèrent pendant long-temps que leur duc eût succombé dans cette bataille. Un grand nombre d'entre eux assuraient même qu'il s'était retiré en quelque solitude pour faire une pénitence de sept ans, après laquelle il reviendrait, plus puissant que jamais, prendre vengeance de tous ses ennemis ; et ce qui semblait justifier cette pensée, c'était qu'on avait vu un certain hermite, tout semblable à lui de taille et de visage, qui fuyait la vue et la compagnie des hommes. (Mézerai.)

[2] Ils dressèrent, à l'entrée de leur prince, un arc de triomphe formé des ossemens des chevaux, des ânes, des chiens, des chats et de tous les autres animaux dont ils s'étaient nourris pendant le siége.

donner au dauphin la main de la princesse Marie, fille unique du duc; cette union assurait sans difficulté à la France la brillante succession de Charles. Le second parti, celui auquel le roi s'arrêta, demandait dans son exécution autant de souplesse que de vigueur. Il fallait d'abord s'assurer les suffrages des seigneurs les plus influens dans les diverses provinces bourguignones, gagner l'affection des peuples, et soutenir par la force des armes le droit de suzeraineté qu'on se disposait à faire valoir [1]. La politique de Louis XI se trouva en défaut dans cette circonstance : si elle réunit la Bourgogne à la couronne de France, elle jeta, d'un autre côté, le premier fondement d'une puissance, qui, pendant plus d'un siècle, mit le royaume, à diverses reprises, sur le penchant de sa ruine, et menaça l'indépendance des autres états de l'Europe.

Louis ne perdit pas un moment. La Bourgogne, dont les principaux seigneurs étaient déjà gagnés par les caresses du roi, se soumit sans résistance : en Picardie, les places d'Abbeville, de Ham, Bohain, Saint-Quentin et Péronne, rentrèrent sous la domination royale; mais l'Artois et la Flandre se déclarèrent pour la jeune princesse. Les seigneurs qui formaient son conseil ne trouvèrent pas de meilleur expédient pour faire échouer les intrigues et les entreprises de l'astucieux Louis XI, que de donner à Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur Frédéric, la main de Marie qu'il sollicitait avec instance. Quelques membres des états de Flandre penchaient en faveur du dauphin, bien que ce prince ne fût âgé que de sept ans; mais la belle-mère de la princesse concilia la majorité des suffrages au prince autrichien, en disant : « il nous faut un homme et non pas un

[1] Une partie des états de Charles devait retourner à la couronne, faute d'héritiers mâles, selon la loi des apanages.

enfant. Ce mariage de l'héritière de Bourgogne suscita au roi un adversaire bien redoutable, et fit de Maximilien le créateur du colosse de la célèbre monarchie espagnole, dont nous parlerons bientôt.

1479. *Guerre entre Louis* XI *et l'archiduc Maximilien d'Autriche, époux de Marie de Bourgogne.* — L'époux de Marie commença par se plaindre des hostilités commises dans les états de cette princesse; Louis XI, après la soumission des villes de Picardie dont nous avons parlé, avait envahi une partie de l'Artois, et s'était rendu maître d'Hesdin et d'Arras. Toutefois, la modération qu'il suivait par système l'emporta sur son ambition, et lui fit écouter, sans aucun signe de mécontentement, les représentations de Jean de La Vacquerie. Ce magistrat fut chargé de défendre les intérêts de la ville d'Arras, dont il était conseiller-pensionnaire. Le roi cherchait à établir, par un discours raisonné, la justice de sa confiscation; La Vacquerie lui répondit : « Sire, le comté d'Artois appartient à mademoiselle de Bourgogne, fille du duc Charles, et lui vient de vraie lignée, à cause de la comtesse Marguerite de Flandre, son aïeule : nous supplions donc V. M. d'entretenir la trêve qu'elle avait faite avec le duc Charles [1]. » Cette noble résistance fit impression sur le roi [2], et il forma le dessein de s'en attacher l'auteur. La

[1] Philippe de Comines.

[2] Il avait prononcé d'abord la destruction de la ville d'Arras, dont les habitans n'obtinrent grâce qu'au prix de nombreux et pénibles sacrifices. Pour se venger de ce que quelques hommes de la garnison avaient proféré des paroles insolentes contre lui, et attaché des croix blanches à des potences sur le rempart, il les fit décapiter avec une doloire de tonnelier; les bourgeois furent condamnés à une amende de soixante mille écus. On lit dans une des lettres de Louis XI, au sujet de l'exécution dont nous venons de parler : « Il y en avait un entre les autres, maître Oudard de Bussy, à qui j'avais donné seigneurie en parlement, et afin qu'on connût bien sa tête, je l'ai fait atourner d'un beau chapel fourré, et il est à cette heure sur le marché d'Hesdin, où il préside. »

Vacquerie, rangé par le droit de conquête au nombre des sujets français, fut nommé premier président du parlement de Paris. Le roi et Maximilien convinrent d'une trève indéterminée, et se disputèrent, par des offres brillantes, l'alliance avantageuse des Anglais. Louis XI, qui d'abord n'avait pas témoigné grande reconnaissance au duc René de Lorraine pour le service qu'il lui avait rendu en le délivrant de Charles, rendit plus solides ses traités avec ce prince, ainsi que ceux avec les Suisses, qui lui donnèrent le titre de premier allié des cantons. Il maria une princesse de Savoie, sa nièce, à Frédéric, prince d'Aragon, et lui donna la Cerdagne et le Roussillon, à condition de l'hommage, qui lui conservait des droits qu'il ferait valoir au besoin. Il gagna Edouard IV, vivement sollicité par Maximilien, en faisant à sa pension, exactement payée, des additions considérables. Enfin, pendant qu'il consentait à des conférences pour la paix avec l'héritière de Bourgogne, il faisait des dispositions pour la guerre. Afin d'en assurer le succès, il redoubla de soin pour la discipline des troupes. Il réforma plusieurs capitaines des compagnies d'ordonnance, remplacés par des hommes plus immédiatement soumis à ses ordres. Il reconnut l'avantage de diminuer cette masse incommode de cavalerie, qui composait la majeure partie de son armée, et d'augmenter l'infanterie, dont les bataillons exercés des Suisses lui démontraient l'utilité.

De son côté, Maximilien se préparait également à la lutte. Avant l'expiration de la trève, il surprit Cambrai, que le roi, en retirant sa garnison, avait laissé à la garde des habitans. Louis fit avancer son armée sur la frontière, pour empêcher l'ennemi de faire de plus grands progrès, et envoya des troupes dans la Franche-Comté. Le prince autrichien n'étant pas en mesure dans cette dernière province, les Français s'en emparèrent en moins d'un mois.

1479. *Bataille de Guinegatte.* — Maître de Cambrai, Maximilien avait marché sur Thérouenne et en faisait le siége; le maréchal Pierre de Rohan, seigneur de Gié, et Philippe Descuerdes ou Descordes, gouverneur de Picardie, s'avancèrent au secours de cette place. L'archiduc laissant un détachement dans ses lignes, vint au devant des troupes royales et les rencontra près du village de Guinegatte entre Thérouenne et Aire. La gendarmerie française conduite par Descordes, culbuta d'abord la cavalerie ennemie et la mit en déroute. La victoire était assurée si le gouverneur de Picardie, détachant seulement quelques escadrons à la poursuite des fuyards, eût attaqué l'infanterie de l'archiduc qui lui prêtait le flanc; mais emporté par son ardeur, ou plutôt ne pouvant contenir une foule de gendarmes, plus avides de faire des prisonniers, dont la rançon pouvait les enrichir, que d'assurer le succès de la bataille, Descordes s'abandonna à la poursuite de la cavalerie ennemie, sans songer aux autres événemens des combats. Dans ce même temps, les francs-archers voyant cette même cavalerie dissipée et suivie vivement dans sa fuite, croyent l'affaire décidée, se jettent sur les bagages et les pillent. Le comte de Romont qui commandait l'infanterie de l'archiduc, remarque ce désordre, et, pour le mettre à profit, attaque impétueusement les archers; il défait sans beaucoup de peine une troupe dont les rangs sont rompus, et reste maître du champ de bataille. Descordes, à son retour, ne se trouvant plus en mesure de combattre les fantassins victorieux, fait sonner la retraite. Telle fut l'affaire de Guinegatte, dans laquelle les Français perdirent beaucoup moins de monde que leurs adversaires et firent un grand nombre de prisonniers. Cette dernière circonstance ayant été la principale cause des non succès de la bataille pour les Français, le roi résolut d'obvier à cet inconvénient par la suite, en ordonnant que tous les prisonniers fussent

mis en commun, et tirés au sort [1]. Il permit aux capitaines d'acheter les prisonniers de leurs hommes d'armes, et voulut qu'en les achetant, ils s'engageassent à les bien traiter, et à ne point s'en défaire sans la permission royale. Plusieurs capitaines se plaignirent que cette forme avait l'inconvénient que certains prisonniers avec lesquels ils ne seraient pas libres de traiter, si le roi voulait les retenir, leur vaudraient beaucoup moins. Le roi répondit : « C'est ce que je demande, afin que les gendarmes tuent tout une autre fois, et qu'ils ne prennent plus prisonniers ne chevaux, ne bagages, et jamais ainsi nous ne perdrons de bataille [2]. »

Il y eut dans cette campagne un terrible exemple de représailles. Peu de jours après le combat de Guinegatte, un partisan, nommé Raymond d'Ossaignes ou le cadet Raymonet, à la tête de cent soixante Gascons, arrêta pendant trois jours toute l'armée de Maximilien devant le château de Malaunoy : forcé enfin de céder à la supériorité du nombre, il se rendit à condition d'avoir la vie sauve; mais, au mépris de cette capitulation, l'archiduc le fit pendre. Louis XI, de son côté, fit choisir par son prévôt Tristan, entre tous les prisonniers, une cinquantaine des plus considérables pour subir le même supplice; sept furent pendus à la même place où Raymonet avait été exécuté, dix devant Douay, dix

[1] Voici ce qu'on trouve dans une lettre que Louis XI écrivit à ce sujet au sénéchal de Saint-Pierre, pour lui prescrire d'engager un capitaine de l'armée, nommé Saint-André, à faire conduire ses prisonniers au dépôt commun : « S'il ne veut pas le faire par beau, dit le roi, faites lui faire par force, empoignez ses prisonniers, et les mettez au butin comme les autres, et, de ceux que vous verrez qu'ils me peuvent nuire, je vous prie qu'ils ne soient pas délivrés. Si Saint-André fait semblant de désobéir, mettez-lui vous-même la main sur la tête, et lui ôtez par force les prisonniers, et je vous jure, par la pâque-dieu, que je lui ôterai bientôt la tête de dessus les épaules. »

[2] Philippe de Comines.

devant Saint-Omer, dix devant Lille, pareil nombre enfin devant Arras. Trois réussirent à fléchir le cruel Louis XI : parmi ces derniers se trouvait un fils du roi de Pologne, jeune prince, que l'ardeur guerrière avait attiré sous les drapeaux de Maximilien.

L'échec de Guinegatte, en déterminant le roi à prendre une précaution contre l'avidité dangereuse de ses gens de guerre, lui fit aussi adopter une mesure propre à prévenir également ces sortes de déroutes. Les compagnies de gendarmes, les bandes d'archers, arrivant des diverses parties de la France lorsqu'elles étaient mandées pour la réunion de l'armée, ne connaissaient entre elles ni rang, ni subordination. Il se passait du temps avant qu'elles eussent pris l'habitude de l'ensemble. Louis XI établit pour les y former des camps de paix, où on les accoutumait aux évolutions en grand. Cette idée fut suggérée au roi par Philippe Descordes, capitaine intelligent, qui, par l'événement de Guinegatte, avait éprouvé lui-même l'inconvénient d'avoir à conduire des guerriers, braves à la vérité, mais qui n'ayant pas été exercés à la discipline, se laissaient emporter par leur fougue, et rendaient inutiles les meilleures dispositions [1].

1479-1482. *Trève entre le roi et l'archiduc Maximilien ; traité d'Arras.* — La conquête de la Franche-Comté, quelques succès en Artois, les courses de l'amiral Coulom et de quelques autres capitaines normands, qui ruinaient le commerce de la Flandre, et affamaient les habitans de cette province, furent

[1] Ce même Descordes ayant présenté un jour un compte peu exact des sommes qu'il avait reçues pendant la campagne en Artois, le roi fit des observations et des objections. Après quelques réponses embarrassées, le général se lève brusquement, et dit au monarque : « Sire, avec cet argent j'ai conquis les villes d'Arras, d'Hesdin, de Boulogne; rendez-moi ces villes, et je vous rendrai votre argent. » Cette saillie audacieuse ne déplut point à Louis XI, qui aimait Descordes, et qui avait encore besoin de ses services. ( *Voyez* Philippe de Comines. )

autant de causes qui décidèrent Maximilien à accepter la proposition d'une trève de sept mois. Pendant cet intervalle, furent tenues à Arras et à Lille des conférences pour la paix, où, de part et d'autre, on chercha à se tromper. Dans le même temps, il survint un événement favorable aux entreprises de Louis XI sur les états de Bourgogne. La princesse Marie mourut, à la suite d'une chute de cheval : elle laissait deux enfans au berceau, un fils qui fut roi d'Espagne, et père du célèbre Charles-Quint, et une fille nommée Marguerite. Les Gantois, exerçant toujours la plus grande influence en Flandre, attachés à Marie, gardèrent ses deux enfans qui étaient nourris dans leur ville, et s'en déclarèrent tuteurs; attirant ensuite les autres villes du comté dans leur parti, ils ôtèrent le gouvernement à Maximilien, peu estimé par son avarice héréditaire, et peu respecté en raison de sa qualité d'étranger. Ce prince se vit ainsi dans la nécessité de faire sa paix avec Louis XI, et, par le traité conclu à Arras, les Gantois arrêtèrent le mariage de Marguerite avec le dauphin; mais cette union n'eut pas lieu, comme nous le dirons par la suite [1].

*Infirmités et mort de Louis* XI. — Les dernières années de Louis XI se passèrent dans l'agitation et les intrigues qui avaient rempli tout son règne. Accablé d'infirmités, il n'en était que plus jaloux de son autorité, et plus attentif aux affaires intérieures et extérieures du royaume. Il s'enferma dans son château du Plessis-les-Tours, vivant dans une crainte continuelle, tant de ceux qui l'entouraient, que de la mort, dont il ressentait déjà les atteintes [2]. Il redoublait 1475.

[1] Philippe de Comines. — Mézerai. — Duclos. — Anquetil.

[2] Il était tombé dans une paralysie qui affectait jusqu'aux organes de l'ouie et de la vue. Depuis cette maladie, ses défiances s'accrurent de telle sorte, que personne n'était en sûreté. Il fit emprisonner et mettre à la gêne des officiers du duc de Bourbon, et, s'ils eussent avoué quel-

ses dévotions, se chargeait de reliques, faisait des profusions aux églises, comblait de bienfaits les moines, dans l'espérance que leurs prières prolongeraient ses jours. Il fit venir de la Calabre un ermite, nommé Francesco Martorillo, révéré depuis sous le nom de saint François de Paule, et lui demanda à genoux la santé, comme si cet homme eût eu la puissance de faire demeurer dans un corps usé une ame faible et perverse plus long-temps que ne le comporte la nature [1].

Tandis que Louis dépérissait ainsi de jour en jour, la fortune augmentait ses domaines. Charles, comte du Maine, neveu du duc René, mort en 1480, laissa au roi de France, par testament, la Provence, avec ses droits sur le royaume de Naples et de Sicile. La Provence fut aussitôt réunie à la couronne. Louis était trop circonspect pour étendre plus loin ses prétentions. La conquête de Naples lui parut une entreprise aussi vaine que dangereuse. Ses successeurs pensèrent autrement, et eurent tout lieu de s'en repentir.

Le château du Plessis-les-Tours, où le roi s'était enfermé, ressemblait plus au repaire d'une bête féroce, qu'à l'habitation d'un souverain. Il était entouré d'un fossé à fond de cuve, fortifié d'une palissade épaisse tout à l'entour, et on avait fixé en outre dans les murailles une quantité de broches de fer à plusieurs pointes. Quarante arbalêtriers étaient

que chose contre leur maître, accusé hautement de fronder sa conduite, il n'eût pas épargné ce prince. Il faisait élever le jeune Louis, duc d'Orléans (depuis roi sous le nom de Louis XII), dans la compagnie de deux ou trois valets, et ne souffrait pas qu'aucun s'approchât, de peur qu'il ne sentît son cœur, et ne devînt habile homme. Il ne fut pas moins injuste à l'égard du dauphin. Il avait si grand peur qu'il ne lui rendît la pareille de ce qu'il avait fait lui-même à son père Charles VII, qu'il le fit élever à Amboise parmi des femmes, où on le tenait si caché, qu'on douta long-temps de sa mort ou de sa vie. (MÉZERAI.)

[1] Voltaire, *Essai sur les mœurs, etc.*

de garde jour et nuit en dehors du fossé, avec ordre de tirer sur tous ceux qui approcheraient. La cour du château était continuellement pleine, dit Mézerai, de *bigots* et de *bigotes*, qui allaient et venaient pour rapporter au roi plusieurs sortes de vœux, d'images, de pains bénis; tandis qu'au même temps on voyait danser, au son des flûtes, une centaine de bergers, qu'il avait fait venir de Poitou pour le réjouir. Changeant de serviteurs tous les jours, commandant sans cesse de nouvelles exécutions [1], le lâche et cruel monarque était l'esclave de son médecin, Jean Cotier, homme avide et insolent, qui osa lui dire : « Je sais que vous m'envoyerez, quelque matin, comme vous faites d'autres; mais je jure Dieu que vous ne vivrez pas huit jours après. » En cinq mois, le roi donna près de cent mille écus à ce médecin.

Quelques jours avant sa mort, Louis XI fit venir près de lui le dauphin, élevé solitairement au château d'Amboise par Anne de France, sa sœur, épouse de Pierre de Bourbon, sire de Beaujeu. Il recommanda à son fils ses bons serviteurs, son médecin et son barbier, dont il avait fait jusqu'alors son unique société; il lui conseilla de se servir de Philippe Descordes pour la guerre; il lui enjoignit d'aimer Dieu constamment, de respecter la liberté des églises, de veiller à la police du royaume, de réduire les poids et mesures à un même taux, de couper racine à la chicane par l'abréviation des procès et par la suppression de tous les offices inutiles, de ne point mécontenter la noblesse, de peur de retomber dans l'embarras où lui-même s'était trouvé

[1] Aux approches du château se voyaient grand nombre de gens pendus : les prisons et autres maisons circonvoisines étaient pleines de prisonniers, qu'on entendait souvent, de jour et de nuit, jeter des cris pour les tourmens qu'on leur faisait, sans ceux qui étaient secrètement jetés dans la rivière. La campagne était semée au loin de dix-huit mille chausse-trapes.
(*Voyez* Claude de Seyssel.)

au commencement de son règne; enfin, de soulager le pauvre peuple : « Paroles, dit le judicieux Mézerai, par où les princes commencent et achèvent ordinairement leur règne.»

Louis XI mourut le 30 août 1483, dans la soixante-unième année de son âge, et la vingt-deuxième de son règne.

Il fut le premier des rois de France qui porta les titres de *très-chrétien* et de *majesté* [1], à peu près dans le même temps que Ferdinand, roi d'Aragon, illustre par des perfidies, autant que par des conquêtes, prenait le nom de *catholique*. On ne sait comment concilier la piété superstitieuse de Louis avec tous les vices dont il offrait l'assemblage. Toutefois ces contrastes étranges se trouvent dans la nature. « Les vices de Louis XI, dit Voltaire, ne lui ôtèrent pas ses bonnes qualités. Il avait du courage, il savait donner en roi, il connaissait les hommes et les affaires, il voulait que la justice fût rendue, et qu'au moins lui seul pût être injuste; il créa des établissemens utiles, entre autres celui des postes; il forma des projets avantageux, que la mort l'empêcha de mettre à exécution, ceux de l'uniformité des poids et mesures, et d'un code de lois. Paris, désolé par une contagion, fut repeuplé par ses soins. C'est à lui que le peuple doit le premier abaissement des grands [2]. Il empêcha que le parlement et l'université de Paris, deux corps également ignorans, parce que tous les Français l'étaient, ne poursuivissent comme sorciers les premiers imprimeurs qui vinrent d'Allemagne en France. Il fit venir de la Grèce et de l'Italie les hommes les plus célèbres, les ouvriers les plus habiles, qu'il exempta d'impôts, et qu'il combla d'honneurs et de bienfaits. »

[1] L'empereur avait porté seul ce dernier titre jusqu'à cette époque. Suivant l'ingénieuse remarque de Voltaire, on aurait pu dire à Louis XI : *votre despotisme.*

[2] Environ cinquante familles en ont murmuré, plus de cinq cent mille ont dû s'en féliciter. (VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs, etc.*)

Peu de rois ont été aussi jaloux de gouverner par eux-mêmes. Il y réussit, en usant d'une profonde dissimulation, qui ne laissait jamais pénétrer ses vues; il divisa tout, et, à la faveur de cette division, il écarta les grands qui voulaient s'emparer de l'autorité. En employant de préférence aux gentilshommes des individus de basse extraction [1], qu'il pouvait anéantir d'un mot, Louis XI vint à bout, selon l'expression de François Ier, de *mettre les rois hors de page ;* mais ce fut autant par cruauté que par adresse, et il éprouva plus d'une fois combien il est dangereux de donner sa confiance à des ames viles (comme, par exemple, le cardinal La Balue), qui n'ont que de l'intrigue sans honneur, et qui ne flattent que pour tromper. Du reste, sa propre habileté n'était souvent qu'une finesse mal entendue. Il avait sans cesse à la bouche cette maxime latine : *qui nescit dissimulare, nescit regnare* [2] (qui ne sait pas dissimuler ne sait pas régner), et il ajoutait : « Si mon chapeau savait mon secret, je le brûlerais. » A force de répéter cette maxime, il pouvait, comme le remarque Duclos, en perdre le fruit.

Vindicatif et sanguinaire, il commanda à son prévôt Tristan Lhermite, qu'il honorait de son amitié [3], des exécutions atroces. On ne pense qu'avec horreur aux cages de fer, aux chaînes énormes, aux *oubliettes*, à tous les supplices raffinés qui devinrent si communs dans les dernières années de ce

[1] Parmi ces derniers, nous devons signaler La Balue ou Baluc, fils d'un cordonnier de Verdun, et Joffredi, auxquels Louis XI fit obtenir le chapeau de cardinal; Adam Fumée, médecin de Charles VII, qu'il fit maître des requêtes; Jacques Cotier, son médecin, qu'il nomma président des comptes; Ambroise de Cambrai; Olivier Ledain, son barbier, créé comte de Meulan, et qui fut ambassadeur; Colinet, son cuisinier; maître Pierre, etc.

[2] Quelques historiens prétendent qu'il ordonna que le dauphin, son fils, n'apprît d'autre latin que cet axiôme, et qu'il défendit de l'instruire dans les sciences.

[3] Louis XI appelait Tristan son compère.

roi, dont le nom rappellera toujours celui d'un tyran; mais il voulait (et c'est un mérite rare) que chacun remplît son devoir. Ayant fait un jour la revue des officiers de sa maison, dont il trouva les équipages en mauvais état, il leur fit distribuer des écritoires, en disant que « puisqu'ils ne pouvaient pas le servir de leurs armes, ils le serviraient du moins de leurs plumes. » Il récompensait quelquefois d'une manière spirituelle. Au siége du Quesnoi, en 1478, Raoul de Lannoi, gentilhomme flamand, qui servait dans l'armée royale, étant monté le premier à l'assaut, avait planté la bannière des lys sur le rempart; Louis, maître de la place, fit approcher le jeune guerrier, et lui passa autour du cou une chaîne d'or (la décoration de l'ordre Saint-Michel[1]), en lui disant : « Par la pâque dieu (c'était son jurement habituel), mon ami, vous êtes trop furieux en un combat, il faut vous enchaîner; car je ne veux pas vous perdre, désirant me servir plus d'une fois de vous contre mes ennemis[2].»

Il affectait de porter des habits d'une simplicité mesquine, tout-à-fait inconvenable et même indécente pour un roi. Sur un chaperon d'étoffe grossière, il attachait une image de la vierge en plomb ou en étain[3]. Il se mêlait souvent avec les

[1] Louis XI avait institué cet ordre en 1469. Le collier de l'ordre était à coquilles lacées d'un double lac l'une avec l'autre, assises sur des chaînettes ou mailles d'or; au milieu pendait une médaille, sur laquelle était l'effigie de saint Michel. Ce collier ne fut d'abord donné qu'aux quinze des plus grands seigneurs du royaume; le nombre des chevaliers était limité à trente-six. Louis XI réserva les vingt-trois autres cordons pour récompenser ceux qui se montreraient ses amis. (*Voyez* MÉZERAI.)

[2] Philippe de Comines.

[3] Il était très-superstitieux, et ne voulait point entendre parler d'affaires le jour des Innocens. Il ne voulait pas non plus prêter serment sur la croix de saint Lo, qui l'emportait alors sur toutes les reliques, même sur celles de saint Martin, si révérées sous la première race. Un historien nous apprend que cette répugnance lui venait d'une vieille croyance du temps : ceux qui se parjuraient en jurant cette relique, mouraient, croyait on, misérablement dans l'année. (Le président HÉNAULT.)

bourgeois, s'informait de leurs affaires, et se faisait inscrire dans les confréries des artisans. Un de ses courtisans lui représentant un jour qu'il compromettait sa dignité par ces habitudes populaires, il répondit : « Quand orgueil chemine devant, honte et dommage suivent de bien près. »

Il admettait à sa table, qui était toujours assez bien servie [1], les seigneurs, les étrangers, des bourgeois et des marchands. Un de ces derniers, nommé maître Jean, fier de l'honneur de manger avec son roi, lui demanda des lettres de noblesse. Louis les lui accorda, mais ne l'invita plus. Maître Jean vint le trouver, et lui témoigna sa surprise : « Allez, monsieur le gentilhomme, lui dit le monarque, quand je vous faisais asseoir à ma table, je vous regardais comme le premier de votre condition; aujourd'hui que vous en êtes le dernier, je ferais injure aux autres, si je vous accordais la même faveur. »

Les impositions sous Charles VII, indépendamment du domaine, étaient de un million sept cent mille livres de compte, et elles ne se levaient que du consentement des états; Louis XI les fit monter à près de cinq millions, sans autre forme que celle de sa volonté [2]. La livre étant alors de dix au marc, cette somme revenait à peu près à vingt-quatre millions d'aujourd'hui.

La réunion à la couronne de la Bourgogne, de la Franche-Comté, du territoire ou comté de Boulogne, de l'Artois,

[1] C'était la grande dépense de sa maison; il porta jusqu'à trente-sept mille livres les fonds affectés à cette partie.

[2] Mézerai fait, à ce sujet, la réflexion suivante. « Il me semble que Charlemagne, Philippe Auguste et saint Louis, qui ne refusèrent point de soumettre leur puissance à celle des lois, et n'usèrent jamais de ces moyens rigoureux, ont régné plus absolument, plus tranquillement, et sont aussi morts plus heureusement, et vivront dans la mémoire plus glorieusement que Louis XI.

des villes sur la Somme, du Maine, de l'Anjou, de la Provence, commença à faire de la France, sous le règne de Louis XI et de ses successeurs, le royaume le plus puissant de l'Europe : « C'était, dit Voltaire, un fleuve grossi par vingt rivières, et épuré de la fange qui avait si long-temps troublé son cours[1]. »

Louis XI supprima, en 1480, les corps des francs-archers, comme une milice dangereuse par son dévouement aux grands seigneurs ; il avait déjà eu à s'en plaindre lors de la guerre du bien public, et il craignit l'esprit des levées qu'il aurait été forcé de faire dans les nouvelles provinces acquises au domaine royal. En conséquence, il réorganisa son infanterie, qu'il composa d'une nouvelle espèce d'hommes ne tenant point au sol comme les précédens, et auxquels on donna le nom d'aventuriers[2]. Cette milice purement mercenaire s'éleva successivement de dix mille à vingt-cinq mille hommes. Le roi prit en outre à sa solde un corps de six mille Suisses, et plusieurs bandes d'aventuriers allemands, appelés lansquenets. Par suite de cette nouvelle organisation, les soldats nationaux, ainsi que les étrangers, se dévouèrent aveuglément au monarque qui les payait, et trai-

[1] La France était agrandie de l'Artois, des villes aliénées de la Normandie, de la Picardie et de la Champagne, du Barrois, du Maine, du Perche, du duché d'Alençon, de l'Anjou, des duché et comté de Bourgogne, de la Provence et du Roussillon. Le roi avait, en outre, assuré ses droits de suzeraineté sur la Gascogne et le Béarn, maintenu, par des alliances forcées, la Flandre et la Bretagne ; et, redouté par l'empereur, les rois d'Aragon et de Castille, recherché par les souverains de l'Italie, allié des Suisses, ami du roi d'Ecosse, il avait aboli pour toujours les prétentions de l'Angleterre.

Ces grands changemens politiques, qui ont contribué à établir la puissance absolue des rois, ont fait donner à Louis XI, par quelques historiens, le surnom de *restaurateur de la monarchie.*

[2] Cette dénomination indique assez que ceux à qui on la donnait étaient pour la plupart des vagabonds, des hommes sans industrie et sans patrie.

tèrent sans ménagement les villes, les bourgs et les villages qui ne pourvoyaient plus directement à leur entretien [1].

La gendarmerie, équipée avec un soin particulier, fut portée au nombre de cinq mille lances.

L'artillerie fit peu de progrès. Les pièces étaient toujours d'un gros calibre, d'un usage difficile et peu sûr. Une bombarde de cinq cents livres de balles fut fondue à Tours; au second coup d'épreuve, cette énorme pièce creva, et tua plus de vingt personnes, au nombre desquelles se trouva le fondeur [2].

[1] Il fut remontré à l'assemblée des états tenue à Tours sous le règne de Charles VIII, que la milice était plus cruelle et plus désordonnée que jamais; qu'en plusieurs lieux les hommes, les femmes et les enfans étaient contraints, faute de bêtes, de labourer la charrue au col, et encore de nuit, le jour les pouvant produire aux commissaires des tailles. (Mézerai.)

[2] Philippe de Comines.

# CHAPITRE VII.

Régence d'Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, pendant la minorité de Charles VIII. Le duc d'Orléans se révolte contre le gouvernement. Guerre en Bretagne. Bataille de Saint-Aubin-du-Cormier. Traité de Sablé. Charles VIII épouse l'héritière de Bretagne. Guerre en Artois. Traités du roi de France avec Henri VII, roi d'Angleterre, l'empereur Maximilien, et Ferdinand, roi d'Aragon. Charles VIII forme le projet de conquérir le royaume de Naples. Préparatifs de l'expédition d'Italie; départ du roi. Combat naval devant Gênes. Progrès de l'armée française en Italie; ses succès en Toscane et dans les états romains. Entrée des Français dans Rome. Le roi de Castille et d'Aragon rompt avec Charles VIII. Les Français envahissent le royaume de Naples. Charles VIII entre dans Naples et s'y fait couronner. Ligue formée contre les Français. Charles VIII quitte le royaume de Naples. Retraite de l'armée française à travers les états romains et la Toscane. Bataille de *Fornovo* ou Fournoue. Le duc d'Orléans assiégé dans Novarre. Belle défense des Français dans le royaume de Naples; bataille de Seminara. Succès de Ferdinand, roi de Naples. Le pape fait signifier à Charles VIII d'évacuer entièrement l'Italie. Négociations pour la paix. Traité de Verceil entre le roi de France et le duc de Milan. Charles VIII rentre en France. Suite des événemens militaires dans le royaume de Naples. Dernières capitulations des Français dans le royaume de Naples. Mort de Ferdinand. Nouveaux préparatifs pour une seconde expédition française en Italie. Mort de Charles VIII.

1483-1484. *Régence d'Anne de Beaujeu, fille de Louis* XI, *pendant la minorité de Charles* VIII. — Anne de France, fille de Louis XI, mariée au sire de Beaujeu, Pierre de Bourbon, frère cadet du duc Jean[1], avait été appelée, par les dernières

[1] Le sire de Beaujeu était d'un caractère faible et souple. Cette dernière disposition lui avait valu la constante faveur de Louis XI, qui, alarmé de l'esprit supérieur de sa fille, et craignant son ambition, jugea conve-

volontés de son père, au gouvernement de la personne du jeune roi, son frère, et à la direction des affaires de l'état. Cette princesse avait du génie, de la fermeté, et plusieurs autres des qualités que l'on exige dans un homme d'état. Deux compétiteurs lui disputèrent l'autorité; ils étaient l'un et l'autre ses beaux-frères : Louis, duc d'Orléans, mari de Jeanne, deuxième fille de Louis XI, et Jean, duc de Bourbon, qui avait épousé une autre Jeanne, quatrième fille de Charles VII.

Les états-généraux du royaume furent assemblés à Tours pour statuer sur cette importante question. Ils confirmèrent le choix de Louis XI; mais, pour apaiser le mécontentement des deux princes concurrens, on nomma le duc d'Orléans président du conseil de régence, et le duc de Bourbon reçut l'épée de connétable [1].

Anne de Beaujeu ne tarda point à justifier la confiance

nable de l'unir à un seigneur incapable, par son rang à la cour et par son peu de mérite, d'obtenir une grande influence. Pierre de Bourbon se montra en effet le servile instrument des actes tyranniques de son beau-père. Ce fut lui qui arrêta Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, dans son château de Carlat, en Auvergne, pour le livrer ensuite aux plus cruelles persécutions.

[1] Cette assemblée des états-généraux de 1484 mérite une attention particulière, soit par les discours qu'on y prononça, soit par l'importance des objets qui y furent traités. Un député de la noblesse de Bourgogne, Philippe Pot, seigneur de La Roche, dit entre autres choses très-remarquables : « S'il s'élève quelque contestation par rapport à la succession au trône ou à la régence, à qui appartient-il de la décider, *sinon à ce même peuple, qui a d'abord élu ses rois, qui leur a conféré toute l'autorité dont ils se trouvent revêtus, et en qui réside foncièrement la souveraine puissance; car un état ou un gouvernement quelconque est la chose publique, et la chose publique est la chose du peuple?* Quand je dis le peuple, j'entends parler de la collection ou de la totalité des citoyens, et, dans cette totalité, sont compris les princes du sang eux-mêmes, comme chefs du corps de la noblesse. *Vous donc qui êtes les représentans du peuple, et obligés par serment de défendre ses droits*, pourriez-vous encore dou-

de la nation. Ses premiers soins furent d'alléger le fardeau des impôts, de supprimer les dépenses inutiles, de rendre aux disgraciés leurs biens, de livrer à la vindicte publique les agens de l'ancien gouvernement justement exécrés, tels qu'Olivier Ledain, Doyac, Cotier, et plusieurs autres; enfin de réparer les injustices, d'adoucir les cruautés du règne de Louis XI, en conservant d'ailleurs tout ce que ce monarque avait institué de louable et d'utile. Un sentiment de faiblesse humaine altéra ces bienveillantes dispositions de la régente, et faillit replonger la France dans les calamités des troubles civils, auxquelles l'adroite politique de Louis XI l'avait soustraite. Le duc d'Orléans était jeune, vaillant, spirituel; Anne conçut pour lui une passion vive, et lui offrit le partage de l'autorité souveraine, s'il voulait répondre à cet amour. Louis balança; mais bientôt il préféra le parti de prendre les armes à la contrainte pénible de feindre pour la princesse une affection qu'elle n'avait pu lui inspirer. Les premiers pas de ce prince dans la carrière politique portèrent le trouble au milieu d'un peuple, dont il était appelé à devenir un jour le père.

Le duc d'Orléans ne tarda pas à réunir autour de lui de nombreux et puissans partisans. Les plus considérables

ter que ce ne soit à vous de régler l'administration et la forme du conseil, etc., etc. ? »

Ce discours fut applaudi ou blâmé, selon les différens intérêts ou les différentes idées de chacun; mais les états proposèrent un réglement pour le conseil, et le roi l'approuva.

Les débats sur l'impôt furent longs et vifs. Un des princes du sang, que les historiens ne nomment pas, s'exprima ainsi dans un mouvement de colère : « Je connais les vilains; s'ils ne sont opprimés, ils oppriment. Otez-leur le fardeau des tailles, vous les rendrez insolens, mutins et insociables : *ce n'est qu'en les traitant durement, qu'on peut les contenir dans le devoir.* » Maxime trop souvent pratiquée à l'égard du peuple, et aussi contraire au bien général qu'au droit de l'humanité. (Voyez *Histoire de France*, par GARNIER, continuateur de Vély. — L'abbé MILLOT.)

étaient les ducs d'Angoulême, d'Alençon, de Bretagne, et le vicomte de Narbonne. L'agent le plus actif de cette ligue redoutable fut le fils du célèbre comte de Dunois; il forma le dessein d'enlever le jeune roi, qui était alors à Vincennes. La régente, avertie à temps, conduisit Charles VIII à Montargis, et, se servant des mêmes armes contre le duc, elle tenta de le faire enlever au milieu de Paris, qu'il s'efforçait de mettre dans ses intérêts. Louis ne fut manqué que de quelques minutes; il se retira à Verneuil, qui appartenait au duc d'Alençon. Madame de Beaujeu ôta à son beau-frère le gouvernement de la capitale, et au comte de Dunois celui du Dauphiné; elle cassa les compagnies d'ordonnance dont ces seigneurs avaient le commandement et qui étaient leur principale force; enfin, par sa fermeté, elle donna tant d'inquiétude au duc d'Orléans, que celui-ci chercha à faire sa paix : Anne y consentit; le prince reprit sa place au conseil, mais il ne recouvra pas ses autres charges et ses pensions [1].

*Le duc d'Orléans se révolte contre le gouvernement.*— 1485.
Piqué de cette espèce de dégradation, le prince se rendit en Bretagne pour y relever l'étendard de la révolte. La Trimouille, fils du favori de Charles VII, et qui passait dès-lors pour un des plus vaillans capitaines de l'Europe, quoiqu'il n'eût pas encore atteint sa trentième année, fut chargé par la régente du commandement des armées royales. Le duc d'Orléans, pressé vivement, demanda à traiter. Il fut convenu qu'il recevrait garnison royale dans toutes les villes de son apanage, et que le comte de Dunois irait en exil à Asti, ville du Piémont. Après quelques autres mesures sévères contre les autres seigneurs, tout parut rentrer dans l'ordre. On donna à cette entreprise le nom de *guerre folle*. La régente, qui n'avait pas perdu de vue la Bretagne, pro-

[1] Philippe de Comines. — Mézerai.

fita des troubles qui agitaient ce duché pour faire avancer l'armée jusque sur ses frontières. Le duc François II, hors d'état de se défendre, s'obligea à n'aider en rien les révoltés; mais, pendant qu'il signait cette promesse à Bourges, ses agens concluaient à Bruges un traité tout contraire avec Maximilien, époux de Marie de Bourgogne, et devenu depuis peu roi des Romains.

1485-1487. *Guerre en Bretagne.* — Cependant le comte de Dunois, retiré à Asti, s'était efforcé de réchauffer le zèle des ennemis de la régente. Il réussit à former une nouvelle conspiration. Les conjurés choisirent Paris pour lieu de rendez-vous; à un jour nommé, le roi devait être enlevé, et la régente destituée. Ce complot fut découvert. Le duc d'Orléans et ses partisans allèrent de nouveau chercher un asile en Bretagne. Anne de Beaujeu, apprenant en même temps que des mouvemens insurrectionnels se manifestaient en Guyenne, se porta d'abord de ce côté avant d'aller combattre le duc Louis. Elle soumit en peu de temps la province dont nous parlons, et ramena ensuite le roi et son armée vers la Bretagne. Les circonstances étaient favorables; plusieurs seigneurs bretons, jaloux de l'accueil presque exclusif que leur duc François faisait aux réfugiés, venaient de se liguer pour les chasser du pays. Ils demandèrent et obtinrent le secours des troupes royales. La guerre commença avec succès; battus sur tous les points, le duc François et ses alliés furent forcés de s'enfermer dans la place de Nantes. L'armée du roi en fit le siége. La régente comptait sur la reddition de cette ville; mais dix mille Bas-Bretons et quinze cents hommes de troupes allemandes réussirent à entrer dans la place, et contribuèrent puissamment à sa défense. Plusieurs sorties heureuses forcèrent l'armée royale à lever le siége. Madame de Beaujeu se dédommagea de cet échec par la prise de plusieurs autres places importantes; mais La Trimouille fit

une faute bien impolitique, en mettant garnison dans une ville qui appartenait à l'un des seigneurs du parti royaliste. Celui-ci mécontent abandonna la cause de la régente, et son exemple fut suivi par les autres : cette défection affaiblit les forces royales, sans toutefois arrêter les mouvemens du général entreprenant qui les commandait.

En effet, La Trimouille assiégea et prit Fougères. Les confédérés, qui étaient accourus trop tard au secours de cette place, résolurent de s'avancer en hâte sur celle de Saint-Aubin-du-Cormier, et de tenter de l'emporter d'assaut, avant que les troupes royales fussent en mesure d'y porter obstacle. Mais La Trimouille avait deviné ce projet; après la prise de Fougères, il s'était également dirigé sur ce point par une autre route. Les deux armées furent étonnées de se trouver en présence près du village d'Orange, à trois lieues de Saint-Aubin. On se prépara de part et d'autre au combat.

*Bataille de Saint-Aubin-du-Cormier*, — Le rang du duc d'Orléans semblait l'appeler naturellement au commandement de l'armée confédérée; mais ceux qui avaient intérêt à le perdre, ayant répandu le bruit que les Français réfugiés étaient d'intelligence avec les ennemis, le prince ne trouva point de meilleur moyen pour confondre l'imposture et rassurer l'esprit du soldat, que de combattre à pied à la tête de l'infanterie allemande. Le maréchal de Rieux prit la conduite de l'avant-garde, composée d'environ cent lances; le sire d'Albret eut la direction du corps de bataille, qui consistait en infanterie presque toute formée de Bretons; l'arrière-garde était commandée par François de Laval, seigneur de Châteaubriand, qui devait se porter avec un corps de cavalerie sur tous les points où son secours pourrait être nécessaire. Cette portion de l'armée était formée, en grande partie, d'Anglais, auxquels on avait joint douze cents Bre- 28 juil. 1488.

tons portant la croix rouge, pour faire paraître plus grand le nombre des premiers [1]. La force totale de l'armée bretonne pouvait s'élever de quinze à dix-huit mille hommes.

Avant de faire ses dispositions, La Trimouille avait chargé un capitaine italien, nommé Jacques Galliot, qui passait pour un guerrier expérimenté, d'aller reconnaître les troupes ennemies; il fit le rapport qu'elles étaient plus nombreuses que celles de l'armée royale en infanterie, mais inférieures en cavalerie; il ajouta qu'il croyait expédient d'embusquer un corps de cavalerie, qui, pendant la chaleur du combat, tomberait à l'improviste sur le flanc des ennemis, et jetterait nécessairement le désordre dans leurs rangs. La Trimouille adopta ce plan, et chargea l'Italien de l'exécuter lui-même. Adrien de l'Hôpital, seigneur de Choisy, guerrier d'une grande expérience, commandait l'avant-garde; La Trimouille prit lui-même la conduite du corps de bataille; le comte de Graville était à la tête de l'arrière-garde. L'action s'engagea par quelques décharges d'artillerie. Le maréchal de Rieux avait voulu faire avancer ses troupes avant que celles du roi se fussent rangées en bataille, et qu'elles eussent mis leurs pièces en batterie; mais les autres chefs contestant au lieu d'exécuter cet ordre, les royalistes eurent le temps de se former. Les Bretons s'étant avancés ensuite précipitamment, leurs adversaires reculèrent à quelque distance, soit qu'ils ne pussent soutenir ce premier choc, soit qu'Adrien de l'Hôpital eût ordonné ce mouvement pour mieux attirer l'armée confédérée hors de ses retranchemens, et rompre l'ordonnance de l'infanterie bretonne, qui en faisait la principale force. En effet les Bretons, en gagnant du terrain, ne présentèrent plus des masses aussi serrées qu'au-

[1] Les archers anglais passaient alors pour la meilleure troupe de l'Europe. (*Voyez* MÉZERAI)

paravant; ce qui permit à la gendarmerie royale, qui revint à la charge, non-seulement d'enfoncer cette première ligne, mais encore de pénétrer fort avant dans le corps de bataille. Le capitaine Galliot, sortant alors de son embuscade, vint fondre sur les flancs de l'ennemi; la cavalerie bretonne, qui devait les couvrir, s'enfuit aussitôt qu'elle vit approcher cette charge inattendue, et laissa ainsi la seconde ligne exposée à une double attaque. Bientôt l'infanterie confédérée fut culbutée et mise en déroute avec une grande perte. L'arrière-garde, partageant la terreur générale, ne prit aucun soin de couvrir la retraite. Poursuivis vivement, les confédérés laissèrent plus de douze cents hommes sur le champ de bataille; entre les mains des vainqueurs, cinq à six mille prisonniers, parmi lesquels le duc d'Orléans et le prince d'Orange [1].

*Traité de Sablé.* — La perte de cette bataille détermina le duc de Bretagne à solliciter la paix. La plupart des membres du conseil de Charles VIII opinaient pour la continuation de la guerre et pour l'entière conquête du duché; mais le chancelier Guillaume de Rochefort fut d'un avis contraire, en faisant observer que la trêve qui serait accordée aux Bretons ferait honneur, et serait même favorable aux intérêts du monarque. Cette opinion prévalut; on écouta les Bretons. Les négociations se terminèrent par un traité conclu à Sablé, et dans lequel le duc François II s'engagea à renvoyer de ses états tous les hommes suspects au gouvernement français, à ne pas marier ses filles sans le consentement du roi, son suzerain, et à laisser entre les mains de celui-ci les places de Saint-Malo, Dinant, Fougères, Vitri, Saint-Aubin, avec garnison française. La mort du 1488.

[1] Ce dernier commandait le corps allemand qui avait contribué à la défense de Nantes; il fut conduit au pont de Cé, et le duc d'Orléans fut renfermé dans la tour de Bourges, où il resta deux ans.

duc de Bretagne, arrivée six semaines après ce traité, en empêcha l'exécution. Anne, fille aînée de François II, appuyée par l'Angleterre, qui lui envoya un renfort de quelques troupes, continua la guerre[1].

A cette même époque, l'archiduc Maximilien d'Autriche, élu roi des Romains, venait de rentrer en possession des places qu'on lui avait enlevées en Flandre. Il conçut le dessein d'acquérir la Bretagne, en épousant l'unique héritière de ce duché[2]. Le maréchal de Rieux, qui y était à la tête des affaires, engagea la princesse à consentir à ce mariage, qu'il avait d'abord combattu, dans l'intention de favoriser le seigneur d'Albret, qui s'était mis sur les rangs. Maximilien réussit à conclure la paix avec le roi de France, et épousa, par procuration, la jeune duchesse.

1491. *Charles* VIII *épouse l'héritière de Bretagne.* — Ce mariage, qui allait faire passer la Bretagne sous la domination d'un prince étranger, excita à la fois les inquiétudes des principaux seigneurs de ce duché, et celles du conseil de France. On résolut de le rompre, et de faire épouser la princesse au jeune roi. Anne de Bretagne, assez indifférente pour Maximilien, avait une grande aversion pour Charles; mais ce monarque s'avisa d'un expédient qui lui réussit. Il savait que le duc d'Orléans aimait avec passion la duchesse de Bretagne, et que celle-ci préférait le prince à tous les autres prétendans; il se rend à Bourges, sans communiquer à madame de Beaujeu le motif de ce voyage, et propose au duc de lui rendre la liberté, sous la condition qu'il mettra tous ses soins à opérer une alliance qui était l'objet des vœux des Français et des Bretons. Louis, ne voyant en effet dans ce mariage que l'intérêt de la France, étouffe son amour,

[1] Philippe de Comines. — Mézerai, etc.

[2] Isabelle, sœur puînée d'Anne, était morte peu de temps après le duc François, son père.

donne sa parole, et remplit ses engagemens avec fidélité.

*Guerre en Artois.* — Irrité d'une intrigue qui lui ravissait une épouse, et qui outrageait sa fille, liée à Charles par des engagemens solennels [1], Maximilien exposa ses griefs dans un manifeste, où il traitait son rival « d'usurpateur du lit d'autrui, de fauteur de foi et de parjure. » Il prit les armes, et recommença la guerre. 1491-1492.

Le succès couronna d'abord ses premières opérations. Un boulanger, nommé Lemaire, à qui sa chevelure blanche avait fait donner le surnom de *grisart*, sous lequel il occupe une place dans l'histoire, remit l'archiduc en possession d'Arras. Dépositaire des clefs d'une des portes de cette ville, le *grisart* introduisit six mille hommes de la garnison de Douai, commandés par le capitaine Jacques de Vaudré, et Robert de Melun. Les habitans d'Arras, attachés à la Maison de Bourgogne, accueillirent ces troupes en libérateurs; mais ils eurent l'occasion de s'en repentir. Faute de paye, la nouvelle garnison commit les plus grands excès; les maisons furent pillées, et les personnes outragées, sans égard ni pour le sexe, ni pour le rang.

Saint-Omer fut ensuite enlevé d'assaut. Maximilien ne vit ses progrès suspendus que par l'habileté des manœuvres du maréchal Descordes [2], comte de Crevecœur, qui commandait pour le roi en Picardie et en Artois. Ses espérances se ranimèrent à l'arrivée du roi d'Angleterre, Henri VII, sur le continent.

[1] Un des articles du traité d'Arras portait, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, que Charles VIII, alors dauphin, épouserait la fille de Maximilien, Marguerite, qui aurait l'Artois et la Franche-Comté pour dot. Cette princesse avait été amenée, à cet effet, en France, dès l'année 1483.

[2] C'est le même capitaine dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

1493. *Traité d'Etapes entre Charles* VIII *et Henri* VII, *roi d'Angleterre; autres traités du roi de France avec l'empereur Maximilien, et Ferdinand, roi d'Aragon.* — Charles VIII, qui méditait déjà l'expédition d'Italie, dont nous rendrons compte bientôt, entraîné par les prestiges de son imagination, sacrifia l'intérêt et l'honneur de la France au désir de mettre ses projets à exécution. Il négocia et conclut à Etapes, avec Henri VII, qui faisait alors le siége de Boulogne, un traité, par lequel il s'engageait à payer à ce monarque une somme de sept cent cinquante mille écus, montant des frais de la dernière guerre de Bretagne, de l'armement actuel, et des arrérages de la pension que Louis XI s'était engagé de payer à Edouard IV. Par un autre traité, le roi rendit à Maximilien l'Artois et la Franche-Comté. Enfin, Ferdinand-le-Catholique, roi d'Aragon, rentra en possession du Roussillon et de la Cerdagne, engagés par son père à Louis XI; et Charles ne demanda pour tout prix de cette restitution que la neutralité du monarque espagnol dans la guerre que la France allait porter en Italie.

1493. *Charles* VIII *forme le dessein de conquérir le royaume de Naples.* — Héritier des droits de la Maison d'Anjou sur le royaume de Naples, Charles VIII voulut s'occuper exclusivement de les faire valoir, en entreprenant cette conquête; après quoi, il prétendait porter ses armes vers l'empire d'Orient, chasser les Turcs de l'Europe, et s'emparer de Constantinople. De jeunes flatteurs excitaient son ambition et son impétuosité; il croyait regagner au centuple en Italie et dans le Levant ce qu'il sacrifiait si libéralement en France[1].

Ce jeune monarque était né faible et valétudinaire. Son père, qui craignit long-temps de le perdre, avait défendu

[1] Charles VIII, dit Voltaire, crut aller à la gloire par le chemin de l'opprobre, et commença par s'apauvrir, en voulant s'enrichir par des conquêtes. (*Essai sur les mœurs, etc.*, chap. 107.)

qu'on l'appliquât à aucune étude sérieuse ; il s'était contenté, en dirigeant lui-même sa première éducation, de lui mettre sous les yeux l'exemple des rois qui avaient gouverné la France avec le plus de gloire, et de faire germer dans son cœur des semences d'ambition. Pendant la régence de madame de Beaujeu, Charles, curieux de s'instruire, s'attacha particulièrement à la lecture de la vie de Charlemagne et des Commentaires de César ; il se passionna pour ces deux grands hommes, et les choisit pour ses modèles. Entraîné par une ardeur martiale, qui n'était point en rapport avec sa constitution physique, et séduit par une aveugle présomption, il crut qu'il lui suffirait de former une entreprise gigantesque, pour que l'histoire le plaçât un jour sur la même ligne que les héros dont nous parlons. L'exemple récent de Charles de Bourgogne, si justement surnommé le Téméraire, fut sans profit pour le débile fils de Louis XI. Il n'eut aucun égard à la situation de la France, mal remise encore des secousses des règnes précédens, au peu de confiance que méritaient les promesses de quelques puissances d'Italie, aux frais énormes qu'une expédition dans ce pays allait occasioner, à la politique du prince qui occupait alors le trône de Naples, à la bravoure du duc de Calabre, son fils, aux dangers de s'éloigner d'un royaume qui sortait à peine des crises de la minorité, et sur lequel les grandes puissances voisines, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Espagne, jetaient toujours des regards avides.

*Préparatifs de l'expédition d'Italie ; départ du roi.* — 1494. Malgré les représentations de madame de Beaujeu, sa sœur, et des plus sages membres de son conseil, Charles partit pour l'expédition d'Italie, sans argent, avec une armée forte de seize cents hommes d'armes, qui, avec leurs archers, composaient un corps de cinq mille cavaliers pesamment armés, deux cents chevaliers armés à la légère, six mille fantassins

français et six mille Suisses. Il confiait l'administration du royaume à sa jeune épouse, Anne de Bretagne, en lui donnant pour conseils le duc de Bourbon, et l'amiral de Graville, qui n'avait point été d'avis de cette guerre[1].

Le roi commença par envoyer une flotte, composée de soixante-dix-sept bâtimens de guerre, sous les ordres du duc d'Orléans, à Gênes, avec ordre de combattre celle du roi de Naples, en quelque endroit qu'il la rencontrât. Lui-même se dirigea ensuite sur le Piémont, en passant par Lyon, Vienne et Grenoble. Ce fut dans cette dernière ville qu'il organisa l'administration et les divers commandemens de l'armée. Le maréchal Descordes venait de mourir, dans le moment où il allait devenir plus nécessaire que jamais à son maître. Ce n'est pas que celui-ci manquât de vaillans capitaines; il emmenait avec lui le comte de Montpensier, La Trimouille, Daubigny, les maréchaux Rohan de Gié et de Rieux; mais, parmi tous ces guerriers, il ne se trouvait pas un homme assez supérieur, pour conseiller et guider le roi sans qu'il pût s'en offenser, et pour suppléer à son inexpérience.

1494. *Combat naval devant Gênes.* — Le duc d'Orléans joignit devant Gênes la flotte napolitaine, forte de quarante-quatre galères, et, après un combat opiniâtre de sept heures, la força de prendre le large. Quelques jours après, cette même flotte ennemie ayant débarqué quatre cents hommes à Ra-

[1] La douceur naturelle de Charles VIII le disposait à recevoir le joug des favoris, et la défiance que lui inspirait son éducation négligée, l'éloignait du commerce des grands seigneurs. Deux hommes s'étaient emparés de toute sa confiance, et maîtrisaient son esprit : Guillaume Briçonnet, son trésorier, et Etienne de Vese, son valet-de-chambre. Uniquement occupés de leurs intérêts, ils entretenaient l'ardeur que le roi montrait pour les entreprises gigantesques : ne se bornant pas à lui rappeler ses droits sur le royaume de Naples, c'était eux qui lui avaient présenté la brillante illusion du rétablissement de l'empire de Constantinople.

pallo, dans la rivière du Levant, pour soutenir les intelligences que le roi de Naples avait dans Gênes, le duc d'Orléans se présenta sur ce point, effectua sa descente à la faveur de son artillerie, et, secondé par un corps de Suisses accouru de Gênes, il remporta sur les Napolitains un avantage d'autant plus signalé, que leur rembarquement devint impossible, et que leur flotte alla se réfugier dans le port de Naples, d'où elle ne sortit plus. Le duc d'Orléans, laissant sa flotte à Gênes, se dirigea sur Asti, en Piémont, où le roi de France venait d'arriver, après avoir franchi le pas de Suze, et traversé Turin.

*Progrès des Français en Italie.* — Charles se trouvait 1494.
dans une telle pénurie d'argent, qu'il avait été obligé, dès les premiers momens de son entrée en Italie, d'emprunter les bijoux de la duchesse de Savoie et de la marquise de Montferrat, et de les mettre en gage pour une somme de vingt-quatre mille ducats. On peut juger, par un pareil trait, de la légéreté du caractère de ce prince, et de la situation des finances du royaume au commencement d'une expédition aussi importante. Il partit d'Asti le 6 octobre, se reposant de la garde de cette place sur le duc d'Orléans, à qui elle appartenait, et que la fièvre empêchait, pour le moment, de suivre l'armée. Après avoir dépassé Plaisance, deux chemins se présentaient : l'un, plus court et plus facile, conduisait, par Bologne, la Romagne, la Marche d'Ancône, dans l'Abruzze, province du royaume de Naples; l'autre traversait l'Apennin, les états de Florence et ceux du pape, puissances alors confédérées avec l'ennemi qu'on allait attaquer. Plusieurs généraux étaient d'avis qu'on prît la première direction; d'autres représentèrent qu'en la suivant on se séparait de la flotte, qui portait toute la grosse artillerie, la plus grande partie des bagages; qu'en paraissant éviter de s'engager, on accroîtrait le courage des alliés du roi de

Naples; enfin, qu'en laissant derrière soi les Florentins et le pape, auxquels allaient se joindre bientôt le duc de Milan et les Vénitiens, on s'exposait à perdre toute communication avec la France. Ces considérations prévalurent, et le passage de l'Apennin fut résolu. Le roi se borna à détacher quelques hommes d'armes, sous le commandement du seigneur d'Aubigny, pour observer le duc de Calabre, fils du roi de Naples, qui s'était avancé jusque dans la Romagne. La flotte reçut l'ordre de quitter le port de Gênes, et de suivre, le long de la côte de Toscane, les opérations de l'armée.

L'Italie, quand bien même elle eût été unie d'intérêts, ne pouvait opposer qu'une vaine résistance au premier choc, toujours si impétueux des Français. Il y avait alors une grande différence entre les milices des deux nations. Les compagnies d'ordonnance françaises étaient composées, comme on l'a déjà vu, de gentilshommes, que leur fortune particulière mettait en état de se fournir de chevaux et d'armes, qui, endurcis aux travaux guerriers et passionnés pour la gloire, brûlaient de se signaler à l'envi les uns des autres. En Italie, au contraire, les milices ne se composaient que d'artisans ou d'aventuriers obscurs, qui n'étaient animés ni par l'honneur, ni par l'espoir de s'avancer. Les capitaines, mercenaires comme leurs soldats, avaient souvent des intérêts opposés à ceux du prince qui les stipendiait. Ils étaient divisés entre eux par des querelles ou des jalousies, qui leur permettaient rarement d'agir de concert : d'ailleurs, comme leur paye n'était point fixée, et qu'ils étaient entièrement maîtres de leurs compagnies, ils les tenaient rarement complètes. Sur le moindre dégoût, ils passaient au service d'un autre prince, quelquefois même l'ambition ou l'avarice leur faisait ajouter la trahison à la légéreté [1].

[1] Ces chefs, appelés *condottieri*, d'une extraction aussi peu relevée que leurs soldats, prenaient des noms faits pour intimider la populace. L'un

L'infanterie, plus méprisable encore, n'avait aucune idée des évolutions militaires, et ne combattait que par pelotons. Au lieu que les Suisses et les Français (particulièrement les Gascons) étaient formés en bataillons, qui résistaient avec succès aux charges de cavalerie. Les Italiens n'avaient en outre que des canons de fer, qu'ils faisaient traîner par des bœufs à la queue de leur armée, plus pour la montre que pour l'usage. Après une première décharge, il s'écoulait beaucoup de temps avant qu'on fût en mesure d'en tirer une seconde. Les Français avaient des canons coulés en bronze, beaucoup plus légers, traînés par des chevaux, et conduits de manière à ne point retarder la marche de l'armée. Les batteries étaient disposées avec promptitude, et leurs décharges se succédaient avec célérité et justesse [1].

Après avoir traversé l'Apennin, le comte de Montpensier, qui commandait l'avant-garde, investit Fivisano; cette place, appartenant aux Florentins, fut emportée d'assaut. Les Français en massacrèrent la garnison et la plupart des habitans. Un pareil début épouvanta l'Italie, où depuis

s'appelait Taille-cuisses, l'autre Fierabras, Fracasse ou Sacripant. Chacun d'eux craignait de perdre ses hommes; ils poussaient leurs ennemis dans le combat, sans les frapper. Ceux qui perdaient le champ étaient les vaincus. Il y avait beaucoup plus de sang répandu dans les vengeances particulières, dans les enceintes des villes, dans les conspirations, que sur le champ de bataille. Machiavel rapporte que, dans la bataille d'Anghiari, il n'y eut de mort qu'un capitaine, étouffé dans la presse.

(VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs*, etc., ch. 107.)

[1] Guicciardino. — P. Jove. — Mézerai.

Il y avait cent quarante grosses bombardes (c'étaient des pièces qui lançaient des boulets de deux et trois cents livres) et quatre cent pièces, appelées *de campagne*, dont le calibre était réduit à cinquante livres de balles. Cette artillerie, traînée par huit mille chevaux, conduite par quatre mille charretiers, était servie par douze cents canonniers. Il y avait en outre deux mille six cents charpentiers, trois cents sapeurs, et autant d'ouvriers pour travailler à la fonte. (MÉZERAI.)

long-temps la guerre se faisait d'une manière moins cruelle.

1494. *Succès en Toscane et dans les états romains.* — L'armée s'approcha ensuite de la ville de Sarzana et du château de Sarzanella, regardé alors comme la principale clef de la Toscane. La situation de ces deux places, sur des rochers et au milieu d'un terrain sec et aride, empêchait qu'on ne pût les assiéger en règle; il fallait ou les emporter d'assaut, ou les laisser derrière soi. Le premier parti était d'une exécution difficile, le second dangereux. Pierre de Médicis, alors à la tête du gouvernement de Florence [1], considérant que la conduite qu'il avait tenue jusqu'alors le rendait de jour en jour plus odieux à ses concitoyens, et qu'on n'imputait qu'à lui seul tous les malheurs de la guerre, proposa au sénat d'accorder le passage libre aux Français, et de traiter avec eux aux conditions les moins onéreuses qu'on pourrait obtenir. Il fut mis à la tête de la députation que la république envoya à Charles VIII; mais, voulant profiter lui seul de cette mission, il partit sans attendre ses collègues, et ne s'arrêta qu'à Pietra-Santa, d'où il envoya demander un sauf-conduit au roi. Deux seigneurs le lui apportèrent, et, le conduisant ensuite devant Sarzanella, ils lui montrèrent les batteries, déjà dressées et prêtes à foudroyer la place. A la vue de ces préparatifs formidables, Pierre ne se sentit pas le courage de rien contester, et s'engagea à livrer sur-le-champ les places de Sarzana et de Sarzanella, de Pietra-Santa, de Pise et de Livourne, c'est-à-dire les meilleurs boulevards de la république, et à faire prêter en outre au roi deux cent mille ducats par le sénat. Cet odieux traité mit le comble à la haine et au juste ressentiment des Florentins. Ils bannirent le traître négociateur, confisquèrent tous ses biens, et vendirent à l'encan

[1] Il était fils du fameux Laurent de Médicis.

une riche collection de meubles, de tableaux, d'antiques, et de manuscrits précieux, qu'avaient recueillis ses ancêtres.

Charles VIII n'en prit pas moins possession des places cédées, et fit son entrée à Florence, le 7 novembre, précédé de toutes ses troupes, qui marchaient enseignes déployées, et tambours battans. Il croyait, par cet appareil imposant, inspirer plus de terreur aux Florentins, et les forcer à reconnaître que leur ville lui appartenait par droit de conquête; mais, voyant que ces républicains étaient résolus à s'ensevelir sous les ruines de leurs maisons et de leurs édifices publics, plutôt que de souffrir qu'on donnât la moindre atteinte à leur indépendance, il consentit à entrer en négociation avec eux. Dans une des conférences, un des magistrats de la république, Pierre Capponi, révolté des conditions proposées par le roi, arracha le traité des mains de l'agent français qui en faisait la lecture, et s'écria, en le déchirant aux yeux du roi : « Puisque ce sont là, seigneur, vos dernières résolutions, faites battre vos tambours, nous allons sonner nos cloches. » La fierté du magistrat florentin étonna le jeune monarque, et l'on convint de conditions plus douces.

De Florence, où il s'était arrêté huit jours, Charles se rendit à Sienne. Cette ville formait, avec son territoire, une république indépendante. Mais en proie à des factions intestines, pressée par le pape, le roi de Naples, et la république de Florence, elle avait dû entrer forcément dans la ligue de ces trois puissances : dès qu'elle eut appris ce qui venait de se passer à Florence, elle ne songea plus qu'à sa sûreté particulière. Les magistrats firent abattre les portes et une partie des murailles, pour donner une plus libre entrée aux troupes françaises. Le roi, voulant s'assurer une communication entre la France et Naples, quand il aurait achevé la conquête de ce dernier royaume, se mit en

possession de la citadelle de Sienne, et y laissa une garnison.

Cependant le duc de Calabre, informé des progrès de l'armée française, ne crut pas pouvoir garder la position qu'il avait prise à Faenza, et séjourner plus long-temps dans la Romagne : il se replia sur Césène. Le roi de Naples, qui, de son côté, s'était avancé jusque dans l'état ecclésiastique, se retira précipitamment vers Naples pour s'y renfermer.

Cette retraite augmenta la terreur du pape; c'était le fameux Alexandre VI, dont la mémoire, dit Voltaire, a été rendue exécrable par les cris de l'Europe entière, et par la plume de tous les historiens [1]. Il avait été un des premiers à exciter le monarque français contre le roi de Naples, et s'était ligué ensuite avec ce dernier. Charles VIII marchait sur Viterbe, lorsque le pontife romain chargea le cardinal de Sienne d'aller conjurer l'orage prêt à fondre sur le Saint-Siége. Cet envoyé ne put obtenir audience du roi, et comme il cherchait à inspirer quelque crainte aux Français sur les suites de leur entrée dans le territoire ecclésiastique, Charles VIII fit répondre qu'il ne craignait ni la peste, ni la famine, parce que la mort n'était que le terme des travaux humains, et que l'armée était d'ailleurs abondamment pourvue de vivres, au moyen de la flotte qui convoyait sa marche, ni les armes des Turcs, contre lesquels il avait, dès son enfance, fait vœu de combattre. Ces dernières paroles avaient trait aux intrigues du pape avec le sultan Bajazet [2].

Viterbe, Acquapendente, Montefiascone, et plusieurs au-

[1] Il était Espagnol, et se nommait Roderico Borgia. Il avait été élu pape en 1492, après la mort d'Innocent VIII, malgré la conduite la plus scandaleuse. Vivant publiquement avec une dame romaine, appelée Vanosia, il en avait eu quatre fils et une fille.

[2] Le prince Zizim, fils cadet du conquérant de Constantinople, Mahomet II, ayant disputé l'empire à son frère Bajazet, et ayant été vaincu, avait cherché un asile à Rhodes dans sa disgrâce. Le grand-maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem l'avait livré au roi de France, et Char-

tres places de l'état romain, ouvrirent bientôt sans résistance leurs portes aux troupes françaises. Le duc de Calabre voulut vainement s'opposer à cette espèce de marche triomphale; les seigneurs de la Maison des Ursins, une des premières familles de Rome, quoiqu'ils fussent à la solde du roi de Naples, et enrichis de ses dons, n'avaient pas rougi d'offrir à son ennemi le passage sur leurs terres, et la libre disposition de leurs places. Charles VIII profita de la trahison, tout en méprisant les traîtres. Une autre famille romaine, les Colonnes, qui étaient également dans les intérêts du roi de France, venaient aussi de s'emparer d'Ostie en son nom. La garnison de cette place, en interceptant les convois napolitains, força le duc de Calabre à rétrograder vers Rome, dont le pape lui ouvrit les portes, et où son armée acheva de mettre la famine, et d'indisposer le peuple.

Charles, arrivé sur les bords du lac de Bracciano, n'était plus qu'à une journée de Rome. Il détacha un corps de cinq cents hommes d'armes et de deux mille Suisses, sous les ordres de Charles de Luxembourg, comte de Ligni, et d'Yves d'Alègre, pour aller passer le Tibre à son embouchure, se joindre à la garnison d'Ostie, et couper la retraite au duc de Calabre, tandis que lui-même attaquerait Rome par le côté de l'ouest, et les seigneurs de la Maison Colonne par celui de l'est. La terreur que ces divers mouvemens imprimèrent au peuple romain était d'autant plus vive, qu'on supposait au roi l'intention d'incendier Rome, et que la chute inattendue d'un pan de muraille présentait aux assaillans une ouverture facile.

*Entrée des Français dans Rome.* — Alexandre VI, qui 1495.

les VIII l'avait confié à la garde du pape. Alexandre VI, en se liguant avec le roi de Naples, s'était adressé à Bajazet, pour lui demander des secours contre les Français. L'infortuné Zizim devait être le prix de ce marché.

venait de déclarer, en plein consistoire, qu'il s'opposerait aux Français, au péril même de sa vie, consentit, après quelques jours d'hésitation, à leur ouvrir les portes de la capitale du monde chrétien. Le roi y fit son entrée, dans la nuit du 5 décembre, à la lueur des flambeaux, armé de toutes pièces, et la lance en arrêt. La marche imposante de cette armée, le bruit des instrumens militaires, le reflet de la lumière sur l'armure de ces guerriers couverts de fer, formaient un spectacle nouveau et terrible pour les Romains. Le roi alla loger au palais de San-Marco, fit ranger son artillerie sur la place, et placer des postes dans tous les carrefours. Les jours suivans, d'autres mesures furent prises pour contenir encore mieux les habitans, sourdement travaillés par le perfide Alexandre VI. Le prévôt de l'armée française fit dresser, dans le *Campo-Fiori*, des potences, où l'on attacha quelques séditieux. Charles exerça dans Rome tous les actes de la souveraineté, comme dans une ville conquise. Il affecta de faire attendre le pape dans une des salles du palais, jusqu'à ce qu'il eût achevé de dîner. En général, les Français témoignèrent fort peu de respect pour le souverain pontife; plusieurs prélats furent chassés de leurs logemens par leurs hôtes.

Toutefois, dix jours après son entrée dans Rome, le roi de France, sans écouter les justes représentations qu'on lui fit contre l'élection, les intrigues et la conduite d'Alexandre VI, conclut avec ce pape un traité, dont les principaux articles furent la promesse de l'investiture du royaume de Naples (pour Charles VIII), la remise, entre les mains des Français, des places de Viterbe, Spolette, Terracine et Civita-Vecchia.

Dans ce même temps, il se passait à Naples un événement extraordinaire. Effrayé des progrès des Français, et ne craignant pas moins ses sujets, auxquels il était devenu odieux

par sa conduite, que les ennemis du dehors, le roi Alphonse céda tout à coup la couronne à son fils Ferdinand. Il crut que cette abdication rendrait quelque énergie aux Napolitains, et que, voyant à leur tête un prince affable et qui n'avait offensé personne, ils s'opposeraient, avec plus de vigueur, à l'invasion du royaume par d'avides étrangers. Après avoir assisté au couronnement de son fils, Alphonse quitta Naples, et alla chercher un asile en Sicile, où le roi de Castille lui donna pour résidence la ville de Mazzara.

Charles VIII reçut à Rome la nouvelle de cette résolution d'Alphonse, et se mit aussitôt en marche vers les frontières napolitaines, pour ne point laisser au roi Ferdinand le temps de se mettre en mesure contre l'agression projetée. L'armée française n'était encore qu'a Velletri, lorsque le cardinal de Valence, César Borgia, fils naturel du pape, et qui devait servir d'ôtage et accompagner le roi dans son expédition, s'évada sous le déguisement de valet d'écurie.

*Le roi de Castille et d'Aragon rompt avec le roi de France.* — Tandis qu'un pape consacrait ainsi, par son autorité, la violation manifeste des traités, un souverain, auquel l'Espagne fut redevable de l'établissement de l'odieuse inquisition, un roi, investi par le Saint-Siége du titre pompeux de *Catholique*, marchait sur les traces d'Alexandre VI; et l'ambassadeur du roi de Castille et d'Aragon osait déchirer, sous les yeux même de Charles, l'original du dernier traité conclu entre la France et l'Espagne. La violence de cet envoyé contrastait sans doute avec la modération d'un roi jeune, bouillant, et qui se trouvait à la tête d'une armée victorieuse. Il se contenta de renvoyer le fougueux ambassadeur, et l'on sut bientôt qu'avant même cette indécente conduite, le roi de Castille avait expédié une flotte pour soutenir le nouveau roi de Naples, et qu'il lui avait fait passer des troupes, sous le commandement de Gonzalve Fernandez de Cordoue. 1495.

Ferdinand s'était occupé sans délai de la défense de ses états. Ayant rassemblé cinquante escadrons et six mille hommes de pied, il envoya garder le pas de Castro-Celli, sur la droite d'Aquino, et il se porta lui-même à San-Germano, au pied du Mont-Cassin. Ce poste, situé derrière le Garigliano (Lyris), entre de hautes montagnes et des marécages profonds, passait avec raison pour une des clefs du royaume; mais, dans de pareilles circonstances, il était difficile que des dispositions militaires suppléassent seules à l'attachement des peuples et au dévouement des troupes, qui ne pouvaient si tôt oublier la haine profonde qu'ils avaient portée aux deux derniers rois.

1495. *Les Français envahissent le royaume de Naples.* — De son côté, Charles, secondé de sa redoutable artillerie, avait emporté Monte-Fortino, entre Velletri et Valmontone, et il avait pris d'assaut la forteresse de Monte-di-San-Giovani, sur les confins du royaume de Naples. En faisant passer au fil de l'épée la garnison et les habitans de ces deux places, il avait répandu la terreur par cette étrange méthode inusitée, comme nous l'avons déjà dit, en Italie depuis plusieurs siècles, et il s'était ainsi ouvert tous les passages [1].

Les défilés gardés par les Napolitains furent abandonnés avec leur grosse artillerie, dès l'approche de l'avant-garde des Français, et Ferdinand se vit lui-même entraîné dans la fuite du corps d'armée qu'il commandait. Dissimulant d'abord son ressentiment contre ses officiers, il résolut de distribuer ses forces dans Capoue, dans Gaëte et dans Naples, et d'attendre, pendant la résistance de ces places, le résultat de la ligue qui s'organisait en sa faveur. Mais, d'un côté, Capoue ne voulut le recevoir qu'avec une suite peu nombreuse, et, de l'autre, il se trouva dans la nécessité de

[1] Jubé et Servan. — Guichardin.

courir à Naples pour y apaiser les esprits, soulevés à la nouvelle des succès de l'armée française. J. J. Trivulce, auquel il avait laissé, pendant sa courte absence, le gouvernement de Capoue, alla jusqu'à Calvi au-devant de Charles avec les chefs de la garnison, et mit ce prince en possession de la ville. Ferdinand, retournant à Capoue, apprit en chemin la trahison de Trivulce, la dispersion de ses troupes, la prise de ses partisans les plus ardens et les plus distingués, la réduction de Nole, et la révolte nouvelle des Napolitains. Accablé de tant de revers, il rentra dans Naples, y assembla les principaux habitans, les exhorta à se défendre, leur annonça de prompts secours, et renouvela la promesse de faire oublier, par la douceur de son gouvernement, les vexations de son aïeul et de son père. Tant d'instances restèrent sans succès, et le roi, insulté par la populace, abandonné par les courtisans chargés de ses bienfaits, n'osa se renfermer dans l'une des forteresses de Naples. Il permit aux habitans de se rendre aux Français, et, ayant brûlé quelques bâtimens en rade, pour ne point les laisser à la disposition de l'ennemi, il passa dans l'île d'Ischia, dont le gouverneur même eut l'ingratitude de lui disputer l'entrée. Il s'enfuit ensuite jusqu'en Sicile avec sa fille Jeanne, la reine, veuve de son aïeul, et son oncle Frédéric, qui devait bientôt lui succéder, sous des auspices encore plus malheureux.

*Charles* VIII *entre dans Naples et s'y fait couronner.* — 1495.
Charles, prévenu de cette fuite par une députation venue de Naples, ne tarda pas à faire son entrée triomphante dans cette capitale, où il fut accueilli avec les mêmes transports de joie, qu'un mois auparavant le peuple avait fait éclater lors de l'avènement de Ferdinand au trône. Les forteresses se rendirent après avoir essuyé quelques volées de canon, et les plus illustres familles vinrent, avec celle des Caraffa, enrichie cependant par la Maison d'Aragon, prêter à l'heu-

reux vainqueur le serment de fidélité. Le reste du royaume fut soumis en aussi peu de temps [1] qu'il en eût fallu pour le parcourir, et les garnisons des plus fortes places envoyèrent porter leurs clefs aux Français, en implorant leur clémence. L'île d'Ischia, Brindisi, où Virgile avait fini ses jours; Gallipoli, dans la terre d'Otrante, Amantaa et Tropia, dans la Calabre, restèrent ou rentrèrent, avec la ville d'Otrante, sous la domination des Aragonais, sans que Charles, étourdi de ses succès, daignât s'en occuper.

Il venait de se faire couronner roi de Naples, lorsqu'il repoussa hautement les propositions de Frédéric, qui ne réclamait que la Calabre pour le roi, son neveu, et qui ne demandait pour lui-même que la conservation de la petite principauté d'Alta-Mura, dans la terre de Bari, au pied de l'Apennin. Cette principauté et quelques autres terres peu considérables formaient son apanage. Frédéric ayant refusé de son côté les grands établissemens que lui offrait Charles en France pour lui et pour le roi, son neveu, les deux princes se séparèrent également mécontens l'un de l'autre.

Cependant les Français ne gardaient aucune mesure, et abusaient de leur prospérité. L'avarice ou l'incapacité des favoris de Charles, l'insolence des gens de guerre, l'avidité de tous, aliénèrent bientôt les esprits, et l'on vit les habitans de tout le royaume regretter le gouvernement de celui qu'ils avaient contraint à prendre la fuite; inconstance naturelle aux Napolitains, mais qui n'était, en cette circonstance, que trop bien justifiée par l'oppression de leurs vainqueurs.

1495. *Ligue formée contre les Français.* — Au milieu des fêtes, des joûtes et de la débauche, les Français fermaient les yeux sur la ligue puissante qui se formait contre eux, ou ils en faisaient l'objet de leurs sarcasmes et de leur dérision.

[1] Guichardin. — Jubé et Servan.

Mais le pape, l'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Milan, les Vénitiens même, ne s'étaient point endormis, et, dirigés par des intérêts différens, ils avaient conclu, en la présence, et malgré l'habileté de Philippe de Comines (que le roi avait amené avec lui en Italie comme ministre négociateur), un traité de confédération générale, qui devait durer vingt-quatre ans, et dont le prétexte apparent était le maintien de la liberté de l'Italie, et surtout la défense de l'église, ce qui lui fit donner le nom de *ligue sainte*. Par la défense de l'église, le pape entendait la restitution des places fortes qu'il avait remises pour garans de sa paix avec Charles; la liberté de l'Italie menacée signifiait, pour le roi d'Espagne, la crainte de voir la Sicile lui échapper; pour l'empereur Maximilien, la répétition de ses droits sur la Toscane, et, pour Ludovic Sforce, l'appréhension où il était que le duc d'Orléans, petit-fils de Valentine Visconti, ne réclamât comme son héritage le duché de Milan. Les Vénitiens croyaient, de leur côté, l'occasion favorable pour s'approprier quelques ports dans l'Adriatique. Tant de désintéressement de la part des alliés, et l'influence de Rodrigue Borgia, sanctifièrent sans doute cette redoutable confédération, dont les principales conditions furent que l'on entretiendrait une armée de soixante mille hommes, dont trente-quatre mille de cavalerie; que les troupes espagnoles qui se trouvaient en Sicile aideraient Ferdinand à recouvrer ses états, tandis que la flotte vénitienne attaquerait les places maritimes, et que Ludovic s'emparerait d'Asti, où le duc d'Orléans était resté, comme nous l'avons dit, avec peu de forces. L'empereur et le roi d'Espagne devaient, en outre, faire chacun une irruption en France, au moyen des fonds que les autres confédérés s'engageaient à leur fournir. Les Florentins se défendirent d'accéder au traité, dans l'espoir de rentrer dans la possession de leurs places, que Char-

les avait promis d'évacuer, et quoique, dans ce temps même, les troupes françaises, envoyées à Pise par mer, commissent beaucoup d'excès sur l'un et l'autre territoire.

Pour résister, avec quelque apparence de succès à une telle coalition, il aurait fallu que les Français se fussent d'abord concilié l'attachement des peuples par leur modération [1], comme ils avaient conquis leur admiration par leur valeur; mais, après tant d'abus et de vexations tolérées par le roi, il ne paraissait plus rester à celui-ci d'autre parti que de retourner en France, et d'opérer cette retraite en bon ordre, avant que les alliés eussent rassemblé toutes leurs forces.

En même temps qu'il se voyait forcé de prendre cette détermination, il donnait au peuple de Naples le spectacle solennel et insignifiant d'un nouveau couronnement et d'une entrée triomphante dans cette capitale, que, huit jours après, il allait abandonner.

1495. *Charles* VIII *quitte le royaume de Naples.* — Avant de quitter Naples, Charles fit reconnaître, en qualité de vice-roi et de généralissime, Gilbert de Bourbon, duc de Montpensier, prince courageux, mais dont les talens ne répondaient point à l'importance du poste qui lui était confié. Le gouvernement de la Calabre fut laissé à d'Aubigny, créé grand-connétable de ce royaume.

Le Mont-Saint-Ange (Monte-di-San-Angelo) près du golfe de Manfredonia, fut érigé en duché en faveur d'un seigneur béarnais, nommé don Julien, de la Ville-sur-Ilon. Gaëte fut confiée au sénéchal de Beaucaire, Tarente à Georges de Sully, Manfredonia à Gabriel de Mont-Faucon, et l'Abruzze à Gratien des Guerres, tous officiers distingués, auxquels le roi, promettant de l'argent et des secours, ne

[1] Jubé et Servan, tom. 1er.

laissa que quelques Suisses, quelques fantassins français, huit cents lances, et cinq cents hommes d'armes italiens, qu'il avait pris à sa solde.

Charles se mit en route avec le reste de son armée, réduite à neuf mille hommes, dont neuf cents gendarmes et deux mille cinq cents Suisses, dans le même temps que Ferdinand entrait dans la Calabre, et que les côtes de la Pouille étaient menacées par la flotte des Vénitiens.

*Retraite de l'armée française à travers les états romains et la Toscane.* — Le roi de France dirigea sa marche vers Rome, malgré tout ce que lui fit dire, pour l'en détourner, le pape qui se sauva à Pérouse, et auquel cependant le roi fit remettre, suivant ses engagemens, Civita-Vecchia et Terracine, retenant seulement Ostie jusqu'après son retour en France. 1495.

Les terres de l'église furent traversées par l'armée française, comme si elles eussent appartenu au plus fidèle des alliés; Toscanella seule, qui refusa le passage à l'avant-garde, fut emportée d'assaut et abandonnée au pillage.

Le roi, arrivé à Sienne, reçut de Philippe de Comines et de Trivulce, qu'il avait retenu à son service, le sage conseil de gagner en diligence les Alpes avant la jonction des troupes ennemies[1]; mais Charles perdit six jours dans des discussions, qu'il termina par deux fautes essentielles. Il se prêta au caprice des Siennois, qui, mécontens de la forme de leur gouvernement, obtinrent comme une faveur d'être soumis au jeune Louis de Luxembourg, comte de

[1] Charles demanda en riant à Philippe de Comines si les Vénitiens se proposaient d'envoyer quelqu'un au-devant de lui : « Sire, répondit Comines (précédemment chargé d'une mission diplomatique auprès des Vénitiens), ils m'ont bien assuré, lorsque je prenais congé d'eux, qu'ils avaient dessein d'envoyer quarante mille hommes au-devant de vous et de votre armée. »

Ligny, cousin du roi ; ils devaient l'expulser un mois après. En second lieu, l'avidité des seigneurs français fit rejeter les propositions avantageuses des Florentins, qui, pour la restitution des places qu'on avait en dépôt, offraient un secours de trois cents gendarmes, de deux mille fantassins, un prêt de soixante mille ducats, et le paiement de trente mille autres, reste de la somme stipulée par le traité précédent. Les seigneurs dont nous venons de parler obtinrent, ainsi qu'ils le désiraient, le gouvernement de ces places, avec des détachemens d'infanterie, qui affaiblirent encore l'armée.

Pendant que Charles ménageait aussi peu le temps et les forces qui lui restaient, le duc d'Orléans, au lieu de se tenir sur la défensive, comme il en avait reçu l'ordre, et d'amener les troupes nouvellement arrivées de France, et une partie de celles qu'il avait dans Asti, s'occupait à surprendre Novarre, et à commencer, pour son propre compte, la conquête du Milanais. Il fournissait ainsi aux Vénitiens le prétexte qu'ils cherchaient depuis long-temps pour jeter le masque, et pour réunir ouvertement leurs forces à celles des autres confédérés.

Cette désobéissance du duc d'Orléans, et les résultats qu'elle entraînait, semblaient devoir hâter la marche de Charles ; mais ce prince, après avoir seulement laissé Florence sur sa droite, dans la crainte d'y être retenu trop long-temps, vint s'arrêter dans la ville de Pise, où il entendit les réclamations des Pisans et les sollicitations des députés florentins. Ceux-ci, acharnés contre une république que Florence avait ruinée depuis plus de quatre-vingts ans, voulaient faire confirmer cette destruction par le roi de France. Charles, sans porter aucune décision, laissa garnison dans Pise, et s'avança vers Lucques, Pietra-Santa, Massa et Sarzana.

De cette dernière place, il détacha encore cent vingt lances et cinq cents fantassins de son armée, pour tenter une entreprise sur Gênes, concurremment avec le peu qui lui restait de son armée navale [1].

Ainsi que nous venons de le remarquer, les Vénitiens, depuis la prise de Novarre, croyant ne plus devoir garder aucun ménagement, avaient prescrit au marquis de Mantoue, Gonzague, généralissime de leur armée, de s'approcher des Apennins pour en disputer le passage au roi.

Charles, instruit que ces troupes étaient déjà réunies dans le Parmesan aux autres confédérés, et formaient une armée de plus de trente mille combattans, se rendit à Ponte-Moli, et, dès le soir même, il voulut aller asseoir son camp au-delà des montagnes. Cette résolution et la promptitude avec laquelle elle fut exécutée, presque sous les yeux d'un ennemi si supérieur en nombre, contribuèrent à sauver les Français. Combien d'avantages, en effet, offrait aux Vénitiens l'attaque d'une armée engagée dans ces longs défilés, traînant avec des peines infinies une artillerie pesante; mais le courage des Français et des Suisses, secondé par l'exemple des chefs de l'artillerie, surmonta tous les obstacles, que ne sut point multiplier la lente indécision de Gonzague.

*Bataille de Fornova* ou *Fornoue*. — Dès le lendemain, 7 juillet 1495
l'armée française se trouva réunie à Fornoue, sur la rive droite du Taro, et en présence des ennemis campés à trois milles, près de l'abbaye de la Ghiarola. Les Italiens furent étonnés de voir les Français venir en si petit nombre à leur rencontre, et cette surprise altéra leur confiance. Aucun d'eux n'avait douté que le roi ne laissât une partie de son armée à Pise, et ne s'embarquât pour retourner en France, ou qu'ayant traversé l'Apennin, il ne gagnât Tortone par

[1] Guichardin. — Philippe de Comine. — Jubé et Servan.

les sentiers escarpés de Cento-Croce. Aussi leurs chefs auraient-ils accordé au roi le passage qu'il leur avait fait demander, si l'ambassadeur d'Espagne, aux yeux duquel la perte des Français était du plus grand intérêt, et qui s'inquiétait peu des dangers qu'une défaite pouvait faire courir à ses alliés, n'eût fait prononcer le refus pendant qu'on attendait la décision de Ludovic et de la république de Venise.

Cependant les Français s'avançaient pleins d'audace et de fierté. Il leur fallait traverser le torrent du Taro, grossi par les pluies abondantes d'un violent orage, et ce passage devait être effectué en présence de l'ennemi.

L'opération commença, le 7 juillet, dès la pointe du jour, par la plus grande partie de l'artillerie, et elle ne fut troublée que par quelques escarmouches, faute essentielle que commit encore le marquis de Mantoue.

L'avant-garde, sous les ordres du maréchal de Gié, était composée de quatre cents lances, de quelques Suisses, de trois cents archers à pied, de quelques arbalêtriers à cheval de la garde du roi, et de la plus grande partie de l'infanterie. Le roi, armé de toutes pièces, marchait avec le corps de bataille; l'arrière-garde, suivie du bagage, était confiée au comte de Foix, père du célèbre Gaston; et, suivant l'usage de ce temps, ces trois corps marchaient à de très-grandes distances l'un de l'autre [1].

L'armée française, ne pouvant se déployer dans la plaine trop étroite de San-Andrea, descendit le long de la rive gauche du Taro. Lorsque son avant-garde fut arrivée à la hauteur du camp des Italiens, elle fut attaquée par les troupes du duc de Milan, qui fondirent rapidement sur elle, pendant que le marquis de Mantoue, après avoir pourvu à la sûreté de son camp, passait plus haut le torrent pour

[1] Jubé et Servan.

tourner l'arrière-garde, sur laquelle il vint tomber avec six cents hommes d'armes, cinq mille fantassins, et un gros de chevau-légers. Il laissait sur l'autre rive un corps de troupes considérable, sous le commandement d'Antoine, fils naturel de Frédéric Montefeltro, duc d'Urbin, auquel il prescrivit d'attendre de nouveaux ordres pour venir le joindre. Enfin, une partie de sa cavalerie légère devait aller prendre les Français en flanc, pendant que le reste, traversant le Taro vis-à-vis Rocca-Lazzone, s'emparerait du bagage, que la pénurie de troupes ne permettait pas au roi de faire garder.

Charles, ayant vu le mouvement du marquis de Mantoue, fit marcher sur-le-champ son corps de bataille au secours de l'arrière-garde, et il se précipita lui-même avec tant de diligence à la tête d'une compagnie d'hommes d'armes, que, dès le commencement de l'action, il se trouva aux premiers rangs. La mêlée s'engagea bientôt, et le combat se soutint de part et d'autre avec une égale ardeur. La terre fut en un instant jonchée d'hommes et de chevaux, l'acharnement fut porté à son comble, et les Italiens, encouragés par leur grand nombre, et surtout par l'exemple du brave Gonzague, qui était présent partout, allaient peut-être remporter l'avantage, lorsque le corps de bataille vint mettre fin aux dangers que le roi courait personnellement, et lui rendit l'espérance.

Pendant ce nouveau choc, qui fut terrible, les chevau-légers pillaient le bagage, au lieu de l'enlever militairement, et traversaient le torrent avec les mulets, les chevaux et les autres équipages[1].

A la vue de leurs compagnons chargés de butin, tous les chevau-légers, destinés à pénétrer dans la ligne française

[1] Philippe de Comines. — Guichardin.

par les ouvertures que le choc des lances y avait faites, coururent au pillage, et entraînèrent avec eux l'infanterie et la grosse cavalerie. Les Italiens, affaiblis et vainement soutenus par l'intrépidité de leur général, se trouvèrent enfin acculés contre le torrent, qu'ils furent contraints de repasser en désordre, et ils rejoignirent le corps d'Antoine de Montefeltro, qui n'avait fait aucun mouvement, parce que Rodolfe, oncle du marquis de Mantoue, avait été tué en lui portant l'ordre d'avancer.

Pendant que l'avantage se décidait en faveur des Français à l'arrière-garde et au centre, le succès de l'avant-garde avait encore été plus rapide; elle avait répondu à la première attaque des Milanais par une charge si impétueuse, qu'ils avaient regagné à la hâte le gros de leur armée. Le maréchal de Gié aurait pu les poursuivre; mais, voyant sur l'autre rive un corps de gendarmes en bataille, il avait cru prudent de ne point permettre à sa troupe de se disperser, et il avait attendu dans une belle contenance l'arrière-garde et le corps de bataille.

Ce combat, qui ne dura que le court espace d'une heure, fut néanmoins l'un des plus meurtriers qu'on eût vus depuis long-temps en Italie, bien que l'artillerie n'y ait presque point eu de part. La perte des Français fut à peine de deux cents soldats; mais celle des Italiens monta à trois mille quatre cents hommes, dont plus de trois cents gendarmes, et beaucoup d'officiers de distinction.

Camille Vitelli, Trivulce, le comte de Vendôme et La Trimouille, avaient particulièrement contribué au gain de cette bataille, dans laquelle venait de se distinguer, à l'âge de vingt ans, Pierre du Terrail, cet immortel Bayard, auquel sa bravoure et ses talens méritèrent, par la suite, le titre de *chevalier sans peur et sans reproche.*

Charles, malgré l'infériorité de ses troupes, leur épuise-

ment et les escarmouches réitérées des Milanais, parvint jusqu'aux portes d'Alexandrie, laissa sur sa gauche les champs de Marengo, que les Français devaient immortaliser trois cents ans plus tard, alla passer à gué le Tanaro, et entra dans Asti huit jours après la bataille de Fornoue.

Déterminé à ne quitter l'Italie qu'après avoir fait lever le siége de Novarre, il fit camper sa petite armée victorieuse, et s'occupa de sa réorganisation.

*Le duc d'Orléans assiégé dans Novarre.* — Novarre, où 1495.
se trouvait renfermé le duc d'Orléans, était pressée par les troupes du duc de Milan, auxquelles venaient de se joindre les débris de l'armée confédérée.

D'ailleurs, par l'effet de l'imprévoyance du duc d'Orléans, et par l'avide rapacité de ses officiers, la place était entièrement dépourvue de vivres et de munitions. Aussi le marquis de Mantoue et Galéas de San-Severino s'étaient contentés d'occuper toutes les avenues de la place, de se rendre maîtres des châteaux voisins; ils ne voulaient point commettre aux hasards d'un nouveau combat la possession d'une ville, dont il semblait que la famine leur allait bientôt ouvrir les portes.

Cependant le roi pressait avec ardeur l'arrivée des nouvelles levées qu'il avait ordonnées en France, et faisait venir dix mille Suisses, la seule infanterie qu'on pût alors opposer aux *lansquenets* employés par les ennemis. Il avait passé le Pô, et il avait poussé jusqu'à Trino, pour profiter des bonnes dispositions de la duchesse de Savoie, marquise de Montferrat et tutrice de son fils.

Cette princesse, en effet, ouvrit à Charles les portes de Verceil, et augmenta les inquiétudes des alliés, en fournissant au roi le moyen de pouvoir jeter plus facilement des secours dans Novarre.

Pendant que ce prince partageait son temps entre les soins

qu'exigeaient cette guerre et ses fréquens voyages vers les rians côteaux de Chiesi, où il avait une intrigue de cœur, ses capitaines, abandonnés à leurs propres forces, disputaient, avec beaucoup de gloire et peu de succès, le royaume de Naples à l'infatigable Ferdinand.

L'incertitude des Génois, et cette inconstance que tous les historiens s'accordent à leur reprocher, avaient fait échouer l'expédition hasardée sur Gênes, et même les galères du roi avaient été brûlées par François Spinola, dit *le Maure*.

1495. *Belle défense des Français dans le royaume de Naples; bataille de Seminara.* — Mais, dans le royaume de Naples, le brave d'Aubigny, chargé de défendre la Calabre, osait se mesurer avec le célèbre Gonzalve (Ferdinand d'Aguilar, dit *de Cordoue*), que le roi d'Espagne avait envoyé sous le prétexte de secourir le roi de Naples, mais avec un dessein plus ambitieux, et beaucoup moins désintéressé [1].

Ferdinand lui-même marchait avec le grand capitaine, et l'armée de Siciliens, d'Espagnols et de Napolitains qu'ils commandaient, avait déjà soulevé la plus grande partie du royaume. Déjà Reggio était tombée en leur pouvoir, lorsque d'Aubigny, les ayant rencontrés près de Seminara, n'hésita point à les attaquer.

Un courage égal de part et d'autre, la présence de Ferdinand et de Gonzalve d'un côté, et, de l'autre, une discipline plus sévère, et l'activité de d'Aubigny, balancèrent pendant quelque temps la victoire; mais enfin elle se décida encore une fois pour les Français, et la déroute de Ferdinand fut complète. Ce prince dut la vie au dévouement héroïque de l'un de ses anciens pages; et, s'étant réfugié à Palmi, il se rembarqua pour la Sicile, dans la résolution de faire bientôt

[1] Jubé et Servan.

de nouvelles tentatives. Gonzalve avait gagné Reggio à travers les Apres-Monts, et là il se préparait à venger son parti et sa gloire.

On vit bientôt Ferdinand sortir de Messine avec une flotte de quatre-vingts bâtimens, commandée par l'amiral espagnol, marin plein de bravoure et d'une expérience consommée. Ces vaisseaux ne portaient, il est vrai, presque aucune troupe de débarquement; mais, par cet appareil, le prince s'empressait de maintenir les intentions favorables du plus grand nombre des Napolitains qu'aurait pu refroidir le bruit de sa dernière défaite. En effet, il n'eut pas plus tôt mouillé dans la rade de Salerne, que cette ville et toutes les places situées le long de ce golfe, se déclarèrent en sa faveur. Naples elle-même ne fut contenue que par la fermeté des Français, dont le commandant toutefois n'osa point tenter l'entreprise qui lui fut suggérée contre la flotte de Ferdinand. Celui-ci, retiré à l'île d'Ischia, et voulant seconder le mouvement que préparaient ses partisans, vint descendre entre Naples et le Vésuve, à l'embouchure du Sébéto.

*Succès de Ferdinand, roi de Naples.* — Le duc de Montpensier, aussi imprudent alors, qu'il avait été irrésolu la surveille, se précipita hors des murs avec toutes ses troupes, pour voler au-devant de l'ennemi, abandonnant ainsi la place à la merci des conjurés, qui saisirent avidement cette occasion favorable et inespérée. 1495.

Bientôt la populace, soulevée au son du tocsin, s'empara des portes, en faisant retentir avec acclamation le nom de Ferdinand.

Les Français, surpris d'une révolution qu'il était si facile de prévoir et de prévenir, et désespérant de se soutenir entre deux attaques également vigoureuses, se replièrent sur leur gauche, et, faisant le tour de la ville, ils allèrent, par

un chemin long et presque impraticable, gagner le château neuf, et s'y renfermer. C'est là qu'après de vains efforts pour prendre la ville, ils résolurent d'attendre de nouveaux secours [1].

Cependant presque toutes les autres places se soumettaient à Ferdinand, les unes réduites par la force des armes, les autres ouvertes par la révolte des habitans, celles-ci livrées par la lâcheté de ceux auxquels le commandement en avait été confié.

1495. *Les Français capitulent dans Naples.* — La flotte expédiée de Villefranche, et qui portait aux Français des secours en vivres et en hommes, étant conduite par un officier fort estimé des troupes de terre, mais peu expérimenté dans la marine, ne put aborder. La brave garnison des châteaux de Naples, en butte à des attaques multipliées et aux horreurs de la famine, se vit donc contrainte de capituler, presque dans le même temps où Alphonse venait de finir à Messine une carrière commencée dans les armes avec gloire, et terminée dans le froc avec ignominie.

1495. *Le pape fait signifier au roi de France d'évacuer entièrement l'Italie.* — Malgré toutes les mesures qu'avaient prises les alliés, et particulièrement le duc de Milan, pour presser la reddition de Novarre, resserrer la garnison, intercepter ses fourrages, ses convois et les secours que Charles s'efforçait d'y jeter, on crut devoir recourir à d'autres moyens, et le pape consentit volontiers à jouer une comédie ridicule. L'un de ses massiers vint signifier au roi l'ordre de quitter l'Italie avec son armée, sous peine d'être frappé des foudres du Vatican, et d'être sommé de comparaître à Rome. Ces armes déjà usées devaient avoir bien peu de valeur dans la main d'un homme aussi corrompu que l'était Borgia. Charles

[1] Philippe de Comines.

répondit qu'il s'étonnait que le Saint-Père, qui n'avait pas voulu l'attendre lorsque, à son retour de Naples, il avait désiré lui baiser les pieds, le pressât si fort actuellement de se rendre auprès de lui; qu'au reste il travaillait à obéir à ses ordres; qu'il le priait seulement d'avoir un peu de patience, et de l'attendre à Rome, afin que son voyage ne fût pas inutile.

L'activité du marquis de Mantoue était plus utile aux alliés que les menaces d'Alexandre. Le duc d'Orléans était réduit à la plus affreuse nécessité. La brave garnison de Novare soutenait, avec un courage dont son chef donnait l'exemple, la famine et les maladies que ce fléau traîne à sa suite; mais alors que, entièrement épuisée, elle voyait en frémissant approcher le terme de sa résistance, le hasard fit ouvrir des conférences pour la paix.

*Négociations pour la paix.* — Pendant que Charles concluait à Trino, avec les Florentins, un traité qui paraissait déterminer le sort de Gênes et de Pise, ainsi que des places occupées par les Français dans le territoire de Florence, et pendant que ce traité procurait au roi un subside de trois cent mille ducats, il envoyait à Casal un commissaire chargé de pourvoir à la sûreté du Montferrat et à la tutelle du jeune Guillaume, dont la mère venait de mourir. Cet agent adroit saisit l'occasion de s'aboucher avec les envoyés du marquis de Mantoue, venus pour faire des complimens de condoléance. Il leur vanta les avantages que procurerait aux Français et aux Italiens une paix solide, et la gloire qui rejaillirait sur ceux qui en auraient jeté les premiers fondemens. Ces ouvertures furent mutuellement accueillies, et une trève de quelques jours prépara les conférences qui s'établirent entre les commissaires du roi, ceux des Vénitiens et ceux du duc de Milan.

C'était la généreuse garnison de Novare qui prenait le

plus d'intérêt à la signature de cette trève. Elle put sortir avec honneur d'une place qu'elle avait glorieusement défendue, et qu'elle confia aux habitans, sous le serment de ne la remettre à aucun des deux partis, sans le consentement de l'autre.

Les articles du traité définitif furent bientôt dressés. Les prétentions du duc d'Orléans sur le duché de Milan n'y étaient point ménagées; mais la restitution des places prises de part et d'autre, la soumission de Gênes, la liberté des prisonniers, la réduction des dettes contractées par le roi, étaient à peu près les seuls avantages que l'on pouvait raisonnablement exiger aux approches de l'hiver, avec une cavalerie affaiblie par les maladies et par la désertion, une infanterie composée de stipendiés étrangers, toujours prêts à se mutiner pour leur paie, des caisses entièrement vides, et vis à-vis d'une armée très-nombreuse, bien entretenue, parfaitement retranchée.

1496. *Traité de Verceil entre Charles* VIII *et le duc de Milan.* — Au reste, le désir de la paix et du repos se manifestait de toutes parts, et Charles n'hésita point à appuyer de son suffrage, dans son conseil, les avis qui se prononcèrent pour la pacification [1].

La paix fut conclue à Verceil entre le roi et le duc de Milan; les Vénitiens eurent un délai de deux mois pour y accéder, et Charles ne perdit pas un moment pour reprendre le chemin de la France avec une précipitation qui ressemblait à une fuite. On dit qu'il craignait que les Suisses, arrivés depuis quelques jours, ne se saisissent de sa personne pour garantie du paiement de trois mois entiers de solde qu'ils réclamaient, sous prétexte que Louis XI avait accueilli leurs prétentions dans des circonstances sem-

[1] Philippe de Comines.

blables. Au défaut de la personne du roi, ils s'emparèrent des capitaines français qui les avaient amenés, et l'on fut obligé de souscrire à leurs demandes.

*Charles* VIII *rentre en France.* — Trivulce avait été nommé gouverneur d'Asti, dont presque toute la garnison se débanda. Charles, en repassant les monts, jeta à peine un regard sur cette Italie si rapidement conquise, et qu'il ne devait plus revoir; à peine se souvint-il de ces braves auxquels il avait abandonné la défense de son royaume de Naples. 1496.

Pendant que la légèreté de son caractère, et peut-être les conseils insidieux de quelques courtisans vendus aux ennemis, retenaient le roi à Lyon, et l'occupait de joûtes, de galânteries et de tournois, la trahison du duc de Milan, la politique des Vénitiens, l'épuisement des Florentins, l'opiniâtreté des confédérés, et la persévérance de Ferdinand, enlevaient aux Français, en Italie, leurs dernières ressources.

*Suite de la guerre dans le royaume de Naples.* — Ce n'est pas que les généraux délaissés dans les états napolitains n'eussent redoublé d'ardeur et de dévouement dans ces circonstances critiques. Le seigneur de Persy, commandant un corps de Suisses, avait remporté un avantage signalé sur Thomas Caraffe, à Eboli, dans la principauté Citérieure; mais il n'avait pas su, ou n'avait pas voulu profiter de la victoire. Montpensier, s'étant embarqué la nuit avec deux mille cinq cents hommes, était descendu à Salerne, lorsque l'armée française était déjà campée près de Nocera, et que l'actif Ferdinand occupait la plaine de Sarno, à l'est du mont Vésuve. La proximité des deux partis, qui se trouvaient ainsi à quatre milles l'un de l'autre, semblait annoncer un dénouement très-prochain; mais leurs troupes étant à peu près d'égales forces, chacun d'eux craignait de s'aban- 1496.

donner au hasard d'un combat qui eût été décisif. Le temps se passa donc en escarmouches, et un détachement de Napolitains venait d'échouer et de périr à l'attaque du château de Giffone, près San-Severino, lorsque les renforts envoyés par le pape contraignirent les Français à s'écarter de Nocera, qui tomba au pouvoir de Ferdinand, et qui devint en un instant le sanglant théâtre des vengeances les plus féroces.

Sur ces entrefaites, Montpensier avait rejoint l'armée [1], et il l'avait conduite à Ariano, dont il s'était emparé. Ferdinand avait été forcé d'abandonner la principauté Citérieure, et d'aller attendre à Monte-Fusculo, près de Bénévent, les secours que lui avaient promis les confédérés.

Les hasards de la guerre s'étaient de même balancés dans la Pouille et dans les Abruzzes; mais l'argent étant venu à manquer aux Français, et la longue maladie de d'Aubigny ayant interrompu ses exploits, le parti napolitain prit quelque avantage. Les finances de Ferdinand n'étaient guère en meilleur état, mais il obtint des Vénitiens de nouveaux subsides en hommes et en argent. Venise, en assistant son allié, ne perdait pas de vue ses intérêts, et Ferdinand fut obligé de lui engager les cinq ports principaux qu'il possédait sur l'Adriatique.

Charles n'avait pu entièrement fermer l'oreille aux instances des ambassadeurs de Florence et des envoyés de ceux des barons napolitains qui tenaient pour la France. On retraçait aux yeux de ce prince la rapidité de ses conquêtes, la gloire d'avoir paru à la tête de ses armées en Italie, et d'y avoir renouvelé le souvenir des anciens exploits de sa nation; on ne lui dissimulait point la honte qui rejaillirait sur lui de la perte d'un royaume si facilement conquis, et d'un si grand nombre d'illustres Français chargés seuls

[1] Philippe de Comines. — Mézerai. — Dupleix, etc.

de sa défense. Le roi parut songer réellement à repasser en Italie, et il arrêta même quelques dispositions importantes. Trivulce devait retourner à Asti comme lieutenant-général; le commandement de l'avant-garde allait être confié au duc d'Orléans, que le roi se proposait de suivre immédiatement avec le reste de l'armée, et une flotte nombreuse devait être expédiée.

Au premier bruit de ces préparatifs, Ludovic Sforce connut de nouveau les alarmes, lui qui s'était fait donner le surnom de *fils de la fortune*. Mettant en œuvre tous ses artifices pour temporiser avec le commissaire du roi, le duc pressait l'empereur Maximilien Ier de passer en Italie. Ce prince vint en effet montrer sa faiblesse et ses irrésolutions, s'en retourna honteusement sans être entré dans Milan, et ne se signala que par le saccage d'un petit bourg de la Toscane.

Il semblait, à la vivacité avec laquelle Charles VIII avait repris ses projets sur Naples, que l'exécution allait suivre de très-près; mais il était entouré d'hommes vendus au pape et au duc de Milan; il était jaloux du duc d'Orléans, que les premiers succès devaient rendre maître du Milanais, et surtout il était retenu par l'amour aux pieds de l'une des filles attachées au service de la reine.

Des retards aussi préjudiciables entraînaient la perte des états de Naples, et sacrifiaient sans retour les plus braves guerriers. Ceux-ci avaient pourtant eu une occasion favorable de terminer heureusement la guerre, en s'emparant de la personne de Ferdinand, dont les troupes s'étaient débandées pour s'abandonner au pillage de Fangete-di-Monte-Forte[1].

La trahison de ce même capitaine Persy, qui, l'année

[1] Jubé et Servan. — Guichardin. — Philippe de Comines.

précédente, avait négligé de poursuivre sa victoire près d'Eboli, sauva encore une fois le roi de Naples d'un danger imminent, et aggrava la triste position des Français. Persy, non content de s'opposer, comme l'un des premiers officiers de l'armée, au dessein vigoureux de Montpensier, alla jusqu'à détourner ouvertement ses troupes de combattre, à insinuer aux Suisses et aux lansquenets allemands de saisir ce moment pour réclamer une paie qu'on n'était pas en état de leur compter. Montpensier, contraint en outre de lever le siége de Circello, s'avança vers Ariano, résolu de livrer bataille, seule ressource qui restait alors aux Français; mais Ferdinand, qui n'ignorait ni la pénurie qu'éprouvaient ses ennemis, ni la rivalité qui divisait leurs généraux, ni le ressentiment que les peuples conservaient contre eux, se garda bien d'accepter le combat. Il ne s'occupa qu'à les harceler, à choisir de bonnes positions, à leur couper les vivres, et à leur disputer même le courant des eaux. Il mit tant d'habileté dans l'exécution de ce projet, qu'il les contraignit d'abandonner, pendant la nuit, le camp où ils s'étaient retranchés sous Casalalbore, au nord-ouest d'Ariano, et de se retirer vers la Pouille, où ils espéraient trouver plus facilement de quoi subsister. Ferdinand, s'étant mis à leur poursuite pendant un jour entier, et désespérant de les atteindre, se jeta sur Gesualdo, qui lui fut livré par trahison; le même poste avait soutenu un siége de quatorze mois contre les Français. Ceux-ci, dans leur retraite, s'étaient amusés à piller la ville d'Atella, et, lorsqu'ils eurent été presque aussitôt forcés de s'y enfermer, cette place ne put leur procurer aucune ressource. L'habile Ferdinand, fidèle au plan qu'il avait adopté, éleva des lignes de contrevallation, s'empara de tous les postes voisins, brûla les moulins, ferma tous les passages. Le pillage, qui n'avait enrichi que

quelques officiers, n'avait point fourni à la caisse militaire les moyens de faire la *montre* des troupes allemandes; elles passèrent à la solde du roi de Naples, et cette défection, que le bon ordre eût prévenue, acheva de ruiner les affaires des Français.

*Dernières capitulations des Français dans le royaume de Naples.* — Gonzalve, dans la Calabre, ne combattait pas avec moins de succès. Maître à Castrovillari de la grande route qui conduit de Salerne à Cozenza, il avait appris que plusieurs barons, postés à Laïno, sur la rivière de Sapri, qui sépare la Calabre de la principauté, se proposaient de venir l'attaquer, et il avait résolu sur-le-champ de les prévenir et de les surprendre. Il partit donc un peu avant la nuit, laissant à sa gauche la grande route et les postes que les barons avaient à leur disposition; il prit un chemin difficile à travers les montagnes, dirigea son infanterie le long de la rivière, avec ordre de s'emparer du pont qui communiquait du bourg au château de Laïno, et, ayant traversé la rivière à gué avec sa cavalerie, il se jeta sur le bourg avant le lever du soleil. La sécurité dans laquelle les barons s'étaient endormis entraîna leur perte. Ceux qui essayèrent de regagner le château trouvèrent le pont coupé par leur ennemi, et ce coup de main décida du sort de la Calabre et bientôt de tout le royaume. Gonzalve, en effet, ayant rejoint Ferdinand devant Atella, les Français, dénués de toutes ressources, ne purent tenir plus long-temps devant les Napolitains, les Vénitiens et les Espagnols réunis, et Montpensier signa une capitulation non seulement pour Atella, mais encore pour les autres places qui, dans le royaume, étaient gardées par les officiers dépendans de son commandement. 1496.

L'amnistie des barons et des autres seigneurs fut religieusement stipulée, et la valeureuse garnison d'Atella fut

conduite jusque sur le golfe de Naples, à Castel-à-Mare-di-Stabbia, et dans les ports de Baïes et de Pouzzole [1].

De vains prétextes retardèrent long-temps l'embarquement garanti par la capitulation, et ce fut près des ruines magnifiques de deux villes autrefois célèbres que périrent, dans la misère et dans un abandon criminel, le chef et les débris d'une armée long-temps victorieuse.

1496. *Mort de Ferdinand, roi de Naples.* — D'Aubigny, Gratien des Guerres, Charles de Sanguin et don Julien, furent les derniers à se rendre; mais Tarente, Gaëte et Monte-di-San-Angelo, qu'ils avaient si vaillamment défendus, suivirent enfin le sort des autres places. Tout allait donc être entièrement soumis à Ferdinand, lorsque ce prince belliqueux mourut, et sembla s'ensevelir dans son triomphe.

Il eut pour successeur son oncle Frédéric III, auquel un sort bien différent était destiné. Dans l'espace de trois ans, la couronne de Naples avait passé sur la tête de six rois; car on peut y comprendre celui de Castille et Aragon, au profit duquel Gonzalve retenait les conquêtes qu'il venait de faire dans la Calabre.

1497. *Nouveaux préparatifs pour une deuxième expédition française en Italie.* — Charles VIII, malgré son indifférence et l'attrait des plaisirs, ne put apprendre, sans un sentiment de honte, les dernières nouvelles de Naples. Ce roi qui, si long-temps, avait négligé d'envoyer les secours qu'il devait à tant d'illustres guerriers, qui avait abandonné la république de Florence, son alliée, à tout le ressentiment des confédérés, et la famille des Ursins à l'avarice du pape, songea, comme pour venger sa gloire, à une nouvelle expédition sur Gênes et sur Savone.

Il est vrai que ses armes avaient repoussé, avec un prompt

[1] Jubé et Servan, — Philippe de Comines. — Mézerai.

succès, l'irruption faite par le roi d'Espagne dans le Languedoc, et il avait dû ce rapide avantage à l'artillerie, dont le service était déjà plus perfectionné en France que chez aucun de nos voisins; mais un armistice de quelques jours, suivi bientôt d'une trève de plusieurs mois, empêcha les hostilités de produire un résultat important.

Les préparatifs de la nouvelle expédition parurent jeter encore un grand effroi dans l'ame de Ludovic; et, en effet, le duché de Milan se trouvait plus menacé que Gênes, où les troubles intérieurs étaient pour lors apaisés, et que pouvaient puissamment défendre les flottes réunies de cette république, de Venise et de Frédéric.

Trivulce d'ailleurs, lieutenant-général de Charles VIII en Italie, semblait plus fidèle aux instructions secrètes du duc d'Orléans, que soumis aux ordres formels du roi. Le duc, que la mort prématurée du jeune dauphin avait rendu héritier présomptif de la couronne, et qui se voyait encore rapproché du trône par la santé chancelante de Charles, n'avait pas eu de peine sans doute à faire épouser ses intérêts personnels à un général étranger, dont la fortune allait dépendre incessamment de sa volonté.

Toutefois Trivulce n'osa point afficher une désobéissance ouverte. Après s'être emparé de Novi comme d'une place qui coupait la communication entre Gênes et Milan, et, après avoir enlevé l'important château de Bosco, à trois lieues d'Alexandrie, il affecta de ne point suivre le cours de ses avantages, et il fournit aux Vénitiens et à Ludovic, ce favori de l'inconstante fortune, le temps de se reconnaître. Baptistin Frégose et le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens n'étant point secondés, comme ils devaient l'être par Trivulce, échouèrent devant Gênes et devant Savone. La pénurie des fonds se fit encore sentir; la division entre les généraux français ne permit aucun ensemble dans les

opérations, et les confédérés rentrèrent en possession de Novi, de Bosco et des autres places conquises par les Français, auxquels il ne resta plus que quelques postes dans le marquisat de Final, sur la rivière du Ponent [1].

1498. *Mort de Charles* VIII. — Charles mourut sur ces entrefaites au château d'Amboise, laissant la réputation d'un prince vaillant dans les combats, insouciant dans les conseils, généreux envers ses ennemis, facile, faible même avec ses courtisans. Il n'avait que vingt-huit ans.

Sous Charles VIII, parut la cavalerie albanaise, appelée aussi *stradiots*, et composée de Grecs en grande partie. Elle se forma pendant les guerres de ce prince en Italie, et fut connue dans nos armées jusqu'au règne de Henri III; son arme particulière était une espèce de lance ferrée par les deux bouts.

Charles créa la compagnie des Cent-Suisses de la garde.

Il augmenta le nombre des *lansquenets* ou soldats allemands. L'infanterie française, alors composée du rebut de la nation, ne jouissait d'aucune estime.

L'artillerie se perfectionna sous ce règne, ainsi que nous l'avons remarqué.

La marine commença à faire quelques progrès.

Déjà, dit l'historien des guerres des Français en Italie, l'on commençait à revenir de ce vain point d'honneur de *donner toujours bataille*, et que Fabius presque seul, chez les Romains, avait eu la grandeur d'ame de dédaigner. Déjà l'attaque et la défense des places devenaient un art qui n'avait pu naître que depuis l'établissement d'une infanterie régulièrement organisée. La gendarmerie n'était encore formée que sur une seule ligne, et sans intervalles déterminés entre les escadrons; mais sa première charge avait de l'en-

[1] Jubé et Servan, tom. 1er. — Philippe de Comines. — Dupleix, tom. II.

semble, et son premier choc était redoutable. La formation et l'armement des archers anglais, qui influèrent le plus dans les terribles combats de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, sont dignes de fixer l'attention des temps les plus éclairés. Enfin, si les vieux capitaines avouaient encore qu'ils ignoraient l'art d'empêcher le désordre et la confusion parmi leurs nombreux soldats, et si l'indépendance affranchissait chaque chef de bandes de l'autorité du général, et faisait marcher chaque enseigne séparément, du moins les troupes commençaient à fortifier des camps, et à s'exercer, pendant la paix, aux manœuvres qu'il est nécessaire d'exécuter en présence de l'ennemi. Ce fut Louis XI, qui, en 1479, donna le premier un si grand exemple. Sa profonde politique lui avait sans doute fait entrevoir dans l'avenir le résultat de cette belle innovation négligée par ses successeurs, que le génie militaire de Frédéric devait créer de nouveau, et s'approprier au milieu du siècle dernier [1].

[1] *Histoire des guerres d'Italie*, par Jubé et Servan.

# CHAPITRE VIII.

Commencemens du règne de Louis XII; il épouse Anne de Bretagne. Préparatifs d'une nouvelle expédition des Français en Italie. Conquête du Milanais; la conduite des Français indispose les habitans de ce duché. Ludovic Sforce, duc de Milan, lève des troupes dans les états de l'empereur et en Suisse; ses succès. L'armée française reprend l'offensive; Ludovic est fait prisonnier; nouvelle soumission du Milanais. Expédition de Naples; accord entre les rois de France et d'Aragon pour le partage des états napolitains. Louis XII fournit des secours aux Florentins contre les Pisans. Conduite du pape Alexandre VI et de César Borgia, son fils. L'armée française entre dans le royaume de Naples. Prise et pillage de Capoue. Frédéric, roi de Naples, capitule, et se retire, d'abord dans l'île d'Ischia, ensuite en France. Mésintelligence des Français et des Espagnols. Evénemens politiques et militaires en Italie. Ambition du cardinal d'Amboise. Suite de la guerre dans le royaume de Naples. Commencement des revers de l'armée française. Louis XII ménage les Suisses, dont il a lieu de se plaindre; il traite avec Ferdinand, roi d'Aragon; la guerre continue dans le royaume de Naples. Bataille de Gioia ou Seminara. Bataille de Ceriguola. Suite des succès de l'armée espagnole. Louis XII envoie une flotte sur les côtes de Naples, et déclare la guerre au roi Ferdinand. Mort du pape Alexandre VI. Suite des événemens militaires dans le royaume de Naples. Trêve entre Louis XII et Ferdinand; le territoire napolitain n'est pas compris dans la convention. Combats sur le Garigliano; les Espagnols forcent le passage de ce fleuve; belle action du chevalier Bayard. Les Français capitulent dans Gaëte; les Espagnols restent maîtres du royaume de Naples. Intrigues du pape Jules II. Traité de Blois; ligue contre la république de Venise. Situation des affaires en Italie. Louis XII renoue avec Ferdinand. Jules II fait la guerre en Italie pour son propre compte. Le roi de France fournit un secours au pape. Louis XII tuteur du jeune archiduc, qui fut depuis l'empereur Charles-Quint. Les Génois se révoltent contre la domination française; Louis XII envoie des troupes dans les états de Gênes; soumission de cette république. L'empereur Maximilien projette de faire la guerre à Louis XII;

il entre en Italie, et attaque les Vénitiens. Traité ou ligue de Cambrai entre le roi de France, l'empereur, le roi d'Espagne et le pape, contre les Vénitiens. Les Français ouvrent la campagne; leurs progrès sur le territoire vénitien. Bataille d'Agnadel; suites de cette journée. Les Vénitiens renoncent à leurs états de terre ferme. Louis XII met un corps de troupes à la disposition de l'empereur Maximilien. Siége de Padoue. Succès des armes vénitiennes. Incendie de la flotte vénitienne. Le pape se rapproche des Vénitiens; il déclare la guerre au duc de Ferrare, allié de Louis XII. Suite de la guerre contre les Vénitiens; vaine tentative des Suisses pour les secourir. Succès de l'armée papale. Louis XII et Maximilien s'unissent contre le pape; suite des opérations militaires de ce dernier dans le Ferrarais; il est assiégé dans Bologne, et se tire de ce mauvais pas. Une armée française est réunie contre Jules II; Maximilien vient négocier la paix avec ce pape. Opérations de l'armée française; celle du pape est dissipée par le maréchal de Trivulce; prise de Bologne. Louis XII veut traiter avec le pape, qui s'y refuse. Union entre le pape, les Vénitiens, le roi d'Espagne, l'empereur et le roi d'Angleterre contre Louis XII; ce dernier augmente ses forces en Italie. Vaine entreprise des troupes espagnoles et papales sur Bologne. Siége et prise de Brescia par les Français. Siége et bataille de Ravenne. Louis XII perd le Milanais par les intrigues du pape. Ferdinand s'empare de la Haute-Navarre. Mort du pape Jules II. Louis XII fait la paix avec Venise, qui lui fournit un corps de troupes auxiliaires. Siége et bataille de Novarre. L'armée française abandonne l'Italie. Les Anglais, réunis aux troupes impériales, attaquent la France. Combat et déroute de Guinegatte. Louis XII fait la paix avec le pape et le roi d'Angleterre. Mort de Louis XII.

Charles VIII étant mort sans enfans, la couronne revenait de droit à Louis, duc d'Orléans : elle ne lui fut pas contestée. Ce prince, âgé de trente-six ans, avait mis à profit sa longue détention après la bataille de Saint-Aubin, en acquérant les qualités qui distinguent un bon monarque. Bien que la guerre et les plaisirs eussent encore pour lui de puissans attraits, ces illusions ne prévalurent point à ses yeux sur les devoirs de la royauté. Il sentit que l'appui du trône est dans l'amour du peuple. Son premier soin fut d'alléger le fardeau des impôts; sa première pensée, de sa-

crifier ses ressentimens contre ceux qui lui avaient été le plus contraires sous le dernier règne. Les courtisans, croyant entrer dans les vues de leur nouveau maître, provoquaient, par leurs discours insidieux, la punition de La Trimouille, qui s'était rendu l'exécuteur de la vengeance de la régente[1]. Louis leur ferma la bouche par ces paroles, qui décèlent tout à la fois sa grandeur d'ame et la rectitude de son jugement : « Le roi de France ne venge pas les injures faites au duc d'Orléans. La Trimouille a fait son devoir, le mien est d'employer un gentilhomme nécessaire à l'état. »

1499. *Louis* XII *épouse Anne de Bretagne.* — Toutefois l'amour et la politique rendirent Louis XII coupable d'ingratitude. Il avait dû en grande partie la vie et la liberté au zèle et aux démarches de Jeanne de France, sa femme; il demanda la dissolution de son mariage, sous prétexte qu'il n'avait pu le consommer. La vérité est qu'il avait conservé tout son amour pour la reine Anne de Bretagne. Cette princesse, après la mort de Charles VIII, était rentrée en possession du duché de ses pères. Il importait au nouveau roi de ne pas voir ce beau fleuron détaché de la couronne de France. D'autre part, Louis avait des droits sur le duché de Milan par Valentine Visconti, sa grand'mère, et il ne voulait pas renoncer au trône de Naples. Ces motifs réunis le portèrent à entrer en négociation avec l'infâme Alexandre VI, qui, de son côté, désirait procurer à son fils, le cardinal César Borgia, dégoûté de l'état ecclésiastique, un établissement en France. Trois commissaires du pape, après un examen juridique, prononcèrent le divorce sollicité, et Louis XII épousa Anne de Bretagne. Toutes les démarches d'Alexandre VI n'ayant pour but que son propre intérêt ou l'agrandis-

[1] La Trimouille avait conduit lui-même le duc d'Orléans à la tour de Bourges, après la bataille de Saint-Aubin.

sement de sa famille, il dut trahir le roi, dès qu'il crut pouvoir profiter de la trahison.

*Préparatifs d'une nouvelle expédition des Français en Italie.* — Louis ne tarda point à manifester ses desseins, en prenant les titres de roi des Deux-Siciles et de duc de Milan. Par son économie bien entendue, l'expérience qu'il avait acquise dans le métier des armes, l'art avec lequel il savait modérer presque tous ses mouvemens, et les autres qualités qu'il devait à ses longues disgrâces, le monarque français annonçait à ses adversaires un ennemi redoutable. 1499.

Charles VIII avait pu être long-temps amusé par les vaines négociations de la cour d'Espagne, mais il fallut qu'elle se prononçât avec Louis XII, et Gonzalve fut rappelé du territoire de Naples, ainsi que toutes ses troupes. Le pape, les Vénitiens, les Florentins, cherchèrent, par des motifs différens, à conclure des traités avec le nouveau roi, et il n'y eut pas jusqu'au duc de Milan qui n'essayât de tenter un accommodement. Mais, outre la haine personnelle que Louis portait à ce prince, à cause de son arrogance dans la dernière guerre du Milanais, le roi voyait avec plaisir la rivalité qui s'établissait entre le duc et les Vénitiens, à l'occasion de l'interminable guerre de Pise. Il voulait aussi profiter du ressentiment que témoignait le pape contre le roi de Naples, Frédéric III, qui avait hautement refusé sa fille Charlotte, qu'Alexandre VI demandait pour son bâtard, le cardinal César Borgia.

On vit donc Louis XII, au contraire, combler le même Borgia d'honneurs et de richesses, lui donner le duché de Valentinois, et le marier à la sœur du roi de Navarre, malgré la juste répugnance de toute la maison d'Albret. Pouvait-il mieux témoigner sa reconnaissance pour la bulle de divorce qu'avait apportée l'ex-cardinal, et mieux flatter l'insatiable ambition d'Alexandre ?

Cependant les affaires d'Italie lui faisaient sentir la nécessité de ne rien entreprendre au-delà des Alpes, avant d'avoir pris ses précautions avec ses voisins. En conséquence il s'empressa de confirmer la paix conclue entre son prédécesseur et le roi d'Angleterre, de traiter avec l'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien, et souverain des Pays-Bas, de signer une trève avec l'empereur, et de renouveler son alliance avec les Suisses. Le moment lui parut alors favorable pour négocier avec les Vénitiens, dont la prudence si renommée cédait momentanément au désir de se venger de Ludovic, et à l'appât des promesses que leur faisait Louis d'étendre leur territoire jusqu'aux bords de l'Adda. Le pape, auquel on avait caché ce traité, voulut y être compris, moyennant les secours que lui garantissait le roi pour reconquérir les places de la Romagne, dont quelques seigneurs s'étaient emparés à la faveur des troubles de l'Italie.

Ludovic, voyant échouer en France ses négociations, ses offres, ses largesses et ses artifices, eut recours à l'empereur Maximilien, et même au Grand-Seigneur, qu'il détermina, selon l'opinion généralement répandue, à faire aux Vénitiens cette guerre si acharnée, qui ne finit qu'en 1504.

Pendant ces tentatives, Louis XII pressait à Lyon le départ de son armée; et, dès la fin de juillet, ses troupes passèrent les Alpes sous les ordres de Louis de Luxembourg, comte de Ligny, de Robert Stuard-d'Aubigny, et du maréchal de Trivulce, filèrent dans le Piémont, à la faveur d'un nouveau traité conclu avec le duc de Savoie, et vinrent camper aux environs d'Asti. Ludovic, peu certain des secours de l'empereur, et peu confiant sur les moyens de Frédéric, fortifiait à la hâte le fort d'Anona, sur le Tanaro, et les places de Novare et d'Alexandrie, en même temps qu'il cherchait, mais en vain, à s'attacher de nouveau le

marquis de Mantoue, qu'il avait imprudemment indisposé contre lui. Cet habile général était alors fort mal remplacé par Galéas San-Severino, auquel Ludovic avait confié seize cents hommes d'armes, quinze mille stradiots, dix mille hommes d'infanterie italienne, et cinq cents fantassins allemands, pour la conservation des places qu'il avait sur la droite du Pô. San-Severino ne suivit que trop ponctuellement l'instruction qu'il avait reçue de ne point tenir la campagne; mais il se conforma bien moins exactement aux ordres de défendre les forteresses avec opiniâtreté [1].

*Conquête du Milanais.* — L'armée française, alors composée de seize cents lances fournies, et de treize mille fantasssins, dans le nombre desquels on comptait cinq mille Suisses, traînait à sa suite cinquante-huit pièces de canon. Ayant enlevé le château d'Arazzo, elle alla investir, sur l'autre rive du Tanaro, la place d'Anona, fréquemment victime des guerres de ce pays, et qui commande le chemin d'Asti à Alexandrie. San-Severino ne songea qu'alors à relever par des troupes aguerries la faible garnison d'Anona; mais les Français, que le marquis de Montferrat avait reçus dans Folizzano, rendirent impraticable l'exécution de son projet. Dans l'espace de trois jours, le faubourg, la ville et la citadelle d'Anona, tombèrent en leur pouvoir, et ils en passèrent la garnison au fil de l'épée. On a déjà vu que c'était ainsi qu'ils débutaient ordinairement à leur entrée dans l'Italie, afin de répandre au loin la terreur de leurs armes. Il n'en fallait pas tant pour épouvanter San-Severino, qui alla s'enfermer, avec toute son armée, dans Alexandrie. Les forces qu'il avait à sa disposition lui auraient cependant permis de donner beaucoup d'inquiétude aux Français. Ceux-ci, maîtres du cours du Tanaro, s'avancèrent à quatre milles 1499.

[1] Guichardin, *Histoire des guerres d'Italie*

d'Alexandrie, et entrèrent dans Valenza par la trahison du gouverneur. Le même homme, vingt ans auparavant, avait livré à Ludovic une porte de Tortone, qu'il gardait pour le jeune duc Galéas Marie. Possesseurs de Valenza, sur la droite du Pô, les Français s'emparèrent bientôt de Bastignano, sur la même rive, de Voghierra, de Castel-Nuovo, de Ponte-Curone, sur la rive droite du Tanaro, et enfin de Tortone, dont la ville et le château furent abandonnés par Antoine Palavicino. Ils purent alors investir Alexandrie, qu'ils commencèrent à battre en brèche [1].

Cependant la rapidité de ces succès avait fait perdre tout courage à Ludovic. Ce prince, si arrogant dans la prospérité, assembla le peuple, dont il avait encouru la haine. Il protesta de son attachement pour ses sujets; il rappela que lui seul, de tous les souverains de son temps, s'était assujéti à donner des audiences publiques, où il accueillait toutes les réclamations; il promit de supprimer une partie des impôts; il s'efforça de faire redouter aux Milanais la domination des Français; il annonça l'arrivée prochaine des secours qu'il attendait et du roi de Naples et des Suisses et de l'empereur; il sollicita l'affection des peuples: cette force irrésistible que méprisent les tyrans dans la prospérité, et qu'ils implorent dans l'infortune, Ludovic l'implorait en vain.

A l'est de ses états, le sort des armes avait favorisé les Vénitiens. Entrés dans la Ghierra d'Adda, ils s'étaient emparés de Caravagio, sous les murs de laquelle François Sforce les avait battus cinquante-trois ans avant. Maîtres des autres villes voisines de l'Adda, ils jetaient un pont sur ce torrent, lorsque le comte de Cajazzo, que le duc de Milan leur avait opposé, reçut l'ordre de se rendre précipi-

[1] Guichardin.

tamment à Alexandrie, pour s'y joindre à Galéas San-Severino. L'armée de Venise, à cheval sur l'Adda, poussait ses courses jusque sous les murs de la nouvelle Lodi, fondée par l'empereur Frédéric Barberousse, tandis que Cajazzo ne construisait qu'avec lenteur le pont qui lui était nécessaire pour traverser le Pô. Il donnait ainsi aux Français, par insouciance ou par trahison, le temps d'enlever Alexandrie. A peine quelques portions des murailles de cette place étaient-elles entamées par leur canon, que San-Severino, effrayé, s'évada pendant la nuit avec un détachement de chevau-légers, laissant le reste de ses troupes sans ordres et sans instructions. Les Français, profitant du tumulte qu'occasiona la nouvelle de cette défection, pénétrèrent dans la ville à la pointe du jour, la mirent au pillage, et firent prisonniers tous les soldats que San-Severino avait abandonnés.

Également desservi par un traître et par un lâche, voyant toutes ses villes se soulever, la forte Mortaria et l'antique Pavie capituler, le peuple insulter sous ses yeux à son autorité, son propre trésorier tomber, en plein jour, sous les coups d'un assassin, le duc de Milan crut devoir songer à mettre sa vie en sûreté. Il quitta sa capitale en versant des larmes amères, et il dirigea ses pas vers Inspruck, où il espérait trouver ce même Maximilien, qu'il avait reçu, peu d'années avant, plutôt comme un officier de sa maison, que comme un prince revêtu de la dignité impériale.

Ludovic n'était pas encore sorti de ses états, que Milan et toutes les villes de son duché traitèrent avec le général français; Gênes fit aussi sa soumission. Celui que Ludovic avait préféré au petit nombre de ses amis pour lui confier le château de Milan, qui passait alors pour imprenable, n'attendit pas même que sa forteresse fût honorée de quelques coups de canon; cet infâme vint en échanger les clefs contre une somme d'argent. Sa perfidie fut aussi odieuse aux

Français que funeste au prince dont il trahissait la confiance, et qui se trouvait dans l'espace de vingt jours, dépouillé de l'état florissant qu'il avait usurpé.

Louis XII s'empressa de venir prendre possession de sa conquête, et le peuple ne lui sut aucun gré de l'abolition de quelques impots qu'il supprima en entrant dans Milan. Toujours aussi extrêmes dans leurs espérances, qu'exagérés dans leurs craintes, les Milanais s'étaient flattés de ne plus payer aucune imposition [1].

Sur ces entrefaites, la ville de Pise repoussait toujours, avec courage et succès, les fers que voulaient lui imposer les Florentins, et ceux-ci, dans leur aveugle fureur, punissaient, par des tourmens et par la mort, l'illustre Paul Vitelli du malheur d'avoir échoué contre la glorieuse résistance des Pisans; mais pour réussir dans son projet, Florence prenait un plus sûr moyen, et parvenant à force de soumissions, à conclure un traité avec Louis XII, elle achetait son appui contre la république pisane, dont la liberté cependant avait été garantie par Charles VIII.

Tous les princes d'Italie se pressaient autour du vainqueur, les uns pour le féliciter, les autres pour faire excuser leur ancien attachement envers Ludovic, tous pour assurer leurs propriétés ou leurs usurpations. Le pape n'oublia point, dans ces conjonctures, de réclamer l'exécution des promesses du roi, qui donna effectivement des troupes au duc de Valentinois, pour l'aider à mettre sous son obéissance particulière, plutôt que sous l'autorité du Saint-Siége, les principales villes de la Romagne. Yves d'Alègre et le bailly de Dijon commandaient ces forces auxiliaires prêtées par le roi; leurs premiers efforts furent couronnés par des succès rapides.

[1] Jubé et Servan.

*La conduite des Français dans le Milanais indispose les habitans.* — Mais bientôt après Louis XII ayant prorogé la trève avec l'empereur, et y ayant compris tout ce que la France possédait en Italie, crut devoir retourner dans son royaume, après avoir pris toutes les mesures qu'il jugea convenables pour la conservation du Milanais. L'une de ces mesures, entièrement contraire au but qu'il s'était proposé, était la nomination de Trivulce au gouvernement de ce pays. Ce général italien, naturellement animé de l'esprit de parti, joignait à ses haines particulières une fierté insupportable, qui éclipsait toutes ses belles qualités. Il soutenait, avec une partialité insultante, la faction dont il avait été le chef, et les Français, trop assurés de l'impunité, révoltaient, par leurs vexations et leurs outrages, un peuple qui s'était empressé de les accueillir. L'expérience du passé ne les éclairait point, et le nouvel échec qu'ils allaient éprouver ne devait pas les instruire davantage. Outre son imprudence dans le choix de Trivulce, Louis avait encore à se reprocher son départ précipité pour la France, et l'envoi accéléré des secours promis à César Borgia.

*Le duc de Milan lève des troupe dans les états de l'empereur et en Suisse; ses succès.* — Ludovic, en effet, ne recevant de l'empereur que de belles promesses, mais étant bien informé de la disposition des Milanais, que leurs vainqueurs avaient aliénés, résolut de tenter la fortune avec cinq cents hommes d'armes et huit mille Suisses qu'il avait levés. La rapidité de sa marche prévint les dispositions de Trivulce, l'approche des Vénitiens et le retour d'Yves d'Alègre [1]. Il franchit les monts, traversa le comté de Chiavenna, le lac de Como, et parut sous les murs de cette ville avec une portion de ses troupes, avant l'arrivée des renforts 1500.

[1] Guichardin. — Jubé et Servan.

envoyés par Trivulce. Il vit fuir devant lui les Français que poursuivait la haine des habitans. Ce ressentiment était un auxiliaire qui seconda puissamment les armes de Ludovic, sous l'autorité duquel rentrèrent les villes de Milan, de Parme et de Pavie. Les peuples et les seigneurs accueillirent leur nouveau maître avec ces témoignages d'affection et de joie qui se renouvelaient à l'arrivée de chaque vainqueur.

Le fier Trivulce avait cédé à l'orage. Trop certain de l'inimitié des Italiens, il s'était d'abord réfugié dans le château de Milan, et bientôt quittant ce poste défendu par d'Espi, il se dirigea vers Novare, où, ayant jeté quatre cents lances, il vint s'enfermer dans Mortara. Il était de la destinée des Français de faire plus facilement des conquêtes, que de les conserver. Ce que n'avait osé Trivulce dans le cœur du Milanais, quelques troupes vénitiennes l'exécutèrent sur les rives du Pô et de l'Adda. Plaisance et Lodi furent contenus par elles, Alexandrie et toutes les places du même côté ne firent aucun mouvement; le seul voisinage d'Asti leur imposait.

De son côté, Yves d'Alègre, averti par Trivulce, s'était séparé du duc de Valentinois, et traversant, avec assez d'ordre, les territoires de Parme et de Plaisance, il entra dans Tortone, à l'invitation des guelfes, dont les propriétés ne furent pas plus épargnées que celles des gibelins; mais, après cette odieuse expédition, d'Alègre, abandonné par les Suisses, que Ludovic avait gagnés, fut forcé de se réfugier dans Alexandrie.

Pendant que le duc de Milan, habile à profiter des circonstances, employait les prières et les promesses pour multiplier ses ressources; que, laissant le cardinal, son frère, devant le château de Milan, il emportait celui de Vigevano, après avoir passé le Tésin, et qu'il remontait vers Novare pour en former le siége, Louis XII, plein de dépit, mettait

la même activité dans ses nouveaux préparatifs. Les Vénitiens croyaient encore de leur intérêt de rester unis à la France; la bourse des Florentins était ouverte au roi, et Gênes, volontairement soumise depuis quatre mois, s'étonnait elle-même de sa constance.

*L'armée française reprend l'offensive. Ludovic est fait prisonnier.* — Ludovic et son frère étaient à peine entrés dans Milan, que quinze cents lances, dix mille Suisses et six mille fantassins français se trouvèrent réunis à Mortara, sous la conduite de Ligny, de Trivulce, et de ce même Louis de La Trimouille, dont Louis XII avait été le prisonnier. Ces généraux, d'ailleurs peu d'accord entre eux, se dirigèrent vers Novare, dont Ludovic s'était emparé, et tentèrent des négociations secrètes pour ébranler la fidélité des capitaines suisses au service du duc de Milan. Ce dernier, qui s'était arrêté au pied du château de Novare, où commandait Bayard, au lieu de marcher droit à Mortara, vit les Suisses se mutiner, sous prétexte du paiement de leur solde, dans le moment où les Français l'investissaient, après avoir occupé le chemin qui conduit au Tésin. Ludovic veut en venir aux mains avec l'ennemi, ses Suisses déclarent qu'ils ne peuvent, sans un ordre exprès des cantons, se battre contre leurs compatriotes; le duc les conjure au moins de vouloir bien le conduire en lieu de sûreté; ils refusent, pour ne pas, disent-ils, contrevenir à leur traité avec la France; enfin, il se trouve réduit à solliciter la faveur dangereuse de se confondre dans leurs rangs, déguisé et armé comme un de leurs soldats. C'est là qu'il fut reconnu et pris par les Français. Bientôt La Trimouille le fit partir pour Lyon, où il réclama vainement la grâce de voir le roi, et d'où il fut conduit d'abord au Lys de Saint-Georges, en Berri, et ensuite dans le donjon que Louis XI avait

fait bâtir à Loches [1]. Cette prison fut le tombeau de Ludovic Sforce. Ce prince y traîna les dix dernières années de sa vie, après avoir inquiété, par son ambition, l'Italie, la France, l'Espagne et l'Empire; après avoir usurpé la souveraine puissance par un assassinat, et s'être aliéné tous les cœurs par sa vanité, son infidélité dans ses engagemens, sa confiance dans son propre mérite, et sa jalousie contre l'habileté des autres. Le malheur qui s'apesantissait sur la tête de ce *fils de la fortune*, avertissait les princes du danger des troupes auxiliaires, que l'on multipliait, sans aucune proportion, dans les armées, et sans aucun ménagement pour les peuples.

*Nouvelle soumission du Milanais.* — L'armée de Ludovic fut bientôt dispersée après la chute de son chef. Les soldats italiens furent pris; on facilita aux Allemands et aux Francs-Comtois que le duc avait amenés, les moyens d'opérer leur retraite, les Français ayant alors intérêt de ne point irriter ces deux nations.

Toutes les villes du Milanais suivirent promptement l'exemple de Milan, qui envoya des députés au cardinal d'Amboise pour implorer la clémence du roi. Toutes obtinrent leur pardon, et furent taxées à diverses sommes, dont une partie leur fut remise par le monarque, qui passait cependant pour aimer beaucoup l'argent [2].

Les Suisses, ayant été congédiés après cette expédition, aussi prompte qu'elle avait été heureuse, s'emparèrent de Bellizona, sur le Tésin, au nord du lac Majeur, et qu'ils

[1] Seyssel, *Histoire de Louis* XII.

[2] Ce goût paraissait raisonné chez Louis XII, qui n'oubliait point la réponse de Trivulce, auquel il avait demandé ce qu'il fallait pour faire la guerre avec succès. *Trois choses sont nécessaires*, avait dit Trivulce, *la première de l'argent, la seconde de l'argent, et la troisième de l'argent.*

trouvèrent à leur convenance. Le roi aurait pu racheter alors, pour une somme modique, cette place qui donnait aux douze cantons une des clefs de la Lombardie, et qui devint, par la suite, bien fatale aux Français.

*Expédition de Naples; accord entre les rois de France et d'Aragon pour le partage de ce royaume.* — Cependant les succès rapides que Louis avait obtenus dans le Milanais, augmentaient son ambition, et ce prince ne regardait ces triomphes que comme le prélude de la conquête du royaume de Naples, qu'il méditait. Mais deux considérations importantes suspendaient encore cette expédition. D'un côté, l'empereur s'efforçait de faire prendre les armes aux électeurs et aux autres princes de l'empire; de l'autre, on reconnaissait facilement que le roi d'Espagne tenait un œil jaloux ouvert sur les projets de la France. Maximilien, malgré son indolence, n'avait pu apprendre, sans dépit et sans honte, le sort de Ludovic, auquel il avait vendu si cher sa protection, et qui, dépouillé de ses états, languissait dans une obscure prison. Ferdinand, qui voyait Louis XII maître du Milanais, désirait reprendre la négociation qui avait eu pour objet le royaume de Naples, dont le partage lui convenait d'autant plus, qu'il ne désespérait point de s'emparer, par la suite, de la portion que se seraient réservée les Français [1]. 1501.

Telles étaient les dispositions de ces deux princes, lorsque le cardinal d'Amboise entreprit de concilier leurs intérêts avec ceux du roi son maître. Ne pouvant décider l'empereur à signer un traité de paix où fussent stipulées l'investiture du duché de Milan et la liberté d'attaquer le royaume de Naples, il proposa, pour l'avenir, le mariage du jeune duc de Luxembourg (depuis Charles-Quint), qui

[1] Seyssel.

n'avait pas encore un an, avec la princesse Claude, âgée de quinze mois, fille de Louis XII, et à laquelle il promettait le duché de Milan pour apanage. L'archiduc Philippe d'Autriche, qui connaissait combien la guerre contre la France nuisait au commerce des Pays-Bas, et qui souriait à l'union projetée de son fils avec la jeune Claude, appuyait vivement la négociation; et, comme il eût été difficile de régler, pour le moment, tous les articles d'un traité de paix, on arrêta une trève de plusieurs mois, et il n'y fut rien stipulé de relatif au royaume de Naples.

S'étant ainsi rassuré du côté de l'Allemagne, le cardinal offrit à Ferdinand le partage que ce prince politique feignit un moment de refuser, pour augmenter ses avantages et la sécurité du ministre. Enfin, on convint mutuellement de l'expulsion de Frédéric, *pour empêcher*, disait-on, *que ses états ne fussent une porte toujours ouverte aux entreprises des infidèles.* D'après de si saints motifs, les deux monarques se firent réciproquement leurs parts, en laissant provisoirement aux Vénitiens les places maritimes qui leur avaient été données pour gage des sommes que l'avant-dernier roi de Naples leur avait empruntées. Louis, sous le titre de roi de Naples et de Jérusalem, devait posséder Naples, Gaëte, toute la Terre de Labour, l'Abruzze entière, et la moitié du droit levé sur les bestiaux qui paissent dans les fertiles pâturages de la Pouille. L'autre moitié de ce droit, qu'on appelait *douane de la Pouille*, et dont le total se montait à cent mille ducats, était laissée à Ferdinand-le-Catholique, roi d'Aragon, qui, sous le nom de duc de Calabre et de Pouille, devait posséder ces deux riches provinces.

1501. *Louis* XII *fournit des secours aux Florentins contre les Pisans.* — Pendant toutes ces négociations, que l'on tenait secrètes, le ministre de Louis XII avait continué de fournir

des troupes aux Florentins contre Pise, et au duc de Valentinois pour réduire la Romagne.

Maître de Pesaro et de Rimini, César Borgia avait envahi, par la trahison, presque tout le Val di Lamone; mais il avait échoué, malgré les plus grands efforts, devant Faenza, gouvernée cependant par un enfant, abandonné par tous ses protecteurs, et défendue par le seul courage de ses habitans. Contraint d'en lever le siége, Borgia avait juré, en vomissant mille imprécations, de venir, au commencement de la campagne suivante, emporter la place ou périr sous ses murailles.

Pise prolongeait sa glorieuse résistance, et Beaumont, que les Florentins avaient demandé pour être à la tête des Français, n'avait point profité de l'affection que les Pisans témoignaient pour ces derniers. Il avait laissé ravitailler la place qu'il assiégeait, et, ne sachant point prémunir son camp contre l'indiscipline, il avait vu toute son armée se débander, et reprendre en désordre le chemin de la Lombardie[1].

*Conduite du pape Alexandre* VI *et de César Borgia, son fils.* — Le pape, dans le même temps, faisait valoir les mines inépuisables de la crédulité des peuples et de la vanité des hommes; il vendait avec profusion les chapeaux de cardinal, et les indulgences au moyen desquelles tous les catholiques purent, sans aller à Rome, gagner ce jubilé imaginé par le fougueux Boniface VIII, à l'exemple du jubilé des Juifs, et dont les époques furent successivement rapprochées par Clément VI, Urbain VI et Sixte V, tous également empressés de favoriser une aveugle superstition.

Ces trafics, honteusement exercés par Alexandre, étaient un moyen de plus d'assouvir son ambition personnelle. Des richesses si loyalement acquises devaient remplir la caisse

[1] Seyssel. — Jubé et Servan.

du duc de Valentinois, et faciliter ses conquêtes. Faenza, assiégée de nouveau par les troupes françaises et espagnoles qui combattaient pour le duc, capitula après avoir repoussé trois assauts consécutifs. Le jeune Astor Manfredi, prince d'une grande beauté, auquel Borgia avait garanti la liberté de se retirer où bon lui semblerait, et la jouissance de tous ses biens particuliers, fut au contraire conduit à Rome, où il mourut empoisonné, après avoir été, dit-on, victime de la plus infâme lubricité. C'était ainsi que quatorze siècles avant, et dans la même ville, l'odieux fils d'Agrippine avait fait périr Britannicus, dernier rejeton de l'illustre famille des Claudiens.

Enhardi par ses succès, et déclaré par son père duc de Romagne, le duc de Valentinois avait tenté de s'emparer du Boulonnais, et d'attaquer même les Florentins, déchirés et affaiblis par leurs divisions intestines. Un ordre formel du roi vint suspendre sa marche, et le contraignit de se joindre à l'armée française, qui, sous la conduite de Robert Stuart d'Aubigny et de Charles d'Amboise, se dirigeait vers le royaume de Naples, en traversant la Toscane, tandis qu'une flotte, partie des ports de la Provence, sous les ordres de Philippe de Raveistein, et chargée de troupes de débarquement, longeait les côtes avec la même destination [1].

1501. *L'armée française entre dans le royaume de Naples.* — Frédéric, ainsi que toute l'Italie, ignorait le pacte conclu entre les Français et les Espagnols, et le refus que Louis XII opposa aux offres avantageuses qu'il lui avait proposées, n'avait pu lui ouvrir les yeux. Au contraire, ayant pressé Gonzalve de quitter la Sicile et de s'avancer jusqu'à Gaëte, il ne fit aucune difficulté de lui livrer les places que ce général demanda dans la Calabre, sous prétexte de pourvoir à la

[1] Seyssel.

sûreté de ses troupes ; mais ce prince, reconnaissant enfin qu'il avait ouvert son royaume au plus dangereux de ses ennemis, précipita dans les fers quelques seigneurs dont il soupçonnait la fidélité, et crut mettre le jeune duc de Calabre, son fils aîné, à l'abri des événemens, en l'envoyant à Tarente. Voulant ensuite éviter le péril qui le menaçait lui-même, il alla camper à San-Germano, où il espérait être plus heureux que ne l'avait été, six ans auparavant, Ferdinand, son neveu et son prédécesseur.

Cependant d'Aubigny, à la tête de sa petite armée de neuf cents hommes d'armes et de sept mille hommes d'infanterie, suivis de trente-six pièces d'artillerie, s'avançait à grands pas vers les frontières du royaume de Naples. A peine avait-il décampé de dessous les murs de Rome, que la terreur devint générale dans les états de Frédéric. Ce prince, accablé lui-même par la déclaration du traité de partage, que Gonzalve fit alors publier, et se voyant attaqué sur tous les points par deux ennemis puissans, quitta San-Germano, et confia la défense de Capoue à Fabrice Colonne et à Hugues de Cardonne, auxquels il laissa deux cents hommes d'armes et seize mille fantassins. Ayant chargé Prosper Colonne de veiller à la conservation de Naples, il vint s'enfermer dans Averse avec le reste de ses troupes.

*Prise et pillage de Capoue.* — Ce n'était pas impunément que les Colonne suivaient le parti de Frédéric, et d'Aubigny, sur sa route, avait pillé ou brûlé toutes leurs propriétés; il vengeait en outre l'assassinat de quelques députés des barons napolitains attachés à la France, et dont la mort avait été attribuée à Fabrice Colonne. A l'approche des Français San-Germano et les villes voisines s'étant révoltées, ils se trouvèrent, en douze jours, maîtres de cette partie de la Terre de Labour, d'Averse, abandonnée par Frédéric, de Maddalone, de Nole et de Marigliano. Fabrice était résolu

à défendre vaillamment Capoue; mais les mauvaises dispositions des habitans de la ville et des gens de la campagne, qu'on avait eu l'imprudence d'y laisser réfugier en grand nombre, hâtèrent la reddition de cette place importante. Après un violent assaut, où pourtant les Français avaient été vigoureusement repoussés, Fabrice se vit obligé de capituler. Il était encore à conférer avec le général français, lorsque la négligence des sentinelles, ou la trahison d'un habitant, introduisit les assiégeans dans l'intérieur des remparts. Le pillage, la terreur et la mort se répandirent aussitôt dans la ville, pénétrèrent dans les asiles jusqu'alors inviolables. La brutalité du soldat confondit ses ennemis et ses partisans, et les aveugles Napolitains apprirent, à leurs dépens, que le vainqueur ne tient aucun compte des vœux coupables dont s'honorent la trahison et la lâcheté. Des femmes recommandables par leur rang, par leurs vertus, et une foule de religieuses, après avoir servi à la débauche des soldats, furent vendues à Rome comme de vils bestiaux, et le duc de Valentinois en réserva quarante des plus belles pour renouveler son sérail. Le nom de ce bâtard du pape se retrouvait partout où des excès honteux et d'odieux forfaits dégradaient l'espèce humaine [1].

*Frédéric, roi de Naples, capitule, et se retire d'abord dans l'île d'Ischia, et ensuite en France.* — Après cette sanglante expédition, si peu propre à concilier aux Français l'amour des Napolitains, d'Aubigny vint camper au-delà d'Averse, à trois lieues de Naples. Frédéric, auquel Prosper Colonne avait inutilement conseillé de tenter le sort des combats, envoya offrir au général français de lui livrer, dans huit jours, sa capitale et toutes les places qui, suivant le partage, devaient appartenir à la France. Il ne demandait

[1] Jubé et Servan.

que la permission de garder, pendant six mois, l'île d'Ischia, d'où il pourrait se retirer où bon lui semblerait, hors du royaume de Naples, et d'envoyer cent hommes d'armes dans Tarente. Il laissait en outre, dans les châteaux de Naples, toute l'artillerie que Charles VIII y avait abandonnée.

Les généraux français trouvèrent ces propositions trop avantageuses pour n'être point accueillies, et Frédéric passa tristement dans l'île d'Ischia, qui renfermait, à la même époque et dans un si petit espace, outre ce roi détrôné, dévoré d'inquiétudes sur le sort de ses enfans, Béatrix, sa sœur, veuve d'un roi de Hongrie, et que Ladislas Jagellon, roi de Bohême, auquel elle avait procuré une seconde couronne, avait honteusement répudiée; enfin sa nièce, cette belle et infortunée Isabelle, à laquelle Ludovic Sforce, oncle et tuteur de son mari, avait enlevé, par une rapide succession de forfaits, son époux, son fils et ses états [1].

Si Frédéric avait pu croire que ses maux étaient à leur comble, il n'avait point calculé sur l'éternelle rivalité des généraux de terre et de mer. Philippe de Raveistein, à son arrivée dans le golfe de Naples, ayant pris communication du traité, trouva mauvais qu'on eût conclu cette importante affaire sans sa participation, et refusa son assentiment. Fré-

[1] Dans le même temps, l'armée française fut témoin d'un trait qu'on ne peut citer sans attendrissement, et que nous citons toutefois avec réserve.

Le jeune Louis de Montpensier, frère du trop célèbre Charles de Bourbon, après s'être distingué à l'assaut que les Français livrèrent à Capoue, se rendit à Pouzzoles pour y visiter le tombeau de Gilbert, son père, mort en 1496, après avoir été vice-roi de Naples. On assure que ce prince, ayant exigé l'ouverture du cercueil, éprouva une douleur si vive et si profonde, en voyant les restes de ce père chéri, qu'il fut saisi d'une fièvre ardente, dont il mourut, quelques heures après, à l'âge de dix-huit ans. On réunit aux cendres de son père celles d'un jeune prince, dont on louait déjà la valeur et la bonté, et qui laissait, en mourant, un exemple si mémorable de piété filiale.

déric, réduit à solliciter l'amiral de ratifier l'acte qui le dépouillait de ses états, apprit, pour toute réponse, qu'il se disposait à venir l'attaquer dans sa dernière retraite avec la puissante flotte qu'il avait sous ses ordres. Le malheureux prince descendit jusqu'à conjurer Raveistein de l'aider au moins de ses conseils, c'est-à-dire de l'informer de ses intentions, promettant humblement de s'y conformer avec docilité. L'amiral lui manda que le meilleur parti qu'il eût à prendre était de se remettre au pouvoir du roi de France, et de se confier en sa générosité. Ce conseil était d'autant plus amer, et les circonstances d'autant plus impérieuses, que l'infortuné monarque avait scrupuleusement exécuté les clauses de son traité, et que toutes ses places étaient, par ses ordres même, au pouvoir des Français. Forcé de s'abandonner à la discrétion de l'un de ses ennemis, il ne pouvait balancer entre Louis XII, dont la droiture était généralement reconnue, et Ferdinand, qui n'avait point hésité à dépouiller le fils de sa sœur, et que son neveu était autorisé à regarder comme le principal auteur de sa disgrâce. Son ressentiment décida de son choix, et, ayant obtenu un sauf-conduit de d'Aubigny et de l'amiral, il s'embarqua avec sa femme et ses quatre enfans, en jetant un dernier regard sur ces riches contrées dont il avait été le souverain, et qu'il ne devait plus revoir, et il se rendit en France, où, pour prix de sa renonciation au royaume de Naples, il reçut le titre de duc du Maine et d'Anjou, avec un revenu annuel de vingt mille livres, et une rente viagère de trente mille livres, que Louis XII n'eut à payer que pendant les trois années suivantes. Les frères Colonne, qu'il avait chargés de la défense d'Ischia, à son départ de cette île, la gardèrent encore long-temps sous son nom, malgré les ordres qu'il leur envoya de la remettre aux Français.

Gonzalve, de son côté, n'avait pas eu des succès moins

rapides. Maître de la Pouille et de la Calabre, il emporta de vive force Manfredonia, et il souscrivit à une capitulation par laquelle Tarente devait lui être remise, si elle n'était pas secourue dans l'espace de quatre mois. Il avait en outre juré, sur le saint sacrement, de laisser une entière liberté au duc de Calabre, auquel son père avait prescrit secrètement de venir en France, lorsqu'il se verrait contraint de céder à la fortune; mais, loin de remplir ce dernier engagement, Gonzalve envoya ce prince en Espagne, où il devait, loin de son père et de ses états, traîner, pendant près de soixante ans, une existence obscure.

*Mésintelligence entre les Français et les Espagnols.* — Le roi d'Espagne avait voulu s'assurer de la personne de son petit-neveu, pour balancer l'avantage que Louis XII pouvait retirer de la possession de Frédéric. Cette défiance était peu propre à resserrer l'union entre ces deux couronnes; et déjà de vives contestations s'étaient élevées à l'occasion des provinces dont le partage avait été convenu, sans que les limites en fussent exactement indiquées [1]. Gonzalve et Louis d'Armagnac, duc de Nemours, que Louis XII avait nommé vice-roi de Naples [2], cherchant à donner aux possessions

[1] Les Français soutenaient que la Capitanate, où se trouvait précisément le duché de San-Angelo, donné à Gonzalve par le roi Frédéric, et que l'Ofanto séparait du reste de la Pouille, faisait partie des Abruzzes, ou du moins ne devait appartenir à aucune des provinces partagées. De leur côté, les Espagnols prétendaient que la principauté et la Basilicate dépendaient de la Calabre, et que la Pouille comprenait aussi le Val di Benevente, que les Français possedaient. Ces difficultés naissaient des nouvelles dénominations qu'Alphonse 1er avait données aux anciennes provinces de son royaume, en les subdivisant.

[2] Le roi, considérant que d'Aubigny était tourmenté de la goutte et souvent forcé de garder la chambre, avait jugé à propos de nommer le duc de Nemours vice-roi de Naples, en exigeant toutefois que d'Aubigny restât dans le pays pour aider le duc de ses conseils. Celui-ci ne tarda pas à re-

respectives des deux rois les limites les plus étendues, et, sous ce prétexte, rallumant le flambeau de la guerre, montraient combien il importe que les traités soient clairs et précis.

Non-seulement l'impatience du duc de Nemours ne lui permit point d'attendre les ordres du roi pour commencer les hostilités dont le début lui fut favorable, mais Louis XII lui-même, profitant de cette circonstance pour accroître ses prétentions, prit à sa solde plusieurs barons napolitains, distingués par leurs richesses et leur valeur, fit embarquer deux mille Suisses pour Naples, et se rendit de sa personne à Lyon, afin de transmettre plus facilement ses ordres et de passer les monts, si sa présence devenait nécessaire en Italie.

1501-1502. *Evénemens politiques et militaires en Italie; ambition du cardinal d'Amboise.*—Ce prince venait de conclure un nouveau traité avec les Florentins, après avoir négocié vainement, par l'entremise du cardinal d'Amboise, la paix définitive qu'il brûlait de conclure avec l'empereur. Il avait accueilli, avec de grands honneurs, l'archiduc Philippe, qui se rendait en Espagne, après la mort d'Isabelle, sa belle-mère, et il continuait de protéger les conquêtes que le duc de Valentinois faisait sur les seigneurs de l'état ecclésiastique. Alexandre VI, aux succès duquel la mort allait bientôt mettre un terme, venait de s'allier à l'illustre Maison d'Est, en mariant au fils d'Hercule, duc de Ferrare, qui n'avait osé la refuser, cette Lucrèce, dont le nom contrastait si bien avec ses débordemens. C'était cette même fille du pape, qui, divorcée avec ses deux premiers maris, et veuve d'un

garder le vieux capitaine comme un précepteur incommode, et chercha toutes les occasions de le mortifier. Cette conduite du vice-roi donna naissance à deux partis dans l'armée française, dont la division enhardit Gonzalve à continuer la guerre. (GUICHARDIN.)

troisième, assassiné par le duc de Valentinois, avait, disait-on, partagé ses faveurs et son infamie entre son père et ses deux frères.

Pendant que le courage des Pisans prolongeait leur résistance contre tous les efforts des Florentins, la révolte de la ville d'Arezzo, qui secoua momentanément leur joug, donna beaucoup d'inquiétude au gouverneur du Milanais, hâta l'arrivée de Louis XII en Italie, et fut sur le point de changer totalement ses dispositions à l'égard du pape et du duc de Valentinois, soupçonnés d'avoir fomenté ce soulèvement. Mais l'espoir de tous les princes de l'Italie, qui avaient en horreur les perfidies multipliées du duc de Valentinois, fut encore trompé. Le roi, connaissant les nouveaux préparatifs que faisait l'empereur, voyant trois cantons suisses prêts à soutenir, par les armes, leurs prétentions sur Bellinzona et sur la Valteline, et d'ailleurs ayant une confiance entière dans le cardinal d'Amboise, s'était facilement apaisé. Le ministre, enflammé du désir d'occuper bientôt la chaire de saint Pierre, et de s'en aplanir la route par son dévouement à la cour de Rome, s'était rendu garant de la bonne foi du pape, et Louis se contenta des assurances que les Borgia lui donnèrent de l'appuyer de tout leur pouvoir dans la guerre renouvelée au sein du royaume de Naples.

*Suite de la guerre dans le royaume de Naples. Les Français prennent plusieurs villes occupées et défendues par des troupes espagnoles.* — Le duc de Nemours, ayant reçu un renfort de deux mille Suisses et de deux mille Français, venait de soumettre toute la Capitanate, à l'exception de Manfredonia et de Monte-San-Angelo. Impatient d'effacer la gloire militaire de d'Aubigny, il traversa l'Ofanto, et, ayant campé non loin des lieux immortalisés par la victoire d'Annibal sur les Romains, il investit Canosa. Cette ville, qu'un tremblement de terre devait détruire deux 1502.

siècles après, était alors sous la garde de Pierre de Navarre, illustre capitaine qui dut son élévation à son mérite, et ses malheurs à la fortune. Pierre fut le premier qui, dans l'attaque et la défense des places, ait fait, pour les mines, usage de la poudre. Il aurait su défendre plus long-temps la place confiée à ses soins, si Gonzalve, qui avait besoin de ses secours et de l'infanterie qu'il commandait, ne l'eût autorisé à quitter Canosa. La garnison ne fut point prisonnière; elle sortit avec armes et bagages, et rejoignit Gonzalve, trop faible pour tenir la campagne, mais qui conservait encore, dans la Calabre ultérieure, Manfredonia, Monte-San-Angelo, Seminara et Gerace; dans la Calabre citérieure, Cosenza; dans la Terre d'Otrante, Tarente, Otrante et Gallipoli; et, dans la Terre de Bari, Andria et le port intéressant de Barletta.

Gonzalve était alors dans cette dernière place, où il attendait les secours que lui envoyait le roi catholique, et surtout les vivres et les poudres qu'il avait secrètement obtenus de Venise, ou plutôt de quelques marchands vénitiens. C'était là aussi que d'Aubigny avait proposé de l'investir et de le presser avec la plus grande vigueur, pour terminer heureusement la guerre par la prise de ce grand capitaine. Mais, contre l'avis et malgré les protestations de d'Aubigny, que le duc de Nemours était peu disposé à écouter, on n'avait laissé devant Barletta qu'un faible détachement, et on avait dirigé les troupes, sur plusieurs colonnes, vers les diverses places qu'on se proposait de réduire.

Cependant d'Aubigny rentra dans la Calabre, et n'ayant pu enlever le château de Cosenza, il s'en vengea sur la ville qui fut abandonnée au pillage. Marchant ensuite à la rencontre de quelques troupes débarquées de Sicile, et auxquelles s'étaient réunis les Espagnols qui se trouvaient en-

core dans la province, il tomba sur elles à l'improviste, et il les tailla en pièces.

Malgré ce succès, la désunion des généraux français et la division de leurs forces devaient seconder la prudence de Gonzalve, mieux encore que les ressources qu'il tirait des commerçans de Venise. La négligence de Louis XII vint encore multiplier les moyens du grand capitaine, et accroître ses espérances. Au moment où l'on s'attendait à voir le roi redoubler d'efforts pour achever ce que l'impétuosité française avait si bien commencé, et pour expulser entièrement les Espagnols de l'Italie, on apprit avec étonnement qu'il venait de repasser les monts et de retourner en France, après avoir rendu ses bonnes grâces au duc de Valentinois, et lui avoir même promis des troupes pour poursuivre ses projets contre Bologne et les vicaires de l'église. La nouvelle de ce traité fut un coup de foudre pour tous les princes du nord de l'Italie, que la multiplicité des crimes du pape et de son fils avaient depuis long-temps jetés dans la consternation. Ces monstres, dont la cruauté égalait la perfidie, étaient en horreur à leurs propres alliés, et leur conduite ultérieure ne justifia que trop l'effroi qu'avait causé le nouvel appui que venait de leur ménager l'inique protection du cardinal d'Amboise. Vainement le duc de Ferrare, Bentivoglio, le marquis de Mantoue, les Florentins, les Vénitiens, firent-ils conjurer le roi, au nom de son intérêt personnel et de sa propre gloire, de ne plus favoriser un barbare altéré de sang, et dans les mains duquel le fer et le poison avaient été funestes à tant de familles et à ses plus proches parens, les intérêts du cardinal l'emportèrent, et Louis resta inébranlable.

*Commencement des revers de l'armée française dans le royaume de Naples.* — La prospérité des Français ne tarda pas à décliner dans le royaume de Naples. Terra-Nuova,

place située au milieu de la Calabre ultérieure, résistait à l'attaque des barons napolitains qui secondaient les opérations de d'Aubigny, lorsque Cardonne, ayant amené de Messine huit cents fantassins espagnols qui avaient servi sous le duc de Valentinois, et ayant réuni à ces bandes huit cents autres fantassins et cent autres chevaux, marcha au secours des assiégés. Le comte de Mélito, qui commandait le siége, le leva pour aller à la rencontre des Espagnols, qui s'avançaient, par une route étroite, entre la montagne et une chaussée qui les séparait d'un ruisseau presque à sec. Ce seigneur napolitain, dont les troupes étaient plus nombreuses, n'ayant pu engager Cardonne à passer le ruisseau pour combattre dans un terrain plus étendu, se décida imprudemment à le traverser lui-même, et à livrer aux Espagnols une espèce d'assaut. Des troupes plus aguerries, secondées par une position plus avantageuse, devaient vaincre; Mélito fut vaincu.

De nouveaux secours arrivaient successivement d'Espagne à Messine; et, de Messine, ils se rendaient en Calabre, dans le port de Reggio, dont les Espagnols s'étaient emparés, à la faveur de l'éloignement de d'Aubigny. Celui-ci, réduit à une armée très-peu nombreuse, était accouru pour résister à ces forces toujours croissantes; et, après avoir remporté quelques avantages, il tenait en échec un corps considérable, dont il n'était séparé que par quelques barricades, dans la ville même de Terra-Nuova. L'approche d'un nouveau renfort le contraignit de se replier sur Rosarno, en-deçà de Metramo, tandis que les Espagnols, trop nombreux, se retirèrent à Seminara, pour pouvoir se procurer plus facilement des vivres [1].

Pendant que d'Aubigny, à la tête d'une poignée de braves,

[1] Mézerai. — Dupleix. — Jubé et Servan.

tenait ainsi des forces supérieures resserrées dans l'extrémité de la Calabre, le duc de Nemours occupait alors, avec moins de gloire, les avenues de Barletta.

En effet, Gonzalve, que ce vice-roi avait espéré réduire par la famine et par les maladies contagieuses qui désolaient sa garnison, non-seulement soutenait la constance de ses soldats par le courage qu'il déployait et par les espérances qu'il savait chaque jour faire renaître dans leurs cœurs, mais il songeait encore à maintenir au-dehors la réputation de ses armes et de son infatigable activité. Castellanetta (Castania), sur le Talvo ou le Lieto, venait de chasser cinquante lances françaises, qui, cantonnées dans ses murs, avaient, par leurs excès, lassé la patience des habitans; et cinquante autres lances, détachées pour surprendre un convoi d'argent, qui se rendait, le long de la mer, de Trani à Barletta, venaient d'être taillées en pièces. Gonzalve, informé en outre que les approches de Ruvo, place située à douze milles de Barletta, étaient négligemment gardées par Chabannes, si célèbre depuis sous le nom de La Palice, se rend pendant la nuit à la vue de cette place, dirige sur elle une batterie de quelques pièces de campagne, foudroie les murailles, ouvre la brèche, commande l'assaut, et force La Palice de se rendre à discrétion. Il fait plus, il retourne à Barletta, et y rentre sans aucun obstacle, avant que les Français, dispersés dans leurs cantonnemens, aient eu le temps de se réunir, et d'inquiéter sa marche et son expédition.

*Louis* XII *ménage les Suisses dont il a lieu de se plaindre.* — Sur ces entrefaites, Louis XII s'était empressé de suspendre avec les Suisses les nouvelles hostilités auxquelles avait donné lieu la prise de Bellizona, située au-dessus du lac Majeur, et sur la route qui descend du mont Saint-Gothard. Il était parvenu à détacher ceux des cantons qui, n'ayant point à cette possession un intérêt direct, ne s'étaient armés

que pour remplir le devoir imposé par leurs anciennes confédérations, et il avait amené les autres à un accommodement provisoire, par l'habileté avec laquelle Chaumont avait su leur intercepter les vivres, et jeter au milieu d'eux la division et la défiance. D'ailleurs, il était bien important pour les Français de ne point rompre avec une nation aussi belliqueuse, qui avait si peu à perdre, et dont l'infanterie était d'une si grande utilité dans les combats.

1503. *Louis* XII *traite avec Ferdinand, roi d'Aragon.* — D'un autre côté, Louis n'avait rien négligé pour conclure une paix solide avec l'Espagne. L'archiduc Philippe, retournant vers la Flandre, et chargé des pouvoirs de Ferdinand et d'Isabelle, venait de signer un traité au milieu des fêtes et des honneurs qu'on lui avait prodigués à la cour de France. Ce traité, confirmant celui de Grenade, prescrivait la restitution des places enlevées de part et d'autre. Le roi de France et celui d'Espagne abandonnaient ce qui devait leur appartenir en faveur de la jeune princesse Claude et de Charles, duc de Luxembourg, dont le mariage déjà proposé fut alors définitivement arrêté.

Cette paix, solennellement jurée par le roi, par l'archiduc, au nom de son beau-père, et par les deux ambassadeurs, sans le consentement desquels Philippe ne pouvait rien terminer, avait été signée avec tant de bonne foi de la part de Louis XII, que ce prince avait, dès le moment même, contremandé le départ de trois cents lances et de trois mille fantassins, qui devaient se rendre dans le royaume de Naples. Ferdinand, au contraire, fournit en cette occasion un nouveau témoignage de sa duplicité, et les courriers expédiés par Louis et par Philippe trouvèrent Gonzalve dans des dispositions bien opposées à celles que manifesta le duc de Nemours. Le général espagnol, fortifié par l'arrivée des deux mille lansquenets enrôlés en Allemagne, et dont les

Vénitiens, jaloux de Louis XII, avaient toléré le passage, instruit des véritables intentions de son maître, et formant peut-être secrètement pour lui-même un projet que quelques historiens lui ont attribué, déclara hautement qu'il continuerait la guerre jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres contraires de la part d'Isabelle et de Ferdinand. Il fallut donc que Nemours, affaibli par des pertes multipliées, rappelât, pour soutenir une lutte désormais inégale, tous les corps qu'il avait eu l'imprudence de disperser. D'Aubigny fut seul autorisé à ne pas se réunir au gros de l'armée, et à continuer sa belle défense dans la Calabre, sans autres ressources que celles qu'il tirait de son activité et du courage de ses troupes.

Les barons napolitains qui tenaient pour le roi de France, furent appelés près du vice-roi, et ce fut en obéissant à cet ordre, que le duc d'Atri, l'un de ces seigneurs, à la tête d'un parti assez considérable, fut taillé en pièces, et fait prisonnier par Pierre de Navarre [1].

Dans le même temps, un chevalier de Rhodes, commandant quatre galères françaises qu'il croyait en sûreté dans le port d'Otrante, sous la garantie des Vénitiens, se voyait contraint, par l'amiral Villamarina, de mettre ses forçats en liberté, et de chercher sur terre un asile dangereux pour ses soldats et pour lui.

Ces événemens fâcheux furent soigneusement publiés par Gonzalve, comme le présage de revers plus éclatans pour les Français, dont l'impatience allait encore se charger de justifier l'inconstance de la fortune.

*La guerre continue dans le royaume de Naples entre les Français et les Espagnols.* — Louis XII avait prescrit à ses généraux de se tenir sur la défensive jusqu'à l'arrivée 1503.

[1] Jubé et Servan.

de nouvelles troupes, ou jusqu'à la ratification de la paix, sur laquelle sa franchise ne lui laissait concevoir aucun doute. Mais la jalousie des deux généraux faisant ardemment désirer à chacun d'eux de trouver l'occasion de se signaler dans une affaire éclatante et décisive, l'intérêt de la patrie, les règles de la prudence, le salut de l'armée, tout devait être sacrifié à cette rivalité dont les suites furent toujours funestes, et les exemples toujours multipliés. D'Aubigny, que l'on a vu se replier à Rosano, pour défendre la Calabre contre les Espagnols, qui recevaient continuellement de nouveaux renforts envoyés de Messine, ne put se contenir plus long-temps. Laissant sa cavalerie dans la place, où elle ne pouvait cependant lui rendre aucun service, il vint occuper Gioia avec son infanterie, et garnit de quelques canons la rive droite du Mano, pour dégoûter les Espagnols de tenter le passage de cette rivière. Ceux-ci étaient alors commandés par Antoine de Lève, auquel l'audace, le bonheur et le génie acquirent depuis tant de renom dans le Milanais et en Autriche, et qui devait, trente-trois ans après, succomber au chagrin d'avoir conseillé à Charles-Quint sa honteuse expédition en Provence. De Lève fit marcher son avant-garde, qui amusa d'Aubigny par quelques démonstrations, tandis que le corps d'armée, remontant la rive gauche, profita d'un gué à un mille et demi au-dessus de Gioia.

*Bataille de Gioia ou Seminara.* — D'Aubigny, s'apercevant trop tard du piége qui lui avait été tendu, marcha rapidement vers sa gauche; mais il trouva l'ennemi entièrement passé et déjà formé en bataille. La précipitation avait jeté le désordre dans les rangs des Français, qui furent brusquement attaqués, et presque aussitôt taillés en pièces. Ils prirent la fuite, abandonnant au pouvoir de l'ennemi leurs canons et une foule de prisonniers, parmi lesquels se

trouvèrent plusieurs barons napolitains. D'Aubigny lui-même s'étant imprudemment renfermé dans le petit fort d'Angitola ou Attignola, et y ayant été promptement investi, fut contraint de se rendre aux vainqueurs, et perdit en un seul jour le fruit d'une savante et glorieuse résistance. Huit ans avant, dans les mêmes lieux, à Seminara, il avait battu le roi de Naples et Gonzalve.

La défaite de d'Aubigny semblait devoir inspirer de la circonspection au duc de Nemours; elle ne fit qu'enflammer son courage, et augmenter sa présomption. Il assembla dans Canosa, où il se trouvait alors, un conseil de guerre, bien moins pour consulter des militaires éclairés, que pour donner à des officiers complaisans l'occasion de flatter ses intentions secrètes, et de justifier sa désobéissance. Le général était d'avis de combattre; cet avis décida la majorité du conseil, et Nemours ne douta plus de la victoire.

*Bataille de Cerignola.*—Négligeant d'enfermer Gonzalve dans Barletta, où la famine et la peste semblaient acharnées contre ses troupes et combattre pour les Français, on le laissa, sans opposition, se diriger vers Cerignola. Nemours, informé de sa marche, traversa l'Ofanto déjà presque à sec, et quitta Canosa pour se porter à la rencontre des Espagnols, qui, traversant, ainsi que leurs ennemis, un pays aride, perdirent comme eux beaucoup de monde par la chaleur excessive, quoique le mois de mai ne fût pas encore commencé. Les deux armées se trouvèrent en présence à la chute du jour, et au moment où les Espagnols, campés au milieu des vignes, travaillaient à élargir le fossé sur lequel ils avaient assis leur camp. Il eût été facile de les y tenir renfermés, et d'augmenter ainsi le découragement que le manque de vivres avait jeté parmi eux. Ce sage parti fut conseillé par quelques capitaines, et rejeté hautement par Nemours, qui, sans reconnaître ni les forces ni la disposition de l'ennemi,

et malgré l'obscurité de la nuit, ordonna l'attaque. Elle fut impétueuse de la part des Français, et bien secondée par les Suisses qui combattaient avec eux. Mais le front de l'armée espagnole s'étant trouvé beaucoup plus étendu qu'on ne l'avait supposé, Nemours fut obligé de donner à sa ligne un plus grand développement, et de la prolonger au travers des vignes et des broussailles; il négligea même de faire combler un large fossé qu'il avait devant lui, et qui peut-être même n'avait pas été reconnu. La profondeur de ce retranchement, qu'il fallait franchir, ayant forcé l'infanterie de rompre ses rangs, le duc crut devoir changer sa manœuvre, et essayer de prendre l'ennemi en flanc; mais, au lieu de faire ordonner ce mouvement par les chefs de corps, il cria : « Arrière! arrière! » A ces mots, que le désordre et l'obscurité ne pouvaient rendre intelligibles que pour les lâches, l'infanterie plia; bientôt elle tourna le dos, et la gendarmerie fondit sur elle, croyant repousser les Espagnols. Nemours, désespéré, se précipite dans les rangs, et tombe, incertain si le fer dont il est frappé est lancé par une main ennemie. Gonzalve, qui, dès le commencement du combat, venait de donner une preuve mémorable de sa présence d'esprit [1], ne laissa point aux Français le temps de se rallier; les ayant poursuivis avec vigueur, une victoire rapide et décisive couronna ses efforts et prouva la discipline qu'il avait su maintenir parmi ses troupes.

[1] Le feu ayant pris aux poudres des Espagnols, cet accident allait abattre le courage des soldats superstitieux : *La victoire est à nous*, s'écrie Gonzalve, *Dieu nous annonce que nous n'aurons plus besoin de notre artillerie.*

On se rappelle que dix-sept siècles avant, sur la rive opposée de l'Ofanto, Annibal avait préparé le succès de la bataille de Cannes par une de ces mêmes plaisanteries, qui, sorties de la bouche d'un grand général, vont se répéter dans toutes les tentes, fortifier la confiance du soldat, et décider quelquefois du sort des armes.

Aucun des généraux français n'eut, après la défaite de Cerignola, assez d'influence et de génie pour faire adopter le parti, qui s'offrait naturellement, de disputer à Gonzalve le passage des gorges qui séparent la Principauté ultérieure de la Basilicate, et enfin de le devancer dans la ville de Naples, et d'y faire une longue résistance. Il est vrai qu'une nouvelle trahison d'Alexandre vi aurait rendu très-difficile l'exécution de la dernière partie de ce plan, le pape ayant souffert qu'une émeute populaire empêchât le départ des grains achetés à Rome pour l'approvisionnement de la garnison de Naples.

*Suite des succès de l'armée espagnole.* — Quoi qu'il en soit, une partie des troupes françaises et quelques barons napolitains suivirent d'Alègre, qui les distribua entre Gaëte et Trajetto, tandis que d'autres restèrent, avec Louis d'Ars, à Venosa, au pied de l'Apennin.

Gonzalve, maître de la campagne, marcha droit à Naples, dont les portes lui furent ouvertes par le peuple, pendant que la garnison française s'enfermait dans les châteaux. Secondé de Pierre de Navarre, il poussa ensuite avec vigueur la reddition de ces mêmes forts, et, par des batteries bien dirigées et par le jeu d'une mine, il força le château neuf, dont Charles d'Anjou avait commencé la construction, achevée sous ses successeurs.

Louis xii reconnaissait enfin qu'il ne pouvait compter plus long-temps sur la bonne foi de la cour d'Espagne. Après de vains pourparlers, qu'il avait été contraint de rompre avec éclat, il se préparait à conquérir un royaume, dont sa crédulité venait de le dépouiller, et dont la perte lui coûtait déjà tant d'argent et tant de braves soldats. Trop généreux toutefois pour faire tomber son ressentiment sur l'archiduc, dont l'innocence lui était connue, il ne diminua rien des égards que ce prince avait trouvés à sa cour. Il le rassura

même par ces paroles dignes d'être remarquées : « Si votre beau-père s'est souillé par une perfidie, je ne veux point l'imiter ; j'aime mieux avoir perdu un royaume, que je saurai bien reconquérir, que l'honneur, qui ne se peut jamais recouvrer. »

1503. *Louis* XII *envoie une flotte sur les côtes de Naples, et déclare la guerre à Ferdinand.* — Son dessein était d'envoyer à Naples une seconde armée et une flotte formidable, en même temps qu'il occuperait les Espagnols, en attaquant d'un côté la Biscaye, de l'autre le Roussillon, et en menaçant les côtes de la Catalogne et du beau royaume de Valence. Pendant ces vastes préparatifs, il avait fait hâter à Gênes le départ de six gros vaisseaux et de plusieurs bâtimens de transport chargés de troupes, de vivres et de munitions, pour ravitailler Naples, ses châteaux et Gaëte ; mais cette escadre arriva trop tard devant Naples, et, ayant fait de vains efforts pour contraindre les vaisseaux espagnols à accepter le combat, elle gagna le golfe de Gaëte. Gonzalve sentait bien de quelle importance il était de réduire cette dernière place, que l'on regardait comme la clef du royaume, depuis qu'Alphonse, roi d'Aragon, l'avait fortifiée. Aussi laissa-t-il à Pierre de Navarre la continuation du siége du château de l'OEuf, et, pendant que l'armée qui avait battu d'Aubigny travaillait à soumettre le reste des barons fidèles aux Français, et que Prosper Colonne dirigeait une semblable expédition dans les Abruzzes, Gonzalve marcha sur Gaëte avec le reste de ses troupes.

A son approche, les Français et les barons évacuèrent le château de Fondi, la petite ville d'Itri, les côteaux de Mola et les murs de Trajetto, sur les bords escarpés du Garigliano. Ils vinrent s'enfermer dans Gaëte, sous le commandement d'Yves d'Alègre et de quelques seigneurs napolitains. Gonzalve, maître, par cette retraite, de San-Germano et de toute

la Terre de Labour (les villes d'Averse et de Capoue avaient subi le sort de la capitale), vint se loger dans les vastes faubourgs de Gaëte, dont le port et les fortifications furent en même temps attaqués. Les principaux efforts de Gonzalve se dirigèrent contre le monticule en dehors du château, où l'on voit un ancien mausolée, appelé dans le pays *la Tour de Roland*. Ce poste, que Gonzalve environna depuis d'un retranchement, et qui n'avait encore que quelques batteries de gazon, fut si vaillamment défendu par les Français, qu'après trois assauts consécutifs, le général espagnol renonça à son projet, et se borna à bloquer Gaëte. Cette place reçut bientôt, par mer, Ludovic, marquis de Saluces, envoyé par le roi pour remplacer le duc de Nemours, et un renfort considérable, qui suspendit, mais pour bien peu de temps, les succès du grand capitaine.

*Mort du pape Alexandre* VI. — Pendant que les Espagnols conquéraient les Abruzzes par la force des armes, et presque toute la Calabre par d'adroites négociations; pendant que l'opiniâtre acharnement de la république de Florence jetait de plus en plus les habitans de Pise dans la consternation et le désespoir, Alexandre et son bâtard s'occupaient des moyens de profiter de tant de troubles et de dissensions; mais une mort terrible vint tout à coup frapper le pape, et menacer le duc de Valentinois [1]. 1503.

L'aveugle ambition du cardinal d'Amboise, qui voulait occuper le Saint-Siége, et qui fut trompé par Valentinois avant de l'être par le cardinal de la Rovère, contribua, dans

[1] On a cru long-temps qu'ils furent atteints l'un et l'autre du poison préparé par eux pour le cardinal Cornetto (Castellezi), chez lequel ils s'étaient invités, et dont les richesses immenses avaient enflammé leur insatiable cupidité; mais des mémoires particuliers, que l'impartialité de leur auteur rend peu suspects, assurent qu'Alexandre VI mourut d'une fièvre tierce, et que César Borgia, retenu alors dans le lit, fit piller les trésors de son père avant que de laisser publier sa mort.

cette occasion, à perdre en Italie les affaires de la France, en retenant l'armée aux portes de Rome, au lieu de la laisser courir à sa destination dans le royaume de Naples [1].

La tiare, qui donnait lieu à tant d'agitations, à tant de dispositions hostiles, tomba sur la tête d'un moribond. Picolomini, successeur d'Alexandre Borgia, ne songeait en effet qu'à mourir, et il eut à peine le temps d'être ordonné prêtre, sacré évêque, et couronné pape.

A la faveur des mêmes intrigues et des mêmes divisions, le fougueux et turbulent Julien de la Rovère ne tarda point à remplacer, sous le nom de Jules II, le pape Pie III, et à signaler sa haine contre les Français.

Les armes de Louis XII n'avaient point été heureuses du côté des Pyrénées, et sa flotte, après de vaines démonstrations sur les côtes d'Espagne, était rentrée dans le port de Marseille. On attribuait ce peu de succès à l'inconduite des chefs, à l'avidité des munitionnaires, à la rapacité des trésoriers [2].

1504. *Suite des événemens militaires dans le royaume de Naples.* — Les mêmes causes se réunissaient, à la même époque, contre l'armée de Naples. Gonzague, marquis de Mantoue, avait succédé à Louis de La Trimouille, qu'une maladie grave retenait à Sienne. Il avait dirigé les Français, en sortant de Rome, par la route qui se trouve à gauche de celle de Velletri. Les habitans de Val di Mantone et des places occupées par les Colonne, leur fournirent volontiers

[1] Combien on a lieu de s'étonner des éloges prodigués à la vertu de Georges d'Amboise, quand on se rappelle l'inique protection qu'il accorda constamment à l'odieux Valentinois, et l'influence funeste qu'il eut sur les entreprises de Louis XII contre le Milanais et contre les Vénitiens, et quand on se souvient qu'il signa le traité de Blois de 1504, traité qui aurait opéré le démembrement de la France, sans la fermeté des états-généraux.

[2] Jubé et Servan.

des vivres, et Gonzague fut à peine arrivé à Ceprano et à Ponte-Corvo, qu'il fut joint par le marquis de Saluces. Celui-ci avait profité de la retraite de Gonzalve dans San-Germano, pour prendre toute la partie de la Terre de Labour comprise entre Fondi et le Garigliano. La première opération du marquis de Mantoue fut de tourner San-Germano, et de venir assiéger Rocca-Secca, où Gonzalve avait jeté des troupes, ainsi qu'à Monte-Cassino; mais, rebuté de cette attaque dès le premier assaut, Gonzague imagina de renoncer à cette entreprise, d'où pouvait dépendre le sort du royaume de Naples, et de ramener les Français à Fondi. Une si étrange résolution acheva d'indisposer les troupes contre ce seigneur italien, dont la fidélité était d'autant plus suspecte, qu'il avait commandé l'armée des ligués contre Charles VIII. Le défaut de confiance, devenant aussitôt la source et le prétexte de l'insubordination, enfanta les nouveaux malheurs dont les Français devinrent les victimes.

*Trève entre Louis* XII *et Ferdinand, dans laquelle le royaume de Naples ne se trouve pas compris.* — Sur ces entrefaites, les deux rois de France et d'Espagne conclurent une trève partielle pour cinq mois, et, par une suite bizarre de la destinée du roi Frédéric, cette trève, négociée par sa médiation, ne s'étendant que sur les pays situés à l'ouest des Alpes, laissait ses propres états livrés aux horreurs de la guerre. Bientôt les ambassadeurs espagnols, fidèles aux instructions de leur maître, persuadèrent à Frédéric que Ferdinand désirait sincèrement lui rendre sa couronne, et que Louis s'opposait seul à son rétablissement. Ces funestes négociations permirent à Gonzalve de profiter habilement de l'abattement des Français et de la désunion de leurs chefs.

*Combats sur le Garigliano.* — Ainsi que nous venons de le voir, ils avaient échoué devant Rocca-Secca. Honteux de

ce début, ils s'étaient emparés d'Acquino et dirigés vers la tour bâtie sur la rive droite du Liris, à l'endroit nommé aujourd'hui *Barca del Garigliano.*

Gonzalve, qui n'avait occupé San-Germano, Rocca-Secca et Monte-Cassino, que pour fermer aux Français l'entrée du royaume de Naples, voyant qu'ils renonçaient à forcer ces passages, y laissa quelques fantassins, et, côtoyant à grandes journées la rive gauche du Garigliano, il arriva assez à temps pour faire tête au marquis de Mantoue. Le général espagnol, avec une armée bien moins nombreuse que celle des Français, bornait alors son dessein à empêcher leur établissement en-deçà du Liris, et son espoir était fondé sur la dificulté qu'offrait, en présence d'un ennemi, le passage du fleuve, qui n'était pas guéable en hiver.

Cependant, contre son attente, les Français jetèrent un pont, et se rendirent maîtres de ce passage, à la faveur des batteries croisées qu'ils établirent sur le rivage, qui était plus élevé de leur côté que de l'autre, et sur des barques qu'ils avaient détachées de leur flotte, et auxquelles ils avaient fait remonter la rivière.

Peu disposé à profiter d'un si grand avantage, le marquis de Mantoue n'ébranla sou armée que le lendemain. Gonzalve, toujours actif, sut mettre en pratique cette maxime consignée depuis par Lloyd dans ses Mémoires militaires, que « lorsqu'on fait la guerre aux Français, il faut toujours attaquer les premiers, et contrarier incessamment leurs dispositions. » Lorsqu'il vit qu'une portion de Français, inférieure en nombre à son armée, avait effectué le passage, il donna le signal du combat, et fit attaquer avec impétuosité.

L'échec de Rocca-Secca étant encore trop présent à leur mémoire, et le ressort puissant de l'enthousiasme et de la confiance se trouvant relâché, ils ne tardèrent point à être culbutés, et à se précipiter en désordre sur leur pont, que

les Espagnols eussent même traversé avec eux, si le feu de l'artillerie française n'eût puissamment protégé cette retraite.

Le marquis de Mantoue n'essaya pas de retenir plus longtemps une autorité qui s'échappait de ses mains; il remit le commandement de l'armée au marquis de Saluces. Malgré le témoignage de Guichardin, d'autres écrivains ont suspecté la loyauté de Gonzague, et l'ont accusé d'avoir entraîné la défection de la meilleure partie de la cavalerie italienne, et d'avoir fourni à Gonzalve des renseignemens sur la situation de l'armée française.

Cette armée, délivrée de la méfiance que lui inspirait un général étranger, ne pouvait pas s'affranchir aussi facilement de la crainte que lui faisait éprouver la haute réputation de Gonzalve. « Les ennemis, dit Henri de Rohan, à la rencontre d'un capitaine heureux en guerre, ne combattent qu'en crainte, comme assurés d'être battus. » La difficulté de triompher de cette répugnance détermina le marquis de Saluces à différer une nouvelle tentative pour le passage. Il se contenta de retrancher et de fortifier la tête du pont du côté de l'ennemi, et il s'abandonna bientôt ensuite à une funeste sécurité. Il ne restait plus dans son camp que la moindre partie de l'armée; il laissa le reste se disperser et prendre des quartiers du côté de Mola, de Fondi et de Traetto, en sorte que l'armée occupait alors une étendue de plus de cinq lieues. On a essayé de le justifier de cette fatale imprudence, en rappelant que la rigueur de l'hiver qui, cette année, se fit sentir de très-bonne heure, était alors excessive. Les neiges et la pluie tombaient sans interruption, et, comme si les fléaux de la nature eussent été insuffisans pour détruire cette belle armée, la criminelle avarice des trésoriers et des munitionnaires semait dans toutes les compagnies le désespoir, la contagion et la mort. Mais le terrain qu'occupaient les Espagnols était encore plus

désavantageux que celui où campaient les Français. Nous avons déjà dit que, sur la gauche du Garigliano, la plaine est moins élevée que sur la droite; presque toute l'année ce terrain est marécageux, et n'est traversé par aucune chaussée. Aussi, pour s'obstiner à garder une pareille position, et pour résister au conseil qu'on lui donnait de faire rentrer dans Capoue des soldats qu'il savait ordinairement si bien ménager, il fallait que le grand capitaine roulât dans son esprit un projet plus profond que ne l'annonçait la bravade que lui attribuent les historiens, et dans laquelle il enveloppait sans doute les desseins qu'il méditait. « J'aime mieux perdre la vie (lui fait-on dire) en gagnant un demi-pied de terrain, que de reculer de quelques pas pour la prolonger de cent ans. » Il savait mieux que personne de quel prix sont les jours d'un grand général, et combien des retraites, nécessaires ou simulées, peuvent quelquefois procurer de gloire et d'avantages.

*Les Espagnols forcent le passage du Garigliano.* — Cependant le marquis de Saluces, engourdi dans l'inaction, recevait l'affligeante nouvelle de la retraite et du massacre de la garnison qu'il avait laissée à Rocca-Guillielma, et qu'avaient continuellement harcelée les troupes de Rocca-Secca et des places voisines. Désolé de la situation de son armée, que le sage Gonzalve connaissait aussi bien que lui, il aspirait après le retour du printemps, lorsque l'infatigable Espagnol fit construire à la hâte et en secret, auprès de Sessa, des bateaux pour jeter un pont sur la rivière. Ces bateaux furent transportés, le 27 décembre, à quatre milles au-dessus du pont des Français. Gonzalve, ne laissant que son arrière-garde dans son camp, part, et, dans la même nuit, il remonte le fleuve, le traverse, s'établit à Sujo, et s'y fortifie avant que les Français aient le moindre soupçon de ce mouvement rapide.

La surprise et la honte permirent à peine au marquis de Saluces de songer à quelques dispositions tardives; et, pendant qu'il envoyait Yves d'Alègre pour débusquer l'ennemi de Sujo, et qu'il pressait le rassemblement de ses troupes dispersées, il ne put retenir dans le devoir celles qu'il avait près de lui. La terreur venant ajouter au désordre qu'un mécontentement trop juste avait prolongé, le camp fut abandonné tumultuairement pendant la nuit, et ces Français si valeureux quand l'ignorance et la cupidité ne détruisent pas leur ardeur et leur enthousiasme, abandonnèrent à l'ennemi leurs munitions de guerre, leur artillerie, et jusqu'à leurs blessés et leurs malades.

Gonzalve, victorieux avant d'avoir combattu, et secondé de ce même Alviano (Barthélemi), qui, douze ans après, devait être si utile à François 1^er^ lors de la bataille de Marignan, poursuivit les fuyards avec son avant-garde et son corps de bataille, tandis que son arrière-garde cherchait à rétablir le pont des Français que ceux-ci venaient de rompre.

*Belle action du chevalier Bayard.* — Harcelés sans cesse par les Espagnols, se retirant avec lenteur, et renouvelant à chaque instant de sanglantes escarmouches, les gendarmes français protégèrent la retraite de l'infanterie et de quelques canons qui la précédaient; mais l'arrière-garde de Gonzalve ayant exécuté son passage, et se portant directement sur Gaëte, pendant que le gros de l'armée côtoyait les hauteurs, le combat devint plus général et plus meurtrier. Ce fut surtout au pont de Mola di Gaëta que cette valeureuse gendarmerie française signala son courage et sa résistance. Bayard s'y couvrit de gloire; nouvel Horatius Coclès, il arrêta seul deux cents Espagnols, qui se précipitaient sur cet étroit passage. Tant de bravoure aurait rendu aux Français leur énergie, s'il n'était plus facile d'inspirer le courage, que de le ranimer quand il est abattu. Ce fut donc en vain que sur

une terre consacrée par la cendre de tant de héros romains et gaulois, leur ame semblait ranimer les vaillans capitaines de l'armée de Louis XII; le génie et la fortune de Gonzalve décidèrent du succès de cette terrible journée. L'infanterie française, à peine arrivée auprès de la tour que l'on croit être le tombeau de Cicéron, se débanda entièrement. Les bagages, le reste de l'artillerie, les chevaux, les armes, tout fut abandonné. Une partie des soldats, se dispersant dans la Campanie, périt avec ceux qui, ayant leurs quartiers à Itri, à Frace, à Ponte-Corvo, n'avaient pu rejoindre l'armée, et succomba sous la vengeance des paysans, ou sous le fer des soldats de Fabrice Colonne, que Gonzalve avait envoyé battre la campagne. Les autres allèrent s'enfermer pêle-mêle dans Gaëte, unique et dernier refuge que l'habile Gonzalve allait leur enlever.

*Les Français capitulent dans Gaëte.* — En effet, dès le lendemain, avant le lever du soleil, son armée triomphante occupa les faubourgs de la ville et la tour de Roland. Les Français étaient en grand nombre dans la place; les vivres venaient enfin d'y arriver en abondance, et une flotte, maîtresse de la mer, multipliait les ressources, et semblait devoir augmenter les espérances; mais les funestes effets d'un premier découragement rendirent inutiles de si grands avantages. Les menaces de Gonzalve achevèrent d'accabler les soldats et leurs généraux; une capitulation rédigée à la hâte, et où les intérêts des seigneurs napolitains furent même négligés, remit Gaëte en la puissance des Espagnols. La liberté de d'Aubigny et des prisonniers faits de part et d'autre fut stipulée, et les débris de l'armée, pour retourner en France, eurent la faculté de s'embarquer, ou de traverser l'Italie [1].

*Les Espagnols restent maîtres du royaume de Naples.* — La fortune de leur ennemi et le ressentiment des Italiens

[1] Seyssel.

n'étaient pas encore ce que les malheureux Français avaient à redouter le plus. Victimes du plus criminel abandon, la plupart d'entre eux périrent de faim, de froid, de misère; leurs cadavres mutilés attestèrent, sur les routes, dans les places, sous les portiques des palais, à la porte des hôpitaux, et loin d'une patrie que tant de braves étaient si dignes de revoir, la cupide et barbare insensibilité de ceux sur lesquels l'état s'était reposé du soin de pourvoir à leur solde et à leur subsistance. Le bannissement, ou, selon quelques écrivains, le supplice de l'un de ces vampires, ne répara aucun des maux causés par la malversation, et ne donna qu'un exemple de justice aussi frappant qu'infructueux.

Cependant Gonzalve, en un seul jour et presque sans efforts, était devenu le maître du royaume de Naples; une armée nombreuse et brillante s'était dissipée devant lui comme une vaine fumée. Louis d'Ars, il est vrai, qui s'était d'abord retranché dans Venosa, menaçait encore la Pouille; quelques barons s'étaient fortifiés dans leurs châteaux; mais Gonzalve reconnut qu'il lui suffisait d'envoyer le capitaine Alviano pour les réduire. Il donna des quartiers d'hiver au reste de ses troupes qui les réclamaient assez hautement; et, à cette même époque, ses jours furent menacés par une maladie grave, qui était le fruit de ses fatigues, de ses travaux et de ses méditations. L'éclat et l'importance des exploits de ce grand général commençaient à éveiller l'envie, et lui préparaient les amertumes qui l'attendaient à la fin de sa carrière.

La cour de France était inconsolable de la perte d'un royaume, pour la conservation duquel tant de sang et d'argent venaient d'être inutilement sacrifiés. Ce qui ajoutait encore à l'humiliation et au désespoir de Louis XII, c'est qu'il sentait qu'après la destruction d'une si puissante armée, et la mort d'un si grand nombre de capitaines, son duché de Milan restait à la merci de l'empereur ou du roi

d'Aragon ; mais il plut à la fortune, qui s'était jouée de ses espérances, de ne pas justifier ses craintes, et le Milanais ne fut point alors attaqué, grâce à la légéreté et à l'incertitude de Maximilien, à la maladie qui retenait Gonzalve, et, si l'on veut, à la prudente circonspection de Ferdinand. Ce dernier, dans le dessein d'affermir sa nouvelle conquête, consentit à une trève générale avec Louis XII, qu'il flattait de l'espoir d'une paix prochaine et avantageuse.

1504. *Intrigues du pape Jules* II. — Cependant Jules II ne voyait qu'à regret la tranquillité dont l'Italie était sur le point de jouir, et après laquelle les peuples avaient si longtemps soupiré ; ce pontife turbulent n'hésita point à saisir et à agiter les torches de la discorde. Déjà il s'était assuré, par une trahison, de la personne de Borgia, pour mieux réaliser ses propres desseins sur la Romagne, presque entièrement envahie par les Vénitiens. César s'était sauvé de sa prison d'Ostie ; il s'était réfugié auprès de Gonzalve, qui, après l'avoir amusé par de vaines promesses de secours, l'envoya en Espagne, où il fut enfermé dans le château de Medina-del-Campo, sur le torrent de Zapardiel. Enfin ce monstre, auquel tant de forfaits méritaient l'échafaud, devait s'évader de cette seconde prison, endosser encore la cuirasse, et trouver trois ans après, en combattant pour le roi de Navarre, son beau-frère, un genre de mort si justement envié par tous les braves.

Débarrassé de César Borgia, dont la captivité n'avait pas procuré au Saint-Siége autant d'avantages que Jules en avait espérés, ce pape songea à triompher des armes et de la politique des Vénitiens.

Redoutant l'intervention des Français, le pontife dut se borner à effrayer ou à corrompre le sénat de la république. Ce fut pendant des pourparlers qui ne lui furent pas infructueux, qu'il s'efforça de susciter de nombreux ennemis

à ce gouvernement dans le moment même où il négociait avec lui.

*Traité de Blois; ligue contre la république de Venise.* 1505. — Bientôt les Vénitiens eurent connaissance d'un traité conclu à Blois, par lequel le pape, l'empereur, le roi de France et l'archiduc se liguaient contre leur république, pour lui enlever les usurpations que chacune des parties contractantes prétendait avoir à lui reprocher. La réunion incohérente de tant d'intérêts opposés devait rassurer les Vénitiens contre les succès d'une pareille coalition.

Il leur était facile de remarquer que le roi de France et son ministre se réservaient intérieurement les moyens d'éluder des conventions qui tendaient au démembrement du royaume. En effet, la Bourgogne, la Bretagne, les droits de Louis sur Gênes et sur le Milanais, seraient devenus la dot de la jeune princesse Claude, promise à l'archiduc Charles, c'est-à-dire au petit-fils de deux monarques, ennemis naturels de la France. Aussi le roi eut-il le soin, deux ans après, de faire réclamer hautement les états-généraux contre un projet aussi désastreux, et de céder à leurs sollicitations, en fiançant sa fille à François, comte d'Angoulême et duc de Valois, héritier présomptif de la couronne.

*Situation des affaires en Italie.* — Les Vénitiens avaient 1505. été peu alarmés des menaces que leur avait faites l'empereur, dont ils connaissaient la faiblesse et la légéreté; mais voyant que les affaires personnelles dont Ferdinand allait être occupé, par suite de la mort d'Isabelle de Castille, sa femme [1], donneraient à Louis XII tout le loisir de réaliser de

[1] Isabelle était morte très-peu de temps après la conclusion du traité de Blois. Cet événement donnait à l'archiduc Philippe, fils de Maximilien, l'occasion de faire valoir les droits de Jeanne, son épouse, sur le royaume de Castille, et de les revendiquer contre son beau-père, qui s'autorisait, de son côté, du testament de la défunte en sa faveur.

nouveaux projets sur l'Italie, ils firent au pape des offres, que le souverain pontife voulut bien accepter, sans rien diminuer néanmoins de sa hauteur et de ses prétentions.

L'Italie, à cette époque, était en proie à divers fléaux. Cette année fut signalée par des tempêtes extraordinaires, par des tremblemens de terre, et par les ravages de la peste. La guerre mémorable de Florence contre les habitans de Pise se poursuivait toujours avec une haine égale de part et d'autre. Chaque année voyait recommencer le dégât des campagnes, et renaître le dévouement héroïque des Pisans, aidés par les républiques de Lucques et de Gênes, attaqués par les Colonne et les Savelli, et inutilement secourus par l'entreprenant Barthélemi Alviano, qui avait à se plaindre de l'Espagne. Comme cette guerre n'a qu'un rapport indirect avec celle des Français en Italie, nous nous bornerons à rappeler ici que Pise résista pendant quatre années, et que Florence, après avoir tenté à grands frais de détourner le cours de l'Arno, s'assura du consentement des rois Louis et Ferdinand, qui, moyennant cent vingt cinq mille ducats, privèrent les Pisans du fantôme de leur protection. Ce fut alors que Pise enfin succomba, et reçut de Florence un traitement plus doux, qu'une si longue opposition ne devait le lui faire espérer. Le cardinal d'Amboise fut le grand négociateur de ce marché déshonorant. « Il toucha, dit le naïf Lanoue, aussi bien aux cent qu'aux vingt-cinq mille ducats. Oh! que l'avarice fait de maux! Quelle tache la France et l'Espagne se mirent sus par les menées d'un prêtre[1]! » Depuis cette époque, Pise qui avait conquis la Corse et la Sardaigne, qui avait dominé sur la Méditerranée, ne conserva que le souvenir de sa gloire et de sa liberté.

Malgré les sermens solennels prêtés en présence du car-

[1] *Mémoires de Lanoue.*

dinal de Rouen, par l'empereur Maximilien, malgré même le paiement effectué entre ses mains de la moitié du prix stipulé pour l'investiture du duché de Milan, il était facile de voir qu'il ne passerait point alors en Italie. Il prétextait la guerre qui le retenait contre le duc de Gueldres, Charles d'Egmond, et l'électeur palatin Philippe, dit l'Ingénu. Louis XII, qui n'avait point vu sans jalousie l'augmentation de puissance que la mort d'Isabelle allait procurer à l'archiduc, ne dissimulait pas son désir de renouer ses anciennes liaisons avec Ferdinand, duquel il espérait pouvoir obtenir de l'argent, dont il éprouvait un nouveau besoin. De son côté, Ferdinand s'alarmait de l'approche de son gendre, et du dessein qu'il manifestait de lui enlever le gouvernement de la Castille.

*Louis* XII *renoue avec Ferdinand.* — La crainte et l'avarice furent plus fortes que la haine et le ressentiment. Les deux monarques se lièrent par une paix, dont la principale condition fut le mariage de Germaine de Foix, petite-fille d'un roi de Navarre, et nièce de Louis XII, qui, pour dot, abandonna ses droits sur la portion si complétement perdue du royaume de Naples, et qui reçut de Ferdinand la promesse de sept cents mille ducats, payables en dix années. Le roi catholique assurait à son épouse un douaire de trois cent mille ducats, et consentait que la dot retournât à la couronne de France, si Germaine lui survivait sans enfans de ce mariage. Il s'engageait en outre à soutenir les prétentions de Gaston, frère de Germaine, sur le royaume de Navarre. Les intérêts des barons napolitains furent stipulés, en même temps qu'on aggravait le malheur de la veuve et des enfans de Frédéric, et, non contens de laisser intervenir le roi d'Angleterre comme garant de cette paix, les deux princes formèrent une ligue défensive pour son affermissement. Dans ce traité furent compris les Florentins et Jules II. 1505.

Ce pontife qui, dans toutes les circonstances, faisait éclater contre Louis XII la plus profonde aversion, crut alors qu'il était de son intérêt de se servir de l'instrument qui semblait s'offrir pour reconquérir sur les Vénitiens les places qu'ils avaient reprises dans la Romagne, et c'était à cet important projet qu'il restait constamment attaché. Aussi le vit-on accueillir les propositions que le roi des Français lui fit renouveler; mais alors il était plus facile à l'un et à l'autre de multiplier leurs promesses mutuelles, que d'en exécuter aucune [1]. Jules, pour contenir le roi et son ministre, retardait toujours l'envoi de deux chapeaux de cardinal, si ardemment sollicités pour le frère de La Trimouille et pour le cousin du cardinal d'Amboise. Louis, inquiet des préparatifs que faisait l'empereur pour passer en Italie, était en outre pressé par ce prince de lui fournir cinq cents lances, et d'avancer le reste des cent mille ducats stipulés par le traité de Blois; mais, de tous les articles contenus dans ce traité, il n'y avait plus que l'investiture du duché de Milan qui convînt à Louis XII, attendu que ce monarque, par sa paix avec Ferdinand et par l'accroissement de puissance que Philippe venait de recevoir, se trouvait dans des dispositions bien différentes. Ainsi, comme nous l'avons déjà fait pressentir, la rivalité, l'ambition et les intérêts particuliers des confédérés nuisaient à la confédération, et Venise put espérer que l'orage s'éloignerait enfin, sans éclater sur sa tête.

*Jules II fait la guerre en Italie pour son propre compte.*

1506. — Mais l'impatience de Jules II ne pouvait s'accommoder de tant de retards; et, feignant de renoncer à ses projets contre les Vénitiens, il tourna ses armes contre les villes de Pérouse et de Bologne, qui, depuis le commencement du quinzième siècle, avaient secoué le joug de la puissance

[1] Guichardin.

pontificale. Il n'hésita pas même, en se mettant en marche, de proclamer que le roi de France secondait son entreprise, et d'ordonner que le logement fût fait pour les troupes 1506.
françaises [1].

*Le roi de France fournit un secours au pape.* — Le roi, mécontent, plaisantait amèrement de la jactance et de la précipitation de Jules, tandis que le cardinal d'Amboise expédiait au maréchal de Chaumont, son neveu, l'ordre de joindre en personne l'armée du pape avec cinq cents lances. En agissant ainsi, Louis violait la parole qu'il avait donnée aux Bentivoglio de ne point fournir de secours contre eux. L'armée française se réunit à Parme, et quoique des pluies affreuses se fussent jointes aux rigueurs de l'hiver, sa marche s'exécuta sans désordre et sans accident. L'approche du maréchal, dont la valeur égalait la superstition et l'opiniâtreté, et qui venait de soumettre, en passant, Castel-Franco, décida de la reddition de Bologne; Perouse était déjà soumise. Mais les Français eurent la honte de n'être point admis dans l'enceinte d'une ville que leur présence venait de conquérir au Saint-Siége. C'est que l'on redoutait en eux ce brigandage toléré par des chefs, dont plusieurs donnaient le funeste exemple de la déprédation. Oubliant et leur nom et leur gloire, ces mêmes Français se crurent dédommagés de l'affront qu'ils venaient d'essuyer, par le don de dix-huit mille ducats, que le pape envoya distribuer dans les compagnies, sans déguiser l'insulte envers la troupe qui venait d'augmenter sa puissance.

[1] Qui croirait que ce fut au milieu de toutes ces intrigues, de toutes ces agitations, de toutes ces dispositions militaires que Jules II posait les fondemens du temple le plus majestueux de la chrétienté? Cet homme extraordinaire, secondé du génie de Michel-Ange, éleva l'église de Saint-Pierre sur le même lieu où l'empereur Constantin, portant alors le titre de grand-prêtre de Jupiter, avait bâti un oratoire pour les chrétiens.

1506. *Louis* XII *tuteur du jeune archiduc, depuis l'empereur Charles-Quint.* — Sur ces entrefaites, l'archiduc Philippe, qui avait réussi à se faire reconnaître roi de Castille par son beau-père Ferdinand, vint à mourir dans ses nouveaux états. Cette fin prématurée venait à propos pour le roi catholique, et l'idée qu'on avait conçue de sa politique et de son ambition, lui fit imputer un crime, parce qu'on le croyait capable de le commettre, et parce qu'il en devait recueillir le fruit. Philippe, mourant à vingt-huit ans, avait décerné la tutelle de Charles, son fils aîné, à Louis XII, qui confia ce jeune prince aux soins de Philippe de Croy, seigneur de Chièvre, « et ce gouverneur, dit Mézerai, rendit Charles-Quint plus habile qu'il ne fallait pour le bien de la France [1]. »

Ferdinand paraissait, au surplus, avoir si bien calculé les événemens, que la mort de son gendre ne changea rien à son voyage, et qu'il reprit sa navigation pour se rendre à Naples, dont les habitans renchérirent sur les témoignages d'amour et d'allégresse qui avaient coutume de signaler l'arrivée d'un nouveau maître.

Pendant que ce prince s'efforçait de modérer ou de satisfaire les prétentions multipliées des Napolitains, tandis qu'il tâchait d'allier les intérêts des barons qui réclamaient les conditions du traité, avec les demandes de ceux qui sollicitaient le prix de leur dévouement, Gênes venait de voir rallumer dans ses murs les feux mal éteints de la discorde civile; Gênes en proie à l'orgueilleux ressentiment des nobles et à la férocité aveugle et impétueuse de la populace, allait encore éprouver la bravoure, accroître le courroux, et exercer la générosité des Français.

1507. *Les Génois se révoltent contre la domination française.* — Ceux-ci, comme nous l'avons vu, étaient redevenus les

[1] Mézerai, tom. II.

maîtres de Gênes depuis la première conquête du Milanais par Louis XII, en 1499. Cette ville, chef-lieu d'un territoire si peu étendu, avait tenu long-temps le sceptre de la mer, et sans doute elle aurait pu le conserver, si les Génois, mieux unis, avaient su profiter de leur situation avantageuse [1].

Au milieu des vicissitudes de son gouvernement, et tandis qu'elle créait et réformait, rétablissait et renvoyait, rappe-

[1] L'origine de la superbe Gênes se perd dans les temps héroïques de la Grèce. Elle faisait un commerce considérable lorsqu'elle fut détruite par les Carthaginois, dans la seconde guerre punique, et rebâtie par les Romains, sous la domination desquels elle reprit sa première splendeur : elle suivit le sort de l'empire romain jusqu'à l'invasion des barbares en Italie. Devenue successivement la proie des Huns, des Gépides, des Sarrasins, des Goths et des Lombards, elle dut au génie de Charlemagne le retour de son éclat, de ses richesses et de son activité. Vers la fin du neuvième siècle, sous le règne chancelant de Charles-le-Gros, elle secoua le joug des Carlovingiens, et s'érigea en république. Depuis cette époque, son histoire est celle de toutes les divisions, de tous les changemens, de tous les excès, de tous les malheurs, de tous les crimes qu'entraînent l'ambition, la haine et la rivalité des factions. Il est impossible à la mémoire la plus exercée de retenir la longue nomenclature des divers gouvernemens que se donnèrent et que secouèrent les Génois, ainsi que les familles qui usurpèrent successivement le souverain pouvoir, au milieu des troubles, du carnage et de la dévastation. Parmi elles on distingua les Spinola, les Doria, les Corte, les Fiesques, les Grimaldi, les Adorne, les Negroni, les Justiniani, les Fregose. Ce furent ces familles et plusieurs autres, qui, revêtues à différentes époques des priviléges de la noblesse, et animées de ses prétentions, firent couler le sang de leurs concitoyens sous les bannières à jamais rivales des Guelphes et des Gibelins, et mirent leur patrie tantôt sous le pouvoir des ducs de Milan, tantôt sous les poignards de l'anarchie, et tantôt sous la protection onéreuse des rois de France. L'un de ces derniers, qui appréciait l'inconstance de cette république, avait répondu brusquement à ses députés, lorsqu'ils protestaient de la fidélité avec laquelle Gênes se donnait à lui, *et moi je la donne au diable*. Ce diable fut l'archevêque de Gênes, Paul Fregose, qui exerça sur ses concitoyens tous les genres de cruauté propres à retracer le règne des plus odieux tyrans.

(*Histoire des guerres d'Italie*, par Jubé et Servan.)

lait et déposait ses consuls, ses podestats, ses capitaines, ses abbés du peuple, ses capitaines de la liberté, ses chefs de l'état, ses capitaines-généraux et ses doges, la république de Gênes, enrichie par les croisades et le commerce, avait soutenu des guerres implacables contre les républiques ses voisines et ses rivales; et, pour opprimer les indomptables Corses, elle avait prodigué pendant plusieurs siècles le sang de ses enfans.

A l'époque où nous sommes parvenus, les garnisons françaises, souvent réclamées par les Génois, avaient été plusieurs fois victimes des mouvemens convulsifs de ce peuple turbulent qui ne savait ni obéir, ni jouir de la liberté. Cependant la domination de Louis XII, toujours bon et affable, semblait ne pas lui déplaire. Les nobles et les plébéiens s'étaient même disputé le futile honneur de porter le dais lors de la première entrée du monarque, et cette discussion fut l'origine d'une nouvelle brouillerie et de nouveaux troubles.

Une rixe particulière était devenue l'étincelle d'un incendie général, et le peuple, excité sous main par Jules II, s'était porté à de graves excès, que la conduite impérieuse et les vexations de la noblesse avaient provoqués. Le gouvernement français avait eu la faiblesse de donner son consentement à la nouvelle loi que la populace avait dictée, et d'après laquelle elle se réservait les deux tiers de toutes les dignités et de toutes les magistratures.

Enhardi par ce succès inattendu, le peuple avait multiplié ses prétentions, et huit tribuns, pris dans son sein, exerçaient sur la république une autorité sans bornes. Pour signaler leur puissance et pour donner à ces mouvemens un caractère tellement prononcé que le peuple ne fût plus maître de rétrograder, ces furieux avaient porté les armes hors de l'enceinte de Gênes. Non contens de s'emparer de la Spezzia et d'autres places de la rivière du Levant, où Louis Fiesque,

commandant pour les Français, ne tenait que quelques milices mal exercées, ils allèrent, à l'extrémité de la rivière du Ponent, mettre le siége devant Monaco, alors possédé par les Grimaldi, et presser, par terre et par mer, cette place, qu'ils voulaient, disaient-ils, faire restituer à la république. Le gouverneur Ravestein et son lieutenant Roquebertin n'avaient point eu la prudence de prévenir ces troubles; ils n'eurent point la force d'en arrêter le cours.

Le roi fut indigné au récit de cette nouvelle révolution, et il ne contint les premiers mouvemens de sa colère que dans la crainte de forcer, par une rigueur inconsidérée, les mécontens de se livrer à l'empereur, qu'il soupçonnait de n'être point étranger à ces désordres. Cachant donc alors son ressentiment, il parut disposé à l'oubli du passé, et il alla jusqu'à promettre la confirmation des nouvelles lois, n'exigeant pour prix de son indulgence que le retour à la tranquillité et la restitution des places enlevées de vive force. Il semblait que ce pardon devait être reçu du peuple avec d'autant plus d'empressement, qu'il avait envoyé des députés vers le roi pour justifier ces démarches, en même temps que les nobles avaient réclamé de ce prince des secours prompts et puissans, et des moyens de vengeance; mais enhardie par de nouveaux succès obtenus avant le retour de ses députés, et poussée à tous les excès par ce petit nombre d'audacieux, qui, n'ayant à perdre ni honneur ni fortune, ne paraissent jamais qu'au sein des orages populaires, cette multitude farouche mit le comble à ses outrages. Quelques troupes envoyées par elle ayant battu, entre Recco et Rapallo, le fils de Jean-Louis Fiesque, qui avait tenté de reprendre de la supériorité sur cette côte, elle alla assiéger Castellaccio. Ce vieux fort, construit par les ducs de Milan lorsqu'ils étaient seigneurs de Gênes, était placé à peu près où se trouve aujourd'hui le fort de l'Eperon, et

sa position aurait donné les moyens de contenir les habitans, si Ravestein avait eu la précaution d'augmenter son enceinte pour y placer une garnison nombreuse. La poignée de Français qui l'occupait alors fut forcée de se rendre, et ces malheureux furent lâchement égorgés par des monstres qui, s'applaudissant de leur trahison, montraient, en rentrant dans Gênes, leurs mains dégouttantes du sang de leurs victimes. Maîtres de Castellaccio, les Génois entreprirent le siége de la citadelle, et, pour mieux défendre le passage qui, du mont Isolé, se dirige entre les Deux-Frères, vers Castellaccio, et qui, de ce dernier fort, conduit à la ville, ils bâtirent à la hâte un fortin sur cette route, environ au même lieu où l'on voit aujourd'hui le fort de la Tenaille.

*Louis* XII *envoie des troupes dans les états de Gênes.*— Pendant ces événemens, le roi pressait la levée d'une armée formidable qu'il voulait commander en personne, et il envoyait Yves d'Alègre, qui, à la tête de quelques mille fantassins, traversa le Var, secourut Monaco, poursuivit les Génois, les força d'opérer leur retraite par la Corniche, et nétoya toute la rivière du Ponent. Bientôt après, dix mille fantassins français, neuf mille Suisses, trois mille chevau-légers et autant de gendarmes, partis de Grenoble, traversèrent le Mont-Cénis, passèrent à Suze, où Louis se rendit lui-même, et se dirigèrent vers Alexandrie, où Chaumont, gouverneur du Milanais, leur amena environ six mille hommes d'infanterie. Les généraux les plus distingués, la noblesse la plus illustre, étaient de cette expédition, pour laquelle le cardinal d'Amboise n'avait point épargné les approvisionnemens. Il avait réuni les canonniers les plus habiles, et levé dans la Bretagne les plus vigoureux pionniers.

Des apprêts aussi multipliés ne changèrent point la résolution où étaient les Génois de se défendre. Ils se confiaient dans les défilés de leurs montagnes, et plus encore dans le

ressentiment que le pape venait de faire éclater contre le roi, et dans la protection que leur promettait l'empereur. Leurs troupes cependant n'avaient ni munitions, ni chefs expérimentés, et l'indolence naturelle de Maximilien était un sûr garant de son inaction [1].

Mais aussitôt que les Français eurent remonté la Scrivia, et furent parvenus au Borgo di Fornari, ils culbutèrent bientôt tous les postes avancés des Génois, et chassèrent devant eux, comme des troupeaux effrayés, leurs soldats non aguerris. Chaumont, sans leur donner le temps de se reconnaître, descendit dans la vallée de la Polcevera, et campa au village de Rivarola, sur la gauche du torrent, pendant que La Palice et le marquis de Mantoue, auquel Louis avait confié l'étendard royal, longeant les hauteurs qui dominaient le Castellaccio, s'emparèrent de toute la crête des montagnes, depuis les Deux-Frères jusqu'aux portes de Gênes, sur le revers que regarde la vallée de Bisagna. Dans le même temps, la flotte expédiée des ports de Provence bloquait par mer la ville de Gênes, dont les galères s'étaient réfugiées dans le golfe de la Spezzia.

Ce fut alors seulement que la populace sentit diminuer son audace et sa confiance; le reste de cette courte guerre de huit jours fait connaître toutes les fluctuations d'une multitude sans guide, abandonnée au désordre, à la fureur et au repentir. En effet, lorsque, après un combat où les Génois avaient résisté avec assez de fermeté, les Français étaient parvenus à enlever le fortin placé entre la ville et le Castellaccio, les Génois envoyèrent des députés chargés de négocier avec le roi. Mais, tandis que ces envoyés écoutaient de la bouche du cardinal d'Amboise les dures conditions qu'on voulait leur imposer, une troupe de furieux

[1] Guichardin. — Jubé et Servan.

s'élança des remparts, et fit mine de vouloir reprendre le fort, et de menacer le camp des Français. Elle soutint même l'escarmouche pendant plusieurs heures, et alla enfin se renfermer dans le Castellaccio.

*Soumission de Gênes.* — La défiance, compagne de l'épouvante, parcourut les maisons de Gênes, et le peuple en fureur crut facilement aux bruits de trahison que ses ennemis semèrent avec adresse. Les chefs, plus habiles à exciter la révolte qu'à la diriger dans sa défense, se séparèrent des factieux, et se réfugièrent secrètement à Pise. Abandonnés ainsi de ceux dont ils n'avaient été que l'aveugle instrument, ils n'eurent plus d'espoir que dans la commisération du roi, et ils s'estimèrent heureux que la faction des nobles, sous le joug de laquelle ils allaient rentrer, daignât se charger d'intercéder pour eux; elle s'en acquitta d'une manière digne d'elle.

Prosternés aux pieds du roi, les sénateurs (*anziani*) déplorèrent les troubles que leurs outrages avaient fait naître, rejetèrent tous les excès sur des vagabonds sans domicile, qu'il eût cependant été facile de connaître et d'expulser, invoquèrent la clémence du roi, qu'ils comparèrent à la divinité, et sollicitèrent à grands cris le pardon d'une illustre république, dont le plus grand crime était d'avoir voulu se gouverner elle-même [1].

Louis parut se laisser fléchir, sa main quitta le glaive qu'elle agitait, et le mot de pardon vint se placer sur ses lèvres. Tous les historiens, d'un commun accord, ont loué sa modération; elle fut, en effet, signalée par le supplice de soixante citoyens, du doge et de quelques nobles, par une contribution de deux cent mille ducats, par la privation de toutes les marques de la souveraineté, par l'obligation que l'on

[1] Seyssel. — Guichardin.

imposa à la ville de fortifier à ses frais la citadelle et le Castellaccio, de construire, à l'ouest du port, à la tour de Codifa ou de la Lanterne, une forteresse (que l'on affecta même de nommer *la Briglia*, la Bride, parce qu'elle commandait le port et une partie de la ville), d'augmenter le nombre des casernes, de recevoir et de solder une garnison plus nombreuse, d'entretenir enfin trois galères armées au service du roi.

Ainsi furent terminés à Gênes des mouvemens imprudemment excités et mal dirigés. La liberté avait été le prétexte de ces soulèvemens, « auxquels, dit un historien, on aurait donné un autre nom que celui de révolte, s'ils avaient été couronnés du succès [1]. »

Après ces témoignages nombreux de sa royale indulgence, Louis congédia la portion de son armée qu'il avait employée à la réduction des Génois, et il se rendit à Milan pour attendre le retour de Ferdinand, avec lequel il devait avoir une entrevue à Savone, lorsque le roi d'Aragon repasserait en Espagne [2].

Louis XII, ébloui par la rapidité de sa victoire, ne songea point à se rendre maître du golfe de la Spezzia, à former sur les deux rives des établissemens solides pour le commerce des Français, et surtout de s'assurer du petit nombre de communications de l'état de Gênes avec le reste de l'Italie, au moyen desquelles il pouvait balancer le pouvoir et les intrigues des autres princes de cette belle contrée.

*L'empereur Maximilien projette de faire la guerre au roi de France.* — Il n'ignorait pas cependant que son entreprise sur Gênes avait réveillé toutes les haines et toutes les jalousies. Il savait que l'empereur, excité par les insinuations des Vénitiens et par les fougueuses remontrances 1507.

[1] Le général Servan.

[2] Il était venu en Italie pour prendre possession de ses états de Naples.

de Jules, avait convoqué une diète à Constance, afin de presser l'armement de tous les princes de l'empire contre la France. Dans l'acte de convocation, Maximilien peignait Louis comme un roi ambitieux, qui ne songeait à rien moins qu'à usurper la couronne impériale, et son ministre était accusé, non sans quelque fondement, d'aspirer encore à la chaire de saint Pierre. Les discours de Maximilien et les intrigues du cardinal de Sainte-Croix auraient peut-être ébranlé les députés de la diète, si des émissaires secrets de Louis n'eussent habilement semé l'argent et la division au milieu d'eux. D'ailleurs le désarmement des troupes françaises donnait un démenti formel aux graves accusations alléguées par l'empereur, et l'on ne tarda point à reconnaître que ce prince, ainsi que le pape, voulaient s'aider de toutes les forces de l'empire pour venger des intérêts personnels. Jules n'avait soutenu les mouvemens populaires de Gênes que par haine contre le roi et son ministre, et Maximilien ne pouvait pardonner à Louis d'avoir été chargé par Philippe de l'éducation du jeune archiduc Charles.

Tous les efforts de l'empereur n'aboutirent donc qu'à lui faire promettre par la diète un secours de huit mille chevaux et de vingt-deux mille fantassins, soldés seulement pendant six mois, et environ cent mille florins du Rhin pour l'entretien de son artillerie.

Un si faible résultat ne paraissait point ébranler la résolution de Maximilien, et, pendant qu'il cherchait à se procurer un renfort chez les Suisses, et à négocier son passage sur le territoire de Venise, Louis avait fait fortifier à la hâte les faubourgs de Milan et les places principales de son duché. L'entrevue brillante qui avait eu lieu, dans ces entrefaites, entre ce prince et le roi d'Aragon, n'avait paru rien changer aux affaires d'Italie. On conjectura seulement que Ferdinand avait promis sa médiation pour hâter la paix

entre l'empereur et la France, ses secours pour faire conjointement la guerre aux Vénitiens, et son assentiment pour la convocation d'un concile. Par cette dernière promesse, cet adroit politique s'était de nouveau concilié la confiance du cardinal d'Amboise, qui convoitait toujours la tiare avec opiniâtreté. Ce ministre espérait profiter de la mésintelligence qui venait d'éclater entre Jules et Ferdinand pour l'investiture du royaume de Naples [1].

*Maximilien entre en Italie.*— Maximilien, après avoir effrayé toute l'Italie par le bruit exagéré de ses préparatifs, envoya un héraut à Vérone pour y notifier qu'il allait se rendre en Italie, et prendre à Rome la couronne impériale. Il demandait en même temps des quartiers pour quatre mille chevaux. Conformément à la résolution déjà adoptée par le sénat de Venise, il lui fut répondu que, s'il se présentait sans démonstrations hostiles, il recevrait sur son passage tous les honneurs dûs à son rang; mais que l'on était trop fondé à lui soupçonner des intentions moins pacifiques. Cette réponse fut immédiatement suivie d'une sommation qui citait le doge et le sénat à comparaître devant l'empereur, et à lui demander pardon. Le sénat, n'ayant pas obéi, fut condamné par la chambre impériale, et mis au ban de l'empire. En traitant ainsi les Vénitiens comme des vassaux rebelles, la cour impériale saisissait l'occasion de développer les étranges prétentions qu'elle affectait encore sur presque toute l'Europe, et dont elle ne se départait quelquefois que par politique ou par crainte. 1508.

Dans les derniers jours de l'année précédente, et lorsqu'on ignorait encore si l'empereur descendrait par le Frioul, ou s'il côtoierait l'Adige, s'il attaquerait le Milanais par la Suisse ou par la Savoie, enfin s'il se jetterait sur la Bourgogne,

[1] Seyssel.

on avait vu mille Allemands, dirigés par quelques Génois bannis, traverser rapidement le pays de Feltre et la Marche Trévisane, et arriver jusqu'à la rive gauche du Pô. Ils devaient passer ce fleuve, et se rendre à Gênes par le pays de Parme. Chaumont fit manquer leur projet par l'envoi de quelques troupes à Parme même, et ils se retirèrent tranquillement, sans que les Vénitiens se missent en devoir d'inquiéter leur marche. Pendant que Venise ménageait ainsi l'empereur, le roi de France, qui provoquait une confédération contre elle, allait néanmoins s'occuper de la défendre. Les négociations n'étant point encore parvenues à leur maturité, Louis croyait de son intérêt de se mettre en mesure contre les premières tentatives de Maximilien, et de ne permettre la ruine projetée de la république, que lorsqu'il aurait acquis le droit de partager le butin [1]. Il avait donc pourvu d'abord à la défense de la Bourgogne, dont La Trimouille était gouverneur; et, non content de faire passer dans le duché de Milan des corps nombreux de cavalerie et d'infanterie, il avait pris, avec l'agrément du roi d'Aragon, deux mille cinq cents fantassins espagnols à sa solde. Il avait, en outre, fait occuper le territoire de Vérone par quatre mille fantassins et par quatre cents lances, que commandait le maréchal de Trivulce, et, pour opérer une diversion qui lui fût favorable, il continuait de secourir le duc de Gueldres, qui faisait la guerre au jeune archiduc. Les Vénitiens, de leur côté, avaient confié la défense du Frioul à Barthélemi Alviano, qui était rentré à leur service, et le comte de Petigliano, posté à Roveredo, était chargé de disputer le cours de l'Adige. Nous avons déjà dit que, pendant toutes ces dispositions, quelques Allemands avaient pénétré jusqu'aux limites du

[1] Guichardin. — Jubé et Servan.

duché de Mantoue, et qu'ils n'avaient échoué que par l'activité du maréchal de Chaumont.

*L'empereur attaque les Vénitiens.* — L'empereur était enfin arrivé à Trente, et, après des messes solennelles et des processions, il avait quitté le titre de roi des Romains, pour prendre celui d'empereur élu, que l'on donnait aux rois des Romains, lorsqu'ils passaient en Italie pour se faire couronner. Ayant ensuite fait embarquer sur l'Adige des provisions en abondance, il se mit à la tête de quinze cents chevaux et de quatre mille fantassins levés dans ses états héréditaires, et il se dirigea par les montagnes qui bordent le territoire de Vicence. Il fit marcher sur Roveredo Joachim Nestor, électeur de Brandebourg, qui, sur un refus de logemens, revint à Trente, dès lendemain, avec les deux mille hommes de pied et les cinq cents lances qu'il commandait.

Les premiers pas de Maximilien furent marqués par quelques succès dans la vallée de Siago; mais il s'éloigna tout à coup jusqu'à Botzen, sur l'Elsach, remonta cette rivière jusqu'au confluent de la Rientz, se rendit à Pruneken, et, partant des sources de la Piave, il vint ravager les vallées de Cadore. Immédiatement après ces expéditions, dignes d'un aventurier, il partit pour Inspruck, dans le dessein de mettre ses pierreries en gages, laissant à ses généraux le soin d'attaquer le Trévisan, et de continuer quelques exploits insignifians sur les bords de l'Adige.

L'intention du roi de France n'était pas de secourir efficacement les Vénitiens; il blâma même leur entreprise sur Trieste, qu'Alviano, victorieux dans le Frioul, venait d'enlever avec Gorizia. Il s'empressait de fortifier cette dernière place sur le Lizonzo, pour opposer une barrière aux incursions des Turcs [1].

[1] Guichardin.

Les Vénitiens payaient bien leurs troupes, ils faisaient des conquêtes; Maximilien était aux expédiens pour solder les siennes, et leur défection croissait chaque jour avec les succès de son ennemi. Effrayé du mauvais pas où l'avaient entraîné des projets aussi légèrement conçus que mal exécutés, ce prince sollicita une trève, dont les Vénitiens fixèrent la durée, et qu'ils conclurent directement, en réservant au roi de France d'y accéder dans l'espace de quelques mois. Ce traité, qui conservait à chaque puissance les places qu'elle avait conquises, et qui l'autorisait même à les fortifier, était trop avantageux aux Vénitiens pour qu'ils s'arrêtassent aux difficultés qu'avait voulu faire le roi, en exigeant que la trève fût générale, et qu'elle comprît surtout le duc de Gueldres, dont la cour de Vienne avait résolu la perte.

10 déc. 1508. *Traité ou ligue de Cambrai.* — Cependant ils avaient à craindre, de la part du roi, un ressentiment qui ne tarda point à éclater. En effet, le traité de Cambrai fut conclu, au nom de Maximilien, par Marguerite d'Autriche, duchesse douairière de Savoie, fille et premier ministre de l'empereur, et, au nom de Louis, par le cardinal d'Amboise. Ce dernier, qui travaillait depuis long-temps à cette négociation, la nomma hautement son chef-d'œuvre. Ce traité célèbre renouvelait celui de Blois, et consacrait la confédération de Maximilien, de Jules, de Louis et de Ferdinand contre la république de Venise. Quelques princes d'Italie furent contraints d'entrer dans cette ligue, dont le but était de faire restituer au pape Sarrazane, Ravennes, Cervie, Faenza, Rimini, Cézène et Imola; à l'empereur, les villes et seigneuries de Roveredo, de Vérone, de Padoue, de Trévise, de Vicence, du Frioul et du patriarchat d'Aquilée; au roi de France, en sa qualité de duc de Milan, les villes et territoires de Brescia, de Créma, de Crémone, de Bergame

et de Ghiaradda ; et enfin, au roi catholique, comme roi de Naples, les ports de Trani, de Brindes, d'Otrante et de Gallipoli, engagés aux Vénitiens lors du prêt fait par eux pour la dernière expédition contre Frédéric. Le duc de Savoie, en accédant à la ligue quelque temps après, crut le moment favorable pour faire valoir les prétentions qu'il formait sur le royaume de Chypre, et on invita le roi de Hongrie à profiter de la circonstance pour rentrer en possession de tout ce que Venise lui avait enlevé dans la Dalmatie.

Cet orage formidable semblait annoncer l'entière destruction de la république. Ses trésors, la valeur de ses troupes, la célébrité des généraux qu'elle soudoyait, la sagesse qui présidait à ses conseils, tant d'avantages pouvaient-ils balancer long-temps les efforts de cette foule d'ennemis puissans acharnés à sa perte ? Mais la politique de quelques sénateurs découvrait dans cette réunion même le plus utile des alliés. L'indécision de Maximilien, son extravagante prodigalité, sa jalousie contre Ferdinand, la sage circonspection de celui-ci, l'inquiétude, la turbulence et la cupidité de Jules, l'impétueuse franchise de Louis, en butte à la haine des autres confédérés, tels étaient les élémens de cette monstrueuse coalition [1].

Le pape, qui en était le premier moteur, fut le dernier à la ratifier ; il fit même aux Vénitiens des offres, que ceux-ci repoussèrent avec dignité. Le sénat vénitien pensait qu'un sacrifice dicté par l'ennemi, augmente ses prétentions, et ajoute aux moyens de les faire valoir. Ce fut donc par politique, et non par une vaine témérité, que la république dédaigna de descendre à des soumissions avilissantes.

*Les Français ouvrent la campagne contre les Vénitiens.* 1509.
— Quoi qu'il en soit, le roi de France, fidèle aux engage-

[1] Seyssel. — Jubé et Servan.

mens qu'il avait pris, se rendit à Lyon, pour être à portée d'ouvrir le théâtre de la guerre. Dès le mois d'avril, ses troupes se mirent en marche, et traversèrent les Alpes. Pendant qu'un héraut allait déclarer la guerre au sénat de Venise, Chaumont partit de Milan à la tête de trois mille chevaux et de six mille fantassins, traversa l'Adda auprès de Cassano, et vint assiéger Treviglio, avant que l'armée des Vénitiens fût assemblée. Le même jour, le marquis de Mantoue, avec les cent lances qu'il fournissait au roi, attaqua Casal-Maggiore. Dans le même temps, Roquebertin sortait de Plaisance, traversait sur un pont de bateaux l'Adda, à son confluent avec le Pô, et ravageait le territoire de Crémone. Toutes ces expéditions réussirent, et les deux places furent rendues par leurs gouverneurs, effrayés d'une attaque aussi subite.

Cependant Venise avait délibéré sur les moyens les plus efficaces de résister au torrent prêt à fondre sur elle. Le comte Petigliano avait proposé de faire camper les troupes à Orci, pour protéger à la fois le cours du Sério et de l'Oglio, Brescia, Crémone et Bergame, pour pouvoir facilement harceler les ennemis, leur couper les vivres, et neutraliser tous leurs efforts. Alviano voulait au contraire qu'on portât, sans délai, le théâtre de la guerre dans le duché de Milan, et qu'on réduisît les Français au système défensif, ordinairement si funeste pour eux en Italie. La résolution d'Alviano était trop téméraire, le projet de Petigliano trop circonspect. Il fut arrêté qu'on se porterait sur l'Adda, qu'on suivrait exactement les mouvemens de l'ennemi, en évitant de se mesurer avec lui, sans une nécessité absolue, ou sans l'apparence d'un avantage assuré. On voit que le sénat ne s'occupait alors que de résister à Louis XII, et qu'il pressentait que, pendant cette campagne, les Vénitiens n'auraient pas beaucoup à redouter Maximilien, qui men-

diait en Flandre des subsides [1], Ferdinand, qui ne travaillait qu'avec lenteur à ses préparatifs, et le pape, qui ne dissimulait point son indécision.

L'armée vénitienne, commandée par Petigliano et Alviano, moins unis entre eux que ne l'étaient alors les membres du gouvernement de la république, était forte de dix-huit mille hommes d'armes, de neuf mille cinq cents Albanais et autres troupes légères, et de vingt-sept mille fantassins. Le roi n'avait que vingt mille hommes d'infanterie, quatre cents archers, et deux mille deux cents gendarmes [2]. Mais on distinguait à la tête de ces troupes les ducs de Bourbon, d'Alençon, de Lorraine, de Longueville et de Nemours; les comtes de Vendôme, de Nevers, de Genève et de Foix; le marquis de Saluces, de Rothelin et de Mont-Ferrat; et surtout La Trimouille, Chaumont, Châtillon, Trivulce, Chabannes, La Palice et le chevalier Bayard. Les Génois lui fournissaient quatre caraques, bâtimens peu convenables à la manœuvre, mais très-propres au transport des troupes; les Florentins lui avançaient cinquante mille ducats, et il en tirait dix mille autres du duché de Milan, dont les vassaux se préparaient à le suivre.

De son côté, le sénat de Venise avait pourvu, par un grand nombre de barques et de vaisseaux, à la sûreté du golfe, du lac de Garda, du Pô et des autres rivières par où l'on pouvait craindre les insultes du duc de Ferrare, gonfalonnier de l'église, et du marquis de Mantoue. Mais, trop habile pour se reposer entièrement sur ses dispositions militaires, il négociait déjà pour dissoudre la ligue, et pour jeter la division au milieu des confédérés, en même temps

[1] Les Italiens donnèrent à cet empereur (qui, dit Voltaire, prenait toujours de l'argent, et qui en manquait toujours) le surnom de *pochi denari*.

[2] Guichardin.

qu'il faisait répandre, jusque dans les salles du Vatican, son appel au futur concile de la bulle foudroyante que le pape avait lancée contre les Vénitiens, et de ses excommunications, qui étaient plus méprisées chez ces riches commerçans que partout ailleurs.

Le roi apprit, à son arrivée à Milan, que les Vénitiens avaient incendié la petite ville de Treviglio. Formant aussitôt le projet de reconquérir cette place, il se mit à la tête de son armée, dont l'avant-garde était commandée par le duc de Nemours, et la réserve par le duc de Longueville. De part et d'autre, l'artillerie, dont on attendait les plus grands secours, était nombreuse et bien servie.

Louis XII, empressé de combattre, fit jeter des ponts sur l'Adda, à la hauteur de Rivolta, et dans un lieu où la rivière est couverte d'une foule de petites îles, qui auraient pu donner aux généraux vénitiens la facilité de disputer ce passage; mais Petigliano, qui commandait en chef, voulait se conformer ponctuellement aux ordres du sénat. Venise, qui connaissait la fougue française, qui savait de quelle quantité de volontaires l'armée de Louis était encombrée, et qui prévoyait les difficultés que ce prince devait rencontrer pour se procurer des vivres et des fourrages, avait expressément recommandé de se tenir sur la défensive, de côtoyer les Français, de les harceler nuit et jour, et d'inquiéter sans cesse leurs convois et leurs fourrageurs[1].

D'ailleurs, en défendant avec succès le passage de l'Adda, Petigliano eût craint peut-être de ne pas se trouver à même de profiter des fautes que le roi aurait pu faire dans ses marches, et de donner ainsi le temps aux confédérés de commencer leurs opérations, et de les combiner avec celles des Français.

[1] Guichardin.

*Progrès de l'armée française sur le territoire vénitien.* — Louis, après avoir passé l'Adda, fit quelques nouvelles dispositions pour la marche et pour l'organisation de son armée. Chaumont avait le commandement de l'avant-garde, formée de cinq cents gendarmes et de six mille Suisses, que le roi tenait à sa solde. Le corps de bataille était de six mille lances et de six mille fantassins, basques et gascons. Le roi s'y trouvait en personne avec sa garde, et accompagné des ducs de Lorraine et de Gueldres, du comte de Nevers, du maréchal d'Aubigny, et de beaucoup d'autres seigneurs. Le duc de Longueville et La Palice conduisaient l'arrière-garde, non moins formidable que le corps de bataille; ces intrépides volontaires, qui se faisaient toujours un honneur de suivre en foule les rois de France à la guerre, étaient réunis sous les ordres du jeune Charles de Bourbon-Montpensier, et formaient une réserve imposante, destinée à porter des secours à celui des trois autres corps qui, le premier, en aurait besoin.

Ayant donc pénétré sans obstacle dans la Ghiaeradda, Louis fit emporter d'assaut la place de Rivolta, et s'y logea, sans pouvoir déterminer les Vénitiens à quitter le camp qu'ils avaient fortifié entre Cassano et Tréviglio. Pour les arracher de cette redoutable position, et pour intercepter, au profit de son armée, les vivres et les fourrages qu'ils tiraient en abondance du Crémasque et du Crémonois, il résolut de descendre dans ces deux territoires, et de s'emparer de Pandina et de Vaila; mais Petigliano, ayant pénétré son projet, chargea Alviano de marcher promptement sur Pandino, tandis que lui-même il conduirait l'avant-garde dans Vaila, pour mettre ce dernier poste à l'abri de toute insulte; et comme, par cet ordre de marche, Alviano allait se trouver le plus près de l'armée française, lorsque Petigliano le quitterait pour prendre la route de Vaila, le général lui

laissa le plus grand nombre et l'élite des troupes vénitiennes.

*Bataille d'Agnadel.* — Le roi, de son côté, après avoir incendié Rivolta, se dirigeait également sur Pandino, et son avant-garde ayant atteint, près le village d'Agnadel, le corps que commandait Alviano, celui-ci fut contraint d'accepter le combat.

Il paraît que les deux armées ennemies n'étaient pas mieux informées l'une que l'autre de leur proximité, et que, dans ces lieux coupés par des bois et par des buissons, elles avaient négligé d'éclairer leur marche.

Quoi qu'il en soit, Alviano ne perdit pas un moment pour tirer parti de l'avantage que lui offrait le terrain. Toute son infanterie fut rapidement rangée derrière des vignes, dont les ceps très-élevés formaient une espèce de palissade, que la cavalerie ennemie ne pouvait franchir. Une pluie abondante qui était tombée pendant toute la nuit, rendait encore plus glissante la pente qui s'étendait vers l'armée française. Après ces précautions contre le premier choc de l'ennemi, Alviano, maître d'un champ assez spacieux derrière lui, avait fait placer au-delà de ce champ et sur une éminence toute son artillerie, qu'il destinait à protéger le ralliement de ses troupes, si elles étaient forcées dans l'espèce de retranchement qu'il leur avait ménagé, et à repousser la gendarmerie française, si elle pénétrait au delà des vignes et du fossé derrière lequel il avait placé sa cavalerie. Il envoya prévenir Petigliano, dès la première attaque exécutée par La Palice et par Trivulce, qui feignirent de croire, et qui affectèrent de s'écrier que le général vénitien était surpris. Ayant ainsi augmenté l'ardeur et la confiance de leurs gendarmes, les deux capitaines français les conduisirent, tête baissée, contre la ligne redoutable d'Alviano; mais les chevaux, bardés et caparaçonnés, ne purent pénétrer. Pendant que les piquiers

vénitiens les perçaient, les arquebusiers tiraient les cavaliers presque à bout portant; rien ne pouvait les garantir de la mort. Chaumont, arrivé sur ces entrefaites, et voyant le peu de succès de la cavalerie, la fit relever par les Suisses. L'armure pesante de ceux-ci nuisant à leur agilité, et le terrain étant devenu encore plus impraticable par les pieds des chevaux, la ligne des assaillans ne put garder aucun ensemble, et les Italiens les massacraient à mesure qu'ils gravissaient à travers les échalas.

Chaumont se vit obligé de demander des secours, et c'était le moment que le corps de volontaires attendait avec impatience. L'échec essuyé sous leurs yeux par la gendarmerie de La Palice, n'avait diminué ni leur audace, ni leur témérité. Montpensier marche à leur tête; ils s'avancent à travers les monceaux de cadavres; ils gravissent impétueusement, et arrivent près des vignes; l'ennemi n'est plus qu'à une faible distance; mais, fort de sa position, il attend de pied ferme, il tire avec le même sang froid. La fougue des imprudens volontaires reçoit, en frémissant, une leçon terrible, et le carnage devient affreux. Alors le roi ébranle le corps de bataille. Eclairé par l'échec de la cavalerie de La Palice et de celle de Montpensier, il jette ses lances sur les deux ailes, et pousse ses Basques sur ce glacis rapide, que les Vénitiens défendaient avec tant d'avantage. Les Basques et les Gascons pénètrent avec agilité, joignent les arquebusiers ennemis, les précipitent dans le fossé, franchissent tous les obstacles, coupent en vingt endroits la première ligne d'Alviano, et attaquent dans tous les sens ces portions de corps isolées. Alviano croit alors devoir profiter de la ressource qu'il s'était préparée. Il replie avec adresse tout ce qu'il peut rallier, et il fait revenir sa cavalerie et sa seconde ligne sous la protection de son artillerie.

Pendant cette manœuvre, le roi avait fait tourner le fossé

à toute sa gendarmerie, et, ravi de trouver enfin un champ de bataille, il s'avançait, ainsi que l'avait prévu Alviano, avec cette impétuosité si justement reprochée aux volontaires. Louis, accompagné seulement de deux cents gendarmes de sa garde, devance la ligne française, affronte le feu terrible des canons placés sur le monticule, et joint le front de l'ennemi. Au milieu des ravages causés par l'artillerie, ce prince répondait aux avis hasardés par quelques officiers : « Que ceux qui ont peur se mettent derrière moi ! » Ce n'était point un reproche, ainsi que l'ont cru quelques historiens; quel chevalier, accompagnant le roi dans un tel danger, eût pu encourir le moindre soupçon de lâcheté! Mais ce prince, aussi gai qu'il était brave, voulait, par une plaisanterie, justifier son heureuse imprudence.

Son exemple détermina tous les fantassins et les lansquenets à le suivre, et les Vénitiens furent chargés avec tant de vigueur, qu'ils ployèrent presque aussitôt. Alviano lui-même, combattant avec un escadron de braves qui s'immolèrent à sa défense, fut blessé, et tomba au pouvoir des Français avec son artillerie, le bagage de son armée, et plus de six mille prisonniers.

Si la rivalité de Petigliano eût permis à ce dernier de venir au secours de son lieutenant, l'issue de la bataille d'Agnadel eût peut-être été différente; mais Petigliano s'autorisa des ordres du sénat : il assura même qu'il avait essayé de mener ses troupes contre les Français, mais que les fuyards étaient venus jeter le désordre dans ses rangs. Comme il était alors le seul homme que les Vénitiens pussent opposer aux ennemis, sa conduite ne fut pas recherchée.

Depuis qu'Alviano avait, quelques années auparavant manqué à sa parole, et honteusement conduit aux Espagnols des troupes levées avec l'argent de la France, Louis s'en était toujours souvenu; mais, ce capitaine étant entre ses

mains, Louis oublia tout ressentiment, et Alviano fut traité dans le camp des Français comme le méritaient ses talens, son courage et ses malheurs.

*Suites de la victoire d'Agnadel.* — Louis savait pardonner, il sut aussi profiter de la victoire. En moins de quinze jours, il fut maître de Caravagio, de Brescia, de Bergame, de Créma, de Crémone, de Pizzighitone et de Peschiera. Faut-il attribuer au même prince, si grand à l'égard d'Alviano, le massacre de la garnison de cette dernière citadelle, et le supplice infâme du gouverneur et de son fils? Si l'ordre barbare qui fut exécuté n'émana point du roi, quel était donc alors le droit de la guerre, quelles étaient les règles de la discipline, puisque aucun officier français ne fut puni?

Des succès si rapides et la catastrophe de Peschiera avaient jeté la consternation dans Venise. Mais, pendant que tous les habitans se couvrent de deuil, Louis non-seulement s'empare de ce qui devait lui revenir, suivant le traité de Cambrai, mais réduit sous l'obéissance de l'empereur Vicence, Vérone, Padoue et tout le Frioul. Trévise seule s'était maintenue sous la domination vénitienne, par la volonté de ses habitans, qui n'avaient vu qu'un banni arriver pour prendre possession de leur ville au nom de Maximilien. L'inaction de ce prince n'était point imitée par Jules II. Une armée papale, commandée par le duc de Ferrare, gonfalonier de l'église, et par le nouveau duc d'Urbin, neveu de Jules, prenait possession des places de la Romagne, à la faveur de l'épouvante répandue par l'approche des Français. « Ainsi, dit Voltaire, les papes, qui prétendaient tenir d'un empereur français leurs premiers domaines, dûrent le reste aux armes de Louis XII. »

*Les Vénitiens renoncent à leurs états de terre ferme.* — Dans cette crise terrible, le sénat de Venise, accablé de tant de désastres, prit la résolution de renoncer à ses états de

terre ferme, se persuadant que, s'il pouvait conserver l'empire de la mer, des circonstances plus favorables lui permettraient de réparer ses malheurs, et de rentrer dans ses possessions.

Des ambassadeurs vinrent mettre aux pieds de tous les confédérés l'abandon de toutes les possessions réclamées par chacun d'eux. Louis fut le seul auprès duquel ils n'osèrent point intercéder. Maximilien déclara qu'il ne pouvait accéder à aucune proposition sans le consentement du roi de France; mais le roi d'Aragon accepta les ports que les Vénitiens avaient occupés dans le royaume de Naples, et le pape, malgré ses vaines démonstrations de ressentiment, consentit à admettre les députés que le sénat envoyait pour implorer l'absolution.

Il était facile de reconnaître que les Vénitiens, au milieu de leur abattement, profitaient avec habileté de la jalousie qu'inspirait aux confédérés la gloire des armées françaises. Jules voyait toujours un compétiteur dans la personne du cardinal d'Amboise; Ferdinand craignait pour Naples la rivalité de Louis. Ainsi le but de la ligue était à peine rempli, que déjà ceux qu'elle avait enrichis, travaillaient à s'en détacher.

L'imprévoyance de l'empereur seconda la politique de Venise. Il avait négligé de fortifier Padoue, dont la possession était si importante, et il ne tenait dans la citadelle que trois cents fantassins et cinquante chevaux. Cette place fut habilement surprise par les provéditeurs, et le jour marqué par ce succès fut regardé à Venise comme l'époque du rétablissement de la république, qui confia aussitôt la défense de Padoue au comte de Petigliano.

L'empereur avait appris la perte de Padoue et de tout le Frioul, lorsqu'il avisait encore aux moyens de les conserver. Ses prodigalités le mettaient hors d'état de tenter à lui seul

de reprendre les conquêtes qu'il venait de laisser échapper; il invoqua de nouveau le secours du roi de France.

Celui-ci, après avoir rempli les engagemens imposés à chacun des confédérés, et, après avoir attendu vainement l'empereur sur les bords du lac de Garda, où ces deux princes devaient avoir une entrevue, avait licencié la plus grande partie de son armée, et repassé les monts.

*Louis* XII *met un corps de troupes à la disposition de l'empereur Maximilien.* — Touché de la position de Maximilien, et craignant peut-être de le jeter, par un refus, dans les intérêts du pape et de Ferdinand, qui pourtant, à cette époque, paraissaient encore ses alliés, Louis XII ordonna à Chaumont d'Amboise de détacher La Palice avec mille gendarmes, quatre mille Gascons, quelques lansquenets, et des aventuriers français, pour attendre, sur les confins du Véronèse, les ordres de l'empereur. Le chevalier Bayard, que La Palice avait rencontré, s'était réuni à son ami, et son exemple avait entraîné plusieurs capitaines et plus de deux cents volontaires, les uns animés par l'amour de la gloire, les autres excités par l'espoir du pillage. 1509.

Maximilien était enfin descendu en Italie avec sa petite armée, obligée de combattre à chaque pas les paysans des montagnes, qui, dans toute cette guerre, témoignèrent une grande fidélité pour les Vénitiens, et une aversion profonde pour les Allemands.

*Siége de Padoue.* — Lorsque l'empereur eût été joint par La Palice, il s'empressa de concerter avec lui les opérations du siége de Padoue, que les Vénitiens avaient promptement fortifiée, et que la garnison, à l'exemple de Petigliano, avait juré de défendre jusqu'à la mort. 1509.

Ce siége était digne de fixer l'attention de toutes les puissances. D'un côté, Venise attachait son salut à la conservation de cette place; de l'autre, l'empereur désirait recou-

vrer sa gloire par le succès d'une expédition, où, pour la première fois, il paraissait avec l'appareil convenable à sa dignité.

La garnison de Padoue était forte de vingt-cinq mille hommes, et munie de toutes les provisions de guerre et de bouche qu'il avait été possible de ramasser. Une jeunesse brillante, animée par l'éloquence du doge, était venue s'enfermer dans ce dernier rempart de la république, et brûlait du désir de se signaler. L'armée impériale était composée de trente mille lansquenets, de vingt mille hommes de cavalerie allemande, de douze mille Suisses, de beaucoup de pionniers, et des troupes que commandaient La Palice et Bayard. On y remarquait encore les plus grands princes de l'Allemagne; en sorte que tous ces corps réunis formaient une des plus brillantes armées qu'on eût vues depuis longtemps.

Deux batteries formidables furent dressées devant la place, et servies avec une grande activité, malgré les sorties fréquentes des chevau-légers et des Albanais. Ceux-ci avaient eu l'audace de se loger dans les faubourgs, et de là ils inquiétaient jour et nuit l'infanterie française et allemande. La Palice fut repoussé dans un assaut qu'il livra, et un convoi d'argent pénétra dans Padoue malgré les efforts de l'armée impériale. Chaque jour était témoin de nouvelles rencontres et de nouveaux traits de bravoure. Un homme d'armes de la compagnie de Bayard, âgé de seize ans, conduisit et présenta à Maximilien un officier albanais, remarquable par sa force et par sa haute stature, que ce jeune Français avait fait prisonnier. L'empereur ne put dissimuler son étonnement devant l'Albanais, qui, dans sa confusion, déclara qu'il avait été enveloppé par quatre cavaliers, et qu'il n'avait cédé qu'au nombre. Son vainqueur lui répliqua par un démenti, et demanda à recommencer le combat en

présence de l'empereur ; mais le prisonnier n'osa se soumettre à cette épreuve. Le jeune élève de Bayard se nommait Boutières ; il fut lieutenant-général sous François 1^er^.

Vers le neuvième jour, la batterie placée du côté des Français ayant fait une large brèche, une nouvelle attaque fut résolue ; elle ne servit qu'à augmenter la gloire et l'espérance des assiégés.

Etonnés de trouver tant de résistance, et de rencontrer toujours au-delà des brèches de nouveaux ouvrages et de nouveaux obstacles, les Français, dont le sang n'était point ménagé par les généraux de l'empereur, soupçonnèrent la fidélité d'un certain Constantin, Grec de nation, oncle de la marquise de Montferrat, et qui possédait entièrement la Macédoine et la Thessalie. La Palice reprocha hautement à ce seigneur d'avoir des intelligences avec Petigliano, et offrit de le lui prouver dans un combat singulier, dont Constantin éluda honteusement le défi.

Dès le lendemain, un nouvel assaut ayant été résolu sans que La Palice eût été appelé au conseil, les Français reçurent l'ordre de mettre pied à terre pour appuyer les lansquenets. Plusieurs officiers, ne consultant que leur impatience de voir terminer le siége, allaient se déterminer à obéir, lorsque Bayard demanda que les gentilshommes allemands combattissent également à pied, offrant, à cette condition, de leur frayer le chemin de l'honneur. Une aussi juste proposition fut repoussée par les Allemands, qui répondirent que leur dignité ne leur permettait pas de combattre autrement qu'à cheval. L'empereur ne put venir à bout de vaincre leur répugnance, et il leva le siége de Padoue, en se plaignant des Français, du pape et du roi d'Aragon ; plaintes qui ne le sauvèrent point du mépris que l'issue de cette

* Seyssel. — Mézerai.

grande entreprise lui fit encourir. Sa brillante armée se dissipa ; il en conduisit les débris dans Vicence et dans Vérone, et il s'en retourna à Trente, pendant que La Palice, mécontent, rentrait sur les terres du Milanais.

Bientôt après, sur les instances de Maximilien, le maréchal de Chaumont, le duc de Nemours et La Palice reçurent du roi l'ordre de se rendre à Vérone auprès de l'empereur, qui était toujours aux expédiens pour payer ses troupes. La solde était toujours le prétexte de nouvelles rumeurs, et Vérone fut pillée, jusqu'à trois fois dans une même semaine, par les Allemands, par les Espagnols et par les Français.

*Succès des armes vénitiennes.* — Les Vénitiens, qui s'étaient emparés de Vicence, de Bassano, de Feltre et du château de la Scala, espéraient que les mauvais traitemens qu'avait éprouvés la ville de Vérone, seraient favorables à leurs intérêts. Leur armée s'en approcha, et prit poste au village de San-Martino et à San-Bonifacio, après avoir été repoussée des faubourgs qu'elle avait osé occuper. Quelques partisans que la république avait dans le Frioul, enlevèrent Castel-Novo, bâti sur une montagne escarpée au-delà du Tagliamento.

Ces succès ranimèrent l'orgueil du sénat de Venise, qui, malgré l'avis des plus sages de ses membres, voulut tenter une expédition contre le duc de Ferrare, auquel, entre autres griefs, on reprochait les excès commis par ses troupes dans la Polésine de Rovigo, où les possessions des nobles vénitiens avaient été indignement ravagées et incendiées. La prudence voulait que la république se bornât à la défense de Padoue, de Trévise et des autres places qu'elle avait reconquises, et qu'elle attendît le résultat des divisions semées au milieu de ses ennemis ; mais le désir de se venger étouffa les conseils de la prudence. Une armée de terre,

appuyée d'un grand nombre de galères, de flûtes et de barques qui remontèrent le Pô, fit la conquête de la Polésine, et vint menacer Ferrare. Cette ville courait un danger évident, et le duc avait déjà échoué dans une sortie qu'il avait exécutée à la tête de ses troupes, dont les plus braves étaient tombés au pouvoir de l'ennemi, lorsque Jacques de Coligny, oncle du célèbre amiral de ce nom, vint au secours de la place avec cent cinquante lances, que Chaumont lui avait données. D'un autre côté, Chaumont augmenta la garnison de Vérone, contint et paya les Espagnols qui réclamaient leur solde, et menaça Vicence. Ces dispositions contraignirent les Vénitiens d'abandonner le Ferrarais, et de ne laisser, pour soutenir l'armée navale, que quatre cents fantassins et quatre cents Albanais, qui faisaient néanmoins des courses fréquentes jusqu'aux portes de la ville.

*Incendie de la flotte vénitienne.* — Ce fut alors que le duc de Ferrare et le cardinal d'Est, mettant à profit la connaissance qu'ils avaient du pays et du fleuve, prirent la résolution hardie de détruire la flotte vénitienne. Ayant occupé, pendant la nuit, la chaussée qui bordait le Pô du côté opposé à celui où la flotte était mouillée, ils parvinrent à y établir rapidement et sans bruit, une artillerie formidable, pendant que les Vénitiens, enfermés dans un fort qu'ils avaient construit à la tête d'un pont, se disposaient à repousser l'assaut dont ils se croyaient menacés. La nuit suivante le duc ayant démasqué ses batteries, foudroya les galères ennemies. Les pièces furent si habilement servies, le feu fut nourri avec tant d'activité, que tous les vaisseaux furent brûlés, coulés bas, ou contraints de se rendre; et soixante enseignes, tombées au pouvoir du duc de Ferrare, devinrent un gage honorable de son triomphe.

*Le pape se rapproche des Vénitiens.* — Cet échec, si funeste aux armes des Vénitiens, n'empêchait pas que Vérone 1510.

ne fût inquiétée par eux, et que leur cavalerie légère ne remportât souvent l'avantage lorsque les Français ou les Allemands tentaient une sortie, ou voulaient protéger l'arrivée de quelques convois. L'importance de cette ville ancienne et célèbre, que sépare le fleuve profond de l'Adige, était également sentie par les Vénitiens et par les confédérés. Louis continuait à avancer de l'argent à l'empereur, pour se préparer des droits sur cette place et sur Valeggio, qui devaient le rendre maître du cours du Mincio. Venise reconnaissait que la possession de Padoue ne pouvait être assurée que par la reprise de Vérone; et le pape, toujours jaloux du roi de France, toujours inquiet des prétentions dont il accusait le cardinal d'Amboise, ne dissimulait plus l'intérêt qu'il accordait aux Vénitiens. D'un côté, il consentait à leur donner une absolution solennelle, que la politique alors ne permettait pas de recevoir avec indifférence; de l'autre, il s'efforçait de rétablir la paix entre eux et l'empereur, en même temps que ses émissaires cherchaient à soulever contre Louis XII le nouveau roi d'Angleterre Henri VIII, et les Suisses. Il était puissamment secondé, dans cette dernière entreprise, par le fougueux évêque de Sion, Mathieu Schinner, ennemi irréconciliable du roi. Jules ne négligeait rien pour dépouiller Louis de toutes ses possessions en Italie, bien résolu de frapper ensuite les mêmes coups sur les autres princes ultramontains.

Personne, au surplus, n'était plus capable que ce pontife d'exécuter le vaste et hardi projet d'affranchir l'Italie de ceux que, à l'imitation des anciens Romains, il appelait *barbares*.

Malgré la fougue de son caractère, Jules II savait quelquefois dissimuler. Il feignit d'accorder quelque faveur aux propositions que Louis lui avait adressées par Albert Pio, comte de Carpi; mais sa haine était toujours implacable,

et l'on ne tarda point à reconnaître qu'il ne s'était d'abord contraint que pour ne point rompre avec Maximilien, qui employait les menaces, et avec le roi d'Angleterre, qui négociait avec la France. Jules jeta le masque, dès qu'il apprit que la diète d'Augsbourg n'accordait à l'empereur que de faibles subsides, consommés d'avance, et dès que Henri l'eût assuré qu'un article secret de son traité déclarait formellement que la paix conclue avec le roi de France serait rompue, si Louis attaquait les états de l'église [1].

Fier de ces deux garanties, le pape s'en était procuré une autre, en faisant décider les Suisses à recevoir de lui une pension de mille florins du Rhin par canton. Il avait habilement profité du ressentiment de ce peuple belliqueux, que Louis XII avait eu l'imprudence d'indisposer, dans un moment où il lui importait si fort de ménager son alliance. La prodigalité de Jules venait d'acquérir au Saint-Siége des défenseurs que l'impolitique parcimonie du roi avait irrités.

*Le pape déclare la guerre au duc de Ferrare, allié de Louis* XII. — Le pape, ayant aussitôt renouvelé la querelle suscitée au duc de Ferrare, allié des Français, voulait lui interdire l'exploitation des abondantes salines des marais de Camacchio, et la faculté d'établir sans sa permission, comme seigneur suzerain, des droits sur la navigation du Pô. Le véritable grief était la protection que Louis accordait à ce duc, dont il avait reçu des subsides, et dont les états, par leur position, étaient d'une extrême importance pour les affaires de la Lombardie. 1510.

Louis avait en vain cherché à apaiser le pape, et à concilier les promesses qu'il avait faites au duc de Ferrare, avec la vénération qu'il affectait pour le Saint-Siége. Son embarras était d'autant plus grand, qu'il s'était aliéné les

[1] Guichardin.

Suisses, ainsi que nous venons de le dire, et qu'il avait laissé conclure sous ses yeux une réconciliation entre Maximilien et Ferdinand. Celui-ci, au moyen de quelques milliers de ducats, se voyait assuré de la régence des royaumes de Castille jusqu'à la majorité de l'archiduc Charles, et se trouvait en état de résister puissamment aux tentatives du roi de France sur le royaume de Naples. Cette imprévoyance de Louis était encore attribuée à l'ambition du cardinal d'Amboise, et au désir de se ménager des appuis pour obtenir la tiare, objet de ses vœux immodérés, auxquels la mort allait enfin mettre un terme. Cette mort aggrava la situation pénible du roi. En effet, si l'envie d'occuper le siége pontifical avait entraîné ce prélat dans des démarches inconsidérées et souvent funestes à son pays, on ne pouvait cependant pas lui refuser la connaissance profonde des affaires, le coup d'œil rapide, la fermeté, l'activité infatigable et la longue expérience qui font les grands ministres. Louis, d'ailleurs, était accoutumé à suivre ses conseils, et à se reposer sur lui du poids du gouvernement et de l'embarras des négociations. Rien ne prouve mieux de quel prix avaient été les services du ministre, que l'audace déployée par le pape immédiatement après la mort du cardinal. Les motifs de la haine de Jules n'ayant plus le même prétexte, on devait s'attendre à le trouver mieux disposé à accueillir l'entremise du roi; au contraire, il augmenta ses prétentions, et il demanda impérieusement que Louis abandonnât sans réserve le duc de Ferrare.

Cependant les armes des Français, des Impériaux et des Espagnols avaient obtenu de nouveaux succès au commencement de cette campagne. Chaumont, à la tête de quinze cents lances, de dix mille fantassins, de trois mille pionniers, et d'une artillerie nombreuse, avait été joint par le prince d'Anhalt, lieutenant-général de l'empereur, qui était

sorti de Vérone avec trois cents lances françaises, deux cents gendarmes allemands, et trois mille hommes d'infanterie. Le duc de Ferrare s'était d'abord réuni à eux avec sa gendarmerie et quelque cavalerie légère; mais, après avoir repris la Polésine de Rovigo, que les Vénitiens avaient abandonnée, et après s'être remis en possession de Montagnana et d'Est, ainsi que de quelques autres places à sa convenance, il était retourné à Ferrare avec ses troupes, sous le prétexte que quelques galères vénitiennes avaient remonté le Pô. C'était après son départ que Vicence était rentrée sous l'autorité de l'empereur, et que Legnago avait été emportée par les Français [1].

*Suite de la guerre contre les Vénitiens.* — Malgré la perte de presque tous leurs états de terre ferme, les Vénitiens avaient encore sur pied quatorze cents hommes d'armes, dix mille fantassins, et surtout quatre mille hommes de cette cavalerie légère, dont leur guerre contre les Turcs leur avait découvert l'utilité. Au mépris du traité de Cambrai, le pape avait permis aux sujets du Saint-Siége de prendre du service chez eux, et les chefs de bandes les plus renommés de l'état ecclésiastique venaient offrir leurs bras à une puissance chez laquelle on n'avait jamais à réclamer de solde arriérée.

Les provéditeurs n'avaient pas trouvé de plus sûr moyen de défendre Porto-Legnago, que de l'envelopper d'une inondation générale. Mais, à l'approche des Français, la garnison, ayant eu la témérité de s'avancer jusqu'à un demi-mille, osa attaquer un faible détachement qui devançait l'avant-garde. Les Français et les Espagnols, qui formaient ce détachement, se précipitèrent dans l'eau, chargèrent l'ennemi, le poursuivirent avec tant de vigueur, qu'ils entrèrent dans

[1] Guichardin.

Legnago pêle-mêle avec les fuyards, dont plusieurs périrent dans le combat, et dont beaucoup d'autres se noyèrent en voulant traverser l'Adige, et regagner la place. Ce coup de main ayant rendu Chaumont maître de Legnago, il se hâta de jeter un pont, et d'envoyer quatre mille Gascons et six pièces de canon, pour attaquer le bastion qui défendait l'entrée de la ville dans la partie supérieure. Le provéditeur et quelques nobles vénitiens, laissant les assiégés réparer les brèches que faisait l'artillerie française, se retirèrent dans le château. Cette défection acheva de décourager le commandant de ce bastion, qui se rendit, et qui, malgré la capitulation, vit piller par les vainqueurs ses bagages, ceux de la garnison, et toutes les maisons de la ville. Les soldats qui gardaient l'autre bastion, dans la partie inférieure de la place, jetèrent leurs armes, et s'enfuirent à travers les marais que l'inondation avait formés. Le château ne fit pas une plus longue résistance.

Après ce triomphe facile, la faiblesse de l'armée allemande contraignit Chaumont de laisser encore garnison française dans Porto-Legnago, et, pour se conformer aux nouveaux ordres du roi, qui cédait aux instances de Maximilien, il protégea les entreprises des Allemands sur Citadella, Basciano, Castel-Nuovo, la Scala et Covolo, qu'ils prirent pour faciliter la marche de l'empereur, que l'on attendait toujours d'Inspruck. Ce prince, pour les seuls avantages duquel les Français combattaient, avait enfin consenti à supporter les frais de cette campagne, et comme il n'était point en état de faire les fonds nécessaires, il les avait empruntés du roi, auquel il avait engagé, jusqu'au remboursement, Vérone et son territoire.

Pour mieux seconder les opérations des Allemands, les troupes françaises et espagnoles se joignirent à eux, et, ayant ensemble traversé la Brenta, leurs forces réunies assiégèrent

Montselce, pour investir ensuite Trévise; car Padoue leur paraissait toujours inattaquable [1].

La ville de Montselce est située dans une plaine; mais la citadelle est assise sur la cime d'un rocher très-élevé au centre de la ville, et environnée d'une triple enceinte de murailles. L'artillerie ayant été dirigée contre la première enceinte, un détachement d'infanterie gasconne fut envoyé pour reconnaître la brèche. Il y marcha avec une telle ardeur, que les assiégés crurent qu'on allait monter à l'assaut. Ils se retirèrent précipitamment, sans aucune précaution; les Français pénétrèrent avec eux dans les deux autres enceintes et jusque dans la citadelle, où la garnison fut égorgée. Une tour, qui avait servi d'asile à sept cents fuyards, fut livrée aux flammes par les Allemands [2]. La Palice s'était distingué dans ce siége de quelques minutes. Sa valeur lui valut une chaîne d'or de la part de la reine Anne de Bretagne, qui mettait sa gloire à récompenser la bravoure des capitaines, en même temps qu'elle encourageait le talent des hommes de lettres.

Tandis que Chaumont se rapprochait des frontières du Milanais, et que la plus grande partie de l'armée vénitienne était renfermée dans Padoue, le pape, après avoir lancé les foudres de l'église contre Alphonse, faisait marcher ses troupes vers le Ferrarois. Il était assuré que les Suisses allaient descendre dans le Milanais, et c'était lui qui avait préparé l'attaque dont Gênes était menacée. Ces mouvemens avaient été combinés pour contraindre le roi de France à rappeler dans le duché de Milan les troupes prêtées au duc

[1] Guichardin.

[2] La cruauté que les Vénitiens avaient exercée sur un seul homme, donna lieu à ces affreuses représailles. Ils avaient fait pendre comme traître Soncino Benzone, natif de Creme; servant dans l'armée française, il s'était écarté durant la marche, et était tombé entre leurs mains.

de Ferrare et à Maximilien, et pour hâter ainsi la ruine du premier, et la reprise de Vérone sur le dernier [1].

*Vaine tentative des Suisses pour secourir les Vénitiens.* — Contarini à la tête des galères de Venise, Marc-Antoine Colonne, commandant les troupes du pape, et la faction de Frégose venaient d'échouer dans une entreprise contre Gênes, lorsque les Suisses commencèrent à descendre des montagnes, au nombre de six mille hommes mal armés, dénués d'artillerie, de munitions, de vivres et de pontons. Chaumont, n'ayant lui-même que très-peu de troupes disponibles, marcha à leur rencontre, sans toutefois s'exposer à en venir aux mains. De Bellinzona, ils étaient venus occuper Varèse, entre le lac Majeur et le lac de Côme; mais, continuellement harcelés par Chaumont, manquant de tout, ils ne tardèrent point à regagner les défilés des montagnes, reconnaissant qu'il fallait assurer par de sages mesures le succès d'une entreprise, dont le fougueux évêque de Sion leur avait dissimulé les difficultés.

*Succès de l'armée papale.* — Les armes du pape avaient été plus heureuses. Le duc de Ferrare, aidé de quelques troupes françaises, avait, il est vrai, repris les places dont le duc d'Urbin s'était d'abord emparé; mais ce dernier, ayant reçu des renforts, avait de nouveau triomphé de la résistance d'Alphonse; il s'était même avancé jusqu'à Castel-Franco. Le jeune neveu du pape partageait le commandement avec le cardinal de Pavie, qu'il détestait, et qu'il devait bientôt assassiner. Ils quittèrent les bords du Tanaro, et se présentèrent subitement devant Modène, qu'Alphonse et Chaumont n'avaient pu garnir de troupes, et qui capitula. Peu s'en fallut que Reggio n'éprouvât le même sort.

Sur ces entrefaites, une seconde tentative sur Gênes ne réussit pas mieux que la première.

[1] Guichardin.

L'armée des Vénitiens, après avoir emporté quelques places, venait encore d'échouer honteusement devant Vérone. Le Frioul, l'Istrie, le Ferrarois, en proie tour à tour aux armées de la république, du pape et des confédérés, étaient le théâtre d'une guerre barbare, qui n'offrait aucun résultat, et dans laquelle un pontife vieux et infirme, déployait le plus d'activité, et montrait le plus d'acharnement.

*Louis* XII *et Maximilien s'unissent contre le pape.* — Les vues économiques de Louis XII, et peut-être l'amour du repos l'avaient porté à faire au pape des propositions, que la haine de Jules avait repoussées avec violence. Ce vieillard croyait réellement le moment arrivé où il allait chasser les *barbares de l'Italie*. Il se vantait hautement d'être réservé par la providence à cette grande destinée; il ne négociait plus, il tonnait. Les instructions que, jusqu'alors, il avait envoyées à ses généraux, ne satisfaisaient plus son impatience; il voulait marcher lui-même à la tête de ses troupes, et apaiser dans le sang la soif de la vengeance. Malgré la rigueur de l'hiver, il se rendit à Bologne pour attaquer Ferrare, et il contraignit les Vénitiens à seconder ses opérations par l'envoi de deux escadres.

Il n'était plus possible au roi de France de garder aucun ménagement. Louis XII fit proposer à Maximilien de poursuivre avec lui le pape par les voies canoniques, et de convoquer un concile. Il offrit à ce prince de l'aider à se rendre maître, non-seulement des états vénitiens, mais encore de Rome, des états de l'église, et de toute l'Italie, comme appartenant de droit à l'empire. Il n'exceptait que le duché de Milan, les états de Gênes, de Florence et de Ferrare. Maximilien qui, à son tour, était dévoré du désir d'être pape, accueillit avec transport le projet de Louis, et donna son consentement pour la convocation d'un concile du clergé de France et d'Allemagne. On s'était assuré de plusieurs

cardinaux, et Jules se trouvait ainsi menacé d'un nouvel orage.

Mais il trouva un puissant auxiliaire dans la reine Anne de Bretagne. Cette princesse, par ses scrupules, avait souvent calmé les ressentimens, et arrêté l'impétuosité de son époux, qui témoignait une affection constante pour elle. Ce fut sans doute à sa prière que Louis remit au printemps l'expédition qu'il était si important de commencer sans délai contre le pape, et qu'il s'amusa à consulter les évêques de son royaume sur des questions que les souverains ne soumettaient plus, depuis long-temps, à la décision des casuistes. Cette assemblée fut plus digne d'elle, en rappelant l'exécution de la pragmatique-sanction de Charles VII, dont les sages dispositions avaient été puisées dans les réglemens du fameux concile de Bâle, en 1439, et en ordonnant que le clergé de France contribuerait aux dépenses de la guerre dirigée contre Jules [1].

*Suite des opérations militaires du pape dans le Ferrarois.* — Celui-ci ne perdait point le temps en délibérations. Son armée désolait tout le Ferrarois, tandis que les galères de Venise faisaient de grands ravages sur les deux rives du Pô. Il voulait absolument attaquer Ferrare, malgré l'avis de ses généraux, qui savaient que deux cent cinquante lances françaises s'étaient enfermées dans cette place; et, pour ne négliger aucune des armes dont il pouvait disposer, il excommuniait le duc de Ferrare, Chaumont, et tous les principaux officiers de l'armée française.

Alphonse et Chaumont furent retardés dans leurs opérations par le soulèvement de l'infanterie allemande, que l'empereur ne payait point, et par l'échec que venait d'essuyer la garnison de Legnago, qui avait voulu piller Montagnana.

[1] Guichardin.

Sans ces deux contre-temps, Chaumont aurait pu enlever Modène avant que le pape n'y eût envoyé une garnison suffisante. Pour mettre Modène en état de défense, Jules se vit contraint d'employer une partie de l'armée qu'il destinait au siége de Ferrare, et il n'épargna pas les invectives contre la lenteur des Espagnols et des Vénitiens; mais la politique de Ferdinand ne se laissait point effrayer par des injures, et le pape fut obligé de remettre entre les mains du cardinal de Reggio la bulle d'investiture, avant que les trois cents lances que le roi catholique lui prêtait comme vassal, quittassent les frontières du royaume de Naples.

Les secours que Jules attendait étant enfin arrivés, le pontife brûlait de voir son armée aux prises avec les Français. Ses généraux n'avaient pas le même empressement. Ils appréciaient à leur juste valeur ces milices levées à la hâte, et qui, dans toutes les rencontres, laissaient tomber tout le poids de la guerre sur la gendarmerie, qu'elles abandonnaient au premier choc.

*Le pape assiégé dans Bologne.* — Pendant que le duc de Ferrare disputait ses états aux armes du pape et des Vénitiens, Chaumont se laissait entraîner aux instances des Bentivoglio, et se livrait inconsidérément à des bannis, « dont les espérances, selon Guichardin, toujours fondées sur leurs désirs, plutôt que sur la raison, ne réussissent presque jamais. » Ces anciens maîtres de Bologne lui persuadèrent que les habitans de cette ville n'attendaient que leur approche pour se révolter contre la domination du Saint-Siége, et ils le flattèrent de l'espoir de se rendre maître, par un coup de main, de la personne du pape et de tout le sacré collège. « C'est manquer de prudence, dit un judicieux historien [1], que de former un projet contre un état sur les relations infidèles de

[1] L'abbé Dubos, *Hist. de la ligue de Cambrai.*

ceux que les révolutions en ont chassés. L'envie de rentrer dans la patrie y fait voir souvent à ces personnes ce qui ne s'y trouve point. Elles se flattent sur le nombre des amis qu'elles croient y avoir conservés..... Souvent même les bannis, sans être trompés, trompent ceux qu'ils veulent engager à tenter une grande entreprise, dans l'espérance que la fortune pourra la faire réussir. »

Le pape, apprenant l'approche des Français, ne partagea point la terreur dont furent saisis les cardinaux, ses favoris, ses ministres, et même les officiers de ses troupes, dont la plupart restaient interdits, et dont les plus courageux faisaient leur testament [1]. Accablé par une maladie grave, Jules brava les médecins et ses ennemis. Il chercha, par des bienfaits, à ranimer le courage des habitans; mais enfin, pressé par les ambassadeurs de l'empereur, des Vénitiens, des rois d'Angleterre et d'Aragon, il feignit de désirer la paix, et il amusa Chaumont par les lenteurs d'une négociation. Ces démonstrations lui avaient paru nécessaires jusqu'à l'arrivée du secours que lui envoyait le général de l'armée vénitienne. Ce renfort consistait en six cents chevau-légers, et un escadron de Turcs, que les Vénitiens avaient à leur solde, et que Chaumont laissa pénétrer dans la ville [2].

Reprenant alors son caractère audacieux, le souverain

[1] L'abbé Dubos, *Hist. de la ligue de Cambrai.*

[2] On peut voir jusqu'à quel point Jules était supérieur au préjugé du temps, et combien il croyait son autorité affermie. Un des principaux griefs qu'il avait allégué pour armer tous les princes chrétiens contre Venise, était d'avoir, à la fin du siècle précédent, laissé prendre par Mahomet II le port d'Otrante, qu'ils auraient pu secourir avec leur flotte, et d'avoir ainsi ouvert aux infidèles l'Italie, dont ils n'avaient été, disait-il, chassés que par miracle. Et lui, par un mépris formel de toutes les convenances, n'hésitait point à employer les armes ottomanes contre des chrétiens, dont il se disait le père.

pontife repoussa avec indignation les conditions de paix dictées par Chaumont. Celui-ci, qui avait perdu trois jours en vains pourparlers, et dont les troupes commençaient à manquer de vivres, se vit obligé de reprendre la route de Ferrare, avec la honte d'avoir légèrement entrepris une expédition, ou de ne l'avoir point conduite avec assez de vigueur. Les historiens n'ont pas assez remarqué que le pape, en feignant de négocier, savait l'embarras dans lequel il jetait Chaumont. Ce général n'avait plus le même appui auprès de son maître depuis la mort du cardinal d'Amboise, son oncle; et la reine Anne, qui croyait aux excommunications, ne lui aurait jamais pardonné le coup de main auquel Jules sut échapper par son adresse et par sa fermeté.

Sorti de ce mauvais pas, le pape pressa avec une nouvelle ardeur l'attaque de Ferrare, sans aucun égard pour l'intervention de Maximilien, qui représentait à Sa Sainteté que la plus grande partie des états d'Alphonse était du fief de l'empire [1].

Ferrare alors était peu en état de se défendre, la garnison en était affaiblie par les fatigues et les maladies. Chaumont, faute d'argent, avait même été obligé de congédier son infanterie italienne, et, n'ayant plus que quelques bandes avec lui, il se bornait à défendre Sassuolo, Rubiera, Parme et Reggio. Mais lorsque la ruine de Ferrare semblait inévitable, le cardinal de Pavie persuada au pape de tenter le siége de Concordia et de la Mirandola, qui appartenaient aux enfans du comte Ludovic Pic, que le roi de France protégeait. Concordia fut aussitôt soumise; mais les Français ayant jeté à la hâte quelque infanterie dans la Mirandola, Jules résolut d'en former le siége, malgré le rigueur de la saison. Le mauvais temps faisant traîner les travaux en longueur, le pape

[1] Guichardin.

accuse de trahison tous ses généraux, et vient se mettre lui-même à la tête de son armée. Tour à tour, capitaine, ingénieur et soldat, il presse les travaux de la tranchée, il active le feu des batteries, il anime ses troupes par son exemple et par l'espoir du pillage.

Tant d'efforts seraient demeurés inutiles, sans la faute commise par Chaumont. La garnison de Mirandola, composée d'infanterie étrangère, était commandée par Alexandre Trivulce, neveu du maréchal, et le courage des soldats était soutenu par l'espoir de voir Chaumont arriver au secours de la place. Le général français, en s'éloignant de Bologne, avait eu la légéreté de croire la campagne finie, et de licencier son infanterie, suivant la coutume établie alors, mais qu'il n'aurait pas dû suivre devant l'attitude imposante de Jules. Il s'autorisait de quelques ordres du roi, où ce prince s'efforçait d'allier son extrême économie avec la guerre qu'il était forcé de soutenir. D'un autre côté, on soupçonnait le général de cacher, sous un prétexte apparent, le désir d'humilier la famille de Trivulce, dont il était jaloux. Quoi qu'il en soit, ce fut à Milan, aux pieds d'une femme où l'amour l'avait ramené, qu'il apprit le danger que courait la Mirandola. Quelque diligence qu'il affectât d'apporter dans la levée de nouvelles troupes, la rigueur de la saison et la hauteur des neiges s'opposaient au transport des munitions et de l'artillerie, et les assiégés, après une résistance vigoureuse, après avoir successivement délogé le pape des divers quartiers qu'il avait choisis, et l'avoir, par ces insultes, irrité davantage, furent contraints de capituler. Une large brèche était alors ouverte, et une glace épaisse remplissait les fossés de la place.

Jules s'obstinait à refuser la vie aux soldats, et à livrer les habitans au pillage; mais ses capitaines obtinrent enfin qu'il se contentât de retenir prisonniers Trivulce et quelques

autres officiers, et que la ville se rachetât du pillage promis à ses troupes. L'impatience du vainqueur orgueilleux ne lui permettant point d'attendre que l'on déblayât les terres amoncelées derrière les portes de la ville, le pape, armé de toutes pièces, traversa le fossé, et fit son entrée triomphante par la brèche. Ce succès lui aurait fait poursuivre, avec encore plus d'ardeur, ses projets sur Ferrare; mais l'approche des Français le força de retourner à Bologne, et bientôt de se retirer à Ravenne. Il laissait son armée entre Cinto et Final, dans le Modénois, et les Vénitiens restaient postés à Bondino.

*L'armée française marche contre celle du pape.* — L'armée française s'avançait enfin; elle était devancée par la réputation de sa cavalerie, mais ses généraux étaient divisés d'opinion sur les opérations de la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir. Le maréchal Trivulce venait d'arriver le jour même que la Mirandola avait capitulé. Ce guerrier s'opposait au désir que témoignaient le duc de Ferrare et Chaumont de marcher droit à l'ennemi, pour le combattre ou le forcer à la retraite, pour mettre ainsi Ferrare à l'abri de toute insulte, et pour contraindre le marquis de Mantoue à remplir ses devoirs de vassal de l'empereur et de pensionnaire du roi de France. Trivulce, qui connaissait la position avantageuse des ennemis, et la difficulté des chemins qu'il fallait suivre, voulait au contraire que l'on assiégeât Modène ou Bologne, seul moyen de les attirer dans un lieu propre à combattre. Il rapelait, à cette occasion, deux maximes de l'art militaire : la première, de ne jamais tenter la fortune par une bataille, sans une nécessité absolue, ou sans l'apparence d'une victoire assurée; la seconde, de se borner à une guerre défensive, quand on n'est chargé seulement que de couvrir une place ou un pays. L'avis du maréchal fut d'abord rejeté. Ce ne fut qu'après une marche 1511.

extrêmement périlleuse, et lorsqu'on reconnut l'impossibilité de pénétrer par des chaussées étroites, que les ennemis avaient même coupées en plusieurs endroits, que l'on consulta de nouveau le vieux guerrier, et que l'on consentit à tenter le siége de Modène, où le cardinal d'Est prétendait avoir des intelligences ; mais la jalousie du roi d'Aragon fit encore échouer cette entreprise.

Depuis que les armes du pape l'avaient mis en possession de Modène, l'ambassadeur de Ferdinand s'était réuni à celui de Maximilien, pour engager Jules à remettre à l'empereur cette place, qui depuis long-temps relevait de l'empire. On se doute bien qu'une pareille demande n'aurait point été accueillie par le pape au moment où il triomphait de la Mirandola, et où il menaçait fièrement Ferrare; mais la présence de l'armée française le rendit plus traitable. Chaumont vit avec étonnement les étendards de l'empereur flotter sur les murs de Modène, et respecta l'alliance qui jusqu'alors paraissait unir la France et Maximilien.

La levée honteuse du siége de Bologne, l'abandon plus honteux encore de la Mirandola, et la marche rétrograde que Chaumont venait de faire, avaient accablé de chagrin ce général, qui n'était plus soutenu par le crédit de son oncle, et qui perdait chaque jour de sa considération parmi les troupes. Il tomba malade, et mourut à Corregio, laissant le commandement au maréchal de Trivulce. Celui-ci, n'étant pas assuré de l'agrément du roi, se contenta de revenir vers Sermide, pour protéger la Bastide de Génivola, que le pape faisait assiéger. Châtillon et Bayard, qui gardaient la ville de Ferrare, n'avaient point attendu le mouvement de Trivulce pour attaquer les troupes du pape, les culbuter, et prendre leurs drapeaux avec leur artillerie. Le jeune Gaston de Foix, duc de Nemours, fut chargé d'aller enlever Léonard de Prato, chevalier de Rhodes, officier le plus dis-

tingué de l'armée vénitienne, et qui occupait, avec cent cinquante chevaux, les avenues de la Mirandola. Le détachement de Léonard fut pris, lui-même il fut tué dans l'action, et les Vénitiens cherchèrent à exciter le zèle des autres capitaines par les honneurs qu'ils rendirent à la mémoire de ce chevalier de Rhodes.

*Maximilien veut négocier la paix avec le pape et ses alliés.* — Tout à coup on apprit que l'empereur songeait à négocier la paix, et qu'il envoyait à cet effet un agent à Mantoue, où il désirait voir réunir un congrès. C'était Ferdinand qui lui avait inspiré cette résolution, si opposée aux derniers engagemens que Maximilien venait de prendre avec la France. Le roi d'Aragon n'avait pas entrevu sans crainte l'accroissement de puissance qu'allait procurer à Louis son union avec l'empereur, la ruine des Vénitiens par leurs armes, et celle du pape par un concile. Il avait facilement persuadé le prince qui se plaisait le plus à changer de projets, et Louis XII ne se dissimula point le danger dont il était menacé. Il savait que les troupes de Ferdinand étaient restées dans l'armée du pape bien au-delà du temps exigé par l'investiture du royaume de Naples; que le roi d'Aragon équipait une flotte nombreuse, qu'il destinait en apparence pour l'Afrique; que Maximilien venait de conclure une alliance avec les Suisses, et que Jules ne manquerait pas de saisir tous les moyens de hâter la paix entre l'empereur et les Vénitiens, et d'offrir peut-être ses armes contre le Milanais. 1511.

Toutes ces considérations le déterminèrent à laisser au maréchal de Trivulce le commandement des troupes, qu'il avait d'abord destiné au prince de Longueville, son parent, et petit-fils du fameux comte de Dunois. Toutefois, il ordonna de suspendre les hostilités contre les états de l'église, pendant la durée du congrès, auquel il envoya l'évêque

de Paris, recommandable par ses mœurs et par ses lumières.

Jules continuait toujours la guerre, et multipliait ses créatures en faisant des cardinaux, dont il se proposait d'opposer l'autorité et les décisions à celles du concile dont on le menaçait. Il s'efforça de gagner l'évêque de Gurck, agent impérial, qu'il était parvenu à faire venir jusqu'à Bologne, où il était allé le recevoir, et il lui promit même un chapeau de cardinal; mais l'envoyé de Maximilien, trop pénétré de sa dignité pour être flatté d'un titre dont les prélats allemands connaissaient la valeur, tint fermement à ses instructions. Jules ne put obtenir que le traité entre les Vénitiens et l'empereur fût conclu avant que l'affaire du duc de Ferrare ne fût entièrement terminée, et l'évêque de Gurck se vit obligé de rompre les négociations.

L'opiniâtreté du pape jetait toutes les cours dans l'étonnement. On ne pouvait comprendre que sa haine fût assez aveugle pour lui faire mépriser la médiation de l'empereur et du roi d'Aragon, repousser les nouvelles avances d'un prince puissant, à la tête d'une nation belliqueuse, et braver la tenue d'un concile; mais, d'un côté, il était secrètement rassuré par Ferdinand, et, de l'autre, il projetait d'opposer un concile convoqué par lui, au concile que l'empereur et le roi de France voulaient réunir.

1512. *Opérations de l'armée française; celle du pape est dissipée par le maréchal de Trivulce; prise de Bologne.* — L'espoir de la paix étant évanoui, Trivulce ébranla son armée. Concordia fut attaquée, prise et pillée, et, pendant que l'armée du pape côtoyait la rive du Panaro opposée à celle que suivait Trivulce, celui-ci, ayant tourné la ville de Modène, dont il put alors tirer ses vivres, s'approcha de Bologne, brûlant du désir de se signaler par le succès d'une entreprise où Chaumont avait échoué. Il vint camper à cinq milles de Bologne, près du lieu célèbre où les triumvirs,

Auguste, Lépide et Marc-Antoine, sacrifièrent mutuellement leurs meilleurs amis, et cimentèrent leur union monstrueuse par d'atroces proscriptions.

Jules n'attendit point l'approche des Français pour quitter Bologne; mais, avant de s'éloigner de ses murs, il assembla les magistrats, et leur rappela tous ses bienfaits et tous les autres droits qu'il croyait avoir à leur fidélité. Les magistrats, de leur côté, protestèrent de leur reconnaissance, et jurèrent que le canal de Bologne regorgerait du sang des Bolonais avant qu'ils reconnussent un autre souverain que lui. Il partit avec ces assurances. A peine était il à Ravenne, que Bologne se souleva, et ouvrit ses portes aux Bentivoglio. La statue de Jules, traînée dans la place publique, fut couverte des outrages de la populace[1]. Les Bolonais alléguaient comme un des principaux motifs de leur ressentiment, la cruauté avec laquelle le cardinal-légat avait fait périr, sans forme de jugement, des citoyens qui déplaisaient au pape. L'armée de ce dernier ne tint pas long-temps après la défection de Bologne. Le duc d'Urbin, en fuyant précipitamment, ne songea pas même à envoyer des ordres à la portion de son armée qui se trouvait près de la rivière, du côté des Français. Trivulce, sans combattre, fit beaucoup de prisonniers, et s'empara de l'artillerie, des bagages, et même de l'étendard du duc d'Urbin. Celui-ci ne tarda point à vouloir couvrir son déshonneur par un forfait; réfugié près de son oncle, il profita d'une audience accordée par le pape à son légat, qui venait se justifier de la perte de Bologne, et il poignarda le cardinal. Ce vieux favori était digne de mourir d'une telle main. Jules, au désespoir, ne pouvant soutenir sa douleur et sa rage, partit sur-le-champ pour

[1] Cette statue, ouvrage du célèbre Michel-Ange, représentait mieux un Jupiter tonnant, qu'un pontife conciliateur.

Rome, et vit afficher sur son passage la convocation du concile auquel il était sommé de comparaître.

Les Bentivoglio, en rasant la citadelle de Bologne, voulurent prouver une grande confiance dans la fidélité des peuples, en même temps qu'ils croyaient prévenir ainsi de nouvelles usurpations de la part du pape, ou même des généraux français. Le duc d'Urbin, Guibalde ou Guimbaud, oncle maternel de François-Marie de la Rovère, qui lui succéda, avait pris les mêmes précautions en rentrant dans ses états, dont l'avait dépouillé le duc de Valentinois. Machiavel ne décide point s'ils eurent raison l'un et l'autre; mais il conclut en blâmant quiconque se fie en sès forteresses, plus qu'en l'affection de ses peuples.

*Louis* XII *veut traiter avec le pape, qui s'y refuse.*— Trivulce, malgré son ardeur, n'osait point entrer sur les terres de l'état ecclésiastique, et il attendait impatiemment les ordres du roi. Ce prince, retenu par les prières de sa femme, par le désir de rendre la paix à ses sujets, par la crainte de faire peser sur eux de nouveaux impôts, avait consenti à renouer les négociations, et donnait à toutes les puissances un nouveau témoignage de sa modération. Le pape lui fournissait de nouvelles preuves de son orgueil et de son animosité; ses prétentions s'accrurent encore lorsque Trivulce, par ordre de Louis, congédia son infanterie, et ne garda que trois mille Gascons, que commandaient Maugiron et Molard, et qu'il distribua dans le Milanais avec sa gendarmerie. Il envoya à Vérone cinq cents lances et treize cents lansquenets, sous la conduite du capitaine Jacob. Bologne fut mise à l'abri d'un coup de main, et La Palice conduisit à l'empereur les troupes que le roi s'était engagé à lui fournir. Louis espérait ainsi s'attacher Maximilien, près duquel il savait que Jules poursuivait ses intrigues. Déjà le pontife avait effectué son projet de convoquer un concile

universel dans l'église de Saint-Jean de Latran, et il avait lancé un monitoire contre les cardinaux du concile de Pise. Cette ville et Florence avaient été aussitôt mises par lui en interdiction, et ces coups d'autorité avaient déjà rejeté l'empereur dans son indécision.

Ce prince se servit des troupes de La Palice pour chasser les Vénitiens de Vicence, de Legnago, d'Udine, de tout le Frioul et de Gradisca; mais, n'ayant point osé tenter de plus grandes opérations, ni attaquer Trévise ou Padoue, les Allemands eurent bientôt perdu tout ce qu'ils avaient conquis pendant la campagne. C'est ainsi que le roi de France, craignant de contribuer, par des secours plus considérables, à un trop grand accroissement de la puissance de Maximilien, lui fournissait le prétexte de se détacher de son alliance, et de se joindre à ses ennemis.

*Union entre le pape, les Vénitiens, le roi d'Espagne, l'empereur et le roi d'Angleterre contre Louis* XII. — Le pape travaillait avec ardeur à opérer ce changement; mais une maladie grave suspendit son activité. On crut sa mort assurée, et quelques jeunes seigneurs essayèrent de haranguer le peuple, et de rappeler les Romains à la liberté. C'était parler à ce peuple dégénéré une langue étrangère; ils ne furent point compris, et le pape, après avoir recouvré la santé, dédaigna de les punir. Pendant sa convalescence, il avait donné l'absolution à son neveu, assassin du cardinal de Pavie. Il avait surtout, par une bulle foudroyante, porté les peines les plus terribles contre la simonie et contre ceux qui achèteraient la tiare. Ces deux crimes lui étaient hautement imputés. Il ne lança point d'anathèmes contre les fauteurs d'une guerre interminable, et, de son lit, il renoua des négociations avec Louis pour le tromper, avec Ferdinand, Henri VIII et les Vénitiens, pour le combattre.

Tant de constance fut enfin couronnée du succès, et une ligue, qu'il appela *sainte*, fut signée par lui, le roi d'Aragon et les Vénitiens. On laissait à l'empereur et au roi d'Angleterre la liberté d'y accéder.

La France n'était pas désignée positivement dans l'acte de cette nouvelle confédération; mais on déclarait que le but du traité était de conserver l'unité de l'église, de la garantir du schisme dont elle était menacée par le conciliabule de Pise, de lui rendre toutes les places qui appartenaient médiatement ou immédiatement au Saint-Siége, et de déclarer la guerre à quiconque s'opposerait à l'exécution de ces articles. Le pape fournissait quatre cents lances, cinq cents chevau-légers, six mille fantassins; les Vénitiens, huit cents hommes d'armes, mille chevau-légers, huit mille hommes de pied; le roi d'Aragon, douze cents hommes d'armes, mille chevau-légers, et dix mille hommes d'infanterie espagnole. Douze galères devaient être armées par ce prince, et quatorze par les Vénitiens, qui, avec le pape, s'engageaient à donner quarante mille ducats par mois.

Le roi de France se laissait encore tromper par les protestations de Ferdinand, lorsque la sainte ligue était déjà proclamée à la cour de Rome; et, par une suite d'un premier refus, il repoussait les propositions de quelques chefs des Suisses, qui avaient désiré renouveler l'ancienne capitulation, et reconcilier leur nation avec les Français. Les Suisses, gagnés par le pape, se disposèrent à passer en Italie.

*Louis* XII *augmente ses forces en Italie.* — Louis XII prit enfin la résolution de lever de nouvelles troupes. Il confia le commandement du Milanais à Gaston de Foix, nouveau duc de Nemours, et, bien décidé à pousser la guerre avec vigueur, il prescrivit à tous les gendarmes de son royaume

de passer les monts, et ne réserva que peu de forces, qu'il destinait à défendre la Picardie. Toutes ces dispositions n'étaient encore qu'ordonnées, lorsque les Suisses arrivèrent à Varèse avec quelques munitions et avec quelques pièces légères d'artillerie, portées par des chevaux. Gaston de Foix, qui n'avait que très-peu de monde avec lui, et qui avait été contraint de laisser quelques troupes à Brescia, à Vérone, et d'en envoyer à Bologne, n'avait d'autre parti à prendre que de côtoyer d'abord les ennemis, et de leur couper les vivres, s'il était possible. Toutes les places fortes du Milanais avaient été approvisionnées par ses soins. Trivulce et lui étaient arrivés à Sarono, avec le petit nombre de lances et de volontaires dont ils pouvaient disposer, lorsque les Suisses s'avancèrent jusqu'à Galarate. Les Français appuyèrent à gauche, vinrent occuper Legnago, à quatre milles des ennemis, et se portèrent même à Busto-Arcizio. Gaston ayant reçu un héraut que les Suisses lui avaient envoyé, selon l'ancien usage, pour lui offrir la bataille, répondit noblement qu'il se battait quand il lui convenait de le faire, et non pas quand il plaisait à son ennemi. Cédant ensuite au grand nombre, il vint s'enfermer dans les faubourgs de Milan, où il reçut quelques renforts. Les Suisses n'ayant point le canon qui leur eût été nécessaire pour attaquer cette place, tournèrent vers Monza, et firent croire que leur intention était de passer l'Adda. Gaston aussitôt jeta quelques troupes dans Cassano.

Par les lettres qu'on avait interceptées, on savait que les Suisses étaient étonnés de n'entendre parler ni du pape, ni des Vénitiens. Bientôt après, ils offrirent de se retirer, moyennant un mois de paie pour toute leur armée; et, lorsqu'on discutait encore sur la somme qu'ils paraissaient exiger, ils remontèrent précipitamment vers Côme, et retournèrent dans leur pays, sans que l'on pût attribuer cette re-

traite extraordinaire à d'autre cause qu'à leur ressentiment contre leurs nouveaux alliés, dont ils avaient attendu vainement les secours pour traverser l'Adda [1].

Le pape aurait bien voulu diriger les premiers efforts des armées combinées sur Florence. Il ne pardonnait point à cette république d'avoir souffert la convocation d'un concile à Pise, d'où cependant il avait été contraint de sortir pour se réfugier à Milan. Jules reprochait encore à Florence les subsides qu'elle avait imposés sur le clergé, à la sollicitation du gonfalonnier Soderini, qu'il voulut faire assassiner; mais, outre le départ précipité des pères du concile, que les Florentins avaient su provoquer, ils avaient aussi cherché les moyens de se concilier le roi d'Aragon, auquel ils avaient député François Guichardin, le même qui écrivit dans la suite l'histoire de cette guerre. La république de Florence, qui avait mécontenté le pape, s'aliéna le roi de France par les ménagemens qu'elle avait cru pouvoir garder, et ses divisions intestines lui devaient rendre funeste son imprudente neutralité.

L'armée réunie du pape et du roi d'Aragon, au lieu de traverser l'Apennin, défila dans la Romagne, et s'empara sans difficulté de toutes les possessions du duc de Ferrare en-deçà du Pô. La Bastide de Génivole fut prise par Pierre de Navarre, reprise par le duc, et chacune de ces opérations fut signalée par le massacre affreux de la garnison.

*Vaines tentatives des troupes espagnoles et papales sur Bologne.* — Mais c'était à la reprise de Bologne que Jules II attachait le plus d'importance. Les longues délibérations des généraux espagnols pour décider de quel côté il fallait attaquer, et quelles précautions on devait prendre contre l'armée française, indisposèrent le cardinal-légat, qui ne savait

[1] Guichardin.

lui-même comment satisfaire l'impatience du pape. Il fallut que le vice-roi de Naples imposât silence au prélat qui voulait diriger les opérations d'une armée commandée, il est vrai, par l'inhabile Cardone, mais où se trouvait Fabrice Colonne, avec beaucoup de vieux capitaines, et où surtout on distinguait l'illustre Pierre de Navarre.

Gaston crut d'abord que quelques secours qu'il avait envoyés seraient suffisans pour la sûreté de Bologne, dont il avait confié la défense à Yves d'Alègre, au jeune Odet de Foix, au capitaine Vincent, que l'armée surnommait *le grand diable*, et à Antoine Motier, petit-fils de ce Gilbert de La Fayette, dont nous avons parlé sous le règne de Charles VI. Mais le général, pressé par ces braves de venir lui-même se mettre à leur tête, dérobe à ses ennemis une marche, qu'il exécute pendant la nuit, malgré le vent et la neige, et il entre dans Bologne, deux heures après le lever du soleil, avec treize cents lances et quatorze mille fantassins, dont six mille lansquenets. S'il eût suivi son dessein d'attaquer sur-le-champ, c'en était fait de l'armée combinée, dont la sécurité eût assuré la perte; mais, non moins docile que courageux, Gaston se rendit aux observations de d'Alègre, qui ne crut pas devoir commettre le sort d'une bataille à la bravoure de troupes excédées de fatigues. Cardone n'apprit que le lendemain, par un prisonnier, l'arrivée de Gaston, et le siége fut levé avec précipitation [1].

*Siége et prise de Brescia par les Français.*—Pendant que l'armée du pape et du roi d'Aragon cherchait des positions avantageuses dans le Bolonais, Gaston volait au secours du château de Brescia, que pressaient les Vénitiens, après avoir pris la ville, ainsi que Bergame, Orci-Vecchi, Orci-Nuovi, Ponte-Vico et plusieurs autres places qui leur

[1] Guichardin.

avaient ouvert leurs portes. Le château de Brescia n'aurait pu leur opposer une longue résistance; mais le sénat, qui s'occupait à envoyer des magistrats dans les villes reconquises, négligeait de fournir à son armée l'artillerie de siége qui lui était nécessaire. Gaston jette, en passant, quelques lances et cinq cents fantassins dans Ferrare, traverse le Pô à la Stellata, passe sur le territoire du duc de Mantoue, auquel il en fait ensuite demander permission, pour qu'il ne puisse ni délibérer, ni prévenir les Vénitiens. Il campe une nuit dans le Véronèse, et s'approche de la Scala : il apprend que Baglione, général des Vénitiens, revient de Brescia, après avoir conduit quelques troupes et de l'artillerie; il le joint près de l'Adige, avec le peu de troupes qui avaient pu le suivre, l'attaque avec impétuosité, triomphe de sa longue résistance, et le culbutte dans le fleuve. Le lendemain, il rencontre et défait un autre parti vénitien, et il arrive dans un des faubourgs de Brescia, neuf jours après son départ de Bologne. Il somme les habitans de se rendre. Sur leur refus, il marche à la tête d'une élite d'hommes d'armes, à pied comme lui, précédés de six mille fantassins gascons et allemands. Il pénètre dans la première enceinte du château, et, après un instant de repos, il s'élance dans cette ville, où les Vénitiens combattent pour leur salut, et les Français pour la gloire et le pillage. Le choc est terrible, la résistance est opiniâtre; mais la victoire se déclare enfin pour Gaston. Huit mille hommes du parti vénitien périssent, le reste de leurs troupes est prisonnier, et la belle ville de Brescia est, pendant sept jours, abandonnée au pillage. Les Français achetèrent cette conquête par la mort de beaucoup de braves, et ce fut dans cette ville que Bayard, dangereusement blessé, signala sa courtoisie et son désintéressement, et dota les deux filles d'une dame chez laquelle il avait été porté après le combat.

Après avoir rétabli l'ordre dans son armée, Gaston courut aussitôt chercher l'armée des alliés vers la Romagne. Personne n'était plus digne que ce jeune prince de la confiance de Louis XII, et plus capable d'exécuter les nouveaux ordres qu'il venait de recevoir de ne plus rien ménager. Louis, en effet, voyait s'anéantir les alliances qui l'avaient uni au roi d'Aragon, à l'empereur, aux Florentins, au roi d'Angleterre. Ce dernier avait congédié l'ambassadeur de France, et déclaré qu'il n'était pas convenable que le ministre d'un prince qui persécutait le Saint-Siége, parût dans une cour aussi dévouée à l'église que l'était celle d'Angleterre. C'était Henri VIII qui tenait ce langage! Louis, menacé de tous côtés, avait prescrit à Gaston de livrer bataille, et de profiter de sa victoire pour marcher sur Rome. En même temps, pour pallier aux yeux des peuples l'odieux de cette expédition, il ordonna qu'elle se fît au nom du concile, qui envoya même à l'armée, en qualité de légat, le cardinal de San-Severino, homme fier, d'une taille gigantesque, et dont les inclinations martiales s'accordaient peu avec sa profession.

En entrant dans le Bolonais, Gaston avait une armée de cinq mille lansquenets, seize cents hommes d'armes, et treize mille fantassins, dont cinq mille Gascons, et le reste Français et Picards. Ces derniers étaient, ainsi que les Gascons, fort estimés en France, et soutenaient le parallèle avec l'infanterie espagnole. L'artillerie du duc de Ferrare et deux cents chevau-légers de ce prince devaient joindre l'armée française. Celle des ennemis témoignait autant de répugnance à accepter le combat, que Gaston montrait d'empressement à le présenter. La politique de Ferdinand dirigeait, du fond de son cabinet, la marche de ses troupes, et ce prince espérait obtenir bientôt un succès décisif par la diversion puissante qu'il se proposait de faire, conjointe-

ment avec l'Angleterre, sur les frontières de la Guyenne, et sur les côtes de la Bretagne et de Normandie. Conformément aux instructions du roi catholique, le vice-roi de Naples et ses généraux se tenaient sur la défensive, cherchant à protéger les villes de la Romagne, à conserver leurs communications avec Rome, et à s'assurer toujours leurs vivres et leurs fourrages. En effet, pendant que les Français occupèrent Medicina, Castel-Guelfo, Bagnara, Solarolo et Cotignola, les alliés se retranchèrent successivement sous les murs d'Imola, à Castel-Bolognèse, et dans un lieu appelé *le Champ aux Mouches*. L'art des marches et des campemens était pour ainsi dire créé de nouveau, chez les Français, par un prince de vingt-trois ans, et, chez les Espagnols, par un vieux soldat; car le vice-roi avait ordre de ne se conduire que par les avis de Pierre de Navarre [a].

*Siége et bataille de Ravenne.* — Pour forcer ses adversaires à combattre, Gaston résolut de former le siége de Ravenne, persuadé que les ennemis, et le pape surtout, ne consentiraient point à se voir enlever sous leurs yeux une place de cette importance. Vainement il essaya, par une marche feinte, de leur donner le change sur son dessein : ils le pénétrèrent, et se hâtèrent de jeter dans Ravenne des forces suffisantes pour leur donner le temps de la secourir, si elle était attaquée. Le reste de l'armée se campa sous le canon de Faenza, du côté de la mer, et au-delà de l'Amoné.

Les Français ayant traversé ce même fleuve, vis-à-vis Granalo, et s'étant emparés de Rossi, s'approchèrent de Ravenne. Ils établirent leur camp vis-à-vis la porte Adriana, appuyant leur droite au Ronco (*Bedesis*), et leur gauche au Montone (*Vitis*). Ces deux rivières, qui prennent leurs sources dans l'Apennin, viennent confondre leurs eaux au-

[a] Duplcix. — Mézerai.

dessous de Ravenne, dont la mer baignait autrefois les murailles. Ravenne, Classé et Césarée formaient, du temps d'Auguste, un port où mouillait la flotte destinée à la garde de la mer Adriatique. Césarée a disparu, et il ne reste de l'importante ville de Classé que la belle église de Saint-Apollinaire, au milieu d'une plaine aride.

Gaston, ayant jeté un pont sur les deux torrens, avait établi à la fois deux batteries, l'une sur la gauche du Montone, l'autre à la droite de son camp. Celle-ci était dirigée contre un bastion, entre le Ronco et la porte Adriana. Dès le jour même, et quoique la brèche n'eût encore que soixante pieds de largeur, Gaston ordonna l'assaut. Il y était forcé par le manque de vivres, la difficulté de fourrages et l'approche des ennemis; mais ce qui le détermina davantage encore, ce fut l'ordre envoyé par l'empereur à ses Allemands de quitter l'armée, et la défense qu'il leur fit de combattre contre les Espagnols. Le capitaine Jacques d'Empser[1], qui était entièrement dévoué au roi, montra cet ordre au chevalier Bayard avant de le communiquer à ses officiers, et il fut convenu avec le duc de Nemours que les intentions de Maximilien ne seraient publiées que le lendemain. Les échelles furent aussitôt plantées, et trois bataillons séparés d'Allemands, de Français et d'Italiens, précédés par une élite de gendarmes à pied, attaquèrent avec impétuosité. Les assiégés se défendirent avec bravoure. Cinq fois les Français revinrent à la charge; mais, pris en flanc par une coulevrine, que Marc-Antoine Colonne plaça sur une face de bastion, leurs efforts furent inutiles, et Gaston fit sonner la retraite. Cet assaut, qui avait duré trois heures, coûta la vie à trois cent cinquante braves, parmi lesquels on regretta particulièrement Coligny-Châtillon, et d'Espy, maître de l'artillerie.

[1] Nommé par nos historiens *le bon capitaine Jacob*.

Les habitans de Ravenne, effrayés, allaient capituler sans le consentement de Colonne, lorsqu'on aperçut l'armée des alliés, dont les généraux remplissaient l'engagement qu'ils avaient contracté avec Marc-Antoine. Ils s'étaient emparés de Forli, et, ayant traversé le Ronco, ils suivaient la droite de cette rivière. On pouvait croire qu'ils voulaient se jeter dans Ravenne, à la faveur de la Pignetta, grande forêt de pins, qui s'étend depuis la rivière jusqu'à la mer. Ils auraient pu occuper le terrain qui se trouve entre la ville et le confluent des deux rivières, où les Vénitiens les eussent approvisionnés; et, si ce parti eût été pris par eux, les Français se seraient vus dans la nécessité de lever le siége; mais les généraux espagnols pensèrent que leur approche suffirait pour sauver Ravenne, et que le duc de Nemours n'oserait point livrer l'assaut en leur présence. S'étant donc arrêtés à trois milles de la place, ils employèrent le reste du jour et la nuit suivante à entourer d'un fossé tout leur camp, à l'exception d'un espace de quarante pieds de large, qu'ils conservèrent à la tête des retranchemens, pour faciliter le passage de leur cavalerie.

Les mêmes motifs qui avaient nécessité l'assaut, rendaient la bataille indispensable.

Le 2 avril, jour de Pâques, à la pointe du jour, l'armée française traversa le Ronco sous les yeux des alliés, qui restèrent en bataille derrière leurs retranchemens, malgré les sages conseils de Fabrice Colonne, qui voulait qu'on attaquât les Français lors de leur passage. Les ennemis laissèrent de même Gaston ranger son armée en bataille. La Palice, à qui le roi venait de donner la charge de grand-maître de sa maison, aidait son jeune général [1].

L'armée française, ayant sa droite appuyée au Ronco,

[1] Seyssel.

avait la forme d'un croissant, pour mieux envelopper les retranchemens ennemis, que Pierre de Navarre avait été contraint de tracer en quart de cercle, à cause du terrain sur lequel son camp était assis. Louis de Brézé, sénéchal de Normandie, et le duc de Ferrare, commandaient la droite, composée de sept cents lances et de cinq mille fantassins allemands, auxquels la garde de l'artillerie fut d'abord confiée. Le centre était formé par huit mille Gascons et Picards, et cinq mille autres fantassins du duché de Milan, sous les ordres de Frédéric Bozzolo, cadet de la Maison de Mantoue. Les francs-archers et les chevau-légers, au nombre de trois mille hommes, formaient l'aile gauche, à la tête de laquelle marchait Trivulce. Derrière le duc de Ferrare, la gendarmerie du corps de bataille et de la gauche était réunie, au nombre de sept cents lances, sous le commandement de La Palice. Cette disposition avait été prise par Gaston, lorsqu'il reconnut que les ennemis s'obstinaient à l'attendre derrière leurs retranchemens. Yves d'Alègre avait été laissé sur la gauche du Ronco, avec quatre cents lances et quelques fantassins, pour tenir en respect la garnison de Ravenne, tandis que le capitaine Paris, Ecossais, gardait le port de Montone avec un détachement de mille hommes d'infanterie. Le cardinal de San-Severino, armé de toutes pièces, était à côté de La Palice. Gaston avait assigné le poste de chaque officier; le sien était partout où il devait y avoir du danger. Trente braves, parmi lesquels on distinguait Lautrec, son cousin, étaient attachés à la personne du jeune héros. Revêtu de son armure brillante et de sa riche casaque, portant sur ses traits l'assurance et la gaieté de son âge, Gaston parcourut le front de son armée, montrant l'ennemi, et promettant la victoire. Chaque historien s'est plu à lui composer une longue harangue : l'éloquence du duc de Nemours était dans la fierté de son attitude,

dans les lauriers dont il était déjà couvert, et dans l'amour qu'il avait inspiré à tous les soldats.

Le faible Cardone laissait alors ranger son armée par Pierre de Navarre, qui, connaissant la supériorité de la gendarmerie française, avait mis tout son espoir dans la redoutable infanterie espagnole. Il avait imaginé des chariots armés de faux, à la manière des anciens, et sur lesquels il avait placé de petites pièces de campagne; il distribua une trentaine de ces chars à la tête de son infanterie, pour arrêter le choc des Français. Derrière son artillerie, qu'il avait disposée à la droite du Ronco, il rangea huit cents hommes d'armes et six mille fantassins, que commandait Fabrice Colonne. Le vice-roi occupait le centre avec six cents lances et quatre mille hommes d'infanterie. Le cardinal de Médicis, vêtu selon sa dignité, était près de Cardone, et il bénit l'armée au nom du concile de Latran, qui n'était encore que convoqué. La droite était formée par les chevau-légers, à la tête desquels était ce marquis de Pescaire, jeune encore, mais chez lequel on découvrait le germe de grandes qualités, qui devaient l'immortaliser un jour. Enfin Carvajal, placé derrière Fabrice Colonne, commandait l'arrière-garde, composée de quatre cents gendarmes et de quatre mille fantassins. Pierre de Navarre, accompagné de cinq cents hommes de pied, ne s'était réservé aucun poste particulier.

L'artillerie de chaque armée commença le combat. Celle des Espagnols, placée derrière des épaulemens, causa un grand ravage au milieu des gendarmes français, et Gaston, voyant que la sienne ne pouvait atteindre les ennemis, fit porter quelques coulevrines à sa gauche, vers la pointe du croissant, et vis-à-vis l'espace où le fossé des retranchemens était interrompu; le feu de ces pièces, prenant d'écharpe toute la ligne espagnole, lui fit en peu d'instans autant de

mal que l'armée française en avait essuyé. Fabrice Colonne, peu accoutumé à ce genre de combat, furieux de voir ainsi dans ses rangs la mort et le désordre, fatigué de demander depuis long-temps la permission de charger, fit rapidement combler la partie du fossé qu'il avait en tête, et marcha droit à l'ennemi. Son mouvement entraîna la gendarmerie de Cardone et celle de Carvajal, qui le suivirent immédiatement. Pierre de Navarre se vit contraint d'ébranler aussi son infanterie, qu'il avait fait mettre ventre à terre depuis la nouvelle position qu'avait prise l'artillerie des Français, et cette marche précipitée rendit inutiles les charriots dont il s'était promis un si grand avantage.

La mêlée devint bientôt générale, le carnage affreux. La gendarmerie, de part et d'autre, fit des prodiges de valeur; mais Gaston ayant appelé à propos la réserve d'Yves d'Alègre, celui-ci prit en flanc le corps de Fabrice Colonne, tomba dessus avec fureur, le divisa, le mit en fuite, et Fabrice, renversé de son cheval, tomba au pouvoir des Français. Raymond de Cardone n'avait point attendu cet échec pour quitter le terrain, et il ne se crut en sûreté que lorsqu'il fut entré dans Ancône, à trente lieues du champ de bataille; officier bien digne des sarcasmes du pape, qui ne l'appelait jamais que *la signora* Cardone. La honte de cette fuite fut partagée par Carvajal et par Antoine de Lève, alors militaire obscur, mais qui, dans la suite, sut faire oublier sa faute par de grands talens. Cependant Pierre de Navarre redoublait de courage et d'activité; il avait su faire passer son ardeur dans l'ame de chaque fantassin, et il ne désespérait pas encore de remporter la victoire. Il était parvenu à replier son infanterie derrière ses retranchemens, dont les passages étaient garnis de plusieurs rangs de piquiers inébranlables, et déjà les Gascons et les Picards avaient échoué dans une vive attaque. Bayard et Louis d'Ars furent chargés

d'empêcher la gendarmerie espagnole de se rallier derrière l'infanterie; ils s'en acquittèrent avec leur valeur et leur habileté ordinaires; ils firent prisonnier Pescaire et une foule d'autres capitaines. Le cardinal de Médicis, qui n'avait pu fuir aussi vite que Cardone, fut lui-même enveloppé, saisi avec sa croix de légat, et présenté ainsi au cardinal San-Severino, dont le bras ne se fatiguait point d'immoler des ennemis.

Mais il fallait entamer la redoutable infanterie espagnole. Un officier allemand, nommé Fabien, remarquable par sa force et par sa haute stature, se dévoua généreusement. Ce digne imitateur des deux Décius, prenant par le travers la longue pique qu'il portait, et la baissant avec violence sur celle des piquiers espagnols, vis-à-vis desquels il se trouvait, prescrivit à ses soldats de marcher sur son corps, et de se précipiter sur l'ennemi. Les Français et les Allemands ayant en effet pénétré par cette trouée, vengent la mort du brave Fabien et celle d'Yves d'Alègre, qui, dans une nouvelle charge, venait de périr avec son fils. La fureur est à son comble, le carnage est épouvantable. Pierre de Navarre, tout à la fois soldat et capitaine, se défend comme un lion; il tombe enfin couvert de blessures, et Gaston triomphe sur une terre jonchée de mourans et de cadavres.

Une telle victoire eût été complète aux yeux de tout autre général, et les officiers de Nemours le pressaient de se reposer; mais ce prince avait les yeux fixés sur un gros d'Espagnols, dont la retraite se faisait en bon ordre par la chaussée qui conduit à Cézène. Son courage s'irritait de voir des vaincus marcher dans une si belle ordonnance. Il reprend son casque en frémissant, il s'élance, suivi d'un petit nombre de gendarmes, et se jette avec impétuosité sur les derrières de ce bataillon. Les derniers rangs se retournent, et le reçoivent pique baissée. Son cheval est tué; Gaston lui-

même tombe couvert de quatorze blessures, et meurt après avoir vaincu.

Ainsi périt, couronné par la victoire, ce jeune héros, que l'Europe avait déjà surnommé *le foudre de l'Italie*, digne, à tous égards, de servir de modèle aux militaires, si l'on pouvait excuser la témérité qui lui coûta la vie.

Les Français payaient bien cher le gain de cette mémorable bataille. Les généraux ennemis étaient prisonniers, l'artillerie et les bagages des vaincus formaient un butin immense; mais Nemours était mort, et le désespoir que sa perte causait à l'armée, n'empêcha point qu'elle ne pleurât aussi le brave d'Alègre, l'un de ses capitaines les plus expérimentés.

L'amour des soldats ne s'éteint pas avec la vie de ceux qui en sont l'objet. L'armée ne consentit qu'avec peine, et au bout de plusieurs jours, à se dessaisir du corps de Gaston, qu'elle fit enfin conduire en triomphe dans la ville de Milan. Lorsqu'on le déposa dans la cathédrale, sous le dôme, les principaux prisonniers furent forcés à le suivre, et, pour catafalque, on lui dressa un trophée des drapeaux nombreux et des armes des vaincus [1].

La mort du duc de Nemours avait changé la face des affaires; elle faisait perdre le fruit de tant de gloire et de succès. Vainement Ravenne et toutes les forteresses de la

[1] Les malheurs qui suivirent de près la mort de Gaston ayant éloigné les Français du Milanais, le cardinal de Sion ne rougit pas de troubler les cendres d'un héros, de poursuivre, suivant ses expressions, le cadavre d'un excommunié, et de le faire enterrer secrètement chez les religieuses de Sainte-Marthe. Lorsque François 1er passa les Alpes, en 1515, l'armée s'empressa de consacrer un magnifique monument au héros, dans l'église où il avait été inhumé; mais, cent soixante ans après, les religieuses ignorant quel honneur les cendres de Nemours faisaient à leur maison, détruisirent son mausolée, en dispersèrent les ossemens, et jetèrent dans une tour obscure les débris de la statue de ce prince illustre.

Romagne ouvrirent leurs portes aux vainqueurs, vainement la consternation se répandit dans les principales cours de l'Europe, Louis connut toute l'étendue de sa perte : *Dieu nous garde*, s'écria-t-il, après avoir lu les lettres de La Palice, *Dieu nous garde de remporter jamais de pareilles victoires* [1].

En effet, le pape, abattu d'abord par la nouvelle accablante de la défaite de ses troupes, de celles du roi d'Aragon, et de la prise de son légat, avait été bientôt rassuré par les détails que le cardinal de Médicis lui avait envoyés par son cousin Jules, chevalier de Rhodes. Jules de Médicis informa le pape et le consistoire de l'affliction et du désordre où l'armée française était plongée. Il leur apprit que La Palice et le légat San-Severino, désunis entre eux, n'avaient conservé presque aucun empire sur les troupes ; que chaque capitaine, que chaque soldat était beaucoup plus occupé de mettre le butin en lieu de sûreté, que de courir à de nouveaux combats, et que les Français cantonnés dans la Romagne, attendant tristement de nouveaux ordres du roi de France, ressemblaient moins à des vainqueurs enhardis qu'à des vainqueurs découragés.

Les désirs du pape s'accordaient trop bien avec de pareils renseignemens, pour qu'il ne les accueillît pas, et pour qu'il ne repoussât point avec fierté les conseils pusillanimes que lui donnaient ses cardinaux. Néanmoins, pour mieux tromper le roi, il consentit à ce que le vice-légat d'Avignon continuât des négociations entamées avant la bataille de Ravenne. Mais il semble que les plus grands ennemis de la France étaient alors l'insurmontable parcimonie de Louis XII, et l'imprévoyance inexplicable des intendans de ses finances. En même temps qu'ils rappelaient La Palice dans le Mila-

[1] Seyssel.

nais, pour repousser la nouvelle irruption que l'on craignait de la part des Suisses, ils congédiaient, pour plaire au roi, disaient-ils, l'infanterie italienne qui avait combattu à Ravenne, et une partie des fantassins français, gascons et picards.

*Louis* XII *perd le Milanais par les intrigues du pape.* — Pendant que Jules II amusait le roi de France par de fausses démonstrations, et qu'il convoquait cependant, avec beaucoup d'appareil, son concile de Latran, le légat, prisonnier à Milan, se conformait avec zèle à ses instructions secrètes. Ne rougissant point d'abuser de la crédulité de braves soldats, prostituant à des intérêts criminels ce que la religion offrait de plus respectable, ce prélat distribuait des absolutions, des indulgences, et, pour prix de ses bienfaits, ordonnait de déserter et de rompre les engagemens les plus sacrés. Telles étaient les armes que des prêtres employèrent contre une nation valeureuse, armes dont le funeste succès n'est que trop souvent attesté par l'histoire. L'évêque de Sion avait redoublé ses intrigues et ses prédications au milieu des Suisses. Une des maximes qu'il leur avait répétées avec le plus d'affectation, et qu'ils avaient le mieux retenues, était que l'or et l'argent appartenaient à ceux qui avaient les armes à la main. Ils ne pouvaient d'ailleurs supporter que Louis XII leur eût substitué les lansquenets, et ils brûlaient du désir de le convaincre que les soldats suisses étaient alors les meilleurs fantassins de l'Europe. Ils n'exigèrent même, contre leur coutume, qu'un très-faible salaire, avant que de se mettre en marche. En les voyant réunis à Coire, La Palice crut un moment qu'ils se proposaient de fondre sur le Milanais par le lac de Côme, que ne défendait point encore le fort de Fuentès; mais ayant appris que les Suisses s'étaient dirigés vers le Trentin, il se rendit sur le Mincio. A peine s'était-il établi dans Valeggio, que les Suisses

arrivèrent à Villafranca, et que leur approche le contraignit de traverser le fleuve, et de se replier sur Castiglione-delle-Stiviere, entre Brescia et Mantoue. Ce fut là que l'infanterie allemande reçut de l'empereur l'ordre formel de se séparer des Français, et que cette défection, dont Maximilien se fit un si grand mérite auprès des alliés, fit gémir encore davantage sur l'absurde économie des trésoriers du roi de France. De ce moment, il fut impossible à La Palice, non-seulement de tenir la campagne, mais de suspendre la marche des ennemis. Il pourvut à la sûreté de Brescia, de Bergame, de Crémone, et il voulut essayer lui-même de défendre Pavie, où s'étaient réfugiés, avec les pères du concile, tous les ministres que le roi entretenait à Milan, et où l'on avait conduit les prisonniers faits à la dernière bataille; mais le découragement était à son comble parmi ses troupes et leurs officiers : il fallut regagner le chemin des Alpes. Cette armée, qui fuyait ainsi devant des fantassins dénués de canons et de cavalerie, était cependant celle que la victoire avait couronnée, deux mois auparavant, à Ravenne.

Les Suisses, tout en publiant qu'ils conquéraient le Milanais pour le fils de Louis Sforce, dit *le More*, s'appropriaient les prix des capitulations et les impôts qu'ils établissaient sur tous les habitans. Ils trouvèrent même à leur convenance Locarno et Mogadino, sur le lac Majeur, Lugano, sur le lac de ce nom, et Mendrisio, entre ce dernier lac et la ville de Côme. Ils s'emparèrent de toutes ces places, et, à leur exemple, les Grisons, malgré leur alliance avec les Français, prirent Chiavenne et toute la Valteline.

La seule ressource qui restât encore, pour les intérêts du roi, aux officiers français commandant les divers châteaux assiégés, était de jeter la division parmi les alliés. Ils y réussirent, en remettant chacune de ces places, précisément à l'une des puissances qui n'y avait aucun droit. Le pape,

l'empereur, les Vénitiens, les Suisses et Ferdinand s'accusaient déjà mutuellement, et Louis XII put espérer de détacher de la coalition quelques-uns de ses ennemis. Son autorité n'était plus reconnue que dans Brescia, Creme, les châteaux de Crémone et de Milan, le Castelet et la Lanterne de Gênes. Son concile, dont les prélats n'avaient ni plus de mœurs, ni plus de piété que ceux qu'ils voulaient réformer, avait traîné sa honteuse existence de Pise à Milan, de Milan à Pavie, et traversait les Alpes pour aller s'ensevelir dans la ville de Lyon, où le poursuivaient le ressentiment et les foudres de Jules [1].

L'âge et les infirmités de ce pontife ne ralentissaient, ni sa haine, ni ses prétentions. Il avait résisté aux humbles prières de la dévote Anne de Bretagne, il avait voulu abuser de la confiance que le duc de Ferrare avait mise dans le sauf-conduit qu'il lui avait envoyé, il avait soulevé Gênes, il était rentré dans Bologne en maître irrité, il s'était approprié Parme et Plaisance, et il n'hésitait point à prétendre que l'exarchat de Ravenne s'étendît jusqu'aux Alpes, sur toute la rive du Pô. S'il eût vécu plus long-temps, Jules n'aurait pas manqué de produire un titre authentique pour assurer au Saint-Siége cette vaste propriété; mais l'opération la plus importante de la fin de son règne, fut le rétablissement des Médicis à Florence, et le coup mortel dont sa vengeance frapppa la liberté de cette république [2].

Florence n'avait alors ni capitaines expérimentés, ni infanterie exercée. Ce qui lui restait de gendarmerie était dans les places du Milanais qui tenaient encore pour la France. La famille des Médicis, qui avait déjà produit Côme, *le père de la patrie*, et Laurent, *le magnifique*, ayant fait

[1] Guichardin.
[2] Jubé et Servan.

servir la reconnaissance de ses concitoyens à leur asservissement, avait subi, en 1494, la peine due à son insatiable ambition; mais, depuis cette époque, elle n'avait jamais perdu l'espoir de reconquérir la souveraine puissance, et ses partisans avaient rempli la république de troubles, pour dégoûter les citoyens de la liberté. Des hommes perdus de mœurs, accablés de dettes, et auxquels les Médicis promettaient des honneurs et des richesses, ne cessaient de conspirer contre les magistrats, de fomenter de nouvelles dissensions, et de présenter le retour d'une famille comme le seul remède aux maux qu'elle provoquait, et dont ils étaient les auteurs. Jules II était l'ame de tous ces mouvemens, et chaque échec qu'éprouvaient en Italie les armes françaises, devenait à Florence le signal d'une nouvelle tentative en faveur des Médicis. Le pape venait de confier leur cause à Cardone, dont l'artillerie n'était alors composée que de deux coulevrines, mais qui commandait à cette infanterie espagnole, dont la fière résistance avait vendu si cher aux Français la victoire de Ravenne. Les Médicis d'abord ne demandaient qu'à jouir, dans les murs de Florence, des droits de simples citoyens, et le peuple crut à leur modération. Rentrés par la force des armes, leur triomphe devint bientôt complet, et Florence fut asservie par cette famille qui fournit tant de noms chers aux arts, illustres dans l'histoire, mais qu'un Français ne peut prononcer sans songer aux minorités désastreuses de François II, de Charles IX et de Louis XIII.

Cependant, malgré l'affront que le roi de France venait de recevoir dans l'abaissement d'une république dont il était protecteur, il voyait croître les divisions qu'il avait semées au milieu de ses ennemis.

Dans la conférence tenue à Mantoue, et où Cardone s'était rendu avant l'expédition de Florence, l'empereur et le

roi d'Aragon avaient été contraints de se conformer au désir du pape et des Suisses, et de consentir que Maximilien Sforce fût investi du duché de Milan; mais il avait fallu renvoyer à d'autres instans toutes les négociations relatives à l'alliance entre le pape et l'empereur, à la paix que Jules voulait négocier entre celui-ci et les Vénitiens, et à toutes les autres mesures que l'on désirait prendre pour mettre l'Italie à couvert des entreprises de la France. L'évêque de Gurck, s'étant rendu ensuite à Rome pour concilier ces différens intérêts, et n'ayant pu réussir, malgré les efforts du pape, des ambassadeurs espagnols et des cantons suisses, à conclure la paix entre l'empereur et les Vénitiens, fit un traité particulier avec le pape, au nom de son maître. La république alors se voyant de nouveau menacée des armes temporelles et spirituelles du Saint-Siége, Louis saisit cette occasion pour lui proposer de se liguer avec elle; mais cette négociation traîna plusieurs mois en longueur, à cause de la défiance que beaucoup de sénateurs avaient conçue, et du désir qu'ils montraient de se réconcilier avec Maximilien.

*Ferdinand s'empare de la Haute-Navarre.* — Il s'en fallait bien qu'au milieu de tous ces embarras Louis XII n'eût à s'occuper que des affaires de l'Italie. Nous avons vu que l'Espagne s'était unie avec l'Angleterre pour attaquer la France. Henri VIII alors avait pour épouse cette Catherine, fille de Ferdinand, veuve d'Artus, frère d'Henri, et dont la répudiation scandaleuse devait plus tard causer une si grande révolution dans le culte religieux de la Grande-Bretagne. Ferdinand avait obtenu que son gendre lui envoyât six mille hommes d'infanterie pour attaquer la Guyenne, conjointement avec les Espagnols; mais, tandis qu'il négociait le passage de ses troupes par la Navarre, et que Jean d'Albret se confiait dans les secours tardifs de la France, Ferdinand s'empara brusquement de la Haute-Navarre, sous 1512.

prétexte que le pape avait jeté l'interdit non-seulement sur la France, mais encore sur les possessions de tous ses alliés. Satisfait ensuite d'une conquête qui lui avait si peu coûté, il oublia ses engagemens avec les Anglais, qui se rembarquèrent en désordre, après avoir ainsi servi à l'agrandissement d'une puissance rivale [1].

Louis, toujours pris au dépourvu, essaya de reconquérir la Navarre; mais l'activité du duc d'Albe triompha du courage de Lautrec et de La Palice; la rigueur de la saison, la disette de vivres, le ressentiment de quelques montagnards, combattirent encore pour le roi d'Aragon, et ce prince demeura paisible possesseur du royaume de Navarre.

Pendant que Ferdinand tirait un si grand parti d'une bulle du pape, il s'efforçait d'empêcher les Vénitiens d'accéder aux propositions de Louis; il pressait Maximilien de céder Vérone à la république, et d'employer le prix de cette cession à tenter sur la Bourgogne une grande expédition, qu'il promettait de seconder.

*Mort du pape Jules* II. — Jules, de son côté, s'abandonnait aux plus vastes projets. Mécontent des Lucquois, du cardinal de Médicis, du cardinal de Sion, du nouveau doge de Gênes et des Espagnols, toujours irrité contre le duc de Ferrare et le roi de France, il dépouillait le roi de sa dignité par une bulle, il allait arracher au duc ses propriétés par la force des armes; il voulait s'emparer du royaume de Naples, et de nouveaux troubles allaient être excités par lui dans Lucques, dans Gênes et dans Florence. Au milieu de tant d'agitations, la mort vint le frapper, et l'Italie crut qu'elle allait goûter quelques instans de repos. Le cardinal Jean de Médicis, âgé de trente-sept ans, lui succéda sous le nom de Léon X.

[1] Seyssel.

Sur ces entrefaites, Louis XII, qui désirait envoyer au-delà des Alpes l'armée sous les yeux de laquelle Ferdinand s'était emparé de la Navarre, avait conclu une trêve avec ce prince; il avait profité du ressentiment que le roi d'Aragon témoignait contre le pape et les Vénitiens, auxquels il reprochait de n'avoir point tenu les engagemens contractés avec lui. Dans le moment même où l'on publiait cette trêve en Espagne, un courrier vint informer le roi d'Aragon, de la part d'Henri VIII, des grands préparatifs qui se faisaient en Angleterre contre la France, et le sommer d'agir de son côté, ainsi qu'ils en étaient mutuellement convenus.

Le roi de France n'était pas aussi heureux dans ses efforts pour regagner les Suisses. L'orgueil de cette nation s'était accru avec l'influence que lui avait acquise sa conduite dans les derniers événemens. Elle voyait auprès de ses diètes les ambassadeurs de tous les princes mendier son alliance, et les recevait avec cette hauteur que la prospérité donne aux peuples qui ne savent pas en soutenir le poids. Les Suisses refusèrent à Louis la faculté de lever des troupes dans leurs cantons.

*Louis* XII *fait la paix avec Venise, qui lui fournit un corps de troupes auxiliaires.* — Le monarque français réussit mieux auprès des Vénitiens. André Gritti et Barthélemi Alviano, tous deux prisonniers en France, avaient secrètement conduit la négociation, sans donner aucun ombrage aux puissances ennemies de Louis XII. Venise lui promit huit cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers, dix mille fantassins, pour le servir contre tous ceux qui s'opposeraient au recouvrement d'Asti, de Gênes et du Milanais. Le roi, auquel les Vénitiens cédaient Crémone et la Ghiera d'Adda, prenait l'engagement de les aider à reprendre toutes les places qu'on leur avait enlevées en Lombardie et dans 1512.

la Marche Trévisane. Ainsi les Français, après s'être battus pendant quatre ans pour exécuter le traité de Cambrai, allaient se battre pour l'anéantir, et l'on regardait ce nouveau traité comme le chef-d'œuvre de la politique du sénat.

Louis se flattait de reprendre le Milanais avant que l'Angleterre pût attaquer la France. Henri VIII n'avait alors ni armes, ni canons, ni cavalerie, et son infanterie était si faible, qu'il faisait lever en Allemagne une grande quantité de lansquenets. En conséquence, Trivulce hâtait à Suze la réunion de l'armée française, composée de quinze cents lances, de huit cents chevau-légers, de sept mille fantassins français, et de huit mille lansquenets. La Trimouille devait la commander, avec le titre de lieutenant-général.

Les Suisses, de leur côté, annonçaient hautement le dessein de défendre le Milanais. Outre les troupes qu'ils avaient déjà dans la Lombardie, ils envoyaient encore quatorze mille hommes, sous les ordres du capitaine Motin et du baron d'Alt-Sax.

Les dispositions de Léon X n'étaient pas aussi faciles à connaître. Ce pontife, par un émissaire secret, faisait assurer Louis XII de son dévouement; il le prévenait que, s'il adoptait quelques mesures contraires aux intérêts de la France, elles seraient nécessitées par les dernières opérations de son prédécesseur; mais ce prêtre n'oubliait pas l'expulsion de Pierre de Médicis sous Charles VIII, et sa propre captivité à la bataille de Ravenne. On pouvait présumer qu'il avait les mêmes projets que Jules II; on savait seulement que la différence qui existait dans le caractère de ces deux papes, en causerait une grande dans leurs opérations. Déjà Léon invitait le roi de France à faire la paix, en même temps qu'il déclarait vouloir maintenir la ligue faite par Jules II avec l'empereur, l'Espagne et l'Angleterre; qu'il

exhortait les Suisses à défendre l'Italie, et qu'il annonçait la résolution où il était de maintenir l'alliance que son prédécesseur avait faite avec eux [1].

Pendant ces diverses négociations, les succès de l'armée française et des Vénitiens avaient été rapides. La haine et le mépris que Maximilien Sforce avait généralement inspirés, et les concussions exercées par les Suisses, avaient porté les Milanais à la révolte. A peine eurent-ils la certitude de l'approche de La Trimouille, qu'ils se soulevèrent, et il ne resta plus à Sforce que Côme et Novare. C'est dans cette dernière place qu'il était allé s'enfermer avec les Suisses, c'est là qu'il fut bientôt assiégé par les mêmes généraux qui, dans le même lieu, s'étaient emparés de la personne de son père Ludovic; celui-ci avait été livré par les mêmes Suisses auxquels Maximilien Sforce confiait en ce moment sa défense.

La Trimouille, qui avait appris les succès d'Alviano, auquel le sénat de Venise avait confié le commandement des troupes de la république, et qui voyait le Milanais se soustraire à l'autorité de Sforce, avait poursuivi ce prince dans Novare. Le désir de terminer par un coup décisif la conquête du Milanais, l'ayant empêché d'attendre que toute son armée fût réunie à Suze, il n'avait amené avec lui que cinq cents hommes d'armes, six mille lansquenets et quatre mille fantassins français.

*Siége de Novare.* — Comptant trop légèrement sur les intelligences qu'il s'était ménagées dans Novare, La Trimouille investit cette place avec une telle négligence, et il dirigea si mal son attaque, que sept mille Suisses y entrèrent presque sous ses yeux, et que les assiégés affectèrent de tenir toujours ouverte la porte de la ville qui regardait le camp. Sous le règne de Charles VIII cependant, et depuis 6 juin 1513.

[1] Martin Dubellay. — Seyssel.

que Louis XII était monté sur le trône, les Français avaient été plusieurs fois dans le cas de défendre Novare, dont les côtés faibles leur devaient être bien connus. Quoi qu'il en soit, ils livrèrent un assaut, qui fut repoussé avec vigueur, et, apprenant que la garnison allait recevoir le lendemain un nouveau renfort, ils levèrent le siége, et vinrent camper à la Riota, à deux milles de Novare, pour disputer le passage du Tésin au reste des troupes suisses que l'on attendait; mais celles-ci avaient traversé la rivière au moment même où La Trimouille avait quitté les murs de la place, elles s'étaient éloignées de la grande route, et elles étaient entrées dans Novare sans être rencontrées par les Français.

Mottin, qui commandait ces troupes, ne laissa point refroidir l'ardeur de combattre, que la garnison témoignait depuis l'arrivée de ses compatriotes, et il excita les compagnies à attaquer le camp de La Trimouille, avant que d'autres ne vinssent partager avec eux la gloire et le butin. Cette entreprise eût été téméraire, si La Trimouille eût assis son camp avec quelques précautions; mais il n'avait préparé aucune communication entre sa gendarmerie et l'infanterie, qui se trouvaient séparées par des haies vives et par des canaux; il n'avait même fait aucun usage de cette espèce d'armes défensives, dont Robert de la Marck venait de rétablir l'usage, qui, employées avec succès à Groningue, prirent le nom de *chevaux de Frise*, et dont il existait une grande quantité dans les bagages de l'armée. On assura, dans la suite, que ce camp eût été moins mal disposé, si Trivulce, dans lequel La Trimouille avait mis sa confiance, n'eût possédé, dans cette portion du Novarèse, un grand nombre de métairies qu'il désirait ménager.

Les Suisses sortirent donc de Novare avant le jour, et attaquèrent les Français, qui à peine avaient eu le temps de se mettre en bataille. L'artillerie causa d'abord un grand

ravage parmi les assaillans; mais ils s'élancèrent sur les canons avec une telle fureur, qu'après avoir eu leurs deux premiers bataillons rompus, ils parvinrent néanmoins à se rendre maîtres des pièces, et à les tourner contre l'infanterie allemande et française, qui alors prit la fuite [1].

Les vainqueurs n'osèrent point attaquer la gendarmerie, et l'on ne peut expliquer pourquoi La Trimouille ne chercha point les moyens de couper la retraite aux Suisses, qui reprirent le chemin de Novare avec l'artillerie que leur valeur avait su conquérir.

Au plus fort du combat, Robert de la Marck, duc de Bouillon, qui commandait une compagnie d'armes, apprit que ses deux fils, capitaines dans l'infanterie allemande, étaient blessés. Père tendre, guerrier intrépide, il se précipite à la tête d'un escadron, franchit tous les obstacles, pénètre, au milieu des bataillons suisses hérissés de piques, jusqu'au lieu où ses enfans avaient combattu, les enlève, revient au camp avec son fardeau glorieux, et donne une seconde fois l'existence à des fils dignes de lui. L'aîné se fit connaître dans la suite, d'une manière brillante, sous le nom de maréchal de Fleuranges.

*L'armée française abandonne l'Italie.* — La Trimouille, entièrement découragé, se plaignant de Trivulce, négligeant toutes les ressources que lui offraient les dispositions des Milanais, la possession des principales forteresses, les opérations de l'armée vénitienne, ramena ses troupes sur le territoire français, et termina, par sa retraite, une expédition, dont le début semblait promettre des résultats plus avantageux. 1513

Ce fut la dernière de celles que les Français firent en Italie sous le règne de Louis XII. Ce prince, pour lequel les Fiesques venaient de reconquérir Gênes, vit bientôt cette

[1] Guichardin.

possession chancelante s'échapper encore de ses mains, avec tout ce qu'il possédait encore au-delà des Alpes.

1513. *Les Anglais, réunis aux troupes de l'empereur Maximilien, attaquent la France; combat de Guinegatte.* — Ce monarque était alors trop occupé dans le nord et à l'est de la France, pour céder au désir qu'il avait de secourir ses alliés en Italie, et de renouveler ses tentatives sur Gênes et sur le Milanais. Le roi d'Angleterre, Henri VIII, avait enfin réuni une armée, et était débarqué à Calais, en même temps que les Suisses, à son instigation, se jetaient sur la Bourgogne. L'intention du monarque avait été d'abord de descendre sur les côtes de Normandie; mais la flotte française, supérieure à celle des Anglais, lui fit changer de direction. Louis avait augmenté ses forces navales sur ce point, en faisant venir de la Méditerranée une escadre de galères, les premières dont l'histoire fasse mention dans l'océan Atlantique. Le vice-amiral Préjean, qui les commandait, battit les Anglais en plusieurs rencontres, et poursuivit leurs vaisseaux jusque sur les côtes d'Angleterre : il y tenta même une descente; mais les blessures mortelles qu'il reçut dans ces opérations, mirent un terme à ses succès.

Tandis que l'empereur Maximilien, accompagné seulement de quelque cavalerie allemande, venait joindre à Calais l'armée anglaise, pour y servir en qualité de volontaire, avec une paye de cent écus par jour, Louis XII, malade de la goutte, se faisait porter en litière à Amiens, pour y surveiller les opérations des généraux auxquels il avait commis la défense de cette partie des frontières du royaume.

Il était naturel de croire que Henri VIII commencerait par attaquer Boulogne ou Abbeville; mais, par le conseil de Maximilien, il se décida à marcher sur Térouenne, ville presque enclavée dans les états du jeune archiduc Charles d'Autriche, souverain des Pays-Bas. Cette place, où com-

maudaient Antoine de Créqui et François de Téligny, avait une garnison de deux cents hommes d'armes et deux mille fantassins; mais elle manquait de subsistances et de poudre. Le roi ordonna au seigneur de Piennes, gouverneur de la Picardie, de tâcher d'y faire entrer quelques provisions, mais d'éviter, sur toutes choses, d'en venir aux mains, et d'exposer le salut de la province aux risques d'une bataille.

Piennes ayant rassemblé des vivres et des munitions, chargea le seigneur de Fontraille, capitaine-général des *Stradiots* ou Albanais, au service de la France, de les introduire dans la place. Fontraille distribua ces approvisionnemens entre tous ses cavaliers, en leur ordonnant d'attacher chacun sur leur monture un sac de poudre et des quartiers de viande salée ou bandes de lard. Il traversa au galop, avec sa troupe ainsi chargée, le camp des Anglais, et il atteignit les fossés de la ville, où ses hommes, au nombre de huit cents, déposèrent leurs fardeaux, et se retirèrent avant que les ennemis se fussent mis en devoir de les suivre.

Une tentative si hardie et si heureusement exécutée, excita l'ardeur des autres troupes françaises. Chaque chef envia la gloire dont Fontraille venait de se couvrir. Les provisions qu'il avait portées étaient insuffisantes; on résolut d'en introduire de nouvelles, et chacun voulut avoir part à l'expédition. Il fut arrêté dans un conseil de guerre que Fontraille, à la tête de ses Albanais et d'un certain nombre de gendarmes, les mieux montés, retournerait pour déposer une plus grande quantité de provisions; qu'afin de faciliter cette opération, un corps de quatre cents hommes irait, dans le même temps, répandre l'alarme de l'autre côté du camp ennemi; enfin, que le duc de Longueville, La Palice, Imbercourt, La Fayette, avec le reste de la gendarmerie, prendraient une position avantageuse, pour recueillir les deux détachemens, s'ils manquaient leur coup, ou si, après

l'avoir exécuté, ils étaient poursuivis de trop près par l'ennemi.

Maximilien et Henri VIII furent informés de ce projet par quelques déserteurs. Le roi d'Angleterre prenant soin de renforcer la garde dans tous les endroits où les deux détachemens devaient se présenter, et, tirant du gros de l'armée dix à douze mille hommes de pied, moitié Anglais et moitié lansquenets, leur donna l'ordre de marcher par des chemins détournés, d'attaquer la réserve des Français par derrière, et de leur couper la retraite : ensuite Maximilien choisit cinq à six cents gendarmes, et vint, accompagné de Henri VIII, escarmoucher aux avant-postes, pour donner le temps à l'infanterie d'effectuer son mouvement.

Ces dispositions furent couronnées d'un plein succès. Les deux détachemens français, rencontrant l'ennemi en force sur leur passage, rebroussèrent chemin pour rejoindre le gros de la gendarmerie; mais Maximilien et Henri les avaient prévenus. L'apparition subite du corps de cavalerie conduit par ces deux princes, surprit et déconcerta le duc de Longueville et ses compagnons, qui n'étaient point venus pour combattre, mais uniquement pour faciliter le retour de ceux qui conduisaient des vivres dans Térouenne. Comme ils ne s'attendaient pas à les recevoir sitôt, et que la chaleur était extrême, les gendarmes français ayant mis pied à terre, avaient détaché une partie de leur armure, et prenaient, étendus sur l'herbe, quelques rafraîchissemens. Ceux qui se trouvèrent les premiers à cheval coururent au-devant des cavaliers ennemis, tandis que les autres achevaient de s'armer, et se disposaient à les suivre; mais apercevant en même temps le corps de lansquenets et d'Anglais qui s'avançaient de l'autre côté de la Lys, et jugeant que, s'ils leur donnaient le temps d'arriver, il faudrait courir les risques d'un engagement général, au mépris des ordres du roi, les gendarmes

français prirent la fuite précipitamment, sans songer à ceux qu'ils laissaient aux prises avec l'ennemi : comme il n'y avait point d'infanterie, il n'y eut presque personne de tué sur le champ de bataille. Bayard, formant l'arrière-garde avec un petit nombre de braves, soutint le choc des cavaliers ennemis, et donna aux siens le temps de gagner le pays ; mais il fut fait prisonnier. Cette déroute reçut le nom de *journée des éperons*, parce que les Français s'en servirent plus que de la lance. Leur perte se borna à quelques morts et une centaine de prisonniers.

Bientôt après, le roi d'Angleterre et son allié s'étant emparés de Térouenne, détruisirent cette place de fond en comble. Tournai, qu'ils assiégèrent ensuite, se rendit et reçut garnison anglaise. Henri VIII désirait garder cette conquête.

A cette même époque, Jacques IV, roi d'Ecosse, entreprit de faire une diversion en faveur du roi de France, son allié ; mais, attaqué à Flodden, dans le nord de l'Angleterre, par les généraux de Henri, il y périt avec dix mille des siens.

La division qui ne tarda pas à s'établir entre l'empereur, l'archiduc, son petit-fils, et le roi d'Angleterre, suspendit les alarmes de la France. D'un autre côté La Trimouille, chargé de la défense de la Bourgogne et particulièrement de Dijon, dont les Suisses s'étaient approchés de très-près, ne craignit point de s'exposer au ressentiment de Louis XII, en achetant, par des présens et des promesses d'argent, le retour de ces étrangers dans leur pays. Malgré le mécontentement que le roi affecta de ce traité, malgré son refus formel de le ratifier, il n'en est pas moins démontré que La Trimouille rendit un service bien important à l'état, en empêchant ainsi la jonction des Suisses et des Anglais.

1514. *Louis* XII *fait la paix avec le pape et le roi d'Angleterre.* — Les hostilités étaient suspendues, mais la France pouvait craindre de voir, au commencement de la campagne prochaine, ses ennemis fondre encore sur elle, et rapporter dans son sein toutes les calamités de la guerre. Le roi, cédant enfin aux sollicitations de sa femme, recourut aux négociations, et la reine Anne de Bretagne eut, avant de mourir, la consolation de contribuer à la paix qu'elle avait si ardemment souhaitée entre son époux et le Saint-Siége. Louis XII, qui avait fait travestir, sur le théâtre des halles, à Paris, le pape, l'église et les cardinaux, ainsi que Philippe-le-Bel avait fait jouer Boniface VIII et son clergé, abandonna le concile de Pise, et souffrit que ses ministres allassent recevoir pour lui l'absolution. L'exemple lui en avait été déjà donné par les fiers cardinaux San-Severino et Sainte-Croix, auxquels rien n'avait paru trop avilissant pour recouvrer leurs riches bénéfices.

Henri VIII, de son côté, se plaignait de la trêve conclue d'abord entre Louis XII et Ferdinand, que ce dernier venait encore de renouveler sans sa participation. Louis profita de la circonstance; il fit avec l'Angleterre un traité où les deux puissances se promettaient des secours mutuels. Bientôt après, ce prince, qui avait fait éclater à la mort de la reine Anne les marques de la plus vive douleur, crut consolider son alliance avec Henri, en épousant, à l'âge de plus de cinquante ans, sa sœur Marie, qui n'en avait que dix-huit, et quoique elle fût fiancée à l'archiduc. Nous avons vu que la dernière alliance de Louis avec les Vénitiens avait été négociée par des prisonniers; celle-ci fut l'ouvrage du duc de Longueville, qui était tombé au pouvoir des Anglais dans la journée de Guinegatte.

1515. *Mort de Louis* XII. — Rassuré du côté de l'Angleterre,

irrité des nouvelles intrigues du pape, Louis XII ne tarda point à tourner ses regards vers Gênes et le Milanais; et, malgré les dispositions de l'empereur, les sollicitations de Ferdinand, les menaces des Suisses, il allait faire recommencer la guerre au-delà des Alpes, quand la mort vint le frapper le 1er janvier 1515.

Prince aimable, administrateur économe, militaire intrépide, négociateur trop crédule, Louis XII fit la guerre pendant tout son règne, sans trop fouler le peuple, dont il se plaisait à être nommé *le père*. Sa rupture imprudente avec les Suisses, sa longue liaison avec les Borgia, sa confiance aveugle en Ferdinand, et ses guerres en Italie, ne firent point honneur à sa politique. L'histoire peut lui reprocher six fautes essentielles : il consentit à la ruine des petits princes, il seconda l'insatiable cupidité des papes, il s'associa un étranger tout-puissant pour la conquête de Naples, il ne vint point demeurer assez long-temps au milieu de ses conquêtes, il n'y fit point passer de colonies, enfin il dépouilla les Vénitiens, ses alliés, les seuls que l'intérêt personnel attachât réellement à la France [1].

Il nous reste de Louis XII plusieurs réglemens militaires dictés par la sagesse et par l'amour du bien public [2]. Il assura le prêt des troupes, afin qu'elles n'eussent plus de prétextes pour se livrer aux brigandages, qu'elles regardaient comme un de leurs plus précieux priviléges. Il fut pris des précautions pour que les bourgeois des villes où elles seraient en garnison, ainsi que les habitans des campagnes où elles auraient leurs quartiers, pussent obtenir justice de leurs

[1] Machiavel, dans son livre *du Prince*, nous apprend qu'il avait communiqué lui-même la plupart de ces observations au cardinal d'Amboise; mais un ministre favori et absolu accueille moins volontiers les avis donnés par la prudence, que les éloges donnés par la flatterie.

[2] Anquetil.

vexations. On avait craint que la rigueur de la discipline ne dégoûtât du service la noblesse, qui se faisait un droit de cette licence; mais, se voyant une solde assurée, elle se rangea encore plus volontiers sous des drapeaux, qu'elle n'était plus forcée de tourner contre ses propres vassaux pour leur arracher la subsistance du soldat. Comme on avait eu la précaution de publier qu'on ne conserverait dans le commandement que des officiers d'une bonne conduite reconnue, les capitaines choisis, fiers de la confiance qui les plaçait à la tête des compagnies, ne refusèrent pas de se rendre responsables des désordres, puisqu'ils n'éprouvaient plus d'obstacles à les réprimer.

# CHAPITRE IX.

François 1^er^ monte sur le trône ; situation politique de l'Europe à l'avènement de ce prince. Il projette de renouveler la guerre en Italie ; ses négociations avec différentes puissances ; il se prépare à la guerre. Ligue pour la défense de l'Italie. L'armée française franchit les Alpes ; surprise de Villefranche, en Piémont. Progrès de l'armée française. Le roi traite avec les Suisses ; trahison de ces derniers. Bataille de Marignan. Siége du château de Milan. Cession du Milanais par le duc Maximilien Sforce. François 1^er^ fait la paix avec les Suisses. Mort du roi d'Espagne, Ferdinand-le-Catholique. Entrevue et traité de François 1^er^ avec le pape Léon X. Retour du roi en France ; la guerre continue dans les états vénitiens. L'armée française, auxiliaire des Vénitiens, se retire sur Milan. Siége de cette ville par les impériaux. Retraite de l'empereur Maximilien et de son armée. L'armée française rentre dans les états vénitiens. Traité de Noyon entre François 1^er^ et Charles-Quint. Traité de Londres entre le roi d'Angleterre, l'empereur et le roi d'Espagne. Traité de Fribourg entre la France et les Suisses. Mort de l'empereur Maximilien. François 1^er^ prétend à la couronne impériale ; Charles, roi d'Espagne, l'emporte sur lui. Entrevue de François 1^er^ et de Henri VIII dans le champ dit *du drap d'or*. Commencement de la longue guerre entre François 1^er^ et Charles-Quint. Origine et progrès de la réformation religieuse. Situation des affaires politiques en Italie. Conduite impolitique des maréchaux Lautrec et de Foix en Italie. L'empereur et le pape tentent de surprendre Gênes. Entreprise des bannis milanais sur ce duché. Léon X rend public le traité qu'il avait conclu secrètement avec Charles-Quint contre François 1^er^. Lautrec reprend le commandement de l'armée française en Italie. Siége de Parme par les troupes de l'empereur et de ses alliés ; retraite de ces dernières. L'armée des alliés marche sur les états de Venise. Fautes du maréchal Lautrec. Commencement des revers de l'armée française ; Lautrec abandonne Milan pour se retirer à Côme. Reddition de Crémone et de Côme, d'Alexandrie, de Pavie, etc., aux alliés. Mort du pape Léon X. Les Suisses retirent leurs troupes de l'armée des alliés. Suite des événemens militaires dans le Milanais. L'armée française et celle des alliés sont en

présence; bataille de la Bicoque. Les alliés se rendent maîtres de presque tout le Milanais. Henri VIII déclare la guerre à François 1^er^. Ligue, dite *de Rome*, contre la France. Le roi se prépare à passer une seconde fois en Italie. Procès du connétable de Bourbon; son évasion; il se rend auprès de l'empereur Charles-Quint. L'amiral Bonnivet nommé commandant de la nouvelle armée d'Italie; ses premières opérations. Blocus de Milan. Bayard reprend Lodi et Crémone; belle défense des Français dans le château de cette dernière place. Suite du blocus de Milan; l'armée française se retire sur la rive droite du Tésin. Bayard est surpris dans Rebec. Succès de l'armée alliée. Les Suisses abandonnent l'armée française; retraite de celle-ci; mort du chevalier Bayard. Charles-Quint et ses alliés portent la guerre en France. Invasion de la Provence par l'armée impériale; retraite de cette dernière. L'armée française rentre en Italie, reprend Milan et assiége Pavie. Traité de paix entre François 1^er^ et le pape. Continuation du siége de Pavie; les alliés viennent au secours de cette place. Le duc de Bourbon renforce l'armée impériale. Bataille de Pavie; François 1^er^ est fait prisonnier. Suites de la bataille de Pavie. Traité de Madrid, ensuite duquel François 1^er^ recouvre sa liberté. Ligue entre François 1^er^, Clément VII, Henri VIII et les princes d'Italie, contre Charles-Quint. Siége de Rome par le duc de Bourbon. Mort de ce prince. François 1^er^ envoie une nouvelle armée en Italie; succès de cette armée; sa marche sur Rome; le pape s'échappe du château Saint-Ange, où les impériaux le retenaient prisonnier. Les Français poursuivent l'armée impériale dans sa retraite sur le royaume de Naples. Retraite de l'armée française. Suite des événemens militaires dans le Milanais. L'armée française abandonne l'Italie. Traité de Cambrai; suites des dissensions religieuses en Allemagne. Le duc de Milan, François Sforce, fait assassiner un agent français. Une armée française envahit la Savoie. Charles-Quint se prépare à faire la guerre à la France. L'armée française s'empare d'une grande partie du Piémont; trahison du marquis de Saluces, général de l'armée française. Siége de Fossano par l'armée impériale; capitulation de cette place. Invasion de la Provence par l'armée impériale. L'armée française se tient sur la défensive dans son camp d'Avignon. Evénemens militaires en Picardie. Suite de l'invasion en Provence; l'empereur assiége inutilement Marseille. Retraite de l'armée impériale. Trêve entre François 1^er^ et Charles-Quint; suite des événemens militaires en Piémont; prolongation de la trêve. Nouvelle trêve de dix ans. Entrevue de François 1^er^ et de Charles-Quint à Aigues-Mortes. Le roi permet à l'empereur de traverser la France pour se rendre dans les Pays-Bas. Charles-Quint fait assassiner deux envoyés de François 1^er^; la guerre recommence

entre ces deux monarques. Le sultan Soliman II unit sa flotte à celle de France. Bataille de Cérisoles. Charles-Quint envahit la Champagne. Paix de Crépy entre la France et l'empire. Massacre des protestans dans le midi de la France. Traité de paix entre la France et l'Angleterre. Mort de François Ier.

Ainsi que Charles VIII, Louis XII était mort sans enfans mâles. Il eut pour successeur François, comte d'Angoulême et duc de Valois, fils de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, et de Louise de Valois, arrière-petit-fils de Louis, duc d'Orléans[1], et de Valentine de Milan.

Le nouveau monarque des Français paraissait doué de qualités plus brillantes que solides. On avait négligé dans son éducation la science des affaires publiques; mais il possédait cette valeur, cette générosité, cette franchise, caractères distinctifs de l'antique chevalerie. Du reste, l'heureux instinct du jeune François lui avait fait reconnaître, sans le secours d'autrui, les voies de la civilisation. Il sentit de bonne heure qu'attacher le mépris au savoir et aux talens, l'honneur à l'ignorance, ainsi que l'avait fait jusqu'alors la plus grande partie de la noblesse française, c'était vouloir maintenir la société dans un état de barbarie bien contraire aux vrais intérêts du prince. Il fut donc l'ami des arts et des lettres, en attendant qu'il en devînt le protecteur puissant, et il cultiva à la fois les dons de l'esprit et du corps. Avec un tempérament robuste, de la légéreté, de l'adresse, une taille élégante, une physionomie aussi spirituelle que majestueuse, il excellait à la course, à la lutte, au maniement de l'épée, de la lance; personne ne manégeait un cheval avec autant de grâces[2].

Il avait fait ses premières armes vers la fin du règne de

[1] Le même qui fut assassiné en 1407, par les ordres de Jean, duc de Bourgogne.

[2] Jubé et Servan.

Louis XII, à cette époque fâcheuse où la France, attaquée au nord, à l'est et au midi, avait à lutter contre la plus grande partie de l'Europe. Il commanda les troupes employées d'abord en Navarre, et rappelées ensuite sur les frontières de la Picardie, par l'invasion du roi d'Angleterre, uni à l'empereur. Louis XII, qui commençait à apprécier les heureuses dispositions de son neveu [1], l'avait jugé propre à réparer l'échec reçu à la journée de Guinegatte, à rassurer les troupes alarmées, et soustraire la Picardie au joug qui la menaçait. Le même monarque, en mourant, légua à son successeur le soin de venger les humilians revers de la campagne de 1513.

1515. *Situation de l'Europe à l'avènement de François* 1er. — Il convient ici de considérer rapidement quelle était alors la situation politique de l'Europe; dans quelles dispositions se trouvaient les autres puissances à l'égard de la France; quels étaient le caractère, les talens, les ressources des souverains que François 1er avait à combattre, ou avec lesquels il pourrait traiter.

Ce monarque pouvait compter sur le duc de Savoie, Charles III, frère de madame Louise, sa mère, et il n'avait qu'à entretenir l'alliance de Louis XII avec les Vénitiens.

Les Suisses, par leur position, auraient dû être en défiance contre l'empereur, et rechercher l'amitié de la France; mais les intérêts changent avec les circonstances, et ils étaient alors protecteurs de la Maison des Sforce, défenseurs du Milanais, alliés de Maximilien, et ardens adversaires des Français.

Le pape Léon X, maître de Parme, Plaisance, Bologne, Modène et Reggio, ne pouvait que servir les vues de la puissance qui lui laisserait ces usurpations de Jules II.

[1] Louis XII était oncle de François 1er à la mode de Bretagne, c'est-à-dire que ce dernier était son cousin issu de germain.

Les Florentins, qui, ne pouvant renverser l'autorité des Médicis, ne cherchaient qu'à la borner, devaient nécessairement embrasser le parti du prince qui seconderait le plus utilement leurs desseins.

L'empereur Maximilien, ennemi naturel des Français, à cause de son mariage avec Marie de Bourgogne, avait plus de grandeur que de puissance, et il voyait ses sujets indociles entraver ses projets, par le refus constant de subsides et souvent de troupes.

On pouvait présager, par la conduite du roi Ferdinand avec Louis XII, qu'il ne serait pas favorable à François Ier dans l'expédition du Milanais, qui était un acheminement à la conquête du royaume de Naples.

Etrangère aux affaires du continent, et prétendant toutefois les influencer, la cour de Londres voulait tenir la balance de l'Europe; mais Henri VIII était contenu par l'alliance du roi de France avec l'Ecosse, et par la crainte du duc de Suffolck, qui n'avait point renoncé à ses droits sur la couronne d'Angleterre.

Les états du nord étaient presque sans influence sur ceux du reste de l'Europe.

L'état ottoman, qui devenait de jour en jour plus puissant, aurait pu faire des diversions utiles contre le roi Ferdinand dans le royaume de Naples, et contre l'empereur en Allemagne; mais alors une pareille alliance eût paru monstrueuse et infâme. On ne comprenait point encore que, dans les alliances d'état à état, c'est la seule conformité d'intérêt qu'il faut consulter [1].

La France ne possédait pas, à cette époque, la Flandre, l'Artois, l'Alsace, le Roussillon et la Cerdagne. Avec des

[1] Jubé et Servan.

ports sur l'Océan et la Méditerranée, elle était sans marine; malgré les guerres continuelles, il ne s'était point formé d'infanterie nationale; les arts ne fleurissaient point encore dans ce beau pays; le commerce, les manufactures, n'y attiraient point l'argent des étrangers. Cependant, comparée aux autres nations de l'Europe, la France paraissait la plus avancée en civilisation et en prospérité publique. Comparée à elle-même dans son état passé, on ne la voyait plus en proie à des ennemis étrangers, comme sous la première branche des Valois, ni déchirée par des ennemis domestiques, comme sous Louis XI; toutes les anciennes plaies étaient fermées : les guerres d'Italie, sous Charles VIII et sous Lois XII, avaient formé de bons capitaines, les Châtillon, les La Trimouille, les Chabanne, les d'Ars, les Bayard, les d'Imbercourt, etc., sous lesquels s'étaient instruits d'autres jeunes guerriers, pleins d'ardeur et de courage : Lautrec et ses deux frères, Lescun et Lesparre[1], Montmorency, Guise, Brion, Téligny, Créquy, Bonnivet, les Dubellay, La Marck, Brissac, tous dévoués au roi, passionnés pour la gloire, peu jaloux de commander, peu exercés à obéir, la plupart bornant leur ambition à être capitaines, ou même lieutenans des compagnies de gendarmes.

Ce corps de cavalerie nationale était presque entièrement composé de noblesse; si quelquefois on y admettait des hommes du tiers-état, c'était avec la condition de n'exercer que la seule profession des armes, qui alors annoblissait : quoique la gendarmerie française, réputée invincible depuis près d'un siècle, eût perdu de sa renommée par les derniers échecs de Guinegatte et de Novare, c'était cependant dans elle que consistait la principale force militaire de la France; l'infanterie, soudoyée et retenue sous les drapeaux, était

[1] Ils étaient de la Maison de Foix.

sans vigueur et trop peu nombreuse d'ailleurs, pour qu'on pût se dispenser de lui adjoindre des troupes étrangères.

Tel était l'état où François 1^er^, à son avènement au trône, trouvait l'Europe et la France.

*François 1^er^ projette de renouveler la guerre en Italie.* 1515. — Dans un temps où l'esprit de chevalerie eût été moins en vigueur, dans un siècle où l'on eût mieux connu les intérêts de l'état, où l'on eût mieux calculé le bien-être des peuples et la prospérité publique, le conseil du roi se serait fait un devoir d'éloigner François de passer en Italie, pour s'emparer d'un petit pays séparé de la France par la Savoie, les Alpes, le Piémont, et entouré de tous les côtés de puissances intéressées à s'opposer à cette invasion, ou à inquiéter le prince qui l'entreprendrait; mais François avait déjà commandé des troupes, il était l'idole d'une noblesse, dont il prenait les intérêts avec chaleur, et qui exerçait alors une grande influence sur les déterminations du gouvernement; il était plein du souvenir des victoires qui avaient signalé en Italie les armes des deux rois ses prédécesseurs. Peut-on s'étonner qu'un jeune prince, si ardemment désireux d'acquérir de la gloire, fermât les yeux sur les défaites essuyées, les sommes immenses dépensées, les impôts exigés, les soldats sacrifiés sous les deux derniers règnes? Aussi se laissa-t-il entraîner par les goûts et l'ambition des jeunes guerriers, compagnons de ses premiers faits d'armes, et par l'appât de la renommée militaire, si flatteuse pour celui qui l'obtient, si désastreuse pour les malheureux instrumens qui servent à l'acquérir. D'ailleurs François 1^er^, se faisant un devoir d'exécuter les dernières intentions de Louis XII, ne souhaitait pas avec moins d'ardeur que ce monarque d'entrer en Italie, d'y reprendre possession du duché de Milan, et surtout de venger les prétendus affronts qu'avaient éprouvés les armes françaises à la bataille de Novare.

1515. *Le roi négocie et traite avec différentes puissances ; il se prépare à la guerre.* — Mais pour ne pas réveiller la jalousie de ses voisins, qu'une déclaration prématurée aurait mis sur leurs gardes, il parut n'avoir d'autres vues que de conserver l'amitié des puissances de l'Europe, et d'affermir sa naissante autorité.

En conséquence, il fit des traités d'alliance avec le roi d'Angleterre, l'archiduc Charles, souverain des Pays-Bas, et les Vénitiens; il négocia avec l'empereur, le pape, le roi d'Espagne : il voulut aussi envoyer un ambassadeur aux Suisses; mais ces peuples, animés par le cardinal de Sion, refusèrent des passe-ports, et déclarèrent que, si le traité de Dijon n'était pleinement exécuté, ils allaient entrer en armes dans la Bourgogne. C'était précisément cette déclaration que François 1er demandait; il s'empressa de la publier, se plaignit hautement de la dureté des Suisses, et fit faire ouvertement, en Bourgogne et en Dauphiné, des préparatifs, qu'on pouvait croire uniquement destinés à la défense de ces provinces.

Toujours, sous le même prétexte, il ramassa de l'argent, porta ses compagnies d'ordonnance jusqu'au nombre de quatre mille lances, leva en Allemagne, chez les Grisons, dans la Gueldre, dans la Navarre, une nombreuse infanterie, et fit conduire à Lyon beaucoup d'artillerie [1].

1515. *Ligue pour la défense de l'Italie.* — Le pape et les autres princes donnèrent dans le piége; mais l'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Milan, envoyèrent des ambassadeurs en Suisse, afin d'y conclure une ligue pour la défense de l'Italie, dans laquelle il fut stipulé que les Suisses entreraient en Bourgogne ou en Dauphiné, et le roi d'Espagne, avec une armée nombreuse, attaquerait la France par Per-

[1] Martin Dubellay.

pignan ou Fontarabie. On laissa au pape un certain temps pour accéder à ce traité.

Après une longue hésitation, il consentit à entrer dans la ligue, en exigeant que cette démarche serait secrète. Obligé de renoncer à la neutralité ou au secours du pape et des Florentins, François 1er sut décider Octavien Frégose à lui remettre Gênes, en y recevant les troupes françaises qu'il voudrait y envoyer, et à changer le titre de doge en celui de gouverneur perpétuel pour le roi de France.

Ce traité de la France avec Frégose dévoila entièrement les projets de François 1er; il ne fut plus possible de douter qu'il ne se proposât de conquérir le Milanais, et dès-lors tous les projets pour une guerre offensive s'évanouirent. Il ne fut plus question d'entrer dans la Bourgogne ou dans le Dauphiné, dans le Languedoc ou dans la Guyenne; on courut à la défense de l'Italie.

Vingt mille Suisses allèrent occuper les passages des Alpes, l'empereur se borna à laisser un nombre assez peu considérable de soldats allemands avec ceux des Espagnols; le pape, ayant toujours envie de cacher ses desseins, fit marcher ses troupes sous les ordres de Laurent de Médicis, son neveu, et les fit arrêter sous le canon de Plaisance, assurant les confédérés qu'elles allaient joindre les Suisses, et disant aux Français qu'elles allaient à Parme et Plaisance: Raymond de Cardone, vice-roi de Naples, s'était porté à Vérone à la tête des Espagnols, afin d'arrêter les troupes vénitiennes commandées par Alviano.

En s'avançant vers les Alpes, les Suisses ravagèrent les états du duc de Savoie et des autres alliés de la France en Italie.

*L'armée française franchit les Alpes.* — François 1er n'ayant plus rien à dissimuler, après avoir confié la régence à sa mère, prit, au mois d'août, la route de l'Italie, à la 1515.

tête de quinze mille hommes de cavalerie, de quarante mille d'infanterie, de trois mille pionniers et d'une nombreuse artillerie.

Il avait partagé son armée en trois corps. Le connétable Charles de Bourbon commandait l'avant-garde, le roi se réserva le corps de bataille, et donna le commandement de l'arrière-garde au duc d'Alençon; mais, avant tout, il fallait passer les Alpes, et c'était peut-être l'objet le plus difficile à remplir de toute l'entreprise.

On ne connaissait alors que deux passages à travers les Alpes; l'un, vers le nord, par le Mont-Cenis; l'autre, vers le midi, par le Mont-Genèvre : tous deux aboutissaient au pas de Suze, et c'était là que les Suisses attendaient l'armée française. L'ardeur trop excessive, et si souvent trop inconsidérée des chevaliers français, leur faisait demander d'emporter ces passages de vive force; mais l'infanterie entière eût péri dans ces défilés étroits et tortueux, sans pouvoir se développer, ni être secondée par la cavalerie [1].

Les passages à travers les Alpes n'étaient ni aussi multipliés, ni aussi praticables que de nos jours; on n'avait point encore découvert, ni développé la belle théorie du pendant des eaux, appliquée à l'art de la guerre dans les montagnes.

On fit embarquer une partie des troupes, sous la conduite d'Aymar de Prie, grand-maître de l'ordre des arbalétriers, avec ordre de descendre à Gênes, et de pénétrer dans le Milanais, au-delà du Pô. On avait espéré d'abord que la crainte d'être attaqué à la fois par devant et par derrière, que la nécessité de défendre le Milanais engageraient les Suisses à abandonner Suze, et à laisser la liberté du passage à l'armée française; mais, en supposant que ce détachement pût être rendu très-promptement dans le Milanais, ce qui

[1] Guichardin.

était infiniment douteux, pouvait-il avoir des succès assez rapides, capables d'effrayer les Suisses, et de les décider à quitter le pays de Suze? Cela n'était pas probable; la saison d'ailleurs était très-avancée, et la faute que l'on avait commise, de ne pas devancer les Suisses dans le Piémont, se faisait toujours plus sentir, lorsque un heureux hasard vint procurer un moyen imprévu de le réparer.

Un paysan, occupé depuis un grand nombre d'années à chasser dans les montagnes qui séparent la Savoie de l'Italie, et qui en connaissait toutes les localités, vint trouver le comte de Morette, son seigneur, officier dans l'armée française, et il s'offrit de lui montrer une route inconnue, mais sûre, par laquelle on pourrait pénétrer en Piémont sans être inquiété par les Suisses. Le comte, ne voulant pas agir légèrement, résolut de se convaincre par lui-même, et, guidé par le paysan, alla examiner la route proposée; il y trouva des difficultés, mais elles ne lui parurent pas insurmontables. Il se décida alors à en lever le plan, et, d'après l'avis du duc de Savoie, il se rendit, avec le paysan, à Lyon, où était encore le roi. Lautrec et Pierre de Navarre, l'un le plus entreprenant, l'autre le plus sage et le plus expérimenté des officiers de l'armée, furent chargés de visiter ces périlleux passages, avec les maréchaux de Chabanne et Trivulce, accompagnés du comte de Morette et du paysan. Le second rapport confirma le premier. C'était la première marche d'Annibal à travers les Alpes, avec tous ses travaux et périls, dont il fallait renouveler l'entreprise. Un détachement de l'armée fut envoyé sur le Mont-Cenis, un autre sur le Mont-Genèvre, pour menacer les Suisses et les inquiéter; le reste de l'avant-garde passa la Durance à gué, et s'engagea dans les montagnes, du côté de Guillestre; cette troupe était précédée de trois mille pionniers; le fer et le feu lui ouvrirent une route à travers les rochers; on remplit

les précipices avec des fascines et de gros arbres; on jeta des ponts de communication; on traîna, à force de bras, l'artillerie dans quelques endroits inaccessibles aux bêtes de somme; les soldats aidèrent les pionniers, les officiers aidèrent les soldats; tous indistinctement saisirent la pioche et la coignée; on gravit les montagnes à pic, on fit des efforts plus qu'humains; on brava la mort, qui semblait se multiplier de toutes parts, et planer sur ces vallées profondes, arrosées par l'Argentière, et où d'impétueux torrens de neige et de glaces, fondues par le soleil, se précipitent avec un fracas épouvantable. Le bruit des torrens, les cris des hommes qui tombaient dans les abymes, les hénissemens des chevaux, harassés de fatigue et effrayés tout à la fois, étaient horriblement répétés par tous les échos, ce qui redoublait encore le tumulte et la terreur. On arriva enfin à une dernière montagne, où, pendant quelque temps, on craignit de voir échouer tant d'efforts et de travaux; la roche vive, devant laquelle on se trouvait, résistait à la sape et à la mine. Pierre de Navarre [1], qui l'avait plusieurs fois sondée, commençait à désespérer du succès, lorsque des recherches plus heureuses lui découvrirent une veine assez tendre, qui céda aux efforts du fer et du feu, et laissa un passage, qui permit à l'armée d'arriver, au bout de huit jours, dans le marquisat de Saluce, après avoir donné un grand exemple de ce que peut l'audace et la persévérance [2].

Une partie des troupes pénétra dans la plaine par le pas de la Dragonnière, une autre par les hauteurs de Roque-Servières et de Coni; le maréchal de La Palice s'était frayé

[1] Ce brave capitaine, fait prisonnier à la bataille de Ravenne, était entré au service de France. Il avait organisé et armé à l'espagnole un corps de dix mille montagnards des Pyrénées.

[2] Guichardin. — Martin Dubellay. — Jubé et Servan.

une route particulière, il avait conduit une colonne par Briançon et Sestrières, afin de couvrir l'artillerie.

*Les Français surprennent Villefranche, en Piémont.* — 1515. Les Suisses n'eurent aucun soupçon; les Piémontais gardèrent scrupuleusement le silence sur la marche des Français, et vinrent avertir ceux-ci de l'arrivée de Prosper Colonne, à la tête de la cavalerie du pape, à Villefranche, petite ville sur le Pô, à quelques lieues de sa source. Aussitôt les maréchaux de Chabanne et d'Aubigny [1], Bayard, d'Imbercourt, Montmorenci, et tous les capitaines font monter à cheval leurs hommes d'armes, et marchent à leur tête. Le comte de Morette et le paysan les guident à travers le mont l'Epervier, qui voyait, pour la première fois, de la cavalerie traverser ses âpres sinuosités. On passe le Pô à gué, et d'Imbercourt, à la tête de l'avant-garde, arrive à midi à la vue de Villefranche. La sécurité y avait produit la négligence, les postes étaient abandonnés, les soldats dispersés, les portes ouvertes; à la vue des Français, la garnison court en tumulte pour leur interdire l'entrée de la place. Deux gendarmes de la compagnie d'Imbercourt, Hallencourt, gentilhomme picard, et Beauvais, gentilhomme normand, se précipitent vers la porte, la lance en arrêt. Hallencourt tombe dans le fossé; mais l'intrépide Beauvais passe sa lance dans la porte entrouverte, la soutient avec vigueur, et donne le temps à d'Imbercourt et à sa troupe de l'appuyer. La porte est enfoncée. D'Imbercourt, quoique blessé au visage, ne cesse de combattre; le maréchal de Chabanne arrive, les Français pénètrent dans la ville, la maison de Prosper Colonne est environnée; ce général n'étant encore instruit de rien, d'Aubigny le fait prisonnier; Colonne, revenu de sa sur-

[1] Robert Stuart, seigneur d'Aubigny. Il était Ecossais d'origine, et descendait de ce Jean Stuart, comte de Douglas, qui avait été connétable de France sous Charles VII.

prise, et convaincu de son malheur, accuse son lieutenant, s'accuse lui-même d'avoir flétri ses lauriers, et ne trouve aucune excuse à donner pour une telle inattention.

*Progrès de l'armée française.* — D'un autre côté, les troupes sous les ordres d'Aymar de Prie étaient descendues à Gênes, quatre mille soldats génois s'étaient joints à elles, les villes d'Alexandrie et de Tortone avaient été surprises, et la plus grande partie du Milanais située au-delà du Pô était déjà conquise.

La nouvelle de ces succès consterna les confédérés, qui commencèrent à se diviser; mais le fameux Schinner, évêque-cardinal de Sion, et les Suisses, frémissant de rage de voir les Français leur échapper, se hâtèrent de marcher vers le Milanais pour le défendre. Sur leur chemin, ils pillèrent également et Chivas (Chivazzo), qui leur ferma ses portes, et Verceil (Vercelli) qui leur ouvrit les siennes; cependant leurs chefs n'étaient pas tous dans les mêmes dispositions à l'égard de la France.

Le cardinal de Sion reprochait au capitaine Albert La Pierre, commandant les Suisses du canton de Berne, d'avoir connu la marche des Français à travers les Alpes; La Pierre répondit à cette insulte par des brutalités : le cardinal osa le faire arrêter; mais, relâché au bout de vingt-quatre heures, le colonel demanda hautement la solde de sa troupe; il ne fut point écouté. Le cardinal s'enfuit à Pignerol, et Albert ramena dans le canton de Berne la plus grande partie de ses soldats.

Bayard et le connétable de Bourbon pensaient que l'on aurait défait les Suisses, si on les avait attaqués dans ce moment de désordre; mais François 1er, à qui ses généraux communiquèrent cette idée, était encore à Lyon avec le corps de l'armée : il jugea qu'il serait prudent d'attendre la réunion de toutes ses forces; peut-être aussi était-il jaloux

d'avoir part à la gloire de ses capitaines. Quoi qu'il en soit, bientôt le roi passa les Alpes sans obstacle, traversa le Piémont, prit, dans sa marche, plusieurs places sans s'arrêter, et arriva enfin, avec ses forces réunies, à Marignan (Melagnano).

Il restait à François 1er une jonction importante à effectuer, et une autre à empêcher. On attendait impatiemment Alviano, qui devait joindre l'armée française avec les troupes vénitiennes sous ses ordres; on devait s'opposer à la réunion des troupes papales et espagnoles avec les Suisses. Alviano, pour empêcher cette jonction et exécuter la sienne, côtoyait le Pô, et s'avançait du côté de Vérone. Médicis et Cardone étaient retenus dans le Plaisantin par des méfiances continuelles. Cependant Médicis força Cardone à passer le Pô, pour s'opposer à la jonction des Vénitiens et des Français; mais, quelque cavalerie de ceux-ci s'étant avancée jusqu'à Lodi pour la faciliter, les confédérés repassèrent le Pô avec précipitation, et retournèrent se mettre à couvert sous le canon de Plaisance. Alviano parvint alors sans obstacle jusqu'à Lodi, où il se trouva à portée de donner la main au camp de Marignan [1].

*Le roi traite avec les Suisses; trahison de ceux-ci.* — Cependant le roi traitait avec les Suisses, et tout paraissait se disposer à un accommodement; quelque onéreux qu'il fût, François 1er voulait bien y souscrire, et, à ce sujet, il écrivait à Lautrec : « Un roi ne doit point hasarder le sang de ses sujets, ni verser celui de ses ennemis, lorsqu'on peut racheter l'un et l'autre pour de l'argent. »

Le 8 septembre 1515, la négociation fut terminée, grâce au zèle généreux des principaux officiers, qui vendirent leur vaisselle, et donnèrent tout leur argent.

[1] Guichardin. — Martin Dubellay.

Le bâtard de Savoie et le maréchal de Lautrec furent chargés de mener ce convoi d'argent à Bufalora, où les Suisses devaient envoyer un détachement pour le recevoir; mais le cardinal de Sion, devenu plus absolu par la retraite du colonel de La Pierre, fit tant par ses intrigues et ses discours, inspirés par la plus aveugle passion, qu'il décida les Suisses à se couvrir de honte, en allant attaquer le convoi avant son arrivée à Bufalora, et à tomber ensuite sur l'armée française. Heureusement un espion, bien payé, s'empressa de prévenir Lautrec de cette résolution, et celui-ci, après s'être détourné de sa route et avoir mis l'argent en sûreté, avertit le roi de se tenir sur ses gardes. Les Suisses, déçus dans leur espoir, n'en marchèrent pas moins vers Marignan.

12-13 nov. 1515. *Bataille de Marignan.* — François 1er s'entretenait avec Alviano, qui avait devancé ses troupes pour prendre les ordres du roi, au moment où le connétable de Bourbon donna avis que l'on voyait les Suisses s'avançer en ordre de bataille. A cette nouvelle, Alviano court vers Lodi pour hâter la marche de l'armée vénitienne; le roi s'arme, et se met à la tête de ses troupes, qui voyaient avec transport arriver le moment de laver l'affront reçu à Novare; le connétable range l'armée en bataille, il confie aux lansquenets la garde de l'artillerie, placée en avant [1], et dispose la cavalerie sur les deux ailes du corps de bataille.

Les Suisses s'avançaient en bon ordre et en silence vers l'artillerie, afin de s'en emparer pour la tourner contre les Français, ou l'enclouer : la même manœuvre leur avait fait

[1] L'armée française était formée en bataille dans son camp, l'artillerie était parquée vers la droite de ce même camp, rangée sur des plates-formes et défendue par un fossé. Le connétable jeta les lansquenets en avant de ce retranchement pour en défendre les approches; d'autres troupes étaient destinées à appuyer les lansquenets, comme on va le voir bientôt.

gagner la bataille de Novare. Ils négligèrent la cavalerie des deux ailes, et chargèrent les lansquenets avec une vigueur peu commune. L'affectation de cette démarche alarma la troupe allemande; elle crut que les Français étaient convenus de la sacrifier aux Suisses : Frappés de cette idée, les lansquenets reculèrent en gardant leurs rangs. Heureusement le connétable, qui s'en aperçut et en pénétra la cause, se hâta de faire avancer les bandes noires [1], pour sauver l'artillerie que les Suisses attaquaient déjà. En même temps, il fait ébranler la cavalerie, et ordonne à l'une et à l'autre de fondre sur l'ennemi. Dès lors un dépit généreux s'empare des lansquenets; ils rougissent de leur erreur, ils volent pour la réparer; déjà ils ont prévenu les bandes noires, et repris leur poste; celles-ci, de leur côté, veulent justifier le choix qu'on avait fait d'elles; une ardeur jalouse anime les deux corps, et les Suisses sont pressés de toutes parts sans être ébranlés; ils résistent, ils attaquent avec la même vigueur; ici l'ennemi est défait, là il est vainqueur.

Au centre, le connétable, le maréchal de Chabanne, d'Imbercourt, Téligni et quelques autres capitaines, s'efforçaient, avec leurs compagnies de gendarmes, d'entamer un gros bataillon suisse qui repoussait toutes leurs attaques. Après avoir épuisé toutes les ressources de la valeur, ils sont rejetés sur l'infanterie, prêts d'être accablés; le roi, à la tête de deux cents hommes d'armes, charge de flanc ce bataillon suisse, l'arrête d'abord, l'entame ensuite, et le force à mettre bas les armes [2].

[1] On appelait ainsi l'infanterie française qui avait succédé aux francs-archers, et que Louis XII avait organisée et disciplinée sur le modèle des Suisses, pendant les guerres d'Italie. Le nombre des soldats d'une bande ou compagnie d'infanterie variait de cinq cents à deux mille; elle était commandée par un capitaine, un lieutenant et un enseigne : ces charges étaient très considérables à cette époque.

[2] Martin Dubellay.

L'approche de la nuit, jointe à un épais tourbillon de poussière qui s'éleva entre les combattans, les empêchait de se reconnaître, ayant les uns et les autres des écharpes et des croix blanches. Après le succès dont nous venons de parler, le roi, courant à de nouveaux périls, rencontre un autre corps d'environ huit mille hommes : il le prend pour les lansquenets; mais à peine les gendarmes ont-ils crié *France!* qu'ils sont assaillis d'une multitude de coups de piques. Ils se défendent avec la plus grande valeur, et donnent le temps au roi de rallier cinq à six mille lansquenets, tandis que le connétable ramène à la charge l'infanterie française, avec une partie de la gendarmerie. Les Suisses sont ébranlés; le roi, maître de l'artillerie, déjà plusieurs fois prise et reprise, passe à travers la masse ennemie, qui, ayant reculé et perdu beaucoup de terrain, se divise en plusieurs pelotons, sans cesser de combattre.

Cependant l'action avait duré depuis trois heures après midi jusqu'à onze heures et demie, et l'ardeur des combattans, loin de se ralentir, semblait être augmentée. Enfin la lune leur déroba entièrement la lumière; la profondeur de l'obscurité les força à suspendre leurs coups, sans les faire penser à se retirer de part ni d'autre, chacun restant sur le terrain qu'il occupait; la gendarmerie, à cheval, l'infanterie, sous les armes, Suisses, Français, lansquenets, Milanais, mêlés, confondus les uns avec les autres, aucun n'osant se faire connaître à son voisin. Le prince de Talmont était enfermé entre deux bataillons suisses. Bonnivet croyait soutenir les dix mille Gascons commandés par Navarre; mais leur ardeur les avait emportés jusqu'au milieu du corps de bataille des Suisses, et Bonnivet était enveloppé de tous les côtés.

Le roi était environné des siens, qui se rassemblaient autour de lui autant qu'ils le pouvaient; épuisé par la fatigue

et la soif, il demande à boire; on lui présente, dans un casque, une eau bourbeuse et teinte de sang, qu'il avale avec avidité, et vomit aussitôt avec horreur. Dans ce moment, un officier vient annoncer au roi qu'il n'est qu'à cinquante pas du plus gros bataillon des Suisses, et qu'il ne peut éviter d'être pris, s'il est aperçu. La retraite était dangereuse; on éteint une torche qui éclairait ce bivouac, et le roi, restant à sa place, se repose tout armé et sans dormir sur l'affût d'un canon, attendant avec impatience le retour de la lumière et le renouvellement de l'action.

A la pointe du jour, les deux partis observèrent une espèce de trève tacite; chacun courut se ranger sous son drapeau, et se prépara à combattre de nouveau. Beaucoup de Français, qui avaient cru le roi mort, se rassemblèrent autour de lui avec de grands transports de joie.

Cependant le combat recommence, et les Suisses reviennent à la charge avec tant d'impétuosité, qu'ils obligent les lansquenets et les bandes noires à reculer de plus de cent pas; mais le connétable vient les soutenir avec sa gendarmerie, et les Suisses ne peuvent réussir à les enfoncer. Bientôt l'artillerie française, par un feu soutenu et meurtrier, ouvre à Pierre de Navarre et à ses Gascons des chemins plus faciles à travers les rangs ennemis; le roi, à la tête de la gendarmerie, profite de ces avantages avec tant de vivacité, que la victoire, après quatre heures de combat, se déclare enfin pour les Français.

En vain les Suisses veulent-ils la ramener par une diversion heureuse; ils détachent un corps considérable, qui, à la faveur des ravins et des vallons, marche pour surprendre l'arrière-garde française; mais le duc d'Alençon, qui la commande, est sur ses gardes; il attaque le premier le détachement ennemi, le repousse: Maugiron et Cossé achèvent

la déroute avec leurs compagnies de gendarmes, que soutient Pierre de Navarre à la tête des Gascons.

Ce dernier événement força les Suisses à la retraite, qu'ils effectuèrent toutefois en bon ordre, et le roi dédaigna de les poursuivre, dans la persuasion, sans doute, que la politique ordonnait de ménager une nation avec laquelle on serait bien aise de renouveler d'anciennes alliances.

L'armée vénitienne arriva sur ces entrefaites : Alviano croyait la bataille perdue [1]; la vue du champ de bataille lui fit regretter la gloire qu'il s'était flatté d'acquérir. Pour s'en dédommager, il attaqua l'arrière-garde ennemie, et remporta sur elle un reste de victoire inutile et trop chèrement acheté.

Deux compagnies suisses s'étaient jetées dans un village voisin de Marignan ; on les somma inutilement de se rendre, il fallut forcer ces braves et opiniâtres guerriers dans les maisons, où ils osaient encore se défendre. Ils y furent misérablement brûlés jusqu'au dernier, avec quelques Français qui avaient pénétré dans ces maisons, l'épée à la main [2].

Cette bataille, remarquable dans les fastes militaires, plutôt par l'acharnement et la bravoure des combattans, que par la science qu'on y développa, coûta plus de quinze mille hommes aux Suisses, et environ six mille aux Français [3].

[1] A quelque distance du champ de bataille, le général vénitien avait rencontré quelques bandes d'aventuriers, qui, ayant lâché pied pendant l'action, fuyaient sans savoir de quel côté ils tournaient leurs pas. Alviano leur demanda des nouvelles de la bataille : « Elle est perdue, s'écrièrent-ils. — Eh bien ! reprit Alviano, suivez-moi, et vous verrez revenir la victoire. »

[2] Guichardin. — Martin Dubellay. — Mézerai. — Servan.

[3] L'histoire fournit peu d'exemples de tant d'acharnement et de tant de valeur. Quatre-vingt mille hommes avaient combattu, pendant plus de douze heures, sans méthode, sans art, ne cherchant mutuellement

Le roi eut son cheval blessé de deux coups de pique, et reçut de violentes contusions, ses armes ayant été enfoncées en plusieurs endroits.

Le connétable et le maréchal de Trivulce, coururent les

qu'à s'entr'égorger. La science avait cependant fait quelques pas; l'infanterie n'était plus, comme auparavant, un ramas de paysans, sans formation, sans discipline, sans instruction; elle était mieux armée, mieux dressée aux évolutions militaires; l'artillerie s'était également perfectionnée. Mais les hommes de guerre de cette époque ignoraient la manière d'employer utilement ces différens moyens.

Ainsi, au lieu de distribuer l'artillerie de bataille, la seule encore en usage, de lui faire occuper des positions, de lui donner par là les moyens de prendre obliquement, en écharpe ou à revers, ces lourdes masses de l'infanterie suisse, de les arrêter, de les ouvrir, de les effrayer, de faciliter leur déroute, on réunit sur un seul point, au centre, toutes les bouches à feu, et on les prive par là des effets terribles qu'elles auraient dû produire. Il paraît d'ailleurs qu'on s'était bien peu occupé encore à connaître, à pratiquer les moyens de faire mouvoir facilement et avec légéreté ces pièces, non plus qu'à les servir avec promptitude, et à rendre leurs effets plus désastreux, en multipliant leurs coups.

L'infanterie, formée sur un ordre profond, d'après sa manière d'être armée et une fausse application des principes militaires des Grecs et des Romains, était un corps à peu près inerte, réuni au centre de la bataille, dans la vue d'y assurer la défense de l'artillerie, contre laquelle les Suisses étaient habitués à faire leurs plus grands efforts; mais s'y trouvant trop entassée, privée des moyens de manœuvrer, elle était réduite à reculer ou à avancer, à être culbutée ou à culbuter. Disposés sur un ordre plus mince, trente mille hommes d'infanterie auraient pu occuper un plus grand front, fournir les moyens de former une réserve, et procurer des corps disponibles pour se porter sur l'une ou l'autre des ailes, dépasser le front de l'ennemi, et inquiéter ses flancs, ou le tourner.

La cavalerie ne présentait pas de moindres inconvéniens, par sa formation et l'armure des cavaliers, qui contribuait beaucoup à écraser les chevaux et apesantir leur marche. Formée sur un trop grand front, elle devenait d'une extrême faiblesse; d'abord, parce qu'elle n'avait aucune espèce de consistance et d'appui, et conséquemment le cavalier, blessé ou mort, ne pouvait être remplacé par aucun autre; ensuite, parce que chaque gendarme, au moyen de cette mauvaise formation, se faisait une gloire de charger individuellement, et d'aller faire son coup de lance

plus grands dangers. Parmi les héros qui s'illustrèrent à Marignan, celui qui, après le connétable, eut le plus de part à la victoire, fut Galiot de Genouillat, grand-maître de l'artillerie, qui tira un grand parti de l'arme qui était sous ses ordres, et à qui le roi attribua le gain de la bataille.

Après avoir fait ensevelir les morts, panser les blessés, avoir donné ses ordres pour l'érection d'une chapelle, en mémoire et en reconnaissance de sa victoire, François 1er arma chevalier, sur le champ de bataille, les jeunes gentilshommes qui venaient de s'y distinguer; il avait fait lui-même à Bayard, avant le combat, l'honneur de recevoir des mains de ce brave des braves l'ordre de chevalerie.

L'armée française marcha ensuite sur Milan. Le cardinal de Sion, qui s'y était retiré après la bataille, se hâta d'en sortir au bruit de l'approche du roi, pour se réfugier chez l'empereur, emmenant avec lui le jeune François Sforce, frère puîné du duc Maximilien; mais il fuyait moins les Français que ses propres compatriotes, qui ne voyaient plus en lui que le fléau de leur pays.

*Les Français assiégent le château de Milan.*—Quelques

pour son propre compte, ce qui était aussi vicieux que dangereux et inconvenant.

Dans un temps où l'adresse, la force du corps, la bravoure, avaient fait imaginer, pour les chevaliers, des combats d'homme à homme, comment put-on se résoudre à composer à la guerre, avec ces mêmes chevaliers, des corps qui, par leur faiblesse, leur peu d'union, leurs habitudes, leur manière de combattre, se trouvaient dans l'impossibilité d'agir hostilement en masse? En les formant au moins sur deux rangs, on aurait doublé les forces, et on se serait assuré, en donnant plus de poids, plus d'ensemble, plus de masse aux combattans, de pouvoir en faire plus aisément des divisions particulières, qui auraient pu attaquer, sur une plus grande quantité de points, d'une manière imposante, et se faire craindre à l'ennemi sur une multitude d'autres; moyen toujours sûr de l'inquiéter, de l'intimider, de déranger ses projets, ou même de les détruire.

(Le général Servan.)

Suisses, croyant devoir, par honneur, suivre jusqu'au bout la fortune de Maximilien Sforce, s'enfermèrent avec lui dans le château de Milan. A l'arrivée du roi, les habitans s'empressèrent de lui apporter les clefs de la ville; mais il ne crut pas devoir y faire son entrée avant d'avoir soumis le château, qui passait pour une des places les plus fortes de l'Europe. Sforce avait des vivres pour un mois, et la diète générale des Suisses décida que la nation s'armerait de nouveau pour la défense de ce duc, et leverait jusqu'à cinquante mille hommes en sa faveur. D'autre part, il était assez probable que le cardinal de Sion réussirait à arracher l'empereur à son indolence. Le pape même, qui n'avait encore conclu aucun traité avec le roi, pouvait secourir Sforce, et alors les troupes espagnoles se fussent jointes infailliblement à celles du Saint-Siége.

Les Français, pour enlever au duc toutes ressources, pressaient la place avec vivacité. Le connétable de Bourbon conduisait le siége. Pierre de Navarre, qui réunissait à la bravoure du soldat le talent de l'ingénieur, se proposait, avec les secours des mines, de faire sauter la place; mais il faillit lui-même à être la victime de son art terrible. Il avait poussé la tranchée jusqu'aux bastions de la place, ses travailleurs étaient couverts, les défenses extérieures des assiégés détruites, les fossés desséchés. Une casemate minée, à laquelle il venait de faire mettre le feu, l'ensevelit sous ses ruines; on l'en retira avec peine, couvert de blessures. Cet événement ralentit pendant quelques jours les travaux du siége; Navarre, bientôt rétabli, les reprit avec une nouvelle vigueur.

*Le duc Maximilien Sforce cède le Milanais au roi de France.* — Il n'arrivait des secours d'aucun côté. Le vice-roi de Naples, à la nouvelle de la victoire remportée par les Français à Marignan, s'était empressé de ramener ses

troupes découragées, pleines d'effroi, et dont il n'était plus le maître; Laurent de Médicis, abandonné des Espagnols, n'osait faire aucun mouvement; l'empereur Maximilien promettait toujours, et n'agissait point; les Suisses prêtaient l'oreille aux propositions du roi de renouveler les anciennes alliances; il y avait de la mésintelligence parmi les assiégés. Le connétable, saisissant à propos ces différentes circonstances, entama une négociation, qui eut le plus heureux succès, et au moyen de laquelle, après vingt jours de siége, Sforce se décida, pressé par Jean de Gonzague, son oncle, et Jérôme Morron, son chancelier, à remettre aux Français les châteaux de Milan et de Crémone, seules places qui lui restaient dans son duché. Il renonça à tous ses droits sur le duché en faveur du roi, qui lui donnait un asile en France, payait ses dettes, et lui assurait une pension de trente mille écus en argent ou en bénéfices, en lui procurant le chapeau de cardinal. Sforce se rendit en France, charmé d'échapper à l'insolente protection des Suisses, aux exactions de l'empereur, aux artifices des Espagnols, à l'alliance frauduleuse du pape, et paraissant convaincu qu'il allait être plus libre et plus heureux dans l'obscurité paisible de sa retraite, qu'il ne l'avait été sur un trône, où on l'avait fait asseoir malgré lui.

François 1er, maître du Milanais, fit son entrée dans la capitale de ce duché, accompagné de cinq princes du sang et à la tête de son armée triomphante. Il établit ensuite à Milan un parlement, à l'instar de celui de Paris, visita les places du duché, et séjourna à Vigenova, où il reçut les complimens faux ou sincères de tous les princes de l'Italie; enfin, il accorda aux Vénitiens les secours nécessaires pour recouvrer leurs états de terre ferme [1].

[1] Guichardin. — Martin Dubellay. — Mézerai.

*François* 1er *fait la paix avec les Suisses.* — Mais son but n'était pas entièrement rempli ; il fallait traiter avec les Suisses, le roi d'Espagne, le pape, l'empereur d'Allemagne, et effacer jusqu'au moindre vestige de la ligue formée contre la France.

Les négociations entamées avec les Suisses se terminèrent par une paix aux mêmes conditions acceptées de part et d'autre avant la bataille de Marignan, et auxquelles le roi vainqueur eut la sagesse de ne rien changer.

Les Suisses reconnurent François 1er pour duc de Milan, comte d'Asti, et seigneur de Gênes, s'engagèrent à rendre les places et châteaux qu'eux ou leurs alliés possédaient dans le Milanais, et promirent de fournir le nombre de troupes dont on conviendrait, selon les circonstances. Le roi s'obligea, de son côté, de leur payer, dans les termes convenus, un million d'écus ; il augmenta en même temps les pensions qu'on leur payait avant la rupture avec la France, et que Louis XII leur avait refusées.

Ils conservèrent Bellinzona et le comté d'Avone; mais les cinq petits cantons, qui étaient en possession des vallées du Milanais que le roi se faisait rendre, refusèrent de signer le traité, et les huit autres cantons stipulèrent qu'ils n'agiraient point hostilement contre leurs compatriotes, quand on entreprendrait de reprendre sur eux les vallées.

*Mort du roi Ferdinand dit le Catholique.* — Ferdinand, toujours inquiet sur le royaume de Naples, bien loin de songer à vivre pacifiquement avec François 1er, ne négligeait rien pour lui susciter de nouveaux ennemis ; mais il mourut au moment où il cherchait à réveiller la haine des Suisses, où il irritait la jalousie du roi d'Angleterre, et où il fournissait vingt mille écus à l'empereur pour faire une irruption dans le Milanais. Il eut pour successeur Charles, son petit-fils, archiduc d'Autriche et souverain des Pays-Bas, qui, en 1516.

joignant à ses autres états ceux de l'Espagne et ceux de la Maison d'Autriche, dont il allait hériter, devait former une puissance bien redoutable pour la France.

14 déc. 1515. *Entrevue et traité de François* 1er *avec le pape Léon* X. — Le pape, voyant que la fortune ne se démentait point en faveur du roi de France, donna enfin ordre à son nonce de terminer. On se hâta de conclure; François 1er prit sous sa protection la Maison de Médicis et le gouvernement de Florence dans l'état où il était alors, c'est-à-dire tendant à la monarchie; le pape rappela les troupes de l'église qui servaient contre les Vénitiens, et remit au roi Parme et Plaisance, à condition qu'il tirerait le sel de Cervia, et non plus de Comachio, dans le Ferrarais.

Il restait encore plusieurs points particuliers à régler. Le pape et le roi se virent à Bologne, pour conclure plus promptement. Là ils traitèrent de trois objets principaux, Naples, les feudataires du Saint-Siége, la pragmatique et le concordat. Le roi consentit à mettre un certain délai avant d'attaquer Naples. Pour les feudataires, il fit rendre au duc de Ferrare Modène et Reggio, en remboursant au pape quelques sommes qu'il prétendait avoir avancées; quant au duc d'Urbin, le roi se contenta des assurances du pape d'accorder, à sa recommandation pour ce prince, tous les égards qu'elle méritait. Enfin, sur la pragmatique et le concordat, le roi et le pape décidèrent, à leur satifaction réciproque et au mécontentement des tribunaux français, le point le plus important du droit canonique [1]

[1] Quelques détails sur les prétentions de la cour de Rome et sur leur origine, nous paraissent nécessaires pour servir à expliquer au lecteur les guerres et les querelles des rois de France et des papes.

Selon l'ancienne discipline, les abbés étaient élus par les moines; les évêques, par le clergé uni au peuple. Cette discipline fut heureuse pendant les premiers siècles; mais l'église, enrichie, vit naître sa corruption de sa splendeur. Les bénéfices, qui, dans l'origine, étaient des fardeaux

*Retour de François 1er en France ; la guerre continue dans les états de Venise.*— Après avoir terminé ces négociations, et donné le gouvernement du Milanais au connétable, qui avait eu tant de part à cette conquête, le roi revint en France. 1516.

Le duc de Milan ayant abdiqué, les Suisses étant apaisés, le pape satisfait ou feignant de l'être, le roi d'Espagne étant

honorables, mais pesans, source féconde de devoirs et de travaux, devinrent des objets de cupidité, que la simonie s'empressa d'enlever au mérite. Dès-lors les assemblées devinrent tumultueuses, agitées, livrées à la discorde, à la violence, au scandale ; les querelles, les combats, le meurtre, les déshonorèrent.

Les rois, pour apaiser ces troubles, prévenaient ou gênaient les suffrages par des ordres absolus, ou des recommandations qui en tenaient lieu ; leur influence sur les élections était devenue presque toujours prépondérante.

On ne tarda pas à être divisé sur cette question ; les uns soutinrent les élections par l'église et le peuple, les autres regardèrent les nominations comme un droit de la couronne.

Mais les vrais ennemis des élections n'étaient pas les rois, c'étaient les papes. Tant que ceux-ci respectèrent l'autorité des conciles, ils respectèrent les élections ; mais, dès l'instant où les fausses décrétales et les décrets de Gratien eurent accrédité des opinions ultramontaines, lorsque des appels trop directs, des évocations trop fréquentes, portèrent à Rome les contestations qui s'élevaient au milieu des élections, les papes s'occupèrent à attirer insensiblement à eux tous les détails du gouvernement de l'église, et ils sentirent combien la collation des bénéfices pouvait étendre et affermir l'empire pontifical.

Bientôt la faiblesse des rois, la superstition des peuples, la puissance des papes, renversèrent entièrement la discipline des élections. Chaque jour vit naître de nouveaux abus, taxes ordinaires et extraordinaires, droits de provision, annates, décimes, dévolutions, préventions, vacances, dépouille, expectatives ou mandats apostoliques, réserves, en un mot, tout ce qui pouvait rapporter de l'argent. Les princes favorisèrent ce brigandage, pour avoir part aux décimes ; les cardinaux l'augmentèrent, pour envahir les meilleurs bénéfices ; les prélats le soutinrent, ils lui devaient leur intrusion ; le clergé inférieur ne pouvait que gémir.

Cependant le clergé de France, chargé de remédier aux maux de l'é-

mort, il ne restait plus de la ligue formée contre la France que l'empereur, faible ennemi qui signalait mollement sa haine contre les Français, unis aux Vénitiens pour les aider à recouvrer leurs états en terre ferme.

Le maréchal Trivulce, commandant les forces réunies des deux puissances, assiégeait à le fois Vérone et Brescia; le maréchal de Lautrec amena devant Brescia cent hommes d'armes, sous les ordres du bâtard de Savoie, et six mille Gascons, sous ceux de Pierre de Navarre. A leur arrivée,

glise, s'était assemblé à Bourges en 1438, où il reçut des ambassadeurs du concile de Bâle. On examina les canons, on les adopta, et on forma cette ordonnance si chère aux Français, si odieuse aux papes, la *pragmatique sanction*.

Elle déclarait le concile général, représentatif de l'église universelle, supérieur au pape; elle abolissait les réservations, les grâces expectatives, les annates, les évocations; conservait aux églises le droit d'élire leurs évêques, aux monastères d'élire leurs abbés, etc.

Les papes regardèrent toujours la pragmatique comme le plus grand attentat à leur autorité; les Français, au contraire, y voyaient un frein nécessaire aux vexations de la cour de Rome.

Louis XI séduit par les raisons de Jean Goffredi, évêque d'Arras, renvoya l'original de la pragmatique à Rome; il y fut traîné avec opprobre comme un monument de la révolte des Français, étouffée par le Saint-Siége; mais ce triomphe était prématuré, les parlemens préparaient une résistance invincible.

Au reste, sous le règne de Louis XI, la pragmatique fut suivie ou négligée, selon qu'il était content ou mécontent du pape. Elle rentra dans ses droits sous Charles VIII et Louis XII; mais les papes s'en étaient toujours plaints. Le concile de Latran venait de l'annuller sous le pontificat de Léon X, et le royaume de France avait été mis en interdit. Ces étincelles pouvaient causer un grand incendie. Louis XII, voulant le prévenir, promit d'envoyer des prélats français au concile de Latran pour y répondre sur le fait de la pragmatique; il avait seulement demandé un délai, les chemins n'étant pas libres, par rapport à la guerre : il mourut sur ces entrefaites.

François 1er avait fait la même promesse que son prédécesseur; Léon X le pressait de la remplir, et le roi qui, encouragé par ses succès dans le Milanais, désirait ardemment la conquête de Naples, et jugeait nécessaire

les Bressans capitulèrent, et promirent de rendre la place, si dans vingt jours ils n'étaient pas secourus; ils le furent. Le comte de Rockendorf ayant pénétré jusqu'à Brescia par le pays des Grisons, y introduisit six mille Allemands, qui firent d'abord convertir le siége en blocus; ce premier secours fut bientôt suivi d'un autre bien plus considérable, et non moins inattendu. Seize mille Allemands, quatorze mille Suisses, suivis d'une cavalerie nombreuse, descendirent des montagnes du Trentin, conduits par Maximilien en personne. Cet empereur, tuteur de son petit-fils Charles, successeur de Ferdinand, espérait obtenir l'administration des royaumes de Castille et d'Aragon, et la mériter, en flattant, par une irruption dans le Milanais, la haine des Espagnols pour les Français : d'ailleurs, son armée ne lui coûtait rien. Les écus du roi d'Espagne avaient servi à la lever, et c'était l'argent du roi d'Angleterre qui devait la soudoyer.

d'avoir le pape pour ami, consentit à traiter avec lui de la pragmatique, qui lui tenait si fort à cœur. En quittant Bologne, il chargea de cette affaire importante le chancelier Duprat. Ce chancelier était veuf, chargé d'une nombreuse famille; en l'élevant aux plus hautes dignités de la magistrature, la duchesse d'Angoulême ne l'avait point enrichi. L'église seule pouvait lui procurer ces moyens; mais ce magistrat ne pouvait rien espérer sous le régime des élections. Le chancelier avait pour lui la faveur du roi et de la duchesse; il fallait donc que la nomination de la prélature appartînt au roi. Le pape était peu jaloux de ce stérile honneur, le profit lui suffisait; les *annates* * furent son partage; il se réserva seulement de donner les provinces. On ne vit jamais d'échange plus bizarre, dit Mézerai; le pape, qui est une puissance spirituelle, prit le temporel pour lui, et donna le spirituel à un prince temporel.

Le concordat fut conclu le 15 août 1516. C'est ainsi que Léon X porta le dernier coup à cette pragmatique, l'horreur de Rome. Les vives représentations des parlement et du clergé, la fermeté noble avec laquelle le premier président de Paris parla au roi, ne purent empêcher l'enregistrement de cet acte, le 22 mars 1518.

* Revenu d'une année que les papes retenaient sur les bénéfices qu'ils conféraient.

*L'armée française auxiliaire des Vénitiens se retire dans le Milanais.* — A l'approche de l'armée impériale, le maréchal de Lautrec leva le blocus de Brescia, et revint sur l'Adda, dans l'intention d'en disputer le passage; mais, trop faible pour cette opération, il fut forcé de se retirer jusque sur Milan, et d'abandonner à l'empereur, qui le ravagea, le pays entre l'Adda et le Pô.

Arrivé à Milan, Lautrec répandit tellement l'alarme, que le connétable de Bourbon, sur son récit, désespérant de sauver les faubourgs, prit le parti, sans doute trop précipité, de les détruire.

Les Milanais se souvinrent long-temps de cette destruction; ils y furent d'autant plus sensibles, que la lenteur de l'empereur ayant donné le temps de se reconnaître, l'activité du connétable pourvut promptement à la défense et à la sûreté de la ville, dans laquelle Albert La Pierre ne tarda pas à se rendre, à la tête de treize mille Suisses, avant qu'elle ne fut entièrement investie [1].

Ces mêmes Suisses amenés par Albert La Pierre, ayant refusé de combattre contre leurs compatriotes qui servaient dans l'armée de l'empereur, le connétable, irrité de leurs procédés, et craignant que leur défection ne répandît le découragement dans l'armée, les licencia sur-le-champ comme des soldats rebelles, indignes de servir sous lui. Albert La Pierre, véritablement attaché aux Français, resta avec sa compagnie de trois cents hommes, sous la condition cependant de n'être employé que contre les Allemands.

*Siége de Milan par les impériaux; retraite de l'empereur Maximilien et de son armée.* — Informé de cette dernière circonstance, l'empereur se crut maître du duché de Milan; il menaça cette ville de la détruire, si elle n'appor-

[1] Martin Dubellay.

tait ses clefs : sur le refus qu'il éprouva, il en fit un blocus rigoureux.

Les desseins de Maximilien échouèrent contre la vigilance du connétable. Le défaut d'argent excita une révolte parmi les Suisses, dans l'armée impériale; on intercepta une lettre de Trivulce (qui avait pris ses mesures pour la faire tomber entre les mains des assiégeans), dans laquelle ce général écrivait aux capitaines suisses, comme pour entretenir avec eux une intelligence, afin d'exécuter, de concert, un complot contre l'empereur; celui-ci fut tellement effrayé en voyant sa perte jurée, que, sous le faux prétexte qu'on devait lui compter quatre-vingt mille écus à Trente, il y courut en poste; mais ce voyage était une fuite. En vain attendait-on l'empereur au-delà de l'Adda, il ne revint point. Dès-lors le désordre se mit dans une armée dépourvue de chef et d'argent; les Suisses se débandèrent, et allèrent piller Lodi et Sant-Angelo, pour se payer de l'argent qui leur était dû; les Allemands levèrent le siége de Milan : ils furent poursuivis par le comte de Saint-Paul; Montmorenci et Lescun chargèrent leur arrière-garde, et lui tuèrent beaucoup de monde.

Telle fut la ridicule issue d'une entreprise qui s'était annoncée sous un appareil formidable.

*L'armée française rentre dans les états vénitiens.* — Les Français, ainsi délivrés de Maximilien et de son armée, retournèrent avec les Vénitiens au siége de Brescia, qui ne tarda pas à capituler.

L'armée alla ensuite devant Vérone; mais l'arrivée du comte de Rockendorf, qui vint au secours de la place avec huit mille Allemands, et le feu qui prit à un convoi de huit cents barrils de poudre arrivant au camp des assiégeans, forcèrent Lautrec de lever le siége et de se porter sur Villafranca, poste avantageux, qui, séparant le Mantouan du

Véronais, lui donnait la facilité de couper les vivres aux assiégés.

Tandis que les Français aidaient les Vénitiens à recouvrer leurs états de terre ferme, l'archiduc Charles, héritier des royaumes de Castille, d'Aragon et de Naples, reconnut l'importance de s'allier avec François 1er, afin de n'être point troublé dans la prise de possession de son nouvel héritage.

13 août 1516. *Traité de Noyon entre François 1er et Charles-Quint.* — Ces deux princes avaient ensemble de grands intérêts à régler. François 1er brûlait de reconquérir Naples, et il était résolu de soutenir le roi de Navarre; Charles venait d'hériter des droits de la Maison d'Aragon sur le royaume de Naples, et la Navarre était trop précieuse à l'Espagne, par sa situation vers les Pyrénées, pour consentir à la restituer. Cependant l'intérêt le plus pressant du nouveau roi d'Espagne était de ne pas se brouiller avec la France; il demanda à François 1er de nommer un plénipotentiaire, et de désigner une ville pour les conférences. Celui-ci choisit Noyon, et nomma le grand-maître de sa maison, Gouffier de Boissy; Charles désigna, de son côté, le sieur de Chièvres, ami particulier de Gouffier. Ainsi les deux gouverneurs furent chargés de discuter les intérêts de leurs deux illustres élèves.

Il fut convenu que Charles satisferait Henri d'Albret sur la Navarre. Quant au royaume de Naples, on prit pour base le traité de partage conclu en 1501 et 1505, et François 1er, à l'instar de Louis XII, céda au roi d'Espagne la moitié du royaume de Naples, en faveur du mariage entre Charles et madame Louise de France, fille alors unique du roi, âgée d'un an.

Malgré ce traité, conclu à Noyon en 1516, le roi d'Espagne accéda, dans la même année, à un autre traité qui se

conclut à Londres, le 28 octobre, entre l'empereur et le roi d'Angleterre.

*Traité de Londres entre le roi d'Angleterre, l'empereur et le roi d'Espagne.* — C'était une véritable ligue défensive contre quiconque attaquerait l'une des trois puissances, et par conséquent contre la France, qui, en secourant les Vénitiens, attaquait nécessairement l'empereur et le roi d'Angleterre : on laissait, dans ce traité, la liberté à toutes les autres puissances d'entrer dans cette ligue; on y comprenait les cantons suisses, même sans les consulter, et on leur assignait des pensions afin de les déterminer : mais l'empereur, à qui l'on n'assignait point de pension, et à qui les Vénitiens consentirent d'acheter la restitution de Vérone, se dégoûta bientôt de la ligue de Londres : Vérone, que Lautrec réduisait à la famine, allait être forcée de capituler; l'empereur, qui voulait toucher cent mille écus, se hâta de remettre cette place aux Vénitiens, de conclure la paix avec eux et les Français, et d'accéder au traité de Noyon, par le traité de Bruxelles, du mois de décembre 1516, ensuite par celui de Cambrai, du 11 mars 1517[1]. 1516.

*Traité de Fribourg entre la France et les Suisses, appelé la paix perpétuelle.* — L'alliance des Français et des Vénitiens avait eu un plein succès; les Français avaient recouvré le Milanais, les Vénitiens leurs états de terre ferme; ils avaient fait une paix glorieuse, et l'empereur venait d'en faire une lucrative. En conséquence, il permit aux cinq cantons, suisses, qui, par égard pour lui, avaient refusé de prendre part au traité fait entre François 1er et les huit autres cantons, de s'allier comme eux avec la France. Dès-lors François 1er conclut à Fribourg, avec les treize cantons, les ligues grises, les Valaisans, enfin tout le corps helvétique, 29 nov. 1516.

[1] Servan.

le traité auquel on donna le nom de *paix perpétuelle*, et qui le mérita par la scrupuleuse fidélité des Suisses à rester depuis alliés de la France. Ce traité fut également signé le 29 novembre 1516.

Quelques mois après, le connétable de Bourbon fut rappelé de son commandement du Milanais, et la principale cause de cette espèce de défaveur paraît avoir été l'ouvrage de l'amour ou de la haine de la duchesse d'Angoulême; le maréchal de Lautrec fut mis à sa place. Quoiqu'il eût des titres pour l'obtenir, on prétendit alors que le prix de la valeur avait été donné à la beauté, et que les charmes de la comtesse de Châteaubriant, sa sœur, avaient été plus puissans que ses services. Déjà le crédit de cette maîtresse balançait, s'il n'effaçait pas celui de la duchesse d'Angoulême, mère du roi.

Après tant de succès et de sacrifices, François 1er n'avait plus d'ennemis à craindre en Italie, lorsque la jalousie imprudente du maréchal de Lautrec contre le maréchal de Trivulce, et la manière aussi dure qu'injuste dont ce dernier fut traité par le roi, mirent dans le cœur des Milanais des dispositions fâcheuses à l'égard de leur gouverneur et de la nation française. Mais les effets de ces dispositions n'éclatèrent que long-temps après, et le roi, assuré dans ce moment du pape, de l'empereur et du roi d'Espagne, demeura tranquille possesseur de la Lombardie.

1519. *Mort de l'empereur Maximilien.* — Ici commence un nouvel ordre de choses : de plus grands intérêts, de plus grands événemens, et même de plus grands hommes, vont occuper la scène. Charles d'Autriche, roi d'Espagne, élevait sourdement, à travers mille obstacles, l'édifice de sa grandeur : jusqu'alors on avait ignoré ce qu'il pouvait être; obscur et caché dans les Pays-Bas, en paix avec ses voisins, jurant à François 1er une obéissance respectueuse et filiale,

s'assurant de l'amitié du roi d'Angleterre, prévenant par une administration douce et prudente les révoltes de ses indociles sujets, Charles était heureusement arrivé au trône d'Espagne; mais, dès ce moment, il désirait ardemment recevoir de Maximilien la couronne impériale, avec les états héréditaires de la Maison d'Autriche; et toutes ses négociations auprès de son grand-père furent dirigées vers cet objet important. Le choix de l'empereur, pour faire élire un roi des Romains, flottait entre Charles et l'archiduc Ferdinand; il allait même se décider pour ce dernier, lorsque le cardinal de Sion, qui n'avait point quitté la cour de l'empereur, en fut instruit. La grandeur de Charles lui paraissait le plus sûr moyen d'abaisser ou d'affaiblir les Français; aussi ne cessa-t-il de parler, en faveur du roi d'Espagne, au conseil et dans le cabinet de l'empereur. Persuadé par les raisons du cardinal de Sion, fatigué de ses intrigues, entraîné par son éloquence, le conseil d'Autriche se joignit à lui; le cardinal de Gurk l'appuya; l'empereur, déjà fort ébranlé, céda à leurs instances, et il fut décidé qu'on ferait Charles roi des Romains. Les Français sentirent toutes les conséquences de ce projet; et, tandis qu'ils n'oubliaient rien pour le traverser, Maximilien mourut le 15 janvier 1519.

Alors les trois plus puissans monarques de l'Europe chrétienne, le roi de France, le roi d'Angleterre et le roi d'Espagne, aspirèrent ouvertement au trône de l'empire.

*François* 1er *prétend à la couronne impériale; Charles, roi d'Espagne, l'emporte.* — On négocia, on cabala, on intrigua, on fit jouer tous les ressorts, si souvent employés dans cette circonstance, pour se tromper mutuellement; enfin on n'oublia rien de part et d'autre pour réussir; mais les divisions, que tant d'intrigues et d'efforts contraires introduisirent dans la diète, lassèrent enfin les électeurs. La vertu de Frédéric, électeur de Saxe, vue de plus près, les frappa 1519.

davantage, surtout en la comparant avec l'ambition de ses compétiteurs; ils lui déférèrent unanimement la couronne. Malheureusement pour l'humanité, qui eut tant à souffrir des querelles de François et de Charles, Frédéric, déjà si digne de l'empire, s'en montra plus digne encore en le refusant. Les électeurs, frappés de respect, décidèrent qu'ils choisiraient pour empereur celui que Frédéric désignerait pour monter sur le trône que sa prudence magnanime laissait vacant. Ce prince nomma le roi d'Espagne comme celui qui appartenait le plus à l'Allemagne, qui aurait le plus d'intérêt à la défendre, et le moins de facilité à l'asservir. Quelques électeurs voulurent encore parler pour François 1^er^; mais la majorité l'emporta en faveur du petit-fils de Maximilien, qui fut proclamé empereur le 28 juin 1519, sous le nom de Charles-Quint.

Instruit de sa nomination, Charles se hâta d'arriver en Allemagne pour y recevoir la couronne impériale; mais, en le nommant, l'électeur de Saxe avait conseillé de prendre contre lui des mesures en faveur de la liberté germanique. Les électeurs crurent donc devoir employer, à l'égard de Charles, une précaution inconnue jusqu'alors; ils introduisirent l'usage des *capitulations*, devenu depuis invariable, afin que l'empereur eût toujours sous les yeux les devoirs auxquels il s'engageait, et qui devenaient une condition inséparable de l'élection. Ils prirent pour prétexte que ce prince apportait de l'Espagne des maximes contraires au gouvernement germanique; mais ce fut en vain qu'on voulut diminuer le triomphe de Charles-Quint, on ne put en ternir l'éclat. L'Europe vit avec admiration ce jeune prince, alors caché pour ainsi dire dans les marais de la Flandre, contraint et gêné en Espagne, presque ignoré en Italie, humblement soumis aux volontés du plus grand ennemi de sa Maison, sortir de l'obscurité, et pour ainsi dire de l'esclavage, par

la démarche la plus imposante et la plus heureuse, déconcerter, par son coup d'essai, toutes les mesures de François 1er, et porter quelque atteinte à la considération dont il avait jusqu'alors joui en Europe.

*Entrevue de François* 1er *et de Henri* VIII *au champ du drap d'or.* — Le monarque français sentit son humiliation plus vivement qu'il ne l'aurait dû, et le chagrin qu'il en eut doit être regardé comme le véritable principe des guerres dont tout son règne fut agité. François 1er, persuadé qu'Henri VIII partageait son ressentiment, accéléra la conférence qu'il avait demandée à ce prince entre Ardres et Guines. Cette entrevue, connue sous le nom de *champ du drap d'or*, fut célèbre par la pompe qu'on y déploya de part et d'autre. « La dépense y fut telle, dit Martin Dubellay, que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules. » Dans cette occasion, les Français se signalèrent par la magnificence, et les Anglais par le goût. 1520.

Au reste, le nouveau traité que signèrent les deux rois, ne contint aucune clause importante, et François 1er fut trompé dans ses desseins, Henri VIII ayant déclaré qu'il ne voulait se mêler en aucune manière des divisions qui pourraient s'élever entre le roi de France et l'empereur [1].

*Commencement de la longue guerre entre François* 1er *et Charles-Quint.* — Il était aisé de voir que la paix ne pouvait durer long-temps; la haine entre les deux puissances rivales était nourrie par trop de prétentions et d'intérêts contraires; le traité de Noyon n'avait point été exécuté, ni la Navarre restituée à la Maison d'Albret; Charles-Quint 1521.

[1] Quand on arrêta les articles du traité, Henri, qui les lisait, ayant d'abord lu les titres de François, commença à lire les siens, et après ces mots : *Je Henri, roi d'Angleterre*, il s'arrêta et dit : « j'ai pensé ajouter *roi de France;* mais, puisque vous êtes ici, je ne le dirai pas, car je mentirais. » (Martin Dubellay.)

restait en possession de tout le royaume de Naples; le duc de Gueldre implorait, à grands cris, la protection de la France contre les violences du nouvel empereur; celui-ci, de son côté, réclamait le duché de Bourgogne, usurpé par Louis XI sur Marie de Bourgogne, son aïeule. Sa qualité d'empereur lui donnait des prétentions sur le Milanais; il se plaignait de la protection accordée à ses ennemis par François 1er, et des troubles suscités ou fomentés par lui dans ses états.

Ces troubles avaient éclaté en Espagne; on les attribuait injustement à François 1er, qui eut soin cependant d'en profiter pour tâcher de remettre Henri d'Albret sur le trône de ses pères.

André de Foix-Lesparre, frère de Lautrec, fut chargé de rétablir le roi de Navarre dans ses états; mais ce général français, d'abord victorieux, fut ensuite battu, fait prisonnier, et ne put empêcher Henri d'Albret de perdre tous ses états, à l'exception de Saint-Jean-Pied-Port.

On conçoit que cette agression, quoique juste, était peu faite pour ramener Charles-Quint à des voies pacifiques. Aussi ne tarda-t-il pas à faire attaquer Robert de La Marck, duc de Bouillon, qui était protégé par la France, mais qui, n'ayant pas été secouru à propos, fut obligé de céder et de solliciter une trève, qui lui fut accordée avec peine, et dont l'empereur profita pour augmenter ses troupes, et préparer l'invasion des frontières de France.

Cependant les généraux de l'empereur ne cessaient d'assurer qu'ils ne pensaient en aucune manière à troubler la paix avec la France; mais leurs protestations furent bientôt démenties par une démarche, qui ne recevait ni interprétation, ni excuse. Le comte de Nassau, l'un d'eux, s'avança pour surprendre Mouzon; en même temps, le seigneur de Fiennes, à la tête d'un corps de troupes impériales, alla

investir Tournai : c'était là le moment attendu et désiré. Le roi de France sortit de l'incertitude où il avait flotté longtemps; il songea sérieusement à la guerre. Il ne put prévenir la reddition de Mouzon, mais Bayard fit lever le siége de Mézières. Les troupes françaises pénétrèrent de nouveau en Navarre, et l'amiral Bonnivet s'empara de Fontarabie. Ces hostilités furent suspendues par des négociations qui n'aboutirent à rien.

A la même époque, des causes légères, produites en apparence par le hasard, préparaient une importante révolution et des guerres longues et sanglantes.

*Origine et progrès de la réformation religieuse.*—Léon x, à son avènement, avait trouvé les revenus de l'église épuisés par les vastes entreprises de ses ambitieux prédécesseurs. Ses projets pour l'agrandissement de sa famille, son amour pour l'ostentation, son goût pour le plaisir, et la magnificence avec laquelle il récompensait les hommes de génie, l'engageaient tous les jours dans de nouvelles dépenses; pour y suffire, il eut recours à tous les expédiens que peut enfanter la fertile imagination d'un prodigue, et, entre autres moyens, il imagina de vendre des indulgences [1].

Albert, électeur de Mayence, archevêque de Magdebourg, ayant été chargé de la publication de ces indulgences, se servait, pour les distribuer en détail dans la Saxe, d'un moine dominicain nommé Telzel, de mœurs licencieuses, mais d'un esprit actif, et distingué par une éloquence bruyante et populaire.

Dans le même temps, Martin Luther, moine augustin, mettait en question l'efficacité des indulgences, et déclamait contre la conduite déréglée et la fausse doctrine de ceux qui les publiaient. Frédéric, électeur de Saxe, qui venait de

[1] Guichardin.

fonder une université à Wirtemberg, avait choisi Luther pour y enseigner d'abord la philosophie, ensuite la théologie ; et ce professeur, regardé comme le principal ornement de l'université, était au plus haut point de son crédit et de sa renommée, lorsque Telzel commença à publier les indulgences dans les environs de Wirtemberg. Il y eut d'abord un prodigieux succès ; mais Luther, indigné de la fourberie des vendeurs et de la simplicité des acheteurs, monta en chaire dans la grande église de Wirtemberg, et il y déclama avec la plus grande amertume contre les déréglemens de ceux qui publiaient les indulgences.

La cour de Rome, loin de s'alarmer de cette nouvelle doctrine, y faisait à peine attention; Léon x était loin de pressentir, et Luther lui-même ne prévoyait pas sans doute combien les suites de cette querelle seraient funestes au Saint-Siége. La Saxe ne fut pas le seul pays où l'on vit éclater cet esprit de révolte contre les dogmes et les usurpations de l'église romaine ; les mêmes causes suscitèrent en Suisse, à peu près dans le même temps, une attaque vigoureuse du même genre. Les franciscains, chargés d'y publier les indulgences, exécutèrent leur commission avec la même indiscrétion et la même rapacité qui avait rendu les dominicains si odieux en Allemagne. Ils poursuivirent cependant, sans aucun obstacle, leur expédition, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés à Zurich. Ce fut dans cette ville qu'ils trouvèrent Zuingle, ne cédant en rien à Luther pour le zèle et l'intrépidité, et qui osa s'opposer à leurs progrès.

Peu de temps après parurent Fazel et Calvin, qui propagèrent leur doctrine en Suisse et à Genève; le calvinisme même effaça peu à peu le luthérianisme. Un grand nombre de Français quittèrent une hérésie, qui venait de trop loin, pour une hérésie voisine et nouvelle; mais les parlemens signalèrent à l'envi leur haine contre cette secte, et firent

brûler impitoyablement tous ces prédicans et leurs néophites.

La guerre était vivement allumée en Allemagne, en Suisse, en France, entre les partisans du Saint-Siége et ceux de la réforme; et, tandis qu'ils s'anathématisaient, se déchiraient ou se brûlaient, les différentes puissances de l'Europe étaient sur le point de commencer une guerre pour satisfaire leur haine, leur jalousie ou leur ambition, d'une manière non moins funeste à l'humanité que la guerre occasionée par les opinions religieuses.

*Situation des affaires politiques en Italie.* — L'Italie avait éprouvé divers changemens depuis 1519. La mort de Pierre de Médicis avait laissé le pape seul administrateur des états de Toscane et d'Urbin. Bien loin de restituer Modène et Reggio, il avait tenté de s'emparer de Ferrare; il eût voulu être le seul souverain de l'Italie. Il avait surtout le vaste projet d'en chasser les étrangers. Les maîtres du Milanais et de Naples étaient essentiellement ses ennemis. Léon x fondait ses espérances sur leurs discordes; il se flattait de les détruire l'un par l'autre; pour y réussir, il fallait s'allier successivement avec l'une et l'autre puissance, les appuyer, les quitter tour à tour à propos, et n'en servir jamais aucune utilement. 1520-1521.

Léon n'avait point contribué à élever Charles-Quint au trône de l'empire; il pouvait donc beaucoup l'embarrasser en refusant de le reconnaître, ou en exigeant qu'il renonçât au royaume de Naples. Il parut d'abord prendre ce dernier parti, et se tourner du côté du roi de France, avec lequel il fit un traité secret. Il y promettait de ne pas reconnaître Charles-Quint, et d'aider François 1er à reconquérir le royaume de Naples.

Le roi de France forma en même temps une alliance avec le pape pour la défense de l'Italie, et il se chargea d'y faire entrer les Vénitiens; mais il crut devoir abandonner ses

projets sur Naples, convaincu sans doute du peu de sincérité du pape dans son traité, pour l'aider à en faire la conquête. Cette conduite occasiona des discussions : le pape fit des plaintes amères, le roi des reproches; les esprits s'aigrirent, et Léon x passa rapidement de la défiance à la haine, et de la haine à la défection [1].

1521. *Conduite impolitique des maréchaux Lautrec et de Foix, gouverneurs du Milanais.* — Le maréchal de Lautrec gouvernait depuis long-temps le Milanais avec une rigueur insupportable; les proscriptions avaient dépeuplé Milan; les bannis étaient en si grand nombre, qu'ils purent, s'étant réunis, former des entreprises, et susciter beaucoup d'embarras aux Français [2].

François 1er ayant mandé Lautrec en France, Lescun, frère de celui-ci, et connu alors sous le nom de maréchal de Foix, vint le remplacer. A son arrivée, les bannissemens, les confiscations, recommencèrent; le nombre des mécontens s'accrut, des révoltes éclatèrent. Le maréchal en craignait les suites; mais, au lieu de les prévenir par la douceur, il crut devoir redoubler sa sévérité, et pousser à bout les mécontens. Il apprit que quelques bannis du Milanais s'étaient attroupés à Buffeto, petite place appartenant à Christophe Pallavicini; il lui dépêcha un agent. Les bannis persuadèrent à Pallavicini que cet homme était venu pour les surprendre; celui-ci le fit arrêter, et, sur le refus des juges de le condamner, il le condamna à être pendu, et fit exécuter la sentence. Après ce coup hardi, les bannis se sauvèrent à Reggio, où ils furent joints par Jérôme Moron, chancelier du Milanais. Mécontent du régime français, ce magistrat ne cessait de cabaler auprès du pape, de l'empereur et de tous les souverains d'Italie en faveur de François Sforce : ce

[1] Guichardin.
[2] Guichardin.

jeune prince, héritier des droits de sa Maison sur le Milanais, par la renonciation de son frère Maximilien, était resté à Trente, où il attendait les événemens.

*Les Français recommencent les hostilités en Italie.*—Guicciardini [1] était gouverneur de Modène et de Reggio : cette dernière place se trouvait alors sans défense. Le maréchal de Foix espérait intimider le gouverneur, et l'obliger à lui remettre les bannis, en se présentant à main armée devant la place; mais il ne réfléchit pas combien cette démarche avait l'air d'une hostilité, et combien aussi il était probable que Guicciardini serait averti : il le fut en effet, et prit ses précautions. Le maréchal s'avança vers Reggio, du côté de Parme, et, pour empêcher les bannis de s'échapper par la porte de Modène, il envoya un corps de troupes pour veiller sur cette porte; il demanda ensuite au gouverneur une entrevue, qui lui fut accordée à la poterne du ravelin de la porte de Parme. Tandis que le maréchal se plaint de l'accueil fait aux ennemis de son maître, et que le gouverneur lui témoigne son étonnement sur son entrée avec des troupes sur les terres du pape, on ouvre la porte de Modène pour recevoir une voiture de farine. Les troupes françaises qui se trouvaient là croient devoir profiter d'une aussi belle occasion pour s'emparer de la place : elles tentent d'entrer; on les repousse avec vigueur, on ferme la porte, l'alarme se répand en un instant, on crie à la trahison, on tire sur la suite du maréchal de Foix, et on eût tiré sur lui-même, si on n'avait craint de blesser ou de tuer le gouverneur. Alexandre Trivulce est blessé mortellement, les autres s'enfuient; le maréchal, inquiet, ne sait quel parti prendre. Guicciardini, sage et tranquille au milieu du tumulte, fait cesser les décharges, et, prenant le maréchal par la main,

[1] Historien des guerres d'Italie; les Français le nomment Guichardin.

le fait entrer dans le ravelin, afin qu'il réponde de la conduite de ses troupes, auxquelles le maréchal ne tarda pas à être rendu; mais les bannis sont conservés et protégés.

Le maréchal, sentant trop tard les prétextes de rupture qu'il venait de fournir au pape, lui dépêcha un officier pour s'excuser et lui rendre compte de sa démarche. Le pape ne voulut rien entendre, déclara toute alliance avec les Français désormais rompue, tonna contre la France, excommunia le maréchal de Foix, et publia hautement que l'intérêt de la religion et de l'Italie l'obligeait d'écouter les propositions de don Jean Manuel, ambassadeur de Charles-Quint [1].

Vers le même temps, le tonnerre tomba à Milan sur le magasin général des munitions de guerre qui devaient être distribuées dans les différentes places du Milanais. Une tour du château sauta en l'air. La garnison fut en partie écrasée.

Si les mécontens et les partisans de l'empereur eussent été moins consternés, ils auraient pu facilement s'emparer du château. Les Français et quelques sénateurs attachés à la France s'empressèrent de s'y rassembler, et de le garder jusqu'à l'arrivée d'une compagnie de cent hommes d'armes venue de Novare. Les brèches furent bientôt réparées.

1521. *L'empereur et le pape tentent de surprendre Gênes.* — Avant de rendre leur traité public, le pape et l'empereur avaient tenté de surprendre Gènes par le moyen de la famille Adorno, et le Milanais par celui des bannis, qui conservaient des intelligences dans les principales places de cet état.

Depuis long-temps les Adorno et les Frégose étaient à Gênes les chefs des deux factions contraires. Les Frégose triomphaient sous la protection de la France, les Adorno,

[1] Guichardin.

exilés et retirés dans le royaume de Naples, entretenaient des intelligences dans Gênes. Tout à coup Jérôme Adorno paraît à la vue de la côte de Gênes avec cinq galères napolitaines, deux de l'état ecclésiastique, quatre brigantins et quelques autres navires montés par deux mille soldats espagnols. Il espérait escalader Gênes; il avait sur ses vaisseaux les échelles nécessaires pour effectuer ce projet, mais le jour le surprit. D'ailleurs Frégose avait été averti, et, grâce à ses soins, rien n'ayant remué ni dans la ville, ni sur toute la côte, la flotte fut obligée de se retirer sans avoir rien entrepris, et après avoir perdu plusieurs soldats et quelques officiers de marque, qui furent atteints par le canon de la place dont la flotte s'était trop approchée.

*Entreprise des bannis milanais sur ce duché.* — Dans le même temps, les bannis milanais formaient le projet d'attaquer à la fois Côme, Milan, Crémone, Parme et Plaisance. 1521.

L'entreprise sur Côme fut la première. Manfredi, Pallavicini et Mattoo Brinzi, chefs de partis, errans dans les montagnes, ayant fait embarquer sur le lac de Côme un grand nombre de lansquenets et d'Italiens, choisirent, pour surprendre la place, un jour où les réjouissances publiques qu'on célébrait hors de la ville, en faisaient sortir les habitans.

Le gouverneur, brave capitaine basque, nommé Garrou, en était sorti lui-même. Tout à coup il entend sonner l'alarme; il aperçoit les ennemis, il rentre précipitamment dans la ville; se défiant de quelques bourgeois, il les mêle avec les soldats rangés en bataille le long des murailles : par cette précaution, il rend inutiles les intelligences de l'ennemi dans la ville.

Instruits de ce mouvement, Pallavicini et Matteo s'arrêtent; ils vont camper hors de la ville, afin d'y attendre la

nuit, pendant laquelle un habitant doit les introduire par une ouverture faite à la muraille, derrière sa maison. Mais Garrou a suivi tous leurs mouvemens; il a fait reconnaître leur camp; il est instruit que la garde y est négligée, il sort à la tête de deux cents hommes, trouve les ennemis endormis, en passe une partie au fil de l'épée, s'embarque sur le lac en même temps que ceux qui avaient pris la fuite avec Brinzi et Pallavicini, arrive avant eux vers un défilé par lequel ils devaient passer, les arrête avec tous les Italiens de leur suite, donne la liberté aux lansquenets, et envoie les deux chefs à Milan.

Le maréchal de Foix, fier de ces succès, s'empressa de faire instruire, avec une rigueur inouie, le procès de Pallavicini et de Matteo; ils ne purent échapper aux plus horribles tourmens : l'un et l'autre furent écartelés, ainsi que plusieurs citoyens considérables du Milanais, pris avec eux, ou dénoncés par eux comme leurs complices. Le maréchal se rassasia de vengeances cruelles, et combla le désespoir des malheureux Milanais.

Le autres entreprises formées sur les principales places du Milanais ne furent point exécutées, ou furent découvertes, prévenues et punies.

1521. *Léon* x *rend public le traité qu'il avait conclu secrètement avec Charles-Quint contre François* 1er. — Lorsque le pape crut les esprits disposés, par ces rigueurs, à une révolte générale; lorsque l'affaire de Reggio eut fourni les prétextes dont il croyait avoir besoin, il leva le masque, entra en guerre ouverte avec les Français, et rendit public son traité avec Charles-Quint.

Il était important pour le pape et l'empereur, qui se disposaient à entrer dans le Milanais, par le Parmesan et le Plaisantin, d'attirer dans leur parti le marquis de Mantoue.

On réussit à le détacher de la France, en lui offrant la dignité de capitaine-général des troupes de l'église.

Les Suisses se divisèrent, et, dans cette guerre, on en vit une égale quantité à peu près dans les deux armées ennemies.

Les Vénitiens, encore fidèles à leur alliance avec les Français, envoyèrent Théodore Trivulce avec quatre cents lances, et un corps considérable de cavalerie légère qui joignit le maréchal de Foix; mais ils ne voulurent pas, ou négligèrent, avant cette jonction, d'empêcher les lansquenets arrivés à Trente de joindre l'armée des confédérés, qui s'assemblait dans la Romagne.

Le duc de Ferrare arma pour recouvrer Modène et Reggio. Le duc d'Urbin vint à Milan demander des secours pécuniaires et de l'emploi dans l'armée française.

Ainsi les Français, appuyés par les Vénitiens, par une partie des Suisses, déchargés de la défense des ducs de Ferrare et d'Urbin, avaient à combattre, en Italie, les Florentins, François Sforce, le marquis de Mantoue, et cette partie des Suisses auxiliaire du pape et de l'empereur.

Le commandement général de l'armée de la ligue papale fut confié à l'expérience éprouvée de Prosper Colonne; le marquis de Pescaire commandait les Espagnols sous ses ordres, et partageait avec lui le pouvoir.

Une multitude d'autres chefs commandait des corps particuliers. Leur mérite pouvait être utile, leur multiplicité indifférente; mais la mésintelligence qui régnait entre Colonne et Pescaire pouvait être très-funeste aux intérêts des confédérés. Ces deux hommes étaient d'un caractère entièrement opposé: Colonne, temporiseur comme Fabius, était comme lui taxé de timidité; Pescaire, vif, ardent, présomptueux, joignait la ruse italienne à la fierté espagnole: l'un et l'autre exclusivement occupés des intérêts de leur

maître, qui n'étaient pas toujours les mêmes. Cette armée était d'environ dix-huit mille hommes d'infanterie et douze cents hommes d'armes, sans compter les bannis milanais, qui avaient des intelligences dans toutes les places de ce duché, et dont le courage, excité par la vengeance, semblait propre à produire de grands résultats. Moron était à leur tête.

Tous les corps particuliers se réunirent à Bologne, où les chefs délibérèrent sur les opérations de la campagne [1].

1521. *Lautrec vient reprendre le commandement de l'armée française en Italie.* — Le maréchal de Foix, voyant la guerre prête à éclater, et les confédérés sur le point de tomber sur le Milanais, écrivait au roi qu'il avait pourvu à tout, qu'il avait plus de Suisses qu'il n'en voulait, qu'il se riait des projets des ennemis; tandis qu'il sollicitait en même temps, avec instances, Lautrec, son frère, de hâter son retour à Milan, pour se décharger sur lui du poids des événemens; mais Lautrec ne s'empressait pas de se rendre à ses invitations. Il sentait, il disait, et répétait sans cesse que, sans argent, on ne pouvait conserver le Milanais, parce que les Suisses, mal payés, déserteraient infailliblement, et le laisseraient sans défense au moment où leurs secours seraient le plus nécessaires : Lautrec connaissait d'ailleurs les dispositions de la duchesse d'Angoulême à son égard; il la croyait capable de traverser ses opérations, pour se ménager le plaisir perfide de lui attribuer les disgrâces des armées françaises, et le perdre. En conséquence, il s'obstinait à ne vouloir quitter la cour que quand il aurait reçu tout l'argent dont il croyait avoir besoin. Il partit enfin, sur les assurances réitérées que lui donnèrent le roi, la duchesse d'Angoulême, le chancelier Duprat, et le surintendant Sem-

[1] Mézerai. — Servan.

blançaï, qu'en arrivant dans le Milanais, il recevrait quatre cent mille écus qu'il avait demandés. Cette somme ne lui fut point envoyée.

Rendu à Milan, Lautrec, loin de blâmer les rigueurs de son frère, voulut encore y ajouter. Il débuta en faisant traîner à l'échafaud et décapiter un vieillard de soixante et quinze ans, Christophe Pallavicini, qui avait été fait prisonnier par Garrou, comme nous l'avons rapporté plus haut. 1521.

*Siége de Parme par les troupes de l'empereur et de ses alliés.* — Les confédérés, pour ne point laisser derrière eux des places ennemies, se déterminèrent à faire le siége de Parme; mais cette détermination ne fut prise qu'après avoir occasioné les plus vifs débats entre les deux généraux, Pescaire soutenant qu'il fallait marcher droit vers Milan, sans s'arrêter à faire des siéges : d'après cette opinion, on ne s'était point muni de l'artillerie nécessaire, et il fallut en faire venir de Bologne pour faire le siége de Parme.

Ces lenteurs donnèrent le temps aux Français de mettre cette place en état de défense. Le maréchal de Foix vint y commander en personne, en attendant que son frère eût pu rassembler les troupes qui lui venaient de Venise et de Suisse.

Le maréchal commença par faire brûler les faubourgs de Parme, désespérant de les défendre. La rivière de la Parma, qui traverse cette ville, la sépare en deux parties. Celle nommée Codi-Ponte, comme la plus faible, fut attaquée par les confédérés. Après avoir long-temps battu le rempart avec leur artillerie, étant parvenus à faire quelques brèches, ils hasardèrent trois assauts, où ils furent repoussés. Toutefois le maréchal de Foix, désespérant de pouvoir garder le Codi-Ponte, se jeta sur la rive opposée de la Parma; dès-lors les confédérés entrèrent dans cette partie de la ville, où ils furent reçus par le peuple avec une joie qui démontrait ses dispositions à l'égard de la France.

Lautrec parut enfin sur la rive ultérieure du Pô avec une armée peu nombreuse : il fondait sa principale espérance sur sept mille Suisses qui l'avaient déjà joint, et qui devaient être incessamment suivis de six mille autres; mais ces sept mille Suisses pensèrent l'empêcher de secourir Parme, par le refus qu'ils firent de passer le Pô avant l'arrivée de leurs compatriotes. Lautrec fut donc long-temps réduit à côtoyer le fleuve; après l'avoir traversé, il s'approcha de Parme, dans l'intention de livrer bataille.

Les Français apprirent dans le même temps que le duc de Ferrare, à la tête de deux cents gendarmes, deux cents chevau-légers et deux mille hommes d'infanterie, faisait une diversion dans le Modenais. Après s'être emparé de Final, de San-Felice, il menaçait Modène, et avait obligé les confédérés de faire marcher un détachement pour se jeter dans la place.

La partie de Parme située sur la rive droite de la Parma résistait toujours. L'arrivée de Lautrec, l'expédition du duc de Ferrare, ce détachement envoyé à Modène, ceux qu'il faudrait y envoyer encore, si l'armée française se renforçait, la mésintelligence de Colonne et de Pescaire, tout contribua à répandre le découragement parmi les confédérés; la défiance vint encore augmenter les divisions.

*Retraite de l'armée des alliés.* — Dans ces conjonctures, les deux généraux assemblèrent un conseil de guerre, où, après beaucoup de débats, il fut résolu qu'on leverait le siége.

La retraite de l'armée confédérée, qui recula d'abord jusqu'à Reggio, eût pu être fortement inquiétée, si Lautrec, plus vigilant, mieux servi en espions, eût pu connaître avec quelle précipitation tumultueuse elle se faisait, si on l'eût instruit des troubles excités par les lansquenets, et auxquels il donna le temps de se calmer, en perdant des momens pré-

cieux à battre vainement l'inutile château de Rocca Bianca.

L'armée ennemie se recruta bientôt de six mille hommes d'infanterie italienne; elle allait aussi recevoir douze mille Suisses, procurés par le cardinal de Sion, et en marche sous ses ordres; mais, ces secours n'étant point encore entièrement arrivés, les confédérés ne pouvaient reparaître devant Parme et Plaisance. Ils prirent le parti d'aller tenter des chances plus heureuses au-delà du Pô, dans un pays qui, n'ayant point éprouvé les ravages de la guerre, devait leur fournir des vivres en abondance; ils effectuèrent le passage du fleuve, sans en être empêchés par Lautrec, qui était cependant en mesure de disputer ce passage. Il avait des pontons rassemblés près de Crémone, sur lesquels une partie de son armée pouvait passer rapidement sur la rive opposée pour en défendre l'abord aux confédérés, tandis qu'avec l'autre partie, saisissant le moment où les confédérés auraient tenté le passage, il les eût attaqués lui-même en queue. Il avait été assez prévenu de leurs projets pour chercher à les traverser. Quelques jours auparavant, Jean de Médicis était venu, pendant la nuit, pour brûler les pontons de Lautrec; les bateliers, qui l'avaient aperçu, les avaient mis en sûreté; cette tentative indiquait assez l'envie des confédérés de passer le Pô, et un général plus actif que Lautrec n'eût pas manqué de faire surveiller les ennemis, et de les empêcher d'exécuter leur plan.

*L'armée des alliés marche sur les états de Venise.* — Le général français ayant ainsi manqué aux principes de surveillance les plus communs à la guerre, les confédérés employèrent tranquillement un jour et une nuit à passer le Pô; laissant ensuite le Crémonais à gauche, ils s'avancèrent en côtoyant l'Oglio, vers les frontières des Vénitiens, par une contrée où aucune place forte ne pouvait les arrêter. Cette marche savante, dont Prosper Colonne donna l'idée,

avait deux objets; l'un de recevoir les Suisses, qui arrivaient par le pays des Grisons, l'autre d'effrayer les Vénitiens, qui, déjà ébranlés, commençaient à s'excuser auprès du pape de leurs liaisons avec les Français.

*Fautes du maréchal Lautrec.* — Lautrec, ayant traversé le Pô trop tard, poursuivit de loin les confédérés, qui lui échappaient sans cesse; il les joignit enfin près de Rebec, sur les bords de l'Oglio, bien disposé à les troubler, dès le lendemain, dans leur marche. De leur côté, les confédérés, ne pouvant traîner leur artillerie dans les chemins qui leur restaient à parcourir pour se rapprocher des Grisons, se déterminèrent à attendre les Suisses dans le poste qu'ils occupaient. Cette situation était périlleuse; les Suisses pouvaient tarder à arriver, les vivres devaient manquer dans un pays ennemi, en présence d'une armée supérieure. D'ailleurs la ville de Rebec, auprès de laquelle les confédérés étaient campés, est entièrement dominée par Pontevico, ville située sur l'Oglio, appartenant aux Vénitiens. Mal à propos comptait-on sur la défection de ceux-ci; Gritter et Trivulce étaient toujours dans l'armée française, et ce fut en leur présence que Lautrec fit transporter une partie de son artillerie dans Pontevico. Les confédérés allaient donc, d'après cette manœuvre, être exposés au feu de cette place, sans pouvoir l'éviter : dans cette position, leur ruine paraissait assurée; mais qui pourra le croire? Les confédérés décampèrent, pendant la nuit, en ordre de bataille, menant leurs équipages devant eux; leur marche fut respectée, rien ne fut attaqué ni même insulté, et ils arrivèrent à Gabionneta, sur les frontières du Mantouan, ne sachant s'expliquer à eux-mêmes comment ils avaient évité une perte aussi certaine.

Rien n'est plus extraordinaire, en effet, que la conduite du général français. Voulait-il prolonger la guerre? Etait-il si médiocre capitaine, qu'il ne sût pas saisir cette occasion

de battre les ennemis? Etait-il gagné par eux? Se plaisait-il à les voir fuir devant lui, dans l'assurance de les retrouver quand il voudrait? Il avait eu la victoire dans les mains, et jusqu'au choix même de la manière de vaincre; il pouvait foudroyer les confédérés dans leur camp, les y attaquer ou les y affamer. Rien ne peut aider à expliquer pourquoi il ne prit aucun de ces partis : ce qui est d'autant plus incompréhensible, qu'il devait se méfier de la fortune, qui ne tarda pas en effet à se venger, par des refus constans et par les plus sanglans outrages, du mépris que Lautrec avait fait de ses faveurs. Le reste de cette guerre du Milanais ne fut plus, pour ce général, qu'une suite de disgrâces [1].

Quelques chevau-légers, envoyés du côté de Coire, passèrent rapidement sur les terres de Venise, trompèrent la vigilance des Vénitiens et des Français, et assurèrent la jonction des Suisses à l'armée des confédérés, qui ne bornèrent plus leurs projets à une simple défensive. Ils se voyaient alors à la tête de forces considérables, par la perfidie du cardinal de Sion, qui, pour satisfaire sa vengeance et sa haine, ne se contenta pas d'amener douze mille Suisses, mais qui réussit encore, en supposant de faux ordres de la diète helvétique, à priver l'armée française de la presque totalité de ceux que Lautrec y avait reçus.

*Commencement des revers de l'armée française.* — Ce maréchal, forcé alors de prendre la défensive, se retira vers Milan, dont il fit relever à la hâte les fortifications. Toutefois, malgré les ordres du roi, qui recommandait de veiller principalement sur l'Adda; malgré les lettres, dans lesquelles Lautrec assurait que l'ennemi n'oserait jamais passer cette rivière; malgré son affectation de parler avec dédain sur la timidité de Colonne, sur l'inexpérience de Pescaire, non-

[1] Jubé.

seulement les ennemis passèrent l'Adda, guidés par Moron et quelques autres bannis, qui leur indiquèrent un endroit mal gardé, où ils trouvèrent des bateaux cachés dans des roseaux; mais ils forcèrent le maréchal de se renfermer dans Milan, et bientôt après de s'enfuir de cette ville, pour se jeter dans Côme avec quelques troupes [1].

*Reddition de Crémone, de Côme, de Pavie et autres places aux alliés.* — La ville de Crémone, apprenant le désastre des Français, dont elle détestait la domination, se hâta d'ouvrir ses portes aux confédérés.

Lautrec, ne se croyant pas en sûreté dans Côme, en voyant arriver Pescaire pour en faire le siége, se hâta d'en sortir, en y laissant comme gouverneur le brave Vandenesse, ami et digne émule de Bayard; quant à lui, il alla passer l'Adda vers l'endroit où cette rivière sort du lac de Côme, et il se retira sur les terres des Vénitiens avec ses troupes et les leurs.

Au bout de dix ou douze jours, Vandenesse fut obligé de capituler; il rejoignit Lautrec dans les états de Venise : mais comme les Vénitiens murmuraient hautement de voir l'armée française vivre à discrétion sur leurs terres, le maréchal, craignant de lasser leur amitié, résolut de s'avancer vers Crémone, dont Jeannot d'Herbouville défendait encore le château. Quelques troupes que Lautrec lui fit passer, le mirent en état de livrer assaut à la ville : les habitans soutinrent le premier avec succès; ils prévinrent le second par une capitulation. Le maréchal entra dans Crémone.

Après ce léger avantage, Lautrec envoya en France son frère pour représenter l'impossibilité de défendre le Milanais, sans un prompt et puissant secours. En attendant, il pourvut selon ses ressources à la sûreté du peu de places

[1] Guichardin.

qui lui restaient; mais il lui était impossible d'arrêter les progrès de l'armée ennemie, et bien moins encore les effets de la haine que lui et son frère avaient inspirée. Les habitans de Pavie forcèrent la garnison à s'enfuir, en menaçant de la livrer, et d'ouvrir leurs portes aux confédérés. Les habitans d'Alexandrie, trompant la vigilance de la garnison, introduisirent les troupes de Pescaire dans leurs murs. Enfin Parme et Plaisance se rendirent à Vitelli.

*Mort du pape Léon* x. — Le pape, en recevant ces heureuses nouvelles, en fut saisi au point qu'il en mourut trois jours après, le 2 décembre 1521.

Cet événement, si important dans les conjonctures présentes, pouvait changer la face des affaires; il ouvrit un nouveau théâtre aux talens politiques de l'empereur et du roi de France.

Peu de temps après la mort de Léon x, le cardinal de Médicis, dans l'incertitude des évènemens, crut devoir licencier les troupes pontificales. Cet affaiblissement de l'armée des confédérés, arrêta le cours de leurs conquêtes; l'argent commençait aussi à leur manquer, le pape ayant fait presque tous les frais de la guerre.

François-Marie de la Rovère, frère du célèbre Jules II, profita de ce moment pour rentrer dans son duché d'Urbin. Sa valeur, sa pauvreté, ses infortunes, le rendaient intéressant. A la tête de cinq à six cents hommes, qui s'attachèrent, sans solde, à ses intérêts, il reconquit presque tout son duché, tandis que le duc de Ferrare redoublait d'efforts pour rentrer en possession de Modène et de Reggio.

*Les Suisses retirent leurs troupes de l'armée des alliés.* — Les Suisses, justement indignés de l'odieuse conduite du cardinal de Sion, non-seulement refusèrent de nouveaux secours aux ambassadeurs envoyés par les confédérés, mais encore ils rappelèrent les troupes qui étaient dans leur ar-

mée, et ils accordèrent seize mille hommes au gouvernement français.

Prosper Colonne et Moron ne perdirent pas courage dans ces circonstances difficiles. Le premier mit sa cavalerie en quartier d'hiver dans les duchés de Parme et de Plaisance, l'infanterie espagnole et allemande dans les places du Milanais; il envoya Jérôme Adorno en Allemagne pour y faire de nouvelles levées de lansquenets. Moron, sous le titre d'ambassadeur de François Sforce, vint à Milan pour chercher de l'argent et achever de soulever les esprits en faveur du maître sous lequel il espérait gouverner; un moine enthousiaste et fourbe lui prêta le secours de ses prédications.

1522. *Suite des événemens militaires dans le Milanais.* — Le corps de troupes détaché par Lautrec pour tenter de reprendre Parme, dont Guicciardini était gouverneur, ayant échoué dans cette entreprise, repassa promptement le Pô, et alla rejoindre le gros de l'armée française entre Milan et Crémone. Cette armée grossissait tous les jours, les Suisses l'avaient jointe, on y avait attiré, par des bienfaits et des établissemens solides, Jean de Médicis et les troupes à ses ordres, soudoyées auparavant par Léon x. Ainsi les forces combinées de France et de Venise se trouvaient en état d'ouvrir la nouvelle campagne par des opérations brillantes.

Toutefois le début ne fut pas heureux. Les Vénitiens, quoique prévenus, manquèrent de s'opposer au passage de Jérôme Adorno, qui amenait six mille lansquenets destinés pour l'armée des confédérés.

Le château de Milan tenait encore pour les Français. L'armée marcha pour le délivrer et reprendre la ville; mais Colonne, après avoir réparé les murailles de cette dernière pour empêcher tout secours dans la forteresse, l'avait enfermée dans une double circonvallation, qui la tenait bloquée de tous côtés.

Après avoir perdu plusieurs officiers de distinction en reconnaissant ces lignes, après s'être convaincu de l'impossibilité de les forcer, Lautrec alla établir son camp à Cassano, pour s'opposer à la jonction de six mille autres lansquenets, conduits par Sforce; de là il détacha Montmorenci et le chevalier Durefuge pour enlever un grand convoi qui venait du Plaisantin et du Parmesan à Milan, sous une nombreuse escorte. Durefuge s'était mis à la tête des coureurs, et, ayant rencontré l'ennemi, il eut l'imprudence de le charger, sans pouvoir être soutenu par Montmorenci; aussi fut-il mis en déroute. Sa fuite précipitée allait jeter le désordre dans l'infanterie de Montmorenci, lorsque celui-ci, après avoir jeté sa troupe à droite et à gauche, et fait un passage aux hommes d'armes du chevalier, se hâta de resserrer ses files, fit face à l'ennemi, l'arrêta, le renversa, et s'empara du convoi, aidé de Durefuge, qui avait eu le temps de se rallier et de se joindre à lui pour achever la destruction de l'escorte.

Lautrec reçut dans ce même temps la nouvelle de l'arrivée du maréchal de Foix avec un renfort considérable, et deux hommes bien précieux, Pierre de Navarre et le chevalier Bayard.

Lescun, ayant pris la route de Gênes, était obligé, pour rejoindre son frère, de traverser la Loméline, qui était occupée par les impériaux. D'autre part, Lautrec ne pouvait point abandonner son poste pour aller au devant de ce secours, sans ouvrir à l'ennemi le chemin de Milan; il prit le parti de rester dans son camp, et d'envoyer au devant de Lescun Montmorenci et Durefuge, avec trois mille Suisses, mille fantassins milanais, deux cents hommes d'armes et quatre pièces d'artillerie.

Après avoir surmonté beaucoup d'obstacles, et avoir eu le bonheur d'échapper heureusement à la trahison d'un ba-

telier, qui s'était chargé de lui faire passer le Tésin, après avoir effrayé le marquis de Mantoue, le détachement dont nous venons de parler mit le siége devant Novare, pour frayer une route plus sûre et plus facile au maréchal de Foix.

Le château de Novare tenait encore pour les Français. Dès le commencement du siége, Durefuge eut la jambe fracassée de l'éclat d'une coulevrine; il en mourut peu de jours après. Montmorenci continua le siége, après avoir augmenté son artillerie de quelques pièces de canon tirées du château. La brèche étant assez grande pour donner l'assaut, il avertit les Suisses de s'y préparer; ceux-ci répondirent qu'ils seraient toujours prêts à se battre en rase campagne, mais qu'ils n'entendaient rien à la guerre de siége. Obligé de dissimuler son ressentiment, Montmorenci se contenta de la promesse qu'ils lui firent d'escorter et de soutenir ceux qui monteraient à l'assaut. Ce fut la gendarmerie qui fut chargée de ce coup de main. Il réussit avec l'aide de l'artillerie du château, qui balaya les remparts, et força les assiégés de se retirer. Ceux-ci gagnèrent un retranchement intérieur, d'où ils commençaient à faire beaucoup de mal, lorsque les gendarmes, s'étant coulés le long du retranchement, abattirent quelques maisons, prirent l'ennemi en flanc, et l'enveloppèrent facilement. Alors les Suisses, qui n'avaient pas voulu prendre part à l'assaut, s'empressèrent de venir prendre part au pillage, et de faire un massacre horrible des bourgeois et des soldats.

Après la prise de Novare, rien n'arrêta la jonction de Montmorenci avec le maréchal de Foix. Ils prirent, en passant, Vigevano, et se hâtèrent de rejoindre Lautrec à Cassano, où celui-ci n'avait point rempli l'objet qui l'avait retenu dans ce poste. Sforce avait trompé sa vigilance, trop souvent endormie; au moyen d'un grand détour, il s'était

rendu à Festo, et, bientôt secondé par Prosper Colonne, qui était venu à sa rencontre, ils étaient entrés l'un et l'autre dans Milan [1].

Ces jonctions étant ainsi opérées de part et d'autre, les deux armées étaient en mesure de tenter le sort des armes; leurs forces étaient à peu près égales, elles étaient à une très-petite distance l'une de l'autre, et tout semblait annoncer un événement décisif. Colonne, persuadé qu'il perdait sa gloire en se tenant enfermé dans des murailles, sortit de Milan pour tenir la campagne. Lautrec voulut faire le siége de Pavie : son artillerie et celle des Vénitiens battirent la place avec tant de vigueur, que les brèches permirent bientôt de livrer l'assaut. On disposa tout pour cette action; mais Sainte-Colombe, lieutenant de la compagnie de Lautrec, exécuta mal les ordres dont dépendait le succès de l'assaut. Deux mille hommes d'infanterie à ses ordres ne soutinrent point, comme ils le devaient, quatre cents archers, qui, abandonnés, furent taillés en pièces; cet échec empêcha l'assaut de réussir, et fit repousser les assiégeans avec beaucoup de perte pour eux. En outre, Prosper Colonne envoya au secours de la ville deux mille hommes d'élite. Ce détachement, à la faveur de la nuit et par la présence d'esprit de son chef, passa, avec autant d'habileté que de hardiesse, au travers du camp des assiégeans.

Colonne ne s'en tint pas là, il marcha lui-même, avec toutes ses forces, pour faire lever le siége, et vint camper à la Chartreuse, à trois milles du camp des Français; mais les pluies ayant tellement enflé le Tésin, que les barques qui transportaient de la Loméline les vivres de l'armée française ne purent plus arriver, Lautrec fut obligé de s'éloigner. Il alla d'abord à Marignan pour recevoir des vivres du Lodes-

[1] Martin Dubellay.

san et du Crémonais. Il prit ensuite la route de Monza, où il pouvait tirer des vivres du Bergamasque. Un intérêt pressant l'obligeait de s'avancer vers le nord du Milanais; les Suisses, mal payés, commençaient à murmurer, et la caisse militaire était restée à Arona, sur la rive droite du lac Majeur. Moron, pour ôter aux Français toute communication avec cette ville, et pour enlever la caisse, si elle sortait, avait fait partir de Milan Anchise Visconti avec un camp volant. Cet officier, étant venu occuper le poste de Festo, sur la rive gauche du lac Majeur et du Tésin, avait les yeux ouverts sur Arona et sur tout le cours du Tésin. Rien ne pouvait passer sans être exposé au feu de Festo. Il fallait donc forcer ce poste pour arriver à Arona, et payer les Suisses. Tous les autres postes, situés entre le Tésin et Milan, étaient occupés par les ennemis; ce qui obligeait de faire un long circuit au levant de Milan, et de tourner ensuite au nord-ouest : ce fut pour prendre cette route que les Français allèrent d'abord camper à Monza [1].

*L'armée française et celle des alliés sont en présence.* — Cette marche, qui rapprochait les Français de Milan, et qui les mettait à portée de surprendre cette place, inquiéta Colonne, qui se pressa de remonter vers Milan, et prit poste à la Bicoque, entre Lodi, Monza et Milan. La Bicoque était un vieux château, bâti dans un parc immense, où les anciens ducs de Milan venaient prendre le plaisir de la chasse. Ce parc, environné de toutes parts de profonds et larges fossés, pouvait renfermer un corps de vingt mille hommes, et formait naturellement un camp inexpugnable. La campagne des environs était coupée d'une infinité de ruisseaux, qui, suivant l'usage de la Lombardie, servaient à arroser les prairies. Colonne ajouta encore aux avantages

[1] Guichardin.

de son campement, en faisant relever les bords des fossés, en élevant de distance en distance des plate-formes qui dominaient la campagne, et sur lesquelles il plaça son artillerie.

On ne peut se rendre raison de ces dispositions de la part de Colonne, et surtout de ses précautions si multipliées pour rendre son camp aussi fort, si, comme le disent les relations contemporaines, il ne pouvait pas, dans cette position, empêcher les Français de marcher sans obstacles vers Festo et Arona. C'était en effet le projet de Lautrec; mais il ne fut pas, dit-on, le maître de le suivre. Les Suisses se plaignaient de ce qu'on fuyait devant Colonne, et surtout de ce que l'on ne les payait pas : en vain leur représenta-t-on qu'on s'approchait d'Arona, où était la caisse; qu'on enlèverait aisément le poste de Festo avec des forces si considérables ; qu'alors la caisse passerait sans obstacle le Tésin, et qu'après les avoir satisfaits sur leur solde, on se rapprocherait de Milan, et on marcherait à l'ennemi; qu'il n'était prudent ni utile de l'attaquer actuellement dans son camp de la Bicoque, si on ne voulait pas s'exposer à une défaite certaine: les Suisses n'écoutèrent rien, et ils chargèrent Albert de La Pierrre de porter à Lautrec leurs dernières propositions: *argent*, *congé* ou *bataille*.

Lautrec, emporté par son caractère bouillant, choisit des deux derniers inconvéniens celui qui lui parut sans doute le moindre, et disposa tout pour le combat, ou plutôt pour sa défaite.

Quelques historiens, pour excuser ce général, ont prétendu qu'il avait cédé malgré lui à la violence des Suisses; mais le bon Brantome n'est pas de leur avis : « Il les devait très-bien et beau laisser aller, et les recommander à tous les diables; car jamais le fait ne va bien, quand il faut que le général obéisse à ses soldats, et combatte à leur volonté.»

Comment, en effet, dit le judicieux Servan, pouvoir ex-

cuser une faute aussi grave? Livrer une bataille, dont la perte était aussi évidente, sous le prétexte qu'une partie de son armée l'y forçait! Encore ici les Suisses laissaient l'alternative de les congédier! Que pouvait-il, après tout, en arriver....? l'affaiblissement de l'armée? mais elle pouvait alors effectuer facilement sa retraite, et prendre telle position où elle aurait pu s'assurer de ses vivres, se tenir sur la défensive, et attendre les événemens. Eh quoi! tous les généraux et les principaux officiers de l'armée étaient dans la conviction qu'on allait mener les troupes à une boucherie horrible et infructueuse, et ce même Lautrec, qui avait refusé à Rebec d'écraser, d'affamer ou de détruire dans sa retraite l'armée des confédérés, ose, avec une imprudence extrême, les attaquer dans une position où il doit s'attendre à une défaite honteuse et infiniment meurtrière.» Quelques autres historiens veulent que ce maréchal ait fait pour cette funeste bataille les meilleures dispositions que le génie et la prudence pouvaient suggérer. Nous allons mettre nos lecteurs à même de juger si cette assertion est fondée.

*Bataille de la Bicoque.* — La gendarmerie, placée à l'avant-garde et commandée par le maréchal de Foix, devait attaquer un pont de pierre qui avait été reconnu la veille; c'était le seul endroit par où il fût possible, à force de courage, de pénétrer dans le camp ennemi.

Montmorenci, à la tête de huit mille Suisses, eut ordre d'attaquer le côté diamétralement opposé au pont. Comme il n'y avait là aucun chemin par lequel on pût s'introduire dans le camp, il fallait traverser les fossés et franchir les retranchemens. Cette attaque, devant être la plus meurtrière, appartenait naturellement aux Suisses, qui avaient voulu absolument combattre; ils étaient appuyés par l'artillerie, tandis qu'un vallon les mettait hors de la portée de celle des ennemis.

Lautrec se plaça, avec le maréchal de Chabanne, le bâtard de Savoie et le grand écuyer Saint-Sévérin, au corps de bataille, auquel on n'avait fixé aucune attaque particulière.

Les Vénitiens formaient l'arrière-garde, sous le commandement du duc d'Urbin, qui, après avoir reconquis ses états, était venu rejoindre l'armée.

Pierre de Navarre dirigeait les travaux des pionniers.

Pont-Dormi, à la tête d'un corps de réserve, devait tout observer, se porter partout, et s'opposer à toutes les sorties que l'ennemi voudrait faire.

A ces dispositions, que quelques historiens trouvent admirables, et par lesquelles le maréchal de Lautrec, disent-ils, s'était montré si supérieur à lui-même, qu'il méritait d'être couronné par le succès, Colonne opposa l'assiette de son camp et une sage distribution de ses troupes dans les différens postes. L'infanterie allemande et toute l'artillerie furent chargées de repousser l'attaque de Montmorenci. Sforce se chargea de défendre le pont avec quatre cents chevaux et six mille fantassins italiens de nouvelle levée. Le reste des troupes était répandu avec intelligence derrière les retranchemens [1].

Outre les dispositions dont nous venons de rendre compte, Lautrec s'était proposé de faire une attaque aux environs du pont de pierre, et, pour en assurer le succès, il avait fait quitter aux soldats chargés de l'entreprise la croix blanche, signal du parti français, et leur avait fait prendre des croix rouges, à l'instar de celles des troupes impériales : cette troupe devait s'avancer par la route de Milan à la Bicoque, pour persuader aux impériaux que c'était un renfort qui leur arrivait de cette ville; mais Colonne, instruit par ses espions, afin d'éviter la confusion et la méprise dans la mêlée, distingua ses soldats en leur faisant mettre des épis de blé sur leurs casques.

[1] Martin Dubellay.

Le succès des deux principales attaques dépendait du concert qui régnerait entre elles. Suivant les ordres qu'il avait reçus, Montmorenci s'arrêta dans le vallon, où sa troupe était à l'abri du feu des retranchemens : il y attendait que son artillerie fût arrivée et dirigée de manière à faire taire celle de l'ennemi ; que Pierre de Navarre, avec ses pionniers, eût ouvert les chemins pour arriver au point de l'attaque ; enfin, que le maréchal de Foix fût arrivé au pont qu'il devait attaquer : mais l'impatience des Suisses ne souffrit aucun délai. Leur valeur, ce jour-là, était une ivresse, une fureur ; ils accumulèrent faute sur faute ; ils entraînèrent Montmorenci à l'assaut, plutôt qu'il ne les y conduisit. Dès-lors on rendi nulles toutes les dispositions, on dérangea toutes les combinaisons du général ; on sortit inconsidérément du vallon, on parut à la vue des retranchemens et à la portée du canon dont ils étaient couverts.

Bientôt plus de mille Suisses sont renversés par les premières décharges : les autres en deviennent plus furieux ; ils se précipitent dans le fossé, mais ils sont forcés de reconnaître, trop tard, que les retranchemens étaient si escarpés, qu'il était impossible de les franchir. En même temps des mousquetaires espagnols, cachés dans les blés, faisaient un feu terrible sur les Suisses, qui se consumaient en efforts surnaturels et superflus. Déjà Albert de Lapierre, leur brave commandant, et vingt-deux capitaines étaient tués sur la place ; plusieurs gentilshommes de la première distinction avaient été moissonnés par le canon ; Montmorenci, lui-même, jeté par terre d'un coup de mousquet, est retiré avec beaucoup de peine de dessous un monceau de morts et de mourans.

Enfin les Suisses, entièrement découragés, prennent le parti de se retirer, et de se réfugier dans ce vallon, qu'ils auraient dû quitter plus à propos, pour ne pas y revenir

battus et horriblement maltraités; ils avaient perdu plus de trois mille hommes.

Tandis qu'ils se livraient à un abattement non moins excessif que leur témérité et leur ridicule entêtement, le maréchal de Foix avait attaqué le pont de pierre et après s'en être rendu maître, avait pénétré dans les retranchemens. Lautrec se hâta de le joindre avec ses troupes, et il fit demander aux Suisses quelques compagnies pour le renforcer; mais les Suisses, qui avaient tout perdu, n'osèrent rien réparer. Cependant Colonne, voyant l'attaque des Suisses absolument abandonnée, porta toutes ses forces contre le maréchal de Foix, en y envoyant successivement des troupes fraîches; celles-ci chargèrent sans interruption celles du maréchal, qui, déjà excédées, diminuant continuellement et n'étant point soutenues, furent obligées de reculer, de repasser le pont et de se mettre en bataille de l'autre côté.

Les Français, dans cette journée, comme à leur ordinaire, avaient donné de grandes preuves de valeur; mais la bataille avait été livrée si inconsidérément, l'entêtement des Suisses de vouloir se battre, celui non moins funeste de leur part, d'attaquer hors de propos, le refus de marcher après avoir été repoussés, l'inaction funeste des troupes vénitiennes; tout, avant, pendant et après la bataille, sembla concourir à rendre cette journée une des plus funestes dont on puisse lire le récit dans nos annales militaires.

Après la bataille, Lautrec proposa à son armée, ainsi maltraitée, de passer la nuit à la vue de la Bicoque et de renouveler le combat le lendemain; mais les Suisses rebutés voulurent retourner au camp de Monza, et de là dans leur pays[1].

*Les alliés se rendent maîtres de presque tout le Milanais.* — Les pertes faites aux attaques de la Bicoque et le

[1] Martin Dubellay.

départ des Suisses mettant Lautrec dans l'impuissance de tenir la campagne, il prit le parti de jeter dans les places les troupes qui lui restaient; il s'occupa d'abord de Lodi, place importante par la communication qu'elle procurait avec le Crémonais, à la faveur d'un pont de bateaux construit par les Français. Cependant on n'aurait jamais eu le temps d'introduire du secours dans cette place, sans une violente sédition dont les lansquenets furent les moteurs dans le camp des confédérés. Bonneval, qui était gouverneur de Lodi, l'avait fait fortifier avec soin, et, avec le secours que lui amenèrent Bozzolo et Médicis, sa garnison se trouva forte de trois mille hommes d'infanterie et de quatre cents chevaux. Médicis et Bozzolo, comptant sur la vigilance du gouverneur, songèrent à faire reposer leurs troupes, fatiguées et de la bataille, et de la marche forcée qu'elles venaient de faire pour se rendre à Lodi. Sur ces entrefaites, la sédition apaisée dans l'armée des confédérés, celle-ci vint camper à Marignan, et, le lendemain, Sforce et Pescaire parurent, à la tête de son avant-garde, aux portes de Lodi. A leur arrivée, Bonneval crut important de faire une sortie et de les attaquer avant que le gros de l'armée parût; mais il fut repoussé, et ses troupes rentrèrent avec tant de confusion, que les ennemis y pénétrèrent avec elles. Les soldats de Médicis se trouvant endormis, presque toute la garnison fut faite prisonnière; on brisa le pont de bateaux que les Français avaient sur l'Adda; Lodi fut livrée au pillage. Crémone allait suivre le même sort; il était bien difficile d'y conduire des secours; Lautrec n'osait proposer à personne cette périlleuse entreprise; Pont-Dormi offrit de se jeter dans cette place, et tint parole. Il sut éviter les ennemis et entra dans Crémone, avec tous les soldats sous ses ordres; le maréchal de Foix l'y suivit peu de temps après.

Au milieu de ces désastres, les Vénitiens, craignant de

voir entamer leurs frontières, traitaient de leur paix particulière avec l'empereur, auprès duquel ils faisaient valoir leur inaction au combat de la Bicoque. Pour rompre le cours de ces négociations, Lautrec envoya Montmorenci à Venise; quant à lui, convaincu de l'impossibilité de soutenir les affaires du roi en Italie, sans de nouveaux secours, après avoir visité la ville et le château de Crémone, les châteaux de Milan, Novarre et Pizzighitone, les seules places qui restaient aux Français dans le Milanais, il partit pour la France.

Il y était à peine arrivé, que déjà Pizzighitone s'était rendu au marquis de Pescaire; que le maréchal de Foix avait été forcé de rendre la ville de Crémone, obligé de se méfier de Jean de Médicis et de sa garnison. Dès-lors, si les Vénitiens ne prirent point des engagemens avec les ennemis de la France, du moins ne firent-ils aucun effort en sa faveur. Crémone rendu, le château de Milan ne tarda pas à l'imiter. Pescaire courut ensuite se présenter devant Gênes, surprit la ville, la pilla, et fit proclamer doge Jérôme Adorno; ainsi il ne resta plus aux Français, au-delà des Alpes, que le seul château de Crémone, où commandait le brave Jeannot d'Herbouville.

Au milieu de ces agitations de la France et de l'Europe, le jeune Soliman II, le plus grand des empereurs turcs après Mahomet II, reculait de plus en plus les bornes de son empire vers l'Occident, en prenant Belgrade, capitale de la Servie.

*Henri* VIII *déclare la guerre à la France.* — A cette même époque, Charles signait le traité de Windsor, dans lequel Henri VIII se déclarait contre la France. En exécution de ce traité, l'Anglais versa par Calais son contingent de troupes; l'empereur y joignit le sien sur la frontière de la Picardie. Comme la saison était très-avancée, les alliés se bornèrent à entreprendre le siége d'Hesdin. Ils le levèrent 1522.

après six semaines, tourmentés par les frimas et les maladies; mais, en se retirant, ils dévastèrent et brûlèrent les campagnes. Le reste de cette guerre se passa en escarmouches, en petites surprises, en marches et contremarches : le principal théâtre des hostilités était toujours en Italie. Toutefois, nous ne devons pas oublier un trait remarquable de dévouement. Le duc de Vendôme, Charles de Bourbon, aïeul de Henri IV, éprouva, près du village d'Audincton, un échec qui aurait été complet sans la présence d'esprit d'un gendarme nommé Tignerette. Il entend quelque mouvement, s'avance pour en reconnaître la cause, est enveloppé par les ennemis, et, le poignard sur la poitrine, il ne laisse pas de crier *alarme!* on se met en défense, et l'armée, qui était déjà entamée d'un autre côté, est sauvée. L'ennemi respecta le dévouement de Tignerette, qui, plus heureux que son émule moderne, le jeune d'Assas, put jouir de sa gloire.

1522. *Ligue, dite de Rome, contre la France.* — Charles-Quint, par sa puissance et la sagesse de son conseil, avait fait élire pape son précepteur, Adrien Florent, né à Utrecht, et presque inconnu à Rome. Ce nouveau pontife suprême, étonné de l'être, ignorant les intérêts et les droits des souverains étrangers à l'Italie, n'y apporta d'autres sentimens qu'une haine aveugle pour la France et une reconnaissance respectueuse pour l'empereur, pour lequel, à proprement parler, il était gouverneur de Rome. Cependant, il sentit qu'en qualité de chef de l'église, il devait affecter des intentions impartiales et pacifiques, surtout au moment où les Turcs, sous Soliman, faisaient de Rhodes le tombeau de ses défenseurs, et désolaient jusqu'aux rives du Danube; mais, attribuant aux Français tous les troubles de la chrétienté, il voulait qu'ils achetassent la paix par le sacrifice de toutes leurs prétentions. Ainsi l'incapacité du Saint-Père et son dévouement servile à l'empereur, en lui ôtant en

France toute espèce de confiance, le mettaient encore dans l'impossibilité de décider les puissances belligérantes à faire la paix, et à se réunir contre les Turcs. D'ailleurs, la paix était à peu près impossible entre elles; une trève même ne leur convenait pas. L'empereur la voulait de plusieurs années; rien de plus naturel, il possédait le Milanais : le roi de France la voulait à peine de quelques mois; il désirait seulement obtenir le temps nécessaire pour se préparer tranquillement à rentrer en campagne. Ainsi, tandis que, de part et d'autre, on formait mille intrigues secrètes pour s'entrenuire, le cardinal de Médicis, qui d'abord s'était retiré de la cour de Rome, piqué de n'avoir pas été porté à la première place, se hâta d'y revenir, dès qu'il fut convaincu de la haine qu'on y portait aux Français, et ne tarda pas à gouverner, sans concurrens, l'esprit d'Adrien VI.

Dès ce moment, il décida ce pontife à se réconcilier avec tous les feudataires du Saint-Siége, qui s'étaient mis sous la protection de François 1er; il poussa les Vénitiens à s'unir à la Maison d'Autriche contre les Français; enfin, le résultat de tous ces mouvemens politiques fut que le pape, l'empereur, le roi d'Angleterre, toute l'Italie, toute l'Allemagne, presque toute l'Europe, se trouva liguée contre la France seule. Cette ligue fut connue sous le nom de *ligue de Rome*. Prosper Colonne en fut nommé généralissime par le pape et l'empereur.

A la nouvelle de cette ligue formidable, François 1er, s'arrachant aux voluptés, s'enflamma de nouveau pour la gloire. Tant d'ennemis à combattre irritèrent son courage; il ne voulut pas se borner à se défendre contre eux, il osa les attaquer le premier.

*Le roi se prépare à passer une seconde fois en Italie.*— En effet, contre l'attente publique, le roi disposa tout pour son voyage d'Italie, après avoir pourvu à la défense des 1523.

frontières. Les troupes marchèrent vers Lyon, où elles devaient se réunir; le duc de Suffock y conduisit un corps de lansquenets, et deux mille hommes levés en Picardie; Bonnivet et Lorges, à la tête de six mille hommes d'infanterie, s'emparèrent du pas de Suze; le maréchal de Montmorenci passa aussi les Alpes avec douze mille hommes, pour se joindre à l'amiral Bonnivet à Turin, où ils devaient attendre le roi. Celui-ci était déjà en route, lorsqu'une révolution, qui fermentait depuis quelques années au milieu de sa cour, vint éclater et rompre la plus grande partie de ses mesures.

1523. *Procès du connétable de Bourbon.* — Nous avons déjà dit qu'on accusait la duchesse d'Angoulême d'avoir contribué aux dernières disgrâces des Français en Italie. Ce fut encore elle qui occasiona la révolution sur laquelle nous croyons devoir donner rapidement quelques détails, parce que ses résultats influèrent cruellement sur les événemens militaires dont nous avons à nous occuper.

Depuis long-temps la mère de François 1er avait conçu pour le connétable de Bourbon une passion très-vive, tandis que ce prince, s'il faut en croire quelques relations, était fortement épris des charmes de madame d'Alençon, sœur du roi. Suivant les mêmes documens, le connétable devait, en grande partie, son élévation à la duchesse, dont il avait flatté les faiblesses, et auprès de laquelle il s'était servi, en courtisan habile, de l'ascendant d'un homme indifférent sur le cœur d'un femme passionnée; mais, parvenu au dernier degré où il pouvait aspirer, ses froideurs éclatèrent, et il dédaigna trop ouvertement une femme qui avait treize ans de plus que lui, pendant qu'il aimait passionnément une jeune dame aimable, belle, dont il était aimé, et qui occupait le premier rang à la cour. La duchesse méprisée, en voulant se venger, excita la haine du connétable; elle le haït à son tour, comme on hait l'objet qu'on a aimé. Elle fit arrêter

les pensions du connétable, il ne daigna pas s'en plaindre, et ce fut un nouvel outrage pour la duchesse. Bientôt après Bourbon ayant contribué à la conquête du Milanais, et le roi lui en ayant confié le gouvernement, la duchesse persuada à son fils qu'il était imprudent de laisser un état si éloigné, encore mal uni à la France, entre les mains d'un prince du sang, jeune, puissant, ambitieux, aimé des troupes, du peuple, de la noblesse, capable de tout entreprendre : sa gloire, ses talens, sa vertu même, servirent d'armes contre lui. On le rappela, et la duchesse goûta à la fois le double plaisir de l'affliger et de le revoir.

Elle lui fit donner encore d'autres mortifications; de son côté, il n'épargnait à la duchesse aucun témoignage de mépris et de haine.

Sur ces entrefaites, l'épouse du connétable mourut sans enfans, à Chatelleraut, le 21 avril 1521.

La duchesse d'Angoulême sentit son amour renaître à l'espérance. Elle pouvait réparer tous les maux qu'elle avait faits au connétable, elle pouvait l'élever au faîte de la puissance, et le faire, pour ainsi dire, roi, sous l'autorité de son fils; mais, quand on parla au connétable d'épouser cette princesse, il résista à toutes les instances, il brava toutes les menaces. On assure même qu'il se permit des railleries sur l'âge et la conduite de la duchesse, ce qui la mit au désespoir, et lui fit jurer la perte du connétable.

En conséquence, guidée par un besoin excessif de vengeance, elle prit le parti de dépouiller le connétable de tous ses biens, en réclamant la succession de la Maison de Bourbon, comme héritière de Susanne de Bourbon-Beaujeu, femme du connétable.

Le chancelier Duprat, qui aurait dû donner de sages conseils à la duchesse, la servait dans ses fureurs. Il épuisa la féconde subtilité de son esprit pour prêter des couleurs à l'in-

justice; il connaissait et ne rejetait pas les honteuses ressources de la chicane; en interprétant certaines clauses, en abusant des mots, en en détournant le sens, il en fit résulter un prétendu droit de réversion de certaines terres au domaine; il sut mettre en jeu les droits sacrés de la couronne; il fit intervenir le roi, et intéressa le zèle des magistrats à dépouiller injustement le connétable; il arma contre lui l'artifice et la force, le sophisme et le crédit, l'autorité trop flexible des lois, l'éloquence trop versatile des avocats, les faiblesses et les erreurs des juges.

Jamais cause en France n'eut tant d'éclat. Il s'agissait, il est vrai, de la possession ou de la perte de plusieurs provinces; le Bourbonnais, l'Auvergne, la Marche, le Forez, le Beaujolais, la principauté de Dombes, et une multitude de seigneuries considérables.

Les parties étaient, d'un côté, le roi et sa mère; de l'autre, un prince du sang, le second par sa naissance, le premier par son mérite, et connétable de France.

Toutes les passions étaient en mouvement dans cette affaire : l'orgueil d'un homme déjà illustré par ses belles actions à la guerre, incapable de fléchir, trop capable de se venger; la rage d'une femme toute puissante et dédaignée; les prétentions d'un roi aveuglé par sa tendresse respectueuse pour sa mère; de la part des juges, la crainte qu'inspirait la duchesse, le respect pour le roi, et les égards dus aux services et à la gloire du connétable.

Bourbon fit tête à l'orage qu'il pouvait conjurer d'un seul mot; cependant l'avarice avait peu de part à l'injustice de la duchesse d'Angoulême. Qu'on lui adjugeât les biens de connétable, ou qu'on les réunît à la couronne, elle était contente, pourvu que le connétable fût dépouillé, espérant que, dans l'impuissance de soutenir son rang, humilié de se voir dépouillé de ses richesses, elle le verrait revenir à

ses pieds pour la faire jouir de la douceur de parler à son amant soumis.

Le parlement s'empressa de seconder les vues de la duchesse, en ordonnant, par provision, le séquestre des biens de la Maison de Bourbon : c'était commencer la ruine du connétable. Quant au fond du procès, il fut plusieurs fois suspendu et repris, et ne fut terminé qu'après la mort de Charles de Bourbon [1].

Ce procès faisait grand bruit en Europe. L'empereur, attentif à tout, vit avec plaisir les imprudens ennemis du connétable le pousser au désespoir ; il le fit sonder, il le plaignit, il irrita sa colère, et fit briller à ses yeux la fortune et la vengeance ; il lui offrit en mariage la princesse Eléonore, sa sœur, veuve du roi de Portugal, avec une dot d'un million deux cent mille écus, outre vingt mille écus de rente qu'elle possédait déjà, et six cent mille écus de bagues et joyaux. Le connétable promit de soulever les provinces de sa dépendance, tandis que l'empereur, pénétrant dans la Bourgogne, ferait entrer dans le Languedoc une armée de lansquenets, et que le roi d'Angleterre attaquerait la Picardie et la Normandie : on devait attendre le moment où le roi serait engagé en Italie.

Des bruits commençaient à se répandre et à parvenir jusqu'au roi, qui y ajoutait si peu de foi, qu'en se disposant à partir pour l'Italie, il avait nommé le connétable son lieutenant-général dans le royaume, pour régler, conjointement avec la duchesse d'Angoulême, toutes les affaires de l'état pendant son absence ; mais, devenu bientôt moins confiant, il pressa Charles de Bourbon de l'accompagner en Italie. Celui-ci promit de le suivre, en supposant une maladie pour se dispenser d'abord du voyage.

[1] Martin Dubellay. — Paradin. — Mézerai. — Désormeaux. — *Hist. de la Maison de Bourbon.* — Servan.

Cette conduite augmenta la méfiance du roi, et le décida à passer par Moulins, où le connétable feignait d'être retenu par son indisposition. Le roi lui fit l'aveu qu'on lui avait donné de graves soupçons sur sa fidélité, et l'exhorta à ne pas manquer à ses devoirs; le connétable convint avoir reçu des propositions de la part de l'empereur, dont il n'avait voulu lui faire part que de vive voix, et lui montra le plus grand empressement à partir pour l'Italie.

Malgré cette révélation et les promesses du connétable, on conseilla au roi de le faire arrêter; mais on ne put jamais le décider à commettre une pareille violence. Il se borna à laisser près de lui un nommé Perrot de Warti, chargé en apparence de l'informer de sa santé, mais, en effet, de veiller sur sa conduite.

C'était un espion importun, il fallait s'en débarrasser. Le connétable ne tarda pas à feindre de se porter mieux, et à se mettre en route pour Lyon; Warti s'empresse d'aller porter cette nouvelle au roi. Pendant son absence, le connétable court se renfermer dans son château de Chantelle, d'où il fait partir l'évêque d'Autun pour aller assurer le roi de sa fidélité, sous la condition de lui faire restituer sur-le-champ tous les biens de la Maison de Bourbon.

Sur ces entrefaites, le roi, instruit de la fuite du connétable, ne doutant plus de sa trahison, avait donné des ordres pour le faire arrêter. On se saisit d'abord de l'évêque d'Autun et de ses papiers; le roi vit avec une indignation nouvelle, dans les instructions de l'évêque, que le connétable eût osé mettre des réserves et des conditions à sa fidélité, et qu'il eût voulu traiter avec lui d'égal à égal. Le sujet insolent parut irriter davantage que le sujet rebelle. Bientôt enfin tous les mystères de la conspiration furent révélés[1].

[1] Désormeaux.

*Evasion du connétable de Bourbon ; il se rend auprès de Charles-Quint.*—Cependant le connétable, sachant ou soupçonnant ce qui se passait à Lyon, était parti de Chantelle avec toute sa maison, et s'était rendu à Herment, petite ville d'Auvergne; mais sa marche avec tant de monde ne pouvant être secrète, il se déguise, part d'Herment pendant la nuit, suivi d'un seul gentilhomme nommé Pomperant, avec lequel il échappe, non sans beaucoup de périls et de peines, à toutes les troupes mises sur pied pour l'arrêter, et arrive enfin dans les domaines de l'empereur, en Franche-Comté. Il y trouve plusieurs gentilshommes de son parti qui l'y attendaient.

De la Franche-Comté, Bourbon, passant par l'Allemagne, se rendit à Plaisance pour y conférer sur les opérations de la campagne avec les généraux de l'empereur; il alla ensuite attendre à Gênes les ordres de Charles-Quint, qu'un de ses gentilshommes, nommé Lurey, était allé demander en Espagne.

Charles-Quint avait voulu acquérir dans le connétable un allié puissant et utile, qui l'eût introduit dans le centre de la France. Cette chimère était détruite, Bourbon n'était plus qu'un illustre banni, que le sort lui donnait à protéger, n'ayant plus à lui offrir que son épée, ses talens et son désespoir. Alors les froideurs de la protection succédèrent aux offres brillantes faites pour le séduire, et l'on se borna à lui proposer ou de passer en Espagne, ou de rester dans le duché de Milan, avec le titre de lieutenant-général de l'empereur en Italie. Le choix n'était pas difficile, Bourbon préféra la gloire et les honneurs par ses services, au vil métier de courtisan auprès de la cour d'Espagne.

L'évasion du connétable et la découverte de sa trahison obligèrent le roi de changer ses projets de campagne, et en retardèrent considérablement l'exécution.

1523. *Le roi fait choix de l'amiral Bonnivet pour commander la nouvelle armée d'Italie; ses premières opérations.* — L'intérieur du royaume étant menacé, et François 1er ne pouvant plus passer en Italie, nomma l'amiral Bonnivet pour le remplacer et y commander l'armée; celui-ci se hâta de partir et s'occupa de pénétrer dans le Milanais.

L'armée des confédérés n'était point encore réunie; l'armée française s'empara sans obstacle de toute la partie du Milanais située au-delà du Tésin. A cette nouvelle, Prosper Colonne rassemble quelques troupes à la hâte pour disputer le passage de cette rivière, en prenant ses quartiers le long du fleuve, depuis Turbigo jusqu'à Biagrasso. Les Français s'avancent alors par Turbigo, un peu au-dessous du camp des alliés, et passent le Tésin, une partie à gué, une partie dans des barques, après avoir écarté à coups de canon quelques Allemands qui se trouvaient de l'autre côté du fleuve.

1523. *Blocus de Milan par l'armée française.* — Colonne ayant échoué dans son entreprise, et se trouvant trop faible, se retira promptement à Lodi. Antoine de Lève se jeta dans Pavie, et les alliés commencèrent à être très inquiets sur le sort de Milan, qui se trouvait alors dans un très-mauvais état de défense, quoique avec une garnison nombreuse; mais le général français les rassura, en se bornant, après quelques pourparlers infructueux, à en faire le blocus, au lieu d'en tenter l'attaque.

Quelques historiens ont voulu disculper Bonnivet de sa conduite dans cette occasion; mais il est facile de remarquer qu'elle est contraire aux principes militaires les plus communs [1].

L'amiral commit une première faute très-grave, après avoir passé le Tésin, et avoir laissé échapper la faible armée des alliés, d'entrer en pourparler avec les Milanais, puisque,

[1] Le général Servan.

au dire de Martin Dubellay, militaire et historien estimable, Prosper Colonne, en arrivant dans Milan, y trouva les soldats et les habitans tellement effrayés, qu'il voulut se hâter d'en sortir, pour se retirer à Lodi. Il ne pensait donc pas, quoique à la tête d'une armée, qu'il fût prudent de rester dans une ville aussi mal fortifiée, et où on était dans des dispositions si peu favorables pour la défendre. Les pourparlers furent longs, ajoute Dubellay, et occasionèrent la ruine de l'armée; car ils donnèrent le temps de revenir de la première frayeur, de relever les remparts et de se mettre sur ses gardes : seconde faute. La troisième fut de se décider à un blocus dans une saison très-avancée, n'ayant point d'armée d'observation, et de donner par là le temps aux ennemis de se reconnaitre, de rassembler leurs forces, de prendre plusieurs places sans obstacles, d'enlever des magasins, et, en résultat, de battre l'armée ou de la détruire.

*Bayard reprend Lodi et Crémone; belle défense des Français dans le château de cette dernière ville.* — Décidé au blocus, Bonnivet, pour affamer Milan, fit briser les moulins des environs, couper les canaux qui conduisaient de l'eau dans la ville, s'empara de Monza, et envoya Bayard attaquer Lodi. Au seul nom du bon chevalier, le marquis de Mantoue s'enfuit sur les terres des Vénitiens; Bayard profita de cette terreur, entra dans Lodi, jeta un pont sur l'Adda, et marcha vers Crémone. Le château tenait encore, occupé par huit soldats français qui n'avaient pas encore pu être réduits : ces braves, tristes restes de plus de quarante hommes, qui avaient péri en soutenant le siége, après avoir fait le serment de défendre le château jusques à la mort du dernier d'entre eux, le défendaient depuis dix-huit mois, sans avoir reçu aucun secours, aucune nouvelle, aucune consolation de la France.

L'histoire fournit bien peu de traits d'un courage et d'une

fermeté aussi constante, et cependant les relations contemporaines ne nous ont transmis ni les noms de ces braves, si dignes d'être illustrés, ni la manière dont on récompensa leur infatigable persévérance.

Bayard pourvut le château de soldats et de vivres; mais quatre jours de pluies continuelles ayant rendu les chemins impraticables, et les subsistances ne pouvant parvenir dans son camp, il fut obligé d'abandonner son entreprise sur la ville de Crémone. Heureusement les infirmités de Prosper Colonne, la multitude des chefs et des différens corps rendaient les mouvemens des alliés lents et difficiles.

Au milieu des longues opérations du siége de Milan, on reçut la nouvelle de la mort du pape Adrien. Cet accident priva les confédérés du poids que donnait à leurs armes l'autorité pontificale. Cette mort fut d'ailleurs sans aucun effet; le seul qu'elle produisit fut la défection du duc de Ferrare, lequel redevint ennemi de la cour de Rome, qui ne lui avait pas remis, comme on était convenu, Reggio et Modène; il reprit la première de ces deux places, et, ne pouvant s'emparer de la seconde, il s'en dédommagea sur Rubiera, poste important par la facilité qu'il donne de faire des courses jusqu'aux portes de Modène, et sur le chemin de Rome.

*Suite du blocus de Milan.* — Bonnivet bloquait toujours Milan; en occupant Monza, il empêchait les vivres d'arriver du côté du nord par le Lambro; l'occupation de Lodi et de Crémone leur interdisait la voie de l'Adda; Pavie appartenait encore aux alliés; mais Bonnivet ayant placé son camp entre cette place et Milan, aucun convoi ne pouvait passer sans être intercepté; enfin les Français étaient maîtres de tout le cours du Tésin; la famine commençait à se faire sentir dans Milan. Dans cette extrémité, l'infatigable Moron redoublait de zèle et de travaux; il animait les Milanais

à la constance, il leur représentait que Bonnivet souffrait beaucoup dans son camp, et que les pluies et les neiges continuelles ne lui permettraient pas de tenir long-temps la campagne dans un pays arrosé par tant de canaux et de rivières. Quelques convois échappaient cependant à la vigilance des Français, et tous les jours étaient marqués par des pillages, des courses, des rencontres, des escarmouches, où ordinairement ces derniers n'avaient point l'avantage; aussi avaient-ils perdu en peu de temps, dans différens petits échecs, jusqu'à quinze cents chevaux[1].

Prosper Colonne entreprit d'affamer Bonnivet lui-même dans son camp, qui tirait tous ses vivres du Novarais et de la Lomeline, à la faveur d'un pont sur le Tésin, vis-à-vis de Vigevano; il forma le projet de s'emparer de ce pont, et fit marcher des troupes en conséquence. L'amiral pénétra ce dessein, et ordonna au chevalier Bayard de marcher à Vigevano avec les troupes qui étaient à Monza. Ce mouvement fit perdre aux ennemis l'envie et la facilité de s'emparer du pont du Tésin; mais, en abandonnant Monza, l'amiral laissa arriver dans Milan des vivres en abondance, du Bergamasque, du Bressan et de tout l'état de Venise.

*L'armée française se retire sur la rive droite du Tésin.* — Après une pareille faute, qui eut les suites les plus funestes, Bonnivet, frustré de l'espérance d'affamer Milan, songea à se retirer au-delà du Tésin, pour mettre les troupes en quartiers d'hiver. Il envoya son artillerie de l'autre côté du Tésin, son infanterie, fatiguée et délabrée, en Piémont, et jusqu'en Provence, mit le reste de l'armée dans Biagrasso et les environs, où les vivres étaient abondans, et résolut d'attendre dans cette position les troupes fraîches qui devaient lui arriver de France.

[1] Guichardin. — Martin Dubellay.

Sur ces entrefaites, Prosper Colonne, accablé d'infirmités, mourut fort à propos pour éviter l'affront d'un rappel; son ennemi, le cardinal de Médicis, ayant mieux formé son intrigue à la mort d'Adrien, venait, après cinquante jours de conclave, d'être élevé au pontificat, sous le nom de Clément VII.

Persuadé que le repos de l'Italie était attaché à l'expulsion des Français, le nouveau pape, tout en accueillant avec une bienveillance apparente l'envoyé du roi de France chargé de le complimenter sur son exaltation, résolut de continuer en secret la ligue pour la défense du Milanais; il donna vingt mille ducats à l'ambassadeur de Charles-Quint, et lui en fit donner trente mille par les Florentins.

1524. *Suite des événemens militaires en Italie; Bayard est surpris dans Rebec.* — Cependant les alliés espéraient que Bonnivet manquerait de vivres à Biagrasso, et que la famine le chasserait d'un poste où il paraissait imprudent de le forcer.

Lannoi, vice-roi de Naples, avait remplacé Colonne; Pescaire était accouru à l'armée dès qu'il avait appris la mort de ce général; le duc de Bourbon ne tarda pas aussi à y arriver, et le duc de Milan vint partager le commandement avec eux. Tous ces principaux chefs étaient jaloux les uns des autres, et Bonnivet aurait pu profiter de leurs divisions; mais ce général était trop embarrassé de la position où il se trouvait, pour pouvoir s'occuper d'objets qui auraient demandé d'autres talens que les siens pour réussir.

Il avait envoyé Bayard avec deux cents hommes d'armes et quelque infanterie au village de Rebec, situé entre Pavie, Lodi et Milan, afin d'intercepter les convois que l'on voudrait conduire à Milan, du Lodesan et de Pavie. Bayard s'était chargé à regret de cette commission; ce village se trouvant trop éloigné du quartier-général, on ne

pouvait s'attendre à être secouru, si on venait à être attaqué, et la troupe confiée à Bayard était trop faible pour se soutenir dans un poste sans fortification. Ce que le bon chevalier avait prévu arriva; Pescaire, instruit de sa marche sur Rebec, se hâta de s'y rendre avec trois cents chevaux et une nombreuse infanterie, pour l'enlever; il choisit la nuit pour mieux réussir dans cette expédition, et fit mettre à ses soldats des chemises sur leurs habits, pour qu'on pût les reconnaître dans l'obscurité. Arrivé deux heures avant le jour aux gardes avancées, celles-ci prirent la fuite et répandirent l'alarme dans le camp. Bayard, bien que malade, monta promptement à cheval, y fit monter sa gendarmerie, et ordonna à Delorges de rassembler l'infanterie et de la conduire à Biagrasso; pour lui, avec une poignée de gendarmes, il fit tête à l'ennemi, et réussit, en sacrifiant tout le bagage, à couvrir, à faciliter la retraite, et à épargner le sang de ses soldats. On nomma ce coup de main *la camisade*, à cause des chemises que les soldats impériaux portaient sur leurs habits, et le nom de camisade est resté à ces sortes d'expéditions nocturnes.

Bayard, qui n'était pas accoutumé à des affronts, ne put pardonner à Bonnivet de lui avoir attiré celui-ci, et cette contestation fit le plus grand tort à l'amiral; l'armée s'habitua dès-lors, ainsi que le peuple, à le regarder comme un courtisan qui voulait que tout cédât à la faveur.

*Succès de l'armée alliée.* — Tandis que Bonnivet attendait toujours des renforts sans lesquels il ne pouvait rien entreprendre, les alliés en avaient reçu un considérable; mais au lieu d'attaquer l'armée française, ils prirent un parti plus sage, celui de passer le Tésin pour s'emparer des places au-delà de ce fleuve, couper les vivres aux Français et les enfermer entre le Tésin et Milan; ils effectuèrent ce mouvement, et en entrant dans la Lomeline, ils s'emparèrent de

Gambalo. L'amiral, craignant alors de perdre Vigevano et le reste de la Lomeline, passa le Tésin avec promptitude, plaça son avant-garde autour de Vigevano, et son corps de bataille à Mortara. Ce poste était encore très-avantageux pour les vivres ; les chemins du Montferrat, du Vercellois, du Novarèse étaient libres[1].

Dans sa nouvelle position, l'armée française n'était qu'à deux milles de celle des ennemis. Bonnivet commit l'imprudence de leur présenter la bataille deux jours de suite ; les généraux des alliés eurent la sagesse de la refuser, convaincu que l'armée française, manquant bientôt d'argent et de vivres, se dissiperait d'elle-même. Le duc d'Urbin alla faire le siége de Garlasco : cette place, qui interceptait les vivres aux confédérés, fut enlevée par les Vénitiens, après deux assauts, où ils perdirent beaucoup de monde.

Le voisinage des deux armées occasionait des escarmouches qui n'étaient point à l'avantage des alliés ; mais ceux-ci continuaient d'accumuler des succès plus solides ; ils prirent d'abord Sartirano, vers le confluent de la Sésia et du Pô, dans la Lomeline ; remontant ensuite la Sésia, ils s'emparèrent de Vercelli. Au moyen de ces deux conquêtes, les Français se trouvaient réduits, pour les vivres, au seul Novarèse, province épuisée et ruinée, et les chemins pour leur retour en France étaient à peu près coupés.

Il restait à l'amiral quelques espérances : six mille Suisses arrivaient du côté d'Yvréa, soutenus par quatre cents hommes d'armes ; ils devaient passer la Sésia au-dessus de Vercelli, et se joindre à Bonnivet, à Novarre : six mille Grisons s'avançaient d'un autre côté, vers le Bergamasque, et devaient se joindre à Lodi au prince Bozzolo, qui les y attendait ; de là ils devaient faire une diversion au-delà de

[1] Guichardin.

Milan, pour y rappeler les confédérés; Bonnivet, renforcé par les Suisses, pouvait alors, ou inquiéter les ennemis dans leur marche, ou aller joindre le prince Bozzolo, porter la guerre au-delà du Tésin, et tenter de forcer Milan.

Les confédérés, instruits de la marche des Suisses et des Grisons, s'attachèrent à traverser leur jonction; pour empêcher celle des Suisses, leur armée se plaça entre Novare et la Sésia, afin de leur disputer le passage de cette rivière, et de couper de plus en plus les vivres aux Français.

Pour empêcher la seconde jonction, Jean de Médicis, à la tête d'un très-fort détachement, repassa le Tésin, marcha aux Grisons, et poussa, pour les inquiéter, des partis jusqu'au camp de Cravina, entre l'Adda et le Bembro. Les Grisons se trouvant ainsi harcelés, et privés de cavalerie pour se soutenir, ne recevant point de paie, reprirent le chemin de leur pays, en se plaignant amèrement des Français.

Après leur retraite, Médicis revint sur le Tésin, où il réussit à détruire, vers Bufalora, le pont de bateaux que Bonnivet y avait fait établir. Ayant ainsi renfermé l'armée française entre le Tésin et la Sésia, le général ennemi s'assura de n'être point traversé dans la conquête de tout ce qui restait aux Français entre le Tésin et Milan. Biagrasso était le point le plus important : cette place, située sur le grand canal qui portait presque tous les vivres à Milan, interceptait encore une des principales sources de l'abondance de cette capitale. Les batteries furent dressées, la tranchée faite, l'assaut livré, la ville prise en un même jour. On fit à ce sujet de grandes réjouissances à Milan; mais, malheureusement pour les alliés, en prenant Biagrasso, ils rapportèrent dans la capitale de la Lombardie les miasmes de la peste, qui avait commencé à se manifester dans la place

conquise, et qui, en moins d'un mois, fit périr plus de cinquante mille Milanais.

Ce fléau, en s'étendant jusqu'au camp des Français, venait d'aggraver la déplorable position de l'armée, enfermée entre des rivières, pressée par les ennemis, assiégée par la faim, affaiblie par les désertions, désolée par les maladies, lorsque le débordement de la Sésia sur l'autre rive, où se trouvaient les Suisses, vint leur fournir un prétexte plausible de ne pas opérer leur jonction. S'ils n'avaient pu mettre Bonnivet en état de se soutenir dans le Milanais, au moins auraient-ils pu faciliter et assurer la retraite de l'armée en France. Envain l'amiral les pressa-t-il de passer la Sésia, ils lui répondirent durement qu'ils n'étaient point venus pour servir sous lui, mais seulement pour ramener leurs compatriotes dans leur pays; et se plaignant de n'avoir point trouvé à Yvrée les quatre cents lances qui devaient les soutenir, ils prétendirent être dégagés de toute obligation.

*Les Suisses abandonnent l'armée française.* — Ce malheur en occasiona un autre; dès l'instant où les Suisses, qui mouraient de faim, de maladie et de désespoir dans le camp français, virent leurs compatriotes à l'autre bord, ils se débandèrent et allèrent les joindre. Dès-lors, l'amiral se vit contraint de passer la Sésia lui-même, pour tenter de se retirer en France par le val d'Aoste; en conséquence, ayant fait jeter un pont entre Romagnano et Gatanera, il s'avança pendant la nuit sur les bords de la Sésia. Les Impériaux, très-fatigués par des marches et des contremarches perpétuelles, auraient voulu passer cette nuit dans leur camp; mais le duc de Bourbon, qui avait eu une grande part aux succès de cette campagne, les décida à marcher pour se rapprocher de la Sésia, et veiller sur les démarches des Français. A la pointe du jour, l'amiral fit défiler son infanterie sur le pont; il s'était placé à l'arrière-garde, où il soutenait

les efforts de l'armée ennemie, lorsqu'il fut mis hors de combat par un coup de mousquet qu'il reçut au bras.

*Retraite de l'armée; mort du chevalier Bayard.* — Hors d'état de combattre, l'amiral confia à Bayard, à Saint-Paul et à Vandenesse le sort de l'armée. « Sauvez-la, s'il est possible, dit-il à Bayard. Il est bien tard, répondit le chevalier sans peur et sans reproche; mais mon ame est à Dieu, ma vie à l'état : je sauverai l'armée aux dépens de mes jours. » L'intrépide Vandenesse fit, comme Bayard, le serment de sacrifier sa vie, et tous deux tinrent parole.

Vandenesse fut tué d'un coup d'arquebuse à croc; Bayard qui ne tarda pas aussi d'en recevoir un dans les reins, mourut comme il avait vécu : ses dernières actions, ses dernières paroles furent le complément du caractère héroïque qui l'avait distingué toute sa vie [1].

Le comte de Saint-Paul, resté seul chargé de couvrir la retraite, s'en acquitta avec prudence et valeur; il fut bien secondé par Annebeau, le vidame de Chartres, Beauvais, dit le brave, ce gentilhomme normand que nous avons déjà cité plus haut, et le comte de Lorges. Ce dernier, à la tête d'un corps d'infanterie qui n'avait point encore passé la rivière, fit faire si à propos une décharge de mousqueterie sur les Espagnols qui pressaient le plus la gendarmerie française, que ceux-ci reculèrent assez loin pour donner le temps à l'arrière-garde et au reste de l'armée de se mettre en sûreté. Mais Saint-Paul avait commis la faute de confier

[1] Charles de Bourbon, en poursuivant les Français, arriva près du bon chevalier, qui s'était fait descendre de cheval et appuyer contre un arbre, le visage tourné vers les ennemis, auxquels il n'avait *jamais tourné le dos*. Le reconnaissant aussitôt, il lui dit avec attendrissement : « Ah! Bayard, que j'ai grand' pitié de vous! — De moi, monsieur? répartit le brave expirant, non, ce n'est pas moi qu'il faut plaindre, je meurs en homme de bien; mais c'est vous qui portez les armes contre votre serment, votre roi et votre patrie. » (Mézeray.)

l'artillerie aux Suisses qui, rentrant dans leur pays, l'abandonnèrent en-deçà d'Yvrée, où les Impériaux s'en emparèrent.

Contens de voir les Suisses rentrer dans leur pays et les Français se diriger vers le Pas-de-Suze pour gagner le Dauphiné, les généraux ennemis ne songèrent pas à inquiéter la retraite de ces derniers. Quelque temps avant, le château de Crémone s'était rendu faute de vivres; il ne restait plus aux Français que Lodi et Alexandrie, qui, ne pouvant plus être secourus, furent obligés de se rendre.

Ainsi, l'évacuation du Milanais par Bonnivet fut encore plus entière que celle de Lautrec; mais, par le crédit de la duchesse d'Angoulême, l'amiral fut gracieusement accueilli par le roi, tandis que Lautrec avait été obligé de justifier sa conduite, et avait eu bien de la peine à y réussir.

Après des fautes aussi graves, aussi multipliées, de la part de Bonnivet, dans les campagnes que nous venons de décrire, il est inconcevable que François 1er, en repassant en Italie pour y faire la guerre, ait pensé qu'il était important et avantageux pour lui de s'y faire accompagner par ce même général, qui avait marqué chaque jour de son commandement par des négligences, des inadvertances, des présomptions, ou de funestes erreurs.

1524. *Charles-Quint et ses alliés portent la guerre en France.* — L'empereur n'avait pas été moins heureux vers les Pyrénées que vers les Alpes; une armée espagnole, après avoir éprouvé un léger échec devant Baïonne, fut assez bien dirigée pour s'emparer de Fontarabie, presque sans coup férir et au moyen des intelligences qu'elle avait dans la place. En même temps, les Allemands entrèrent en Champagne; mais, privés de la cavalerie que devait leur procurer le connétable de Bourbon, ils furent repoussés vers la Lorraine par le duc de Guise. Les Anglais pénétrèrent en Picardie,

et s'avancèrent jusqu'à douze lieues de Paris; mais ils ne purent s'emparer d'aucune place, et partirent précipitamment, en saccageant quelques villages.

Cependant Bonnivet battu, les Français chassés de l'Italie, le Milanais arraché à leurs efforts, Sforce couronné, tant de triomphes de la ligue, tant de pertes de la France, ne suffisaient point encore à la haine de l'empereur et à la vengeance du duc de Bourbon. Un nouveau traité fut conclu entre eux et le roi d'Angleterre, pour transporter la guerre d'Italie en France, et se partager ce royaume. La plupart des puissances italiennes, contentes d'avoir assuré la paix de leurs états par l'expulsion des Français, refusèrent d'entrer dans cette nouvelle entreprise. Clément VII prédit dès-lors qu'elle ne servirait qu'à rallumer dans son pays une guerre plus opiniâtre; mais il fit de vains efforts pour en détourner Charles-Quint : d'ailleurs, les Français voulaient faire oublier leurs défaites, Bourbon désirait venger ses injures, Henri VIII troubler l'Europe, Charles-Quint faire des conquêtes.

*Invasion de la Provence par l'armée impériale.* — Aussi l'armée impériale ne tarda t-elle pas à pénétrer en Provence. Bourbon désirait avancer jusqu'à Lyon; il se flattait d'être reçu à bras ouverts dans ses domaines du Forez, du Beaujolais, du Bourbonnais, de l'Auvergne, et que la noblesse, à laquelle il était si cher, se déclarerait en sa faveur, et lui faciliterait la conquête du reste de la France méridionale, tandis que les Anglais et les Flamands réunis soumettraient toutes les provinces septentrionales.

Ce plan, très-beau dans la spéculation, et qui pouvait n'être pas chimérique dans l'exécution, fut détruit par la défiance et l'intérêt particulier.

L'empereur craignit que Bourbon, s'il réussissait à rentrer en possession de ses domaines, ne fît sa paix en sacrifiant

l'armée impériale, et il voulut auparavant que l'on prît Marseille. Bourbon y consentit, bien convaincu d'ailleurs de la facilité de cette conquête; il fut trompé dans son attente. Les soldats, les habitans, s'encouragèrent mutuellement à la défense; on fortifia la place avec une promptitude incroyable; on combattait d'une main, on travaillait de l'autre; les femmes même les plus distinguées s'exposèrent à tous les périls, et elles travaillèrent, du côté de l'attaque, à des contremines, qu'on nomma la *tranchée des dames*.

Cependant François 1er, irrité par l'audace de ses ennemis, rougit de sa coupable indolence, et prit la résolution de marcher lui-même au secours de Marseille.

*Retraite de l'armée impériale.* — Il envoya d'abord en avant Brion-Chabot et Renzo de Céré, avec deux cents hommes d'armes et trois mille fantassins; il recruta ensuite les faibles restes de l'armée que Bonnivet avait ramenés en France, de quatorze mille Suisses, six mille lansquenets et quinze cents hommes d'armes. Tandis que le maréchal de Chabannes s'emparait d'Avignon, le roi s'avança lui-même jusqu'à Salon. Bourbon, voulant prévenir son arrivée, poussa les attaques avec une vigueur extraordinaire; mais la constance des assiégés rendant tous ses efforts continuellement inutiles, il fallut se résoudre à lever le siége. Tout était préparé pour la retraite; on croyait n'avoir rien négligé pour la faire en bon ordre, lorsque le maréchal de Chabannes, arrivant inopinément avec quatre cents chevaux, tailla en pièces une partie de l'arrière-garde, et enleva beaucoup de bagages; Montmorenci, avec un détachement, continua de harceler l'ennemi, et le poursuivit jusqu'au-delà de Toulon.

Pendant que l'armée impériale levait le siége de Marseille, et était obligée de se retirer de la Provence, l'armée navale de l'empereur était battue par une flotte française, que commandait André Doria, amiral gênois au service de

France, quoique Gènes fût alors sous la domination de l'empereur.

Après de pareils succès, François 1er aurait dû songer à la paix; mais il ne put se résoudre à renoncer au Milanais. En vain les capitaines les plus expérimentés représentèrent que la saison était trop avancée, rien ne put l'ébranler, et il fallut ou passer pour un lâche, ou prendre le parti de se perdre avec ce prince intrépide et imprudent.

L'armée des impériaux continuait à se retirer vers le Milanais, Bourbon et Pescaire s'étaient réunis au vice-roi de Naples, qui, pendant le siége, s'était porté à Asti, afin d'assurer la retraite. L'armée française marchait sur leurs traces.

*L'armée française rentre en Italie, et reprend Milan.* — Le roi, pour éviter de commettre la même faute que Bonnivet, marcha droit à Milan. Les impériaux se hâtèrent de l'y prévenir; mais à peine Lannoi y entrait-il par une porte, que le marquis de Saluces parut à une autre, à la tête d'un détachement de l'armée française. Le vice-roi voulut alors faire prendre les armes aux habitans; mais les ravages de la peste avaient changé cette cité en un vaste désert, où tout représentait l'image de la désolation et de la mort. Le peu de population qui restait encore, consternée, abattue par tant de malheurs, était incapable d'une résolution courageuse. Les Espagnols, réduits à eux-mêmes, voulurent défendre les faubourgs, ils furent repoussés. Lannoi, ayant appris que le roi, qui était à Vigevano, envoyait un nouveau détachement sous les ordres de La Trimouille, se hâta de se retirer à Lodi. Ainsi les Français, sans beaucoup d'efforts, devinrent possesseurs paisibles de Milan.

Cette capitale, épuisée, affaiblie, presque ruinée, ne décidait plus comme autrefois du sort du duché; il restait, pour le posséder, de plus importantes conquêtes à faire. On

proposa le choix du siége de Lodi ou de Pavie; Lodi rendait maître de l'Adda, Pavie du Tésin. Les anciens officiers opinaient pour le siége de Lodi. L'armée impériale s'y était retirée, à la vérité, mais dans un tel état de dépérissement et de désordre, que sa résistance paraissait impossible. Lodi pris, Pavie perdant toute espérance d'être secourue, devait tomber d'elle-même avec les autres places du Milanais. Bonnivet et un autre courtisan, nommé Saint-Marsault, donnèrent la préférence au siége de Pavie, et malheureusement le roi suivit les conseils d'un général, que ses bévues réitérées à la guerre auraient dû lui rendre suspect.

*Les Français assiégent Pavie.* — Antoine de Lève commandait dans Pavie; il ne négligea rien pour s'assurer tous les moyens d'une défense opiniâtre. Tout parut cependant prospérer d'abord aux Français. Les batteries ayant fait une grande brèche au corps de la place, du côté du quartier du roi, on donna l'assaut : la brèche fut emportée. Les Français se croyaient maîtres de Pavie; mais ils furent bien désabusés, en apercevant des retranchemens intérieurs que le gouverneur de la place avait fait élever, qui se trouvaient imprenables sans le secours de l'artillerie, et étaient hors de son insulte et de sa portée. Il fallut donc abandonner cette première attaque.

On proposa un autre plan. Un bras du Tésin baigne les murailles de cette ville, de l'ouest au sud, du côté de la Loméline; un autre bras coule dans la place même, et se rejoint avec le premier, à un mille au-dessus de Pavie. Il s'agissait de faire écouler les eaux du grand canal (celui de l'extérieur) dans le petit. Par ce moyen, ayant mis à sec une grande partie des environs de la place, quelques coups de canon devaient suffire pour faire brèche aux murs d'enceinte, peu forts et sans ouvrages pour les couvrir. Ce plan fut adopté : déjà on commençait à élever des digues pour

arrêter le cours du grand canal, et élargir le lit du petit, lorsque le Tésin, enflé tout à coup par des pluies abondantes, renversa les digues et fit abandonner le projet.

Le siége alors traîna en longueur; on employa la sape et la mine, et on chercha les moyens d'affamer la place. La lenteur de ces opérations, jointe à l'incertitude du succès, occasiona des inquiétudes et du relâchement dans les esprits. D'un autre côté, l'empereur était attaqué d'une fièvre quarte qui l'empêchait d'agir; le roi d'Angleterre, au lieu de lui fournir les sommes convenues pour la descente en Provence, lui redemandait celles qui lui étaient dues, et que l'empereur était dans l'impuissance d'acquitter sur-le-champ. Toutes ces circonstances parurent au pape des conjonctures favorables à la paix. Il proposa d'abord une trêve de cinq ans; François 1er et Lannoi, au nom de l'empereur, son maître, rejetèrent tous deux les conditions avec hauteur.

*Traité de paix entre François* 1er *et le pape.*—Le pape ne se rebuta point; il continua sa médiation, mais sans fruit. Une sanglante catastrophe devait terminer cette querelle. Au reste, Clément VII, trouvant sans doute alors plus d'avantages à s'unir avec le roi qu'avec l'empereur, chargea l'évêque de Vérone de conclure la paix particulière du Saint-Siége avec la France [1].

Après la conclusion de ce traité, qui ouvrait la Toscane et les états de l'église à François 1er, ce prince, se persuadant qu'il n'avait pas besoin de toutes ses forces pour soumettre Pavie, et sachant que le vice-roi de Naples avait transporté presque toutes les troupes de ce royaume dans le Milanais, crut l'occasion favorable pour porter à son tour la guerre dans le royaume de Naples, et faire une diversion qui obligerait les impériaux à diviser leurs forces. En con-

[1] Guichardin.

séquence, il détacha de son armée, pour une expédition aussi inconsidérée, le duc d'Albanie, avec deux cents lances, quatre mille hommes d'infanterie et quelque artillerie. Renzo de Céré embarqua en même temps à Villefranche, dans le comté de Nice, le corps d'aventuriers qu'il commandait, pour rejoindre le duc d'Albanie à Livourne.

A la nouvelle de la marche des Français vers Naples, le vice-roi, qui avait laissé ce royaume sans troupes et sans défense, voulut se hâter d'y retourner avec les forces qu'il avait amenées de la Lombardie. Le marquis de Pescaire s'y opposa; il représenta l'armée du duc d'Albanie comme trop faible pour une expédition de pure ostentation, et il soutint que François 1er feignait de menacer Naples, pour obliger les défenseurs du Milanais à diviser leurs forces. Son avis prévalut; on se borna à faire observer la marche et les mouvemens du détachement français, et on s'occupa plus sérieusement de la défense de Pavie.

*Continuation du siége de Pavie.* — Les munitions de guerre manquaient dans cette place et dans le camp de François 1er; on tirait fort peu de part et d'autre; l'attaque et la défense étaient également languissantes. Le roi, pour se procurer de l'argent, vendit sa protection au duc de Ferrare soixante-dix mille ducats, dont cinquante mille en argent, et vingt mille en munitions.

Antoine de Lève était encore plus embarrassé dans Pavie que le roi dans son camp : l'argent lui manquait aussi; et les lansquenets, qui composaient la très-grande majorité de la garnison, menaçaient de livrer la ville, s'ils n'étaient pas payés. Le vice-roi trouva les moyens de lui en faire parvenir, mais en trop petite quantité pour contenter les troupes : de Lève se décida alors à faire fondre les vases sacrés et les reliquaires, dont il fit une monnaie, pour satisfaire au cas urgent dans lequel il se trouvait.

*Le duc de Bourbon renforce l'armée impériale.* — Mais tous ces moyens eussent été bien infructueux, et l'armée des confédérés se serait vue forcée de rester dans l'inaction, si le duc de Bourbon n'avait pas profité du temps où le siége traînait en longueur, pour se rendre auprès du duc de Savoie, ennemi alors de la France, par son mariage avec Béatrix de Portugal, sœur d'Isabelle, qui était sur le point d'épouser l'empereur. Ayant décidé ce prince à lui prêter des pierreries et de l'argent, il passa en Allemagne, et, aidé du crédit de l'archiduc Ferdinand, il y leva douze mille lansquenets déjà aguerris et disciplinés. 1525.

Avec cette petite armée, il rejoignit Pescaire et Lannoi à Lodi, et, en augmentant ainsi l'armée des confédérés, tandis que François 1er diminuait la sienne par des diversions imprudentes, il leur inspira de la confiance et le désir de marcher pour faire lever le siége de Pavie.

L'armée impériale se trouvait forte alors de dix-sept mille hommes d'infanterie, de sept cents hommes d'armes, et trois mille de cavalerie légère. François 1er croyait avoir treize cents lances et vingt-six mille hommes d'infanterie; il payait en effet son armée sur ce pied, mais la majorité des corps étaient incomplets et mal entretenus : d'un côté, les officiers recevaient et prenaient pour eux la paie des soldats qui leur manquaient; et, de l'autre, la négligence intéressée des commissaires secondait cette avare infidélité, tout le monde profitant de l'inapplication du roi pour le tromper. Dès que le roi fut informé que les impériaux marchaient pour secourir Pavie, il manda les garnisons de la plupart des places qu'il avait dans le Milanais, et fit rejoindre les troupes qui se trouvaient à Savone; mais chemin faisant elles furent attaquées, battues et dispersées par Gaspard Maino, gouverneur d'Alexandrie. D'autre part,

Lannoi, en s'avançant vers Pavie, fit attaquer et enlever le poste de Sant-Angelo, entre Pavie et Lodi; il s'assurait par là de sa communication avec cette dernière place. Le duc Sforce, qui était dans Crémone, établit la sienne avec l'armée des alliés, en battant un corps auxiliaire commandé par Pallavicini.

Dans le même temps, Jean de Médicis reçut un coup de feu au talon en repoussant une sortie; on fut obligé de le transporter à Plaisance, et dès-lors sa troupe, au nombre de quatre mille hommes, se débanda.

A tant de petits échecs qui minaient en détail l'armée de François 1er, à tant de défections volontaires, vint se joindre celle forcée des Grisons, qui l'affaiblit considérablement encore : ils furent obligés de passer dans leur pays, pour le défendre contre les attaques d'un chef de partisans dévoué aux intérêts de l'empereur. Antoine de Lève sachant qu'on venait à son secours, redoublait de courage, multipliait les sorties, épuisait les forces des assiégeans, tandis que Pescaire les tenait en alarmes de son côté par de continuelles escarmouches, où l'avantage était presque toujours du côté des troupes impériales.

François 1er ne pouvait plus espérer de prendre Pavie sans livrer bataille. On tint un grand conseil à ce sujet; tous les officiers les plus expérimentés proposèrent de lever le siége, d'éviter le combat, et de se retirer à Binasco. Ils représentèrent que les généraux ennemis étaient intéressés à combattre, attendu que, manquant d'argent, ils ne pouvaient se flatter de retenir long-temps les lansquenets, qui ne s'étaient engagés que dans l'espérance d'une bataille prochaine. L'armée française, au contraire, eu égard à sa situation présente, devait attendre dans des postes sûrs ce qu'allait devenir ou faire l'armée des alliés. Ce long délai, en

procurant du repos, donnait le temps de recevoir les renforts attendus de la France, de la Suisse, et de l'Italie même [1].

Mais les conseils de la prudence n'étaient pas toujours les plus agréables à François ier : il s'était vanté publiquement, il avait écrit en France qu'il prendrait Pavie, ou qu'il périrait sous ses murs; il ne pouvait consentir à la prétendue humiliation de lever le siége. Bonnivet et plusieurs autres courtisans qui abondaient dans le sens du monarque, n'eurent pas de peine à lui persuader d'attendre les ennemis dans les retranchemens; ils croyaient concilier la prudence avec la valeur, en profitant contre eux des avantages d'un camp bien assis et bien fortifié; pour comble de malheur, Bonnivet fut chargé des dispositions de cette fameuse journée.

*Bataille de Pavie; François* ier *est fait prisonnier.* — 24 fév. 1525. Le camp du roi était placé de manière à défendre l'entrée de Pavie, et à appuyer le parc de Mirabel, ensorte que, pour faire pénétrer des secours dans la place, il fallait forcer les retranchemens du camp, ou renverser les murailles du parc, et y pénétrer. Mirabel était, comme la Bicoque, un château bâti dans un parc fort étendu; le duc d'Alençon l'occupait avec l'arrière-garde; l'avant-garde, commandée par le maréchal de Chabannes, et le corps de bataille commandé par le roi en personne, étaient campés sur un plateau qui dominait la campagne : on avait établi une communication entre le camp et le parc. L'armée ennemie était en présence, et Lannoi avait résolu de pénétrer dans Pavie par le parc de Mirabel. Si les Français sortaient de leur camp pour défendre ce poste, ils perdaient l'avantage

[1] La Trimouille disait au roi : « Sire, à la guerre, le succès fait la gloire; on ne peut justifier une défaite. Vous risquez, par votre combat, votre armée, votre personne, votre royaume, et vous ne risquez rien en levant le siége. »

de leur position; dans ce cas, Lannoi était décidé à livrer bataille; mais s'ils restaient dans leur camp, ce général se flattait, en portant toutes ses forces sur le parc, d'enlever aisément le quartier du duc d'Alençon, et de jeter des secours dans la place.

Le roi reçut, sur ces entrefaites, une lettre de son ambassadeur, qui lui écrivait de la part du pape, de ne point exposer une conquête infaillible aux chances d'une bataille que les ennemis seuls avaient intérêt de livrer : il l'avertissait, comme ses généraux l'avaient déjà fait dans le conseil, que l'armée des impériaux était prête à se disperser faute d'argent, et que Pavie ne pouvait plus tenir. Ces sages avis, déjà rejetés dans le conseil, devaient demeurer sans effet. Le roi resta dans son camp et attendit l'attaque de l'ennemi.

Dans la nuit du 23 au 24 février, après avoir fait, comme à la surprise de Rebec, mettre des chemises aux soldats pardessus leurs armes, pour qu'ils se reconnussent dans l'obscurité, les généraux de l'empereur mirent leurs troupes en mouvement : une partie de l'armée s'avança vers le parc de Mirabel, tandis que l'autre simulait deux attaques sur le camp.

L'obscurité et le bruit de l'artillerie employée aux fausses attaques dérobèrent aux Français le travail des pionniers ennemis, qui sapaient les murs du parc, où devait se faire la principale attaque.

Deux heures avant le jour, ces pionniers ayant réussi à renverser quarante ou cinquante toises de muraille, trois mille arquebusiers espagnols, avec quelques chevaux légers, pénétrèrent dans le parc; ils étaient suivis d'un corps de quatre mille lansquenets et de trois gros bataillons de vieilles bandes espagnoles et italiennes. Cette colonne avait sur ses ailes deux forts escadrons de gendarmes. Déjà le

jeune marquis de Gaste, cousin de Pescaire, à la tête des arquebusiers espagnols, avait surpris et forcé les troupes placées dans le château de Mirabel, lorsque le grand-maître de l'artillerie, Galiot d'Acié, ayant dirigé une forte batterie sur les troupes qui suivaient les arquebusiers, les mit dans le plus grand désordre, en forçant les soldats de se précipiter les uns sur les autres, pour gagner un vallon où ils pussent être à couvert de ce feu meurtrier.

Le roi ayant jugé que tous les efforts des ennemis s'étaient portés sur le château de Mirabel, sortit à la hâte de son camp et déploya sa gendarmerie devant le parc; mais au lieu de se borner à faire reprendre le château, à soutenir Brion, qui, avec une partie de l'avant-garde, venait d'arrêter les efforts d'un détachement que de Gaste dirigeait sur une des portes de Pavie, à laisser à Galiot, qui avait déjà si bien réussi, le soin de fermer le passage de la brèche, François 1er ne pouvant voir de sang froid les ennemis s'ébranler et annoncer les apparences d'une défaite prochaine, se laissa emporter par son courage; il voulut charger à la tête de la gendarmerie, et il rendit nul, par cette démarche imprudente, l'effet de son artillerie.

Dès que les troupes impériales furent à l'abri du canon[1], elles se rallièrent promptement, et Bourbon à la tête des Allemands, Pescaire avec les Espagnols, Lannoi avec les Italiens, s'avancèrent pour envelopper le roi, tandis que le marquis de Gaste, d'un côté, revenait attaquer les Français par derrière, et que de l'autre, Antoine de Lève, faisant une sortie vigoureuse avec toute sa cavalerie, secondait puissamment les efforts des alliés.

Le maréchal de Chabannes avec le duc d'Alençon, voyant l'affaire entamée en rase campagne, accoururent au se-

[1] Martin Dubellay.

cours du corps de bataille avec les troupes d'avant-garde et d'arrière-garde, qu'ils commandaient. Le maréchal de Chabannes se mit à l'aile droite, le duc d'Alençon à l'aile gauche; les bandes noires, au nombre de cinq mille hommes[1], vinrent se placer entre l'aile droite et le corps de bataille; entre celui-ci et le duc d'Alençon était un corps d'environ huit ou dix mille Suisses; ces deux troupes étaient à portée d'être soutenues, et par la gendarmerie qui formait le corps de bataille, et respectivement par la cavalerie de chaque aile. L'armée des impériaux était divisée en une multitude de corps particuliers prêts à se porter partout et à s'entre-secourir : ainsi furent changées toutes les premières dispositions; ainsi le courage inconsidéré du roi rendit inutiles la bonté de la position de son camp, la force du parc de Mirabel, et les efforts terribles de son artillerie, qui déjà avait commencé de lui assurer la victoire. En perdant tous ces avantages, François 1er augmentait la supériorité de l'armée des alliés, qui, dès cet instant, durent compter sur la victoire.

Mais, pour assurer davantage leurs succès, ils se décidèrent à porter leurs efforts principalement contre le corps de bataille et l'aile droite, en négligeant l'aile gauche.

Bourbon, à la tête de ses lansquenets, s'avança contre les bandes noires; Pescaire marcha contre le corps de bataille; Castaldo, son lieutenant, attaqua l'aile droite avec un corps de cavalerie napolitaine.

Les bandes noires soutinrent le choc des Allemands avec un courage mêlé de désespoir; mais le combat ne put se soutenir long-temps entre deux troupes si inégales en nombre, et Bourbon assura la défaite de ses adversaires, en profitant

[1] C'était un corps d'infanterie armé comme les Suisses, et composé en grande partie d'Allemands, ou de ces lansquenets à la solde de France, qui avaient fait les dernières campagnes d'Italie.

du front plus étendu de sa troupe, pour la ployer en potence aux deux extrémités, prendre par ce moyen les bandes noires par les deux flancs, les écraser et les détruire entièrement. Cette manœuvre eut un plein succès.

L'aile droite française, déjà fort affaiblie, pour avoir enfoncé deux fois le corps de cavalerie qui l'attaquait, se trouvant entièrement séparée du corps de bataille, fut attaquée ensuite par les lansquenets, auxquels se joignit la cavalerie napolitaine que Castaldo avait ralliée; dès-lors le maréchal de Chabannes, accablé par la multitude, vit sa troupe plier et prendre la fuite sans pouvoir la retenir.

Cependant le roi faisait des prodiges d'une valeur chevaleresque au corps de bataille; la gendarmerie, secondée des Suisses, avait enfoncé et culbuté l'infanterie italienne, qui s'était présentée la première pour l'attaquer; Pescaire, à la tête des Espagnols, arrêta ces progrès; dans le même temps qu'il s'avançait en bataille, quinze cents arquebusiers basques, d'une agilité extrême, formés depuis long-temps à cet exercice, et disposés en tirailleurs sur son front, arrivant sur les rangs serrés de la gendarmerie française, y faisaient leurs décharges, et disparaissaient tout à coup; ils allaient recharger leurs armes derrière la ligne de bataille, et revenaient bientôt occasioner de nouveaux ravages au milieu d'une troupe qui ne pouvait qu'à peine les voir et jamais les atteindre. Le roi crut donner moins de prise à leurs décharges, en faisant ouvrir les rangs et les files de sa cavalerie : le mal en devint plus grand, les basques se mêlèrent alors parmi les gendarmes, choisirent ceux qu'ils voulaient frapper, préférant les officiers, et, en moins d'une heure, détruisirent une grande partie de la gendarmerie.

Tandis que toute cette généreuse noblesse mourait ainsi pour son roi[1], le duc d'Alençon, au lieu de marcher à son

[1] Le sage et intrépide La Trimouille, âgé de soixante-quinze ans, avait

secours, avec l'aile gauche, épouvanté de la défaite de l'aile droite et du désordre du corps de bataille, fit sonner la retraite. Les Suisses, qui comptaient sur la cavalerie de cette aile pour être soutenus, croyant, en la voyant se retirer, qu'on voulait les sacrifier à la haine des lansquenets, qui marchaient alors contre eux, furent saisis de frayeur et prirent la fuite.

Après la défaite de l'aile droite, la défection de l'aile gauche, la destruction des bandes noires et la déroute des Suisses, tout ce qui avait pu échapper, et à qui il restait du courage et de l'honneur, était venu se ranger autour du roi, où l'on se défendait encore, et où ne tardèrent pas à se porter tous les différens corps ennemis, surtout celui de Bourbon, auquel jusqu'alors on n'avait pu résister, et qui acheva de déterminer la victoire par une charge générale qui rompit et ouvrit la gendarmerie en six endroits, sans lui laisser aucune possibilité de se rallier.

François 1er tenait toujours, et combattit le dernier dans cette journée. Toute la noblesse qui l'avait entouré était morte à ses côtés; il avait devant lui un rempart de Français et d'ennemis morts ou mourans; tous ceux qui osaient franchir cette barrière payaient de leur vie leur témérité; mais enfin le cheval du roi, percé d'une balle, tomba mort, et se renversa sur lui, en l'entraînant dans sa chute. Tous les soldats espagnols et allemands s'approchèrent alors à l'envi; mais François, quoique blessé en deux endroits à la jambe, épuisé par le sang qui sortait d'une blessure au front, froissé et presque étouffé dans sa chute, eut encore la force de se

été atteint d'une balle au cœur; le maréchal de Chabannes (La Palice), fait prisonnier, avait été tué d'un coup d'arquebuse à la tête par un capitaine espagnol, qui disputait cette noble proie à Castaldo. Louis d'Ars, Boissy, d'Amboise, Saint-Paul, Clermont-Tonnerre, Lescun, maréchal de Foix, le bâtard de Savoie et un grand nombre d'autres seigneurs, étaient ou morts ou criblés de blessures.

dégager, et le courage de se relever pour combattre à pied, et tuer quelques ennemis. Il allait se faire tuer lui-même, lorsque Pomperant, le seul des gentilshommes du Bourbonnais qui eût accompagné le connétable dans sa fuite auprès de l'empereur, ayant reconnu le roi, pénètre jusqu'à lui, se jette à ses pieds, le conjure de céder au sort qui trahissait sa valeur, et lui propose de se rendre au duc de Bourbon. François 1er frémit à cette proposition; il demande le vice-roi de Naples; on le fait venir : le roi lui remet son épée, Lannoi la reçoit à genoux, lui baise la main et lui donne une autre épée; il le fait ensuite conduire dans son camp pour faire panser ses plaies. Ce fut alors que le monarque français écrivit à sa mère, non pas ce billet laconique que tous les historiens ont rapporté sur la foi d'un seul, mais une lettre assez longue, que l'écrivain dont nous parlons a cru devoir abréger complaisamment, afin de donner sans doute un sens plus héroïque à la première des phrases qu'elle renferme [1]. Des frontières dégarnies, la consternation dans

[1] Voici cette lettre trop vantée et si peu connue, telle qu'elle nous a été conservée dans une chronique manuscrite de Nicaise Ladam, roi d'armes de l'empereur Charles-Quint, et dans les registres manuscrits du parlement de Paris, à la date du 10 novembre 1525.

*Lettre de François 1er à madame d'Angoulême, sa mère.*

« Pour vous advertir comment se porte le ressort de mon infortune, *de toutes choses ne m'est demouré que l'honneur et la vie, qui est sauve;* et pour ce que, en notre adversité, cette nouvelle vous féra quelque peu de resconfort, j'ai prié qu'on me laissa vous escripre ces lettres, ce qu'on m'a agréablement accordé; vous suppliant ne volloir prendre l'extrémité de vous-meismes, en usant de votre accoustumée prudence; car j'ai espoir en la fin que Dieu ne m'abandonnera point; vous recommandant vos petits enfans et les miens; vous suppliant faire donner seur passage et le retour pour aller, et le retour en Espagne à ce porteur, qui va vers l'empereur pour savoir comme il fauldra que je sois traicté; et sur ce très-humblement me recommande à vostre bonne grâce.

« Vostre humble et obéissant fils, FRANÇOIS. »

tous les ordres du royaume, la désunion dans le conseil de la reine régente, le roi d'Angleterre menaçant d'entrer en France, formaient un concours de circonstances qui ne justifiaient que trop cette première phrase de la missive de François 1er.

Dès qu'il fut en état de marcher, on le conduisit au château de Pizzighitone, sous la garde du capitaine Alarcon; il devait rester dans ce fort jusqu'au retour des courriers qu'on avait envoyés en Espagne pour prendre les ordres de l'empereur.

François 1er ne fut pas le seul roi qui perdit la liberté à la bataille de Pavie, la fortune fit encore tomber entre les mains des vainqueurs Henri d'Albret, roi de Navarre; mais il eut le bonheur d'échapper ensuite du château de Pavie, où on l'avait enfermé.

On ne saurait faire connaître ici tous les officiers de distinction qui périrent ou furent faits prisonniers dans cette journée si malheureuse pour les armes françaises, nous nous contenterons de citer l'amiral Bonnivet. Ce courtisan, accablé sans doute de désespoir du mauvais effet de ses conseils, toujours si pernicieux, après avoir fait de vains efforts pour arracher le roi au péril qui le menaçait, se lança sur le bataillon des lansquenets du duc de Bourbon, et s'exposant sans mesure à tous les coups d'épée et de pique, il reçut bientôt une mort plus glorieuse qu'il ne la méritait [1].

*Suites de la bataille de Pavie.* — Théodore Trivulce et Chaudion, qui étaient restés pour la garde de Milan avec deux mille hommes, ayant appris la ruine entière de l'armée française, et sentant l'impossibilité de défendre la ca-

[1] Charles de Bourbon, qui avait cherché, pendant tout le combat, à joindre l'amiral pour se venger lui-même de ses perfidies, aperçut son corps gisant sur le champ de bataille : « Ah! misérable, s'écria t-il, que de maux tu as causés à la France! » (Guichardin.)

pitale du Milanais, voulurent du moins sauver la garnison; ils sortirent de la place, allèrent passer le Tésin vers sa source, et traversèrent les états du duc de Savoie, qui n'osa pas leur disputer le passage. Les garnisons françaises avaient été rappelées de toutes les autres places du Milanais avant la bataille; ainsi ce duché se trouvait entièrement évacué. En poursuivant la garnison de Milan, les impériaux prirent Montcarlier, Raconis et Carmagnole, dans le Piémont, afin d'obliger le duc de Savoie à se déclarer ouvertement pour l'empereur; ils s'emparèrent aussi des états du marquis de Saluces, pour le punir de son attachement à la France [1].

Tandis que les Français étaient ainsi repoussés de l'Italie, ils avaient en Picardie, sur les impériaux, quelques avantages qu'ils achetaient par la perte irréparable du brave Pont-Dormi.

*Traité de Madrid, ensuite duquel François* 1er *recouvre sa liberté.* — Après le désastre de François 1er, Charles-Quint négligea de suivre sa fortune : il aurait dû entrer en France, et venir profiter de la victoire de ses généraux en Italie, il resta oisif en Espagne; il aurait pu prendre le Milanais pour lui, et il en vendit l'investiture à François Sforce. D'un autre côté, le roi d'Angleterre, au lieu de se réunir à lui pour démembrer la France, devint jaloux de sa grandeur, et traita avec la duchesse d'Angoulême, régente du royaume. Par le traité conclu à Madrid, François 1er souscrivit au démembrement d'une partie du royaume; il promit tout ce qu'on voulut pour sortir de prison, et se fit ensuite dégager de ses promesses par une décision solennelle des états-généraux. Ainsi, la prise du roi de France, qui devait faire naître de si grandes révolutions, ne produisit guère qu'une rançon, avec des reproches, des démentis, des

[1] Guichardin. — Mézerai. — Servan.

défis formels et inutiles, qui mêlèrent du ridicule à ces événemens terribles, qui semblèrent dégrader les deux premiers personnages de la chrétienté.

Le transport de François 1er à Madrid avait donné des craintes à toutes les puissances de l'Italie : les troupes impériales étaient payées, contentes et victorieuses, rien ne pouvait leur résister; elles pouvaient courir du Milanais au royaume de Naples, et d'une mer à l'autre sans rencontrer aucun obstacle.

1526. *Ligue entre François* 1er, *Clément* VII, *Henri* VIII *et les princes d'Italie contre Charles-Quint.* — Le digne chancelier du Milanais, Jérôme Moron, dont nous avons déjà fait fait connaître l'activité, toujours plus zélé pour la grandeur de François Sforce, son maître, voyait avec douleur la dépendance dans laquelle l'empereur le retenait, et la dureté des conditions qu'il lui imposait. Il crut que les Français, renonçant forcément à la conquête du Milanais, pouvaient devenir des alliés utiles à Sforce, et que c'était désormais à l'empereur qu'il fallait résister; il forma, d'après ces réflexions, un projet digne de son génie; il voulut rassembler dans une ligue contre Charles-Quint, la France, l'Angleterre, le pape, les Florentins, les Vénitiens, et Pescaire lui-même [1].

Ce plan hardi embrassait le projet de la liberté de l'Italie, si cher au pape Jules et à Léon X, mais trop vaste pour Clément VII. Les Français ne devaient rien posséder en Italie, les Espagnols devaient en être chassés, Sforce devait être seul paisible possesseur du Milanais; Pescaire, pour prix de sa perfidie, devait avoir le royaume de Naples, dont le pape lui aurait donné l'investiture.

Pescaire fut le premier que Moron crut devoir sonder sur

[1] Guichardin. — Robertson, *Hist. de Charles-Quint.*

ce projet; il parut l'approuver, et on crut pouvoir compter sur lui. Le pape entra aussi dans la ligue, et y entraîna les Florentins; les Vénitiens y entrèrent de même avec empressement.

La ligue traita en même temps avec la France; la régente s'engagea à fournir des troupes et de l'argent.

Mais Pescaire, malgré ses promesses, était disposé, dit-on, à trahir et la ligue et l'empereur : heureusement, au moment où Sforce allait en être la victime, Pescaire mourut à l'âge de trente-six ans [1].

Au bruit de cette mort, la ligue se ranima : la duchesse d'Angoulême assura de nouveau cinq cents lances et quarante mille ducats, qui seraient employés à soudoyer les Suisses; elle promit, en outre, de porter la guerre sur les frontières d'Espagne, pour empêcher l'empereur d'envoyer des secours en Italie. Les Vénitiens commencèrent à s'ébranler, le pape même ne fut plus autant effrayé; le duc de Ferrare, à la sollicitation des Vénitiens, consentit aussi d'entrer dans la ligue; enfin François 1er, au sortir de sa prison de Madrid, y accéda le 22 mai 1526. C'était dans la ligue que résidait le seul espoir de la délivrance des princes; le roi s'y livra tout entier. Dans l'origine, elle n'avait été qu'une conjuration; elle prit alors une forme plus légitime et s'appela *ligue sainte*, parce que le pape en était le chef. On y fit aussi entrer les Suisses pour avoir leurs soldats, et le roi d'Angleterre pour avoir son argent.

L'affaire la plus pressée était de marcher au secours du duc de Milan, sur qui s'acharnait toujours la vengeance de l'empereur. Il ne restait plus au malheureux Sforce que les châteaux de Crémone et de Milan; Pescaire avait envahi

[1] Le véritable nom de Pescaire, ainsi désigné par les historiens français, à cause de son titre de marquis de *Peschiera*, était *Avalos*. Sa famille, une des plus distinguées du royaume de Naples, était originaire d'Espagne.

tout le reste. Après la mort de ce général, Antoine de Lève et le marquis de Gaste [1] vinrent reprendre les opérations du siége de Milan avec la plus grande vivacité; quelques soldats s'y défendaient encore avec leur due. Les confédérés ne pouvaient donc faire de trop prompts efforts pour les dégager.

Les troupes du pape, des Florentins et des Vénitiens s'avancèrent lentement vers Milan; l'irrésolution et l'incertitude régnaient dans l'armée, et plus encore dans les cabinets des princes. Les hostilités languissaient, les négociations étaient ouvertes partout; la défiance et le défaut de concert traversaient toutes les démarches.

1527. *Siége de Rome par le duc de Bourbon; mort de ce prince.* — Cependant la même fortune qui avait mis un roi dans les fers de l'empereur en 1525, fit, en 1527, le pape Clément VII son prisonnier, sans qu'il le prévît, sans qu'il y eût la moindre part. Le duc de Bourbon, si fatal à François 1er, le fut également à Clément VII; l'empereur l'avait envoyé commander dans le Milanais une armée d'Espagnols, d'Allemands et d'Italiens, avec laquelle il venait enfin de prendre le château de Milan; mais cette armée victorieuse était mal payée et manquait de tout. Bourbon, se trouvant absolument sans ressource, ayant distribué sa vaisselle, ses meubles, ses habits, proposa à ses capitaines et à ses soldats d'aller piller Rome pour leur solde, comme autrefois les Hérules et les Goths avaient fait ce voyage. Ils y consentirent et y marchèrent, malgré une trève signée entre le pape et le vice-roi de Naples. On escalade les murs de Rome, Bourbon est tué en montant à la muraille, le 5 mai 1527; mais Rome est prise, saccagée, comme elle le fut par Alaric, et le pape, réfugié au château Saint-Ange, est fait prisonnier.

[1] En italien *Vasto* ou *Guasto*.

A cet ennemi de la France succéda un autre ennemi non moins terrible pour elle, et aussi implacable. Philibert, dernier prince d'Orange, prit le commandement de l'armée du duc de Bourbon, après la mort de celui-ci. Les soldats retrouvèrent en lui le cœur et la tête du général qu'ils venaient de perdre.

Cependant le pape actuellement sous la garde d'un capitaine espagnol, les deux fils de France encore au pouvoir de l'empereur à titre d'ôtages[1], le Milanais arraché aux Sforce, le patrimoine de saint Pierre enlevé à ses successeurs, l'Italie entière asservie ou menacée, étaient des circonstances qui rendaient l'empereur tellement redoutable, que la ligue fit enfin, mais trop tard, de véritables efforts.

*François* 1er *envoie une nouvelle armée en Italie.* — Pendant que Charles-Quint et François 1er se provoquaient ridiculement par des défis et des cartels, l'armée impériale, répandue dans Rome et dans les environs, s'affaiblissait insensiblement par les ravages de la peste; les restes de la vieille armée de la ligue, commandés par le duc d'Urbin et par le marquis de Saluces, faisaient des courses et des fautes dans l'Ombrie; Lautrec, après avoir passé les Alpes vers la fin de juillet 1527, à la tête d'une armée d'environ mille hommes d'armes et de vingt-six mille fantassins, faisait des conquêtes dans le Milanais, où il avait en tête Antoine de Lève, avec fort peu de troupes.

Il semble qu'on eût dû d'abord courir à Rome pour délivrer le pape, en apparence le principal objet de la guerre; mais Sforce, pour qui on devait conquérir le Milanais, et les Vénitiens, qui désiraient de voir avant tout ce duché enlevé à l'empereur, obtinrent de Lautrec qu'il s'arrêterait en Lombardie.

[1] Guichardin.

1528. *Succès de l'armée française sous les ordres du maréchal Lautrec.* — Ce général pénétra dans l'Alexandrin, où il prit Bosco et Alexandrie. Cette dernière ville fut remise, par ordre du roi, au duc de Sforce, au grand mécontentement de Lautrec, qui voulait en faire, avec raison, une place de sûreté en cas de retraite, et un rendez-vous pour les troupes qui arriveraient de France.

Pendant ces opérations, César Frégose, à la tête d'un détachement de l'armée française, avait surpris Gênes, dont le gouvernement fut confié au maréchal Théodore Trivulce.

Deux places importantes demandaient tous les soins d'Antoine de Lève, Milan et Pavie. Milan était trop vaste pour le peu de monde aux ordres du général de Charles-Quint; Pavie était trop dépourvue de vivres; de Lève se détermina pour Milan.

Cependant Lautrec poursuivait ses conquêtes; il prit Vigevano, s'empara de toute la Lomeline, jeta un pont sur le Tésin, prit Biagrasso, et, marchant ensuite droit à Milan, confirma de Lève dans l'opinion qu'il avait eue de défendre cette dernière ville de préférence à Pavie; mais tout à coup Lautrec, tournant au Levant, se présente aux portes de cette dernière place. La brèche est bientôt faite; Pavie est emporté d'assaut; la garnison eut le temps d'échapper et de rompre le pont; mais la ville fut livrée au pillage.

Tout réussissait alors à la ligue, et bientôt le duc de Sforce allait être entièrement maître du Milanais. Cependant Clément VII, chef de la ligue, était toujours accablé de douleurs, environné de périls, et prisonnier au château Saint-Ange; d'un autre côté, Milan, sans garnison, sans argent, sans vivres, devait ouvrir ses portes au moment où l'on s'y présenterait. Si, au contraire, on quittait le Mila-

nais, de Lève sy fortifierait, et ne pourrait plus en être chassé[1].

*Marche de l'armée française sur Rome.* — Lautrec se décida à agir dans les intérêts du pape et du duc. Il laissa à ce dernier les troupes milanaises, avec celles des Vénitiens, pour achever la conquête du Milanais, et il marcha au secours de Clément VII avec le reste de l'armée. Dès qu'Antoine de Lève fut instruit de cette résolution, il sortit de Milan pour forcer les postes qui gênaient l'arrivée des subsistances dans cette place; il se présenta devant Biagrasso et s'en empara; il se préparait à reprendre toute la Lomeline, lorsque Lautrec, qui s'était arrêté à Plaisance et à Bologne, on ne sait pourquoi, instruit de ses desseins, détacha cinq ou six mille fantassins, sous la conduite de Pierre de Navarre, qui reprit Biagrasso, et resserra de Lève dans Milan. Le maréchal français continua ensuite son mouvement sur Rome.

Dès les premiers jours de son entrée en Italie, l'empereur avait songé à délivrer le pape, et à se donner tout l'honneur de cette délivrance; mais il exigeait que Clément payât ce qui était dû à l'armée impériale, et qu'il s'engageât à ne plus s'allier avec ses ennemis. Dans ces conjonctures, la conduite du pontife fut très-adroite; il promit beaucoup à l'empereur, fit assurer secrètement Lautrec qu'il ne tiendrait aucune des promesses qu'il ferait, sut mettre le fameux Moron dans ses intérêts, et se réconcilia avec son plus furieux ennemi, le cardinal Pompée Colonne.

*Le pape s'échappe du château Saint-Ange.* — Lautrec avançait toujours sans obstacle. L'empereur envoya de nouveaux ordres pour mettre le pape en liberté; mais le pape les prévint. A l'entrée de la nuit du 8 au 9 décembre 1527,

[1] Martin Dubellay.

il sortit du château Saint-Ange, déguisé en marchand; quelques arquebusiers l'accompagnèrent jusqu'à Monte-Fiascone, d'où il gagna Orviette; il y arriva la nuit, presque seul, et sans être accompagné d'aucun des cardinaux. De là il écrivit à Lautrec pour le remercier d'avoir contribué à sa délivrance, et il offrit sa médiation pour la paix à toutes les puissances ennemies; mais ses démarches n'ayant abouti qu'à quelques négociations infructueuses, la guerre se ranima avec plus de vigueur.

*Les Français poursuivent l'armée impériale dans sa retraite sur le royaume de Naples.* — Lautrec résolut de la porter dans le royaume de Naples, où les impériaux, débarrassés du soin gênant de garder le pape, s'étaient retirés. La marche de Lautrec fut pénible; elle se faisait au milieu d'un hiver très-rigoureux : plus de trois cents hommes de son armée moururent de froid, sous ses yeux, dans l'Abruzze. Arrivé dans la Capitanate, il partagea son armée en plusieurs corps, pour la commodité des vivres. Le général ennemi en ayant été averti, vint pour les couper; Lautrec, voyant son dessein, se hâta de réunir son armée à Lucera : le prince d'Orange voulut en vain s'y opposer.

Après leur jonction, les Français allèrent chercher les impériaux dans leur camp de Troia; mais ceux-ci s'y trouvaient trop bien retranchés pour y être forcés. En vain Lautrec tourna autour du camp, et l'insulta par son artillerie, il lui fallut attendre l'arrivée d'un renfort qui lui venait de la Haute-Italie. A l'approche de ces nouvelles troupes, les impériaux se retirèrent sans bruit, et marchèrent droit à Naples.

Les avis furent alors partagés dans l'armée française. Les uns voulaient suivre l'ennemi sur Naples, dans l'espérance qu'il n'y serait pas reçu, les autres voulaient que l'on commençât par s'emparer des principales places du royaume :

alors Naples tombant d'elle-même, les troupes qui s'y seraient renfermées seraient obligées de se rendre à discrétion. On s'arrêta à ce dernier parti. L'armée tira donc vers la Basilicate; Pierre de Navarre prit Melfi, un autre détachement prit Venuse. Après l'occupation de ces deux places, la plupart des autres ouvrirent leurs portes; Manfredonia, sur la mer Adriatique, et Gaëte, sur l'autre mer, firent seules quelque résistance. Il ne resta plus enfin à réduire que la capitale; c'était l'opération la plus difficile.

*Siége de Naples.* — A la vérité, Lautrec comptait beaucoup sur la pénurie des vivres, et sur la division des chefs ennemis entre eux. 1528-1529.

A peine les Français parurent-ils à la vue de Naples, que tout sembla leur être favorable; il se livra diverses escarmouches, dans lesquelles ils eurent presque toujours l'avantage. La place fut bientôt investie. Le nombre des troupes qui la défendaient, pouvait rendre le siége dangereux, meurtrier, et son succès incertain : le blocus semblait présenter des chances plus heureuses; il était déjà presque tout formé du côté de la terre, par la prise de toutes les places situées autour de Naples. Pour resserrer davantage la ville et couper tous les convois qui pourraient venir de terre, on construisit divers forts, dont l'attaque et la défense donnèrent lieu à des combats assez violens.

Mais c'était en vain que, du côté de la terre, tant de places conquises, tant de forts construits, tant de précautions prises, fermaient le passage aux vivres; c'était en vain que Lautrec avait étendu ses quartiers jusqu'à un demi-mille de la place, pour la priver de la commodité des aqueducs de Poggio-Reale, si le port par où Naples recevait des vivres restait libre, ainsi que la mer. Une escadre française devait arriver devant la place pour en bloquer le port, conjointement avec une flotte vénitienne; mais l'amiral qui comman-

dait celle ci, arrivé le premier, préféra d'employer ses galères à la prise de Polignano, de Brindes et d'Otrante. Cette conduite intéressée des Vénitiens commença de nuire à la cause commune, et quelques sujets de mécontentement qu'eut André Doria, vinrent ôter tout espoir de succès, et occasioner la perte du royame de Naples, ainsi que celle de l'armée française.

La mésintelligence qui s'était élevée entre André Doria et Renzo de Céré, qui commandait un corps de trois mille fantassins embarqués sur l'escadre, avait fait abandonner au premier l'expédition de Naples, pour tenter un coup de main sur la Sardaigne. Cette entreprise ayant échoué, Doria prit le parti de se retirer à Gênes, d'où il se borna à envoyer son neveu, seulement avec huit galères, devant Naples. Le vice-roi Lannoi entreprit de surprendre cette escadre ou de l'attaquer à force ouverte. Le combat se livra dans le golfe de Salerne; il fut extrêmement meurtrier de part et d'autre; mais la victoire demeura aux Français [1]. De six galères napolitaines, deux furent prises, deux submergées; les deux autres, très-maltraitées, regagnèrent le port avec beaucoup de peine. Cependant une pareille victoire, qui semblait devoir entraîner la réduction de cette ville, accéléra la ruine des Français. Lautrec voulut envoyer en France les prisonniers les plus importans faits dans le combat de Salerne; Filippino Doria eut ordre de les y conduire, mais, arrivés à Gênes, André Doria les retint, et protesta qu'il ne les rendrait que lorsqu'il aurait été dédommagé par la cour de France de la rançon du prince d'Orange, et de celle d'un seigneur napolitain nommé Moncade, qu'il avait fait prisonniers dans un combat naval.

[1] Lautrec, en faisant prévenir le neveu de Doria de la sortie des bâtimens napolitains, lui avait envoyé quatre cents arquebusiers pour renforcer la garnison de ses galères.

A cette nouvelle, le conseil du roi fut saisi d'indignation, et ne vit dans le procédé de l'amiral génois qu'un excès d'insolence, un attentat criminel. Malgré les représentations de Dubellay-Langey, François 1er, poussé par ses courtisans, ôta à Doria le commandement des galères, pour le confier à Barbesieux, qui reçut l'ordre d'aller se mettre à la tête des galères françaises et génoises, et de s'assurer d'André; mais l'ayant trouvé prévenu et instruit de ce qui se passait, il n'obtint de lui que les galères françaises, et décida par cette démarche Doria à traiter avec l'empereur.

Cette défection assura la liberté de Gênes et le ravitaillement de Naples, qui n'avait besoin que de vivres pour résister.

Dès-lors le siége traîna en longueur. La peste fut portée, dit-on, dans le camp des Français, par des déserteurs napolitains. Ce fléau emporta une grande partie de l'armée; Lautrec lui-même en fut atteint. Les assiégés, reprenant courage, assiégeant à leur tour les Français dans leur camp, leur enlevèrent tous leurs convois. Bientôt la famine se joignit à la peste; les morts, les désertions devinrent plus fréquentes; Lautrec, accablé par la maladie, fit des efforts surnaturels pour contenir les soldats, les en courager et leur donner de l'espérance; mais la cour de France, toujours négligente, n'envoya que des secours trop faibles ou trop tardifs. Au lieu de lever le siége, le maréchal s'obstina à le continuer, et il succomba sous le poids de la fatigue et de la maladie.

*Retraite de l'armée française.* — La mort de Lautrec 1529.
devait accélérer la perte de l'armée : le marquis de Saluces en prit le commandement. Il n'avait pas de grandes ressources dans l'esprit; il ne put se refuser aux instances de cette armée, à moitié détruite, qui demandait à grands cris à se retirer. Ce mouvement s'opéra pendant la nuit avec assez de

succès; mais les ennemis ayant été avertis, attaquèrent l'arrière-garde, la battirent et pénétrèrent jusqu'au corps de bataille, où ils firent prisonnier Pierre de Navarre, qui le commandait, et qui alla mourir à Naples, où il fut conduit.

L'armée française s'était retirée à Averse, les impériaux en firent le siége. Le marquis de Saluces, blessé au genou d'un éclat de pierre, se hâta de capituler honteusement; mais n'ayant pas une assez grande autorité dans l'armée pour la faire souscrire à son infamie, ceux des Français que la maladie n'avait point entièrement abattus, allèrent se joindre, dans l'Abruzze, aux troupes qu'avaient nouvellement levées Renzo de Céré et le prince de Melfi; elles se retirèrent toutes ensemble à Barletta, d'où l'on ne put les chasser. Quelques Français, restés dans le fort des Basques, devant Naples, capitulèrent honorablement. Le marquis de Saluces, après avoir commandé un instant, pour être la dernière cause et le témoin de la perte du royaume de Naples et de la dispersion de l'armée de la ligue, mourut de ses blessures [1].

1528-1529. *Suite des événemens militaires dans le Milanais.* — Pendant que ces événemens se passaient dans le royaume de Naples, les troupes vénitiennes, jointes à celles de Sforce, s'étaient chargées de resserrer Antoine de Lève dans Milan, et de le réduire par la famine; mais le duc d'Urbin, qui commandait les Vénitiens, montrait beaucoup d'indifférence.

On attendait, de part et d'autre, des renforts nécessaires. Le duc de Brunswick venait de lever pour l'empereur dix mille hommes de bonne infanterie et six cents chevaux. La ligue comptait sur l'arrivée du comte de Saint-Pol, avec des forces à peu près égales; mais on ne songeait aux affaires

[1] Guichardin.

en France que quand on était las des plaisirs. Le duc de Brunswick était déjà en Italie, que Saint-Pol n'était pas encore en état de partir.

Heureusement pour la ligue, que de Lève, après avoir surpris Pavie et Mortara, et s'être réuni au duc de Brunswick pour faire le siége de Lodi, fut arrêté par la peste, et la désertion des lansquenets, qui le forcèrent à lever le siége de cette place. Il ne lui resta de son armée que deux mille Allemands, qui consentirent à servir sous ses ordres.

Le comte de Saint-Pol arriva avec une armée peu considérable, grâce à la négligence des généraux, ou à leur connivence avec les commissaires de l'armée, qui recevaient la solde pour le complet des corps auxquels il manquait une grande partie des soldats qui devaient les composer.

La dissipation du roi était trop bien aperçue par ses courtisans, ses ministres et ses généraux. Ainsi les secours n'arrivaient jamais à temps; ils étaient toujours trop faibles; l'argent, moins bien fourni encore que les hommes, ne suffisait jamais aux besoins, et se trouvait dévoré en partie avant de parvenir à sa véritable destination. La France, avec de braves soldats, de grands capitaines, des hommes pleins de zèle pour l'état et de passion pour la gloire, ne triomphait dans aucune entreprise.

La jonction du comte de Saint-Pol avec les confédérés se fit sans obstacles sur les bords de l'Adda, dans le Lodésan. On commença à presser les impériaux de toutes parts avec assez de célérité, on pénétra dans le centre du Milanais, on prit Sant-Angelo, on chassa les ennemis de Marignan, on menaça Milan, on prit Vigevano, on vint ensuite forcer et piller la ville et le château de Pavie; mais ce fut là le terme des succès de la ligue.

Les Vénitiens servaient très-mal la cause commune : ils craignaient que les Français n'agrandissent leur puissance en

Italie; ils étaient flattés de voir l'état de Gênes échapper à François 1er. Après bien des entrevues du duc Sforce, du duc d'Urbin et du comte de Saint-Pol; après bien des plaintes réciproques, de froides excuses, de profondes dissimulations, on fit semblant d'agir de concert; on envoya des troupes et de l'argent de France et de Venise, mais toujours moins qu'on n'en avait promis, et bien moins qu'il n'en fallait, et les forces réunies des alliés ne surent pas empêcher deux mille cinq cents Espagnols de joindre Antoine de Lève à Landriano.

Le comte de Saint-Pol s'en vengea en prenant, presque seul, Mortaro et Novare, entre le Tésin et la Sésia, Sant-Angelo et Colombano, dans le Lodésan, et en réduisant par degrés Antoine de Lève aux deux places de Milan et de Côme.

Cependant il restait toujours à forcer ce général dans Milan. Saint-Pol voulait en faire le siége, les Vénitiens préféraient le blocus; ce furent eux qui l'emportèrent. Les esprits n'étaient pas, d'ailleurs, disposés aux grandes entreprises; ils se tournaient tous vers la paix.

1529. *L'armée française abandonne l'Italie.* — Mais Saint-Pol, peu fait pour l'inaction, indigné des subterfuges continuels du duc d'Urbin, et jaloux de son ascendant, déclara que, puisque l'on renonçait à faire le siége de Milan, il irait ailleurs chercher la gloire et servir son maître. En effet, une autre expédition, plus importante pour les Français que le siége de Milan, tentait toujours son courage; c'était la réduction de Gênes : il ne se consolait point d'avoir vu prendre cette ville; mais pendant qu'il errait entre le Tésin et Milan, et qu'il méditait les moyens de venger cet affront, Antoine de Lève lui en fit essuyer d'autres. Après lui avoir fait enlever Novare par un détachement, instruit qu'il avait déjà envoyé devant lui son avant-garde, avec son

artillerie et les bagages, pour l'attendre à Lardrigo, et qu'il s'était avancé jusqu'a Landriano, Antoine de Lève, malgré la goutte qui le tourmentait, se fait porter dans une chaise, donne une camisade[1] aux Français à Landriano, et les met en déroute. Envain Saint-Pol fit avancer tour à tour, et toujours au hasard, les lansquenets, la cavalerie et quelques troupes italiennes; tous ces différens corps, repoussés, renversés les uns sur les autres, ne firent qu'augmenter la déroute. Le général français, entraîné dans la fuite, se trouve arrêté par un large fossé; il pousse son cheval pour le franchir; le cheval se cabre, résiste, s'élance, tombe et s'enfonce dans la fange : Saint-Pol alors est fait prisonnier avec plusieurs autres officiers de distinction. La cavalerie qui fuyait vers Pavie, rencontre l'avant-garde, lui communique son effroi; celle-ci abandonne l'artillerie et les bagages, qui tombent au pouvoir de l'ennemi. L'armée fut tellement dissipée, qu'à peine un petit nombre de soldats put rentrer en France[2].

*Traité de Cambrai.*—Cet échec fut le dernier acte d'hostilité de cette guerre. L'épuisement de toutes les puissances rendait la paix nécessaire; François 1er la désirait; l'empereur, malgré tous ses succès, n'était sûr de rien; la ligue subsistait toujours; une partie du Milanais était entre les mains de Sforce; les Français se défendaient encore dans l'Abruzze, dans la Pouille, dans la Basilicate; les Turcs commençaient à presser les Autrichiens en Allemagne; l'Italie ne demandait qu'à respirer; le roi d'Angleterre ne pouvait qu'approuver tout ce que ferait François 1er. 1529.

Le pape fit d'abord sa paix avec l'empereur; bientôt après François 1er fit ensuite la sienne à Cambrai; elle fut publiée le 5 août 1529; elle était basée en partie sur le plan

[1] C'est-à-dire une surprise; on a vu plus haut l'origine de cette dénomination.

[2] Martin Dubellay.

du traité de Madrid. Charles-Quint rendit alors les deux enfans de France, et se désista de ses prétentions sur la Bourgogne pour deux millions d'écus. Ce traité, signé à Cambrai, s'appela *la paix des dames*, parce que François 1er et Charles-Quint confièrent les négociations, le premier à la duchesse d'Angoulême, sa mère, le second à la princesse Marguerite, sa tante.

Charles-Quint eût dû peut-être, dans l'intérêt de sa gloire, consommer ce qu'avaient commencé les Charlemagne et les Othon; mais la prise de Rome, la captivité du pape, ne servirent pas plus à rendre Charles-Quint maître de l'Italie, que la prise de François 1er ne lui avait donné une entrée en France.

L'Italie, à cette époque, jouissant enfin de la paix, se trouva au même point à peu près où elle s'était vue à l'avènement de François 1er au trône : Sforce régnait à Milan, les Vénitiens étaient réduits à leurs anciennes possessions, les Médicis régnaient à Rome et à Florence, le royaume de Naples était assuré à l'empereur.

Mais les haines entre François 1er et Charles-Quint n'étaient qu'assoupies par l'impuissance de les faire éclater. François 1er, qui aurait dû sagement abandonner ses prétentions sur le Milanais et sur Naples, source intarissable de guerres malheureuses, cherchait, au contraire, en troublant l'Allemagne, à pouvoir s'assurer de pénétrer de nouveau et plus sûrement en Italie : de son côté, Charles Quint cherchait à embarrasser, à diviser, à brouiller les vues et les intérêts de chacun.

Cependant le roi de France avait ouvert les yeux sur les artifices de l'empereur, qui ne cessait d'user de tous les moyens pour lui faire perdre la confiance des alliés; il ne lui en restait plus alors que deux, le roi d'Angleterre, et Soliman, empereur des Turcs.

*Suite des dissensions religieuses en Allemagne.* — Le célèbre Martin Luther remplissait alors l'Allemagne et le nord de ses intrigues. Le roi d'Angleterre avait écrit contre lui, en France on brûlait ses sectateurs, Rome l'avait proscrit, l'empereur l'avait mis au ban de l'empire; mais toutes ces persécutions n'avaient fait que le rendre plus important, et qu'inspirer plus de zèle à ses prosélytes. Plusieurs princes étaient dans ses intérêts; les princes catholiques d'Allemagne s'alarmèrent du schisme qu'ils prévoyaient, ils s'unirent entre eux et avec l'empereur, par la ligue d'Augsbourg. 1530-1531.

Cette ligue, formée contre les protestans, les menaçait d'une persécution, à laquelle ils voulurent se soustraire. Ils s'adressèrent au roi de France et à celui d'Angleterre; mais, pour déterminer ces deux princes, il fallait leur fournir quelques prétextes plausibles; puisés dans la politique: autrement, eussent-ils osé protéger au-dehors l'hérésie qu'ils combattaient chez eux? C'était une de ces alliances délicates contre laquelle s'élevait l'esprit de religion mal entendu: heureusement la ligue d'Augsbourg fournit le prétexte qu'on désirait [1].

L'empereur, qui n'avait point encore de fils, qui voulait assurer l'empire à sa maison et avoir un coadjuteur en Allemagne, secondé par la ligue catholique, fit élire son frère Ferdinand roi des Romains, le 5 janvier 1531. Plusieurs princes de l'empire, après avoir protesté contre cette élection, s'assemblèrent à Smalkalde, où ils formèrent une ligue, le 25 janvier 1531, entre tous les princes protestans et mécontens.

Pour attirer le roi de France dans cette ligue, on fit valoir les anciens traités de la France et de l'empire, suivant lesquels les rois de France étaient les défenseurs nés des libertés

[1] Robertson.

germaniques. Malgré ces raisons, le roi balançait à s'engager ; entraîné enfin par les fougueuses sollicitations d'Henri VIII et par les sages remontrances de Langey, il consentit au traité proposé ; mais ce ne fut qu'une ligue défensive conclue à Eslingen, et qui n'eut pas de suite, l'empereur ayant accordé aux réformés le libre exercice de leur religion jusqu'au prochain concile.

1532-1533. Le motif de cette concession était que Charles craignait alors une nouvelle invasion des Turcs, qui trois ans auparavant avaient assiégé Vienne. Il réunit les catholiques et les protestans entre eux, et se trouva en Hongrie, à la tête de deux cent mille hommes, afin de résister à Soliman, qui, pour réparer l'affront qu'il avait reçu devant Vienne, marchait, de son côté, à la tête de deux cent mille combattans. Ces armées si nombreuses, qui devaient causer de si grands maux à cette partie de l'Europe, ne se combattirent point. Soliman arriva trop tard en Hongrie ; il ravagea quelques terres, se montra à peine, et se retira ; on respecta cette retraite, et l'humanité fut délivrée des fléaux qui la menaçaient.

La retraite précipitée de Soliman ôtait à François Ier et à Henri VIII l'occasion d'envahir l'Italie, pendant que Charles serait aux prises avec les Turcs. L'empereur réussit à y former une nouvelle ligue défensive en sa faveur, dans laquelle les Vénitiens refusèrent constamment d'entrer. De son côté, François Ier avait eu une entrevue à Marseille avec le pape, et, après y avoir marié solennellement son fils, le duc d'Orléans, à Catherine de Médicis, nièce de Clément VII, il avait obtenu que ce pape l'appuyerait de ses forces et de son pouvoir pour reconquérir le Milanais, soumettre Gênes, et assurer le duché de Milan au duc d'Orléans. Après cette entrevue, le pape avait repris la route de Rome, où il ne survécut pas long-temps au schisme d'Angleterre, qui éclata

vers la même époque. Alexandre Farnèse lui succéda sous le nom de Paul III.

*Le duc de Milan, François Sforce, fait assassiner un agent français.* — Cependant les sujets de mécontentement s'accumulaient tous les jours davantage entre François Ier et Charles-Quint; l'assassinat d'un agent français vint y mettre le comble. Cet agent, nommé Merville, avait été envoyé secrètement par la cour de France à Milan, sur la demande expresse du duc, qui lui fit trancher la tête [1]. 1534.

François Ier, indigné de la conduite perfide de Sforce, écrivit à tous les princes de l'Europe, et surtout à l'empereur, qui, après avoir répliqué froidement que cette affaire ne le regardait pas, se hâta de donner la princesse de Danemarck, sa nièce, au duc de Milan, comme pour lui payer le prix de son crime.

Après cette démarche, on dut présumer la guerre inévitable entre le roi et l'empereur. François Ier en fit tous les préparatifs avec modération; il employa une année entière à lever des troupes en France, en Allemagne, et à les exercer. Il voulut tout voir par lui-même; il se rendit dans les différentes provinces où il avait levé les hommes destinés à former les légions qui remplaçaient les anciennes bandes [2], et il passa en revue ces nouveaux corps.

*Invasion de la Savoie par une armée française.* — Mais, au moment où le roi se disposait à marcher pour punir Sforce, il fut arrêté par le duc de Savoie, autrefois son ami, son 1535.

[1] Charles-Quint, informé de la présence de cet agent à Milan, s'en était plaint au duc, auquel il reprochait de trahir ses intérêts dans une intrigue secrète avec François Ier. Sforce, intimidé par les menaces de l'empereur, trouva un prétexte pour faire arrêter Merville comme simple particulier, et lui fit trancher la tête dans sa prison, pour prouver qu'il n'avait aucune relation avec lui.

[2] On verra plus loin quelle fut l'organisation de ces légions.

allié, devenu depuis son ennemi secret. Le roi avait envoyé le président Poyet demander au duc de Savoie le passage sur ses terres; celni-ci, avant de l'accorder, proposa d'échanger diverses provinces qui confinaient au royaume, et l'auraient ouvert aux armes de l'empereur. Cette proposition était bien propre à causer au roi autant de colère que d'inquiétude. Il s'avança jusqu'à Lyon, d'où il envoya déclarer la guerre au duc de Savoie. Ainsi le théâtre de la guerre se trouva changé, comme le système politique. On ne pouvait plus pénétrer dans le Milanais que par la conquête des états du duc de Savoie. L'amiral Brion-Chabot, chargé du commandement de l'armée française, soumit la Bresse, le Bugey, et, pénétrant dans la Savoie, prit Montmélian et Chambéry. Après avoir éprouvé quelque résistance dans la Tarentèse, déjà il était parvenu jusqu'au Mont-Cenis, lorsque le duc Sforce mourut sans enfans, et changea, par cette mort inopinée, tous les points de vue politiques.

La vengeance de François 1er n'avait plus d'objet, et ses droits sur le Milanais paraissaient désormais ne devoir éprouver aucun obstacle; mais les convenances générales de l'Europe, les convenances particulières de l'Italie, devaient toujours s'opposer à ce que le roi de France devînt maître du duché de Milan. L'Italie avait constamment cherché à rejeter de son sein les grandes puissances qui pouvaient détruire sa liberté. D'un autre côté, l'empereur, encouragé par ses succès, désirait garder pour lui le Milanais, qu'il avait déjà voulu envahir du vivant de Sforce; toutefois, il fallait cacher ce projet pour en assurer l'exécution. En conséquence, Charles-Quint eut l'adresse de négocier pendant l'hiver de 1535 à 1536, et d'épuiser, dans cette négociation, tout ce que la diplomatie peut décemment se permettre de mauvaise foi, d'artifice et de détours; toujours sur le point de conclure en apparence, il ne conclut jamais.

*Charles-Quint se prépare à faire la guerre à la France.* 1535-1536. — Au milieu de toutes ces ruses de la politique et de la fausseté la plus insigne, l'empereur faisait sourdement les préparatifs les plus formidables, et continuait de tromper le négociateur français, qui ne cessait d'espérer et de faire espérer; mais François 1er s'ennuya enfin de ce manége, et ne voulant pas qu'une négociation captieuse le tînt enchaîné pendant la saison d'agir, il fit demander à l'empereur une réponse prompte et catégorique. Charles-Quint réussit encore à gagner deux mois. Enfin, au mois de mars, l'amiral Brion eut ordre de se mettre en campagne à la tête d'une armée qui devait être portée jusqu'à trente-quatre mille hommes [1].

*L'armée française s'empare d'une grande partie du Piémont.* 1536. — Il fallait pénétrer dans le Piémont; Philippe de Torniello et le marquis de Marignan marchaient pour s'emparer du Pas de Suze, et en disputer le passage aux Français. Claude d'Annebaut, qui commandait alors la cavalerie légère française, Montejean, qui était à la tête de l'infanterie, organisée en légions, furent avertis de leur marche; ils se hâtèrent de prévenir les généraux ennemis; ils y réussirent, gagnèrent les plaines du Piémont avant leur arrivée, et les firent reculer jusqu'au-delà de Turin.

Le duc de Savoie, à l'approche des Français, fit embarquer son artillerie et ses meubles les plus précieux sur le Pô, et se retira à Verceil, d'où il envoya sa famille à Milan, après avoir conseillé aux Piémontais de se soumettre [2].

L'amiral Brion établit son camp entre Turin et Chivas, pour y attendre les autres corps de l'armée, qui arrivaient lentement les uns après les autres. Lorsqu'il eut rassemblé environ seize mille hommes, il s'avança jusqu'à la Doire, où

[1] Paradin. — Robertson.

[2] Mézerai.

il rencontra un corps de six mille Piémontais disposés à lui en disputer le passage.

L'amiral allait faire jeter un pont sur la Doire, rivière profonde et rapide; mais, à l'aspect de l'ennemi et de l'obstacle qui se présentait pour le joindre, l'impatience des Français s'irrita; ils demandèrent à grands cris qu'on leur permît de traverser à la nage. Brion voulut les engager à attendre que le pont fût achevé; mais ils insistèrent tellement, qu'il se vit forcé de céder à leurs vœux. « Allez donc, leur dit-il, et que cette ardeur ne se démente point. » A ces mots, tous les soldats se jettent dans la Doire. Un légionnaire, devançant tous les autres, a l'héroïque audace d'aller, au milieu du feu le plus vif de mousquetterie, détacher un bateau sur la rive opposée, et de l'amener à Brion, pour qu'il puisse suivre le mouvement de ses troupes. Etonné de tant de bravoure, l'ennemi se retire avec précipitation. L'amiral récompensa l'intrépide légionnaire par le don d'un anneau d'or.

Les premiers succès de l'armée française n'eurent pas des suites fort heureuses : Antoine de Lève vint prendre le commandement des troupes impériales, en qualité et sous le titre de capitaine-général de la ligue, chargé uniquement de la défense du Milanais, disant hautement qu'il ne s'approchait de Verceil que pour empêcher les Français, qui marchaient sur la Sésia, d'entrer dans le Novarèse et la Lomeline. Ce mouvement inquiétant l'amiral, il n'osait poursuivre le duc de Savoie, dans la crainte de retrouver dans le capitaine de la ligue le général de l'empereur, et de fournir le prétexte de dire que les Français voulaient rompre les négociations. En vain l'amiral cherchait-il à faire expliquer Antoine de Lève, il ne pouvait y réussir, et cette perplexité le retenait dans l'inaction. Il fut encore arrêté par une querelle qui s'éleva entre les légionnaires français et les

lansquenets à la solde du roi; ces deux troupes en vinrent aux mains, il y eut beaucoup de sang répandu, et ce ne fut que très-difficilement que Brion put rétablir l'ordre.

L'invasion de François 1er en Savoie avait procuré la liberté à Genève, qui devint alors comme la capitale de la religion réformée, et vit doubler sa population, son industrie et son commerce; mais ce prince n'en devait retirer aucun avantage ni pour lui ni pour ses sujets.

Aux premières nouvelles de la marche des Français, Charles-Quint avait quitté Naples pour se rendre à Rome. Dans une assemblée des cardinaux et du sénat, il se déchaîna avec véhémence et d'une manière indécente contre le roi de France, l'accusa d'avoir incendié l'Europe par son ambition insatiable, et se permit les bravades les plus ridicules et les propos les plus inconsidérés.

Après avoir ainsi outragé le roi de France, il restait à le vaincre. Antoine de Lève eut ordre de passer la Sésia, et vint se camper entre Turin, Verceil et Saint-Germain, tandis que l'amiral, qui aurait pu prendre Verceil et s'opposer au passage de la Sésia, reçut du roi l'ordre de suspendre ses opérations offensives, et de se retirer, jusqu'à nouvel ordre, dans une position défensive et sûre.

François 1er voulait qu'il ne pût rester aucun doute sur l'agresseur. En passant la Sésia et en entrant dans le Piémont, Antoine de Lève avait préparé les hostilités, mais il n'en avait fait aucune. Le roi se bornait donc à conserver le Piémont et à défendre le royaume; il connaissait assez la vanité de l'empereur, pour être assuré qu'il préférerait pénétrer en France en personne, à attaquer le Piémont : il fit en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour repousser l'invasion de son adversaire.

Toutefois, les événemens ne s'arrangèrent pas entièrement comme l'avait cru et désiré François 1er, et les affaires

au-delà des Alpes prirent une face que sa prévoyance n'avait pu prévenir.

*Trahison du marquis de Saluces, général de l'armée française.* — L'amiral Brion, appelé à la cour, avait laissé au marquis de Saluces le commandement de l'armée employée en Piémont. Ce seigneur, né sujet du duc de Savoie, élevé avec le roi, qui l'avait toujours beaucoup aimé, était un général plus que médiocre; il lui restait de se montrer ingrat et traître envers son bienfaiteur et le pays qui l'avait adopté.

Gagné par les séductions de Charles-Quint, Saluces ne tarda point à s'opposer, dans le conseil, à tous les projets utiles, à en empêcher l'exécution, et à en informer Antoine de Lève, qui prit ses mesures en conséquence de toutes les dispositions arrêtées.

On avait décidé de fortifier et de garder Turin, Fossano et Coni. D'Annebaut, chargé de la défense de Turin, s'y enferma avec l'élite de la noblesse française. Le brave Montpesat offrit de se jeter dans Fossano et de le défendre; mais il demandait que le marquis de Saluces accélérât par tous les moyens qu'il pouvait avoir à sa disposition, les travaux à faire dans cette place.

Saluces envoya huit ou neuf cents pionniers; mais lorsque Montpesat eut fait commencer les travaux, les pionniers disparurent pendant la nuit; dès-lors on ne put se défendre des plus violens soupçons. Les officiers français se plaignirent amèrement; mais Saluces continua de tout arrêter. On ne fortifia ni Fossano ni Coni; les ennemis approchaient, l'inquiétude redoubla; on songea à mettre l'artillerie en sûreté : le marquis proposa de la mettre à Revel, place située dans ses domaines. L'effronterie de cette proposition fit perdre patience : l'opinion fut fixée sur les intentions de son auteur, et les officiers prirent leur résolution malgré ce

général infidèle. On eut, bientôt après, les preuves les plus certaines d'une trahison, qui finit par la fuite du marquis, après qu'il eut fait porter à Revel une grande quantité de provisions de bouche et de guerre destinées à la défense de Fossano et de Coni.

*Siége de Fossano par l'armée impériale.* — De Lève, profitant des avis qu'il avait reçus du traître, partit de Turin, dont il faisait le siége, pour surprendre Fossano; son avant-garde, en arrivant, voulut s'emparer d'un couvent de Saint-François, situé hors de la ville, que l'on se hâtait de démolir, parce qu'il nuisait à la défense de la place. Les assiégés marchèrent au secours des travailleurs : le combat fut vif, la nuit sépara les combattans; mais Antoine de Lève en profita pour s'emparer du couvent. Au moyen de ce poste, il se trouvait logé à une portée d'arquebuse de la ville. Les remparts n'avaient que six pieds de haut; c'étaient de simples levées de terre faites à la hâte, et dominées en beaucoup d'endroits. Les assiégés avaient peu de vivres, peu d'armes et de munitions, et manquaient entièrement d'eau; l'ennemi était informé de cette détresse, mais il ne connaissait pas les ressources du courage des Français, et n'imaginait pas même qu'ils pussent se défendre. Il laissa libre le quartier de la porte qui mène à Coni, espérant qu'ils en profiteraient pour se retirer dans cette ville : ils ne s'en servirent que pour se procurer de l'eau.

Il fallut donc que de Lève entreprît une attaque dans les règles, fît ouvrir la tranchée et dresser des batteries. Dès le troisième jour, une de ces batteries avait déjà détruit toutes les défenses de la place : au lieu de se rendre, les assiégés font deux sorties, l'une d'infanterie, l'autre de cavalerie. La première, favorisée par un chemin creux, gagne, sans être aperçue, le quartier des lansquenets, les surprend, en fait un grand carnage, tandis que la cavalerie, qui les attaque d'un

autre côté, augmente le désordre. L'alarme se répand dans tout le camp; les gardes de tranchée, au lieu de courir aux armes, quittent leurs postes. La garnison qui était restée pour la garde de la ville, s'en aperçoit; elle sort, comble les tranchées, taille en pièces ceux qui s'y trouvaient encore, et marche au quartier d'Antoine de Lève. Celui-ci, à cause de sa goutte, se fit jeter dans une chaise, et bientôt après dans une pièce de blé, où il resta caché jusqu'après la retraite des Français, qui se fit en très-bon ordre.

De Lève s'étant un peu remis des périls imprévus de cette journée, et s'étant convaincu, par la bravoure des assiégés, qu'ils se défendraient jusqu'à ce qu'il y eût une brèche au corps de la place, accéléra le jeu des batterie. Lorsque la brèche fut jugée praticable, le canon cessa de tirer. Montpesat pensant alors qu'on allait donner l'assaut, se disposa à le soutenir. Contre son attente, des dissensions qui s'élevèrent dans le camp impérial forcèrent de Lève de se borner à réduire Fossano par la famine. Montpesat n'était pas en mesure de refuser une capitulation, mais il ne voulut pas en faire le premier la proposition. Le hasard le servit bien. Antoine de Lève ayant envoyé un parlementaire pour traiter de la rançon d'un officier qui avait été pris dans une sortie, le chargea de faire des complimens à l'un des lieutenans de Montpesat, La Roche-du-Maine, avec lequel il était lié : cette politesse établit naturellement des pourparlers; Montpesat dépêcha un officier nommé Villebon au général espagnol. Celui-ci, tout en protestant de sa bienveillance, proposait des conditions trop dures : Villebon répondit que les Français enfermés dans Fossano, sauraient mourir, mais jamais déposer honteusement les armes. De Lève, dans la crainte de réduire les assiégés au désespoir, envoya un trompette avec des rafraîchissemens pour La Roche-du-Maine, et l'invita a dîner pour le lendemain.

*Capitulation de Fossano.* — La Roche-du-Maine fut reçu avec la plus grande distinction ; beaucoup d'officiers vinrent à sa rencontre, et Antoine de Lève se fit porter dans sa chaise, au-devant de lui. Après les premiers complimens, on parla d'affaires, et la fermeté du capitaine français lui fit obtenir les conditions les plus raisonnables ; toutefois, une de ces conditions, celle de rester un mois dans la place pour y attendre des secours, était impraticable : on manquait de vivres, et on n'avait rien osé stipuler à cet égard. Quand tout fut conclu et signé, La Roche-du-Maine dit à de Lève : « vous venez d'accorder à votre ennemi ce que vous n'avez pu lui refuser, promettez-moi, à présent, de lui accorder une grâce. Je le promets, dit de Lève, vous connaissant incapable de rien demander qu'un ami ne puisse vous octroyer. » La Roche-du-Maine sollicita alors que les impériaux fournissent des vivres aux assiégés, en payant ; de Lève, surpris, après avoir hésité, finit par accéder à ce que demandait son ami [1].

L'empereur arriva au camp peu de jours après, suivi d'une armée formidable ; on lui présenta les ôtages, auxquels il fit l'accueil le plus distingué, surtout à La Roche-du-Maine [2].

Enfin les Français évacuèrent Fossano, après s'y être défendus, pendant un mois, contre des forces très-supérieures, et s'y être fait nourrir par l'ennemi pendant un autre ; ils

[1] Martin Dubellay.

[2] Que dit-on de mes projets ? et où croyez-vous que j'aille ? demandait l'empereur à la Roche-du Maine. — En Provence. — Sans doute : les Provençaux sont mes sujets *, j'irai les voir. — Votre Majesté les trouvera bien rebelles, j'ose l'en assurer. — Combien y a-t-il de journées d'ici à Paris ? — Si, par journées, vous entendez des batailles, il peut y en avoir douze ou quinze, à moins toutefois que vous ne soyez battu à la première.

(Martin Dubellay.)

* Charles-Quint prétendait avoir des droits sur la Provence, comme dépendante du second royaume de Bourgogne, qui avait été possédé par les empereurs.

gagnèrent Fenestrelle, et ne conservèrent que Turin, vaillamment défendu par d'Annebaut. Le célèbre partisan Renzo de Céré venait de vaincre des difficultés insurmontables et de pénétrer dans cette place avec quelques troupes et de l'argent.

L'empereur avait si peu compté sur la résistance de la ville de Turin, qu'il avait cru pouvoir la laisser en arrière. D'Annebaut profita de cette faute, il fit de fréquentes sorties, et ne rentra jamais sans du butin et des prisonniers. Il s'empara de Ceria, où les impériaux avaient un magasin très-bien fourni; il prit Rivoli, Veillano, et quelques autres places autour de Turin. D'un autre côté, le parti du roi, s'étant fortifié par des levées considérables faites en Italie, les Français s'étendirent dans le Piémont, prirent les états du marquis de Saluces, virent bientôt après lever le siége de Turin, et s'emparèrent de Carignan, Montcallier, Quiers et Cherasco.

1536. *Nouvelle invasion de la Provence par l'armée impériale.* — Pendant ces événemens, l'empereur, feignant toujours de négocier, s'acheminait vers la Provence, après avoir exalté l'imagination des officiers et des soldats de son armée, en leur faisant regarder comme infaillible la conquête et le partage de la France. Ayant fait embarquer ses vivres, son bagage et son artillerie, il côtoyait la mer, et s'avançait du côté de Grasse et d'Antibes. Ainsi ce que François 1er avait prévu et désiré venait de s'effectuer; l'ennemi était en France, il ne restait plus qu'à l'en chasser honteusement.

L'armée que le roi avait réunie dans l'intérieur, était campée à Valence, afin de veiller à la fois sur la Provence et le Dauphiné; dès l'instant où l'empereur fut entré en Provence, le roi, sans quitter Valence, afin de prévenir l'ennemi et de s'assurer du corps du Rhône, envoya le maréchal de Montmorenci, avec la majeure-partie des troupes, camper sous Avignon.

*L'armée française se tient sur la défensive en Provence.* — Arrivé le 4 août 1536 au camp d'Avignon, le maréchal tint un grand conseil pour connaître les dispositions de l'armée, et faire connaître celles du roi. Une grande partie des forces impériales était encore engagée dans les défilés des Alpes. Fallait-il marcher à la rencontre de l'armée ennemie, à la sortie des défilés? Fallait-il l'attendre dans le camp d'Avignon? Si on allait au-devant des impériaux, si on les battait, on les empêchait de pénétrer en France; mais, si on recevait le moindre échec au commencement de cette expédition, l'armée serait découragée, les Français effrayés, et la retraite très-incertaine. En restant dans le camp d'Avignon, au contraire, on évitait ce danger, on se fortifiait dans un poste avantageux, d'où l'on pouvait suivre et contrarier tous les desseins de l'empereur; on avait devant soi la Durance, sur laquelle on dominait, et qui devait arrêter l'ennemi; on était appuyé sur le Rhône, qui augmentait les forces de la position, et assurait à l'armée des provisions de bouche et de guerre; mais il fallait abandonner à l'ennemi tout ce qui était entre les Alpes et la Durance. En s'arrêtant à ce dernier parti, comme le plus sage, l'on se décida à prendre la précaution d'ôter aux ennemis tous moyens de subsistance dans le pays qu'on lui abandonnait. Bonneval fut envoyé à la tête d'un détachement pour remplir cette rigoureuse et pénible commission.

La noblesse s'empressa de donner l'exemple des plus généreux sacrifices. On vit des gentilshommes brûler eux-mêmes leurs granges, leurs greniers, abattre leurs moulins, briser leurs meubles, donner leur vin à boire aux soldats français, et se priver de tout, de peur de laisser quelque chose à l'ennemi.

Mais les pauvres habitans des villes et des campagnes ne témoignaient ni la même soumission, ni le même empres-

sement. Bonneval fut obligé d'user envers eux de force et de violence, de les réduire à la misère et au désespoir.

Aix, capitale de la Provence, était comprise dans cette grande destruction. Montejean, un des plus braves officiers de son temps, offrait de la défendre; mais il ne put ébranler les résolutions du maréchal : on lui permit seulement, en cédant à ses importunités, d'aller tâter l'ennemi; ce qu'il fit si malheureusement, que tous les hommes de son détachement furent tués ou pris, et qu'il fut du nombre des derniers [1].

L'échec de Montejean produisit l'effet que le roi et Montmorenci avaient craint. L'empereur enfla cette petite victoire; l'Europe retentit du bruit d'une escarmouche qui devait à peine faire la matière d'une nouvelle dans les deux camps. A entendre Charles-Quint, c'était un glorieux prélude des triomphes qui lui étaient destinés; ce qu'il y eut de plus triste, fut le découragement et l'effroi dans le camp d'Avignon, où Montmorenci se hâta de revenir pour rassurer les esprits.

*Evénemens militaires en Picardie; siége de Péronne.* — La Provence et le Piémont n'étaient pas les seuls théâtres de la guerre, et la ville de Guise venait de tomber au pouvoir des ennemis.

Les Flamands, entrés en France sous la conduite de Henri de Nassau, avaient ravagé la Picardie, et mis le siége devant Péronne, le dernier rempart qui les empêchât de pénétrer jusqu'à la capitale. Robert de la Marck, maréchal de Fleuranges, s'y était jeté, déterminé à défendre jusqu'à la dernière extrémité ce poste important; et le roi, à la nouvelle du danger de la ville, détacha de son armée un gros corps de cavalerie et dix mille hommes de pied, qui parti-

[1] Martin Dubellay.

rent à grande hâte; mais Péronne était déjà délivré quand ils arrivèrent. Cette place avait été attaquée avec toutes les ressources de l'art connues dans ce temps. Les ennemis tiraient jusqu'à dix-huit cents coups de canon par jour. Ils firent sauter des tours entières par la mine; ils lancèrent des feux qui embrâsèrent les maisons, et donnèrent plusieurs assauts qui les introduisirent dans la ville, mais pour la perte de ceux qui y pénétrèrent. Les habitans, quoique pressés par la faim, ne parlèrent jamais de se rendre. Ils secondèrent merveilleusement le peu de troupes qu'on avait pu faire entrer dans la ville pour sa défense, et partagèrent glorieusement avec elles les honneurs de la victoire. Après une attaque très-chaude, les ennemis, repoussés, dressèrent encore le soir des échelles contre les murs, comme s'ils se proposaient de recommencer pendant la nuit; mais le matin on ne les vit plus. Ils évitèrent, par cette ruse, le danger d'être poursuivis par la garnison et par le duc de Vendôme, qui venait d'opérer sa jonction.

Les Parisiens donnèrent aussi des marques de bonne volonté, à l'approche de l'ennemi qui les menaçait. Ils firent offre de leur artillerie, qui était nombreuse, et d'entretenir dix mille hommes, tant que les ennemis seraient sur la frontière.

*Suite de l'invasion de la Provence.* — L'empereur cependant poursuivait sa marche; mais cette marche à travers les montagnes était trop pénible, et continuellement troublée par ces malheureux paysans dont on avait ravagé les terres, et qui, réfugiés dans les rochers et les cavernes, tournaient alors toute leur fureur contre l'ennemi : l'empereur y courut lui-même de grands risques. Cinquante paysans bien déterminés avaient formé le projet de lui ôter la vie, et de faire cesser la guerre; ils occupaient une tour, au pied de laquelle devait passer Charles; ils devaient tous

tirer à la fois sur lui. Heureusement pour ce prince, ils se méprirent; et, étant tombés eux-mêmes entre les mains de l'escorte, l'empereur les fit tous pendre. Il fit de même brûler ou massacrer une autre troupe de villageois qui s'étaient retirés sur une montagne avec leurs femmes et leurs enfans. Ces cruautés firent jurer aux paysans provençaux de ne faire grâce à aucun des ennemis.

Au milieu de ces périls et de ces exécutions, l'empereur, continuant de s'avancer en Provence, ne tarda pas à se présenter devant Aix, qui ne lui opposa aucune résistance; mais il fut bientôt exposé aux horreurs de la famine dans un pays dont on avait ruiné les ressources. La sage obstination du roi et de Montmorenci devait enfin triompher : l'un et l'autre, renfermés dans des camps bien situés et bien défendus, souffraient les bravades de l'empereur, qui ne parlait que d'aller forcer ses invincibles ennemis dans leurs retranchemens. Cependant, instruit de la manière dont le maréchal avait fortifié son camp d'Avignon, et dont il avait tiré parti de l'art et de la nature pour le rendre inabordable, l'empereur tourna du côté de Marseille, et envoya reconnaître Arles.

*L'empereur assiége inutilement Marseille.*—Arrivé devant Marseille, Charles-Quint voulut accompagner le marquis de Gaste dans une reconnaissance, et faillit à y perdre la vie ou la liberté. Un hasard heureux le tira de ce mauvais pas. Peu de jours après, les Marseillais firent tomber le duc d'Albe dans une embuscade, où les impériaux perdirent beaucoup de monde. On compta parmi les morts plusieurs officiers distingués, et les généraux, effrayés de cet échec, crurent qu'il était prudent de ne pas continuer un siége qui avait été déjà si meurtrier. Cette détermination acquit une nouvelle force par une tentative inutile faite sur Arles par le marquis de Caste. Celui-ci s'était convaincu, par ses

propres yeux et au péril de sa vie, qu'en treize jours, malgré les dissensions affreuses qui avaient régné parmi la garnison, la place avait été mise dans un tel état de défense, que tous les endroits reconnus pour faibles étaient devenus les plus forts.

Après avoir reconnu l'impossibilité de prendre aucune des places de la Provence, l'empereur voulut tenter de pénétrer dans le Languedoc par le Rhône. En conséquence, ses galères attaquèrent une tour qui défendait l'embouchure de ce fleuve; mais l'artillerie de la tour coula à fond une des galères, et força les autres à se retirer.

Quel parti prendre au milieu de tous ces désastres et de ces affronts? Se retirer, ou faire croire qu'on allait enfin attaquer le camp d'Avignon. L'empereur prit ce dernier parti. La nouvelle de ce dessein, portée dans le camp de Valence, décida le dauphin à solliciter la permission de se rendre au camp d'Avignon; le roi, qui se proposait d'y marcher lui-même si l'empereur persistait dans ses projets, permit à son fils de saisir cette occasion d'acquérir de la gloire.

La présence du jeune prince répandit une telle ardeur parmi les soldats, qu'ils commencèrent à murmurer de l'inaction où Montmorenci les retenait. On ne savait pas que, par cette conduite prudente, le maréchal empêchait l'empereur de rien entreprendre, et l'obligeait de se tenir renfermé dans son camp auprès d'Aix, où déjà la faim commençait à l'assiéger. Ses fourrageurs revenaient toujours battus; tous les aventuriers français étaient en campagne pour leur faire la chasse, et remportaient tous les jours de nouveaux avantages. Les paysans provençaux étaient surtout le plus grand fléau pour les soldats et les convois de l'empereur; n'ayant dans son camp ni farine, ni moulins, ni fours, toute son espérance consistait dans une grande quantité de biscuits, qui venait d'être débarquée à Toulon. Pour transporter ce

convoi, on avait rassemblé toutes les bêtes de somme depuis Nice jusqu'à Aix : les paysans, avertis de ces préparatifs, se mettent en embuscade, coupent les jarrets à toutes les bêtes de somme, et enlèvent le convoi.

*Retraite de l'armée impériale.* — Charles-Quint n'avait plus à opter, dans sa situation présente, qu'entre une bataille ou une retraite honteuse. Il allait prendre ce dernier parti, lorsque Doria lui amena de Gênes des vivres et de l'argent. Il fit revenir alors dans le camp son artillerie, qui était déjà embarquée, et il donna des ordres pour que l'armée, pourvue de vivres pour huit jours, se tînt prête à marcher. Tout semblait annoncer une attaque prochaine, et François 1er était accouru à Avignon; mais on fut bientôt informé, par un espion très-sûr, que l'armée impériale, qui à peine avait vu l'ennemi, était réduite de cinquante mille hommes à vingt-cinq mille. Peu de jours après, Martin Dubellay, qui avait été envoyé à la découverte, rapporta que l'empereur prenait le chemin des Alpes, le long de la mer; qu'on pouvait suivre sa route à la trace des morts dont elle était couverte, et à l'infection que tant de cadavres, laissés dans le camp ou abandonnés sur les chemins, répandaient dans l'air. La mortalité avait étendu ses ravages depuis Aix jusqu'au-delà de Fréjus, et l'orgueilleux Charles-Quint, à la tête de misérables débris, fuyait, à travers un pays infecté de la peste, devant un ennemi qu'il avait cru anéantir. Les mauvaises nouvelles que François 1er reçut alors de la Picardie, où Péronne était vivement assiégée [1], l'empêchèrent de profiter de tous les avantages que lui donnait une retraite si précipitée. Ainsi l'armée impériale fut sauvée d'une destruction totale; mais, après avoir perdu d'Aix à Fréjus plus de deux mille hommes, moissonnés par la ma-

[1] Voyez plus haut page 370.

ladie, elle en perdit encore une bien plus grande quantité quand elle fut dans les montagnes : là les paysans s'emparaient des armes des soldats morts, mourans, ou trop faibles pour les défendre, et s'en servaient pour les détruire. Dans plusieurs endroits, ils les avaient devancés dans leur retraite, s'étaient emparés des défilés, des hauteurs, avaient détruit les ponts nécessaires aux passages, et les troupes impériales, ainsi arrêtées à chaque pas, ne pouvaient avancer qu'avec le secours d'un grand nombre de pionniers, qui raccommodaient les chemins, et jetaient des ponts à la hâte. Pendant ce temps, la cavalerie légère des Français taillait en pièces leur arrière-garde.

Dans cette situation si difficile, l'armée ennemie n'aurait pu sauver ni ses bagages, ni son artillerie, si l'empereur n'eût pris la précaution de les faire transporter à Gênes sur la flotte de Doria [1].

Pendant que le roi se croyait obligé de quitter la Provence pour aller au secours de Péronne, le comte de Nassau levait le siége de cette ville, ainsi que nous l'avons relaté plus haut.

*Trève entre François* 1er *et Charles-Quint.* — La campagne de 1537, en Picardie et en Artois, se passa à prendre, à laisser prendre des villes de part et d'autre. Charles-Quint commençait à être fatigué d'une guerre où l'orgueil de la Maison d'Autriche avait été humilié presque sans dédommagement. Il se servit de sa sœur, reine douairière de Hongrie, pour proposer une trève et des conférences pour la paix. Elles se tinrent à Boni; mais les députés ne purent y convenir que d'une trève de dix mois pour la Picardie et les Pays-Bas. 1537.

Au moyen de cette trève, signée le 30 juillet, la guerre

[1] Martin Dubellay.

se trouva concentrée dans le Piémont. Elle se réduisit, de la part des Français, à de faibles entreprises, en raison du peu de troupes qu'on avait pu y conserver, et de la discorde qui régnait parmi les principaux chefs.

*Suite des événemens militaires en Piémont.* — A la faveur de ces dissensions, le marquis de Gaste, habile à les faire naître et à les fomenter, avait eu peu de peine à reprendre la plupart des places dont d'Annebaut avait fait la conquête.

Le roi, qui faisait dessein de se porter bientôt lui-même en Piémont, se détermina à envoyer d'abord le marquis d'Humières avec un renfort considérable. Un peu avant l'arrivée de ce secours, un simple soldat de l'armée française, nommé Tholosan, natif de Coni, avait surpris Quiers avec d'autres soldats de bonne volonté dont il s'était fait suivre. De Gaste, indigné, s'était présenté pour reprendre cette place; mais il avait été repoussé avec perte. L'honneur de la défense de Quiers appartint encore au brave Tholosan, qui en avait fait la conquête.

Cet événement était à peu près le seul succès qui compensât les pertes que les Français avaient essuyées précédemment. Ils possédaient encore le château de Carmagnole, de Gaste en fit le siége. Deux cents fantassins italiens, qui étaient renfermés dans la place, la défendirent avec beaucoup de valeur, et ne se rendirent qu'à la dernière extrémité.

Pendant ce siége, le perfide marquis de Saluces avait été tué d'un coup d'arquebuse. De Gaste voulut savoir quels étaient les hommes qui avaient été chargés de servir le feu d'une fenêtre du château qu'il désigna; on lui présenta un soldat qui n'avait jamais quitté ce poste, et qui seul y avait fait un feu continuel. De Gaste eut l'indignité de le faire pendre comme meurtrier du marquis. Cette odieuse exécution, aussi contraire à l'humanité qu'aux lois les plus

sacrées de la guerre, doit à jamais flétrir la gloire militaire à laquelle de Gaste pouvait prétendre.

Après la prise de Carmagnole, le comte de Rangone, chargé du commandement de l'armée française depuis que Saluces avait passé à l'ennemi, s'était retiré à Pignerol : ce fut là que d'Humières, à la tête de son renfort, vint prendre le commandement général. A son arrivée, les impériaux firent un mouvement rétrograde; les Français s'emparèrent de Chivas et d'Albe : de leur côté, les impériaux tentèrent inutilement de surprendre Turin et Cassel; mais ils prirent Rivoli, Veillane, places qui, jointes à Montcallier, Carignan, Carmagnole, dont ils étaient en possession, ôtaient à la garnison de Turin toute communication avec Pignerol et avec le val de Suze.

Dans cette détresse, Langey partit pour représenter au roi les besoins, les malheurs, la constante fidélité des défenseurs de Turin; ayant rencontré le monarque en marche sur le Piémont, il en obtint d'abord vingt-cinq mille écus, pour mettre la garnison de Turin en mesure de se procurer des vivres. En effet, dès que les paysans du voisinage furent assurés d'être payés, ils s'empressèrent d'y porter des provisions. Ainsi soulagée et assurée d'un prompt secours, la garnison de Turin s'affermit dans la résolution de conserver cette place au roi, dont la présence en Piémont devenait tous les jours plus nécessaire.

Cependant les impériaux avaient repris Quiers, Albe, Quiéras; et, dès-lors, maîtres du cours du Tanaro et du Pô, ils avaient marché vers Pignerol, afin de s'emparer ensuite du Pas de Suze, et de fermer l'entrée de l'Italie de ce côté.

Un ingénieur bolonais, nommé Jérôme Morin, venait de fortifier Pignerol : de Gaste, qui espérait l'emporter d'emblée, fut obligé de changer d'avis, et de se borner à inves-

tir la place; des sorties fréquentes et toujours funestes à ses troupes apprirent au général ennemi que cette entreprise n'était pas non plus sans périls.

Le roi, arrivé à Lyon le 6 octobre, s'était fait précéder du dauphin et de Montmorenci. Au premier avis de leur marche, de Gaste envoya dix mille hommes, commandés par César de Naples, pour s'emparer du Pas de Suze. L'espèce d'avant-garde commandée par le dauphin, quoique jointe aux restes de l'armée de d'Humières, était encore faible; cependant Montmorenci, après avoir bien reconnu les lieux, crut pouvoir attaquer avec succès César de Naples, et forcer le passage. Pour cet effet, il fit prendre à son infanterie les sentiers qui dominaient les retranchemens. Portées, par suite de ce mouvement, sur les hauteurs environnantes, les troupes françaises firent de là un feu terrible sur les impériaux, qui prirent bientôt la fuite en désordre; ils furent suivis avec tant de vivacité, qu'ils ne purent pas même s'arrêter dans Suze, où étaient leurs bagages et leurs magasins. Les vainqueurs emportèrent le château de cette place, qu'il était important d'occuper, pour assurer les munitions de guerre et de bouche qui venaient de France.

En 1515, les Français étaient entrés en Italie, en évitant presque miraculeusement le pas de Suze; ils forçaient ce même passage dix-huit ans plus tard, par le seul moyen praticable dans les montagnes, qui est de tourner l'ennemi, pour dominer sa position. Montmorenci profita, en militaire expérimenté, de la faute de César de Naples, qui s'était borné à se tenir derrière ses retranchemens, sans s'être emparé des hauteurs qui les commandaient.

Au bruit de la défaite de César de Naples, de Gaste leva précipitamment le blocus de Pignerol, et vint prendre position à Montcallier, où il fit retrancher la tête du pont, pour veiller sur Turin et sur le Pô. Les Français prirent

dans le même temps Veillane, en gravissant, comme à Suze, sur les montagnes voisines, et y portant de l'artillerie avec des efforts et une constance inouïs; ils s'emparèrent ensuite de Rivoli et de plusieurs petits forts entre Turin et Montcallier; ils enlevèrent aux impériaux plusieurs magasins de blé, et ils marchaient à leur camp dans l'intention de les forcer, quand le marquis de Gaste prit le parti de repasser le Pô en rompant le pont, et de se retirer sous le canon d'Asti. Dès-lors, Montcallier, Carignan, Niva, Villeneuve, Asti, et une grande quantité d'autres places entre le Pô et le Tanaro, se soumirent aux Français, et leur procurèrent d'immenses magasins de vivres, qui mirent l'abondance dans l'armée et dans Turin.

*Promulgation de la trève entre le roi de France et l'empereur.* — Il restait encore deux places importantes entre les mains des impériaux; l'une, Ulpiano, entre les Alpes et le Pô; l'autre, Quiers, entre le Pô et le Tanaro. On avait décidé d'en faire le siége dès que le roi serait arrivé dans le Piémont avec le reste de son armée; mais ces expéditions ne furent pas tentées : la reine douairière de Hongrie venait d'obtenir que la trève conclue pour la Picardie et les Pays-Bas serait étendue au Piémont. On convint alors de conserver de part et d'autre les places dont on était en possession. La trève devait durer trois mois; la publication s'en fit le 27 novembre 1537, à Carmagnole.

Pendant ces derniers événemens, le roi avait fait une alliance avec Soliman, et celui-ci, fidèle à ses engagemens, avait envoyé Barberousse ravager le royaume de Naples, tandis qu'il marchait en personne dans la Hongrie, où il remporta la victoire la plus signalée. On peut se demander si François 1er avait bien consulté ses véritables intérêts, en concluant une trève avec l'empereur, sans le consentement du redoutable sultan; ne devait-il pas craindre

d'irriter cet allié, et de le décider à faire sa paix particulière? Et dans quel moment encore le roi accédait-il à cette trève? dans celui où les affaires prenaient en Piémont la plus heureuse tournure, où il avait dans le Milanais des partisans qui lui promettaient de lui faire livrer les citadelles de Pavie et de Lodi; où il avait des intelligences dans le Frioul, pour enlever au roi des Romains Gradisca et Gorizia; où, rassuré sur les frontières de la Picardie et de l'Artois, il avait tout à espérer d'une grande insurrection qui se préparait dans les Pays-Bas. Aussi la trève trouva-t-elle une grande opposition dans le conseil du roi, et il n'y eut pas jusqu'à Jacques d'Armagnac, évêque de Lavaur, qui ne représentât fortement au monarque quels étaient ses véritables intérêts, relativement à l'alliance ottomane [1].

Malgré cette opposition, le roi déclara qu'il voulait s'occuper uniquement du soin de procurer la paix à ses sujets; mais tout en la désirant, il ne voulait pas la recevoir; pour mieux s'entendre, on prolongea la trève jusqu'au 1er juin 1538.

*Nouvelle trève de dix ans, appelée trève de Nice.* — Les progrès de la réformation religieuse dans les différentes contrées de l'Europe, avaient déterminé Paul III à convoquer un concile à Trente, qui devait juger les nouveaux dogmes. Pour parvenir à ce rassemblement d'évêques, il fallait rétablir la paix en Europe; le pape sollicita et obtint de Charles-Quint et de François 1er qu'ils se rendraient à Nice, où il convint de se trouver lui-même, pour concilier les différens.

Mais le duc de Savoie, alarmé de voir choisir Nice pour le lieu de rendez-vous, et craignant que ce ne fût un motif secret pour s'emparer de la seule place qui lui restait, refusa de recevoir les trois têtes couronnées. Le pape fut

[1] Servan.

obligé de se loger dans un couvent de franciscains, près de Nice, Charles-Quint à Villefranche, et François 1er à Villeneuve, à un quart de lieue de Nice. Ainsi le duc de Savoie, qui avait un si grand intérêt à ménager les trois puissances qui se trouvaient réunies et qui devaient naturellement décider de son sort, par sa conduite timide et inconstante, mécontenta l'empereur, irrita le pape et ne satisfit pas le roi.

Cependant Paul III, pour remplir son but, voyait alternativement Charles et François 1er; il écoutait leurs plaintes, il proposait des expédiens, et cherchait à concilier des esprits irrités et jaloux : il était secondé dans cette entreprise par la reine de France, Eléonore d'Autriche, sœur de l'empereur. Malgré leurs instances, la paix définitive ne put se conclure; on se borna à une trève de dix ans entre le roi et l'empereur.

*Entrevue de François 1er et de Charles-Quint à Aigues-Mortes.* — Cette trève signée, le pape ménagea une entrevue entre les deux grands monarques rivaux dans la rade d'Aigues-Mortes; Charles-Quint même descendit à terre, fit la première visite, et se mit entre les mains de son ennemi; c'était l'effet de l'esprit du temps. Charles, tout en se défiant des promesses du monarque, se livrait à la foi du chevalier. 1538.

Le duc de Savoie fut victime de la trève et de l'entrevue : les deux monarques qui, tout en se voyant avec tant de familiarité, prenaient toujours des mesures l'un contre l'autre, gardèrent les places du duc : le roi de France, pour se frayer un passage, dans l'occasion, vers le Milanais, et l'empereur, pour l'en empêcher.

De retour en Espagne, Charles-Quint apprit que la ville de Gand s'était révoltée, et que le feu de l'insurrection menaçait tous les Pays-Bas. Gand voulait se donner au roi de

France. L'exemple de cette ville, l'une des plus grandes et des plus riches de l'Europe, pouvait entraîner la Flandre et une partie du Brabant. François 1er, à qui Charles-Quint promettait alors l'investiture du Milanais pour le duc d'Orléans, rejeta les propositions des Gantois, dans la crainte de rompre les négociations entamées avec la cour de Madrid.

1539. *François 1er permet à Charles-Quint de traverser la France.* — Charles-Quint osa alors demander à François 1er le passage à travers ses états, pour se rendre en Flandre. Non-seulement il obtint cette faveur, mais, pour lui ôter toute inquiétude, le dauphin et le duc d'Orléans allèrent au-devant de lui jusqu'à Baïonne, et l'accompagnèrent comme pour lui servir d'ôtages; le roi lui-même vint jusqu'à Châtelleraut. Ce voyage fut un enchaînement de fêtes [1].

Le but de François 1er, en recevant l'empereur dans ses états avec tant d'appareil et de bonne foi, était d'obtenir de lui l'investiture du Milanais. C'est dans cette vaine idée qu'il avait refusé l'hommage des Gantois; il n'eut ni Gand ni Milan. La générosité avec laquelle il avait reçu l'empereur en France, tant de fêtes somptueuses, tant de témoignages de confiance et d'amitié réciproques n'aboutirent qu'à de nouvelles guerres.

1541. *Charles-Quint fait assassiner deux envoyés de François 1er.* — Tandis que Charles-Quint, pour mettre le comble à sa gloire, voulait conquérir Alger, comme il avait subjugué Tunis quelques années auparavant, et qu'il

[1] François 1er, suivant l'usage du temps, avait un fou attaché à sa cour. Cet homme, nommé Triboulet, avait écrit sur ses tablettes, en présence du roi, que Charles-Quint était plus fou que lui de passer par la France. « Mais, lui dit François 1er, si je le laisse passer sans lui rien faire, que diras-tu? — Ma foi, sire, j'effacerai son nom, et j'y mettrai le vôtre, répondit le fou breveté. »

échouait dans cette entreprise, François 1er envoya par la voie de Venise deux ambassadeurs à Constantinople, pour y resserrer les nœuds de son alliance avec Soliman. L'empereur, averti de leur départ et de la route qu'ils devaient prendre, donna ordre au marquis de Gaste, son lieutenant-général dans le Milanais, de s'en défaire le plus sécrètement possible, et de lui faire parvenir leurs instructions, sous prétexte qu'ils étaient nés tous deux sujets de l'empereur. Malgré la violation la plus manifeste du droit des gens et la générosité dont se piquaient alors les officiers du roi, ainsi que ceux de l'empereur, l'ordre de celui-ci fut exécuté.

*La guerre recommence entre le roi de France et l'empereur.* — Le roi ne pouvait pas garder le silence sur une pareille insulte, aussi déclara-t-il hautement qu'il tirerait une vengeance exemplaire du meurtre de ses deux envoyés; les hostilités ne tardèrent pas à recommencer [1]. 1542.

Le plan de campagne était tout tracé par les ministres de François 1er; il fallait continuer les conquêtes dans le Piémont, pénétrer jusque dans le Milanais et l'arracher à l'empereur; on se contenta, au contraire, de rester sur la défensive en Italie, et on porta la guerre vers le Roussillon et le Luxembourg.

L'armée de Roussillon était commandée par le dauphin, et celle du Luxembourg par le duc d'Orléans, second fils du roi. Ce dernier eut des succès et s'empara facilement de tout le duché de Luxembourg. Le dauphin fut moins heureux : il mit le siége devant Perpignan, et éprouva une vigoureuse résistance de la part du duc d'Albe. Le temps se passa en attaques qui coûtèrent beaucoup et ne menèrent à rien. Pendant les chaleurs de l'été, des maladies épidémiques se mirent dans le camp français ; des pluies d'automne firent

[1] Martin Dubellay. — Dupleix. — Mézerai.

craindre ensuite que les inondations n'interceptassent le retour de l'armée. Le roi commanda de lever le siége et de ramener les troupes.

Langey-Dubellay, gouverneur de Turin, et resté commandant en Piémont, n'avait à sa disposition que cinq mille fantassins, pour la plupart Suisses; le marquis de Gaste, qui commandait les impériaux, en avait quinze mille. Malgré cette inégalité de forces et sa mauvaise santé, Langey sut balancer la fortune pendant quelque temps. Il était parvenu à débaucher un corps de six mille Italiens qui servaient dans l'armée impériale; et, ainsi renforcé, il tenait la campagne avec avantage, lorsque les Suisses refusèrent de poursuivre les impériaux, et se retirèrent à Pignerol. Langey, ainsi abandonné, distribua ses troupes dans les différentes places, et prit le parti de rentrer dans Turin.

L'activité de son esprit formait un contraste singulier avec ses infirmités corporelles. Paralytique, à demi-mort et presque éteint, porté en chaise dans tous ses voyages et toutes ses expéditions, ce même homme, dans ces dernières circonstances, était devenu tout autre, et déployait des moyens surnaturels. De Gaste, enhardi par la retraite de Langey, s'était emparé du château de Carignan. A la nouvelle de cette prise, le roi écrivit à Langey de tenter l'impossible pour rentrer dans ce château; la chose était déjà faite quand le courrier arriva.

Le retour en Piémont des troupes françaises qui avaient échoué devant Perpignan, n'y procura pas les avantages qu'on aurait dû en attendre; d'Annebaut, qui les commandait, voulant tout faire par lui-même, eut peu d'égards pour les avis de Langey, et fut accusé d'avoir manqué volontairement deux expéditions importantes proposées par ce dernier, l'une pour prendre Casal, l'autre pour enlever l'armée impériale, alors très-affaiblie.

Langey, sensible au mépris que d'Annebaut faisait de son expérience et de ses lumières, repassa en France et mourut à Saint-Symphorien, sur la montagne de Tarare, le 9 janvier 1543.

Cette perte était d'autant plus fâcheuse, qu'elle était irréparable; aucun homme ne portait alors dans les affaires autant de courage, d'activité, d'intelligence, un caractère à la fois aussi insinuant, aussi obligeant; nul n'était plus zélé, plus désintéressé, plus généreux. Langey avait employé ses talens, tout son bien, tous ses amis, tout son être, au service de la patrie : on l'avait vu nourrir, dans le Piémont, à ses dépens, et sur son crédit, toutes les personnes que les guerres avaient ruinées. Cet homme, dit Charles-Quint, en apprenant sa mort, m'a fait seul plus de mal que tous les Français ensemble.

Après la mort de Langey Dubellay, son frère, Martin Dubellay, soumit plusieurs châteaux, qui, par leur situation sur la montagne au-dessus de Turin, gênaient beaucoup l'entrée et la sortie des troupes et des convois dans cette place. Dubellay vint ensuite rejoindre d'Annebaut, qui faisait le siége de Coni, et qui fut obligé de le lever, ayant été repoussé dans un assaut où il perdit beaucoup de monde. Ce fut par cette malheureuse expédition que d'Annebaut termina la campagne en Italie. Heureusement il quitta le Piémont, et en laissa le commandement à Boutières, qui, malgré ses négligences, conserva, grâce à la vigilance de Dubellay, la ville de Turin, qu'une trahison bien ourdie devait livrer à l'ennemi. Pendant cette campagne, les avantages furent à peu près égaux entre l'empereur et le roi [1].

Cependant la guerre continuait, et il devenait important 1543.
pour François 1er de dissuader Soliman de toutes les fausses inculpations qu'on n'avait cessé d'imaginer pour brouiller les

[1] Martin Dubellay.

deux souverains, et empêcher de continuer ses diversions. Après l'assassinat des deux ambassadeurs envoyés l'année précédente, il fallait trouver quelqu'un qui voulût se charger d'une mission aussi périlleuse, et qui fût en état de la bien remplir; Dubellay proposa au roi le capitaine Paulin, connu depuis sous le nom de baron de La Garde; il avait démêlé en lui de grands talens pour la négociation et le courage nécessaire pour braver tous les dangers et vaincre toutes les difficultés.

1543. *Le sultan Soliman* II *réunit sa flotte à celle de France.* — Paulin arriva à Constantinople, parla et agit avec tant d'adresse, qu'il détruisit tous les préjugés et dissipa tous les nuages; il mit dans ses intérêts l'aga des janissaires, et réussit à gagner la faveur de Soliman, qui ne lui refusa aucune de ses demandes. Chérédin, surnommé *Barberousse*, amiral du sultan et vice-roi d'Alger, eut ordre de prendre Paulin sur sa flotte, de lui obéir en tout, et de ne faire la guerre que selon ses conseils. Dès-lors, les forces maritimes ottomanes, composées de cent dix galères commandées par Barberousse, firent voile vers les côtes de Provence et vinrent se joindre à celles des Français, commandées par le comte d'Enghien, âgé alors de vingt-deux ans.

La flotte combinée parut devant Nice. Les Français et les Turcs débarqués dans cette place furent obligés de l'évacuer presque aussitôt, et de renoncer au siége du château, à l'approche du duc de Savoie et d'André Doria, ce héros qu'on peut mettre à la tête de tous ceux qui servaient la fortune de Charles-Quint.

Le comte d'Enghien ramena les vaisseaux français à Marseille, et Barberousse, en se séparant avec plaisir d'alliés qui contrariaient sa marche ordinaire, alla saccager plusieurs villes en Catalogne et dans le royaume de Valence; il en fit ensuite autant sur les côtes de Toscane et de Naples.

L'échec éprouvé devant Nice était venu de ce que le roi avait négligé cette partie de son plan de guerre, pour donner tous ses soins à celle qu'il dirigeait lui-même dans le duché de Luxembourg. Le duc d'Orléans, son fils, s'en était emparé l'année précédente, ainsi que nous l'avons dit, mais il l'avait reperdu presque aussitôt, pour avoir licencié son armée; le roi, qui venait le reconquérir, désirait se l'assurer comme un dédommagement, s'il ne pouvait recouvrer le Milanais. François ier fut troublé dans sa conquête par l'empereur, qui amena une armée formidable, dans laquelle on comptait dix mille Anglais. Charles-Quint avait su mettre Henri viii dans ses intérêts; entre autres motifs qu'il fit valoir auprès du monarque anglais, il frappa son imagination par l'espoir de recouvrer la Normandie et la Picardie, tandis que Charles consommerait l'affaiblissement de la France, en s'emparant de la Champagne.

L'empereur et le roi d'Angleterre se rencontrèrent auprès de Landrecies, que le premier assiégeait et que le second ravitailla; mais après des escarmouches insignifiantes, ils séparèrent leurs troupes et les mirent en quartier d'hiver. Charles avait été plus heureux devant Cambrai; il s'était rendu maître par supercherie de cette place, qui jusqu'alors s'était gouvernée en ville indépendante.

La guerre se continuait dans le Piémont; le marquis de Gaste avait assiégé Mondovi; par de faux ordres il avait déterminé le commandant à se rendre; par la plus infâme des trahisons, ses troupes violèrent les articles les plus sacrés de la capitulation, en dépouillant les Suisses et en en massacrant plusieurs; cruauté inouïe dont les Suisses se vengèrent par la suite, en faisant périr une grande multitude d'Espagnols, auxquels, dès cet instant, il avaient voué une haine éternelle.

Après cette prise importante, de Gaste marcha droit à Ca-

rignan : cette ville domine, au nord, la plaine entre Turin et Pignerol ; au levant, tout ce qui est entre le Pô et le Tanaro ; au couchant, une grande partie du marquisat de Saluces. Au moyen de fortes garnisons dans Carignan et dans Vulpiano, on pouvait fatiguer, par des courses continuelles, les Français renfermés dans Pignerol, et peut-être leur enlever Turin et tout ce qu'ils possédaient entre les Alpes et le Pô, leur ôter au moins toute communication avec les places situées au levant et au midi de Carignan. Pour priver les ennemis de tous les avantages qu'ils pouvaient retirer de Carignan, Boutières, ne pouvant la défendre, voulut en démolir les fortifications. De Gaste le prévint ; il chassa les travailleurs, mit en fuite les troupes qui voulurent les soutenir, et qui se réfugièrent à Montcallier ; il fit ensuite réparer les fortifications, et rendit cette place une des plus fortes de l'Italie.

Quelques levées faites en Provence, en Dauphiné et en Suisse ayant remis Boutières en état de tenir la campagne, il s'avança vers le nord du Piémont, prit quelques petites places, et vint attaquer Yvrée, dont il leva bientôt le siége, pour aller, avec sa petite armée, au-devant du comte d'Enghien, qui venait le remplacer dans le commandement du Piémont [1].

Malgré la grande rigueur de la saison, le nouveau général français voulut mériter par d'utiles exploits le choix que le roi avait fait de lui ; il tint d'abord un grand conseil, pour n'être point taxé de présomption ou d'imprudence. D'après les avis des officiers les plus expérimentés, on y arrêta le plan de la campagne, qui devait commencer par le siége de Carignan.

Cette entreprise était difficile : Carignan était défendue

[1] Martin Dubellay. — Paradin. — Mézerai.

par quatre mille hommes de troupes impériales, et les vivres y venaient en abondance de tous les lieux circonvoisins. Il fallait d'abord lui ôter cette ressource. Le comte fit brûler un pont par où la garnison recevait des rafraîchissemens de tous les pays bas entre le Pô et le Tanaro; quant à celui en deçà du Pô, afin de l'empêcher d'y communiquer, le comte alla camper à Vimeux, et fit fortifier le poste de Saint-Martin, sur le chemin de Montcallier, au sud-ouest de Carignan, en-deçà du Pô.

De son côté, de Gaste mettait une grande importance à conserver la place menacée; il rassembla ses forces à Quiers, dans l'intention de ravitailler Carignan, à quelque prix que ce pût être.

A cette nouvelle, le comte d'Enghien, après avoir laissé une garnison suffisante au poste de Vimeux, passa le Pô sur un pont de bateaux jeté entre Carignan et Montcallier, aux Sablons, et alla camper à Villedestellon, entre Quiers et Carignan, coupant absolument cette communication, tandis que Villeneuve coupait celle d'Asti.

Dès-lors, le marquis de Gaste se décida à aller passer le Pô près de Carmagnole, au-dessus de Carignan, à ouvrir entièrement à cette ville la communication du marquisat de Saluces, qui lui fournirait des vivres en abondance, et à enfermer les Français au-delà du Pô, dans un pays ruiné depuis long-temps, où ils seraient affamés et harcelés par les garnisons de Quiers, d'Asti, de Mondovi, de Coni, de Fossano et de plusieurs autres places.

Le général français, qui sentit tout le danger de l'exécution de ce projet pour son armée, alla s'emparer lui-même de Carmagnole.

La prise de cette dernière place achevait de resserrer entièrement Carignan; tout annonçait une bataille prochaine, que le comte d'Enghien était bien loin de vouloir éviter;

mais il désirait connaître le sentiment du roi, il voulait aussi payer la solde de l'infanterie française, due depuis trois mois, ainsi que la paie des Suisses et des autres troupes étrangères, qui pourraient refuser de marcher au moment où l'on voudrait combattre. Il se décida donc à envoyer Montluc au roi, pour lui faire part de la position dans laquelle il se trouvait, et lui demander de l'argent et ses ordres.

Introduit dans le conseil, Montluc trouva de grandes oppositions sur la bataille, et le roi était à peu près le seul qui fût d'avis de la hasarder. « Vous répétez toujours cette objection, disait Montluc au comte de Saint-Pol : *si nous perdons!* Pourquoi ne pas dire plutôt : *si nous gagnons!* et nous gagnerons en effet. » Ce ton enthousiaste était fait pour plaire au roi, aussi s'écria-t-il, qu'ils combattent donc, et qu'ils soient victorieux.

Montluc porta au camp français la permission de combattre, et la promesse que Dubellay le suivrait avec de l'argent pour payer les troupes.

Sur le bruit que le comte d'Enghien allait livrer bataille, toute la jeune noblesse prit la poste pour se rendre en Piémont; Boutières même, qui s'était retiré dans ses terres, accourut, comme les autres, pour prendre part à l'action. Ces dignes chevaliers ne s'en tinrent pas là, ils offrirent au général, qui manquait d'argent, tout ce qu'ils avaient apporté, et la circonstance le décida à l'accepter [1].

Cependant le marquis de Gaste voyant les Français maîtres de Carmagnole, résolut d'aller passer le Pô sur le pont de bateaux construit et fortifié aux Sablons par le comte d'Enghien, qui avait cru être dans le cas d'en avoir besoin pour son retour. Dans la supposition où les Français s'avance-

[1] Martin Dubellay. — *Mém. de Montluc.* — Duplcix. — Mézerai. — Jubé et Servan.

raient pour le défendre, de Gaste avait projeté de passer sur les derrières de Carmagnole, mettant entre lui et ses adversaires des marais qui couvriraient son armée; de traverser le fleuve sur un pont dont il portait les pièces, de pénétrer dans le marquisat de Saluces, d'y prendre trente mille sacs de blé, d'en jeter la moitié dans Carignan, d'en garder le reste pour ses subsistances; d'enfermer l'armée française entre le Pô et le Torrano, où elle se consumerait faute de vivres; de ruiner et brûler, dans le reste du Piémont tout le plat pays; enfin, après avoir pourvu à la sûreté des places, de marcher vers Yvrée, où il serait renforcé de dix mille hommes; de pénétrer dans la Savoie et la Bresse par le val d'Aoste, et de s'avancer jusqu'à Lyon pour y attaquer la France, tandis que l'empereur l'insulterait du côté de la Champagne.

*Bataille de Cérisolles.* — Le général espagnol s'étant mis en marche pour commencer l'exécution de ce vaste plan, il trouva, le 13 avril, près de Cérisolles, l'armée française qui venait à sa rencontre. A la vue des premiers coureurs de l'armée impériale, le comte d'Enghien forma ses troupes en bataille sur des hauteurs; mais, au lieu d'attaquer avant que toutes les forces de son adversaire fussent sur le terrain, il crut devoir se borner à des escarmouches insignifiantes, à la suite desquelles, la nuit étant survenue, il se retira sous Carmagnole, afin de donner à ses soldats quelques mômens de repos, qui devenaient nécessaires, après la marche forcée que l'armée avait faite, pendant une chaleur excessive. 14 avril 1544

Le lendemain 14 avril, le comte d'Enghien mit ses troupes en mouvement une heure avant le jour, pour reprendre son premier poste; mais il le trouva déjà occupé par l'ennemi, qui joignait alors à la supériorité du nombre l'avantage de la position. Malgré ces inconvéniens, le général français, obligé de céder à l'ardeur des soldats, qui deman-

daient à grands cris à combattre, les rangea en bataille. Il donna à Boutières l'aile droite, avec quatre-vingt lances, trois mille hommes d'infanterie conduits par Detaix, et un corps nombreux de cavalerie légère, sous les ordres de Thermes; il se mit au centre avec deux cents lances, quatre mille fantassins de vieilles bandes gasconnes, et quatre mille Suisses; l'aile gauche fut confiée à Dampierre, avec quatre mille fantassins du comté de Gruyères, enclavé dans la Suisse, trois mille Italiens, et quatre ou cinq cents archers à cheval. On plaça huit pièces de canon à la tête des Suisses, et autant à celle des Gruyériens. Martin Dubellay et Monneins remplissaient les fonctions d'aides-de-camp. Montluc et quelques autres capitaines, à la tête de sept ou huit cents arquebusiers, étaient chargés d'amuser l'ennemi, tandis que l'armée se formait.

La gauche de l'armée impériale commandée par le prince de Salerne, se composait de dix mille fantassins napolitains et huit cents chevaux florentins, conduits par Rodolphe Baglione. Le marquis de Gaste dirigeait lui-même le centre, formé de dix mille lansquenets et de huit cents chevaux; à la droite était Raymond de Cordoue, avec six mille hommes de vieilles bandes espagnoles et allemandes, et huit cents chevaux conduits par le prince de Sulmone, fils du célèbre Lannoi; l'aile gauche, que le marquis regardait comme la plus faible, était placée sur la hauteur, et couverte par toute l'artillerie, qui de là foudroyait l'armée française; il avait enjoint expressément au prince de Salerne, qui la commandait, de rester immobile jusqu'à nouvel ordre.

Le combat commença par les arquebusiers des deux partis, qui se battirent pendant quatre heures, sans que les armées s'ébranlassent. Cependant de Gaste, voyant qu'il ne pouvait attirer les Français, ébranla le centre de son armée pour marcher en avant. Alors Detaix, qui commandait l'infanterie

de l'aile droite française, croyant ce moment favorable pour prendre en flanc ce corps qui s'avançait ainsi détaché de ses ailes, se mit lui-même en mouvement; mais Dubellay, s'étant aperçu que Detaix découvrait ainsi le flanc des Suisses, l'obligea de retourner à son poste. Cependant, en s'avançant avec le corps de bataille [1], de Gaste eut bientôt masqué son artillerie : dès-lors les Suisses et les bandes gasconnes, qui s'étaient mis ventre à terre pour en éviter les effets, se lèvent, se serrent, et tombent en masse sur les Allemands, sur lesquels ils obtiennent un grand avantage. Les lansquenets combattaient avec de longues piques, qu'ils tenaient par le bout; les Suisses et les Gascons les portaient plus courtes, et les tenaient par le milieu.

Dès l'instant où ces deux corps furent aux prises, on pouvait sans danger attaquer le flanc des impériaux; c'est ce que fit Boutières avec sa cavalerie, qui deux fois traversa les lansquenets d'un bout à l'autre. C'était peut-être trop oublier que l'ennemi pouvait aussi insulter le flanc de la colonne ou de l'aile droite de l'armée française. En effet Baglione, à la tête de ses huit cents chevaux florentins, tenta de le faire; mais de Thermes, qui l'observait, marcha à lui avec ses chevau-légers, culbuta du premier choc la cavalerie italienne, la renversa sur l'infanterie du prince de Salerne, et, ne regardant pas assez s'il était suivi, s'enfonça seul au milieu de cette troupe, où il fut renversé de son cheval et fait prisonnier : quant au prince de Salerne, observateur rigide des ordres qu'il avait reçus, il se borna à rallier ses troupes et à les rassurer.

Ainsi les succès de l'aile droite et du centre de l'armée française n'étaient pas douteux, tandis qu'à l'aile gauche, quoique Dampierre eût mis en fuite la cavalerie commandée

[1] Jubé et Servan.

par le prince de Salerne, les soldats de Gruyères et les Italiens, n'osant attendre le choc des vieilles bandes espagnoles et allemandes, avaient lâché pied et pris honteusement la fuite. Envain le comte d'Enghien, qui était accouru avec sa gendarmerie pour réparer ce désordre, perça-t-il deux fois la redoutable colonne ennemie, après avoir perdu l'élite de ses braves, il ne put réussir à retarder sa marche. Ne sachant point encore ce qui s'était passé au centre et à l'aile droite, qui lui étaient cachés par une colline, le comte crut que la bataille était perdue; résolu dès-lors à ne point survivre à cette défaite, il ne songeait plus qu'à vendre chèrement sa vie, lorsqu'il vit arriver à son secours un corps de cavalerie; les Gruyériens eux-mêmes, honteux de leur fuite, revinrent se former derrière leurs officiers qui combattaient encore, et marchèrent contre les vieilles bandes qui chantaient déjà victoire, mais qui, voyant marcher contre elles de tous côtés, commencèrent à se replier, toujours en ordre de bataille et sans perdre leurs rangs. Il fallait achever la défaite de cette troupe : on fit marcher contre ses flancs les Gascons et les Suisses, qui les harcelèrent pendant plus d'un mille de chemin; les Suisses surtout, se rappelant la manière dont ils avaient été traités à Mondovi par les Espagnols, s'animaient à la vengeance contre eux, en criant *Mondovi!* et les massacraient impitoyablement. La troupe du prince de Salerne, qui n'avait point reçu l'ordre d'attaquer, et qui s'était échappée par des chemins détournés, fut la seule épargnée. On évalua la perte des ennemis à quinze mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers de distinction; ils perdirent, en outre, quatorze pièces d'artillerie, la caisse militaire de l'armée, la vaisselle d'argent du marquis de Gaste et des principaux officiers, une forte somme d'argent monnoyé, les pièces du pont sur lequel le marquis projetait de passer le Pô, six à sept mille cuirasses,

et le convoi destiné pour Carignan. Le commandant de cette dernière place, Pierre Colonne, refusa, pendant dix jours, de l'évacuer, et ne consentit à se rendre qu'après avoir épuisé absolument toutes ses munitions. Quelques relations ne font monter la perte des Français dans cette journée mémorable qu'à deux cents hommes à peu près; mais il y a tout lieu de croire qu'elle fut plus considérable.

Après une pareille victoire, il convenait de satisfaire les troupes sur la solde qui leur était due, de profiter de la haine contre les Espagnols, qui se manifestait de toutes parts en Italie, de mettre à profit l'ardeur des troupes, la bonne volonté des Italiens et la consternation des ennemis. On pouvait alors, sans grands frais, recouvrer le duché de Milan, et, en poussant jusqu'à Naples, obliger l'empereur de porter en Italie les troupes destinées à envahir la France.

Pour remplir ces vastes projets, le comte d'Enghien ne demandait point de troupes, mais seulement qu'on assignât à son armée des fonds certains qui ne fussent sujets à aucun retardement.

Le roi goûta beaucoup les idées du comte, mais il crut devoir s'y refuser; il préféra, aux espérances séduisantes de faire des conquêtes en Italie, le soin d'assurer la défense et la conservation du royaume; et, pour remplir cet objet, il retira de l'Italie douze mille hommes de vieilles troupes dont il avait besoin en France, et n'y laissa que trois mille Suisses et quelques nouvelles milices, sans même fournir de quoi les soudoyer.

Malgré cet état d'abandon, le jeune prince ne perdit pas courage. Aidé de Pierre Strozzi, l'un des principaux chefs de l'armée qui venait de se former à la Mirandole, il s'empara de Casal, d'une partie du Mont-Ferrat, et du fertile pays des Langhes; il se disposait à pousser plus loin ses conquêtes, lorsque le marquis de Gaste lui proposa une trêve

de trois mois, qu'il accepta, et qui fut confirmée par les deux souverains, occupés alors de plus grands intérêts.

1544. *Charles-Quint envahit la Champagne.* — L'empereur avait passé le Rhin, et dirigeait sa marche sur cette partie de la Champagne, qui, contiguë à la Lorraine et aux trois évêchés, manquait de places fortes, parce qu'elle semblait n'avoir rien à redouter d'un si faible voisinage.

Après avoir pris Ligny, qui lui était important pour favoriser les convois qu'il tirait de la Lorraine, Charles-Quint, sans s'arrêter à assiéger Stenay, marcha droit à Saint-Dizier, où il trouva, contre son attente, une résistance vigoureuse. L'armée du roi, moins forte que celle de l'empereur, s'assemblait alors auprès de Châlons, sous la conduite du dauphin, du duc d'Orléans et de l'amiral d'Annebaut; mais, dans la crainte d'être obligée à livrer une bataille, dont la perte aurait ouvert à l'empereur le chemin de la capitale, cette armée se tenait en-deçà de la Marne, et le dauphin put à peine en détacher quelque cavalerie avec un peu d'infanterie, sous les ordres de Brissac, pour fatiguer le camp de l'empereur, et ralentir les opérations du siége; mais cet officier, forcé par la supériorité du nombre de troupes que l'on envoya contre lui, fut obligé de revenir à Châlons, après avoir perdu une partie de son infanterie.

Cependant Saint-Dizier se défendait toujours; l'expérience et la bravoure des officiers qui s'y étaient renfermés suppléaient à la faiblesse de la place et de la garnison. L'empereur avait vu ses troupes d'élite repoussées dans un assaut général qui avait duré neuf heures, et, quelques jours après, les tranchées comblées, ses mineurs tués, ses travailleurs enlevés et les brèches réparées; il ne lui restait plus que l'espoir de réduire par la famine cette intrépide garnison, lorsqu'une ruse, ou plutôt un faux ordre scellé du chiffre du duc de Guise, qui se trouvait alors auprès du roi, en

décidant le comte de Sancerre à capituler, amena une trève de douze jours, qui donna occasion d'ouvrir des conférences pour la paix.

Le roi d'Angleterre, qui assiégeait déjà Montreuil et Boulogne, accepta les propositions du congrès; mais l'empereur y fit proposer des conditions si dures, que les plénipotentiaires français se crurent obligés de se retirer. Dès-lors, la trève étant expirée, la guerre recommença, et l'empereur se porta sur les bords de la Marne, dans l'intention de la passer. La marche de cette armée jeta l'épouvante dans Paris; elle y devint encore bien plus forte au moment où l'empereur s'empara d'Epernay et de Château-Thierry, par l'inexécution des ordres donnés par le dauphin, et la trahison d'un capitaine qu'il avait envoyé à Epernay pour en rompre le pont et en évacuer les magasins. On en vint jusqu'à commencer des travaux pour envelopper Montmartre par de larges fossés, afin d'assurer sur ses hauteurs une retraite à l'armée du dauphin, qui, de là, aurait protégé Paris, et aidé à sa défense [1].

Heureusement l'empereur, de son côté, n'était pas sans inquiétude : la saison s'avançait, son armée s'affaiblissait à vue d'œil, celle des Français, campée alors à la Ferté-sous-Jouare, se renforçait tous les jours; le roi d'Angleterre s'obstinant à la prise de Montreuil et de Boulogne, refusait constamment de venir joindre son allié; d'ailleurs, si Charles attendait que les pluies d'automne rendissent les chemins impraticables, ou que la famine moissonnât la fleur de ses troupes, il s'exposait à fuir encore une fois sans conserver un seul poste en France.

*Paix de Crépy.*—Ces considérations décidèrent Charles-Quint à renouer des conférences qui se tinrent à Crépy, au 17 sep. 1544.

[1] Mézerai.

grand dépit des troupes françaises, qui, connaissant leurs forces, et commençant à s'apercevoir de la situation fâcheuse de l'ennemi, brûlaient du désir de l'attaquer [1].

Toutefois, le roi ne fut arrêté par aucune considération, et il consentit à des conditions qui lui faisaient sacrifier l'état aux intérêts du duc d'Orléans, son fils. Par la paix de Crépy, l'empereur devait donner au duc d'Orléans, ou sa fille avec les Pays-Bas et la Franche-Comté, ou l'une de ses nièces avec le Milanais. On se rendait réciproquement ce qui avait été pris dans cette guerre, tant en-deçà qu'au-delà des monts, depuis la rupture de la trève de Nice.

Sur ces entrefaites, l'armée anglaise se portait devant Montreuil, après avoir pris Boulogne; mais le dauphin s'approchant à la tête d'une forte armée, Henri VIII se retira à Calais et repassa en Angleterre.

1545. Les Français firent une descente dans l'île de Wight, qui n'avait pas alors de forteresse; ils délibérèrent d'en bâtir une qui les aurait rendus maîtres du détroit, et peut-être de Plimouth, un des plus beaux ports de l'Angleterre. Comme ils allaient mettre la main à l'œuvre, protégés par leur flotte, le roi ordonna à ses galères de passer dans la Méditerranée, sur le faux bruit qui se répandit que Doria, amiral de l'empereur, allait attaquer Marseille.

Pendant que le reste de la flotte française tenait en échec les Anglais sur l'Océan, trente-quatre mille hommes commandés par le maréchal de Biés, bloquaient Boulogne. Quoique la peste régnât dans ces contrées, le roi, accompagné du duc d'Orléans, vint au camp; le jeune prince voulut braver la contagion, et périt victime de son imprudence. Sa mort dispensa Charles-Quint de l'obligation de donner l'investiture du duché de Milan. Le maréchal de Biés

[1] Paradin.

acheva la campagne en ravageant toute la petite contrée d'Oye, fertile en grains et en bestiaux, et d'où les Anglais tiraient toutes leurs provisions. C'est à un pareil exploit que se bornèrent les opérations de l'armée française.

*Massacre des protestans dans le midi de la France.* — 1545. Il y avait déjà dix ans que François 1er, au milieu de ses affaires politiques et guerrières, croyant arrêter les progrès rapides de la réformation religieuse, faisait pendre et brûler les hérétiques, lorsqu'en cette même année 1545, Mérindol, Cabrières et vingt autres bourgs ou villages situés en Provence et sur les frontières du Dauphiné furent livrés aux flammes. Les habitans, conservant les opinions des anciens Vaudois, avaient accueilli avec enthousiasme les ministres envoyés par Luther. Par arrêt du parlement d'Aix, ces malheureux furent mis à mort sans distinction d'âge ni de sexe. François 1er eut, dit-on, horreur de cette exécution; mais il ne fit rien pour en punir les auteurs.

*Paix de Guines entre la France et l'Angleterre.* — 1546. L'année suivante (1546), la paix fut signée à Guines entre la France et l'Angleterre. Henri VIII s'engagea à rendre Boulogne et tous ses forts dans l'espace de huit ans, à condition que, pendant le cours du même temps, on lui payerait une somme de deux millions cent mille écus au soleil, à des échéances stipulées, et une pension viagère de quatre-vingt quinze mille écus.

*Mort de François* 1er. — Cette paix précéda de peu de 1547. temps la mort des deux rois. Henri termina tranquillement sa vie, après avoir régné en tyran; François lui survécut peu de mois, atteint de cette maladie honteuse que les Espagnols avaient apportée d'Amérique, et qui a exercé de si grands ravages en Europe; il en mourut le 31 mars 1547, à l'âge de cinquante-deux ans.

Ce roi fut en tout la victime du bonheur de Charles-

Quint, et il laissa, en mourant, une discorde trop durable entre la maison de France et celle d'Autriche.

Sous le règne de François 1er, le nombre des maréchaux de France fut porté à trois, et cette dignité fut à vie. Il créa le premier colonel-général d'infanterie, et ajouta beaucoup aux prérogatives du général des galères. La maison militaire se vit mieux payée et considérablement accrue; enfin le monarque, sachant, par l'expérience de ses prédécesseurs et par la sienne propre, combien il est dangereux de compter sur les troupes étrangères, imagina une nouvelle organisation militaire, sur laquelle il importe de donner ici quelques détails.

On a vu que Charles VII avait établi les *francs-archers*, ainsi nommés à cause des priviléges et des franchises qu'il leur accorda. Chaque paroisse entretenait un homme de ce corps, et le roi, au besoin, pouvait mettre sur pied, en peu de jours, environ quarante mille hommes d'infanterie. Louis XI négligea cette institution; il aima mieux payer des Suisses; Charles VIII qui s'en servit aussi, eut pourtant quelque infanterie nationale. Louis XII s'étant brouillé avec les Suisses, prit des lansquenets, et augmenta un peu l'infanterie française. François 1er, d'abord ennemi des Suisses, prit des lansquenets, puis, ayant fait avec les Suisses la *paix perpétuelle* de Fribourg, il prit à la fois des lansquenets et des Suisses, et cependant il augmenta encore l'infanterie nationale.

Outre les étrangers et le peu d'infanterie française régulière qu'on avait alors, les guerres d'Italie avaient formé des compagnies irrégulières de fantassins nommés *aventuriers*, à qui le pillage tenait lieu de solde pendant la guerre, et le brigandage pendant la paix. C'étaient de semblables aventuriers que Charles V avait envoyé détrôner le roi de Castille, pour en débarrasser la France. François 1er eut

beaucoup de peine à réprimer les désordres de leurs successeurs; il rendit contre eux des ordonnances sévères.

Jusqu'à ce prince, l'infanterie n'était pas séparée en corps différens; on donnait à divers capitaines tantôt cinq cents hommes, tantôt mille, tantôt deux mille à commander. Dans le loisir que lui donna la paix de Cambrai, François 1er, instruit par la lecture des anciens, conçut, en 1533, un nouveau plan d'infanterie nationale régulière; il créa sept légions, chacune de six mille hommes, et désigna les provinces où elles devaient être levées : une en Normandie, une en Bretagne, une en Picardie, une en Bourgogne; la Champagne et le Nivernais réunis devaient en fournir une; le Dauphiné, la Provence, le Lyonnais, unis à l'Auvergne, une; le Languedoc devait fournir la septième. On devait en lever une huitième dans la Guienne, mais seulement pour la garde des places du côté de l'Espagne. Les sept premières formaient quarante-deux mille hommes de pied, dont douze mille arquebusiers et trente mille hallebardiers [1].

Ces légions furent divisées en six compagnies, de mille hommes chacune, commandées par un capitaine, deux lieutenans et deux enseignes. Le premier capitaine avait le titre de colonel ou commandant de la légion, et pour qu'elles fussent toutes prêtes à marcher au premier ordre, les capitaines devaient avoir des rôles qui continssent le nom, le surnom et la demeure de chaque soldat.

François 1er accorda aux légionnaires les mêmes priviléges que les francs-archers avaient eus sous Charles VII, c'est-à-dire que chaque soldat devait être exempt de vingt sous de taille, et payer le surplus; s'il s'en trouvait qui fussent gentilshommes, ils devaient être exempts du ban et

[1] Le père Daniel, *Histoire de la milice française.*

arrière-ban. Chaque capitaine commandant mille hommes avait cinquante livres par mois de gages, mille livres en temps de guerre; chaque lieutenant vingt-cinq livres par mois; chaque enseigne quinze livres; chaque centenier (il y en avait dix) douze livres; chaque chef d'escouade (il y en avait quarante), chaque fourrier (il y en avait quatre), chaque sergent de bataille (il y en avait six), dix livres; quatre tambours et deux fifres à sept francs par mois chacun.

Les gages des lieutenans, enseignes, centeniers, chefs d'escouade, sergens, tambours, fifres, devaient être les mêmes en temps de paix et en temps de guerre; les simples légionnaires retirés dans leurs maisons en temps de paix, n'avaient pour solde que l'exemption de vingt sous de taille et quatre livres qui leur étaient payées par égale portion, en deux revues qui se faisaient régulièrement tous les ans dans la province; en temps de guerre, les piquiers et les hallebardiers touchaient cinq livres par mois; les arquebusiers six livres.

Les places de capitaines de la légion étaient à la nomination du roi; ces capitaines nommaient eux-mêmes leurs lieutenans et tous les officiers inférieurs; mais ils ne pouvaient les tirer que de la province dont était la légion.

Il y avait, à la suite de chaque légion, un prévôt à quinze livres de gages par mois, et quatre sergens à sept livres, lesquels s'informaient des vols, des meurtres ou des violences qui pouvaient se commettre sur les routes ou dans les garnisons, saisissaient les coupables et en faisaient une prompte justice [1].

Tout soldat légionnaire qui se distinguait par quelqu'action d'éclat, devait recevoir de la main de son capitaine un anneau d'or porté au doigt; il devait aussi, dès-lors, avoir

[1] Le père Daniel, *Histoire de la milice française.*

le droit d'être promu à tous les grades d'officier inférieur, jusqu'à celui de lieutenant inclusivement, et, parvenu à ce grade, il était annobli.

En formant ce corps permanent d'infanterie nationale, François 1er n'abolit point l'usage de ces hommes rassemblés au hasard, connus sous le nom d'aventuriers; ce qui nuisit infiniment au nouvel établissement. Comme ces milices étaient moins dispendieuses et plus tôt prêtes, elles continuèrent d'être en vigueur, et, quoique inférieures aux légions pour le courage et la discipline, elles les firent bientôt oublier.

# CHAPITRE X.

Commencemens du règne d'Henri II. Ce prince se prépare à la guerre avec Charles-Quint. Troubles dans l'Angoumois et en Guyenne. Boulogne restituée à la France. Événemens en Italie. Le pape Jules III unit ses troupes à celles de Charles-Quint ; reprise des hostilités en Italie. Succès du maréchal de Brissac en Piémont. Le pape négocie avec la France. Les princes allemands confédérés réclament le secours de la France. Henri II se rend maître de plusieurs places en Lorraine et sur les frontières de l'empire. Charles-Quint tente inutilement de reprendre Metz. Destruction de Théroucnne. Ravage des Ardennes et du Hainaut par l'armée française. Siége et combat de Renti. Conquête de la Corse par les Français. Bataille de Marciano. Prise d'Yvrée. Surprise de Casal. Dénuement de l'armée française en Italie. Progrès du calvinisme en France. Négociations infructueuses pour la paix. Belle défense de Montluc dans Sienne. Le duc d'Albe est nommé général de l'armée impériale en Italie ; suite des opérations militaires. Siége de San-Yago. Siége et prise de Vulpiano et Monte Calvo. Combat et prise de Vignal. Ligue offensive et défensive entre le pape et Henri II contre Charles-Quint ; abdication de cet empereur ; sa mort. Rupture de la trêve entre le roi de France et celui d'Espagne. Le duc de Guise se rend en Italie à la tête d'une nouvelle armée. L'armée française s'avance vers le royaume de Naples ; nouvelle invasion de ce royaume ; retraite du duc de Guise ; il est rappelé en France, ainsi que son armée. La guerre recommence sur la frontière de Picardie. Siége, bataille et prise de Saint-Quentin. Siége et prise de Calais. Paix de Cateau-Cambrésis. Mort de Henri II.

La mort de François Ier donna à Charles-Quint des espérances qui ne devaient jamais se réaliser. L'ambitieux empereur trouva dans Henri II, fils et successeur de son rival, un ennemi non moins redoutable que ce dernier. Le nouveau roi des Français, âgé de vingt-neuf ans, déjà admis dans les conseils de son père, initié dans les secrets de la

politique, ayant déjà commandé des armées, était monté sur le trône sous des auspices favorables; mais il avait les qualités d'un guerrier, plutôt que celles d'un monarque. Trop disposé à se laisser gouverner, son aveugle passion pour Diane de Poitiers, sa maîtresse, qu'il fit duchesse de Valentinois, causa une partie des malheurs qui signalent ce règne; au milieu des guerres moins funestes que sous François ier, mais presque aussi sanglantes, la France vit jaillir les premières étincelles de ces factions furieuses, qui, formées par les Montmorenci, les Guise, Diane de Poitiers et la reine Catherine de Médicis [1], tourmentèrent si long-temps le royaume.

*Commencemens du règne d'Henri* II. — Henri II avait à peine reçu l'onction sacrée, qu'il se fit à la cour, par l'influence de Diane de Poitiers, de nombreux changemens de fortune; le connétable de Montmorenci fut rappelé, et plusieurs des principaux officiers de François ier, créatures ou amis de la duchesse d'Etampes, maîtresse du feu roi, furent disgraciés. 1547-1548.

Cependant les protestans d'Allemagne avaient assemblé contre Charles-Quint une puissante armée. Ce prince, pour la combattre, fut obligé d'avoir recours, indépendamment des bandes espagnoles, à l'argent et aux troupes du pape Paul III. Il vainquit ses adversaires à Muhlberg. Les deux chefs de l'armée protestante, Frédéric, électeur de Saxe, et Philippe, landgrave de Hesse, furent faits prisonniers. Fier de ce succès, l'empereur résolut de tourner ses armes contre la France, à laquelle il reprochait d'avoir retardé le progrès de ses armes.

Dans ce même temps, Henri II fit échouer les projets de

[1] Henri, n'étant encore que dauphin, avait épousé en 1533 Catherine, fille unique et héritière de Laurent de Médicis, duc d'Urbin, et de Madelaine de Latour d'Auvergne, nièce de Clément VII.

la cour de Londres, qui voulait marier le jeune Edouard, fils de Henri VIII, mort l'année précédente, avec Marie Stuart, reine d'Ecosse [1]. Henri fit venir cette princesse en France; et son mariage avec le dauphin François, en 1558, empêcha l'union redoutable des couronnes d'Angleterre et d'Ecosse.

1548. *Le roi se prépare à la guerre avec Charles-Quint.* — Le roi de France prévoyait bien que ce coup de politique porterait le gouvernement anglais à rechercher l'alliance de Charles-Quint; aussi s'empressa-t-il de mettre le royaume en état de défense contre les attaques de ces deux ennemis formidables; il fit des réglemens pour les troupes, accorda une augmentation de solde à la gendarmerie et aux chevau-légers, et visita la Picardie, la Champagne, la Bourgogne, la Savoie et même le Piémont, pour s'assurer de l'état des places fortes [2].

1548. *Troubles dans l'Angoumois et en Guyenne.* — Mais, tandis que Henri II était au-delà des Alpes, une insurrection violente éclata dans l'Angoumois : la conduite odieuse des commis de la gabelle y avait donné lieu. Une armée de quarante mille paysans, rassemblée au son du tocsin, se livra aux plus grands excès. Le gouverneur de Bordeaux fut massacré par la populace. Le parlement de cette même ville fit d'abord justice des principaux chefs; et le roi, averti de ces mouvemens, au lieu d'irriter davantage les séditieux, expédia des lettres-patentes, par lesquelles il promettait aux communes de leur faire justice sur les concussions des officiers de la gabelle. Peu de temps après, le connétable de Montmorenci et le duc d'Aumale (depuis duc de Guise) furent envoyés à Bordeaux à la tête de dix à

[1] Marie était montée sur le trône d'Ecosse en 1543, après la mort de Jacques V, son père.

[2] Dupleix. — Mézerai.

douze mille hommes de troupes. Le duc d'Aumale parcourut le Poitou, l'Aunis et la Saintonge, sans user de beaucoup de rigueur, et il réussit à dissiper les rassemblemens; le connétable se montra plus sévère. Entré à Bordeaux par une brèche qu'il avait fait pratiquer exprès, bien qu'on ne songeât point à lui résister, il désarma les habitans et en envoya cent cinquante à la mort, pendant un séjour d'un mois qu'il fit dans la ville. Après avoir ainsi réduit les séditieux, Montmorenci et le duc d'Aumale vinrent rejoindre Henri II en Artois, où ce monarque s'était rendu pour faire la guerre aux Anglais.

*Boulogne restituée à la France.* — Henri VIII refusait, au mépris de la promesse qu'il en avait faite à François 1er, de restituer le Boulonnais. Six semaines suffirent au roi pour se rendre maître de toutes les places du comté, à l'exception de Boulogne. Voyant tous leurs efforts inutiles pour conserver cette dernière place, les Anglais la rendirent à Henri II. Le maréchal Strozzi avait hâté cette restitution par une victoire remportée sur la flotte anglaise, et le comte de Thermes avait obtenu en Ecosse de brillans succès sur les troupes d'Henri VIII. 1550.

*Evénemens en Italie.* — Cependant les ministres de Charles-Quint avaient contribué à l'assassinat de Louis Farnèse, fils naturel du pape Paul III, attaché aux Français, et, pour cette raison, odieux à l'empereur. Les troupes de ce dernier s'emparèrent en même temps de Plaisance, et elles auraient réduit Parme, sans la vigilance du gouverneur Camille Ursino, qui y commandait pour le pape. 1550.

Henri II, voulant mettre à profit cette occasion favorable, chercha à soulever l'Italie contre Charles-Quint. Venise s'était déjà préparée à la guerre en apprenant la prise de Plaisance, et le pape venait de conclure une ligue défensive avec la France. Le cardinal de Lorraine, envoyé à Rome à

cet effet par le roi, pensant qu'il convenait de rendre cette même ligue offensive, revint en France afin de demander de nouvelles instructions; mais, pendant son absence, le pape, intimidé ou gagué par l'empereur, ne voulut pas même exécuter les conditions du premier traité défensif.

Le roi s'avançait vers l'Italie pour connaître les causes de ce changement d'opinion, et en tirer vengeance au besoin, lorsqu'il apprit la mort de Paul III. Il résolut alors de faire tomber les clés de Saint-Pierre entre les mains d'un homme qu'il croyait entièrement dévoué à ses intérêts. Après des perfidies, des cabales, des intrigues, des empoisonnemens, la tiare fut décernée au cardinal d'el Monte. Le nouveau pontife, qui prit le nom de Jules III, affecta d'abord une grande reconnaissance pour le roi, mais bientôt il se montra disposé à remplir les désirs de l'empereur.

Horace et Octave Farnèse, voulant conserver la possession du duché de Parme, s'étaient adressés à Jules III pour en obtenir des secours en hommes et en argent. Le pape, qui ne voulait pas se brouiller avec Charles-Quint, refusa ces secours, et les Farnèse prirent le parti de s'adresser au roi de France.

A cette nouvelle, Jules III, naturellement emporté, se livra aux plus violens transports. N'ayant pu faire changer de résolution aux deux frères, il voulut entrer en négociation avec Henri II, qui reçut très-mal le nonce du pape, et lui dit que ce dernier se repentirait bientôt de sa conduite.

Accablé de cette réponse, Jules ne manqua pas, comme on l'avait bien prévu, d'avoir recours à l'empereur, qui exigea de lui de citer Octave Farnèse, et, s'il ne comparaissait pas, de le déclarer rebelle, de confisquer ses biens, et de commettre l'exécution de la sentence à l'empereur, qui était l'avoué et le défenseur du Saint-Siége. Si la France gardait le silence, la guerre devait être bientôt terminée;

si, au contraire, elle prenait parti pour les Farnèse, elle perdrait alors infailliblement la Mirandole, dont elle s'était injustement emparée, et dont l'empereur, en qualité de suzerain, songeait à disposer en faveur d'un des neveux du pape [1].

En effet, il était bien difficile à la France de faire parvenir aucun secours direct dans le duché de Parme, séparé du Piémont par toute la longueur du Milanais. La première tentative que l'on fit à cet égard eut le succès le plus malheureux. Il y avait dans le Piémont cinq compagnies italiennes dévouées au service de France; le connétable imagina qu'à la faveur de la paix, qui n'était pas encore rompue, ces troupes pourraient, en les séparant par petits pelotons, traverser le duché de Milan, et se rendre dans celui de Parme. Envain le maréchal de Brissac, qui commandait en Piémont, représenta que c'était envoyer ces braves gens à la boucherie; le connétable persista, il fallut obéir; mais les craintes du maréchal ne tardèrent pas à se réaliser. Ferdinand Gonzague, instruit de ce projet par ses espions, avait posé sur toutes les routes des sentinelles et des corps-de-garde, dont les soldats, tombant sur ces malheureux sans défense, les hachèrent en pièces ou les mirent à la chaîne, pour servir, en qualité de forçats, sur les galères d'André Doria [2].

Brissac, informé d'une conduite aussi barbare, arrêta, par représailles, l'évêque d'Astorga, qui traversait le Piémont, et envoya un trompette à Ferdinand de Gonzague, avec une sorte de cartel, dans lequel il lui reprochait la cruauté exercée de sang-froid contre de malheureux soldats qui, sur la foi publique, traversaient le Milanais pour

[1] Dupleix. — Mézerai. — Servan.
[2] Servan.

rentrer dans le sein de leur famille, et, en lui annonçant la disposition où il était d'user de représailles sur les sujets de l'empereur, il le rendit responsable, aux yeux de l'Europe, de l'infraction de la paix, et de tous les malheurs qu'occasionerait une nouvelle guerre entre les deux souverains. Gonzague feignit de n'avoir aucune connaissance de ce qui venait de se passer.

1551. *Le pape Jules* III *unit ses troupes à celles de Charles-Quint; reprise des hostilités en Italie.* — Cependant le pape, entraîné par ses neveux, obsédé par les ministres de l'empereur, faisait des préparatifs de guerre; et, bientôt après, ses troupes, jointes à celles de l'empereur, occupèrent la place de Bersello, qui appartenait au cardinal de Ferrare, et qui servait d'entrepôt pour faire passer des blés du Ferrarois dans le Parmesan.

Après cette démarche, Gonzague s'empara de Calistrano, de Tizanno, de Torchiara, de Felino, de Colorno, et s'approcha des murs de Parme. Une troupe de volontaires français, que l'amour de la gloire avait attirés dans cette ville, ayant tenté une sortie faite avec plus de courage que de prudence, avait été enveloppée et taillée en pièces, et Parme se trouvait dans le péril le plus imminent, lorsque Pierre Strozzi, qui venait de rassembler ses vieilles bandes et de les augmenter, parvint, après une marche aussi savante que hardie, à tomber sur un quartier de l'armée de Gonzague, tandis qu'on le croyait éloigné de plusieurs journées, à le culbuter, et à entrer triomphant dans Parme. Cette ville néanmoins resta toujours bloquée, et elle allait même être forcer de capituler faute de vivres, si la garnison de La Mirandole n'eut pas contribué à la tirer d'embarras.

Horace Farnèze, et Saint-Gelay, seigneur de Laussac, informés que le neveu de Jules III avait retiré toutes les garnisons des places du territoire de Bologne, pour en

grossir son armée, allèrent mettre ce pays à contribution. Le pape, informé de cette incursion, envoya dès-lors les ordres les plus précis à son neveu, afin qu'il quittât sur-le-champ le territoire de Parme, pour courir, avec toutes ses troupes, à la défense du patrimoine de l'Eglise, et contenir la garnison de La Mirandole. Gonzague voulut envain s'opposer à ce départ : l'ordre était précis; alors, dans la crainte que la séparation totale des deux armées ne produisît un refroidissement entre les deux souverains, il garda avec lui une partie des troupes de l'Eglise, et la remplaça par un corps mieux discipliné de troupes impériales. Le général français de Thermes, prévenu de cet arrangement, s'empressa de faire savoir à Gonzague que, si les troupes impériales agissaient hostilement sur les terres de La Mirandole, qui appartenaient incontestablement au roi, tout traité serait enfreint, et la guerre serait ouverte entre les deux souverains. Malgré ces observations, les troupes impériales mirent tout à feu et à sang sur le territoire de La Mirandole, et le roi saisit cette occasion pour envoyer ordre à ses généraux d'attaquer, par droit de représailles, les sujets de l'empereur partout où ils pourraient les rencontrer.

*Succès du maréchal de Brissac en Piémont.* — Le maréchal de Brissac, prévoyant que la guerre ne tarderait pas à se déclarer, s'était preparé de longue main à tirer un parti avantageux des premières hostilités. Sous prétexte d'exercer ses troupes, qu'une longue paix et la vie sédentaire des garnisons avaient engourdies, mais, dans la réalité, pour mettre en défaut l'espionage que Gonzague entretenait dans le Piémont, il les tint dans un mouvement perpétuel, les obligeant à faire une marche de deux lieues avant le déjeûner, et les chargeant quelquefois de pain pour deux ou trois jours, quoiqu'elles dussent rentrer le soir dans la garnison. Avec des troupes ainsi exercées, Brissac ayant reçu les or- 1551.

dres du roi, projeta de surprendre, la même nuit, et à la même heure, Quiers, Quiéras et Saint-Damiens, qui tenaient le Piémont dans une continuelle sujétion. Vassé escalada les murs de Saint-Damiens; Gordes fut moins heureux à Quiéras; Brissac s'empara de Quiers le troisième jour.

A cette nouvelle, Gonzague quitta le blocus de Parme, qu'il confia au marquis de Carignan, pour marcher vers le Piémont avec une partie de l'armée, mais, en arrivant dans une saison avancée, avec des troupes fatiguées, sans magasins ni aucuns préparatifs, Gonzague n'osa pas même tenter d'attaquer les deux places que Brissac venait de lui enlever, et le marquis de Marignan, trop faible, perdant tous les jours du terrain devant la garnison de Parme, fut obligé de lui abandonner la campagne, et successivement plusieurs forts qui servirent à assurer le retour de l'abondance à Parme; d'un autre côté, la garnison de La Mirandole n'avait presque rien à redouter; les chefs et les soldats, pleins de courage et de bonne volonté, faisaient des sorties presque toujours heureuses.

Le cardinal de Tournon, qui s'était retiré à Venise, levait en son propre nom de nouvelles compagnies, qu'il faisait passer aux deux places assiégées. Les Vénitiens, les ducs de Ferrare, de Mantoue et d'Urbin sachant combien il leur importait que ces places ne tombassent pas au pouvoir de l'empereur, favorisaient les Français en ce qui ne contrevenait point formellement à la neutralité.

1551. *Le pape négocie avec la France.* — Après ces différens événemens, Jules comprit combien cette guerre serait fâcheuse pour lui: depuis trois ou quatre mois qu'elle durait, il avait épuisé son crédit, mis en gage les pierreries de sa couronne, et ne voyait personne qui voulût seulement lui avancer dix mille écus; l'empereur ne remplissait point ses

engagemens, il ne payait pas même ses troupes. Ainsi, livré tour à tour à la colère et à la crainte, au repentir et à la honte, voulant la paix et rougissant de la demander, le pape écrivit, de sa propre main, au roi, une longue lettre qui peignait au naturel les divers mouvemens dont son ame était agitée. Cette lettre arriva dans une conjoncture favorable. Depuis que la guerre était ouverte directement avec l'empereur, celle de Parme n'avait plus d'objet, et coûtait des sommes qu'on pouvait mieux employer. Ainsi, on tira parti de l'impuissance naturelle de Jules, et on lui fit signer une trève de deux ans, à laquelle la maison Farnèse dut son salut et toute sa grandeur. Cette trève fut confirmée par l'empereur, à cause de la position où il se trouvait, et le besoin pressant qu'il avait de rappeler ses troupes auprès de lui.

*Les princes allemands confédérés réclament le secours de la France.* — Les princes allemands confédérés contre Charles Quint avaient imploré le secours de la France et conclu un traité par lequel Henri II s'engageait à conduire en Allemagne une nombreuse armée, moyennant que, pour se dédommager de ses frais, il pourrait occuper les villes de Cambrai, de Metz, de Toul et de Verdun, et les garder à titre de *vicaire de l'empire*. A ces conditions, il se déclara fastueusement sur ses étendarts *défenseur de la liberté germanique*. 1552.

*Henri II se rend maître de plusieurs places en Lorraine et sur les frontières de l'empire.* — On croyait généralement que cette expédition contre l'empereur aurait un grand succès; mais au moment où le roi, arrivé sur les bords du Rhin, allait pénétrer en Allemagne, il apprit que Maurice, électeur de Saxe, et son allié, était entré en Souabe à l'insu de Charles-Quint, avait forcé les gorges du Tyrol, et dissipé par la terreur le concile de Trente; qu'il avait 1552.

même été sur le point de s'emparer de la personne de l'empereur, malade à Inspruck, et que celui-ci n'avait eu que le temps de s'enfuir presque nu de son logement. En mandant au roi ces avantages, les confédérés lui écrivaient que le fugitif proposait d'entrer en accommodement, et ils le priaient de suspendre la marche de l'armée française. Henri, qui venait de s'emparer par surprise de Metz, Toul et Verdun, de Luxembourg et de plusieurs autres places sur la frontière qui occupait la Lorraine, et même une partie de l'Alsace, Henri, disons-nous, mit ses troupes en quartier d'hiver[1].

1553. *Charles-Quint tente inutilement de reprendre Metz.* — Le traité de Passaw entre l'empereur et les princes confédérés ayant rendu la paix à l'Allemagne, Charles-Quint crut pouvoir profiter de ce moment pour reprendre Metz. Bien qu'il fût possesseur du Mexique et du Pérou, il fut obligé d'emprunter deux cent mille écus d'or au duc de Toscane. Avec cette somme, il leva une armée formidable, s'avança vers la Lorraine et investit Metz.

Cette ville était défendue par le duc de Guise, qui en avait réparé les fortifications, et y avait réuni une garnison de six mille fantassins et quatre mille chevaux, sans compter une ardente et valeureuse jeunesse qui était venue se ranger volontairement sous ses drapeaux. Après soixante-onze jours de blocus et d'attaques inutiles, Charles-Quint ayant perdu le tiers de ses troupes, se vit obligé de lever le siége de Metz et de se retirer sur Bruxelles.

La conduite généreuse du duc de Guise vis à vis des soldats malades et blessés que Charles-Quint avait abandonnés dans son camp, contrastait singulièrement avec celle d'un corps de troupes que la gouvernante des Pays-Bas, Margue-

[1] Dupleix. — Mézerai. — Anquetil.

rite d'Autriche, tante de Charles-Quint, avait envoyé en Picardie pendant le siége de Metz; ce détachement brûla plusieurs villes, entr'autres Noyon, et plus de sept cents villages. De pareilles exécutions n'aboutirent qu'à la prise d'Hesdin, que les troupes françaises reprirent presque aussitôt.

*Destruction de Thérouenne.* — Thérouenne, place située entre Arras et Tournai, et occupée par les Français, était constamment munie d'une nombreuse garnison qui, à la première apparence de guerre, se jetait sur l'Artois et le Tournaisis, et ravageait le territoire ennemi, de sorte que les habitans du pays désiraient fortement la destruction de cette forteresse incommode. Charles-Quint l'assiégea en personne, la prit et l'abandonna à la discrétion de ces mêmes habitans. Ils accoururent en foule et la démolirent dans l'espace de huit jours; elle avait déjà été ruinée sous Louis XII, mais cette fois il n'en resta pas pierre sur pierre, et à peine reconnaît-on aujourd'hui l'endroit où elle a existé. 1553.

Cependant Henri II s'était avancé jusqu'à Valenciennes, où les troupes impériales, commandées par le duc Philibert-Emmanuel de Savoie, étaient campées; il leur présenta la bataille. L'empereur avait déclaré vouloir s'y trouver; mais c'était une ruse pour attirer l'armée française sur un point où il n'avait rien à craindre; il se retira quand ils furent arrivés. Le roi ne suivit point Charles-Quint, et tous deux firent prendre des quartiers d'hiver à leurs troupes.

*Ravage des Ardennes et du Hainaut par l'armée française.* — Au printemps suivant, Henri craignant une invasion du royaume par les troupes impériales, mit sur pied trois corps d'armée : l'un, sous les ordres du prince de la Roche-Yon, entra dans l'Artois, ravagea et brûla les campagnes; l'autre, commandé par le connétable, fit mine d'assiéger Avesnes pour détourner l'ennemi d'un autre objet 1553.

qu'il avait en vue; le troisième, aux ordres du duc de Nevers, pénétra dans les Ardennes, où les ennemis s'étaient cantonnés, et d'où ils pouvaient faire des irruptions en Champagne : le duc les chassa de ce pays, détruisit une partie des forteresses, mit garnison dans les autres, et vint rejoindre le connétable, qui, quittant les environs d'Avesnes, s'était porté rapidement sur Marienbourg, et s'en était emparé après trois jours d'une attaque très-vive. Henri vint alors à l'armée, fit fortifier sa nouvelle conquête, et jeta les fondemens de la ville de Rocroi, pour faciliter l'arrivée des convois, en même temps que Charles-Quint faisait bâtir Philippeville et Charlemont, comme postes d'observation. L'armée royale prit ensuite rapidement Bouvines et Dinant. Tous les habitans de la première de ces villes furent passés au fil de l'épée, pour avoir osé, sans moyens de défense, fermer leurs portes aux troupes françaises; ceux de la seconde éprouvèrent le même sort pour s'être laissés surprendre pendant qu'on réglait la capitulation. Bavay, ville antique, fut également ruinée. La colère du roi s'étendit jusque sur le Hainaut, qu'il fit ravager impitoyablement. Ces dévastations le forcèrent bientôt à abandonner une contrée qui ne pouvait plus nourrir son armée.

1554. *Siége et combat de Renti.*— Il ordonna, en conséquence, la retraite sur le comté de Boulogne, et vint investir le château de Renti, dont le voisinage incommodait la capitale du comté. Charles-Quint ne pouvait point laisser prendre cette forteresse sans s'exposer à perdre l'Artois. Il y eut sous Renti un rude combat, dont le duc de Guise eut tout l'honneur sous le rapport des dispositions, mais où Coligny et Tavannes se signalèrent éminemment. Les Français crurent pouvoir s'attribuer la victoire, parce qu'ils restèrent maîtres du champ de bataille; mais l'empereur, repoussé et non défait, se posta si avantageusement, que le roi n'osa point

le faire attaquer une seconde fois. Le château de Renti ne fut pas pris; les deux monarques quittèrent leur armée, et la laissèrent à leurs lieutenans, qui continuèrent à faire une guerre de ruine et de désolation.

Le duc de Savoie, commandant l'armée impériale, s'avança jusqu'à l'abbaye de Corbie, près d'Amiens; mais le duc de Vendôme, Antoine de Bourbon, l'empêcha de passer la Somme.

L'année suivante (1555), la guerre se ralentit dans les Pays-Bas. Le roi avait prescrit à ses généraux d'éviter les grands engagemens, parce qu'il lui aurait été difficile d'envoyer des renforts en cas de défaite; les événemens militaires en Italie nécessitaient l'emploi de presque toutes les forces dont il pouvait disposer [1].

*Succès des armées françaises en Italie.* — Pendant la tentative infructueuse de Charles-Quint sur Metz, le maréchal de Brissac avait pris les villes d'Alba et de Verua, Ferdinand de Gonzague levait honteusement le siége de Saint-Damiens, Doria était battu par l'amiral ottoman Dragut, et les fautes de don Fernand de Mendoza faisaient perdre Sienne à l'empereur [2]. 1553-1554.

Brissac soutenait en Italie la réputation des armes fran-

[1] Mézerai, Anquetil, etc.

[2] Cette ville, comme la plupart des grandes cités de l'Italie, s'était long-temps gouvernée en république; mais, craignant de tomber sous la domination de Côme de Médicis, duc de Florence, la faction populaire, qui l'emportait sur celle des nobles, réclama la protection de Charles-Quint, et reçut dans la place un petit corps de troupes espagnoles, envoyé pour protéger la tranquillité publique. Mendoza, chef de ce détachement, persuada aux Siennois de bâtir une citadelle, afin de garantir, disait-il, leur ville des entreprises du duc de Florence. Avant que cette construction fut achevée, Mendoza leva le masque : non-seulement il parla en maître, mais il désarma les citoyens, et les paysans de la garnison, mal payés, furent mis à discrétion chez l'habitant, et se livrèrent aux excès les plus révoltans. Le résultat de cette conduite fut que les

çaises, autant par ses talens que par le mérite des officiers qui le secondaient. Des capitaines, l'enthousiasme et la soif de la gloire s'étaient communiqués jusqu'au dernier des soldats; ils ne connaissaient plus aucun péril, et leurs chefs étaient bien plus occupés à les arrêter qu'à échauffer leur courage. Avec de tels officiers et de pareilles troupes, il s'empara aisément des châteaux de Ceva et de Courtemille, qui lui ouvraient un chemin jusqu'à Savone; tandis qu'il attirait de ce côté les principales forces et toute l'attention de l'ennemi, il traverse avec un détachement le Piémont, vient de nuit surprendre Verceil, pille le palais ducal, et se retire avec un butin estimé plus de cent mille écus.

Du Piémont la guerre s'était étendue jusque dans la Toscane, par les secours accordés aux Siennois; Paul de Termes, arrivé à Sienne après la destruction de la citadelle, avait exhorté les citoyens à travailler sans relâche à fortifier leur place, pour se mettre à l'abri de la vengeance éclatante de l'empereur, qui ne manquerait pas de vouloir en tirer une de l'affront qu'ils venaient de lui faire essuyer. Ce prince avait en effet donné ordre à don Pèdre de Tolède, vice-roi de Naples, de marcher avec toutes ses forces contre les rebelles. Le grand âge de don Pèdre et les fatigues du voyage l'ayant conduit en peu de jours au tombeau, son fils lui succéda dans le commandement de l'armée, qui, après la jonction des corps, se trouva monter à vingt mille hommes de pied et à deux mille de cavalerie. Paul de Termes, hors d'état de tenir la campagne contre des forces si supérieures, dispersa une partie de son infanterie dans les différens forts qui pouvaient arrêter l'ennemi quelques jours, et ne s'attacha

Siennois s'adressèrent au roi de France, et réclamèrent son secours. Un détachement français se porta sur la ville, dont les portes lui furent ouvertes, et les Espagnols l'évacuèrent, ainsi que la citadelle, que les Siennois rasèrent de fond en comble.

qu'à fortifier Sienne et Montalcin. Il trouva dans les citoyens toute la bravoure et la bonne volonté qu'il pouvait désirer; les femmes même voulurent participer à la gloire de défendre leur patrie : quatre des principales de la ville levèrent chacune une bannière, et, suivies de trois mille autres, elles allèrent donner l'exemple du travail [1].

Cette ardeur générale rendit inutiles, pendant tout l'hiver, les attaques des impériaux. A l'entrée du printemps, et dès l'instant où l'escadre des Turcs et des Français, qui avait hiverné dans les ports du Levant, commença à tenir la mer, le général espagnol, don Garcias, fut obligé de marcher à la défense du royaume de Naples, et ne laissa dans le territoire de Sienne que les troupes du duc de Florence, et celles amenées du duché de Milan par le marquis de Marignan. Cependant les Turcs, n'ayant osé, malgré les vives instances du duc de Salerne, hasarder une descente à Naples, s'avancèrent sur les côtes de la Toscane, où les Français prirent à leur bord Paul de Termes et toutes les bandes françaises et italiennes qui étaient à la solde de la France. Il fut remplacé à Sienne par le maréchal Strozzi, parent de la reine, qui était personnellement intéressé à se venger de Côme de Médicis, le tyran de sa patrie et le destructeur de sa Maison : on lui adjoignit, pour le seconder, Blaise de Montluc, qui arriva heureusement à Sienne, suivi de deux ou trois enseignes de Gascons ou de Provençaux.

*Conquête de la Corse par les Français.* — La flotte sur laquelle s'était embarqué de Termes, après avoir pillé l'île d'Elbe, qui appartenait au duc de Florence, vint débarquer à l'île de Corse, soumise alors aux Gênois. On prit toutes les villes susceptibles de quelque défense avec une telle rapidité, qu'il ne restait plus aux Génois, dans toute 1553.

[1] Servan.

l'île, que la place de Calvi, lorsque le départ précipité des Turcs et l'arrivée de Spinola, à la tête d'un corps considérable de troupes génoises, forcèrent le général français à renvoyer le siége au printemps suivant.

1554. *Bataille de Marciano.* — Après l'arrivé de Montluc, Pierre Strozzi, se trouvant à la tête d'une armée de douze mille fantassins et de mille à douze cents chevaux, résolut non-seulement de tenir la campagne contre les forces du marquis de Marignan, mais encore de lui livrer bataille, et de transporter la guerre sur le territoire de Florence, bien convaincu que Côme avançait la solde de l'armée du marquis de Marignan, et qu'il en dirigeait les opérations, dans l'espérance qu'il aurait sa part des conquêtes qu'elle pourrait faire. Il fut d'ailleurs instruit que l'on travaillait à débaucher les soldats de son armée, et sentit combien il était important de battre le marquis de Marignan, afin d'embarrasser le duc de Florence, et de lui ôter les moyens d'employer ses finances à corrompre les troupes. Malheureusement, en cherchant à joindre le marquis, Strozzi s'approcha trop imprudemment de son camp près de Marciano, et, faute d'avoir pris la précaution ordinaire de le faire reconnaître avant de s'en approcher, ce ne fut qu'à sa vue qu'il fut convaincu de l'impossibilité de le forcer, d'obliger le marquis d'en sortir pour combattre, et enfin de pouvoir tenir lui-même, faute de subsistances, dans la mauvaise position où il venait de se jeter. D'un autre côté, comment oser se retirer devant une armée plus forte, commandée par un général habile? Montluc proposa le seul moyen à prendre, qui était de profiter de l'obscurité de la nuit pour effectuer cette retraite, bien assuré qu'à la pointe du jour l'armée française serait déjà trop éloignée pour que le marquis de Marignan entreprît de la suivre avec le moindre succès. Mais, excessivement jaloux de sa réputation, Strozzi,

ne voulant pas donner à son rival le prétexte de se vanter qu'il l'avait fait fuir devant lui, se décida à lever son camp en plein jour; et, à cette faute, il joignit celle de faire partir son artillerie pendant la nuit, et de se priver par là d'un puissant moyen d'assurer sa retraite.

A peine l'armée française s'était-elle mise en mouvement, qu'elle fut harcelée par les chevau-légers et les arquebusiers du marquis de Marignan, qui ne tarda pas à se mettre lui-même à sa poursuite avec son artillerie et le reste de son armée.

Continuellement attaqué dans sa marche, Strozzi crut qu'il devait profiter d'un ravin qu'il venait de passer pour ranger son armée en bataille, et arrêter l'ennemi en le combattant. Dès le premier choc, trahi par un de ses principaux officiers, et abandonné de sa cavalerie, Strozzi, quoique blessé, vint se mettre à la tête de son infanterie; mais celle-ci, foudroyée par l'artillerie des ennemis, prise en flanc par sa cavalerie, malgré son acharnement à se défendre, ne put résister dès l'instant où elle vit emporter son général criblé de blessures. La perte de cette bataille entraîna celle des bagages, de l'artillerie, de la moitié de l'infanterie, et laissa au marquis de Marignan la facilité de marcher sans obstacles jusqu'aux portes de Sienne. Dans la consternation où avait jeté la nouvelle de ce désastre, dans l'état d'abandon où allait se trouver la ville de Sienne, elle n'aurait opposé aucune résistance, si Montluc, qui vint s'y jeter, ne fût parvenu à rassurer les esprits les plus timides, par sa prudence, ses discours persuasifs, sa vigilance et son activité.

*Prise d'Yvrée par le maréchal de Brissac.*— Tandis que Montluc se défendait à Sienne, Strozzi, guéri de ses blessures, ramassait les débris de son armée, s'adressait à tous ceux qui pouvaient lui donner des secours, et surtout au maréchal de Brissac, dont la fortune continuait à seconder 1554.

les talens. L'empereur, ayant écouté des délations contre Ferdinand Gonzague, l'avait remplacé par don Lopez de Figueroa, homme sans réputation dans la partie militaire. Brissac, n'ayant pas tardé à reconnaître son incapacité, avait résolu de prendre Yvrée, capitale du val d'Aoste, dont la conquête lui ouvrait une communication avec la Suisse. Toutes ses mesures se trouvèrent si bien prises, que la place fut investie, et réduite à capituler, avant que personne se mît en mouvement pour la défendre. Après avoir ensuite emporté avec la même célérité le fort de Mazin, et quelques autres qui fermaient l'entrée de cette vallée, il donna ses soins à fortifier et à bien approvisionner la place de San-Yago, qui devait lui servir de poste avancé pour une expédition importante : c'était la surprise de Casal.

1554. *Surprise de Casal.* — Salvoison, gouverneur de Vérua, s'était procuré une intelligence dans cette ville, et offrait de s'en rendre maître par une surprise nocturne. Dès que les fortifications de San-Yago furent achevées, Salvoison choisit le lundi gras, dans le dessein de surprendre Figueroa, qui se trouvait à Casal ce jour-là, pour y donner une fête aux dames de la ville; il monte des bateaux qui l'attendaient sur le Pô, descend ce fleuve, le fait traverser, à la hauteur de San-Yago, aux troupes qui devaient l'accompagner, et arrive, à trois heures après minuit, au pied des murailles de Casal. Quelques soldats escaladent sans bruit, et, guidés par le maître d'école de Casal qui les attendait, ils entrent dans le premier corps-de-garde, égorgent tout ce qui s'y trouve, et ouvrent la porte la plus voisine au reste de la troupe : Salvoison la range en bataille, occupe la grande place et les principales rues, donne ordre aux trompettes et aux tambours de répandre l'alarme, et aux soldats de crier *France!* La garnison, qui se présente par petites troupes, est bientôt repoussée; les plus sages gagnent la citadelle, où

Figueroa s'était réfugié en chemise. Pendant le reste de la nuit, Salvoison se maintint en barricadant les rues qui communiquaient à la citadelle. A midi, le maréchal arrive avec de nouvelles troupes; il fait dresser sur-le-champ contre la citadelle quatre ou cinq canons saisis dans la ville, en attendant l'arrivée des siens, embarqués sur le Pô. L'attaque est si vive, que cinq cents Allemands qui formaient la garnison, forcèrent leurs officiers à capituler.

*Dénuement de l'armée française en Piémont.* — Ce fut 1555.
à cette époque que le maréchal reçut les demandes des Siennois pour leur envoyer des secours; mais il s'en fallait bien que sa position fût aussi heureuse qu'elle était brillante. Tandis qu'on prodiguait l'argent dans les expéditions infructueuses des Pays-Bas, la plupart des soldats de Brissac, qui l'aidaient à exécuter de si hautes entreprises, marchaient pieds nus, et n'avaient pour habit qu'une chemise sale serrée autour du corps; il était dû quatre mois de solde aux Suisses, cinq aux bandes françaises, six aux Italiens, sept aux chevau-légers, huit à l'artillerie, et le peu de gendarmerie qu'il y avait à cette armée y servait pour la gloire, à ses propres dépens. Dans une pareille détresse, ne pouvant songer à secourir les autres, Brissac envoya des députés au roi, chargés de mettre sous les yeux du conseil un plan d'opérations dont il devait résulter, non-seulement la délivrance de Sienne, mais aussi l'expulsion de Côme de Médicis de Florence. On ne douta point à la cour que Brissac ne tînt parole; mais, ayant entamé des négociations pour la paix, on ne voulut hasarder aucune dépense, ni permettre aucune tentative avant d'avoir su clairement le résultat des négociations.

A n'envisager la France qu'extérieurement, et sous ses rapports avec les puissances étrangères, rien n'annonçait encore qu'elle dût rechercher la paix : elle étonnait l'Eu-

rope par la promptitude et l'immensité de ses armemens; elle disposait souverainement du royaume d'Ecosse; elle comptait l'île de Corse au nombre de ses proviuces; elle dominait sur les deux mers, et projetait un établissement dans le Brésil, qui devait bientôt lui faire partager les trésors du Nouveau-Monde; elle était affermie en Italie par la possession du Piémont, couverte du côté de l'Allemagne par la conquête récente des trois évêchés et d'une partie du Luxembourg; ses armées étaient nombreuses et disciplinées, et, à aucune époque, elle n'avait eu un aussi grand nombre d'excellens officiers. Mais, lorsqu'on venait à considérer ce que coûtait déjà cette supériorité apparente, quels efforts il fallait faire pour la soutenir, à combien d'abus et de désordres elle avait donné lieu, on s'apercevait aisément qu'on ne pouvait trop tôt terminer la guerre [1].

*Progrès du calvinisme en France.* — La doctrine de Calvin [2] acquérait tous les jours une foule de partisans dans tous les ordres de l'état; les seules armes qu'on leur eût opposé étaient la terreur et les supplices, au lieu de mettre en usage une douce et sage persuasion. Ceux que la crainte

[1] Le général Servan. — Anquetil.

[2] Jean Calvin, ou plutôt Chauviu, qui était son véritable nom, avait été l'apôtre de la réforme religieuse à Genève, comme Luther en Allemagne. Il était né à Noyon en 1509. Il savait, dit Voltaire, du latin, du grec et de la mauvaise philosophie de son temps; il écrivait mieux que Luther et parlait plus mal. Calvin se brouilla d'abord avec les réformés de Genève, qui communiaient aveo du pain levé; mais, étant retourné dans cette ville et s'étant conformé à la communion des Luthériens, il y acquit autant de crédit que Luther en avait en Saxe. Il régla les dogmes et la discipline que suivent tous ceux que l'on appelle encore calvinistes en Hollande, en Suisse, en Angleterre et en France. Ce fut lui qui établit les synodes, les consistoires et les diacres, qui régla la forme des prières et des prêches : il institua même une juridiction consistoriale avec droit d'excommunication. La doctrine de Calvin présente quelques différences avec celle de Luther, mais elles se réunissent dans les dogmes principaux.

forçait à s'éloigner formellement partout des germes qui ne tardaient pas à fructifier; ceux, au contraire, qui se faisaient un mérite de braver la mort par leur intrépide fermeté, en scellant de leur sang la doctrine qu'ils professaient, inspiraient de la pitié aux uns, de l'admiration aux autres, et à presque tous une dangereuse curiosité.

C'est de l'année 1555 qu'il faut dater la création en France des églises prétendues réformées. Bientôt après, on songea à procurer à cette religion un domaine et une principauté dans le Nouveau-Monde; et, quoique ce projet n'eut pas eu de suite, quoique la cour ignorât encore la formation des églises protestantes, les craintes qu'inspiraient les partisans nombreux de la réforme, jointes à l'épuisement du crédit et des ressources, rendaient toujours plus nécessaire la paix ou une trève.

*Négociations infructueuses pour la paix.* — Pour arriver à ce but si important, on nomma des plénipotentiaires, qui s'assemblèrent dans un endroit près le bourg de Marck, à égale distance d'Ardres, de Calais et de Graveline. Mais, tandis que chacun des plénipotentiaires s'obstinait à défendre des prétentions qui ne pouvaient conduire ni à la paix ni même à une trève, on reçut la nouvelle de la mort de Jules III, ainsi que celle de Marcel II, qui n'occupa le trône pontifical que vingt-quatre jours; et, bientôt après, on apprit l'exaltation du cardinal Caraffa, sous le nom de Paul IV. Cet événement put apporter quelques changemens apparens dans les conférences; mais ce qui en occasiona la rupture totale, et confirma l'empereur dans sa mauvaise foi et ses intentions hostiles, ce fut la nouvelle qu'il reçut de la prise de Sienne, événement pour la réussite duquel il est probable qu'il consentit aux conférences, les fit prolonger et les rendit infructueuses. 1555.

On s'était flatté en France que la paix pourrait se con-

clure, et l'on avait commis la faute grossière de ne pas secourir Sienne, sous prétexte que cette ville ne devait pas rester à cette couronne; mais puisque l'empereur en faisait continuer le siége, et que cette diversion lui était très-nuisible, il était naturel de penser que, dès l'instant où cette ville serait prise, ce prince deviendrait moins désireux de consentir à aucune trève.

1555. *Belle défense de Sienne par Montluc.* — Montluc, quoique oublié avec sa garnison, prolongea pendant huit mois sa défense. Lorsque toutes les provisions furent consommées, et que, chaque jour, des hommes tombaient morts d'inanition dans les rues, il ne s'opposa plus à ce que le sénat entrât en pourparlers, refusant cependant de prendre part à ce qui pourrait être décidé, résolu qu'il était de s'ouvrir un passage l'épée à la main, et de vendre chèrement sa vie. Cette résolution imposa au marquis de Marignan; loin de disputer le passage à cette troupe, il eut l'attention de placer sur sa route des mulets chargés de vivres, et vint, suivi de quelques officiers seulement, complimenter lui-même Montluc et les braves qui s'étaient distingués pendant la durée du siége.

D'après une des clauses du traité, huit cents citoyens des plus considérables sortirent de Sienne avec la garnison française, et vinrent s'établir à Montalcin, où ils transportèrent le siége de la république, sous la protection du roi de France [1].

Après la réduction de Sienne, l'armée s'était portée sur Porto-Hercole, le seul point maritime par lequel la nouvelle république pût entretenir une correspondance directe avec la France. Strozzi, qui connaissait toute l'importance de cette place, avait profité de la durée du siége de Sienne pour la mettre en état de défense, autant que le permettaient le

[1] *Mém. de Montluc.* — Lacretelle jeune, *Hist. des guerres de religion.*

manque d'argent et l'assiette de la place, dominée par trois collines.

A l'approche de l'ennemi, Strozzi ne jugea pas à propos de rester dans la place; il se contenta d'y laisser une forte garnison qui, malgré sa bravoure, fut emportée d'assaut, et vit massacrer sous ses yeux les bannis de Florence, qui avaient suivi la fortune de Strozzi.

Cet infortuné général, ainsi outragé dans sa patrie, ne fut point dédommagé en France; poursuivi par la haine du connétable, il fut obligé de se retirer à Rome, et fut remplacé en Italie par Soubise Partenay, qui ne devait pas se promettre d'être plus heureux, si le gouvernement ne prenait le soin de lui faire parvenir des secours suffisans en hommes et en argent [1].

L'Italie n'était pas le seul endroit où il fallait penser à envoyer des troupes et de l'argent; les frontières depuis l'Océan jusqu'au Rhin ne méritaient pas une moindre attention. On eut donc recours, comme les années précédentes, à des impôts, à des aliénations de greniers à sel, à des créations d'office, etc.; on en vint même jusqu'à des menaces de confiscation aux titulaires qui ne livreraient pas sur-le-champ de nouvelles provisions qui devaient procurer de l'argent au trésor public. Enfin, comme l'on était inquiet du côté des protestans, et que l'on espérait les forcer à la tranquillité en les torturant et en les intimidant, on projeta d'établir l'inquisition; mais le parlement, qui ne s'était soumis à enregistrer les deux édits, dont l'un créait de nouveaux offices, et l'autre attaquait l'immobilité des charges, qu'avec la clause de l'exprès commandement du roi, fit des remontrances si fortes contre l'inquisition, que ce projet ne passa pas [2].

[1] Servan. — Lacretelle jeune.

[2] Mézerai. — Garnier. — Lacretelle jeune.

Les hostilités ne tardèrent pas à recommencer sur les frontières de la Champagne et de la Picardie, et devinrent beaucoup plus sérieuses en Italie, où les deux souverains projetaient de s'attaquer plus vivement cette année que les précédentes, par l'empressement qu'ils mettaient à y faire passer leurs meilleures troupes.

1554. *Le duc d'Albe est nommé général de l'armée impériale en Italie.* — Le duc d'Albe, Ferdinand Alvarez de Tolède, le plus grand capitaine qu'eût produit l'Espagne depuis Gonzalve de Cordoue, trop connu par ses cruautés dans les Pays-Bas, indigné des pertes consécutives qu'essuyait la monarchie espagnole en Italie, et ne les imputant qu'à l'ignorance ou à la lâcheté des gouverneurs du Milanais, s'était vanté que, si on lui fournissait une armée de trente mille combattans, *il balaierait si bien, en deux campagnes, les Français de toute l'Italie, qu'il n'en resterait pas même la graine.* Cette forfanterie avait été rapportée au roi Philippe II par Gomès de Silva, qui, jaloux de posséder seul sa confiance, avait saisi avidement une si belle occasion d'éloigner un rival redouté. Philippe, qui ne retirait rien de la cession anticipée que Charles-Quint, son père, lui avait faite de ses états d'Italie, goûta le projet, le communiqua à l'empereur, et tous deux pressèrent le duc d'Albe d'accepter cette commission. On s'obligea à lui fournir trente mille hommes, une partie des sommes nécessaires pour leur entretien, et les pouvoirs les plus amples pour lever les impôts directs et indirects, afin de suppléer à celles qu'on ne lui fournissait pas.

Afin de lui procurer l'avantage, presque toujours décisif, d'entrer le premier en campagne, et de prendre l'ennemi au dépourvu, l'empereur annonça que le duc d'Albe serait le chef des plénipotentiaires qui devaient assister de sa part aux conférences de Marck, et ne le remplaça par le duc de

Médinacœli qu'au moment où il traversait l'Allemagne pour se rendre en Italie[1].

*Suite des opérations militaires en Italie.* — Le conseil de France n'avait point soupçonné la cause de ce changement subit de plénipotentiaires. Brissac, plus clairvoyant, parce que sa position le rendait plus attentif, fut le premier qui la devina. S'étant bientôt procuré des informations exactes sur le nombre et la qualité des troupes que ce nouveau gouverneur devait avoir à ses ordres, il sollicita ardemment des secours qui lui devenaient d'une nécessité urgente, et prit avec les troupes qu'il avait déjà toutes les mesures que son expérience et ses lumières lui suggérèrent, pour ne pas essuyer des pertes avant qu'ils arrivassent.

La place de San-Yago était le poste le plus avancé dans le pays ennemi, et le premier par conséquent qui paraissait devoir être attaqué. Il engagea Bonnivet à s'y renfermer; distribuant ensuite la plus grande partie de ses forces dans Casal et les autres places qui avaient quelque chose à craindre, il se tint avec un camp volant au milieu de toutes ces places, prêt à se porter où sa présence serait nécessaire.

*Siége de San-Yago.* — Le duc d'Albe, qui n'avait demandé que trente mille hommes pour exterminer les Français, se trouvait à la tête de trente-six mille, sans compter les pionniers et les hommes attachés à l'artillerie; il dirigea d'abord sa marche sur Casal; chemin faisant, ayant été obligé de livrer l'assaut au petit château de Fressinel, et, l'ayant emporté, il fit pendre le capitaine, et envoya les soldats aux galères, cruauté digne d'un caractère atroce : il voulait inspirer l'effroi, il n'inspira que l'horreur. Après avoir tourné quelques jours autour de Mont-Ferrat, il se fixa enfin, comme l'avait prévu Brissac, au siége de San-

[1] Servan.

Yago. Les approches furent long-temps disputées, et lui coûtèrent beaucoup de monde. Le neuvième jour du siége, Ludovic de Birague ménagea une sortie si à propos, qu'il blessa dangereusement don Raymond de Cordoue, grand-maître de l'artillerie, encloua plusieurs canons, et en fit traîner deux dans la place. Quinze jours s'étaient écoulés, et l'ennemi avait déjà tiré deux mille huit cents coups de canon sans avoir pu gagner le fossé, lorsque le renfort dont Brissac ne cessait de solliciter l'arrivée parut au-delà des monts, précédé et suivi d'illustres volontaires.

Pour soutenir l'ardeur de cette bouillante jeunesse, Brissac promit de les mettre bientôt en présence de l'ennemi, quoiqu'il n'eût aucune envie de commettre à l'événement toujours incertain d'une bataille le fruit de tant d'années de travaux. Lorsque tous ses préparatifs furent achevés, et au moment où il marchait déjà, il écrivit à Bonnivet : dans sa dépêche, il exagérait ses forces, marquait le jour où il attaquerait les lignes du duc d'Albe, et lui prescrivait ce qu'il aurait à faire de son côté. Après avoir fait tirer plusieurs copies, il en remit à différens messagers, chargés de traverser le camp ennemi pour arriver à la place, bien convaincu qu'il y aurait au moins un d'entre eux qui serait arrêté. Cette ruse eut un plein succès. Le duc d'Albe, effrayé des forces de son ennemi, craignant d'exposer des troupes, harassées et à moitié découragées, contre l'élite de la noblesse française, de nombreux bataillons suisses, et ces vieilles bandes piémontaises devenues la terreur de l'Italie, leva le siége avec tant de précipitation, qu'il abandonna à l'humanité de l'ennemi plus de quatre cents malades, pour se retirer fort avant dans son gouvernement.

*Siége et prise de Vulpiano.* — Content d'avoir réussi à faire lever le siége de San-Yago, le maréchal, au lieu de poursuivre le duc d'Albe, voulut reprendre celui de Vul-

piano, qu'il avait interrompu quelques mois auparavant. Au moment où il allait commencer les opérations, il fut attaqué d'une maladie dangereuse qui l'obligea de se faire transporter à Turin. En partant, il laissa le commandement au duc d'Aumale, colonel-général de la cavalerie légère, lui remit, en présence des principaux officiers, un plan d'attaque qu'il avait formé sur la connaissance exacte de l'intérieur de la place, et le pria instamment de vouloir bien s'y conformer.

L'impatience des princes et l'amour-propre du nouveau général l'emportèrent sur ces sages conseils : peu de jours après le départ de Brissac, ils livrèrent un assaut, où ils furent repoussés, après avoir perdu trois cents des meilleurs soldats de l'armée, et plusieurs braves officiers. A cette nouvelle, le maréchal, outré de colère, écrivit au duc d'Aumale et aux princes une lettre pleine de reproches sur le peu d'égards, ou plutôt le mépris offensant qu'ils venaient de lui marquer. Sensibles à cette réprimande, ils reprirent le plan d'opérations qu'ils se repentaient trop tard d'avoir abandonné, et gagnèrent en peu de jours les bords du fossé.

Le général espagnol, qui avait été forcé de congédier une partie de son armée, faute de fonds pour acquitter la solde, sentant quel tort la perte de Vulpiano ferait à sa réputation, chargea don Manuel de Luna, l'un des plus braves et des plus sages officiers de son armée, d'introduire un renfort et des munitions dans la place. Instruit de cette résolution, le duc d'Aumale envoya, pour la faire échouer, Châtenier de la Roche-Posa, qui enleva le convoi, et défit si complétement l'escorte, que don de Luna entra presque seul dans la ville assiégée. Quelques jours après, les Français s'emparèrent de la ville et de la citadelle [1].

[1] Mézerai. — Servan. — Lacretelle, jeune.

*Prise de Montecalvo.* — Cependant le duc d'Albe n'était pas resté dans l'inaction; ayant reconnu l'importance du poste de Ponte-Stura, il l'avait fortifié, et en avait fait en peu de jours une des meilleures places de la contrée. Au moyen de cette forteresse et de celle de Montecalvo, il coupait aux Français toute communication avec le Mont-Ferrat, le Genevois et le fertile pays des Langhes; il se mettait en même temps, par là, en état de leur enlever la moitié de leurs conquêtes, et les réduisait à ne pouvoir plus subsister dans ce qui leur restait, qu'en tirant à grands frais toutes leurs provisions du Lyonnais et de la Bourgogne. Les Français sentant les conséquences de cette entreprise, dès qu'ils se furent rendus maîtres de Vulpiano, se portèrent sur Montecalvo, où, au moyen d'intelligences, ils surprirent la ville et eurent bientôt la citadelle par capitulation.

*Combat et prise de Vignal.* — Parmi les officiers qui composaient la garnison de Ponte-Stura, était le jeune marquis de Pescaire, fils du célèbre gouverneur du Milanais. Son immense fortune lui avait permis de lever à ses frais douze cents gentilshommes ou vieux soldats, qu'on nommait les *braves de Naples.* Voulant les mettre à portée de se distinguer, le jeune Pescaire alla les établir, avec le consentement du duc d'Albe, dans le bourg de Vignal, sur le sommet d'une montagne escarpée qui dominait une partie du Mont-Ferrat; leur ayant indiqué la manière de fortifier promptement ce poste, il alla s'occuper à leur préparer des secours, dans le cas où ils seraient attaqués [1].

En effet, le maréchal sentit si bien la nécessité de les déloger, que, quoique encore malade, il ne voulut se reposer de cette attaque sur personne. Il investit donc la montagne, dressa des batteries, partagea en trois divisions les différens

[1] Servan. — Lacretelle jeune.

corps de troupes qui devaient arriver en même temps au sommet, et fit auparavant couper par des tranchées et garder par des troupes les seuls chemins par où l'ennemi aurait pu l'aborder pour l'attaquer par derrière. Après ces dispositions, tous les corps s'ébranlent; ils sont bientôt au sommet de la montagne : envain les braves de Naples se battent en désespérés; enveloppés de tous côtés, accablés par le nombre, ne pouvant s'ouvrir aucun chemin pour s'échapper, ils se font tuer jusqu'au dernier. A peine la défaite était-elle achevée, que l'on vit arriver le marquis de Pescaire avec douze cents chevaux et trois mille arquebusiers; mais il était trop tard, et il fut obligé de se retirer. La prise de Vignal termina la campagne de 1554 en Italie [1].

*Ligue offensive et défensive entre le pape et Henri* II *contre Charles-Quint.* — Paul IV, ennemi de la Maison d'Autriche, et voulant assurer la fortune de ses neveux, jugea nécessaire de traiter avec le roi de France. Un projet d'alliance, dans lequel le pape promettait de donner au second fils de Henri II l'investiture du royaume de Naples, et de faire revivre en faveur du troisième l'ancien royaume de Lombardie, qui comprenait le Milanais et la Toscane, fut arrêté, signé et envoyé au légat du Saint-Siége à Paris.

Ce projet, qui offrait tant d'avantages, fut accueilli par le roi; on y modifia seulement quelques articles trop favorables aux Caraffe, et le cardinal de Lorraine se rendit à Rome sous prétexte d'une ambassade d'obédience, afin de faire adopter au pape les changemens que l'on avait faits au traité; chemin faisant, il devait engager le duc de Ferrare à y accéder, et il y réussit en satisfaisant son avarice. Il s'engagea avec lui, au nom du roi, à le faire nommer généralissime de la ligue, à lui entretenir une compagnie de cent lances, à

[1] Servan. — Lacretelle jeune.

stipendier, pour la défense de son duché, pendant la guerre; deux cents chevau-légers, deux mille hommes d'infanterie; à déposer d'avance une somme de cent mille écus; et, si la ligue réussissait, à lui assigner une rente de vingt mille écus sur le royaume de Naples, de quinze mille sur la Toscane, et de cinquante mille sur le duché de Milan, en lui hypothéquant, pour ces différentes créances, la ville et le territoire de Crémone : de son côté, le duc devait fournir, aux prix des marchés, des vivres aux troupes françaises qui traverseraient ses états, en défendre l'entrée aux troupes autrichiennes, et procurer à l'armée une certaine quantité de canons, de poudre et de munitions de guerre, dont ses arsenaux étaient remplis.

Les ennemis du cardinal de Lorraine trouvèrent qu'il avait été bien libéral envers son parent. Le roi adopta en partie cette façon de penser; le cardinal répondit qu'on pouvait avoir raison, mais qu'en réalité l'état de Ferrare était tellement essentiel pour l'entreprise qu'on méditait, qu'en négligeant de s'en assurer, il fallait renoncer à porter la guerre dans le royaume de Naples et dans la Toscane. D'ailleurs, on devait considérer que tous les avantages promis se réduisaient à des promesses entièrement subordonnées aux événemens, et sur lesquelles on ne serait pas fort difficile quand on aurait conquis Naples, la Toscane et le duché de Milan.

Quant au pape, quoiqu'il fût mécontent des changemens faits au traité sans sa participation, se trouvant trop avancé pour reculer, il le ratifia, et y ajouta, de son plein gré, la liberté au roi de traiter sans lui avec la Maison d'Autriche, aux conditions qui lui conviendraient.

Malgré les plus grandes précautions pour garder le secret sur ce traité, l'empereur fut ponctuellement averti de tout ce qui venait d'être conclu; et, quoiqu'il affectât de ne

parler de cette ligue qu'avec indifférence, il en fut effrayé, et cet incident contribua beaucoup à l'affermir dans l'étonnante résolution qu'il méditait depuis long-temps.

*Abdication de Charles-Quint.* — Lassé de tant de secousses, vieilli avant le temps, détrompé de tout, parce qu'il avait tout éprouvé, Charles renonça à ses couronnes et aux honneurs, à l'âge de cinquante-six ans, âge où l'ambition des autres hommes est dans toute sa force, et où tant de rois subalternes, sous la dénomination de ministres, ont commencé la carrière de leur grandeur. 1555.

En abdiquant, Charles tenta vainement d'engager son frère Ferdinand, déjà roi des Romains, à se désister, en faveur de Philippe, du droit qu'il avait à la couronne impériale : il fut plus heureux auprès du roi de France, avec lequel il réussit à conclure, le 5 février 1555, une trêve de cinq années ; elle fut signée à Vaucelles, près d'Amiens [1].

*Mort de Charles-Quint.* — Charles-Quint termina sa vie dans le monastère de Saint-Just. A peine était-il mort que l'inquisition instruisit une procédure criminelle contre sa mémoire, à l'effet d'arracher son corps du lieu saint où il reposait, pour le faire servir de pâture aux chiens; et cette atrocité aurait été consommée, si l'on n'avait fait sentir à Philippe qu'il allait se couvrir lui-même d'infamie. D'un autre côté, ce prince, qui faisait alors dans les Pays-Bas le premier essai de cette politique sourde, artificieuse et cruelle, vers laquelle son goût l'entraînait, débuta avec la France 1556.

[1] Retiré dans le monastère de Saint-Just, en Estramadure, Charles-Quint ne tarda pas à faire connaître l'affaiblissement de son esprit. En effet, passer la journée à démonter des pendules et à tourmenter des novices, se donner dans l'église la comédie de son propre enterrement, se mettre dans un cercueil, et chanter son *De profundis*, indiquent assez un cerveau désorganisé. Celui qui avait fait trembler l'Europe et l'Afrique, repoussé le vainqueur de la Perse, mourut en démence.

par enfreindre les articles les plus sacrés de la trève qu'il venait de signer, la délivrance des prisonniers, et consomma cette infidélité par l'emprisonnement du maréchal de la Marck, par une trahison pour surprendre Metz, la levée des plans de Montreuil, de Saint-Quentin, de Corbie, de Péronne, l'empoisonnement des puits de Marienbourg, des négociations en Allemagne pour y recruter des troupes, et en Italie pour s'attacher Octave Farnèse.

1556. *Rupture de la trève entre le roi de France et celui d'Espagne.*—Le roi de France, au contraire, s'était hâté de licencier toutes les troupes étrangères qui étaient à sa solde, et était retombé dans son insouciance et ses prodigalités accoutumées. Toutefois, il éprouvait quelques remords de sa conduite avec le pape, en signant la trève de cinq ans sans l'en avoir prévenu auparavant, et ne comprenant dans ce traité lui et ses neveux qu'en termes vagues, et sans rien stipuler relativement à leurs querelles avec les Colonne et le vice-roi de Naples. Il s'empressa donc de se faire excuser par son ambassadeur, et de faire assurer le pape que le traité de Vaucelles ne changerait rien à leurs premiers engagemens; qu'il continuerait à le défendre contre tous ceux qui entreprendraient de l'attaquer, et de tenir sous sa sauvegarde et sa protection spéciale les neveux de Sa Sainteté et toute la Maison Caraffe.

Ces protestations ne rassurèrent point le pape ni ses neveux. Colonne levait des troupes avec la permission du vice-roi, et le terrible duc d'Albe menaçait d'arriver incessamment à Naples pour mettre les Caraffe à la raison. Quelles forces avaient-ils à lui opposer? Il ne leur restait que deux partis, ou se soumettre sans réserve à l'orgueilleux Espagnol, ou tenter de faire rompre la trève, et de ramener la France à ses premiers engagemens. Ce dernier parti pouvait être pris par le pape, sans paraître déroger aux sentimens

d'un souverain pontife. La trève ne paraissait avoir été convenue que pour avoir de nouvelles conférences, et arriver à une paix définitive. Paul se déclara le médiateur et l'arbitre de cette paix après laquelle tout le monde devait soupirer, et qu'il était de son devoir d'accélerer.

En conséquence, il nomma deux légats, l'un pour la France, l'autre pour l'Espagne; mais, bien loin de parler pour la paix, le cardinal Caraffe, envoyé en France, n'y parla que de la guerre. Comme il ne réussissait pas à se faire écouter sur ce point, ni à ébranler le connétable de Montmorenci, qui avait facilement démontré dans le conseil tous les avantages attachés à la paix, le légat prit un autre parti, et se borna alors à demander qu'il plût au roi d'envoyer en Italie quelques compagnies de gendarmerie ou d'autres milices bien disciplinées, dont la solde ne coûterait pas plus en Italie qu'en France. Cette démonstration seule, qui n'avait rien de contraire à ses engagemens, pouvait dissiper l'orage qui se formait contre Rome, et faire connaître en même temps les dispositions du roi d'Espagne. S'il ignorait ce qui se passait en Italie, s'il ne tramait aucun dessein dont on dût s'alarmer, l'argent et les troupes y seraient utilement employés à la défense des malheureux Siennois; si, au contraire, Philippe refusait de s'expliquer, ce secours, tout modique qu'il était, joint aux milices du pape, préserverait Rome d'une entière désolation, et donnerait le temps aux véritables secours d'arriver [1].

Quoique le connétable vît clairement qu'accéder à ces nouvelles demandes, c'était lever l'étendard de la guerre, il fut entraîné cependant par des considérations personnelles, et dans l'espoir, dit-on, que le duc de Guise, auquel on réservait la conduite du corps de troupes qui irait en Italie,

[1] Le général Servan.

y perdrait sa réputation, et le cardinal de Lorraine, qui était le prôneur de cette idée, sa place au conseil; après avoir refusé et discuté, pour éviter tous les reproches, le connétable leva son opposition dès l'instant où il crut avoir mis son honneur à couvert.

Lorsqu'il eut été arrêté dans le conseil d'assister le pape, on avisa aux moyens de lui faire passer des secours promptement et secrètement. Le cardinal Caraffe partit d'abord avec le maréchal Strozzi et le capitaine Montluc; on nomma celui-ci gouverneur du territoire de Sienne, et on lui promit de tirer du Piémont et de l'île de Corse deux ou trois mille hommes de vieilles bandes, sous prétexte de rafraîchir la garnison de Montalcin et autres places.

Malheureusement toutes ces mesures, bien que prises mystérieusement, étaient déjà déconcertées. Les troupes espagnoles venaient d'entrer sur le territoire de l'église, et la guerre avait été solennellement déclarée de la part du duc d'Albe, qui s'empara sans résistance des places frontières, et y établit des garnisons. Ainsi, lorsque Montluc arriva avec ses vieilles bandes, trop faible pour tenir la campagne, il les distribua dans les quartiers de Rome les plus exposés, et garantit au moins, par ce moyen, la ville d'un assaut.

La défection d'Octave Farnèse, duc de Parme, dérangea encore davantage tous les plans qu'on avait formés sur l'Italie; mais le duc de Florence, ayant offert alors d'entrer dans la ligue, rassura les esprits alarmés, et fit prendre au roi le parti de nommer général de l'expédition le duc de Guise, et de lui ordonner d'hâter ses préparatifs.

1557. *Le duc de Guise se rend en Italie à la tête d'une nouvelle armée.* — Le duc se mit en effet en marche à la fin de décembre, et arriva à Turin le 25 janvier 1557. Toutes ses forces consistaient en quatre cents quarante lances, cinq cents chevau-légers, dix mille fantassins, nombre suffisant

sans doute pour entreprendre une guerre défensive dans un pays où l'on possédait déjà plusieurs places fortifiées, mais infiniment trop petit pour traverser toute l'Italie, et conquérir des royaumes défendus par des armées bien plus considérables. Le maréchal de Brissac ne manqua pas de faire sentir une vérité aussi palpable au duc de Guise; et, après lui avoir parlé de la témérité, ou plutôt de la folie de son entreprise, il lui proposa d'unir leurs forces et d'attaquer de concert le duché de Milan, en lui offrant de servir sous ses ordres.

Guise sentit toute la noblesse de ce procédé; mais le projet était trop contraire à ses instructions, et il ne pouvait changer, de son autorité privée, tout ce qui avait été arrêté dans le conseil du roi; tout au plus, une fois rendu à sa destination, pouvait-il proposer aux alliés d'attaquer d'abord le Milanais du côté qui confinait à l'état de Ferrare, tandis que le maréchal l'attaquerait du côté du Piémont. Cette double agression devait nécessairement jeter une grande incertitude dans les résolutions de l'ennemi, qui, ne sachant où diriger sa défense, donnerait aux deux généraux des moyens de diriger leurs opérations avec succès. Brissac ne combattit pas ce projet; il se contenta de prévenir le duc de Guise de se méfier des Italiens, et surtout des Caraffe. Les deux généraux dépêchèrent un courrier au roi pour lui rendre compte des projets qui avaient été débattus dans le conseil.

*L'armée française s'avance vers le royaume de Naples.* — Après ces précautions sages, le duc de Guise se mit en marche pour traverser le Milanais et le Parmesan. Cette entreprise offrait de grandes difficultés; il fallait franchir de grandes rivières, et se rendre maître de deux ou trois places fortes qui fermaient ce passage. Le maréchal de Brissac fit mine de se porter sur Milan, afin d'attirer de ce côté

l'attention de l'ennemi, tandis que le duc de Guise alla subitement investir Valence, qui, au bout de cinq jours, fut abandonnée de sa garnison, qui se retira dans la citadelle, où elle ne tarda pas à capituler. La ville de Bassignano présenta encore moins de résistance. Après avoir remis ces deux places au maréchal, et avoir reçu de son armée quinze cents hommes d'infanterie et trois cents chevau-légers, le duc traversa sans obstacle le Pô et le Tanaro, et entra sur les terres du duc de Parme; celui-ci, en excusant le mieux qu'il put sa trahison, s'empressa de fournir abondamment des vivres à l'armée, qui arriva sans perte aux environs de Reggio. Le duc de Ferrare et le duc de Guise se réunirent pour concerter ensemble un plan d'opérations; mais, au moment où ils allaient s'enfermer pour tenir leur conseil, arriva le cardinal Caraffe, qu'il était impossible d'en exclure. Le duc de Ferrare commença à donner son opinion, et il fut d'avis d'attaquer d'abord le Milanais; le cardinal Caraffe, au contraire, donnait d'excellentes raisons pour préférer l'attaque du royaume de Naples, et il finit par assurer que, si on abandonnait le pape et ses états aux cruautés du duc d'Albe, le Saint-Père ne pourrait plus s'empêcher, après s'être convaincu qu'il était inutile de compter sur les promesses de la France, d'écouter les propositions que l'Espagne n'avait pas discontinué de faire au Saint-Siége et à la Maison Caraffe.

Dès-lors le duc de Guise sentit tout ce que sa position avait d'épineux et d'embarrassant. Dans cette perplexité, il feignit de se ranger du côté du cardinal Caraffe, et, laissant son armée aux ducs d'Aumale et de Nemours, il alla à Rome avec le cardinal, pour voir par lui-même quelles étaient les dispositions du pape à l'égard de la France, quels préparatifs on avait faits à Rome, et sur quoi il pouvait définitivement compter. Chemin faisant, le duc rencontra à Fossom-

bronne le cardinal de Tournon, qui lui représenta qu'il ne pouvait, sans risquer sa réputation et le salut de son armée, entamer l'expédition de Naples, avant de s'être assuré positivement de l'alliance ou de la neutralité du duc de Florence, qui, par sa situation, pouvait, en donnant la main, soit au duc d'Albe, soit au gouverneur de Milan, le mettre entre deux feux, et lui fermer le chemin de la retraite en cas de malheur. Le duc fut entièrement de cet avis, et Caraffe lui-même fut obligé de s'y ranger.

Maurillac avait été chargé de diriger cette négociation : à son arrivée à Rome, il avait fait part au pape de l'intention du roi de pardonner au duc de Florence, à condition toutefois qu'il consentirait à remettre son fils pour être élevé auprès du dauphin. Côme, à cette nouvelle, avait caché son embarras sous les dehors de la plus vive satisfaction, et s'était borné à demander le secret et le temps nécessaires pour se retirer des mains des Espagnols, auxquels il avait confié les garnisons de Pise, de Livourne et de Florence, ses trois places les plus importantes. Quant au pape, dans la défiance où l'on était des Caraffe, on lui avait demandé pour ôtage le jeune marquis de Cava, fils aîné du duc de Paliano, et une forteresse; il avait offert Civita-Vecchia, qui, peu éloignée des villes que l'on conservait en Toscane, assurait à l'armée une retraite en cas de malheur, et une communication ouverte avec la Corse et Marseille. Telle était la situation des affaires à l'arrivée du duc de Guise à Rome [1].

*Le duc de Guise envahit le territoire napolitain, et se retire bientôt après sur les états du pape.* — Le duc trouva le pontife parfaitement bien disposé pour tout ce qui pouvait intéresser le roi de France et sa famille; quant à ce qui concernait les projets hostiles, le maréchal de Strozzi et

[1] Dupleix. — Mézerai. — Servan. — Anquetil.

Montluc avaient, à l'expiration de la trève, recouvré les places d'Ostie, de Tivoli, et presque toutes les terres de l'Eglise, sans aucun mouvement de la part du duc d'Albe. Mais les Caraffe ne s'étaient donné aucun soin pour former des magasins et se procurer la quantité de munitions de guerre qu'ils s'étaient obligés de fournir aux deux armées. Tandis que le duc travaillait sans relâche à remplir ce vide, ses troupes arrivaient sur les terres de l'Eglise. Son armée consistait, après avoir tout réuni, en cinq cents hommes d'armes, huit ou neuf cents chevau-légers et treize ou quatorze mille fantassins; il la conduisit dans l'Abruzze, en côtoyant les bords de la mer Adriatique, emporta d'assaut la petite ville de Cœnopoli, et mit le siége devant Civitella, située sur une montagne de difficile accès, et l'une des clefs du royaume de ce côté. La lenteur des Caraffe à fournir leur contingent de troupes et à faire voiturer les convois, laissa le loisir au duc d'Albe d'y jeter un corps d'élite. Ce contre-temps ne découragea point le duc de Guise; il battit la place avec sa faible artillerie, et, dès qu'il eut fait une ouverture aux murailles, il donna le signal de l'assaut. Ses troupes s'y portèrent avec courage; mais elles furent repoussées, la brèche n'étant pas praticable. Une nouvelle brèche et un nouvel assaut ne réussirent pas mieux que les premiers. Le duc se décida alors à lever le siége pour marcher au-devant du duc d'Albe, et lui présenter la bataille; mais n'ayant pu l'attirer en rase campagne, et commençant à manquer de fourrage, il se retira en bon ordre, et mit ses troupes en quartier pendant les grandes chaleurs de l'été. Le duc d'Albe en fit autant, après avoir pris les deux petites places de Pratica et de Massimo.

Tout l'honneur de la campagne était resté au duc d'Albe. Cette mortification irrita la fierté de Guise. Dans la première audience qu'il demanda au pape, après son retour à

Rome, il se plaignit amèrement à lui de la manière dont s'étaient comportés ses neveux, et dont ils se comportaient encore, étant instruit qu'ils traitaient en secret, et sans sa participation, avec le duc d'Albe; il dit qu'il allait rendre compte au roi de tout ce qui s'était passé, et qu'en attendant de nouveaux ordres, il ne se mêlerait en aucune manière de la guerre de Naples, à moins qu'on ne lui donnât pour places de sûreté, outre Civita-Vecchia, qui ne lui avait point encore été délivrée, celles de Spolette et d'Orviette. Ces places étaient nécessaires au duc pour le mettre à portée d'exécuter l'expédition qu'il se proposait sur Florence; elles assuraient en outre suffisamment les derrières de son armée; en les pourvoyant de vivres, de munitions de guerre, et en y laissant de fortes garnisons, il pouvait se flatter qu'elles arrêteraient les ennemis assez de temps pour qu'il pût s'emparer des places de Sienne, de Porto-Hercole, de Florence, de Livourne et de Pise.

Cependant les opérations du duc de Guise n'avaient pas été tout à fait infructueuses. Le gouverneur du Milanais ayant été obligé de s'affaiblir pour envoyer de nouveaux renforts au duc d'Albe, le maréchal de Brissac avait profité de cette circonstance pour fortifier Valence, prendre le val Frénières et Quiéras, et, après avoir manqué Coni par l'indocilité d'un de ses principaux officiers, il avait renfermé dans des gorges l'armée de Pescaire, qui s'y était imprudemment engagée en sortant de Coni.

Au retour du maréchal de Strozzi, envoyé en France par le duc de Guise, celui-ci alla déclarer au pape que, d'après les ordres du roi, il allait continuer à l'assister de toutes ses forces; mais, en prenant les précautions nécessaires pour le salut de son armée; il persista, en conséquence, à demander qu'on lui remît Civita-Vecchia, Spolette et Orviette : cette demande, qui, la première fois, avait révolté tous les

esprits, ne fut pas accueillie plus favorablement, et le cardinal Caraffe, devinant adroitement, d'après cette demande, le véritable dessein du duc, en instruisit secrètement Côme de Médicis, qui venait de terminer, selon ses désirs, son arrangement avec l'Espagne. Mais Guise se proposa, au défaut de Spolette et d'Orviette, d'emporter d'assaut Sienne et Porto Hercole, et, en les unissant avec Montalcin et Grosseto, d'en former une barrière capable d'assurer les derrières de son armée, tandis qu'il fondrait sur le duc de Florence et n'aurait affaire qu'à lui.

*Le duc de Guise est rappelé en France ainsi que son armée.* — Pendant que le duc de Guise se mettait en marche pour exécuter ses projets, le duc d'Albe marcha sur Paliano, dont la garnison commençait à manquer de vivres. Les Caraffe eurent recours alors au général français. Celui-ci, après les avoir beaucoup blâmés, s'était décidé à faire marcher au secours de Paliano une forte division de son armée, lorsqu'il reçut la désastreuse nouvelle de la bataille de Saint-Quentin, dont nous parlerons bientôt, et l'ordre de ramener promptement son armée à la défense du royaume. Cet ordre arrivait à propos dans les circonstances où se trouvait le duc; car, grâce à la duplicité des Caraffe, à leur mauvaise foi, à leur perfidie, il avait conservé ses forces entières, tandis qu'indubitablement, mieux secondé par eux, il se serait enfoncé dans le royaume de Naples, où il aurait fini par perdre son armée et sa réputation. Au lieu de ces malheurs, il se trouvait prêt à retourner en France avec une armée assez considérable. Au moment où il en reçut l'ordre, il n'eut qu'à se mettre en marche. Après avoir pris congé du pape, on prétend que le saint-père lui dit alors : « Vous avez peu fait pour le roi, très-peu pour l'Eglise, et bien moins encore pour votre gloire. » C'était retracer fidèlement et en peu de mots l'expédition du duc de Guise, qui s'em-

barqua avec deux de ses frères et huit cents arquebusiers à Civita-Vecchia, laissant le reste de l'armée sous la conduite des ducs d'Aumale et de Nemours, qui la ramenèrent en France [1].

En envoyant un courrier au duc de Guise pour le faire revenir en France, on n'avait pas oublié d'en envoyer un autre au maréchal de Brissac, pour lui demander le vieux de Termes, le jeune d'Anville, et avec eux trois ou quatre compagnies de gendarmerie, une partie des vieilles baudes, et les quatre mille Suisses qui avaient servi pendant six ans sous ses ordres. Mais le maréchal, qui vit le péril où l'exposait une pareille demande, de perdre sa réputation et tout le fruit de ses travaux, dépêcha Boivin de Villars, son secrétaire, pour représenter au roi que le Piémont, hérissé de places fortes, la seule digue qui pût empêcher les ennemis de pénétrer dans les provinces méridionales de la France, était un des points principaux et les plus importans à conserver pour le salut de l'état; qu'en lui enlevant tout à la fois ses meilleures troupes, c'était le mettre à la merci de l'ennemi, sans qu'il en résultât aucun avantage pour les provinces qu'on voulait secourir, les troupes que l'on demandait devant rester au moins six semaines pour se rendre de Turin à Paris; qu'au lieu de s'affaiblir ainsi de tous côtés, il fallait se hâter de lever vingt mille Suisses et autant d'infanterie nationale, en exigeant de chaque possesseur de riches bénéfices une année entière de leur revenu, offrant de donner l'exemple, en abandonnant quarante mille livres provenant de bénéfices qui se trouvaient dans sa famille. Il proposait aussi qu'on exigeât un quartier de la recette de chaque receveur des deniers royaux, remboursable après la paix; il se plaignait de ce qu'on faisait si peu compte de ses

[1] Dupleix. — Mézerai. — Servan. — Anquetil.

lumières, qu'on ne songeât pas à l'appeler; enfin, instruit qu'on distribuait des commissions pour lever de nouvelles compagnies de gendarmerie, il adressait au roi Lamothe-Gondrin, Pavan-Gordon et le baron des Adrets, qui avaient mérité par des actions d'éclat un avancement qu'il ne pouvait leur procurer en Piémont.

Le roi s'excusa auprès du maréchal de ne l'avoir point appelé, par la difficulté de le remplacer en Piémont, où sa présence valait une armée; il lui laissa ses Suisses et sa gendarmerie, et il l'autorisa, pour avoir de l'argent, à engager des domaines jusqu'à la valeur de cent mille écus.

1557. *La guerre recommence sur la frontière de Picardie.* — Pendant que ces événemens se passaient en Italie, les troupes de Philippe II avaient essayé quelques surprises sur les frontières de France, du côté de l'Artois. Henri II répondit à cette agression en déclarant formellement la guerre au monarque espagnol. L'amiral Coligni étant entré en Artois, prit la ville de Lens et la rasa; mais comme il n'était pas en mesure de poursuivre ces premiers succès avec vigueur, la cour d'Espagne eut le temps de mettre sur pied une armée de cinquante mille hommes, dont Philippe confia le commandement au duc de Savoie, Emmanuel Philibert. Ces forces furent augmentées de dix mille Anglais fournis à Philippe par son épouse, Marie, reine d'Angleterre. Henri II, de son côté, engagea les Ecossais à une diversion contre les Anglais, et pressa le mariage, déjà arrêté, entre le dauphin et la reine Marie Stuart.

L'armée que la France avait à opposer à celle d'Angleterre ne montait pas à plus de vingt-quatre mille hommes; le connétable de Montmorenci la commandait.

Le duc de Savoie, après avoir fait mine de vouloir assiéger Marienbourg, Rocroi, Mézières, et attiré les forces

françaises vers la Champagne, se replia tout à coup sur la Picardie, dirigea sa marche sur la place de Guise, et vint investir Saint-Quentin.

*Siége, bataille et prise de Saint-Quentin.* — Cette place 1557.
n'avait qu'une faible garnison de trois cents hommes, point de munitions et peu de vivres. L'amiral Coligni s'y jeta avec cinq cents hommes. L'ennemi était déjà maître du dehors et même de la ville basse; Coligny chercha à l'en déloger, et perdit dans la première sortie Téligny, officier d'une grande distinction. Le connétable s'étant ensuite approché de Saint-Quentin, y fit entrer, le 18 août, quelque secours. Comme il se retirait, il fut attaqué en queue et sur ses deux flancs par la cavalerie espagnole, qui fut bientôt suivie de l'infanterie et de l'artillerie.

Il fallut combattre : en un moment l'armée française fut mise en déroute, enfoncée et dispersée. Le connétable, honteux de survivre à la faute qu'il avait commise et à sa défaite, se jeta au milieu des ennemis; il fut blessé et fait prisonnier. Les vainqueurs poursuivirent les fuyards jusqu'à La Fère. La perte des Français se monta à huit ou neuf mille hommes tués ou prisonniers; celle des Espagnols fut presque nulle. Le duc de Savoie pouvait marcher jusqu'à Paris, que Henri II faisait fortifier à la hâte; mais, étonné de sa victoire, ce général n'en tira point le meilleur parti, et se borna à prendre Saint-Quentin, le Catelet, Ham et Noyon : les Allemands et les Flamands, qui formaient une partie de l'armée espagnole, gorgés de butin, désertèrent presque tous.

Après une bataille aussi désastreuse pour la France, la faveur populaire se porta sur le duc de Guise, et l'on applaudit généralement au choix du roi, qui nommait ce prince son lieutenant-général et son représentant sur toutes les terres de la domination française; le duc de Nevers, lui-même,

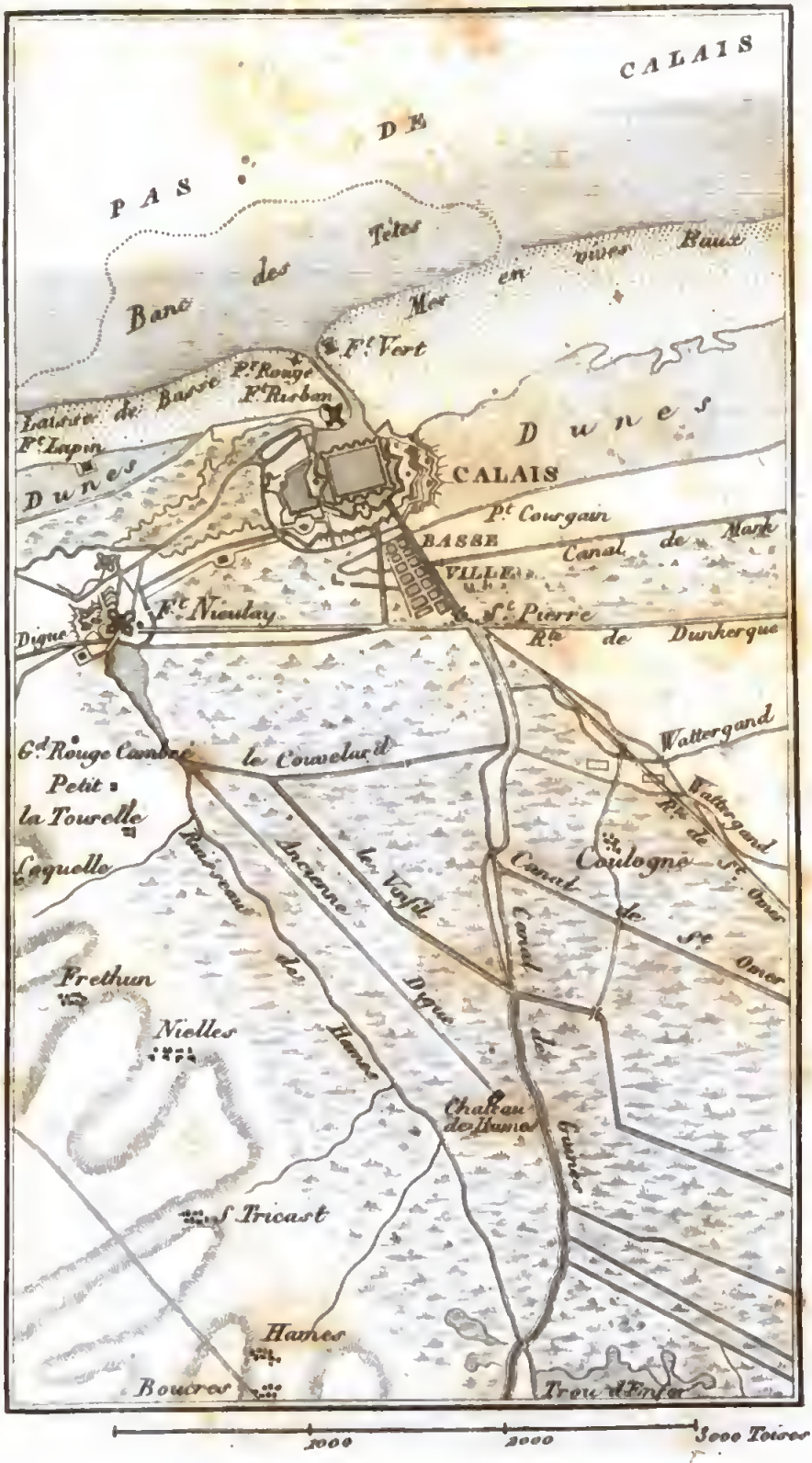
qui, renfermé dans son camp sur les bords de l'Oise [1], venait d'imposer à l'ennemi par sa sage temporisation et les précautions qu'il avait prises, vit, sans murmurer, un autre venir recueillir le fruit de sa prudence, et remit le commandement au duc de Guise, en se résignant à servir sous ses ordres.

Le premier exploit de Guise, en arrivant à l'armée, fut de s'emparer de Calais.

1558. *Siége et prise de Calais.* — Depuis deux cent dix ans que cette place était au pouvoir des Anglais, les Français avaient inutilement tenté de la recouvrer à plusieurs reprises; elle passait pour imprenable. La mer, d'un côté, de l'autre, un marais traversé par une chaussée étroite, qui était elle-même coupée par des forts, semblaient en interdire toute approche; aussi Guise ne fut-il pas peu surpris quand le roi lui ordonna de l'attaquer. Mais Senarpont, gouverneur de Boulogne, avait reconnu les défectuosités qui existaient dans les moyens de défense; il avait remarqué surtout qu'à l'approche de l'hiver, les Anglais, par économie, diminuaient la force de la garnison. Sur ces renseignemens, Guise n'hésita point à investir la place. La garnison du premier fort de la chaussée ayant fait une sortie, fut repoussée si vivement, qu'elle traversa ce fort sans pouvoir en fermer l'entrée, et se renferma dans le second. Celui-ci fut battu le lendemain par l'artillerie de siége, ainsi qu'un troisième situé à l'entrée du port, près duquel on parvint par un petit chemin reconnu par Senarpont, entre la mer et les dunes. A la nuit, le second fort de la chaussée se trouvait si endommagé, que le gouverneur de Calais profita de l'obscurité pour en retirer ses troupes. Le fort du port ne tint guère plus long-temps, de sorte qu'au bout de trois à quatre jours

[1] Le duc de Nevers avait rallié les débris de l'armée battue sous les murs de Saint-Quentin.

ENVIRONS DE CALAIS *1re Partie Tome 5 P. 448*



les Français parvinrent au pied des murailles de la ville et de la citadelle. Les murs de celle-ci étaient vieux, sans terre-plein, mais baignés pas la mer. A la marée basse, l'artillerie établie sur la plage foudroyait une des tours, et, avant le retour de la mer, huit à neuf cents hommes parvinrent à s'y loger pour protéger l'entrée des troupes au moment du reflux. Dans l'intervalle, ce détachement fut chargé avec furie par la garnison; mais il se maintint dans son poste, et l'abaissement des eaux amena la reddition de la place, après six jours de siége [1].

Le duc de Guise s'empara ensuite de Guines et de Ham, et changea tellement, dans le court espace de quelques mois, la face des affaires en France, que le roi d'Espagne songea sérieusement à traiter de la paix. Il est vrai qu'il la proposa à des conditions si déraisonnables, qu'on ne put rien arrêter d'abord; mais bientôt après Guise ayant ajouté à ses conquêtes la place de Thionville, on reprit les conférences. Toutefois, la défaite du maréchal de Thermes à Gravelines, quelques succès remportés par les armes espagnoles en Italie, retardèrent la marche des négociations [2].

Au milieu des embarras où s'était trouvé le gouvernement français, il avait trop oublié le Piémont, et n'y avait envoyé ni troupes ni argent. Le gouvernement espagnol, connaissant la position fâcheuse où se trouvait le maréchal de Brissac, résolut de tenter un dernier effort, persuadé que, s'il parvenait à repousser les Français au-delà des Alpes, il leverait le plus grand obstacle à une pacification telle qu'il la désirait. En conséquence, il avait mis sur pied une armée de trente mille hommes, dont le commandement était confié au duc de Sessa. Dans cette circonstance, le maréchal de Brissac, hors d'état de tenir la campagne, dut se borner à

[1] Mézerai. — Garnier, *Hist. de France*. — Lacretelle.

[2] Dupleix. — Mézerai. — Servan. — Anquetil. — Lacretelle.

la défense des places ; mais il ne put empêcher son adversaire de prendre les châteaux de Cental, de Démont, de Roccavione, qui maîtrisaient les gorges du marquisat de Saluces. Ces conquêtes, d'ailleurs peu importantes, encouragèrent le duc de Sessa à attaquer Monte-Calvo, qu'il enleva malgré la bravoure du baron des Adrets, et grâce à la lâcheté du vidame de Pecquigny.

La nouvelle de ces succès, arrivée pendant la tenue des conférences, rendit les ministres espagnols d'autant plus exigeans, qu'ils ne doutaient pas que le duc de Sessa ne fût bientôt maître de tout le Mont-Ferrat ; mais ce général, ayant voulu s'approcher de Casal, fut si maltraité par Lamothe-Gondrin, qui était sorti à la tête de la garnison, qu'il ne songea plus qu'à se retirer dans le Milanais [1].

1559. *Paix de Cateau-Cambrésis.* — La mort de Marie, reine d'Angleterre, arrivée le 15 novembre 1558, vint apporter de nouvelles entraves aux négociations. Elizabeth [2] fut appelée au trône, et, comme cette nouvelle souveraine demandait du temps pour se mettre au fait des affaires, et prendre des résolutions dans des circonstances aussi difficiles, en laissant subsister la trève, on convint de suspendre pour deux mois les conférences, et de se réunir de nouveau, soit à Cercamp, soit dans un lieu plus commode, vers la fin de janvier.

Les conférences furent en effet reprises, à cette époque, à Cateau-Cambrésis, et la paix fut signée le 3 avril 1559 [3].

[1] Servan.

[2] Fille de Henri VIII et d'Anne de Boulen ; la reine Marie était fille de ce même monarque et de Catherine d'Espagne.

[3] Presque tous les états de l'Europe furent compris dans cette paix comme des alliés de Henri ou de Philippe. Le roi de France rendit tout ce qu'il possédait en Italie, à l'exception de Turin, Quiers, Pignerol, Chivas et Villeneuve, jusqu'à l'éclaircissement de ses droits sur le Piémont. Calais, Metz, Toul et Verdun restèrent à la France.

*Mort de Henri* II. — Peu après, le 10 juillet, Henri II périt d'un éclat de lance brisée qui lui perça le front, un peu au-dessus de l'œil gauche, dans un tournoi donné à l'occasion du mariage de sa fille et de sa sœur, et à la fin duquel il avait forcé Montgomeri de fournir une course avec lui. 1559.

Les vices de ce monarque, dit un historien judicieux [1], son défaut de jugement, de prudence et d'instruction, furent pour la France une source de longs désastres, et ouvrirent une vaste carrière aux guerres intestines, aux massacres, aux crimes et aux calamités. Dirigé par des maîtresses, par sa mère et par le cardinal de Lorraine, il fit précisément tout le contraire de ce qu'il aurait dû faire, tout l'opposé des conseils que son père lui avait donnés avant de mourir. Pour maîtriser des circonstances fortes et nouvelles, il aurait fallu au timon de l'état un homme fort et nouveau; Henri II, faible, efféminé par des mœurs dont Brantôme a retracé une peinture si étrange, suivit les mauvais exemples de François Ier, et négligea ses derniers avis; il alla même, dans la carrière des persécutions, beaucoup plus loin que lui : ce qu'il fit, ou plutôt ce qu'il laissa faire, accrut le mal, et hâta la terrible explosion qui se manifesta peu de temps après sa mort.

Sous ce règne, le nombre des maréchaux de France fut porté à quatre [2]. Henri fut le premier qui honora ces grands officiers du titre de cousin. L'infanterie fut classée en régi-

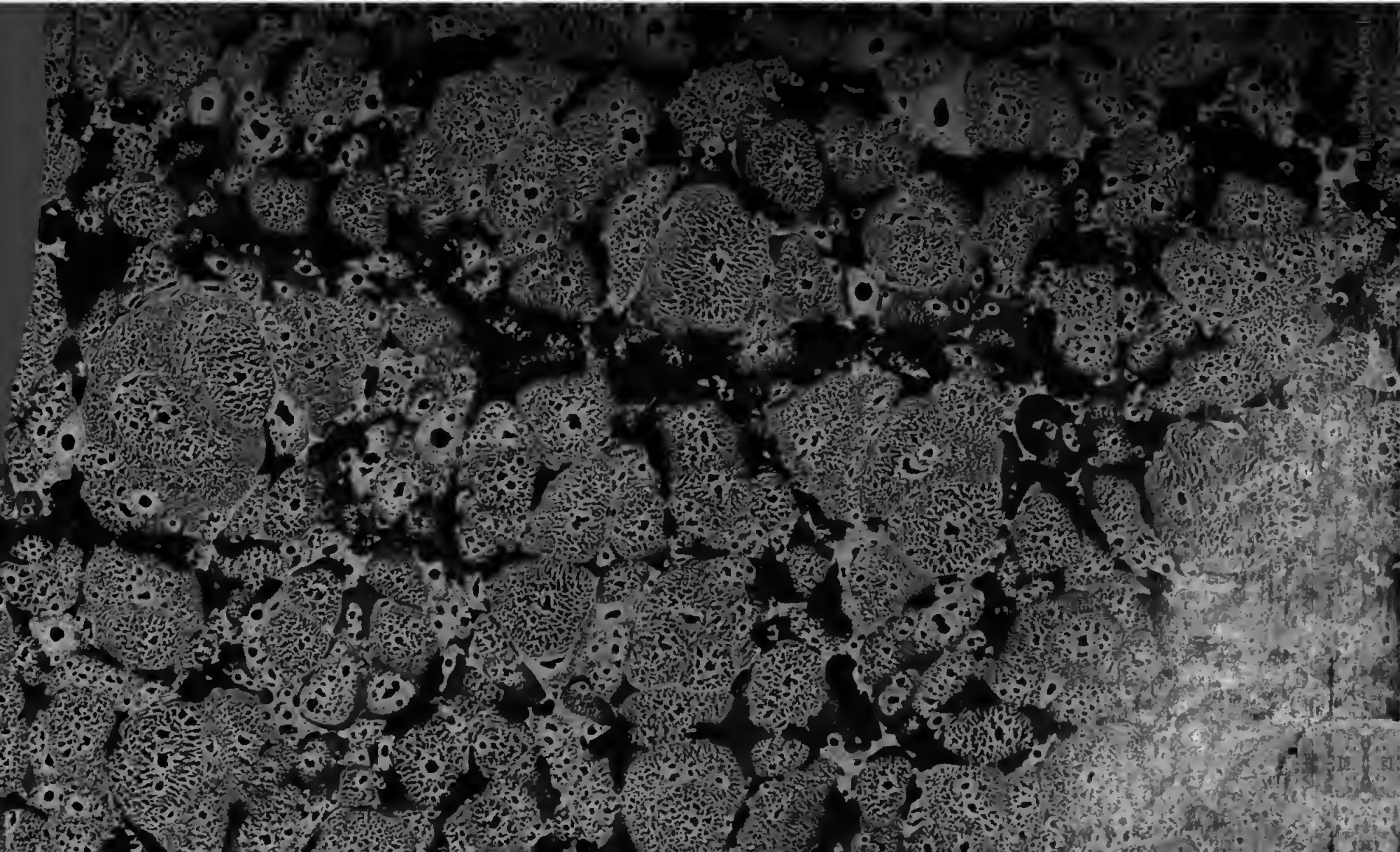
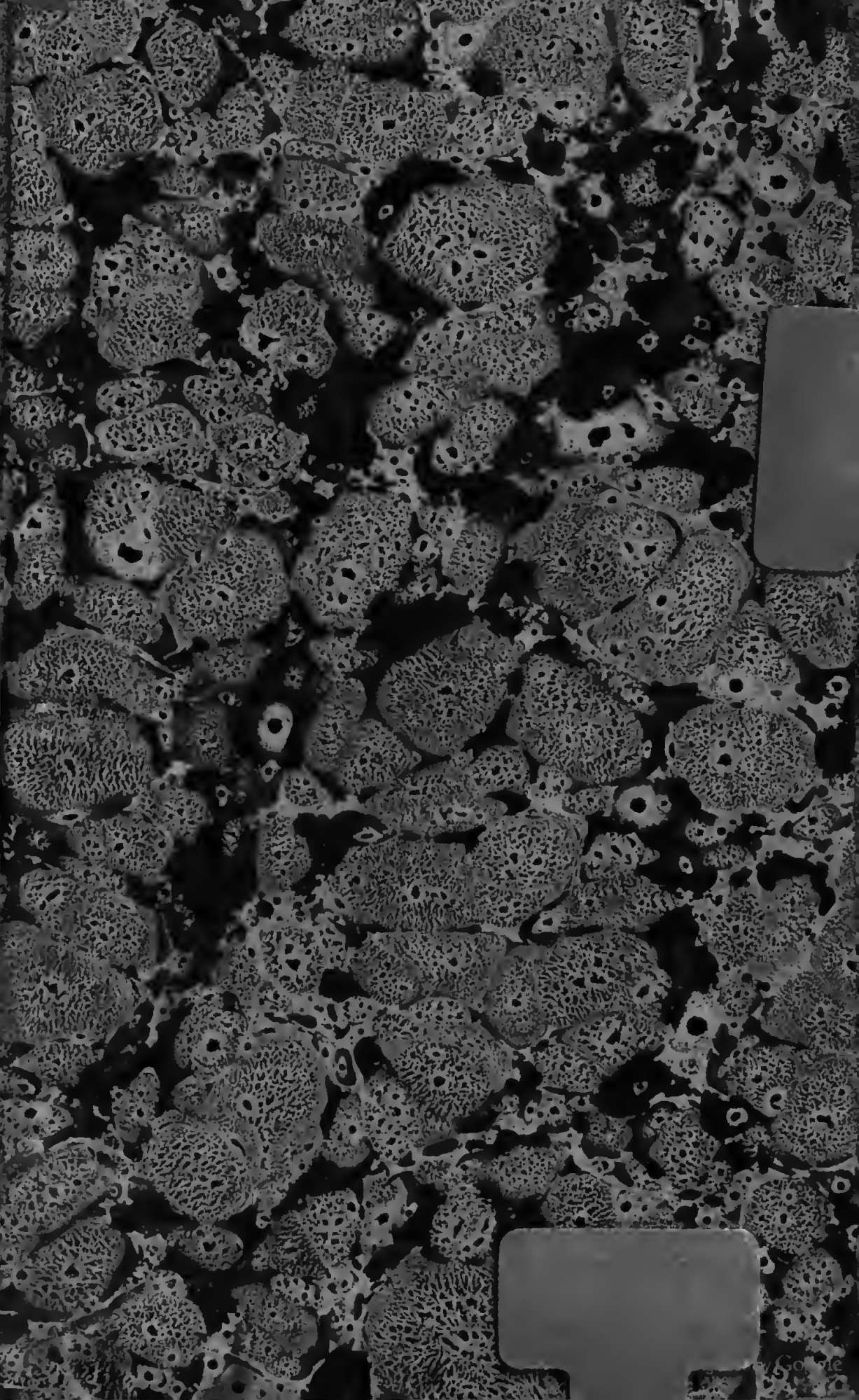
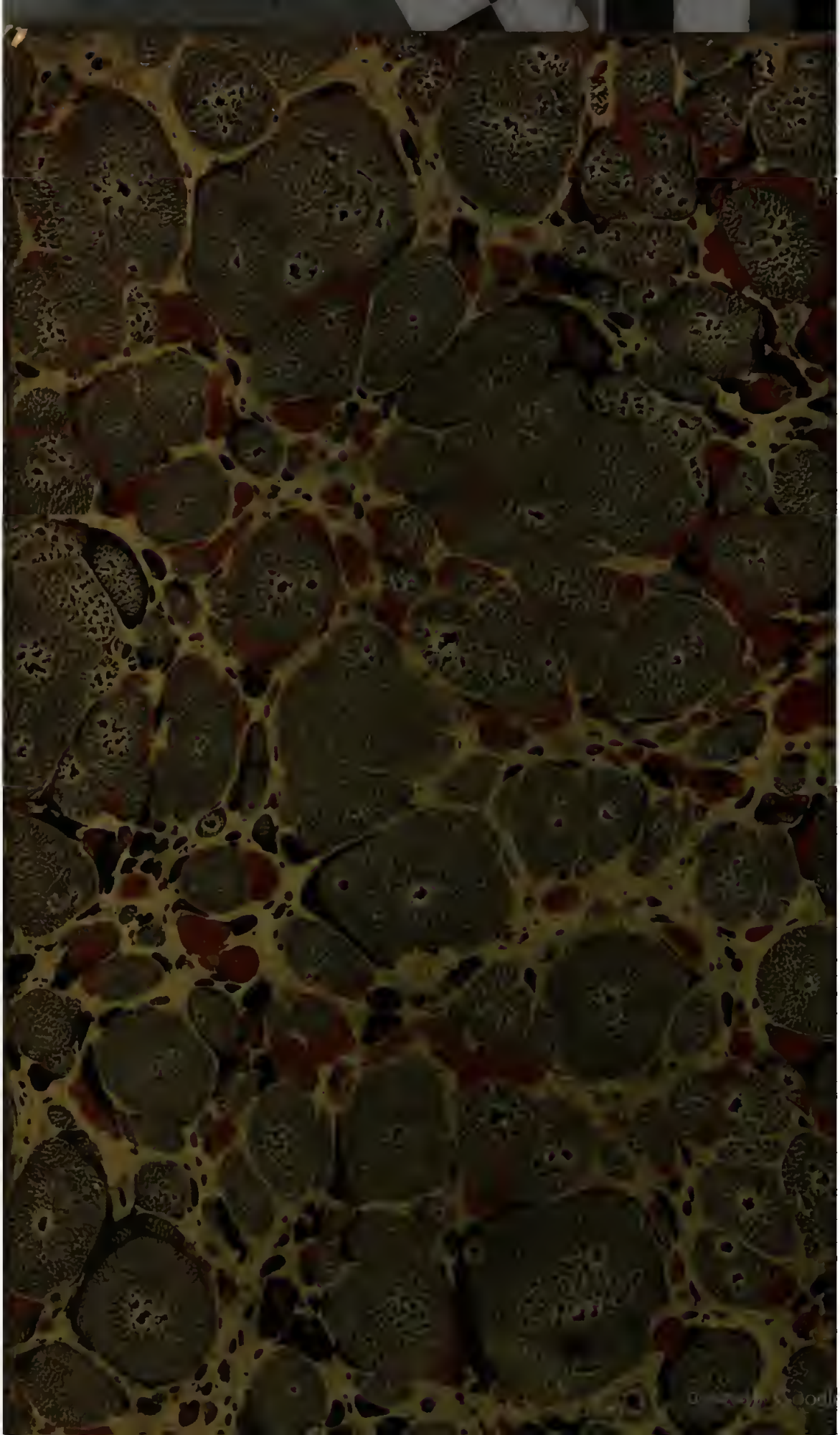
[1] Dulaure, *Hist. de Paris.*

[2] Il n'y eut d'abord qu'un maréchal de France, quand le commandement dans les armées fut attaché à cette dignité. Il y en eut deux sous saint Louis et ses successeurs. Dès que l'un mourait ou était *déchargé*, soit par démission volontaire, soit autrement, le roi en nommait aussitôt un autre, comme il est souvent marqué dans nos historiens. François Ier en créa un troisième. (*Hist. de la mil. franç.*, par le P. Daniel.)

mens; les escadrons qui avaient été imaginés par Charles-Quint, s'introduisirent dans la cavalerie française. Le perfectionnement du jet des bombes et le premier usage des boulets rouges, attestèrent les progrès toujours croissans de l'artillerie.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

582797

Digitized by Google